



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service

Services des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## CANADIAN THESES

## THÈSES CANADIENNES

### NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

### AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

**THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED**

**LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE**

**Canada**

**La crise des représentations politiques et intellectuelles dans  
la France de l'entre-deux-guerres**

**Marc Simard**

**Thèse**

**présentée**

**au**

**Département d'histoire**

**comme exigence partielle en vue de l'obtention  
du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D.)**

**Université Concordia  
Montréal, Québec, Canada**

**Mars 1987**

**© Marc Simard, 1987**



Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-37115-3

## SOMMAIRE

### La crise des représentations politiques et intellectuelles dans la France de l'entre-deux-guerres

Marc Simard, Ph.D.  
Université Concordia, 1987

Cette thèse propose, en dernière analyse, une nouvelle conceptualisation de la question du fascisme en France pendant l'entre-deux-guerres. Nous y proposons une interprétation des représentations politiques et intellectuelle qui fournit une alternative à la dichotomie "fasciste - non-fasciste" qui a conduit les études historiques et politiques dans une sorte de cul-de-sac théorique.

En fait, nous croyons que la "fascination" pour le fascisme doit être comprise comme une crise des représentations intellectuelles dont la matrice serait un rejet de la modernité. La pensée anti-moderne, inscrite dans la première partie du binôme "gemeinschaft - gesellschaft", se révèle en effet alors comme un rejet de la société de masse qui se développe au sein de la société européenne.

Nous croyons que l'acuité particulière que prend alors la pensée des intellectuels non-conformistes, qui rejettent pêle-mêle le capitalisme, l'individualisme, le matérialisme, la démocratie parlementaire, le mode de vie bourgeois, la standardisation, le fordisme et le taylorisme, et qui a souvent été interprétée comme participant de l'idéologie fasciste, s'explique plutôt par la conjonction

de deux phénomènes: d'un côté, l'évolution de cette pensée anti-moderne qui, née à la fin du XIXe siècle, connaît un regain de vigueur; de l'autre, la crise de régime que vit une France vieillie, dont les élites politiques pratiquent un jeu inintelligible dans la "maison sans fenêtre".

Cette étude comporte deux parties. La première se veut une analyse du "coma clinique" de la Troisième République pendant l'entre-deux-guerres, et se subdivise ainsi: d'abord, une interprétation générale du système, où nous avons largement utilisé les catégories explicatives de Stanley Hoffmann; ensuite, une illustration de l'immobilisme des hommes politiques de la Troisième République, par le moyen de quatre exemples; et en troisième lieu une description de la crise de 1934 qui voit une tentative de réforme des institutions politiques, pilotée par Gaston Doumergue, "capoter lamentablement". La conclusion de cette partie se présente comme une nouvelle explication de la crise du régime, comprise comme une crise des représentations politiques dont le facteur principal est, chez les politiciens de la Troisième République, une sacralisation du régime qui contribue largement à sa sclérose.

La seconde partie se veut une analyse de la pensée de la jeunesse intellectuelle non-conformiste des années trente, et se subdivise ainsi: d'abord une présentation de la constellation fasciste en France, assortie d'une étude de l'historiographie du fascisme en France depuis 1960, d'où il ressort que le concept de fascisme doit être "décentré"

pour céder la place à une catégorie explicative plus fructueuse, celle de révolte contre la modernité; en second lieu, une étude de la vision française de la "menace américaine" de 1920 à 1939, qui sert à illustrer la fixation de certains intellectuels sur une attitude de rejet de la modernité; enfin, une démonstration de la centralité de la fixation anti-moderne dans la pensée des jeunes non conformistes des années trente.

## REMERCIEMENTS

---

Ce travail n'aurait pu être réalisé sans l'aide précieuse de certaines personnes. C'est pourquoi nous aimerions ici exprimer aux uns et aux autres notre profonde gratitude.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance et à adresser nos plus sincères remerciements à notre directeur de thèse, monsieur John Laffey, professeur au département d'histoire de l'Université Concordia, pour son aide précieuse, sa disponibilité exceptionnelle et son active sympathie tout au long de cette recherche.

Nos remerciements s'adressent aussi à l'ensemble du corps professoral et du personnel d'encadrement du département d'histoire de l'Université Concordia, et plus spécifiquement à messieurs Fred. Bode et Charles Bertrand, pour leur aide et leur sympathie constantes tout au long de ces six années pendant lesquelles nous avons pu bénéficier de leur expertise et de leurs encouragements.

Nous remercions aussi tous les responsables de bibliothèques et de fonds d'archives qui ont facilité nos recherches, et plus spécifiquement madame Moinot, directrice de la Bibliothèque de l'Assemblée Nationale à Paris, dont la gentillesse et la compréhension furent un facteur important dans l'achèvement de ce travail.

A Lucie, Rachel et Xavier, mon amour, mon affection, ma gratitude.

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	p. iii
REMERCIEMENTS.....	p. vi
DEDICACE.....	p. vii
TABLE DES MATIERES.....	p. viii

INTRODUCTION.....	p. 1
-------------------	------

PREMIERE PARTIE. La crise du régime(1919-1936)

CHAPITRE I. <u>Un Parlement qui tourne à vide</u> .....	p. 17
---	-------

- A-Une France repue et stagnante
- B-La nature du système politique
- C-Une droite prudente et divisée
- D-Une gauche craintive et immobile
- E-Les ligues des années vingt: affaire de conjoncture?

CHAPITRE II. <u>Quatre symptômes</u> .....	p. 58
--	-------

- A-Tardieu et l'outillage national (1929-1932)
- B-Mandel et la réforme électorale (1931-1932).
- C-Reynaud et la dévaluation (1932-1936)
- D-Louise Weiss et le vote des femmes (1934-1936)

CHAPITRE III. <u>1934: la crise du régime et l'échec de la réforme</u> .....	p. 123
--	--------

- A-La France dans la tourmente
- B-L'esprit ancien-combattant
- C-1932-1934: un antiparlementarisme généralisé
- D-Le sens du 6 Février
- E-Doumergue et Tardieu: à Versailles!
- F-La bouée de l'antifascisme

ILLUSTRATIONS.....	P. 222
--------------------	--------

## DEUXIEME PARTIE. La crise des représentations

CHAPITRE IV. <u>La question du fascisme en France</u> .....	p. 235
---	--------

- A-Les bases du fascisme
- B-L'"esprit des années trente"
- C-Partis, mouvements et manifestes: des fascismes?
- D-Le point de la question
- E-L'hypothèse de la modernité

CHAPITRE V. <u>La menace américaine</u> .....	p. 317
---	--------

- A-Le capitalisme de l'entre-deux-guerres
- B-Les relations entre la France et les USA.
- C-Un certain anti-américanisme
- D-Quelques fausses notes
- E-"Gemeinschaft" vs. "Gesellschaft"

CHAPITRE VI. <u>La jeune droite intellectuelle face à la modernité</u> p. 348	
---	--

- A-Le mouvement personnaliste: Esprit et Ordre Nouveau
- B-La littérature anti-moderne
- C-La jeune droite élitiste
- D-"Je suis partout" et "La gerbe"
- E- Les fascistes

CONCLUSION:.....	p. 425
------------------	--------

APPENDICES.....	p. 444
-----------------	--------

BIBLIOGRAPHIE.....	p. 474
--------------------	--------



## INTRODUCTION

Il est certaines oeuvres qui parlent aux humains de toutes les époques, alors que certaines autres semblent étrangement figées dans le temps, parlantes seulement pour leurs contemporains. Les premiers contacts avec la littérature française de l'entre-deux-guerres produisent souvent ce genre de malaise indéfinissable: comme si l'auteur, qu'il soit romancier ou essayiste, nous parlait de si loin, d'un lieu de nous si méconnu que l'intelligence de son texte devait nécessairement nous échapper. Ce Gilles<sup>(1)</sup>, par exemple, personnage central de l'oeuvre de Drieu La Rochelle, comme il est différent de l'homme d'après 1945: ses préoccupations, ses réflexions, ses angoisses, son être même nous demeurent étrangers. La littérature de fiction de l'entre-deux-guerres regorge de ces textes si caractéristiques d'une forme de pensée, d'une époque, qu'ils ne sont plus guère que des objets d'études historiques ou littéraires, ayant perdu pour les humains d'après 1945 cette dimension d'universalité qui fait certains auteurs plus anciens nous sont plus proches que les romanciers Brasillach ou Drieu par exemple. Il en va de même pour une grande partie de la littérature politique publiée pendant la période. Combien lourds, abstrus, exotiques même, nous apparaissent les essais

---

(1) Pierre Drieu La Rochelle, Gilles, Paris, Gallimard, 1939, (Coll.: "Folio" # 459), 689 p.

de Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Arnaud Dandieu ou Emmanuel Mounier. Leur façon d'être, de sentir, de voir, de concevoir nous sont-ils donc si étrangers, à peine cinquante ans plus tard?

C'est de ce genre de réflexions que nous est venue, il y a de cela quelques années, la problématique initiale de cette recherche, qui nous fut en quelque sorte suggérée par l'"étrangeté du texte". L'interrogation de base qui a présidé à nos recherches pourrait grosso modo être formulée comme ceci: comment s'explique le fait que ces textes, produits pendant les années trente, aient pu perdre une grande partie de leur pertinence jusqu'à devenir des objets de collection qui préoccupent plus les antiquaires et les historiens que les hommes et les femmes de notre époque? pourquoi la problématique, la perspective de ces textes nous sont-elles si étrangères?

A cette interrogation s'ajoutait l'énigme de l'immobilisme de la société française d'avant la Deuxième Guerre mondiale, et plus particulièrement de la sclérose de son système politique. Dans un texte important, où il proposait des catégories explicatives qui sont depuis lors devenues des références obligées, Stanley Hoffmann décrivait la société française de l'entre-deux-guerres comme une "société bloquée"(2). Il y présentait le système politique de la Troisième République comme un jeu pratiqué à l'écart de la nation par

(2) Stanley Hoffmann, "Paradoxes de la communauté politique française", in S. Hoffmann et al., A la recherche de la France, Paris, Seuil, 1963, pp. 13-138.

une classe politique qui se perpétuait, et ayant pour fonction d'empêcher la remise en question par l'Etat de l'équilibre fondamental de la société. Hoffman s'intéressait au régime politique de la Troisième République depuis la perspective de l'après-guerre, alors que la France semblait avoir trouvé un dynamisme qui lui faisait largement défaut avant 1940. Il recherchait aussi dans la rupture de la "synthèse républicaine" pendant les années trente les causes ou les prodromes du grand déchirement de 1940-1944 entre les partisans de la "Révolution nationale" et ceux de la Résistance. Paradoxalement, Hoffman voyait dans Vichy et dans la Résistance des voies parallèles de transformation de la "société bloquée". Mais comment concilier cet immobilisme avec la domination électorale de partis (radicaux et socialistes) se réclamant de la gauche? Comment expliquer la mobilisation de la classe politique en entier contre les propositions de dévaluation du franc comme solution à la Crise à partir de 1933? Comment comprendre cette fascination pour la "dictature" exercée par un vieillard se disant au-dessus des partis, qui après avoir sauvé le régime en 1934, entrainera la France à Montoire en octobre 1940? Autant de questions, parmi d'autres, qui semblaient justifier une nouvelle appréhension de cette crise, à la fois dans le but d'en comprendre les mécanismes et d'en définir la rationalité.

C'est à partir de ces interrogations qu'a lentement germé la problématique de notre recherche, axée autour de ces deux phénomènes: d'un côté, la sclérose du régime, et de l'autre l'"archaïsme" de la pensée

politique des jeunes intellectuels des années trente, ainsi que la fascination qu'ils éprouvent pour les modèles étrangers de "régénération virile". Deux problèmes qui, quoiqu'ils soient distincts quant à leur genèse et se situant sur des plans différents, nous apparaissent étroitement liés: car la pensée politique des jeunes intellectuels, quoiqu'appartenant à un courant rattaché à la transformation de la société européenne depuis la seconde moitié du XIXe siècle et ne dépendant par conséquent que marginalement de phénomènes comme l'ébranlement économique des années trente ou la crise du régime, se nourrit de celle-ci, dont l'évidence est aveuglante en ces temps de détresse et à un moment où les voisins de la France semblent connaître une radicale réjuvenation; de même, la sclérose du régime s'accroît face à la radicalisation de la jeunesse intellectuelle, laquelle apparaît à la classe politique<sup>(2a)</sup> comme une menace pour l'intégrité même du système et suscite chez les partis de la gauche républicaine (radicaux et socialistes) une vigoureuse défense des acquis politiques et sociaux de la IIIe République. Notre recherche prendrait donc la forme d'une enquête menée sur deux phénomènes parallèles se nourrissant mutuellement: d'une part, la crise du régime, dans ses manifestations comme dans sa rationalité, suscitant l'impatience, le dégoût et le rejet chez un grand nombre de jeunes intellectuels; de l'autre, la pensée (qui se présente comme "révolutionnaire" ou "fasciste") de jeunes

---

(2a) Par "classe politique", nous entendons ici l'ensemble des personnages directement intéressés par le jeu parlementaire, soit: les députés, sénateurs et ministres; les non-parlementaires ministrables; les candidats potentiels et les candidats défaits; les organisateurs professionnels et les "éminences grises".

intellectuels réfractaires aussi bien au régime politique qu'au système économique.

Cette problématique, nous l'avons conceptualisée comme constituant une "crise des représentations politiques et intellectuelles". C'est-à-dire une crise dans les représentations que les hommes politiques se font du régime, de sa nature, de sa fonction; qui génère une incapacité à penser le changement, et à fortiori à l'absorber; et une crise des représentations intellectuelles au sein de la jeunesse, laquelle doit être d'abord vue comme l'adhésion à un certain anti-modernisme compris comme la célébration de l'unique et de l'artisanal, une fixation sur ce qu'il est alors convenu d'appeler la "menace américaine", en somme la célébration de la "Gemeinschaft" (société) aux dépens de la "Gesellschaft" (communauté), et en second lieu comme une certaine fascination pour les modèles politiques se réclamant de la jeunesse et de la virilité. Nous entendons donc démontrer: 1) que le régime politique de la Troisième République est, pendant la période de l'entre-deux-guerres, incapable d'assimiler le changement, perçu le plus souvent comme une rupture du contrat républicain, et résolument allergique à toute forme de révision constitutionnelle, dont la problématique elle-même est incompatible avec l'interprétation dominante de la République; 2) que les efforts faits jusqu'à maintenant par les historiens et les politologues pour déterminer le degré de "fascisation" des jeunes intellectuels non-conformistes ont dans une large mesure été vains puisque l'attitude de

ceux-ci doit être interprétée comme une modalisation particulière du grand courant de pensée anti-moderne qui embrase la communauté intellectuelle européenne de 1880 à 1945 environ. En d'autres termes, nous entendons lier une crise politique que nous interprétons comme une réaction de défense à la mise à l'épreuve d'une conception sacrée et intangible de la République à une crise intellectuelle de nature morale dont le principe repose plus dans un rejet de la modernité<sup>(3)</sup> que dans une quelconque fascination pour le fascisme.

Nous nous adressons donc ici à deux des plus anciennes catégories de la science historique, soit l'histoire politique et l'histoire intellectuelle. Cela dans le but de formuler de nouveaux concepts qui permettront selon nous d'atteindre à une meilleure appréhension de la crise que traverse la Troisième République pendant les années trente et de dénouer l'impasse qui persiste après plus de cinquante ans de travaux sur la question du fascisme en France. Nous n'avons bien sûr pas la présomption de croire que nos travaux

---

(3) Dans cette thèse, nous entendons par modernité la forme particulière que prend la société occidentale au tournant du XXe siècle, avec comme caractéristiques essentielles la mécanisation des entreprises, la multiplication des entreprises "géantes" du type corporation aux dépens de l'entreprise familiale, le développement de l'organisation scientifique du travail et de la standardisation, la croissance des villes, l'apparition du bien de consommation standard (automobiles, postes de T.S.F., etc.), et le développement des systèmes politiques démocratiques fondés sur le suffrage universel et la prééminence du législatif, en d'autres termes la démocratie et la société de masses. Si une telle définition a le défaut d'être essentiellement descriptive, elle a par contre le mérite d'être opératoire et de s'accorder à la perception qu'avaient du phénomène les intellectuels de l'époque.

rejetteront dans l'ombre les travaux désormais obsolètes de nos prédécesseurs. D'autant plus que nous avons largement puisé à leur science et à leur documentation, et que la richesse de leurs publications sur les sujets qui nous préoccupent est très grande. Plus modestement, nous espérons éclairer certains phénomènes jusqu'ici vus depuis certaines perspectives sous un jour nouveau, et à la rigueur ouvrir de nouvelles avenues de recherche.

Pour en arriver à ce renouvellement des interprétations et de la conceptualisation, nous nous en sommes pourtant tenu aux méthodes traditionnelles de l'histoire en ce qui regarde l'analyse des textes. Au fil de nos recherches et de nos lectures, il nous est arrivé d'éprouver une certaine attirance pour un modèle explicatif ou une méthode analytique en particulier. Ainsi avons-nous pris connaissance avec grand plaisir de la séduisante explication "anthropologique" (les rapports familiaux serviraient de modèle aux relations politiques et définiraient le rapport de l'individu à l'autorité) que donne Emmanuel Todd des systèmes et forces politiques à la surface de la terre<sup>(4)</sup>: une étude approfondie de son cadre explicatif et de sa méthodologie nous a toutefois convaincu du caractère inapplicable sinon fantaisiste de son modèle. De même, l'"archéologie du savoir" telle qu'élaborée par Michel Foucault nous a un moment paru constituer une voie d'accès privilégiée au matériau de la pensée politique dans la France de l'entre-deux-

<sup>(4)</sup> Emmanuel Todd, La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques, Paris, Seuil, 1983, (Coll.: "Empreintes"), 252 p.

guerres(5): mais, outre le fait que la méthode foucaldienne semble au profane ne pouvoir être appliquée correctement que par le maître, la nature même de notre matériau (les textes produits pendant les années trente par les jeunes intellectuels non-conformistes) ne semblait pas posséder le degré de cohérence non plus que l'ampleur requis pour justifier une archéologie. Nous avons aussi réfléchi à la possibilité d'utiliser l'une ou l'autre des méthodes fournies par l'analyse du discours(6) pour appréhender certaines parties de notre corpus: le caractère modeste de notre propos ne nous a pas paru requérir un investissement de cette importance, d'autant plus que nous avons la très nette impression que, dans ce cas précis, "la montagne accoucherait d'une souris". Car le problème méthodologique qui se présentait à nous n'était pas de faire ressortir, au moyen de techniques sophistiquées, d'un ou de plusieurs textes des caractéristiques que l'analyse de type traditionnel avait laissées dans l'ombre; ou encore d'illustrer des correspondances difficilement perceptibles au moyen d'une lecture linéaire des textes d'archives; ou même de mettre à jour une nouvelle structure interprétative intriquée dans le matériau historique lui-même. En fait, les caractéristiques du système politique et les perspectives intellectuelles que nous ferons ressortir,

(5) Michel Foucault, L'archéologie du savoir, Paris, Gallimard, 1969, (Coll.: "Bibliothèque des sciences humaines"), 279 p., et Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines, Paris, Gallimard, 1966, (Coll.: "Bibliothèque des sciences humaines"), 400 p.

(6) Voir Dominique Maingueneau, L'analyse du discours, Paris, Hachette, 1976, (Coll.: "Langue. Linguistique. Communication"), 192 p., et Régine Robin, Histoire et linguistique, Paris, Armand Colin, 1973, 307 p.



ici avaient déjà largement été mises à jour et finement analysées par un certain nombre de chercheurs utilisant les méthodes traditionnelles de l'histoire, ou celles de la psychanalyse, ou celles de la politologie, ou encore celles de l'analyse du discours. Notre propos ne pouvait donc pas être de faire jaillir du néant d'un matériau encore relativement méconnu: les textes d'Emmanuel Mounier ou encore la question de la dévaluation, pour ne prendre que ces exemples, n'ont-ils pas été étroitement quadrillés par les spécialistes des sciences humaines? Nous désirions plus modestement proposer une nouvelle conceptualisation de ce qui nous apparaît être une profonde crise des représentations dans la France politique et intellectuelle de 1929 à 1935.

Cette réinterprétation doit à notre avis se faire en deux temps. La première partie de cette thèse portera sur la crise du régime pendant l'entre-deux-guerres, et plus spécifiquement pendant cette courte période de six ans (1929-1935) qui voit les institutions de la Troisième République atteindre leur nadir dans l'opinion publique. Nous y proposerons d'abord une interprétation générale du système, dans laquelle nous utiliserons largement les catégories explicatives de Stanley Hoffman: le premier chapitre consistera en une sorte de coupe stratigraphique du système politique, où il sera démontré que la République est alors anémiée par la faiblesse et l'indécision de sa droite et par la prudence et la division de sa gauche; le second chapitre servira à illustrer, par le moyen de quatre exemples (le passage de

Tardieu au gouvernement en 1929-1932; la tentative de Georges Mandel de faire abolir le second tour de scrutin en 1931-1932; le "long combat" de Paul Reynaud pour la dévaluation de 1933 à 1935; la lutte que mène Louise Weiss de 1934 à 1936 pour obtenir le suffrage féminin), l'immobilisme affligeant des hommes politiques de la Troisième République, campés dans des attitudes de réification de la Constitution et de prosternation devant des théories économiques obsolètes, qui contribue largement à la désaffection à l'égard du système parlementaire; le troisième chapitre portera quant à lui sur l'année 1934, qui voit une tentative de réforme des institutions, pilotée par Gaston Doumergue, avorter devant la résistance farouche des radicaux et des socialistes se présentant comme le dernier carré des défenseurs de Marianne devant l'assaut des hordes fascistes et bonapartistes. La conclusion de cette première partie devrait se présenter comme une nouvelle explication de la crise du régime, comprise comme une crise des représentations politiques dont le facteur principal est, chez les politiciens de la Troisième République, et plus particulièrement chez les radicaux et les socialistes, une sacralisation du régime qui contribue à sa sclérose et rend toute réforme des institutions impossible.

La seconde partie, quant à elle, se veut une analyse de la pensée de la jeunesse intellectuelle non-conformiste: son but est de trouver une façon de libérer la recherche historique de l'hypothèque du fascisme comme concept central et incontournable de l'époque. Nous y

procéderons d'abord à une analyse théorique et historiographique de la question du fascisme en France d'où il devrait ressortir que le concept de fascisme doit, dans l'étude de la pensée politique des années trente, être mis de côté pour céder la place à une catégorie explicative beaucoup plus fructueuse, celle de rébellion contre la modernité. Le cinquième chapitre, intitulé "la menace américaine", servira à la fois à illustrer la fixation de certains intellectuels dans une attitude de rejet de la modernité dont l'incarnation menaçante serait la société américaine, et à démontrer la nature et la réalité du lien existant entre l'anti-modernisme et le fascisme, celui-ci devant à notre avis être considéré comme une des excroissances, une des réalisations possibles du courant de pensée anti-moderne qui se développe dans la société européenne de 1880 à 1940. Le sixième et dernier chapitre constituera quant à lui une démonstration de la réalité et de la centralité de la fixation anti-moderne dans la pensée des jeunes intellectuels anti-capitalistes et anti-parlementaires des années trente: Mounier, Dandieu, Maulnier, Brasillach, Maxence, Drieu.

Cette relecture de la crise du régime et de la pensée non-conformiste de "droite", nous l'avons effectuée à partir d'une recherche dont les grandes lignes n'ont rien de "révolutionnaire". Soulignons d'abord que nous avons utilisé divers types de matériaux: archives publiques et privées (fonds André Tardieu, Paul Reynaud, Edouard Daladier, Léon Blum, Joseph Caillaux), quotidiens (Le Temps, L'Echo de Paris, Le Matin, Le Populaire, L'Oeuvre, La République) et

hebdomadaires d'époque (Je suis partout, 1933, Gringoire, Marianne), mémoires et œuvres contemporaines. Nous avons dû, compte tenu des limites de temps qui nous étaient imposées, procéder par "sondage". Les critères retenus pour la sélection du matériel ne sont évidemment pas "scientifiques": ils tiennent à une appréciation personnelle et parfois, il faut bien l'avouer, empirique, de l'importance et de la pertinence des documents entre lesquels il nous fallait opérer un choix. On notera toutefois que nos conclusions ne sont jamais basées sur des évidences trop minces ou des textes peu représentatifs: nous avons cherché autant que possible à couvrir le plus de "terrain" possible et à sélectionner dans l'œuvre d'un auteur (Mounier, par exemple) ou dans la masse de la documentation disponible (sur Tardieu ou Reynaud, par exemple) ce qui, à la lumière de nos connaissances, nous apparaissait comme essentiel, incontournable<sup>(7)</sup>. On pourra peut-être nous reprocher de ne pas avoir tout lu. Mais nous croyons non seulement que cela n'était pas, compte tenu de l'ampleur de notre sujet, possible, mais encore que cela n'était pas nécessaire. Car le but de cette recherche n'était pas de produire l'étude exhaustive et "définitive" d'un

---

<sup>(7)</sup>Dans le cas de Mounier et de la revue Esprit, par exemple, nous avons d'abord sélectionné certains ouvrages qui nous apparaissaient, après avoir consulté les auteurs les plus importants sur le sujet (Hellman, de Senarclens, Winock), comme les plus importants dans l'œuvre du fondateur; puis, nous avons procédé à une lecture "sélective" de la revue, inspirée par le souci de couvrir le plus grand nombre de thèmes possible et d'avoir une idée du mouvement tant dans son unité que dans sa diversité; cette procédure nous a permis de consulter la majorité des textes publiés par Mounier entre 1931 et 1939, et de lire attentivement près d'une trentaine d'articles offerts par divers auteurs à la revue pendant la même période.

problème, d'un mouvement, d'un courant de pensée ou encore d'un intellectuel en particulier, mais de proposer une nouvelle explication de la crise des institutions politiques françaises pendant les années trente et de suggérer une nouvelle lecture conceptuelle de la pensée non-conformiste de "droite" chez un certain nombre de jeunes intellectuels particulièrement actifs et remuants pendant les années trente. Il s'agissait pour nous de faire une relecture perspectiviste<sup>(8)</sup> des actions, des attitudes et des écrits de la classe politique (française) et des jeunes intellectuels, en réaction contre le régime et la société pendant les années trente: en d'autres termes de faire de ces manifestations une lecture qui soit à la fois textuelle et contextuelle, et de considérer leurs textes et leurs discours comme des actions, des comportements, en somme comme une forme d'échange, de conversation entre une situation et une stratégie pour faire face à cette situation. Notre propos pourrait par conséquent être résumé ainsi: à partir d'une analyse de la crise du régime, qui selon nous doit être comprise comme une crise des représentations politiques, procéder à une nouvelle conceptualisation de l'attitude de rejet du système (politique et économique) présente dans une fraction importante de la jeunesse intellectuelle et le plus souvent analysée jusqu'ici dans les termes de son adéquation ou non avec le "fascisme", dans le but de découvrir s'il existe un dénominateur commun à ces révoltes individuelles. Croyant

(8) L'exposition de la vision "perspectiviste" de l'histoire est faite de façon extrêmement intéressante et persuasive par Gene Wise, American Historical Explanations. A Strategy for Grounded Inquiry, Minneapolis, U. of Minnesota Press, 1980 (2nd ed., c. 1973), 381 p.

avoir trouvé ce dénominateur commun dans une attitude de refus de la modernité, nous essaierons d'expliquer tant les racines, les sources de celle-ci, que la rationalité et la fonction de l'intervention textuelle ou politique des jeunes intellectuels non-conformistes.

Fondée sur l'application du principe de non-contradiction<sup>(10)</sup>, notre explication de ce que nous avons appelé la "crise des représentations politiques et intellectuelles" des années trente se veut un nouveau "scénario"<sup>(11)</sup> susceptible de jeter un éclairage différent sur des phénomènes (crise du régime et bouillonnement "révolutionnaire" chez les jeunes intellectuels de "droite") analysés jusqu'ici en des termes qui selon nous ne permettaient une élucidation satisfaisante ni de leurs rapports mutuels, ni de leurs enracinements respectifs. Pour ce faire, il fallait d'abord écarter des façons de poser ces problèmes qui, quoique procurant des explications satisfaisantes pour l'esprit à certains niveaux, ne permettaient pas de comprendre pourquoi les radicaux et les socialistes étaient devenus à l'orée des années trente des conservateurs, ou encore pour quelles raisons un Drieu La Rochelle fit acte d'allégeance au fascisme tandis qu'un Thierry

(10) Il s'agit évidemment ici de ne pas faire d'affirmations qui seraient explicitement démenties par d'autres textes ou actions du même acteur ou du même groupe; quand nous sommes entré en contact avec des contradictions apparentes au sein de la pensée ou de la praxis d'un acteur, nous avons traité cette contradiction dans le texte.

(11) Sur la conception de l'écriture de l'histoire comme production de scénarios, voir le magnifique ouvrage du regretté Michel de Certeau, L'écriture de l'histoire, Paris, Gallimard, 1975, (Coll.: Bibliothèque des histoires), 361 p.

Maulnier se tint prudemment à l'écart des mouvements politiques irrationnels, par exemple: ainsi, la question de la division des partis politiques en une droite et une gauche, qui peut certes procurer des instruments d'intelligibilité dans l'analyse des problèmes politiques des années trente, mais qui n'a que peu à voir avec un malfonctionnement du régime dont la rationalité repose dans une crise des représentations qui affecte l'ensemble de la classe politique et plus particulièrement les membres du parti radical, axe incontournable du système parlementaire de la Troisième République à ce moment; ou encore la question de l'adéquation (ou de la non-adéquation) de la pensée d'un intellectuel ou d'un mouvement en particulier avec la "doctrine fasciste" (qu'il faudrait d'ailleurs définir après en avoir démontré l'existence), procédé analytique qui a malheureusement entraîné l'histoire des mouvements politiques et des intellectuels des années trente dans un cul-de-sac dont la pratique de l'étiquetage n'est pas la seule faute.

La France des années trente nous apparaît être une "société bloquée" à divers titres. Ses hommes politiques campent sur des positions attentistes pour ne pas dire "déconnectées" alors même que la gravité de la crise économique devrait inciter à un renouvellement; ses jeunes intellectuels sont aveuglés soit par la grande lueur qui vient de l'est (la révolution bolchévique), soit par le mirage nordique d'une société organique promettant à leurs yeux une réinsertion de l'esprit dans le tissu socio-économique. Il est curieux de constater,

comme le fait Richard Kuisel, que le sentiment collectif du déclin national et le désenchantement à l'égard de l'ordre libéral qui accompagnent la crise du régime et nourrissent littéralement les textes de la jeunesse non-conformiste, "...aient été les sources d'un élan fondamental de renouvellement" qui se manifesta pendant et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et "...fit que le pays s'engagea dans la voie d'une réorganisation générale, accompagnée par l'interventionnisme de l'Etat"(12). Nous voulons y voir la preuve que la crise du régime et l'attrait éprouvé par la jeunesse intellectuelle pour l'anti-capitalisme et l'anti-parlementarisme pendant les années trente constituent le coeur d'une crise des représentations politiques et intellectuelles qui marque, dans une France au seuil du passage à une nouvelle étape du développement, l'hésitation de ses élites à franchir le pas, à accepter tant la redéfinition du rôle de l'Etat que l'entrée dans ce que l'on appellera plus tard la "société de consommation".

(12) Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, Paris, Gallimard, 1984 (c. 1981), (Coll.: "Bibliothèque des histoires"), p. 460.



## PREMIERE PARTIE: LA CRISE DU REGIME (1919-1936)

### CHAPITRE I: Un parlement qui tourne à vide

Les contemporains de l'Armistice de Rethondes ont certes pu croire à une réjuvenation de la Troisième République. La France toute auréolée de sa victoire, il semble que "le parlementarisme démocratique atteigne alors son zénith"(1). On rend alors presque unanimement hommage à l'oeuvre du régime, qui peut avantageusement soutenir la comparaison avec l'étranger et les régimes antérieurs. C'est l'époque où les démocrates utilisent avec succès contre leurs adversaires monarchistes la "caution de Louis XIX": celui-ci, dont le règne aurait débuté en 1872 et ne se serait terminé qu'en 1932 avec la mort du souverain, aurait mérité d'être appelé "le Grand" par les historiens parce qu'il aurait donné à la France le second empire colonial du monde, payé la dette extérieure, gagné la guerre 14-18 et ramené à la France l'Alsace-Lorraine(2). Les tenants du régime ont d'autant plus raison de revendiquer pour celui-ci les mérites de la victoire que "...ses adversaires n'eussent pas manqué de

---

(1) Joseph-Barthélémy, La crise de la démocratie contemporaine, Paris, Sirey, 1931, p. 8.

(2) Maurice Duverger, L'autre côté des choses, Paris, A. Michel, 1977, pp. 23-24.

lui imputer la responsabilité d'une défaite"(3). Certes, le Parlement a dû faire appel, dans le but de mobiliser toutes les énergies de la nation pour la victoire, à Clémenceau qui, on le sait, gouvernait depuis les bureaux du ministère de la Guerre. Mais le régime a ainsi démontré sa souplesse et son efficacité, et on sait par ailleurs que le tempérament républicain n'a jamais répugné au jacobinisme. La Constitution de 1875, "pédestre et sans prétention"(4), a conduit la France au bout de la victoire après lui avoir assuré un long demi-siècle de tranquille stabilité.

Enracinée par son oeuvre, la Troisième République peut donc envisager l'avenir avec optimisme. Pourtant, les signes de malaise se multiplient. D'abord au plan démographique, la guerre ayant laissé un énorme creux qui amplifie les effets de la tendance malthusienne séculaire du peuple français: ce qui est notamment visible dans le faible renouvellement du personnel politique. Ensuite parce que la guerre a achevé de faire de la France une société de rentiers: "en renforçant le désir de quiétude, l'attrait des joies quotidiennes dans la monotonie d'une existence limitée à la famille et aux amis, la guerre de 1914 a consolidé une société de petits retraités, de petits paysans et de petits-bourgeois"(5). Si les progrès de l'industrie y sont incontestables pendant les années 20, la France ne connaît pas alors de véritable *take off*, tandis

(3) René Rémond, La droite en France de la première Restauration à la Cinquième République, t. I: 1815-1940, Paris, Aubier-Montaigne, 1968 (c. 1962), p. 194.

(4) Joseph-Barthélémy, op. cit., p. 8.

(5) Antoine Prost, Les anciens combattants (1914-1940), Paris, Gallimard, 1977, (Coll.: "Archives" # 69), p. 39.

que l'opinion publique demeure résolument ignorante des questions économiques: "elle incline à croire que la France victorieuse est créancière partout et débitrice nulle part; elle confond obstinément le signe de la richesse qu'est la monnaie, avec la richesse elle-même, c'est-à-dire la production économique; elle adhère au dogme intangible de l'étalon-or, impliquant la convertibilité de la monnaie"(6). Dans ces conditions, la seule politique économique possible en est une de stabilité financière, et les gouvernements successifs sont réduits à une gestion quotidienne des choses. La panique financière qui suit l'élection du Cartel des gauches en 1924 et qui culmine dans les émeutes de juillet 1926 qui entraînent la chute du second cabinet Herriot illustre bien cet état de faits: le simple retour au pouvoir de Poincaré permet la stabilisation du franc. En 1929, après trois ans de gouvernement Poincaré, l'opinion publique semble d'ailleurs avoir repris confiance dans les institutions politiques et dans le franc: la disparition des ligues d'extrême-droite (Faisceau de Georges Valois et Jeunesses Patriotes), fondées pour faire face à la menace incarnée par le Cartel, en est un signe patent. A ce moment, la France vit une sorte d'été indien aux plans économique et culturel: le franc-Poincaré et la littérature de Proust et de Valéry en sont les symboles. A l'extérieur, la politique de Briand a abouti à un rapprochement avec l'Allemagne de Weimar, le plan Young propose une solution satisfaisante au problème des réparations, et la Société des Nations est au plus haut de son prestige.

(6) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, La Troisième République (1870-1940), Paris, Calmann-Lévy, 1976 (c.1970), (Coll.: "Pluriel" # 8330), p. 230.

C'est vraiment l'époque des illusions: à partir de l'opinion largement répandue que la France possède l'heureux avantage d'un dosage presque parfait entre l'agriculture et l'industrie et que cette bonne fortune soutient les valeurs éprouvées que sont l'individualisme, le patriotisme, le goût de la famille et le bon sens, une large portion de la population assigne à la politique nationale "...le devoir d'essayer de maintenir l'équilibre entre l'industrie, le commerce et l'agriculture, d'épargner à la France les détresses et les bouleversements que connaissent d'autres pays fascinés par la course au progrès économique"(7). Privée par la guerre d'une bonne partie de ses jeunes hommes et de ses talents, la France incline à l'immobilisme et remet son sort entre les mains de politiciens lesquels, qu'ils s'avouent de droite ou de gauche, sont avant tout des notables conservateurs dont les habitudes et le mode de pensée appartiennent au XIXe siècle.

La nature du système politique favorise d'ailleurs cet immobilisme. Dans un ouvrage publié en 1946, François Goguel avait voulu voir le principe de fonctionnement de la Troisième République dans la division de l'esprit public français en deux familles de tempéraments politiques opposés: celle de l'Ordre établi et celle du Mouvement(8). Ainsi

(7) Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XXe siècle, Paris, Gallimard, 1984 (c. 1981), (Coll.: "Bibliothèque des histoires"), pp. 49-50.

(8) François Goguel, La politique des partis sous la Troisième République, Paris, Seuil, 1946, (Coll.: "Esprit. La cité prochaine"), 2 vol.

entendait-il expliquer partiellement l'affaiblissement progressif de la France, douloureusement ressenti en juin 1940. Il raffinait ainsi les analyses faites quelques quinze ans plus tôt par André Siegfried, lequel présentait le centre politique de la Troisième République non pas comme un plateau, mais comme une arête "...effilée avec deux pentes, ou plutôt -- car ce serait encore trop simple ---un enchevêtrement d'arêtes, qui cependant partagent inexorablement les tendances entre les deux versants"(9).

Cette vision a toutefois été contestée en 1967 par le politologue Maurice Duverger. Pour celui-ci, la République française ne repose pas sur le régime des partis, trop faibles, ni sur l'opposition de la droite et de la gauche: elle repose plutôt sur la loi du centrisme français, qui consiste "...à donner la prédominance à la distinction des extrémistes et des modérés sur celle de la droite et de la gauche"(10). Ainsi, selon ce principe de la "conjonction des centres", "...de 1875 à 1940, le pendule politique a oscillé du centre-droit au centre-gauche, non de la droite à la gauche"(11). C'est ce que Duverger appelle la "démocratie sans le peuple", véritable aliénation politique qui favorise l'immobilisme et génère l'antiparlementarisme: "pendant que les équipes semi-professionnelles du centre-droit et du centre-gauche se repassent alternativement le pouvoir, les citoyens regardent le déroulement de la

(9) André Siegfried, Tableau des partis en France, Paris, Grasset, 1930, (Coll.: "Les écrits"), p. 128.

(10) Maurice Duverger, La démocratie sans le peuple, Paris, Seuil, 1967, p. 131.

(11) Ibid., p. 9.

partie, sans y prendre part eux-mêmes"(12). C'est pourquoi l'évolution des structures suit en France un rythme syncopé, de nombreuses réformes étant réalisées en bloc et rapidement à des moments rares et brefs, tandis que les longs intervalles qui séparent ces moments d'activité législative sont marqués par une inaction quasi absolue(13). L'évolution de la vie politique entre les deux guerres paraît d'ailleurs lui donner raison: chaque gouvernement de gauche (celui d'Herriot en 1926, celui de Daladier en 1934, et celui de Blum en 1938) qui est renversé voit lui succéder un gouvernement des centres: Poincaré en 1926, Doumergue en 1934, et Daladier en 1938!

Eugen Weber a même remis en question, dans un article publié en 1960, l'idée largement partagée selon laquelle la France aurait lentement évolué de la droite vers la gauche au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles: pour lui, les historiens font une grossière erreur en prenant le "mythe" de la gauche pour une réalité(14). En fait, depuis 1870, la France glisserait lentement à droite derrière le mythe d'une gauche triomphante. La raison de cette évolution? La croissance d'une *lower middle class* urbaine, affamée et insatisfaite, et largement tentée par le nationalisme et l'anti-parlementarisme. Chose certaine, la société française de l'entre-deux-guerres est beaucoup plus fragmentée que le laissent croire les images d'épinal: en fait, selon F. Bédarida, "l'image qui en ressort est

---

(12) Ibid., p. 161.

(13) Ibid., p. 171.

(14) Eugen Weber, "The Right in France: A Working Hypothesis", American Historical Review, t. LXV, # 3, p. 564.

celle d'une société diversifiée à l'extrême, morcelée en multiples catégories sociales, dont l'émiettement est encore accru par les micro-localisations par région, par terroir, par quartier<sup>(15)</sup>. Une société divisée, mais très politisée, et où le nombre de quotidiens et de périodiques est quasi infini.

Au coeur de la vie politique, le Parlement. La France vit alors, depuis plus d'un demi-siècle, sous une constitution qui fait des Chambres le véritable centre de décision politique: les gouvernements qui se succèdent à une cadence folle sont en quelque sorte les otages des députés et des sénateurs. La tâche de ces derniers semble essentiellement de surveiller l'Etat: le gouvernement doit satisfaire une majorité de parlementaires des deux chambres à tout moment, faute de quoi il tombe<sup>(16)</sup>. D'où une très grande instabilité ministérielle qui a presque toujours été présentée comme un vice congénital, un signe de faiblesse du système: de 1919 à 1939, plus de quarante gouvernements défilent ainsi sous les yeux du public médusé. André Siegfried peut à ce titre parler de véritable "phobie de l'autorité": "en vertu du système parlementaire, (...), le peuple souverain s'exprime dans les assemblées élues, chargées de contrôler un pouvoir toujours suspect d'absolutisme"<sup>(17)</sup>. C'est que les parlementaires de l'entre-deux-guerres tirent de l'histoire politique du XIXe siècle la leçon que les

(15) F. Bédarida, in Pierre Sorlin, La société française, Paris, Arthaud, 1969, p. 8 (t.I).

(16) Peter Campbell, French Electoral Systems and Elections, 1789-1957, London, Faber and Faber, 1958, 155 p.

(17) André Siegfried, op. cit., pp. 201-202.

gouvernements autoritaires sont souvent porteurs d'injustice: "Seeing the executive power as a potential instrument of oppression, they failed to see it as a potential agency of welfare"(18). En fait, ils abhorrent tout pouvoir qui soit indépendant de leur contrôle, qu'il se situe à l'intérieur du système politique ou à l'extérieur de celui-ci, dans la haute finance ou dans la presse.

La figure centrale du régime est par conséquent le député. Il est d'ailleurs le seul dans ce régime à détenir une délégation directe de la souveraineté du peuple. Il estime n'être redevable qu'à ses électeurs, et ne rien devoir ni à son parti qui souvent ne lui a apporté aucune aide lors de son élection, ni au gouvernement qui au contraire doit constamment le courtiser pour rester en place. Il croit fermement, et c'est certainement là la source de sa totale bonne foi quand il renverse les gouvernements, qu'il est la seule incarnation de la volonté du peuple. Il s'érige en quelque sorte en chien de garde de la souveraineté populaire, dont il se croit en toute conscience le seul interprète autorisé: pour lui, le gouvernement est sa créature et doit soumettre à la Chambre ses moindres faits et gestes; quant au Président de la République, élu par les Assemblées, il doit se cantonner dans des fonctions purement représentatives ou techniques et éviter de s'approprier toute parcelle d'autorité, auquel cas le député voit immédiatement surgir le spectre du bonapartisme. Selon André Siegfried, "les députés ne vous diront pas:

(18) Rudolf Binion, Defeated Leaders: The Political Fate of Caillaux, Jouve-  
nel, and Tardieu, New York, Columbia U.P., 1960. p. 6.



<L'Etat c'est moi>, mais je crois qu'ils le pensent"(19). Les parlementaires de l'entre-deux-guerres considèrent cette interprétation de la constitution comme un dogme intangible: "eux, si prompts à tout changer dans la vie et les habitudes de leurs concitoyens, n'ont presque jamais rien changé dans les habitudes et la vie de leurs Assemblées"(20).

L'instabilité ministérielle est donc aux yeux des contemporains et des historiens la véritable plaie du régime. La chute du gouvernement, qui peut sembler un moment très intense d'activité politique, débouche en fait sur l'immobilisme: elle pourrait être interprétée comme une façon de poser un problème sans le résoudre, d'où les cascades de ministères butant souvent sur le même obstacle. Mais en fait, la crise ministérielle n'est pas une remise en question du régime: au contraire, elle en est un élément de conservation. L'instabilité n'est pas un signe d'inefficacité: "...it was a sign that the deputies were doing their job"(21). Il faut d'ailleurs considérer le fait que les ministères s'écroulent, mais que les ministres, souvent, restent, et, en tout cas, le plus souvent, reviennent: c'est que si le gouvernement dans son ensemble a pu déplaire à ses maîtres, certaines personnalités apparaissent indispensables à un grand nombre de combinaisons ministérielles possibles: ici, l'esprit de conservation ministérielle l'emporte souvent

(19) André Siegfried, op. cit., p. 218.

(20) Henri de Kérillis et Raymond Cartier, Faisons le point, Paris, Grasset, 1931, p. 40.

(21) Peter Campbell; op. cit., p. 28.

sur l'esprit de parti<sup>(22)</sup>. Certains députés, dont les noms ne sont aujourd'hui connus que par les historiens spécialistes de cette période, font alors des carrières ministérielles prodigieuses: Henri Queuille, député de la Corrèze de 1914 à 1935 et sénateur après cette date, est dix fois ministre (de l'agriculture, de la santé publique, des PTT, des travaux publics, du ravitaillement) de juin 1924 à juin 1940; Lucien Lamoureux, député de l'Allier, est sept fois ministre (de l'instruction publique, des colonies, du budget, du travail, du commerce, et de l'industrie, des finances) de 1926 à 1940; William Bertrand, député de la Charente-Inférieure, est quatre fois ministre (de la marine marchande et de la marine militaire) et deux fois sous-secrétaire d'Etat de 1933 à 1938; Aristide Briand, pour sa part, fut onze fois Président du Conseil (dont quatre fois de 1925 à 1929) et ministre quasi permanent des affaires étrangères de 1925 à 1931; Camille Chautemps, enfin, tint la Présidence du Conseil six fois de 1930 à 1938, et fut plusieurs fois ministre de 1924 à 1940. Dans ce concours de stabilité ministérielle, les radicaux manifestent un sens de l'adaptation particulièrement développé: Albert Sarraut, qui sera chef d'un gouvernement radical en 1933 et, en 1936, n'a-t-il pas été ministre des colonies et de l'intérieur dans des cabinets Poincaré, ministre des colonies dans les cabinets Herriot, Paul-Boncour et Daladier (1932-1933), et ministre de l'intérieur dans le cabinet Doumergue de 1934? Edouard Herriot, lui-même, incarnation du radicalisme de l'entre-deux-guerres et Président du Conseil de

<sup>(22)</sup>Jacques Ollé-Laprune, La stabilité des ministres sous la IIIe République, 1879-1940, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1962, p. 298.

gouvernements cartellistes en 1924, 1926 et 1932, n'acceptera-t-il pas le portefeuille de l'éducation nationale dans le cabinet d'union nationale dirigé par Poincaré (1926-1928), et un poste de ministre d'Etat dans celui de Doumergue?

Il serait fastidieux de poursuivre cette énumération plus longtemps. Quoique très parcellaire, elle nous renseigne néanmoins sur la loi fondamentale de la Troisième République: la crise ministérielle comme méthode de gouvernement<sup>(23)</sup>. Celle-ci est d'ailleurs cause et effet de la "crise des partis": d'une part, un député est beaucoup plus facilement "ministrable" s'il fait partie d'un groupuscule parlementaire dont les voix sont nécessaires à la survie des gouvernements; d'autre part, le député membre d'un grand parti sera parfois tenté de renier ses attaches pour un portefeuille. La chute du gouvernement, c'est là un fait qui a souvent été mis en lumière par les analystes, ne coûte d'ailleurs rien au député: au contraire, chaque nouvelle combinaison ministérielle peut lui permettre de devenir ministre ou de revenir au pouvoir. La Troisième République a donc naturellement manqué de leaders, carence facilement explicable quand on songe qu'un leader aurait dû prendre le parti du gouvernement, "...alors que c'était celui du Parlement qui était défendu"<sup>(24)</sup>; elle a aussi fait de tout réformateur un suspect, susceptible de tuer le régime. Ainsi, "reconnaître à la crise ministérielle les vertus d'un procédé habituel de gouvernement, c'est non seulement donner un sens au comportement de la Chambre des députés,

---

<sup>(23)</sup> Ibid. p. 301.

<sup>(24)</sup> Id.

mais encore expliquer les causes de la faible combativité des gouvernements, soumis, eux aussi, à cette véritable coutume constitutionnelle"(25).

Dans un essai influent publié en 1963, Stanley Hoffmann a proposé pour la société française de l'entre-deux-guerres le nom de "société bloquée"(26). Selon Hoffmann, le consensus social français est marqué à la fois par la centralisation et par la peur de l'autorité. Ce "style non interventionniste d'autorité" correspond exactement aux vœux du gros de la société française: "aussi, justement parce qu'il n'essaie nullement de surmonter les divisions fondamentales du groupe ou entre les groupes, est-il essentiellement conservateur"(27). Le système politique de la Troisième République est un jeu, pratiqué à l'écart de la nation par une classe politique qui se perpétue, et qui a pour fonction d'empêcher que l'équilibre fondamental de la société ne soit remis en question par l'État(27a). Celui-ci est organisé de telle façon "...qu'un exécutif fort, des choix économiques ou sociaux clairs, et un système de partis solide ne pouvaient pas y naître"(28). La réponse à la crise des années trente

---

(25) *Ibid.*, p. 296.

(26) Stanley Hoffmann, "Paradoxes de la communauté politique française", in S. Hoffmann et al., A la recherche de la France, Paris, Seuil, 1963, pp. 13-138.

(27) *Ibid.*, p. 25.

(27a) Par "classe politique", nous entendons ici l'ensemble des personnages directement intéressés par le jeu parlementaire, soit: les députés, sénateurs et ministres; les non-parlementaires ministrables; les candidats potentiels et les candidats défaits; les organisateurs professionnels et les "éminences grises".

(28) *Ibid.*, p. 30.

par la déflation, par exemple, solution préconisée par l'immense majorité du personnel politique, comme nous le verrons plus loin, n'est en fait qu'un des moyens de préserver la société bloquée. Bien sûr, ce régime ne convient pas à tous, et laisse notamment à l'écart le tempérament jacobin, qu'il retrouve dans l'opposition à chaque crise. Mais l'assaut contre la République, mené dans les années trente autour des thèmes de l'anti-parlementarisme, du rejet de l'individualisme, de la critique du capitalisme, et du climat moral déprimant de la France, est mené dans la confusion. Le régime se révélait intangible: il faudrait le choc de juin 1940 pour que Vichy et la Résistance entreprennent des transformations parallèles de la société bloquée(29).

Pour André Siegfried, "nous restons donc la République des petites gens, préoccupée, selon le mot d'Alain, d'une <action> continuelle des petits contre les gros>, toujours prête à défendre, à favoriser ce qui est petit, les petits propriétaires, les petits porteurs, les petits retraités et, dans les amnisties, jusqu'aux <petits fraudeurs>"(30). Les grandes choses, les grands desseins, lui sont étrangers, peut-être parce qu'ils sont par essence antidémocratiques, affaires d'un Bonaparte ou d'un Colbert par exemple! La vie politique, pour des millions de Français "...se manifeste périodiquement lorsque les journaux publient des photographies de personnages, généralement barbus, sur les marches de l'Elysée: on sait qu'il y a eu un remaniement ministériel"(31). Pour

(29) Ibid., pp. 50-74.

(30) André Siegfried, op. cit., p. 90.

(31) Jean Touchard, La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977, (Coll.: "Points. Histoire" # H-26), p. 98.

Bertrand de Jouvenel, l'esprit des hommes politiques de la Troisième République et, pour ainsi dire du régime, était la complaisance: elle allait "...du sérieux qui régnait à droite ---<Je prendrai soin de vos affaires> ---à la bonhomie qui était l'apanage de la gauche ---<Bien sûr, on va vous arranger cela>"(32). C'est aimable personnel politique courrait au désastre dans un climat généralisé d'inconscience. En 1936, Abel Bonnard pouvait prophétiser: "la Troisième République périra sans avoir changé, puisque changer, pour elle, ce serait déjà périr"(33).

Pendant l'entre-deux-guerres, la droite domine clairement le paysage politique sans toutefois réussir à orienter le pays dans le sens souhaité: de 1919 à 1940, elle occupe le pouvoir pendant près de quinze ans, le cédant à la gauche lors des poussées électorales du Cartel en 1924 et 1932 et du Front populaire en 1936, mais le reprenant inmanquablement après au plus deux ans du régime détesté, sous le couvert de gouvernements d'union nationale. Pour Eugen Weber, la tendance politique manifestée au Parlement pendant cette période n'est pas dirigée vers la gauche, "...mais vers la modération et le conservatisme"(34). La droite remporte nettement les élections de 1919, avec 338 mandats contre 276 à la gauche: c'est la Chambre dite "bleu-horizon"; en 1924, elle n'obtient que 233 sièges contre les 286 du Cartel; mais elle se reprend en 1928 quand, rassemblée sous la bannière

(32) Bertrand de Jouvenel, Un voyageur dans le siècle, 1903-1945, Paris, Laffont, 1979, p. 169.

(33) Abel Bonnard, Le drame du présent. 1. Les modérés, Paris, Grasset, 1936, 331 p.

(34) Eugen Weber, loc. cit., p. 168.

de Poincaré "le sauveur du Franc", elle inflige à la gauche une cinglante défaite par 336 contre 274; le Cartel revient en force en 1932 avec 348 élus contre 259 pour les partis de droite; enfin, les troupes du Rassemblement populaire la laminent sévèrement puisqu'elle ne fait plus élire que 222 députés en 1936. Mais bien que, comme on le voit ici, sa force électorale ne soit pas très grande, elle domine incontestablement la vie parlementaire: c'est là un des paradoxes bien connus de la vie politique des Français qui, selon l'aphorisme aujourd'hui éculé, ont "le coeur à gauche" et "le portefeuille à droite". Il faut dire que l'opinion publique est orientée par une presse très largement acquise aux thèses de la droite: les grands tirages, soit *Le Temps*, *Le Matin*, *Le Journal*, *Le Petit Parisien*, *L'Echo de Paris* et *Paris-Soir* pour les quotidiens, et *Candido* et *Gringoire* pour les hebdomadaires sont largement porteurs des valeurs de la droite; face à cette masse de papier, les quotidiens (*L'Oeuvre*, *La République*, *La Dépêche*, *Le Populaire* et *L'Humanité*) et les hebdomadaires (*Marianne*, *L'Humanité Dimanche*, *Vendredi*) de la gauche ne font pas le poids<sup>(35)</sup>.

Unies autour d'un certain nombre de problèmes dont la défense du franc et une politique de fermeté envers l'Allemagne, les droites sont par contre le plus souvent divisées. Sur la question du régime d'abord, la majorité des députés et sénateurs de droite étant de sincères républicains, mais un certain nombre d'entre eux étant tentés

(35) Voir Pierre Albert et al., *La presse française de 1871 à 1940*, Paris, P.U.F., 1972, (Coll.: "Histoire générale de la presse française" t. III), pp. 484-485.

périodiquement par le recours à la force: ainsi Xavier Vallat et Jean Ybarnégaray, députés de la Fédération Républicaine, qui sont aussi membres des Croix de Feu du Colonel de la Rocque; ainsi Pierre Taittinger et Le Provost de Launay, députés et dirigeants des Jeunesses Patriotes; ainsi André Tardieu, pourtant membre de la grande bourgeoisie libérale parisienne, qui entretient des relations assez troubles avec Marcel Bucard, chef des Francistes, et qui après 1934, comme nous le verrons plus loin, doute de plus en plus fortement du système parlementaire. Les droites sont aussi divisées sur la question religieuse, une ligne de partage très nette étant tracée entre ceux qui acceptent la laïcité et ceux qui récusent les lois laïques et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elles sont encore divisées sur la question de l'opportunité de réformes sociales: si une minorité désire pendant l'entre-deux-guerres procéder à des réformes de l'Etat dans le but de faire de celui-ci un instrument de développement économique et social plus efficace<sup>(36)</sup>, une majorité de parlementaires de droite mérite pleinement le nom de conservateurs qu'on accole le plus souvent à cette famille d'esprit. Non contente d'être divisée sur des questions de choix politiques, la droite est aussi morcelée: "National political issues were often seen through a distorting prism of local affiliation and conflicts"<sup>(37)</sup>. Pas étonnant dans ces conditions qu'il n'existe aucun parti de droite digne de ce nom et que ses leaders, qui ont nom Louis Marin, André Tardieu, Paul Reynaud, Henri de

(36) A ce sujet, voir l'excellent ouvrage de Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XXe siècle, Paris, Gallimard, 1984 (c. 1981), 476 p.

(37) Malcolm Anderson, Conservative Politics in France, London, Allen & Unwin, 1974, p. 91.



Kérillis, Pierre-Etienne Flandin, Pierre Laval, etc., n'arrivent pas à s'entendre sur une politique cohérente.

La Fédération Républicaine illustre bien les divisions de la droite. Aussi connue sous le nom de Parti Marin, du nom de son leader, elle est d'abord et avant tout un parti de notables, qui manque de militants, et dont le programme n'a rien pour attirer les masses. Elle n'est même pas implantée dans toute la France, étant virtuellement absente du bassin parisien et du sud-ouest, le gros de ses électeurs se retrouvant en Lorraine et dans l'Ouest. Les lignes de clivage y sont si nombreuses qu'on a peine à comprendre comment Louis Marin faisait pour tenir tout ce monde ensemble: on y trouve à la fois des libéraux très attachés à la République parlementaire et des contempteurs du régime attirés par les formules autoritaires, comme Xavier Vallat et Philippe Henriot, par exemple; elle comprend des nationalistes ardents comme Louis Marin et François de Wendel, mais aussi des briandistes comme Georges Pernot; elle est enfin divisée entre cléricaux souvent membres de la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, organe de combat du catholicisme traditionnel, et réalistes qui estiment que le parti n'a rien à gagner à paraître lié avec l'Eglise<sup>(38)</sup>. A mesure que s'approfondit la crise politique des années trente, la Fédération républicaine tisse par ailleurs des liens plus étroits avec les groupes de la droite extra-

<sup>(38)</sup> Jean-Marie Mayeur, La vie politique sous la Troisième République, Paris, Seuil, 1984, (Coll.: "Points. Histoire" # H-73), pp. 299-300. Voir aussi William D. Irvine, French Conservatism in Crisis: The Republican Federation of France in the 1930's, Baton Rouge, Louisiana State U.P., 1979, 256 p., et M. Anderson, op. cit.

parlementaire: ainsi adhère-t-elle en 1937 au Front de la Liberté créé par Doriot, chef du fasciste Parti populaire français, tandis que certains de ses membres éminents, tels Xavier Vallat et Philippe Henriot, militent ouvertement dans certaines de ces ligues. Ses orientations sont néanmoins claires: "Faced with the need to preserve the social order from the threat of revolution or even sweeping reform, the Federation effectively concluded that it had no enemies on the right"(39). Quant à l'Alliance démocratique, qui rassemble Barthou, Poincaré, Maginot, Flandin, Reynaud, etc., elle ne mérite même pas le nom de parti: elle est essentiellement la réunion d'un personnel de gouvernement qui ne cherche ni à définir un programme, ni à encadrer les électeurs, ni à former des militants(40). On s'y côtoie et s'y oppose selon les amitiés, les affinités, les clientèles, les circonstances. Certains de ses membres désireraient une union des forces de droite, avec la Fédération républicaine notamment; tandis que d'autres restent attachés à l'idée de la concentration avec les radicaux.

Mais la droite reste quand même unie sur un certain nombre de points essentiels: la défense de l'ordre social et le libéralisme économique. On a même parlé d'une "pente intellectuelle" de la droite: une sorte de "...conscience sans cesse en éveil du péril possible (...), intuition que tout est menacé et que l'ordre est une espèce de miracle qu'il faut garantir par des disciplines constantes"(41). Le modéré est

(39) William D. Irvine, op. cit., p. 147.

(40) Jean-Marie Mayeur, op. cit., p. 301.

(41) Pol Vandromme, L'Europe en chemise (l'extrême-droite dans l'entre-deux-guerres), Paris, Editions de la Francité, 1971, p. 11.

méfiant: il cherche à contenir, à surveiller, à prendre des précautions; il a tendance à rejeter de prime abord ses congénères. La politique de droite est à la fois une dénonciation perpétuelle de la décadence, un avertissement sans modération, et une pulsion régressive, jusqu'à la mort, jusqu'au cimetière<sup>(42)</sup>. Le "complexe de droite", selon Plumyène et Lasierra, c'est la "nostalgie du royaume du Père mort": c'est pourquoi les ministres des finances de droite pratiquent une politique de rétention financière qui consiste à "...garder intact le trésor ancestral (...) à l'abri des convoitises de la gauche qui brûle de dilapider l'héritage, sous forme d'assignats, d'inflation, de dévaluation..."<sup>(43)</sup>.

La droite c'est aussi, à cette époque, une certaine incapacité à revendiquer le vocable. Albert Thibaudet écrit là-dessus, avec beaucoup d'esprit: "il n'existe pas plus de <conservateurs> ou de droite officiellement inscrite qu'il n'existe dans l'épicerie de petits pois <gros>"<sup>(44)</sup>. Quels sont les noms des groupes parlementaires de droite? La Gauche radicale, le Parti socialiste de France, l'Alliance démocratique, la Fédération républicaine, les Républicains de Gauche: "il faut une acrobatie d'esprit pour comprendre que le groupe qui est à droite des radicaux ne peut pas s'appeler autrement que gauche radicale"<sup>(45)</sup>.

(42) Voir Herbert McCloskey, "Conservatism and Personality", American Political Science Review, vol. LII, # 1, (1958), pp. 27-45, et Jean Plumyène, "Nationalisme et instinct de mort", Contrepoint, # 3, (printemps 1971), pp. 25-32.

(43) Jean Plumyène et Raymond Lasierra, Le complexe de droite, Paris, Flammarion, 1969, (Coll.: "Le meilleur des mondes"), p. 43.

(44) Albert Thibaudet, Les idées politiques de la France, Paris, Stock, 1932, p. 16.

(45) Ibid., p. 17.

En 1936, un nouveau député, Emile Lardier, membre de la Fédération républicaine qui fut membre des Croix de Feu et des Jeunesses Patriotes et adhérera bientôt au Parti social français du colonel de La Rocque, écrit à André Tardieu: "...j'ai toujours très peu d'estime ou même pas du tout pour ces parlementaires qui, élus avec une majorité de voix nationales, n'ont pas le courage civique de montrer qu'ils sont nationaux"(46). Certains partis de droite, dont le Parti démocrate populaire et l'Alliance démocratique, sont d'ailleurs beaucoup plus enclins à former des gouvernements de concentration avec les radicaux qu'à s'allier avec leurs voisins de droite: c'est là un des éléments du "centrisme français" dont parle Duverger.

Ces timorés, qu'Abel Bonnard flétrit dans un livre retentissant comme des "moutons qui se flattent d'envahir l'abattoir"(46), ne sont-ils pas partiellement responsables du discrédit qui frappe le régime dans les années trente? Philippe Rudaux, médecin qui adhéra aux Volontaires nationaux(47) et suivit La Rocque dans l'aventure P.S.F., leur fait, dans un ouvrage écrit en 1967, un procès sévère: "par leur immobilisme, ils s'aliénèrent la jeunesse. Leur indiscipline les mena à la défaite en 1932

(46) Emile Lardier, Lettre à André Tardieu, 16 juillet 1936, in Archives André Tardieu, Archives Nationales, 324AP10. Ce Lardier, dont les tendances nationalistes extrêmes et l'antiparlementarisme ne font pas de doute, semble avoir été organisateur électoral pour Tardieu dans sa circonscription de Belfort.

(46) Abel Bonnard, op. cit., p. 16.

(47) Les Volontaires nationaux sont une des composantes des Croix de Feu du colonel de La Rocque.

et en 1936. Ils ne surent pas conserver des mandats dont beaucoup s'acquittaient avec désinvolture"(48).

La gauche a légué à la postérité une image beaucoup plus positive. Sous ses dehors paternes et bonhomme, Herriot ne représente-t-il pas le parfait humaniste, certes un peu égaré à l'âge des machines, mais si attachant? Léon Blum, vilipendé et calomnié avec tant de hargne par les communistes, n'apparaît-il pas aujourd'hui comme un socialiste certes tourmenté, mais soucieux d'équité et de justice, et comme le parrain, sinon le père de l'"embellie" de 1936? Et le radicalisme ne conserve-t-il pas encore aujourd'hui l'aura de sa "doctrine", expliquée par Alain comme la "lutte des petits contre les gros" et présentée par Albert Bayet comme une méthode scientifique:

"...le radicalisme adopte franchement la méthode scientifique. Pour lui l'homme politique doit être un ingénieur social: tant valent ses connaissances, tant vaudra son action. La matière sociale est, comme l'autre, soumise à des lois; c'est en constatant ces lois, non en les niant ou en les imaginant, qu'on peut atteindre et modifier la réalité"(49).

Le parti radical est d'ailleurs à cette époque l'axe véritable du système parlementaire, d'où les fabuleuses carrières ministérielles de nombre de radicaux. Bertrand de Jouvenel va jusqu'à écrire: "le parti radical répondait à notre psychologie nationale, portée à la critique de l'ordre établi, mais redoutant le désordre"(50). Il se présente en quelque

(48)Philippe Rudaux, Les Croix de Feu et le P.S.F., Paris, France-Empire, 1967, p. 230.

(49)Albert Bayet, Le radicalisme, Paris, Librairie Valois, 1932, p. 14.

(50)Bertrand de Jouvenel, op. cit., p. 178.

sorte comme l'incarnation même du régime "...dont il est le plus ferme défenseur, farouchement attaché à ses conquêtes essentielles, les libertés publiques, la laïcité de l'Etat, l'obligation et la gratuité de l'enseignement, garantie de l'égalité sociale puisqu'elles permettent à tous d'espérer l'ascension autorisée par l'instruction"(51). Il est aussi le parti de la paix, ferme soutien de la politique genevoise de Briand, et le parti du progrès social par le biais des réformes. A ce titre, il revendique l'héritage de 1789 en proposant une vision optimiste de l'ascension sociale. Dans La République des professeurs, Albert Thibaudet, reprenant les catégories barrésiennes, présente d'ailleurs les cartellistes comme des "boursiers", en opposition avec les "héritiers", partisans de la droite(52). Mais, comme le souligne Serge Bernstein, cette vision du progrès social est aussi soucieuse du sort des classes moyennes, "monde fragile au statut social précaire", qu'il importe de protéger des effets destructeurs du libéralisme: "c'est pourquoi (...) les radicaux comptent sur l'intervention de l'Etat, garant de l'intérêt général, qui, par une aide aux plus démunis, les équipements collectifs, le développement de l'instruction (...), une correction par la fiscalité des

(51) Serge Bernstein, Histoire du parti radical. Vol. II. Crise du radicalisme, Paris, P.F.N.S.P., 1982, p. 591. Sur le parti radical pendant l'entre-deux-guerres, outre l'ouvrage fondamental de M. Bernstein, voir aussi S. Bernstein, Edouard Herriot ou la République en personne, Paris, P.F.N.S.P., 1985, 327 p., M. Soulié, La vie politique d'Edouard Herriot, Paris, A. Colin, 1962, 626 p., S. Jessner, Edouard Herriot, Patriarch of the Republic, New York, Haskell House Pub., 1974, 165 p., et P.J. Larmour, The French Radical Party in the 1930's, Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1964, 327 p.

(52) Albert Thibaudet, La République des professeurs, Paris, Grasset, 1927, (Coll.: "Les écrits"), pp. 120-149.

inégalités des revenus, redressera les disparités que le libéralisme laisse s'accroître"(53).

Le parti radical est donc le parti des classes moyennes, plus précisément de la bourgeoisie moyenne et des classes moyennes indépendantes. La composition socio-professionnelle du Comité exécutif du parti de 1919 à 1939, telle que révélée par Serge Bernstein, se lit comme suit: 13% d'agriculteurs; 19% d'artisans, de négociants et de commerçants; 14% d'entrepreneurs et d'industriels; 31% de journalistes et de membres des professions libérales; 7,5% de cadres et d'employés; et 14,5% de fonctionnaires. En somme, les "nouveaux notables" de la France des bourgs et des campagnes, et nombre d'hommes d'origine modeste qui se sont élevés dans la société(54). Le radicalisme est bien implanté dans les régions de petite propriété. Les départements qui lui accordent le plus de suffrages aux élections de 1924, 1928 et 1932 sont: la Haute-Marne, le Loiret, l'Indre-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime, les Landes, le Gers, la Garonne, l'Aude, la Drôme, le Vaucluse, la Savoie, le Cantal, le Lot et la Corrèze. Un parti essentiellement méridional, donc, faible dans les régions industrielles (le Nord, l'Alsace-Lorraine, la région parisienne) et dans les zones d'influence du catholicisme traditionnel (l'Ouest). Un parti, et c'est peut-être ce dont on doit tenir le plus compte quand on en fait l'analyse, qui s'adresse à des catégories sociales laminées par le développement du

(53)S. Bernstein, "Le parti radical-socialiste, de la défense du peuple à celle des classes moyennes", in G. Lavau et al. L'univers politique des classes moyennes, Paris, P.F.N.S.P., 1983, p. 74.

(54)Jean-Marie Mayeur, op. cit., pp. 307-308.

capitalisme, et dont la force électorale s'amenuise par l'effet d'une évolution socio-politique inexorable.

Car ce parti vit pendant l'entre-deux-guerres une profonde crise d'identité et subit une mutation dont les effets ne seront entièrement visibles que sous le gouvernement Daladier (1938-1940). Pour Serge Bernstein, qui a produit à ce jour la meilleure étude du parti radical, celui-ci a tenté dans l'immédiat après-guerre (1919-1926) de se définir en référence à son utopie fondamentale, "celle d'un retour possible aux belles années du début du XXe siècle, à l'époque où, à la tête du Bloc des gauches, les radicaux menaient le grand combat de la République et de la laïcité"(55). L'incarnation de ce projet est Edouard Herriot, né en 1872, normalien, professeur de lettres au lycée de Lyon en 1896, maire de cette ville à partir de 1905, sénateur (1912-1919) puis député (1919-1940) du Rhône, enfin leader du Cartel des gauches et Président du Conseil en 1924. Pour S. Bernstein, Herriot est prisonnier des schémas du passé alors que le monde a évolué autour de lui: partisan de l'alliance à gauche, il défend des valeurs qui ne seront plus celles de la gauche des années trente(56). Les mémoires que le grand homme a rédigés en 1952 sont d'ailleurs très révélateurs: sa présentation des problèmes de l'époque 1914-1936 nous fait percevoir en lui l'homme du XIXe siècle

(55) Serge Bernstein, op. cit., p. 11 (t.II).

(56) Serge Bernstein, Edouard Herriot ou la République en personne, Paris, P.F.N.S.P., 1985, 327 p.



incapable d'en saisir la nouveauté, plus moraliste que politicien, plus prélat que ministre<sup>(57)</sup> .

Le symbole le plus patent du déclin du parti radical pendant l'entre-deux-guerres est d'ailleurs la politique financière que pratiqueront les gouvernements radicaux de 1932 à 1934: malgré les réserves d'un certain nombre de membres du parti, dont les Jeunes-Turcs, ceux-ci n'arrivent pas à trouver à la crise d'autres solutions que la politique financière de la droite elle-même. Bien sûr, les gouvernements radicaux pratiquent une politique déflationniste "équitable": l'Etat surveille ainsi de près le coût de la vie et les bénéfices du capital pour que les salariés et les rentiers ne fassent pas seuls les frais de la Crise. Mais il n'en reste pas moins que les radicaux mécontentent par cette politique les classes moyennes, celles-là même qui constituent leur raison de vivre. Il y a pire: les radicaux pratiquent alors une déflation sans conviction, parce que leur alliance avec les socialistes, qui soutiennent les gouvernements du Cartel comme, disait Paul-Boncour qui fut une des victimes de ce petit jeu, "la corde soutient le pendu"<sup>(58)</sup>, les empêche d'aller jusqu'au bout de leurs intentions. Résultat: après deux ans de sacrifices, la population n'a vu aucune amélioration de la situation économique, et le déficit budgétaire n'a pas été diminué pour autant. A quoi leur a servi

(57) Edouard Herriot, Jadis. II. D'une guerre à l'autre, 1914-1936, Paris, Flammarion, 1952, 651 p. Ce qui rend ces mémoires à la fois révélateurs de l'homme qu'il fut et de peu d'utilité pour l'historien, c'est qu'on n'y retrouve pas l'effet de distanciation habituellement présent dans ce genre de texte.

(58) Joseph Paul-Boncour, Entre les deux guerres, souvenirs sur la IIIe République, Paris, Plon, 1945, p. 272 (t. II).

alors de se définir, pendant la législature 1928-1932, en opposition avec la droite, et de refuser les offres de participation sincères que leur font successivement Tardieu et Laval? La politique déflationniste est bien le symbole du déclin du parti radical, qui ne peut plus pendant les années trente prétendre incarner la "synthèse républicaine".

Les Jeunes-Turcs ont bien tenté alors de renouveler le parti, mais leurs divisions et le sens même de leurs propositions aboutissent en fait à dénaturer le radicalisme: les tenants de l'ancrage à gauche en bousculant la clientèle du parti par des propositions de réformes de structures; ceux de la concentration en laissant de côté la doctrine du parti et son attachement au monde ouvrier pour en faire le représentant des classes moyennes<sup>(59)</sup>. Axe du système parlementaire, le parti radical connaît donc pendant l'entre-deux-guerres une véritable crise de définition: parti qui se définit à gauche, il est appelé par sa position centrale sur l'échiquier politique aux tâches gouvernementales dans lesquelles il se révèle incapable de pratiquer une politique cohérente avec sa doctrine et sa pratique électorale. A partir de 1934, son comportement frise la schizophrénie: "désormais, les radicaux sont à la fois au gouvernement et dans l'opposition, soutiennent un ministère [le ministère Laval -MS] qui heurte leurs convictions en refusant de dissoudre les ligues et en foulant aux pieds l'esprit de Genève, mais en même temps appuie l'union des gauches qui s'insurge contre une politique

<sup>(59)</sup>Serge Bernstein, Histoire du parti radical. T.II. Crise du radicalisme. p. 594.

de déflation que leurs chefs jugent indispensable et préparent le renversement de la majorité dont ils sont un élément fondamental"(60).

Pas étonnant qu'il s'attire les sarcasmes de la droite et soit jugé sévèrement par les analystes. Pour Thierry Maulnier, "...le parti radical représente l'élément le plus conservateur d'un pays et d'une Chambre pourtant presque tout entiers conservateurs"(61); il est le parti des "vrais conservateurs", et "...signifie la routine politique et sociale, le refus du changement, la lente décadence dans une immobilité aveugle, la complaisance et la combinaison substituées à la justice et à la politique"(62). Pour André Tardieu, il s'est épuisé par le succès, et n'a aujourd'hui plus de programme, si ce n'est l'école unique: "à part cela, le parti manque d'idées. <La fosse commune> disait M. Clémenceau. Un moyen: l'antycléricalisme; un but: les élections. Et voilà la doctrine"(63).

Ainsi, selon Georges Suarez, "...faute de doctrine, il s'est résigné à subir le mouvement pendulaire qui le fait osciller depuis la guerre entre le mariage d'inclination et la fugue sentimentale, qui le chasse des confins modérés où il trouve régulièrement l'absolution de ses fautes aux confins du socialisme où il recommence à pécher"(64). Pierre Gaxotte, historien de tendance monarchiste, lui reproche d'offrir "...sur le même plateau le vocabulaire démagogique qui endort la masse et la routine

(60) ibid., p. 418.

(61) Thierry Maulnier, Mythes socialistes, Paris, Gallimard, 1936, p. 192.

(62) Thierry Maulnier, "Les vrais <conservateurs>", 1934, 16 mai 1934, p. 7.

(63) André Tardieu, Sur la pente, Paris, Flammarion, 1935, p. XXXIII.

(64) Georges Suarez, Les heures héroïques du Cartel, Paris, Grasset, 1934, p. 23.

gouvernementale qui rassure les intérêts"; ainsi le chef radical doit-il "...discourir sans conclure, promettre sans tenir, menacer les capitaux et protéger les capitalistes, brandir le drapeau rouge et célébrer Jeanne D'Arc, crier <En avant!> sans bouger et couler au passage les réformes sociales qu'il a lui-même préconisées" (65). Pour André Siegfried, enfin, plus pondéré mais quand même sévère, le radicalisme est tiraillé entre deux attractions et "...<se décline au comparatif>, jeu puéril, mais qui s'impose à lui et grâce auquel il finit souvent par avoir son centre de gravité en dehors de lui-même" (66).

Comment s'explique ce déclin? Pourquoi cet immobilisme maquillé en mouvement? Serge Bernstein en propose une explication largement sociologique: parti des classes moyennes, le Parti radical s'est voulu pendant le premier tiers du XXe siècle un parti de gauche, mais il a été "...amené à évoluer vers le centre-droit sous la pression de sa clientèle" (67). Défenseur des catégories sociales menacées par l'évolution du capitalisme, il répugne aux solutions tranchées qui risqueraient de bouleverser l'équilibre de la "société bloquée" (68). La distorsion entre la doctrine et la ligne politique réellement suivie pourrait même, selon Bernstein, trouver un facteur d'explication dans le hiatus existant entre la base du parti, où les classes moyennes

(65) Pierre Gaxotte, préface, in Alain Laubreaux, La terreur rose, Paris, Denoël, 1939, p. 13.

(66) André Siegfried, op. cit., p. 161.

(67) Serge Bernstein, loc. cit., p. 71.

(68) Serge Bernstein, Histoire du parti radical, T.II. Crise du radicalisme, pp. 596-597.

indépendantes sont majoritaires, et son sommet, où dominant les classes moyennes salariées<sup>(69)</sup>. Peter J. Larmour, par contre, ne croit pas que l'on puisse expliquer le déclin du parti radical, sinon dans le long terme, en se basant uniquement sur ces modifications sociologiques. Pour lui, l'échec du radicalisme pendant les années trente est d'abord et avant tout une affaire de choix politiques effectués par des individus; les changements intervenus dans l'électorat sont secondaires. "The Radical Republic was a distinctly political affair, and the political performance of the Radicals is the key to their downfall"<sup>(70)</sup>. Inscrite dans l'évolution sociologique du parti et amplifiée par une certaine incapacité à penser le changement chez ses leaders, la crise du radicalisme est un facteur d'inertie parlementaire, et contribue largement à la confusion politique qui prévaut dans les années trente ainsi qu'au développement du puissant courant antiparlementaire qui fait vaciller le régime le 6 février 1934.

Le "bilan" de la SFIO est certes plus nuancé et plus difficile à établir. N'est-il pas le parti qui a conduit les forces populaires à la victoire en 1936 et qui a permis cette immense avancée sociale que constitue la législation du Front populaire? N'est-il pas le parti de Léon Blum, successeur de Jaurès, dont la haute stature morale en fait un des seuls hommes politiques de l'entre-deux-guerres épargné et même respecté par les historiens contemporains? N'est-il pas le parti qui a su

<sup>(69)</sup> Serge Bernstein, loc. cit., pp. 82-94.

<sup>(70)</sup> Peter J. Larmour, The French Radical Party in the 1930's, Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1964, pp. 254-255.

résister à la tentation fascisante incarnée par Déat et compagnie ainsi qu'à la tentation de l'avefiture prônée par Marceau Pivert?

Pourtant, derrière une façade brillante et une activité partisane qui peut paraître dynamique, la SFIO de l'entre-deux-guerres pratique l'attentisme. En 1937, Pierre Drieu La Rochelle écrit: "il est malheureux de penser qu'un gros parti comme le parti socialiste, qui au temps de Jaurès soulevait les esprits et les coeurs, ait perdu si vite le sens de la grandeur, le sens révolutionnaire"(71). La sclérose doctrinale, notamment, paraît totale: qu'est-il sorti de la SFIO sur le plan doctrinal pendant l'entre-deux guerres, à part les subtiles distinctions de Blum sur la "conquête", l'"exercice" et l'"occupation" du pouvoir? Quelles analyses a-t-elle proposées aux problèmes nouveaux et fondamentaux que sont l'expérience soviétique, le fordisme et la taylorisation, les fascismes italien et allemand, les révoltes des peuples coloniaux? Blum peut bien avoir écrit plus de 2.300 articles dans "Le Populaire", sa prose est plus soucieuse de ligne politique, de tactique électorale, de justice, que de théorie marxiste. Et ni Paul Faure, secrétaire général du parti, ni Renaudel, ni Bracque, pourtant helléniste réputé, ni Vincent Auriol, responsable des questions économiques, ne peuvent prétendre à la qualité de théoricien. Stanley Hoffmann suggère que le parti aurait été "...peu à peu envahi par l'atmosphère de prudence, d'immobilité et d'équilibre qui caractérisait cette société"(72). Il est alors tout entier occupé par les

(71) Pierre Drieu La Rochelle, Chronique politique, 1934-1942, Paris, Gallimard, 1943, p. 41.

(72) Stanley Hoffmann, loc. cit., p. 40.

questions de la participation aux gouvernements radicaux<sup>(73)</sup>, de la reconstruction de la "vieille maison" après le schisme de Tours (1921), du débusquage du "bonapartisme" sous les projets de Tardieu, du "macmahonisme" derrière ceux de Doumergue, et du "millerandisme" derrière le projet de suppression du second tour piloté par Georges Mandel en 1931-1932 (voir chapitre suivant). Bousculé vers la droite par un parti communiste qui lui a fait mal surtout en ce qui concerne sa base ouvrière, le parti socialiste attend d'une lointaine et hypothétique Révolution la solution aux problèmes concrets et combien menaçants, souvent, de l'entre-deux-guerres. Il suffit de voir comment le parti accueille les propositions réformatrices: comment le groupe "Révolution constructive", qui lui reproche son immobilisme, est tancé par Paul Faure au Congrès de Toulouse (1934)<sup>(74)</sup>; comment le planisme n'arrive pas à y passer la rampe, Léon Blum y voyant une forme d'économie mixte difficilement compatible avec le socialisme tandis que Paul Faure dénonce "l'insurrectionnalisme romantique" des planistes et ridiculise la réalisation du socialisme "par tranches"<sup>(75)</sup>; comment enfin les thèses d'Henri de Man, socialiste belge qui en 1926 propose, dans Au-delà du

(73) Rappelons que Herriot en 1924, puis Daladier en 1929, puis à nouveau Herriot en 1932, puis Paul-Boncour en 1933, puis enfin Daladier une seconde fois en 1934 ont offert aux socialistes des portefeuilles ministériels, et même, particulièrement en ce qui concerne Daladier en 1929, de véritables programmes communs de gouvernement, ce qui a évidemment provoqué de longs et douloureux débats au sein de la SFIO.

(74) Voir Georges Lefranc, "Histoire d'un groupe du parti socialiste SFIO, Révolution constructive (1930-1938)", in Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux, Paris, Payot, 1970, (Coll.: "Petite bibliothèque Payot" # 160), pp. 169-196.

(75) Voir Georges Lefranc, "Le courant planiste dans le mouvement ouvrier français de 1933 à 1936", in op. cit., pp. 197-220.

marxisme, une révision fondamentale du marxisme, sont à toutes fins utiles ignorées(76). John T. Marcus va même jusqu'à écrire que l'attitude des socialistes face au fascisme, conceptualisée autour de la notion de "péché", "...might in itself be an indication of the increasingly defensive character of Socialist ideals in the Interwar period", suggérant l'abandon de leur zèle messianique en vue de la société sans classe au profit d'une foi, "...by negation"(77).

Dans ces conditions, pourquoi le parti socialiste refuse-t-il les avances que lui font Herriot, Daladier et Paul-Boncour: "à partir du moment où celui-ci ne discerne plus clairement ses objectifs propres et où il n'a pas de solution globale à présenter, convient-il qu'il aggrave par son attitude la crise que connaît le pays..."(78) On sait par ailleurs que le parti a souvent été critiqué pour son impréparation économique en 1936: Alfred Sauvy, notamment, dans son important ouvrage sur

(76) Rappelons que dans cet ouvrage théorique de grande qualité Henri de Man propose "la liquidation du marxisme"; pour lui, le socialisme n'est pas une conséquence inéluctable de la lutte des classes, mais une nécessité morale; il faut donc passer d'un socialisme déterminé par l'appartenance de classe, qui triomphe alors dans l'opportunisme, puisque les ouvriers ont évolué dans un sens non favorable au marxisme, à un socialisme moral, humaniste; de plus, le socialisme doit s'adapter sur le plan de la doctrine aux conditions nouvelles de la vie économique d'après-guerre, en s'intéressant aux classes moyennes notamment. Voir André Philip, Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme, Paris, J. Gamber, 1928, 198 p., Zeev Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, Paris, Seuil, 1983, pp. 136-160, et Henri de Man, Au-delà du marxisme, Bruxelles, L'Eglantine, 1926.

(77) John T. Marcus, French Socialism in the Crisis Years. 1933-1936. Fascism and the French Left, London, Stevens and Sons, 1958. p. X.

(78) Serge Bernstein, Le 6 février 1934, Paris, Gallimard/Julliard, 1975, (Coll.: "Archives" # 59), p. 24.



l'économie française pendant l'entre-deux-guerres, souligne les carences des socialistes sur le plan de la formation économique, l'absence chez eux du souci de connaître la réalité avant d'agir, un certain malthusianisme<sup>(79)</sup>. Pour lui, "Léon Blum doit être considéré comme un grand homme mal informé"<sup>(80)</sup>: "son ignorance des faits n'a d'égale que sa sincérité"<sup>(81)</sup>. Dans ses mémoires, Bertrand de Jouvenel écrit de Vincent Auriol, ministre des finances dans le premier cabinet de Front populaire: "...une longue et aimable conversation avec lui me convainc de son ignorance en matière économique"<sup>(82)</sup>.

Dans son ouvrage sur la SFIO de l'époque du Front populaire, N. Greene parle de déclin du parti<sup>(83)</sup>. Non pas certes que le parti qui sort victorieux des élections de 1936 soit dans un aussi piteux état que son voisin de droite, dont nous avons vu plus haut que l'évolution sociale entraîne son déclin irrémédiable. Les problèmes de la SFIO proviennent davantage de sa position sur l'échiquier politique, entre un parti radical qui se présente lui aussi comme un parti de gauche, défenseur des "petits" et continuateur de 1789, et un parti communiste qui lui a soufflé une bonne partie de sa base ouvrière et qui lui dénie le droit au titre de parti ouvrier, et les circonstances particulières de sa seconde naissance (après la scission de Tours). Dans sa biographie de Léon Blum, Jean

(79) Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) \*\*, Paris, Fayard, 1967, pp. 297-307.

(80) Ibid., p. 307.

(81) Ibid., p. 303.

(82) Bertrand de Jouvenel, op. cit., p. 291.

(83) Nathanael Greene, Crisis and Decline. The French Socialist Party in the Popular Front Era, Ithaca (N.Y.), Cornell U.P., 1969, 361 p.

Lacouture souligne finement le caractère complexe de la doctrine socialiste, "...à la fois approfondissement de l'esprit républicain de la Révolution, (...) esthétique sociale et (...) charte d'affranchissement du prolétariat ---une morale aussi bien qu'une vision du monde"(84). Cette morale, ce dépôt d'espoir, Blum se doit de le préserver, de le faire fructifier, mais seulement dans les conditions les plus favorables à la classe ouvrière: "et dans ce <favorable>, l'esprit très minutieux, très analyste de Blum mettait peut-être trop de conditions, voyait trop de paramètres, jusqu'à le conduire à une sorte de scrupule historique, de jansénisme politique"(85). Le parti socialiste participe ainsi, à son insu, au déclin, à la crise de la Troisième République: en jouant, avec les radicaux, le jeu byzantin du soutien sans participation, il favorise le développement de l'antiparlementarisme; en restant campé sur les textes de Jaurès, de Guesde et de Lafargue, il cède aux communistes, qui puisent à pleines mains dans l'expérience soviétique, l'image de la nouveauté et se rend vulnérable pour le jour prévisible où il aura à affronter les réalités et les rigueurs de l'"exercice du pouvoir"; en manifestant en 1936 des scrupules excessifs (dans le cas de la guerre d'Espagne, notamment), il participe à cette crise finale du régime dont le dernier acte sera Munich, avant la grande humiliation de juillet 1940. La SFIO de l'entre-deux-guerres est un vieux parti dirigé par de vieux messieurs. Et Pierre Drieu La Rochelle, cet éternel déçu, peut écrire en 1937: "c'est un malheur pour la France que ce grand parti, qui renferme dans ses troupes

(84) Jean Lacouture, Léon Blum, Paris, Seuil, 1977, (Coll.: "Points. Histoire" # H42), p. 224.

(85) Id.

tant de foi et d'espoir, soit arrivé au pouvoir si tard, ayant perdu au cours des années toute verve et tout entrain"(86).

La crise néo-socialiste de 1933 est d'ailleurs un symptôme de l'état de santé du parti. Rappelons qu'au congrès de Paris (14-17 juillet 1933), Marcel Déat, considéré à tort ou à raison comme le dauphin de Blum et qui est un des seuls véritables penseurs du parti, Adrien Marquet et Barthélémy Montagnon prononcent des discours très applaudis où ils invitent le parti à se rallier à un socialisme national de tendance autoritaire et soucieux des classes moyennes, que le socialisme doit attirer vers lui s'il ne veut pas les voir glisser vers le fascisme: il s'agit en quelque sorte de "gagner le fascisme de vitesse" et d'occuper le pouvoir avant lui. Le discours de Marquet, alors influent maire de Bordeaux tenté par l'action, et les portefeuilles ministériels, arrache d'ailleurs à Blum son fameux "je suis épouvanté", dont l'effet corrosif sera certes préjudiciable aux néos. Battus au Congrès, ils seront finalement exclusés en octobre pour avoir manifesté leur insubordination en votant pour le gouvernement Daladier, lors de la présentation du budget qui prévoit un prélèvement de 6 à 9% sur les traitements des fonctionnaires, les pensions et les retraites: quittent alors le parti 28 députés, dont bien sûr Déat, Marquet et Montagnon, mais aussi le vieux Renaudel, compagnon de Jaurès très apprécié dans le parti, qui aurait voulu voir les socialistes participer aux gouvernements radicaux. Le parti perd aussi, croit-on, près de 20.000 membres. Ce qui surprend,

(86) Pierre Drieu La Rochelle, Chronique politique, 1934-1942, p. 41.

c'est de voir que le parti ne se ressentira à peu près pas de ces défections lors des élections de 1936, ce qui illustre sa force et la fidélité de ses militants et de ses électeurs: l'histoire donnera d'ailleurs raison à Blum et à la SFIO contre Déat et Marquet, fourvoyés l'un dans des cabinets sans signification, l'autre dans la collaboration. Mais la crise de 1933 laisse aussi voir la rigidité et le jansénisme du parti, incapable d'affronter les problèmes nouveaux autrement qu'en se réfugiant derrière la tradition socialiste et l'héritage de Jaurès.

Il est donc possible d'affirmer, avec Michel Winock, que la Troisième République est "malade de la gauche"<sup>(87)</sup>. Divisés, les partis de gauche sont incapables de s'entendre sur un programme de gouvernement, comme le montreront notamment les échecs de Paul-Boncour et Daladier en 1933, et celui de Blum en 1937, alors qu'ils sont en quelque sorte obligés s'entendre lors des élections. Mal informés des réalités économiques, ils sont incapables de proposer des solutions à la fois originales et crédibles à la crise, surtout les radicaux dont les mentalités sont, comme la majorité des Français, "...imprégnées de vues orthodoxes qui sont celles de la droite, mais sont considérées comme universelles (intangibilité de la valeur de la monnaie, équilibre budgétaire, non-intervention de l'Etat dans l'économie)..."<sup>(88)</sup>. Privés d'une doctrine adaptée aux réalités de l'entre-deux-guerres, enfin, ils sont acculés à une attitude défensive, contre le "mur d'argent" en 1926,

<sup>(87)</sup> Michel Winock, La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 191.

<sup>(88)</sup> Serge Berstein, Edouard Herriot ou la République en personne, p. 138.

et contre le "fascisme" de 1934 à 1936, alors que les forces du Rassemblement populaire font du pusillanime La Rocque un ogre qui s'apprête à dévorer la classe ouvrière et les libertés démocratiques. Dans ses mémoires, Paul Reynaud est d'ailleurs très sévère pour Herriot et Blum, chefs de partis politiques qui doivent plaire pour recruter: or, écrit-il, "en face des problèmes d'entre les deux guerres, plaire aux Français, c'était nuire à la France"(89).

Il faudra pourtant au régime le choc d'une crise économique profonde et interminable et celui d'une défaite militaire foudroyante et humiliante pour s'écrouler. C'est que depuis 1871, il s'est en quelque sorte enraciné: par ses réalisations, par l'école laïque, par la victoire de 1918 enfin, comme nous l'avons vu plus haut. La stabilité politique des années vingt est d'ailleurs réelle: elle se manifeste dans la longévité de certains cabinets (celui de Poincaré, inébranlable après le sauvetage du franc, ne disparaît qu'après trente-six mois, avec la retraite du "grand Lorrain"), et dans la faiblesse des ligues parlementaires d'extrême-droite.

Celles-ci pourtant renaissent après la victoire, portées par le courant d'unanimité issu des tranchées(90). La plus forte et la plus brillante est naturellement l'Action Française, dont la vigilance pendant le conflit à l'encontre des pacifistes et des défaitistes a quelque peu

(89) Paul Reynaud, Mémoires. \* Venu de ma montagne, Paris, Flammarion, 1960, p. 482.

(90) René Rémond, op. cit., pp. 209-210.

redoré le blason: ses chefs, Charles Maurras, Léon Daudet, Marius Plateau, Maurice Pujo, Jacques Bainville, sont alors au faite de leur popularité. Daudet sera même un des élus de la chambre "bleu-horizon"! Jusqu'en 1926, date de sa condamnation par le Vatican, elle est pratiquement sans rivale. Sa force tient principalement de la rigueur et de l'aspect scientifique de sa doctrine, qui lui permettent d'attirer chez elle autre chose que les dinausores du faubourg Saint-Germain et des châteaux en province; par la séduction du quartier latin, souvent dans ce qu'il comprend de plus brillant et de plus dynamique. Du haut de son journal, dont on verra par ailleurs le 6 février 1934 qu'il constitue pour lui un ersatz parfaitement convenable de révolution, Maurras tonne contre la "Gueuse" et la ploutocratie au nom de la France éternelle. Le journal exprime alors, dit Eugen Weber, "les griefs, les rancunes, les envies d'une classe en voie d'extinction"(91): celle des petits rentiers, des petits propriétaires, des petits commerçants, des employés des bureaux et des banques, qui continuent par ailleurs souvent à voter pour le parti radical. La tonalité de certains articles paraît d'ailleurs assez proche de celle des tenants d'un socialisme national: Léon Daudet ne présente-t-il pas le fascisme italien comme la simple réaction "...du sentiment national devant la bestialité, la stupidité et la nocivité du communisme"(92)? Pourtant, avant même la condamnation papale de 1926, l'Action française apparaît déjà comme démodée: bien que la gauche continue de redouter que Daudet ou Pujo n'organisent une "marche sur Rome" pour renverser la République, il est clair que la rhétorique l'a

(91) Eugen Weber, L'Action Française, Paris, Stock, 1964 (c. 1962), p. 245.

(92) Ibid. p. 156.

désormais emporté sur le désir et la capacité d'agir. Selon Eugen Weber, les dirigeants d'Action Française se trouvent, dans les années vingt, "...socialement et psychologiquement, du côté de l'ordre établi"(93). Bien sûr, ils ne se font pas faute de dénoncer cet ordre qu'ils haïssent sincèrement; mais ils détestent encore bien plus, et leurs fidèles encore plus qu'eux, le changement.

L'extrême-droite se réveille pourtant en 1924, alors que le Cartel des gauches remporte les élections. Devant la "menace communiste", Pierre Taittinger, député de Paris affilié à la Fédération républicaine, fonde les Jeunesses Patriotes, d'abord simple section de la Ligue des Patriotes, puis ligue autonome. Habillés d'un imperméable bleu, coiffés d'un béret basque et portant fièrement l'insigne de la ligue où on voit l'épée et le casque gaulois, ils se font remarquer dès le 23 novembre 1924, lors du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, décidé par le gouvernement Herriot. Les J.P. connaissent une rapide progression, attirant notamment la jeunesse des Facultés, et rassemblent sans doute bientôt quelques dizaines de milliers d'adhérents derrière un programme plus bonapartiste que fasciste et dans un type d'actions qui tenaient davantage du service d'ordre que de la révolution(94). Mais leur déclin est aussi très brusque: dès 1926, moment où Poincaré reprend le pouvoir pour sauver le franc, ils entrent en sommeil jusqu'en 1934.

(93) ibid., p. 245.

(94) Sur les Jeunesses Patriotes, voir l'utile petit ouvrage de Philippe Machefer, Ligues et fascismes en France, 1918-1939, Paris, P.U.F., 1974, (Coll.: "Dossiers Clio" # 71), 95 p., et la thèse de Jean Philippet, Les Jeunesses Patriotes et Pierre Taittinger (1924-1940), Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1967, 274 p.

Ainsi en est-il de la seule autre organisation d'extrême-droite née pendant les années vingt, le Faisceau de Georges Valois. Celui-ci, ancien membre de l'Action Française, chargé de la page économique dans le quotidien de Maurras, ancien animateur du Cercle Proudhon, fonde en février 1925 un hebdomadaire, *Le Nouveau Siècle*, lequel devient quotidien en octobre de la même année, et crée, le 11 novembre suivant, le Faisceau des Producteurs et des Combattants<sup>(95)</sup>. Valois veut ainsi poursuivre la Révolution de 1789, atteindre sa deuxième phase: "la première a été libérale et bourgeoise; la seconde doit être ouvrière et syndicale"<sup>(96)</sup>. Il désire créer un Etat arbitre, épaulé par les producteurs et les combattants, dans lequel la bourgeoisie garderait sa fonction de gestionnaire économique, mais serait chassée de la vie politique, et où la classe ouvrière serait organisée. Malgré des appuis solides, dont celui d'Eugène Mathon, industriel du Nord, et des collaborations prestigieuses à son journal (Georges Suarez, Jean et Jérôme Tharaud, Henri Massis, Hubert Bourgin, Philippe Barrès, etc.), Valois voit son journal et son mouvement décliner rapidement à partir de 1926: d'abord parce que ses anciens amis de l'AF lui livrent une guerre sans merci; ensuite et surtout

(95) Sur Georges Valois et le Faisceau, voir Yves Guchet, Georges Valois: L'Action Française- le Faisceau- la République syndicale, Paris, Editions Albatros, 1975, 249 p., Michel Winock, "Le fascisme en France", in Edouard Drumont et Cie. antisémitisme et fascisme en France, Paris, Seuil, 1982, pp. 115-140, et Jules Levey, "Georges Valois and the Faisceau: The Making and Breaking of a Fascist", French Historical Studies, vol. VIII, # 2, (Fall, 1973), pp. 279-304.

(96) Georges Valois, in Fernand Corcos, Catéchisme des partis politiques. Historique, doctrine et programme de tous les groupements politiques en France pour les élections de 1932, Paris, Montaigne, 1927, p. 20.



parce que le retour de Poincaré a renvoyé chez eux bon nombre de ligueurs et d'apprentis fascistes.

Ainsi, bien qu'atteinte dans sa structure même, la Troisième République bénéficie-t-elle jusqu'en 1934 d'un sursis: à gauche, les radicaux et les socialistes se font, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les plus farouches défenseurs de l'intégrité du système, tandis que les communistes, empêtrés dans la tactique "classe contre classe" téléguidée de Moscou, perdent des forces d'année en année; tandis qu'à droite, les modérés croient encore pour quelques années au jeu parlementaire, alors que les ligueurs "respectueuses de la légalité et des formes, ayant en horreur les agitateurs, particulièrement jalouses de leur respectabilité, (...) sont avant tout attachées à la conservation des structures existantes de la société"(97). Il faudra, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, beaucoup d'autres preuves du blocage du système, et surtout le développement d'une crise économique que les élites politiques du pays sont incapables d'affronter, avant que le terrain ne glisse sous les pieds de la République en 1934 et que l'on ne l'enterre dans le silence et avec bien peu de regrets en 1940.

(97) Zeev Sternhell, op. cit., p. 120.

## CHAPITRE II: quatre symptômes

Dans le sévère procès qu'il dresse aux hommes politiques de la Troisième République, Alfred Sauvy parle, pour les années trente, d'un profond conflit entre les faits et les hommes: "les faits sont nouveaux, inédits, tandis que les hommes sont vieux, du moins ceux qui opinent, qui jugent, qui écrivent, qui approuvent ou protestent (...) parce qu'ils raisonnent, avec une rigueur regrettable, sur des faits non observés qu'observés seulement à la surface (...) parce qu'ils évoluent moins vite que les événements"(1). Et il faut bien dire que c'est là l'impression qui domine dans leurs papiers et les témoignages qu'ils nous ont laissés. Nous avons voulu en présenter comme illustration les débats entourant quatre problèmes politiques importants: le projet d'outillage national d'André Tardieu, la proposition de suppression du second tour aux élections législatives, patronnée par Georges Mandel en 1931-1932; le débat déflation-dévaluation (1933-1936); et enfin la question du vote des femmes. Ces problèmes n'ont pas été choisis pour illustrer la pusillanimité ou la décrépitude de tel parti ou de tel politicien en particulier: ils ont plutôt valeur didactique, et doivent permettre de mesurer le grippage du système. On pourra nous objecter qu'à l'exception du dernier, ce sont des projets patronnés par la droite, et que leur rejet par les partis de gauche n'indique pas nécessairement un blocage du

(1) Alfred Sauvy, op. cit., p. 8 (t.II).

système: n'est-il pas normal par exemple que les socialistes manifestent leur désaccord avec les intentions et la forme du projet d'outillage national de Tardieu, présenté dans une perspective de libéralisme économique et avec comme arrière-plan une prospérité qui n'est pas le lot de tous et qui, bien que ce ne soit pas encore manifeste en 1929, "fout le camp"? les radicaux n'ont-ils pas raison de voir derrière le projet Mandel de suppression du second tour une atteinte à la démocratie, compte tenu des tendances autoritaires bien connues de l'"homme aux petits papiers"? la classe politique dans son ensemble, fortement soutenue par l'opinion publique dans ce cas, n'est-elle pas en droit d'hésiter devant un remède aussi violent que la dévaluation, et de craindre qu'elle ne profite à quelques spéculateurs au détriment des petits porteurs et des petits rentiers qui constituent une part non négligeable de l'électorat? enfin les sénateurs, qui ont pour la plupart participé aux combats républicains et laïques du tournant du siècle, ne sont-ils pas fondés à craindre que des forces occultes (i.e. le clergé) ne tentent de manipuler le vote féminin pour annihiler les conquêtes de la République, sur les plans religieux et scolaire notamment? Or, bien que ces questions soient pertinentes, elles se situent dans un autre plan que le nôtre: il ne s'agit pas tant ici de savoir qui avait raison (encore que dans les cas de la dévaluation et du vote des femmes, il soit assez difficile de ne pas prendre position), mais de démontrer, par le biais de ces exemples, la mécanique du régime. On verra que le contenu des projets étudiés ici n'importe guère: qu'il s'agisse de suffrage féminin ou d'outillage national, de système électoral ou de politique économique, nous n'assistons pas pendant les années trente à des alignements

politiques clairs, logiques, fondés sur une doctrine, ou même sur un tempérament, mais à un jeu que les acteurs, installés dans la "maison sans fenêtres" (i.e. le Palais Bourbon), pratiquent avec un art consommé, et qui a pour axe un principe qu'ils sont les seuls à comprendre, pour scène un théâtre dont ils sont les seuls spectateurs "intelligents". Et il ne s'agit pas non plus de postuler chez-eux le cynisme: le blocage du système ressort plutôt à cette "crise des représentations" que nous essaierons de définir plus loin, et qui trouve une illustration parfaite dans le fait que les radicaux, en s'opposant au projet Mandel, croient défendre les principes républicains alors qu'ils s'abritent derrière une conception de la République qui pouvait certes convenir à Gambetta, Jules Ferry ou Emile Combes, mais qui n'est plus en 1931 qu'un des mécanismes de la société bloquée. Les politiciens de l'entre-deux guerres sont des vieillards, moins toutefois en raison de leur âge que de leurs idées, de leurs représentations mentales.

André Tardieu échappe toutefois largement à ce jugement. C'est d'ailleurs une sorte de mystère de le voir aujourd'hui si peu connu, si méconnu, si mal connu: il n'est plus qu'un nom, que les plus avisés rapprochent quelquefois de celui de Clémenceau, les moins perspicaces des scandales de la Homs-Bagdad, de la Ngoko-Sanka, ou de l'affaire Oustric. Il fut pourtant un des politiciens les plus brillants de sa génération, tout en ne devant en rien son ascension à la politique. Fils d'une famille fixée à Paris dès le XVII<sup>e</sup> siècle, de solide bourgeoisie, enfant prodige, il est parisien jusqu'au bout des doigts. Au lycée Condorcet, il est déjà le "fort en thème": il est d'ailleurs lauréat du

concours général. Il est reçu premier au concours de l'Ecole Normale, mais il décline l'honneur d'entrer rue d'Ulm, pour faire le concours des Affaires étrangères où il se classe à nouveau premier. Malgré ces succès, il ne passera jamais que quelques mois au Quai d'Orsay. Sous Waldeck-Rousseau, à peine âgé de 23 ans, il devient secrétaire de la présidence du Conseil, pour passer ensuite au ministère de l'Intérieur. En 1901, il devient journaliste au *Figaro*, et en 1903 au *Temps*, où il tient la rubrique de politique étrangère avec une telle compétence (documentation sûre, jugement clair et incisif) que Von Bulow, chancelier allemand, dira de lui qu'il est "la septième puissance d'Europe". En 1909, il entre comme professeur à l'Ecole des Sciences politiques, et en 1911 à l'Ecole de guerre. A l'âge de trente ans, comme l'écrit R. Binion, "...André Tardieu had attained a position of high authority and prestige in journalism and in the civil service of his country"(2). Il choisit pourtant, en 1914, d'entrer dans la carrière politique: il est élu, contre toute attente, député de Versailles. Il fait la guerre comme capitaine et choisit la direction d'une compagnie de chasseurs à pied quand il aurait pu continuer à servir Foch ou Joffre au sein des états-majors. En 1917, Ribot le nomme Haut-Commissaire aux Etats-Unis. Revenu en France, il seconde Clémenceau dans les négociations de paix et rédige une large part du Traité de Versailles. Réélu député de Versailles, il devient ministre des régions libérées de novembre 1919 à janvier 1920. Ecarté du pouvoir après l'échec de

(2) Rudolph Binion, Defeated Leaders: The Political Fate of Caillaux, Jouvenel and Tardieu, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1975 (c. 1960), p. 213.

Clémenceau aux présidentielles de 1920, il revient en 1926, alors député de Belfort, pour seconder Poincaré. A la retraite de celui-ci, il apparaît certainement comme l'homme fort de la droite parlementaire.

"Avec Tardieu et ses amis, écrit Daniel Ligou, arrive une nouvelle génération politique <qui n'a pas connu l'affaire Dreyfus>..."(3). Le style Tardieu, d'abord, est résolument nouveau. Edmond Wellhoff, qui trace en 1932 le portrait d'un certain nombre de parlementaires à la tribune du Palais-Bourbon, décrit Tardieu ainsi:

"Son discours, auquel il a mûrement réfléchi, semble improvisé. Il a pris le ton ironique. Il est toujours dominé par la harangue sur la bonne humeur qu'il prononça jadis. Il veut être l'optimiste-type et le rénovateur. (...). Il tient à étonner. Il possède à coup sûr la foi en lui-même qui distingue les hommes d'action"(4).

La gauche ne l'a-t-elle pas surnommé "le mirobolant"? Les caricatures reproduites dans les pages centrales donnent d'ailleurs une idée de l'image publique de ce politicien qui se voulait différent.

Quand il devient président du Conseil le 2 novembre 1929, après l'échec de Daladier qui a tenté de constituer un cabinet avec la participation des socialistes, il cherche immédiatement à donner une image nouvelle du gouvernement(5). Dans sa déclaration ministérielle du

(3) Daniel Ligou, Histoire du socialisme en France, 1871-1961, Paris, P.U.F., 1962, p. 370.

(4) Edmond Wellhoff, Tribuns et hauts-parleurs, Paris, Fasquelle, 1932, pp. 95-96.

(5) Il a offert, vraisemblablement avec sincérité, aux radicaux de participer à son gouvernement: ceux-ci, pour des motifs qui seront illustrés plus bas, ont refusé.

5 novembre, il propose une "politique de prospérité": la France, dit-il alors, doit "aller de l'avant"<sup>(6)</sup>; elle peut et doit atteindre le niveau de vie des Américains. Pour ce faire, elle doit se doter d'"un Etat coordinateur, rajeuni, fort et obéi"<sup>(7)</sup>. Sous certains aspects, ce conservateur rompt avec le libéralisme traditionnel: ainsi proposait-il à une Chambre mi-narquoise, mi-abasourdie<sup>(8)</sup>, un "plan d'outillage national" prévoyant des dépenses de cinq milliards de francs en cinq ans pour la mécanisation de l'agriculture, la modernisation de l'industrie, la construction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, de laboratoires, le reboisement, ainsi que l'installation du téléphone, la mise en place des infrastructures permettant la fourniture d'électricité et d'eau courante, et le développement des chemins de fer pour toutes les communautés rurales.

"Le gouvernement Tardieu, écrit R. F. Kuisel, résumait en lui-même tout le mouvement de rénovation néo-capitaliste"<sup>(9)</sup>. Reprenant un certain nombre d'idées développées au Redressement français d'Ernest

(6) André Tardieu, Déclaration ministérielle, 5 novembre 1929, in AN, 324AP54.

(7) André Tardieu, L'épreuve du pouvoir, Paris, Flammarion, 1931, p. 60.

(8) Témoin de la déclaration ministérielle, le journaliste et homme politique de droite Henri de Kérillis écrit: "Il fallait voir les vieux politiciens de la Chambre, que du haut d'une tribune je tenais sous mon regard, pendant que parlait le président du Conseil. Ils paraissaient désespérés, abasourdis, cherchant leur prise sur cette matière technique inconnue d'eux. Les plus malins affectèrent de rire. Mais ils riaient si <jaune> qu'ils ne trouvaient pas d'échos. Et ils se turent". Henri de Kérillis, "Une première sensationnelle au Palais-Bourbon", L'Echo de Paris, 8 novembre 1929, p. 1.

(9) R. F. Kuisel, op. cit., p. 166.

Mercier<sup>(10)</sup>, Tardieu remet en question le malthusianisme traditionnel de la classe politique française: "In lieu of France's modest Malthusian pie and intense social strife over distributing shares Tardieu had a vision of a rapidly expanding economy with a large product to apportion, that would reduce social tensions and obviate the need for a serious redistribution of income"<sup>(11)</sup>. Pour lui, la vieille doctrine du "laissez-faire" devait faire place à un gouvernement actif, soucieux de favoriser le développement économique et la prospérité en apportant une aide systématique aux forces vitales du pays. Cette politique de classe ne serait toutefois pas, dans son esprit, une politique de haines de classes. Tardieu irrite d'ailleurs sérieusement les radicaux en réalisant quelques

(10) Richard F. Kuisel, Ernest Mercier: French Technocrat, Berkeley, U. of California Press, 1967, 184 p.

(11) Monique Clague, "Vision and Myopia in the New Politics of André Tardieu", French Historical Studies, vol. VII, # 1, (Spring 1973), p. 109.



uns des articles de leur programme: Louis Loucheur<sup>(12)</sup>, ministre du Travail, met sur pied les assurances sociales créées sous Poincaré en 1928; Tardieu fait aussi introduire la gratuité de l'enseignement secondaire à partir de la sixième; et crée en mars 1930 un ministère de la Santé publique, qu'il confie à Désiré Ferry<sup>(13)</sup>. Sa politique s'adresse à une bourgeoisie dynamique, moderne et réformatrice; il s'agit de moderniser la France et de développer son potentiel de production car, pour lui, le problème social n'en est pas un de distribution, mais de production<sup>(14)</sup>. Un Etat fort et un patronat d'esprit saint-simonien,

(12) Né en 1872, Louis Loucheur est un polytechnicien qui a laissé son nom à deux théorèmes de géométrie, a fait une brillante carrière à la Compagnie des chemins de fer du Nord, puis s'est lancé en affaires dans une compagnie qui a réalisé de nombreux travaux en France, en Afrique du Nord et en Turquie, et qui en 1914 jouit d'une renommée mondiale. Officier d'artillerie pendant la guerre, il convainc Millerand, alors ministre de la Guerre, de doter la France d'usines d'armements qui lui permettront de poursuivre la guerre et éventuellement de la gagner. En 1916, il est sous-secrétaire d'Etat à l'armement dans le cabinet Briand (il sera 14 fois ministre ou sous-secrétaire d'Etat de 1916 à 1924). Collaborateur de Clémenceau (c'est lui qui rédige, sous la dictée du Tigre, la note historique qui consacre l'unité de commandement), il participe à la négociation du traité de paix. Elu député du Nord en 1919 il complète, de 1920 à 1924, avec Tardieu, Mandel et Ignace, dans le but de prendre le pouvoir pour mener une politique "clémenciste" (voir John M. Sherwood, *Georges Mandel and the Third Republic*, Stanford, S.U.P., 1970, pp. 57-79). Il redevient ministre en 1924 dans un cabinet Poincaré, puis prendra en 1928 le portefeuille du Travail, puis celui du commerce jusqu'à sa mort en novembre 1931.

(13) Il est à noter que les lois sociales de l'entre-deux-guerres furent toutes mises en place par des gouvernements de droite. Voir Alain Barjot, "La sécurité sociale", in A. Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres. \*\*\* Divers sujets, Paris, Fayard, 1972, pp. 365-393.

(14) Monique Clague, loc. cit., p. 109.

alliés dans le souci de l'intérêt public, voilà la clef de la prospérité et la solution de la question sociale.

Pour réaliser ce programme, Tardieu croit qu'il faut aussi transformer les mœurs parlementaires: il faut surmonter la traditionnelle opposition entre droite et gauche classiques et créer un grand parti conservateur à l'anglaise, dont feraient partie les radicaux "conservateurs", et qui gouvernerait contre les marxistes, SFIO et PCF confondus. Il souhaite jouer le rôle du leader parlementaire, "...in the British sense of the word, of a Republican and moderately progressive right, free from the fatal image of clerical and counterrevolutionary reaction"(15).

La presse de droite fait d'ailleurs excellent accueil à ce gouvernement nouveau genre! Le 9 novembre, sous le titre "Prospérité", le *Temps* approuve le programme d'outillage national, d'autant plus que celui-ci sera réalisé au moyen de saines économies!(16) Le 20 du même mois, l'éditorialiste du *Temps* souligne la différence entre le gouvernement Tardieu et ceux de la gauche: "il y a entre les promesses démagogiques des socialistes ou des cartellistes et le programme démocratique du gouvernement toute la différence qui sépare la velléité de la volonté, la chimère de la réalisation, l'intention de l'acte"(17). Dans l'*Echo de Paris* Henri de Kérillis présente Tardieu comme l'"homme

(15) *Ibid.*, p. 106.

(16) "Prospérité", *Le Temps*, 9 novembre 1929, p. 1.

(17) "L'acte et l'intention", *Le Temps*, 20 novembre 1929, p. 1.

neuf" et salue au nom du pays "ce grand plan de travail méthodique et sérieux où chacun ---ouvrier, paysan, commerçant, industriel ---entrevoit si clairement son intérêt, son bénéfice..."(18).

Dans son "analyse clinique du long coma de la Troisième République", Jacques Debû-Bridel(19) persiste à présenter la déclaration ministérielle du 7 novembre 1929 comme un langage nouveau: "point de dogmatisme, point de discussion byzantine, un programme de travail net, précis et dominant le tout, l'optimisme salubre qui convient à un grand pays laborieux et victorieux, croyant en son destin"(20). Pourtant, comme le souligne avec justesse M. Clague, cet homme nouveau continue de raisonner à l'intérieur des catégories économiques d'hier: "...he was one of those whose mind, as Keynes put it, <had first been muddled by a <sound> financier or an <orthodox> economist"(21). Il faut surtout se garder de confondre le "plan d'outillage national" avec un plan économique moderne. Il s'agit beaucoup plus d'un "...programme classique de travaux

(18) Henri de Kérillis, "Une première sensationnelle au Palais-Bourbon", L'Echo de Paris, 8 novembre 1929, p. 1.

(19) Fut journaliste à l'Ordre d'Emile Buré de 1929 à 1935. Ami personnel de Tardieu, mais aussi de Louis Marin, de Franklin-Bouillon et de L.-O. Frossard. Henry Coston (Paris, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui, Paris, Librairie française, 620 p.) prétend qu'il fut membre des Légions de Georges Valois, et même délégué à la propagande financière du Faisceau.

(20) Jacques Debû-Bridel, L'agonie de la Troisième République, 1929-1939, Paris, Editions du Bateau Ivre, 1948, p. 38. L'auteur croit que la France aurait peut-être évité le désastre de 1940 si elle avait écouté Tardieu à temps.

(21) Monique Clague, loc. cit., p. 113.

publics"(22), largement axé sur l'agriculture et cherchant à préserver "l'équilibre économique et moral de la nation". Qui plus est, ce plan est conçu par un disciple de Poincaré, soucieux de respecter l'équilibre budgétaire: "nous avons la conviction qu'autant il serait périlleux de se servir de la trésorerie pour alimenter le budget, autant il est légitime de lui demander, pour des besoins exceptionnels, la dotation de quelques unes de ces grandes oeuvres nationales..."(23). *Le Temps* se félicite d'ailleurs de ce que ce grand projet ne soit réalisé qu'après le rétablissement des finances "...par la prudente politique de la majorité nationale groupée autour de M. Poincaré, puis de M. Briand et maintenant de M. Tardieu"(24). Tardieu n'a-t-il pas choisi comme ministre des Finances Adolphe Chéron(25), sénateur qu'on appelle "le père Gaspard" et qui a la réputation d'"amasser des trésors" lors de ses passages aux Finances? Ce sont là des indices qui ternissent quelque peu l'image de réformateur à tout crin de Tardieu. Dans sa critique de la déclaration ministérielle, Léon Blum appelle le nouveau président du Conseil à plus de modestie: dans ce programme, écrit-il, "rien de neuf, rien d'original, rien qui passe la mesure des efforts budgétaires courants. La seule astuce est d'avoir rassemblé et totalisé ce qui restait disséminé dans

(22) Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, p. 168.

(23) André Tardieu, "Déclaration ministérielle du 7 novembre 1929", in op. cit., p. 25.

(24) "Première journée", *Le Temps*, 9 novembre 1929, p. 1.

(25) On dit aussi que ce gardien du trésor public reçoit tous les jours des mains de son épouse les quelques francs qu'il affectera à ses dépenses de consommation courante!

nos budgets"(26). Et il m'apparaît clairement que nous sommes ici en présence d'un des symptômes les plus alarmants de la "société bloquée": comment expliquer que Tardieu, un des esprits les plus brillants de sa génération, politicien ouvert et soucieux de réformes et de rénovation, homme de la droite avancée qui méprise la réaction, comment expliquer donc ce respect frileux de l'équilibre budgétaire, ce fétichisme des finances équilibrées et de la monnaie "saine" qui le fera, comme nous le verrons plus loin, se ranger dans le camp des anti-dévaluationnistes?

Mais ce "réformiste conservateur" ne saura plaire ni à la gauche, ni à la droite: son programme d'outillage national, proposé en novembre 1929, ne sera finalement réalisé qu'en 1931, et dans un esprit tout à fait différent de celui dans lequel il avait été conçu. "Le projet d'outillage national, souligne le *Temps*, a été conçu en vue de développer la faculté de travail de la France, d'assurer sa sécurité matérielle, d'accroître sa prospérité", mais il a été dénaturé "...parce qu'on n'en attend plus seulement un bénéfice dans l'avenir, mais des avantages immédiats"(27). Ralentie à la Chambre par l'obstruction systématique d'un bon nombre de parlementaires, surtout de la gauche, il n'a plus en 1931 pour but que de "...pallier les effets du chômage"(28). Alfred Sauvy propose une interprétation voisine de celle du *Temps*: selon lui, les quatre milliards votés en 1931 n'ont plus comme souci que de ranimer l'activité économique, et sont dépensés en fonction du chômage, notamment par

(26) Léon Blum, "Leur libéralité", *Le Populaire*, 15 novembre 1929.

(27) "Premier devoir", *Le Temps*, 20 novembre 1931, p. 1.

(28) "Surenchère", *Le Temps*, 15 novembre 1931, p. 1.

l'appel à une main-d'œuvre non qualifiée, méthode "...assurément peu conforme à l'optimum économique et à la productivité", et qui "...s'inspire avant tout du court terme"(29).

C'est que dans son entreprise de modernisation, Tardieu se heurte à la fois aux "petits" et à la rigidité parlementaire. Bien vu en général par les "grands intérêts", par les technocrates et par une partie de l'élite intellectuelle, il effraie le petit commerçant, le petit industriel et le paysan qui voient en lui le porte-parole du grand capitalisme et qui saisissent clairement que son "néo-capitalisme" constitue une condamnation des secteurs "arriérés" de l'économie à l'extinction à plus ou moins long terme(30). Mais c'est au Parlement que l'opposition est la plus ferme, à droite comme à gauche. Les hommes politiques de droite, écrit R. Binion, trouvaient le plan Tardieu acceptable "...as a trick of demagoguery but not as a basis for legislation. They would have wanted the government to use the Treasury surplus for amortizing the national debt instead of undertaking new expenditures"(31). Leur opposition est toutefois plus feutrée que celle des radicaux et des socialistes. Pour les radicaux, Tardieu est d'ailleurs une sorte de réédition du serpent tentateur de la Bible: ils ne peuvent absolument pas juger son programme à son mérite puisqu'il constitue pour eux une menace à leur position sur l'échiquier politique et dans l'imaginaire politique. Les radicaux doivent

(29) Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) \*\*, pp. 23-24.

(30) Malcolm Anderson, Conservative Politics in France, London, Allen & Unwin, 1974, pp. 57-58.

(31) Rudolph Binion, op. cit., pp. 303-304.

à tout prix demeurer les seuls réformateurs respectueux des traditions et des particularités de la France (en opposition avec les socialistes inspirés par un dogme), faute de quoi leur *appel* électoral risque de s'amenuiser. Le Tardieu des années trente est pour eux la nouvelle incarnation de la menace réactionnaire: il remplace, à point nommé le cheval qui a tiré jusque là leur voiture, mais qu'ils ont malheureusement fouetté à mort, la laïcité. Pour les socialistes, il est sans conteste "...l'homme à abattre"(32). Il est l'affairiste par excellence, le bonapartiste avec de nouveaux habits: "la prospérité dans l'ordre, le pays riche sous un pouvoir fort, c'est la recette même du bonapartisme: (...). Un outillage remis au point, de gros profits, de hauts salaires, au besoin quelques concessions de forme aux organisations ouvrières, le tout sous la bride du gendarme et la fêrule du préfet"(33). Il s'agit ici, pour les socialistes, de déconsidérer le programme en attaquant l'homme. Et Tardieu ne semble pas avoir compris que la Chambre ne peut pas évaluer un programme à son mérite comme il l'aurait voulu, et que sa nouvelle façon d'envisager le jeu parlementaire et le jeu politique n'a pour effet que de générer une opposition tous azimuts contre sa personne. Son image publique, peu conforme à celle des notables de province que sont la majorité des autres parlementaires, en fait une proie facile pour les "étiquetteurs": on fait ainsi facilement de lui un Bonaparte, un Mac-Mahon, ou même un Mussolini! Il est paradoxal de constater qu'ayant voulu modifier les données de la vie partisane, il n'a réussi qu'à canaliser

(32) Jules Moch, Une si longue vie, Paris, Laffont, 1976, p. 67.

(33) Léon Blum, "Le néo-bonapartisme", Le Populaire, 20 novembre 1929, p. 1.

sur sa propre personne une haine comme on en voit rarement dans ce monde de "camarades".

Tardieu face au parlement, c'est Paris soumis au jugement de la province. Dans son ouvrage sur la *Dépêche* de Toulouse, Henri Lerner souligne plusieurs fois que l'hostilité de Maurice Sarraut à l'encontre de Tardieu tient largement à l'antipathie qu'il éprouve pour son côté parisien<sup>(34)</sup>. R. Nathan explique ainsi pourquoi le Sénat renversa son second cabinet le 4 décembre 1930: "...le cabinet Tardieu est renversé parce que le mode cavalier de traiter les affaires et les gens, les institutions et les partis, soulève, dans les esprits provinciaux, une réprobation qui va jusqu'à l'irritation"<sup>(35)</sup>. - Nombre d'auteurs se sont d'ailleurs plu à souligner ce qui, chez ce grand bourgeois d'intelligence supérieure, choque les parlementaires. Dans ses mémoires, Xavier Vallat, ancien combattant devenu parlementaire d'extrême-droite, écrit qu'il "...avait trop conscience de sa supériorité, ce qui n'allait pas sans imprimer un certain air de morgue à sa personne physique, et ne lui attirait pas la sympathie de ses collègues provinciaux..."<sup>(36)</sup>. Le fait qu'il fumât avec un fume-cigarette et qu'il affichât ses rapports avec madame Marie Marquet, actrice de profession, produisait chez ses collègues une sorte de gêne pudique, de malaise indéfinissable. Aux dires

<sup>(34)</sup>Henri Lerner, La Dépêche journal de la démocratie. Contribution à l'étude du radicalisme en France sous la III<sup>e</sup> République, Toulouse, Publications de l'Université Toulouse-Le Mirail, 1978, p. 503.

<sup>(35)</sup>R. Nathan, in Daniel-Rops et al., Le rajeunissement de la politique, Paris, R.A. Corrêa, 1932, p. 311.

<sup>(36)</sup>Xavier Vallat, Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite, 1918-1945, Paris, Les Quatre Fils Aymon, 1957, p. 50.



de Jean-Pierre Maxence, jamais les notables du régime ne lui pardonnèrent de n'être pas un "vieux": "il y avait dans sa santé, dans son allure un peu hautaine, dans sa liberté de ton, quelque chose qui les choquait, qui insultait à leur goût de la médiocrité, à leur passion de la routine..."(37). Et Jacques Debû-Bridel, qui fut un de ses plus fervents admirateurs, d'ajouter: "son intelligence, ses boutades terribles, la hardiesse de ses vues, lui aliénaient tous ces personnages solennels, engoncés dans leur dignité, carapaçonnés de préjugés et de prétentions et toujours en retard d'une idée au moins"(38). Parisien, il choquait les provinciaux, homme d'action, il bousculait les conservateurs, néo-libéral, il inquiétait les tenants de l'Etat non-interventionniste, soucieux d'efficacité avant tout, il effrayait la gauche qui voyait en lui un dictateur en devenir, cynique et blagueur, enfin, il irritait ces personnages solennels qu'étaient la grande majorité des parlementaires de la Troisième République(39). Il possédait par-dessus tout le don, avec Georges Mandel, de hausser la température du débat politique: alors que certains députés ou ministres peuvent se produire à la tribune toute leur vie sans que l'auditoire ne cesse pour cela de vaquer à ses occupations habituelles (correspondance, lecture des quotidiens, bavardages, etc.), ces deux-là transformaient tout de suite l'hémicycle en navire battu par

(37) Jean-Pierre Maxence, Histoire de dix ans: 1927-1937, Paris, Gallimard, 1939, p. 106.

(38) Jacques Debû-Bridel, op. cit., pp. 94-95.

(39) En avril 1931, par exemple, comme il devait visiter Toulouse en tant que ministre de l'Agriculture, Vincent Auriol et les socialistes de la région avaient résolu de perturber son arrivée par une réception "à coups de sifflets": il désamorça le tout en sortant du train sifflet en bouche!

les flots, applaudissements et huées se répondant tandis que se multipliaient les interruptions. Seuls Franklin-Bouillon à droite et Léon Blum à gauche pouvaient produire autant de brouhaha! Ce qui, bien sûr, leur aliénait aussi des sympathies à droite, car nombre de modérés, soucieux d'union nationale et d'apaisement, voulaient d'une vie politique exempte de passions, par crainte des représailles de la gauche<sup>(40)</sup>. Pour Jean-Pierre Maxence,

"l'histoire d'André Tardieu au ministère c'est celle du fauve harcelé, vaincu par les moustiques et par les poux. Du fauve il avait le réflexe prompt, la dent dure, la griffe sans pitié, l'audace, le courage, l'habileté à saisir une proie. Il voyait grand. Son horizon n'était ni celui d'une circonscription ni celui d'un couloir. Il était de la race de Clémenceau, de la race de ceux qui savent vouloir, qui savent faire front, qui savent décider devant le péril (...). Mais en voulant rester dans la légalité, le fauve lui-même s'était mis en cage, il s'était livré aux piqûres harcelantes des moustiques, au contact pustuleux des poux! A repousser leurs assauts, à vaincre leurs conjurations sordides, il passait un temps, il usait des forces qu'il eût pu employer à construire"<sup>(41)</sup>.

Pourtant, écrit Lucien Romier dans le *Figaro* après l'échec du projet de réforme de l'Etat de Doumergue, si André Tardieu "...avait voulu être un homme de gauche, quelle carrière assurée et triomphale il eût faite, même en réformant tous les articles de la Constitution!"<sup>(42)</sup>.

(40) Malcolm Anderson, *op. cit.*, p. 56.

(41) Jean-Pierre Maxence, *op. cit.*, p. 108.

(42) Lucien Romier, "M. Tardieu et la réforme de l'Etat", *Le Figaro*, 23 novembre 1934, in Archives André Tardieu, Archives Nationales, 324AP29.

Il faut croire que la nouvelle conception de la démocratie, à l'Américaine, avec exécutif fort et prospérité matérielle à la clé, qu'il patronne, est une sorte d'anathème pour les parlementaires français. Il sera la bête noire de la Chambre, une sorte d'"intouchable" politique: prodigue pour ses collègues de la droite, dédaigneux des usages parlementaires aux yeux du Sénat, affairiste pour les socialistes, mac-mahonien pour les radicaux, boute-feu pour les modérés, sa légende, trop encombrante, l'empêchera de réaliser son projet politique: pour R. Binion, "Tardieu had the genius to carry it off; he lacked only the tact"(43). Mais son échec est plus que l'échec d'un réformateur, d'un Parisien, d'un autoritaire: il peut être considéré comme un signe du blocage du système, d'autant plus que ses vues politiques seront largement reprises après la guerre par les gaullistes et révéleront alors leur pertinence. Comme l'a bien vu Stanley Hoffmann, la "société bloquée" excluait alors tout type de réformes, qu'elles soient politiques ou économiques: sa seule loi était l'équilibre, qui ne se réalisait que dans l'immobilité. Tardieu ne pouvait pas être le "Roosevelt français", d'abord parce que le régime ficelait, tel Gulliver, tout politicien dont les idées menaçaient son équilibre, et ensuite parce que Tardieu était lui-même, comme on l'a vu, à bien des égards un produit de ce système. Enfin parce que nulle combinaison politique n'était possible sans le bon vouloir des radicaux, et que ceux-ci, encore inconscients de la mutation qui se produisait chez eux et qui les porterait avec Daladier à partir de 1938 aux confins de la droite, ne

---

(43) Rudolph Binion, op. cit., p. 309.

pouvaient conjuguer leur doctrine et leur tactique électorale avec les mots d'"autorité" ou même de "prospérité".

Partenaire de Tardieu au sein de l'"opposition clémenciste" de 1921 à 1924, Georges Mandel, né Louis Rothschild<sup>(44)</sup>, n'a pourtant que très peu d'affinités avec celui-ci. Pour son biographe John Sherwood, Mandel est un anachronisme. Chez lui, aucun souci social ou économique: "he was essentially a nineteenth century liberal, devoted to the parliamentary form of government, but skeptical about the possibility of large-scale social reform"<sup>(45)</sup>. En fait, il est sans doute le plus pur clémenciste de sa génération. Il commence d'ailleurs sa carrière journalistique en 1903 à l'*Aurore*, où Clémenceau l'accepte sans lui cacher qu'à son avis, "il ne saura jamais écrire". Il commence à fréquenter les milieux politiques en 1906, à titre de chef adjoint du cabinet d'Albert Sarraut, alors sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis est rattaché au cabinet de Clémenceau devenu président du Conseil en octobre de cette année. En 1910, il se présente aux élections législatives dans la circonscription de Saint-Denis comme "radical indépendant", mais ne récolte que moins de 10% des voix. Cet échec le force à revenir au journalisme, alors que Clémenceau en fait le président du conseil d'administration du *Journal du Var*. Puis, malgré les nombreuses rebuffades qu'il a essuyées de la part du Tigre, il est de la

<sup>(44)</sup> Né Rothschild en 1885, sans lien de parenté avec les banquiers, il changea quand même de nom très jeune, par souci de ne pas nuire à sa future carrière politique. Voir John M. Sherwood, *op. cit.*, pp. 1-6.

<sup>(45)</sup> *Ibid.*, p. 140.

rédaction de *l'Homme libre* en 1913. Il échoue pour la seconde fois aux élections de 1914, à Castellane, cette fois, dans la plus petite circonscription de France. Pendant la guerre, réformé, il agit comme secrétaire de Clémenceau, dont il prépare activement le retour au pouvoir: il force d'ailleurs l'admiration de son patron par la rigueur de ses compte-rendus de presse et par l'exactitude de ses informations. En 1917, quand Clémenceau revient au pouvoir pour gagner la guerre, il fait de Mandel son chef de cabinet. Celui-ci devient alors très puissant: il contrôle le Parlement par un réseau de propagande efficace (dont font partie Ignace, Henry Simon et Jules Pams); il transmet aux ministres les directives du Président du Conseil; il travaille au renouvellement de l'administration préfectorale; enfin, il est chargé de la censure. Véritable éminence grise du gouvernement, il sert aussi à Clémenceau de bouc-émissaire, qui peut lui faire endosser la responsabilité de ses faux-pas. C'est d'ailleurs à cette époque qu'il s'attire le surnom d'"homme aux petits papiers" (à cause des dossiers qu'on le soupçonne de monter sur les parlementaires)<sup>(46)</sup>. Inutile de dire que les radicaux et les socialistes, qui furent ses principales victimes (il aida bien sûr Clémenceau à préparer les dossiers Caillaux et Malvy), lui en gardèrent une rancune inexpiable.

(46) Dans ses mémoires, Xavier Vallat raconte que Mandel était "fâcheusement connu" depuis le jour où un parlementaire, Berteaux, l'avait surpris à écouter aux portes, et lui avait tiré les oreilles en lui faisant cette menace: "prenez garde, jeune homme, qu'on ne vous coupe un jour vos instruments de travail". X. Vallat, *op. cit.*, p.50.

Son ascension politique après la guerre est fulgurante: il devient député de Lesparre en 1919; conseiller municipal puis maire de Soulac (Médoc) en décembre de la même année; conseiller général du canton de Lesparre quelques jours plus tard; puis, en janvier 1920, il est porté à la présidence du Conseil général de la Gironde. L'échec de Clémenceau aux élections présidentielles de 1920 le rejette pourtant dans le purgatoire. Il est même battu aux élections de 1924, ne redevenant député qu'à la faveur du retour au scrutin d'arrondissement en 1928. Alors que tout le monde le juge "ministrable", il doit pourtant se contenter pendant cette législature de la présidence de la commission du suffrage universel.

Cette situation, bien modeste, le portera pourtant, pendant une brève période, aux devants de la scène politique. Il faut dire qu'il est en terrain de connaissances: déjà en 1913-1914, à l'*Homme libre*, il avait fait de la lutte contre la représentation proportionnelle un de ses sujets favoris; en 1919, il propose même une réforme du système parlementaire. Mandel entend favoriser par cette "réforme" le développement du bipartisme: il désirait voir un parlement divisé en deux groupes, soit une majorité cohérente, et une opposition unie; les partis devaient donc, dans cette optique, avoir des programmes clairs et reconnaître l'autorité de leaders incontestés; pour restaurer l'autorité du président, indispensable contrepoids au parlement, il fallait revitaliser son droit de dissolution des Chambres, en désuétude depuis 1877; enfin, il proposait de diviser la France en une vingtaine de régions

administratives et électorales<sup>(47)</sup>. La dominante clémenciste de la pensée politique de Mandel est très visible dans ce projet: il s'agit d'introduire en France une espèce de bipartisme à l'anglaise, ce qui permettrait aux leaders naturels de s'affirmer et au gouvernement de gouverner avec autorité et dans un climat de stabilité. Mandel ne croyait pas, comme nous le verrons plus loin, à une réforme très complexe de la Constitution. Pour lui, il suffisait de créer les conditions permettant aux véritables chefs de s'affirmer. En ce sens, il est beaucoup plus attaché aux institutions parlementaires que Tardieu, qui en viendra à partir de 1934 à désespérer du régime, mais dans une perspective quelque peu perverse: "Mandel's policy might be called **<une politique du pire>**, a policy of waiting for the worst to happen, until the nation in its dire need should turn to him as the only possible saviour and he should become the second **Père de la Victoire**"<sup>(48)</sup>.

C'est pourquoi il n'hésite pas, à l'automne 1931, à reprendre à son compte, en tant que président la commission du suffrage universel, la proposition de suppression du second tour que le député Lambert, radical-socialiste, a présentée au printemps, mais qu'il a abandonnée sans donner de raisons. Ce projet propose que le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages (mais au moins 40% du nombre des votants) dans une circonscription soit déclaré élu dès le premier tour même s'il n'a pas la majorité absolue; un second tour est prévu dans tous

<sup>(47)</sup> John M. Sherwood, op. cit., p. 35.

<sup>(48)</sup> John M. Sherwood, "The Tiger's Cub...", in James Joll, The Decline of the Third Republic, London, Chatto and Windus, 1959, (Coll.: "St-Anthony's Papers" # 5), p. 106.

les autres cas. La suppression du second tour, croit Mandel, permettrait le développement du bipartisme à l'anglaise, en empêchant notamment ces alliances contre-nature, au second tour, entre radicaux et socialistes<sup>(49)</sup>. Une large partie de la droite lui emboîte d'ailleurs le pas: il est déjà assez clair, à ce moment, que les partis de gauche pratiqueront une tactique électorale de désistement au second tour (sauf les communistes, encore fidèles à la tactique "classe contre classe") et que les élections du printemps 1932 verront par conséquent la victoire du Cartel tant haï! *Le Temps* présente la réforme Mandel comme "républicaine par essence et démocratique par définition", parce qu'"elle tend essentiellement à libérer le suffrage universel des entraves qui font obstacle à son libre jeu, qui l'empêchent de se manifester à l'état pur"<sup>(50)</sup>. Pour ce grand journal conservateur, "le scrutin du second tour est un scrutin de coalition, de compromissions", qui "...fausse l'expression de la volonté populaire, (...) dévie les grands courants électoraux", et "(...) <brise le miroir> dans lequel doit se refléter le

---

(49) Rappelons que la France a connu, depuis 1914, les régimes électoraux suivants:

- de 1889 à 1919: scrutin uninominal majoritaire à deux tours (un candidat est élu au premier tour s'il a la majorité absolue; est élu au second tour le candidat qui reçoit le plus de votes);
- 1919-1927: scrutin de liste à un tour (les candidats qui récoltent une majorité absolue sont déclarés élus; les autres sièges sont alloués aux listes par le biais d'un quotient; les sièges qui restent sont attribués à la liste qui a obtenu la plus haute moyenne de votes par candidat);
- 1927-1940: même système que de 1889 à 1919.

(50) "La réforme électorale", *Le Temps*, 12 décembre 1931, p. 1.



pays"(51). *L'Echo de Paris*, principalement par la voix de son directeur Henri de Kérillis, abonde dans le même sens. Pour celui-ci, la suppression du second tour "aurait l'avantage de rendre moins fréquents les ballottages et d'assainir, par conséquent, nos mœurs électorales dignes des <bourgs pourris> de l'Angleterre d'avant 1831"(52). Les avantages politiques que le directeur du Centre de Propagande des Républicains nationaux décèle dans le projet Mandel percent toutefois un peu plus loin dans ce même article: pour lui, la réforme "...avantagerait les députés sortants des deux camps, (...) faciliterait les velléités d'indépendance des radicaux-socialistes par rapport aux socialistes, enfin (...) favoriserait les personnalités fortes de tous les partis, qui succombent trop souvent devant des coalitions invraisemblables d'adversaires politiques et personnels"(53). Sennep, qui fournit des caricatures au journal de Kérillis, présente, dans une de celles-ci, Mandel comme le continuateur de Thiers, Gambetta, Royer-Collard, Sieyès, Montesquieu et ...Solon, et dans une autre sa réforme comme la promesse de funérailles de première classe pour la gauche (voir pages centrales). Paul Reynaud n'écrira-il pas plus tard à Henri de Kérillis que le scrutin à l'anglaise (un seul tour) aurait l'avantage de rendre l'unité d'action des gauches plus difficile parce que "dans presque toutes les

(51) Id. *Le Temps* publie, du 3 décembre 1931 au 29 janvier 1932, plus d'une dizaine d'articles portant sur la réforme électorale, et évidemment tous favorables au projet Mandel.

(52) Henri de Kérillis, "Aurons-nous une réforme électorale?", *L'Echo de Paris*, 20 novembre 1931, p. 1. De Kérillis reviendra sur cette question cinq fois au moins pendant le seul mois de décembre!

(53) Id.

circonscriptions, le candidat radical se croirait plus qualifié que le candidat socialiste et inversement"(54)?

Ce projet-Janus, présenté à l'origine par un député radical, et repris par l'ensemble de la droite rassemblée derrière Georges Mandel, a toutes les chances d'être voté par l'Assemblée nationale où siège depuis 1928 une majorité de droite. C'est pourquoi les radicaux et les socialistes, qui y voient une manoeuvre électorale inacceptable, se dressent avec violence contre ce "mauvais coup réactionnaire contre le suffrage universel"(55). L'Oeuvre, journal radical, se jette dans la bataille avec vigueur: une dizaine d'articles sur le sujet, ainsi que plusieurs caricatures musclées (voir pages centrales), de décembre 1931 à février 1932. Henry Torrès(56) y présente le projet Mandel comme une attaque inacceptable du "principe républicain de la souveraineté du nombre"(57): la manoeuvre est pour lui essentiellement électorale puisqu'il s'agit "...de redresser par avance les erreurs trop facilement prévisibles des électeurs de 1932", "...de briser le courant populaire sur des artifices de calcul"(58). On ne lésine pas sur le choix des termes: M.

(54) Paul Reynaud, Lettre à Henri de Kérillis, 3 juillet 1935, in Archives Paul Reynaud, Archives Nationales, 74AP20.

(55) A. Guérin, "Partisans et adversaires...", L'Oeuvre, 11 décembre 1931, p. 1.

(56) Ancien-combattant, avocat célèbre à partir de 1918 (il défend notamment Germaine Berton, qui a assassiné Marius Plateau, un des dirigeants de l'AF), militant communiste pour une très brève période, il sera d'ailleurs élu député en 1932, et s'inscrira au groupe de la gauche indépendante.

(57) Henry Torrès, "Réformons", L'Oeuvre, 16 décembre 1931, p. 1.

(58) Henry Torrès, "Nocturne", L'Oeuvre, 13 décembre 1931, p. 1.

B. dénonce "...ce véritable attentat à la souveraineté du suffrage universel..."(59) tandis que Léon Blum, dans le *Populaire*, flétrit "...l'attentat effronté tenté contre le suffrage universel"(60). Le groupe socialiste se propose d'ailleurs d'appliquer des représailles électorales systématiques contre tous les députés de gauche qui se rendraient complices de cet attentat en le soutenant à la Chambre, tandis que les chefs radicaux, Herriot en tête, mènent une campagne de démocrates offensés contre le projet maudit. Le projet-Mandel sera quand même finalement adopté par la Chambre en février 1932, mais sera enterré par le Sénat et abandonné par Tardieu, qui succède à Laval quelques jours plus tard.

Ce projet, purement électoral et partisan en apparence, nous semble pourtant représentatif du blocage complet du système. Non pas que nous croyons que son adoption aurait produit les effets escomptés par M. Mandel. Mais parce que le débat qui l'entoure révèle une fois de plus que le régime est incapable de se réformer lui-même. On nous objectera que le système électoral a pourtant été modifié à deux reprises depuis 1919: à cette date pour introduire un scrutin de liste mâtiné de proportionnalité; et en 1927, pour effectuer un retour au scrutin d'arrondissement à deux tours après que l'expérience de 1919 se soit révélée inconcluante. Mais il faut scruter les conjonctures qui président à ces modifications. En 1919, aux lendemains de la victoire, il

(59) M. B., "Toutes les gauches contre l'escamotage du second tour de scrutin", *L'Oeuvre*, 16 décembre 1931, p. 1.

(60) Léon Blum, "La Chambre délibère, cette nuit...", *Le Populaire*, 4 février 1932, p. 1.

s'agit de modifier le régime électoral pour permettre au pays de se refléter plus exactement dans la Chambre, comme les partisans de la proportionnelle le désirent depuis de nombreuses années: le mode de scrutin adopté n'est pourtant qu'un compromis bâtarde, et c'est d'ailleurs pourquoi il sera considéré comme un échec. Tandis qu'en 1927, et c'est là à notre avis que réside la clef du mystère, Poincaré réinstaura le scrutin d'arrondissement pour plaire aux radicaux qui font partie de sa majorité: Léon Blum et Herriot réclament la mesure depuis 1924<sup>(61)</sup>. On retrouve donc, dans les deux cas, les radicaux au coeur du problème, comme ils sont à la fois au coeur de la crise du régime, et incarnation de la puissance du sentiment républicain qui empêchera le fascisme d'effectuer une percée significative en France. Le débat de 1931-1932 nous semble donc significatif: parce qu'il démontre une fois de plus que les radicaux, axés du système parlementaire, ne veulent pas d'une modification du régime, qu'elle soit électorale ou constitutionnelle (comme nous le verrons plus loin), qui risquerait de changer les données de la société bloquée dont ils sont les représentants et les bénéficiaires; et parce que les arguments utilisés dans la bataille par les radicaux et les socialistes, basés sur la défense de valeurs nullement menacées par le projet-Mandel, font ressortir qu'ils identifient les concepts de démocratie et de république aux formes particulières de la Troisième République! Cette confusion contribue à la sclérose du régime, puisque qu'elle entraîne l'identification de tout réformateur à un danger pour la démocratie et la république mêmes. C'est là une attitude défensive qui

(61) Voir Marius Deveze, La crise du parlementarisme, Paris, G. Ficker, 1932, pp. 68-71, et J.-M. Mayeur, op. cit., pp. 286-287.

confine à l'immobilisme, et qui doit surprendre de la part des partis que François Goguel avait décrit comme ceux du "mouvement"!

Si ce débat autour de la réforme électorale est un épisode mineur dans l'histoire de la Troisième République, le "long combat" de Paul Reynaud pour la dévaluation confine à la tragédie. Il constitue l'illustration la plus accablante de la crise des représentations qui afflige la société française dans son ensemble pendant l'entre-deux-guerres: car les dévaluationnistes, qu'on pouvait presque compter sur les doigts de la main, ont dû livrer une lutte sans espoir à la Chambre dans son ensemble, qu'on y siège à droite ou à gauche, au Sénat, aux spécialistes de l'économie, et enfin à la population entière. Herriot attribuait son échec de 1924-1926 au "mur d'argent": Reynaud ferait ici face au "mur des ténèbres".

Paul Reynaud est né en 1878 à Barcelonnette dans les Basses-Alpes: son père y a épousé la fille du banquier Gassier, conseiller général et maire de la ville, après être revenu du Mexique où il a fait fortune dans le commerce des tissus. La famille Reynaud s'installe à Paris en 1883. Le jeune Paul y reçoit une éducation bourgeoise: élève des lycées Montaigne et Louis-le-Grand, il s'inscrit à la Faculté de droit de Paris et à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales. Reçu docteur en droit, il décide en 1906 d'entreprendre un tour du monde qui le conduira au Mexique, aux Etats-Unis, au Japon, en Chine et en Russie: ce voyage, qui n'a rien de banal, sera d'une grande utilité à Paul Reynaud dans sa carrière politique. A son retour, il s'inscrit au barreau de Paris. Marcel

Plaisant, qui fut son collègue avant d'être comme lui élu député en 1919, nous trace de lui ce portrait:

"Dans ce cortège de jeunes avocats (...), comment l'observateur n'eût-il pas été frappé par la figure singulière de cet homme aux traits marqués, la bouche fine, les yeux écartés et brillants, bien pris dans sa petite taille, mais d'un regard si perçant qu'il paraissait récupérer de l'altitude. Ainsi dès ses débuts Paul Reynaud sortait du rang; il arrivait au Palais relativement tard, ayant la trentaine (...). Tard dans les apparences, mais tôt dans la somme des connaissances acquises. Il avait fréquenté les études d'avoués et d'agréés, traversé des banques et des cabinets réputés, hanté des aînés rompus aux affaires. (...), il avait déjà visité les quatre [sic] continents, fait son tour du monde avec des stages prolongés au Japon, dans les Amériques et en Grande-Bretagne dont les écrivains lui étaient aussi familiers que nos classiques"(62).

En 1912, il épouse la fille du maître du barreau, Henri Robert. Battu aux élections de 1914, il participe comme sous-lieutenant dans les services sanitaires aux principaux combats de la guerre, et fait partie en 1918 d'une mission qui doit prendre le commandement de l'armée tchèque qui cherche à gagner Vladivostock en Russie. Elu député des Basses-Alpes en 1919, il est membre de nombreuses commissions dès son premier mandat. Battu en 1924, il présente en 1926 sa candidature, avec comme colistier Henri de Kérillis, dans le deuxième secteur de la Seine: arrivés en tête au premier tour, ils sont battus au deuxième par les communistes Duclos et Fournier, après une campagne célèbre dans les annales de l'entre-deux-guerres. Elu député de Paris (quartier Bonne-Nouvelle) en

(62) Marcel Plaisant, "Paul Reynaud", in E. Bonnefous, Histoire politique de la Troisième République. Tome septième. La course vers l'abîme: la fin de la IIIe République (1938-1940), Paris, P.U.F., 1967, pp. 406-407.

1928, il devient une des "bêtes noires" de la gauche et de l'Action Française à partir du débat sur la ratification des accords Mellon-Berenger, dans lequel il prend position en faveur du paiement des dettes françaises aux Etats-Unis, choix fort impopulaire. Il devient finalement ministre en mars 1930, quand Tardieu lui offre les Finances dans son second cabinet. Il sera ensuite ministre des Colonies dans les premier et second ministères Laval (janvier 1931 à janvier 1932), puis ministre de la Justice dans le troisième cabinet Tardieu: son voyage en Indochine, à l'automne 1931, est largement couvert par la presse, et contribue grandement à le faire connaître. Il ne retrouvera pourtant un ministère qu'en avril 1938, sous Daladier.

C'est que cet homme politique, que Bernard Grasset invite en 1930 à prendre la tête d'une droite prônant "...les plus grandes audaces sociales, et les plus larges ~~vues~~ extérieures..."(63), a entrepris dès janvier 1933 le combat le plus impopulaire jamais mené par un homme politique français jusqu'alors: convaincre les gouvernements de dévaluer le franc comme solution à la Crise. On sait que la France n'a été touchée par la grande crise économique qu'à partir de l'automne 1931: beaucoup croyaient même qu'elle serait épargnée à cause de la stabilité de sa monnaie (le franc-Poincaré est devenu un refuge pour les spéculateurs des autres pays dès 1929) et de l'"heureux équilibre" de son économie, qui jouit d'une balance "idéale" entre agriculture et industrie. Le choc est d'autant plus rude: l'indice général de la production industrielle française

(63) Bernard Grasset, Lettre à Paul Reynaud, 27 février 1930, in Archives Paul Reynaud, Archives Nationales, 74AP20.

... passe à 84 (base 100 en 1928) dès décembre 1931, puis chute jusqu'à 76 en mai 1932. Il oscillera de 76 à 90 pendant près de 5 ans<sup>(64)</sup>. La France s'enlise dans le marasme, alors que le petit commerce, la petite industrie et l'agriculture sont les secteurs les plus touchés. Devant un tel désastre, la classe politique dans sa quasi totalité, soutenue en ce sens par les spécialistes de l'économie, croit venu le temps de la "grande pénitence" prêchée par Joseph Caillaux depuis près de dix ans: il faut "dégraisser" le budget gouvernemental pour relancer sur la voie une machine économique assainie. Pourtant, la politique économique des gouvernements qui se succèdent à une cadence accélérée demeure improvisée: "elle visait à isoler l'économie nationale, à amortir la concurrence, à comprimer la production, à aider les groupes d'intérêt favorisés"<sup>(65)</sup>. La politique fiscale, de son côté, est dominée par la crainte de l'inflation et le culte de l'équilibre budgétaire: pas question de stimuler la demande globale par une augmentation des dépenses ou même d'agir sur la masse monétaire ou le volume du crédit. Un seul remède: la compression des dépenses, la déflation.

Un après l'autre, les gouvernements butent sur l'obstacle de l'équilibre budgétaire, mais se refusent à envisager d'autre remède que la réduction des dépenses. Ainsi Paul-Boncour, ancien membre de la SFIO devenu président du Conseil le 18 décembre 1932, appelle-t-il Henry Chéron au Ministère des Finances: ce n'est pas le moindre des paradoxes.

(64) Jacques Delperre de Bayac, Histoire du Front populaire, Paris, Fayard, 1972, (Coll.: "Les grandes études contemporaines"), p. 515.

(65) Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France, p. 176.



de cette époque que de voir cet ex-socialiste, devenu Président du Conseil, appeler auprès de lui un des plus prudents hommes politiques de la droite pour lui remettre la responsabilité de la gestion des finances de la nation en pleine période de crise. Après avoir réuni une commission d'experts présidée par Fournier, sous-gouverneur de la Banque de France<sup>(66)</sup>, Paul-Boncour propose en janvier des "économies" de 5.358 millions. Abandonné par les socialistes pour avoir voulu réduire à la fois le nombre des fonctionnaires et leur traitement quand il dépassait 12.000 francs, entre autres mesures vexatoires, son gouvernement tombe le 28 janvier 1933. Son successeur, Edouard Daladier<sup>(67)</sup>, chef de file de la gauche au sein du parti radical et espoir des "Jeunes-Turcs", n'a pas plus d'imagination ni de chance: ses ministres des Finances et du Budget, Georges Bonnet et Lucien Lamoureux, réclament dès février des "économies" de 2.417 millions, dont 109 millions proviendront d'un

(66) "Je fis venir, hors du Parlement, quelques hommes réputés de la finance. (...). Aucun ne me fournit d'autre moyen que le banal, mais nécessaire, équilibre entre les colonnes du doit et de l'avoir. Il fallait que l'Etat commençât par faire comme toute bonne ménagère, qui établit ses dépenses d'après ses recettes. L'équilibre budgétaire était le remède uniforme, dont on accablait mes efforts pour trouver quelque chose de plus audacieux et de plus large, comme il s'en pratiquait ailleurs que chez nous". Joseph Paul-Boncour, Entre les deux guerres, souvenirs sur la IIIe République, Paris, Plon, 1945, p. 274 (t. II).

(67) Né à Carpentras en 1884, élève d'Edouard Herriot, professeur agrégé d'histoire, Edouard Daladier est élu député radical-socialiste du Vaucluse en 1919. Chef de file de la gauche dans le parti, il passe pour être très énergique: on l'a d'ailleurs surnommé le "taureau du Vaucluse". Soutenu par les Jeunes-Radicaux (Cot, Mistler, Kayser, etc.), il devient président du parti en 1929, après l'intérim Maurice Sarraut, qui a suivi la démission d'Herriot en 1928. Il doit toutefois céder la place à celui-ci en 1931, en prévision des élections du printemps suivants, où on prévoit une victoire du Cartel!

prélèvement progressif sur les traitements supérieurs à 20.000 francs dans la fonction publique (on notera ici la hausse du seuil à partir duquel les fonctionnaires seront "coupés", sans doute pour plaire aux socialistes), et 100 millions d'un arrêt du recrutement. Malgré un baroud farouche des fonctionnaires qui promettent de résister "...par tous les moyens, aux agresseurs des égoïsmes déchaînés contre leur dignité et leurs intérêts"(68), ces coupures sont votées de justesse dans la nuit du 28 février au 1er mars. Daladier tombera néanmoins le 24 octobre suivant sur le budget de 1934, qui prévoit des économies de 2 milliards, dont le gros doit être fourni par un prélèvement de 6 à 9% sur les traitements des fonctionnaires, les pensions et les retraites: 28 députés socialistes, dont Déat, Marquet et Renaudel ont pourtant voté pour le gouvernement et se voient par conséquent exclus du parti pour indiscipline. Le gouvernement Albert Sarraut tombe tout juste un mois après celui de Daladier sur une nouvelle proposition d'économies atteignant 3.280 millions et prévoyant une fois de plus un prélèvement exceptionnel sur les traitements des fonctionnaires, allant de 1.5 à 6% selon le salaire. Son successeur, Camille Chautemps(69), réussit de guerre lasse à faire adopter un projet de budget quelque peu adouci.

(68) Somme qu'adresse à Daladier le Cartel confédéré des Services publics, in Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) \*\*, p. 54.

(69) Fils d'Emile Chautemps, ancien vice-président du Sénat, avocat, il est élu député du Loir-et-Cher en 1919. Personnage influent au sein du parti radical, on l'a toujours soupçonné d'être le principal porte-parole des logés au sein de celui-ci. Il sera président du Conseil à quatre reprises pendant les années trente, dont lors de l'éclatement du scandale Stavisky (décembre 1933) dont les retombées le forceront à remettre la démission de son gouvernement.

Le retour de la droite après le 6 Février empire les choses. Gaston Doumergue, appelé par le Président Lebrun à quitter sa retraite de Tournefeuille<sup>(70)</sup> pour sauver la République, entend d'abord "remettre les finances en bon ordre". Compte tenu des circonstances, le "sage de Tournefeuille" n'a pas eu trop de difficultés à convaincre la Chambre à le laisser gouverner par décrets-lois: Germain-Martin<sup>(71)</sup>, son ministre des Finances, dévoile un premier train de mesures le 4 avril (réductions de subventions et de dépenses de matériel, réduction de 10% des effectifs des agents de l'Etat, lutte contre les "abus", prélèvements s'échelonnant de 5 à 20% sur tous les traitements des personnels civils et militaires

<sup>(70)</sup>Gaston Doumergue, avocat puis député radical-socialiste de Nîmes, né en 1863, fut Président de la République de 1924 à 1931. Il avait pris sa retraite après ce septennat assez calme, mais jouissait encore d'une grande popularité vraisemblablement due à son style "peuple", à ses airs bonhomme, et à son sourire qui l'avait fait surnommer "Gastounet".

<sup>(71)</sup>Né en 1872, Germain Martin, de formation historienne (il fréquente l'Ecole des Chartes) et juridique (il est docteur en droit), a fréquenté très jeune des sommités comme Charles Gide, Georges Sorel, Jules Siegfried et le comte Albert de Mun. Professeur de droit (Dijon, Montpellier, Paris), et secrétaire de la Revue d'Economie politique, il travaille aux Affaires étrangères et à la Présidence du Conseil pendant la guerre à titre de spécialiste des finances allemandes. Grand voyageur (Etats-Unis, Canada, Allemagne, Egypte, Chine, Brésil, Mexique), il reçoit de nombreux prix scientifiques et est accueilli au sein de l'Académie des sciences morales et politiques en 1927. Député de l'Hérault de 1928 à 1936, inscrit au groupe de la gauche radicale, il est ministre des PTT dans le premier gouvernement Tardieu, et du Budget dans le second; il occupera le Ministère des Finances à trois reprises, sous Stéeg (déc. 1930 à jan. 1931), Herriot (juin à décembre 1932) et Doumergue (février à novembre 1934). Il incarne à ce poste la rigidité doctrinale de l'économie politique libérale, mais sait aussi susciter la confiance et agir "ad hoc" quand le besoin s'en fait sentir. Il quittera la vie politique en 1936.

de l'Etat sans exception), et un second le 14 avril (lutte contre les "abus", contribution exceptionnelle de 3% sur toutes les pensions, y compris la retraite du combattant et les traitements de la légion d'honneur). Pour faire avaler la pilule, Doumergue s'adresse à la nation dans des discours radiodiffusés les 24 mars et 21 avril<sup>(72)</sup>; il a beau y appeler les anciens combattants à "...une autre bataille de la Marne..."<sup>(73)</sup>, leur résistance, de même que celle des fonctionnaires, se fait vive à un point tel qu'il menace de retourner à Tournefeuille! L'émotion est profonde, car plusieurs croient que "Gastounet" est la dernière carte du régime et que son départ ouvrira la porte à la guerre civile. Quelques mois plus tard, cependant, Doumergue est renversé sur la question de la réforme de l'Etat (voir chapitre suivant) sans avoir pu faire voter le budget de 1935. Son successeur, Pierre-Etienne Flandin, qui a gardé Germain-Martin aux Finances, fait voter fin décembre un budget sans impôts ni économies supplémentaires. Jouant finement d'une inflation cachée, Flandin tombe quand même fin mai quand il demande les pleins pouvoirs pour lutter efficacement contre les sorties d'or qui prennent l'allure d'une hémorragie depuis le début du mois. Laval au pouvoir, c'est le retour à la "grande pénitence" (Joseph Caillaux est aux Finances) sans perspectives: par les décrets-lois du 16 juillet 1935, qui prévoient entre autres un prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques, la politique économique malthusienne des gouvernements français depuis

(72) Ce procédé émeut fortement le Parlement, et plus particulièrement les radicaux et les socialistes, qui y voient une manifestation de "césarisme" et un signe de mépris des Chambres.

(73) Gaston Doumergue, Discours à la nation française (24 mars-4 octobre 1934), Paris, DENOËL et STEELE, 1934, 155 p.

1932 atteint le fond du baril. Fin octobre, Paul Reynaud écrit à Laval qu'il faut, à tout prix changer de politique économique et "...arrêter la chute du potentiel de paix et de guerre de la France (...), faute de quoi, la moindre des conséquences de notre inaction serait l'élection d'une Chambre de front populaire"(74).

Pour Stanley Hoffmann, "la politique des budgets en équilibre et des réductions de traitements et de salaires cherchait à préserver la société bloquée, dont on craignait qu'elle ne fut bouleversée à la fois par des manipulations monétaires et par l'extension du rôle de l'Etat dans l'économie"(75). Depuis la grande crise monétaire de 1924-1926, les Français manifestent un véritable fétichisme du franc: "qui touche au franc touche à la France" proclame le *Matin* le 20 août 1934. L'opinion publique confond obstinément dévaluation et inflation, et aucun parti politique, y compris les socialistes(76), ne veut prendre le risque de soutenir une politique qui risque de faire du mal aux "petits". Alfred Sauvy a depuis démontré que la remise sur pied de l'économie française passait par une dévaluation rationnelle à la belge(77), puisque les prix français sont, de 1932 à 1935, de 20 à 25% supérieurs aux prix étrangers(78): ce n'est donc qu'en suivant les exemples anglais,

(74) Paul Reynaud, Lettre à Pierre Laval, 29 octobre 1935, in Archives Paul Reynaud, Archives Nationales, 74AP14.

(75) Stanley Hoffmann, *loc. cit.*, p. 37.

(76) Bien que Léon Blum produise régulièrement dans *Le Populaire* des textes nuancés sur la question. Voir *Le Populaire* des 22 avril 1932, 24 et 25 septembre 1934, et 3 juillet 1935 entre autres.

(77) Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) \*\*, pp. 105-107.

(78) *Ibid.*, pp. 508-509.

américain et belge que la France pourra reprendre sa place sur les marchés mondiaux, ce qui entraînera une reprise de la production, une baisse du chômage et une hausse modérée des prix.

C'est ce que Paul Reynaud tente de faire comprendre à la classe politique et au pays à partir de 1933. En août de cette année, il affirme que tous les grands états ayant dévalué, la France devra probablement suivre le même chemin. Mais il est visible qu'il hésite à franchir le pas ouvertement: il est vrai que les politiciens enclins au suicide politique sont une denrée assez rare! Ce n'est que le 28 juin 1934, au cours du débat sur le projet de loi portant réforme fiscale, qu'il se prononce clairement: il fait constater à une Chambre hostile que "dans tous les pays du bloc-or, les exportations tombent, les usines ferment, le chômage augmente, les commerçants font faillite, les rendements fiscaux diminuent"(79). Et bien qu'il ne propose pas une dévaluation immédiate mais se contente de prédire l'inévitabilité d'une dévaluation non voulue, "à chaud", si le gouvernement persiste dans sa politique économique déflationniste, il suscite une très violente réaction. Le directeur de la Caisse des dépôts va jusqu'à dire: "s'il y avait un gouvernement, M. Paul Reynaud serait arrêté ce soir". Le ministre des Finances, Germain-Martin se contente de répondre que "dévaluer le franc ce serait rompre le contrat le plus sacré"(80). A partir de ce moment, Reynaud s'affiche comme le partisan le plus résolu de la dévaluation "à

(79) Paul Reynaud, Discours à l'Assemblée Nationale, 28 juin 1934,

Ibid., p. 88.

(80) Germain-Martin, Discours à l'Assemblée nationale, 28 juin 1934,

Ibid., p. 89.

froid", c'est-à-dire faite sur des bases "scientifiques" et à un moment où la vie économique et financière est étale.

En décembre 1934, lors de la discussion du budget, il souligne que depuis ses premières interventions en faveur de la dévaluation, la situation s'est aggravée "...non pas tant parce que nos exportations continuent à fléchir, non pas tant même parce que le cours du tourisme étranger a été dérivé vers d'autres pays que ceux du bloc-or, ruinant ainsi l'industrie hôtelière et le commerce de luxe, mais surtout, et c'est là qu'est le drame, à cause de la diminution des achats sur le marché intérieur..."(81). En février, il s'oppose au malthusianisme intégral du gouvernement Flandin qui propose de réduire la production: il ridiculise la "démocratie des semelles percées"(82). A Flandin, qui lui rétorque que la dévaluation n'est qu'une "piqûre de morphine", il répond: "vous n'en voulez pas? Toute la France officielle est dressée contre la dévaluation: ministres, académiciens, professeurs de droit, présidents des Chambres de Commerce, publient des manifestes pour la stigmatiser... Faudra-t-il que l'on dise un jour: la France est ruinée parce qu'elle n'a pas voulu

(81) Paul Reynaud, Discours à l'Assemblée Nationale, le 3 décembre 1934, cité dans Paul Reynaud, Mémoires, \* Venu de ma montagne, Paris, Flammarion, 1960, p. 495.

(82) Le gouvernement a fait voter une loi "pour la protection de l'industrie de la chaussure" par laquelle on interdit la création en France de nouvelles usines produisant des chaussures à bon marché avec des moyens modernes. En décembre 1934, le ministre de l'Agriculture, Emile Cassez, sénateur de la gauche démocratique, proposait au Sénat un projet de loi visant à "résorber l'excédent de la production agricole en France". Selon le ministre, en effet, la France de 1934 avait "trop de blé, trop de vin, trop de viande, trop de lait"!

comprendre?"(83). En octobre 1935, il écrit à Laval: "j'ai la conviction profonde que l'intérêt du pays est que ce soit vous qui fassiez l'opération et qui la fassiez à froid"(84).

Mais Paul Reynaud s'adresse à une assemblée de sourds. De tous les parlementaires, un seul appuie ses thèses, et encore ne peut-il pas être considéré comme un parlementaire-type: il s'agit de Raymond Patenôtre. Né en 1900 à Atlantic City (U.S.A.), fils d'un ambassadeur, il est élu député de Rambouillet en 1928. Son itinéraire politique est tout à fait atypique de ses collègues de la Troisième République: partisan de la rigueur budgétaire et de la collaboration des classes au moment de son arrivée au Parlement, il est jusqu'à l'été 1935, et son avis politique est d'autant plus lourd qu'il est propriétaire d'un empire de presse dont le plus beau fleuron est le *Petit Journal* (85), un des plus fermes soutiens de Laval; il a pourtant publié en 1934 un petit ouvrage intitulé Voulons-nous sortir de la crise?, dans lequel il se déclare en faveur de la

(83) Paul Reynaud, Discours à l'Assemblée Nationale, le 27 février 1936, in Paul Reynaud, op. cit., p. 499.

(84) Paul Reynaud, Lettre à Pierre Laval, 29 octobre 1935, in Archives Paul Reynaud, Archives Nationales, 74AP14.

(85) Voir Fred Kupferman et Philippe Mâchefer, "Presse et politique dans les années trente: le cas du <Petit Journal>", Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XXII, (avril-juin 1975), pp. 7-51.



dévaluation<sup>(86)</sup> et du bi-métallisme; élu député de Front populaire, il mettra ses journaux au service du gouvernement Blum pour favoriser la réussite d'un "New Deal à la française".

Mais à part Patenôtre, il semble que Paul Reynaud ait raison de dire que la France soit dressée contre la dévaluation. Les spécialistes, les hommes politiques et les citoyens nagent dans la confusion, mais ne manquent pas d'arguments pour la repousser: nombre de politiciens redoutent qu'elle n'ébranle l'édifice social par ses effets sur l'épargne et sur la confiance des citoyens envers la monnaie, tandis que d'autres dénoncent le fait que ce sont surtout les "petits" qui en souffriront; les libéraux croient qu'un simple ajustement de la monnaie ne suffira pas et qu'il faut laisser à l'économie le temps d'éliminer les producteurs marginaux; les spécialistes (Charles Rist, Roger Nathan, Jean Meynial, Robert Wolf, René Courtin, Gaëtan Pirou, etc.), nous dit Alfred Sauvy, excellent à la dérobade<sup>(87)</sup>; l'opinion publique, enfin, confond dévaluation et inflation, et flaire sous la proposition quelque manigance inavouable suggérée par les "brigands" de la haute finance internationale. Il suffit

(86) "Nous sommes certains que la majorité des Français seraient partisans d'une dévaluation, s'ils comprenaient qu'elle n'implique nullement l'inflation, et que, même, elle en écarterait définitivement la menace, en rétablissant l'équilibre budgétaire, car elle ne constituerait pas une baisse du franc, mais simplement le retour à un franc comparable, par son pouvoir d'achat, à celui que M. Poincaré avait judicieusement choisi pour la France", Raymond Patenôtre, Voulons-nous sortir de la crise?, Paris, Plon, 1934, p. 65.

(87) "La clairvoyance étant, en ce cas comme en tant d'autres, synonyme de courage, aucun homme ne veut affronter la question", Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) \*\*, p. 104.

de voir comment la France a accueilli la dévaluation de la livre anglaise en 1931 pour comprendre que les motifs de fausse fierté patriotique l'emportent bien souvent sur les analyses rationnelles de la situation en pareil cas<sup>(88)</sup>.

Au Palais-Bourbon, tous les partis sont d'accord sur un point: il faut préserver la valeur-or du franc. En janvier 1935 encore, André Tardieu, dont nous avons pourtant vu plus haut qu'il faisait partie de l'aile la plus avancée de la droite parlementaire sur les plans social et économique, écrit à Paul Reynaud, à propos de la dévaluation: "j'aime mieux mourir"<sup>(89)</sup>. En 1930 il disait d'ailleurs, dans un discours au Sénat: "la défense de l'équilibre budgétaire (...) est à la base de notre politique financière, économique, sociale, car il y a interpénétration de ces éléments dont l'ensemble harmonieux peut seul assurer la stabilité des forces de la Nation"<sup>(90)</sup>. Le 17 avril 1932, dans un discours prononcé à Giromagny à l'occasion de la campagne électorale et où il présente son programme de gouvernement, il récidive: "il conviendra d'en finir rapidement avec le déficit. (...). Qu'est-ce à dire, sinon qu'il s'agit de procéder sans retard à une revision critique du train de vie français et de

---

<sup>(88)</sup> *Ibid.*, pp. 16-17.

<sup>(89)</sup> André Tardieu, Lettre à Paul Reynaud, 4 janvier 1935, in Archives André Tardieu, Archives Nationales, 324AP14. Le 7 avril 1935, Tardieu répond à Gabriel Puaux, de la Légation de France en Autriche, qui lui mentionne avoir entendu des rumeurs selon lesquelles il aurait partie liée avec Paul Reynaud pour dévaluer: "mais pouvez-vous, ---et je vous en serais obligé---démentir avec force et dire que j'ai tout fait pour détourner Paul Reynaud de cette campagne périlleuse", 324AP14.

<sup>(90)</sup> André Tardieu, brouillon de discours pour le Sénat, 1930, in Archives André Tardieu, Archives Nationales, 324AP47.

vérifier, dans le maquis de nos dépenses annuelles, le rapport pour chaque article entre le prix payé et le service rendu?"<sup>(91)</sup> Deux ans plus tard, il défend ainsi la politique d'équilibre budgétaire du gouvernement Doumergue: "on demande que le budget français soit géré comme sont gérés les budgets des particuliers. C'est ce que demande M. Doumergue. M. Doumergue a raison. (...). L'Etat français fait en effet le contraire de ce que font tous les Français. Au lieu de régler ses dépenses sur ses

---

<sup>(91)</sup> André Tardieu, Devant le pays, Paris, Flammarion, 1932, pp. 149, 151.

recettes, il règle ses recettes sur ses dépenses"(92). Ce n'est qu'en 1936 qu'il se ralliera à la solution dévaluationniste(93).

La position de Germain-Martin, dont on sait qu'il fut ministre des Finances de quatre gouvernements de décembre 1930 à mai 1935, et partisan de la plus stricte orthodoxie, n'étonne guère quant à elle. Dans une brochure publiée en 1948, il maintient toujours que "la dévaluation, à

(92) André Tardieu, copie de document dactylographié intitulé "C'est de votre faute", s.d., in Archives André Tardieu, 324AP46.

(93) "Toute motion tendant à la dévaluation monétaire est interprétée aussitôt comme une velléité de spoliation à l'égard des titulaires de revenus fixes et à l'égard des créanciers. L'insuffisance d'information et de formation technique fait que dans l'esprit du grand public les notions d'inflation et de dévaluation ne sont pas sans se confondre. (...). La thèse de la spoliation du titulaire de revenus fixes implique donc une affirmation arbitraire. (...). La dévaluation monétaire apparaît comme le seul moyen de maintenir les revenus vitaux de l'Etat et des diverses catégories de la population; combinée avec des mesures d'adaptation économique et d'équilibre budgétaire, l'opération représente l'hypothèse la moins défavorable pour le rentier et le titulaire de revenus fixes. (...). Ainsi, la dévaluation assure l'ajustement immédiat des prix intérieurs aux prix extérieurs qui est indispensable pour permettre les exportations à l'étranger, dans nos colonies et pays de protectorat et rénover les industries qui en dépendent; les transports, le tourisme, en retireront un avantage immédiat. D'autre part, la dévaluation provoque, dans la limite de son coefficient, un enchérissement des prix de la marchandise étrangère et agit comme un droit ad valorem à l'importation", André Tardieu, "Note sur la solution dévaluationniste", 6 mai 1936, pp. 5-6-7, in Archives Paul Reynaud, Archives Nationales, 74AP14. Le caractère nuancé et documenté de ce texte m'incline à penser que Tardieu avait peut-être accepté depuis un certain temps déjà la nécessité de la dévaluation, mais qu'il n'avait pas osé prendre position publiquement en sa faveur à cause des risques politiques que cela impliquait! Nous verrons plus loin (chapitre III) que Tardieu s'est presque exclusivement consacré, à partir de 1934, à la réforme de l'Etat, dont il craignait peut-être qu'une position dévaluationniste de sa part ne diminuât les chances.

cette époque, n'aurait pas rétabli l'Economie", de plus, écrit-il, "dévaluer, c'était répondre au vif désir des spéculateurs internationaux et faciliter leurs opérations au détriment des épargnants français"(94). Le propre parti de Paul Reynaud, L'Alliance Démocratique, publie en 1935 une brochure intitulée "Ce qu'il faut savoir de la dévaluation": celle-ci est rejetée parce qu'elle constitue "la voie de la facilité", ainsi que "la volonté des spéculateurs", qu'elle engendrerait l'inflation, se traduirait en souffrances pour les revenus fixes, et "risquerait de produire des troubles sociaux"(95). Pour le *Temps*, journal de la bourgeoisie et de la droite parlementaire, le choix est clair: "ou la déflation budgétaire, qui, avec quelques sacrifices apparents et immédiats, permettra de conserver le pouvoir d'achat du franc, maintiendra, par suite, la valeur réelle des traitements et des salaires et favorisera l'épargne, les placements, restaurera l'activité économique; ou bien l'inflation de la monnaie, qui ne maintiendrait qu'une valeur nominale, illusoire, des revenus fixes, ceux-ci perdant une large partie de leur pouvoir d'achat et de placement réel,

(94)"Aujourd'hui, nous sommes certain d'avoir bien servi la France en nous refusant à faire une opération aussi dangereuse que le furent les dévaluations de 1936 et 1937", H. Germain-Martin, Le problème de la dévaluation du franc en 1934, 1948, p. 30 (brochure conservée dans les Archives Paul Reynaud), 74AP14. Dans un article publié en 1975, Michel Margairaz écrit pourtant, en note infra-paginale, ce surprenant commentaire: "Georges Politzer révèle, dans les Cahiers du Bolchevisme du 15 juin 1936, que Germain-Martin, l'ancien ministre ultra-déflationniste de Gaston Doumergue et P.-E. Flandin, devenu dévaluationniste, reconnaît avoir mené, dès 1935, des discussions avec les puissances anglo-saxonnes, à propos d'une dévaluation du franc", Michel Margairaz, "Les socialistes face à l'économie et à la société en juin 1936, Le Mouvement social, # 93, (oct.-déc. 1975), p. 96. La contradiction me semble un peu lourde.

(95)L'Alliance Démocratique, Ce qu'il faut savoir de la dévaluation, 1935, in Archives Paul Reynaud, 74AP14.

et le perdant d'autant plus rapidement que la dévaluation s'accélérait"(96). Désespéré par la paresse et la lâcheté de ses amis de la droite et de la bourgeoisie, Reynaud écrit à Henri de Kérillis, en juillet 1935:

"...lorsque je vois nos bourgeois refuser de se pencher sur le problème français d'aujourd'hui et, par paresse d'esprit autant que par lâcheté de coeur, écarter le remède qui a réussi à tous les pays du monde, enfoncer, ainsi, tous les jours un peu plus l'économie française dans la crise, préparer la révolution qui balayera le régime capitaliste et notre état social, je ne puis m'empêcher de penser aux Ultras de Charles X qui ont renversé la monarchie, aux Chevaux-légers de l'Assemblée nationale qui ont empêché la restauration et aux nationalistes de l'Affaire Dreyfus qui ont chassé les modérés du pouvoir pour quinze ans"(97).

A gauche, si les arguments sont différents, le rejet de la dévaluation n'est pas moins ferme. En avril 1932, Joseph Caillaux, Cassandre de la "grande pénitence", peut écrire: "il faut se persuader et persuader à autrui que l'époque capitonnée dans laquelle nos pères et nous-mêmes avons vécu est close. Une ère de sacrifices commence. S'y résigner, s'y adapter, ceindre ses reins, faire face à l'orage, le front

(96) "La décision", *Le Temps*, 23 mars 1934, p. 1. On notera encore ici la confusion entre dévaluation et inflation.

(97) Paul Reynaud, Lettre à Henri de Kérillis, 3 juillet 1935, in Archives Paul Reynaud, 74AP20.

haut, voilà l'ordre du Destin"(98). Sur cette question, bien que tous n'adoptent pas un ton aussi lyrique que Caillaux, le parti est à l'unisson. Dans son gros ouvrage sur la Dépêche de Toulouse, Henri Lerner souligne que celle-ci ne voit d'autre remède à la crise et au chômage que dans le renforcement du protectionnisme et "dans le refus de la dévaluation, dont Gaston Jèze n'était pas le seul à croire qu'elle eût constitué une escroquerie"(99). La *République*, journal jeune-radical dirigé par Emile Roche, applaudit en 1933 aux efforts des gouvernement cartellistes qui, en un an (juin 1932 à juin 1933) ont ramené le déficit "...de plus de 14 milliards à 3 milliards 620 millions"(100), tandis que J. Duboin écrit

(98) Joseph Caillaux, "Tout ce qu'il fallait dire", *Le Capital*, 30 avril 1932, in Archives Emile Roche-Joseph Caillaux, Fondation Nationale des Sciences Politiques, ERJC-5, Dr 5. Six mois plus tôt, il écrivait dans le même journal: "L'heure est à la déflation, ne vous en déplaie M. le président des Etats-Unis. La déflation doit succéder à l'inflation. Quitte à côtoyer la trivialité, je ne puis me défendre d'une comparaison: l'être économique est semblable au corps humain qui a besoin d'une nourriture de plus en plus substantielle à mesure qu'il grandit, (...). Mais, il advient que, cédant à une propension naturelle, l'homme exagère son alimentation. L'organisme se trouve encombré. Il faut procéder au nettoyage classique, sans verser dans l'excès car, si la médication, (...), était trop prolongée ou trop souvent répétée, elle affaiblirait le patient qu'il ne s'agit que de dégager. La purge, que réclame l'être économique et qui a nom <déflation>, doit être administrée, quand il y a lieu, suivant les mêmes modes. Toute déflation a donc pour cortège des privations, des souffrances, parfois la faim, souvent la ruine", Joseph Caillaux, "Déflation-inflation", *Le Capital*, 12 octobre 1931, in Archives Emile Roche-Joseph Caillaux, ERJC-5, Dr 4.

(99) Henri Lerner, *op. cit.*, p. 860 (t. II). Rappelons que le directeur de la Dépêche est alors Maurice Sarraut, frère d'Albert, et président du Parti radical en 1928-1929.

(100) "L'effort poursuivi par les gouvernements radicaux en vue du redressement financier", *La République*, 19 juin 1933, in Archives Edouard Daladier, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1DA3, Dr 3, sdr b.

dans l'*Oeuvre*, organe officieux du radicalisme, qu'il combat la dévaluation parce que "tous les fonctionnaires, les salariés, les pensionnés seraient payés avec des francs de moindre valeur; donc [que] tous ceux qui vivent du produit de leur travail seraient, demain, payés moins bien qu'aujourd'hui"(101).

La pensée socialiste sur le sujet est à peine moins confuse et "orthodoxe" que la pensée radicale. Paul-Boncour, qui a quitté la SFIO en 1932 mais est resté en bons termes avec les socialistes, a convoqué un groupe de spécialistes de l'économie à peine assis dans le fauteuil de Président du Conseil. Mais ce fut peine perdue: de toute façon, comme il l'écrira dans ses mémoires, la dévaluation "...m'avait toujours déplu, car elle frappe ce qu'il y a de plus sain dans le pays: les petites gens et la classe moyenne..."(102). Léon Blum, de son côté, élude le problème d'une manière élégante: "aujourd'hui, écrit-il en 1934, la controverse entre M. Germain-Martin et M. Paul Reynaud traduit exactement l'opposition d'intérêts, et par conséquent d'attitude, entre les deux grandes variétés du capitalisme"(103). Alfred Sauvy a d'ailleurs clairement démontré comment la position de Blum en matière de politique économique manque à ce moment de rigueur, et laisse deviner son échec de 1936-1937(104). En novembre 1935, le leader socialiste reproche encore à Paul Reynaud

(101) J. Duboin, "Encore la dévaluation du franc", *L'Oeuvre*, 17 septembre 1934, p. 1.

(102) Joseph Paul-Boncour, *op. cit.*, p. 274 (t. II).

(103) Léon Blum, "La dévaluation et la classe ouvrière", *Le Populaire*, 28 septembre 1934, in Archives Paul Reynaud, 74AP14.

(104) Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939)* \*\*, pp. 89-90.



d'avoir desservi le pays en posant devant lui l'alternative déflation-dévaluation: "notre doctrine, lui dit-il, a toujours été de nous opposer à la fois à la déflation et à la dévaluation. (...) si, un jour, la dévaluation devient inévitable, c'est vous qui l'aurez précisément rendue telle en ne laissant pas d'autre choix"(105). Le programme du Front populaire ne fait d'ailleurs aucune mention de la dévaluation, car ni les radicaux, ni les communistes, qui croient pouvoir l'éviter en faisant <payer les riches>, ni la majorité des socialistes ne l'acceptent(106). Isolé à gauche comme Reynaud et Patenôtre le sont à droite, seul Georges Boris(107) prône la dévaluation avec rigueur et constance. En juin 1932, par exemple, il s'en prend aux projets déflationnistes de Germain-Martin, ministre des Finances dans le cabinet Herriot nouvellement formé, qu'il qualifie de contre-sens politique et économique: "contre-sens politique parce qu'ils ne tendent à rien moins qu'à dissocier la majorité républicaine (...)" et contre-sens économique parce que "...toute politique de réduction des traitements et des salaires, parce qu'elle restreint le pouvoir d'achat et de consommation, a pour effet inéluctable de restreindre les échanges.

(105) Léon Blum, Intervention en Chambre [en réponse à Paul Reynaud], le 29 novembre 1935, in Archives Paul Reynaud, 74AP73. Blum oppose alors à Reynaud la politique socialiste de "détente fiscale", de grands travaux, de "diminution de la journée de travail à salaire égal", et de généralisation des contrats de travail collectifs, qui sera grosso modo celle du Front populaire de juin 1936 à février 1937.

(106) Michel Margairaz, loc. cit., p. 97.

(107) Né en 1888, Georges Boris fut administrateur du *Quotidien* de 1923 à 1926, puis directeur de la *Lumière*, hebdomadaire de gauche, de 1927 à 1940; adepte du New Deal et partisan de la dévaluation, il fut directeur du cabinet de Léon Blum en 1938 et devint un fidèle de De Gaulle dès 1940.

commerciaux, donc de provoquer la mévente et de paralyser la production"(108).

Dans la population, la question atteint bien souvent à l'hystérie, comme le prouvent ces nombreuses lettres de menaces que reçoit alors Paul Reynaud. Les plus posées parlent de représailles électorales. Ainsi:

"Mon député, félicitations pour ce beau rôle que tu as joué tous ces derniers temps. Tu suis la jolie tradition des traîtres de l'histoire. Traître à la France et à tes promesses et engagements envers tes électeurs. Beau saxon, nouveau Ganelon, fidèle héritier du connétable de Bourbon, mes amis et moi te demanderont compte, le mois prochain, de tes actes, à moins que très courageux, tu ne te dérobes comme les fourbes et les traîtres. La sanction, ce sera le magistral pied au derrière que mes amis et moi te donnerons le 26 avril, cela ne sera pas un mirage et nous débarasserons la Chambre d'un roquet hargneux"(109).

"Une campagne formidable sera faite pour t'obliger à décamper d'un arrondissement que tu déshonores par ta présence et à rendre gorge des sommes escroquées au Pays"(110).

La plupart de ces lettres contiennent même des menaces physiques, allant le plus souvent jusqu'à la mort. Comme l'écrit Reynaud, ces lettres proviennent sans doute de "braves gens", petits rentiers,

(108) Georges Boris, Servir la République. Textes et témoignages, Paris, Julliard, 1963, p. 129.

(109) Lettre à Paul Reynaud, signée "un de tes anciens électeurs" et datée de mars 1936, in Paul Reynaud, op. cit. p. 404.

(110) Lettre à Paul Reynaud, signée "un groupe d'électeurs de Bonne-Nouvelle", op. cit. p. 405.

retraités, qui ont été durement touchés par la crise du franc qui a abouti à la dévaluation Poincaré (1928): "la presse leur expliquait, jour par jour, qu'une nouvelle dévaluation achèverait de les ruiner et que de malhonnêtes gens, dont j'étais, la réclamaient pour s'enrichir"(111). Plusieurs de ces lettres, conservées dans les papiers de Paul Reynaud aux Archives Nationales, donnent froid dans le dos. Par exemple:

"Nous avons lu, espèce de canaille, les paroles que tu as prononcées à la Chambre des députés, paroles qui tendent à ruiner les travailleurs, les fonctionnaires et petits épargnants au profit des spéculateurs et de tous ces bandits internationaux dont tu es, sans doute, l'associé. Attention! tu es petit et si tu réussissais dans ton action malhonnête nous t'administrerions un de ces coups de rabot dont tu te souviendrais jusqu'à la fin de tes jours. A bon entendeur salut."(112)

"Sous des dehors paternes et bien pensants, vous vous faites l'apôtre de la Dévaluation, et ceci pour des intérêts personnels, dont personne n'est dupe. Cette lettre est un avertissement. Songez que si la dévaluation est prononcée, vous ruinez toute une catégorie d'honnêtes travailleurs, au profit de la pègre d'une part et de vous-même, d'autre part. Ce jour-là, votre tête éclatera comme une noisette. Réfléchissez-y."(113)

"N'y a-t-il pas à Paris quelqu'un pour foutre une balle dans la peau de ce bandit, de voleur du pauvre petit épargnant. Poincaré [sic] avait mis le franc à 4 sous et toi, tu le mettras à zéro grand bandit! Il est vrai que tu ne risques rien, tu as ton argent à l'étranger grand bandit. (...). Grand bandit tu veux faire mourir

(111) Paul Reynaud, op. cit., p. 406.

(112) Lettre à Paul Reynaud, s.d., signée "Un groupe de vigilants", in Archives Paul Reynaud, 74AP14. Paul Reynaud a inscrit sur la lettre "enveloppe de Bordeaux".

(113) Lettre à Paul Reynaud, s.d., signée "Un Français moyen", in Archives Paul Reynaud, 47AP14.

tous les pauvres! Bandit! Saligaud! Escroqueur [sic]! Voleur de pauvres! Une balle dans la peau."(114)

"Monsieur, Je vous informe que si l'on venait à dévaluer le franc, vos jours seraient comptés. Si donc vous trouvez que la vie a encore du bon pour vous, je vous engage à faire une ardente campagne contre la dévaluation. Dans le cas contraire, étant un inconnu pour vous, il me sera très facile de vous approcher et si je peux vous donner comme compagnon pour le grand voyage, le ministre qui proposera la dévaluation, ce sera avec grand plaisir que je le ferai."(115)

Certains mêmes se font plus modernes, et menacent sa famille:

"Dans cette affaire de la dévaluation, vous risquez non seulement votre peau mais encore la vie de votre fille. En 1925 nous ne savions à qui nous en prendre. Mais aujourd'hui, vous êtes notre otage. On achèvera de nous ruiner. Nous aurons au moins la satisfaction de nous venger sur vous et sur les vôtres."(116)

"Monsieur le Misérable, si tu ne renonces pas à ta dévaluation, ta fille qui s'est mariée l'autre jour, paiera pour toi de sa vie. Prends garde, ce n'est pas un vain mot. Tu n'es qu'un faux monnayeur, un voleur qui veut voler l'argent des pauvres gens. Je te briserai et pour toujours sans regret, ne me crois pas un fou et surtout pas capable de le faire, prends garde."(117)

Certaines de ces lettres, enfin, sont carrément pathétiques:

"...Triste individu. Parce que nous, nous sommes vieux, affligés par les outrages des années et le travail, nous n'avons plus la force pour faire des barricades, ni la voix pour hurler la

(114) Lettre à Paul Reynaud, s.d. et anonyme, in Archives Paul Reynaud, 74AP14.

(115) Lettre à Paul Reynaud, in Paul Reynaud, op. cit. p. 408.

(116) Lettre à Paul Reynaud, s.d. et anonyme, dactylographiée, in Archives Paul Reynaud, 74AP14.

(117) Lettre à Paul Reynaud, in Paul Reynaud, op. cit. p. 410.

Carmagnole. Quels sont les malheureux qui t'ont envoyé à la Chambre? Des pauvres moutons pour se faire dévorer! De temps à autre, à la guillotine, on fait monter des individus qui ont tué une ou deux personnes, tandis que toi tu cherches à en faire crever de faim des centaines de mille! fumier de la société! Si tu veux te battre en duel malgré mes 74 ans, je suis à toi, avec l'arme que tu voudras."(118)

"Vous êtes, Paul Reynaud, une double canaille. Eh bien je vous préviens que si la dévaluation arrive, moi vieille, très vieille rentière d'avant-guerre avec quatre mille francs de rente avant 26, qui ne mange que des pommes de terre, que si cette nouvelle catastrophe arrive qui me fera aller à la mendicité, je vous tuerai, je vous tuerai comme un chien galeux. J'aurai la patience du chat qui guette la souris. Mais je ne vous raterai pas, je suis vieille, seule au monde, j'ai perdu tous mes enfants et mon argent. Je n'ai plus qu'à venger tous les pauvres malheureux qui vous doivent leur affreuse misère. A bientôt sans faute, sans pitié, pour le misérable gredin."(119)

Le "long combat" de Paul Reynaud allait être, on le sait, infructueux: la dévaluation se ferait, mais en octobre 1936 seulement, "à chaud"(120), et ses effets seraient passagers. C'est que même à ce moment, après plus de trois ans de débats autour de la dévaluation, celle-ci n'est pas encore comprise et a toujours mauvaise presse.

Les socialistes, comme le constate Georges Boris dès le 30 mai, ont hérité d'une dévaluation à faire et, bien que plusieurs témoins aient

(118) Lettre à Paul Reynaud, signée Paul Valade, Cours Albert-1er à Dax, in Archives Paul Reynaud, 74AP14.

(119) Lettre à Paul Reynaud, s.d., signée "M. Hérault", in Archives Paul Reynaud, 74AP14.

(120) La loi monétaire du 1er octobre 1936 prévoit une définition du franc en or variant entre 43 et 49 mg: le taux de dévaluation est donc compris entre 25 et 34%.

affirmé que la mesure avait été décidée par Léon Blum peu de temps après son arrivée au pouvoir<sup>(121)</sup>, il est clair qu'elle n'est pas appliquée de gaité de coeur. Il y a là un blocage mental caractéristique de la période, ce que tous les événements relatés plus haut et toutes les déclarations et textes reproduits ici illustrent très clairement. La situation est bloquée sur le plan politique parce que: les partis de droite, dont fait partie Paul Reynaud, sont obnubilés par l'équilibre budgétaire et la stabilité du franc et par conséquent incapables d'évaluer une proposition comme la dévaluation à sa juste valeur; les radicaux, axe du système parlementaire, partagent les préjugés économiques de la droite sur les plans économique et financier, et rejettent à prime abord toute mesure qu'ils croient inspirée par la droite favorable au grand capitalisme de peur qu'elle ne soit encore plus défavorable aux "petits" que la déflation, mise en pratique à contre-coeur mais avec un souci d'équité envers les plus démunis; les socialistes, enfin, sont bien sensibles à la contradiction dans les faits que constitue la politique déflationniste, mais rejettent la dévaluation parce qu'elle est un remède capitaliste à un mal capitaliste et qu'ils croient, à partir de 1935, leur programme de stimulation de la demande globale à la fois plus efficace et socialement plus juste; quant aux communistes, installés dans le parking de la révolution prolétarienne à venir, ils croient qu'il suffit de répéter la formule magique "faire payer les riches" pour que les classes

(121) André Philip, notamment, voir Jean-Marcel Jeanneney, "La politique économique de Léon Blum", in Léon Blum chef de gouvernement, Paris, A. Colin. 1967, (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 155), pp. 207-240.

populaires voient enfin la lumière et assassinent la "bête" capitaliste responsable de tous les maux.

Blocage politique, donc, mais aussi extraordinaire confusion mentale. N'est-il pas révélateur que Gaston Doumergue, appelé en sauveur de la République le 7 février 1934 par une classe politique en plein désarroi, déclare dans son message radiodiffusé du 21 avril suivant que la dévaluation, "c'est le franc à zéro", et par conséquent la ruine des agriculteurs et des rentiers, qui sont les deux forces sociales les plus représentatives de la France réelle<sup>(122)</sup> De même, le fait que Joseph Caillaux, prêtre de la "grande pénitence" et gardien de la plus stricte orthodoxie financière depuis la présidence de la commission des Finances au Sénat, siège sur les bancs de la gauche, ne démontre-t-il pas que l'échiquier politique ne correspond plus à l'état des forces dans le pays? Nous l'avons vu plus haut: en ce qui concerne le problème de la dévaluation, les hommes politiques et les spécialistes de l'économie semblent beaucoup plus participer au climat de confusion et de panique qui règne dans le public qu'ils ne le dominent comme ils le devraient. La

(122) Gaston Doumergue, op. cit. pp. 21-39. Quand, le 24 septembre, Doumergue revient sur le franc à zéro, Georges Boris se voit obligé de lui rétorquer: "...Oui, pauvre M. Doumergue! Lequel de ses deux conseillers lui a fait croire, ou suggéré de dire, que la dévaluation, c'était le franc à zéro. Quel zéro? Centigrade? ou Fahrenheit? On ne sait, mais j'incline pour le second, parce que plus bas et moins patriotique. Qui lui a soufflé cette phrase malencontreuse qui a plongé dans une stupeur, bientôt muée en une hilarité irrespectueuse, outre un bon nombre de Français, les citoyens de quarante-neuf Etats civilisés? Car, je suis confus d'avoir à l'enseigner à M. Doumergue, il y a quarante-neuf Etats ---un statisticien a fait le compte--- qui ont dévalué depuis la crise et dont la monnaie n'est point allée pour cela à zéro...", Georges Boris, op. cit. p. 137.

politique économique de la France de l'entre-deux-guerres navigue sans gouvernail au fil de l'eau parce que ses élites sont incapables d'envisager une solution qui soit conforme aux nécessités de l'époque. Une chape de plomb recouvre le Palais-Bourbon, le Luxembourg et l'Ecole libre des sciences politiques, et empêche ses locataires d'interpréter correctement les faits: les économistes préconisent une cure d'amaigrissement alors qu'on aurait besoin d'une politique d'exportations; les politiciens prônent le sacrifice au moment où les théories keynésiennes démontrent par l'absurde leur validité.

Mais c'est encore avec la question du suffrage féminin que l'illustration est la plus parfaite. On sait que les femmes ont en général, dans le monde occidental, entrepris leur combat pour obtenir le droit de vote à la fin du XIXe siècle. Les suffragettes anglaises ont arraché, grâce à une combativité exemplaire et à des méthodes de lutte inorthodoxes, ainsi qu'à leur participation à l'effort de guerre, le droit de vote en 1918; les Américaines ont obtenu la ratification du XIXe amendement le 26 août 1920; les Canadiennes ont gagné ce droit dans les usines pendant la Première Guerre. Mais en France, on le sait, rien n'est pareil. Ainsi, quand Louise Weiss<sup>(123)</sup> s'associe à l'Union pour le Suffrage des Femmes en août 1934, découvre-t-elle avec stupeur une

(123) Directrice de l'Ecole de la Paix et de la revue Europe nouvelle, brian-diste, journaliste réputée, Louise Weiss quitte celle-ci en février 1934 parce que, dit-elle, l'échec de la Conférence du Désarmement de Genève démontre la vanité de ses efforts pour la paix et la sécurité collective depuis 16 ans. Voir Louise Weiss, Ce que femme veut. Souvenirs de la Troisième République, Paris, Gallimard, 1946, pp. 11-39.



association féministe qui, bien qu'étant une des plus anciennes du pays et certainement la plus réputée à l'étranger, courtisée "...les élus qu'elle aurait dû combattre", ignore "...les moyens modernes de propagande...", et n'est animée "...d'aucun esprit de sacrifice"(124). Les Françaises se battent, il est vrai, depuis de nombreuses années pour obtenir ce droit légitime qu'est le suffrage, mais leur lutte se heurte à la machine parlementaire qui se fait encore plus lourde et tatillonne que d'habitude.

En principe, pourtant, une majorité de parlementaires serait favorable au suffrage féminin. La droite parlementaire, à part une minorité de conservateurs indécrottables, est globalement d'accord avec celui-ci. Le très conservateur *Temps* revient souvent sur la question dans des termes semblables à ceux-ci:

"Le principal argument en faveur du suffrage féminin est un argument d'ordre logique. Il n'y a pas de raisons pour que les femmes ne voient pas; il n'y a pas de raisons pour que la moitié des habitants d'un pays soit exclue de l'universalité des citoyens de ce pays. Le seul motif qu'on pourrait invoquer pour justifier un tel ostracisme n'est pas une véritable raison; c'est un postulat, une sorte d'article de foi dérivant d'une tradition aussi séculaire qu'arbitraire, et fondée sur l'infériorité de la femme. Mais les temps modernes ne s'accommodent plus de ce préjugé hérité des vieux esclavages et des antiques barbaries. Il n'y a pas d'infériorités de sexe; il n'y a plus, de nos jours, que

(124)Ibid., p. 19. La présidente de l'Union, madame Cécile Brunshwicg, épouse d'un savant illustre, grande bourgeoise, est membre du parti radical et assiste, nous dit Louise Weiss, aux réunions de la rue de Valois. Elle sera, on le sait, sous-secrétaire d'Etat à l'Education nationale dans le premier cabinet de Front populaire.

des êtres humains, des individus aptes à bénéficier, lorsqu'ils y sont préparés, d'une parfaite égalité de droits."(125).

Dans "le souverain captif", André Tardieu écrit: "dès lors en effet que, sous la seule exception des mineurs, des condamnés et des faillis, tous les hommes de vingt et un ans votent, (...), il n'y a, au regard de la volonté générale, ni motif, ni prétexte pour interdire le vote aux femmes majeures, qui ne sont ni folles, ni condamnées, ni faillies"(126). Les autres ténors de la droite, Paul Reynaud, Henri de Kérillis, Louis Marin, se prononcent tous en faveur du suffrage féminin dès les années vingt. De même, à gauche, les programmes socialiste et communiste comportent évidemment l'extension du droit de vote aux femmes, mesure nécessairement en accord avec le credo et la sensibilité marxistes. En additionnant les voix des partisans théoriques de la mesure au Palais-Bourbon (soit les communistes, les députés SFIO, les Républicains socialistes, les élus de la Gauche républicaine démocratique, ceux de l'Alliance démocratique et ceux de la Fédération républicaine, ce qui est une addition conservatrice), on obtient, même en tenant compte de quelques dissidences, une confortable majorité en ce qui concerne les Chambres de 1924, 1928, 1932 et 1936! La mesure est d'ailleurs votée par l'Assemblée Nationale à 6 reprises: en 1919, 1922, 1924, 1926, 1932, et en 1936. On sait pourtant que les Françaises n'obtiendront le droit de vote qu'en 1945, et dans des circonstances fort modifiées.

(125) "Le suffrage des femmes", Le Temps, 6 février 1932, p. 1.

(126) André Tardieu, La révolution à refaire. I. Le souverain captif, Paris, Flammarion, 1936, pp. 212-213.

D'où vient la résistance? De deux foyers principaux: le parti radical, et le Sénat. Au parti radical, on se rapporte aux grands combats républicains (les lois scolaires de Jules Ferry, l'affaire Dreyfus, la séparation de l'Eglise et de l'Etat) pour mettre les républicains en garde contre le péril que représente le suffrage féminin: qui sait si la République eût survécu si les femmes avaient voté en 1898 et en 1902? Les radicaux croient voir, derrière les robes des femmes, celles des prêtres, qui rêvent de prendre leur revanche par le biais des urnes grâce à leur forte influence sur femmes, plus portées vers la "chose" religieuse que leurs maris. Les radicaux ne s'opposent évidemment pas toujours ouvertement au vote des femmes, mais ils se prononcent, lors de leur Congrès de 1927, contre le suffrage féminin dans les élections municipales. Pour nombre de radicaux, accorder le droit de vote aux femmes, ce serait "trahir la démocratie"(127). Dans ses mémoires, Louise Weiss, pourtant femme de gauche proche des radicaux au plan de la politique extérieure, notamment, n'est pas tendre pour ceux-ci(128). Elle raconte entre autre de façon savoureuse comment une délégation

(127)"Avant hier, l'organe officiel de <l'entente des gauches> a parlé clairement: donner le droit de vote aux femmes, ce serait <trahir la démocratie>. (...). Les femmes resteront privées de leurs droits politiques pour délit d'opinion. On prolongera contre elles les vacances de la légalité. Refuser le suffrage universel à la moitié des Français pour ne pas trahir la démocratie. Beau prétexte! (...). Nos cartellistes sont des fascistes honteux", Paul Reynaud, discours prononcé à Dax le 18 décembre 1927, et reproduit dans le Temps du 20 décembre 1927, in Archives Paul Reynaud, 74AP18.

(128)"Ennemis de tous les fascismes, impuissants toutefois à en détruire les origines et sous prétexte que notre accession au pouvoir [sic] les renforcerait, les radicaux nous oppriment. Ils nous refusaient notre droit au nom de la République", Louise Weiss, op. cit., p. 72.

pour le suffrage féminin fut reçue, au Congrès de Nantes (1934) par Edouard Herriot, alors président du parti:

"Le président Herriot savait bien que nous avions raison. Mais sa nature même d'homme fort et pitoyable se révoltait contre nos prétentions. Il voulait nous garder en sa charité et donc en sa dépendance. Préférer notre émancipation à ses bienfaits cependant octroyés d'une main si onctueuse qu'elle en devenait benigne, lui paraissait inconvenant. Nous lui arrachâmes quelques paroles favorables à l'électorat et à l'éligibilité des femmes aux conseils municipaux dont il corrigea aussitôt l'effet en ajoutant que même minime cette mesure lui paraissait encore périlleuse, les femmes françaises n'étant pas républicaines à sa façon." (129)

Herriot est pourtant en bons termes avec Louise Weiss qui a défendu sa politique étrangère dans l'*Europe nouvelle* au moment où il fut président du Conseil. Les dirigeants radicaux manifestent même un certain étonnement à voir madame Weiss quitter son poste de direction d'un important hebdomadaire de politique étrangère, et ainsi abandonner un poste où elle jouit d'une influence politique certaine, pour se consacrer au combat pour le suffrage féminin. On devine qu'ils durent y voir une gentille toquade, une sorte de folie douce.

Pourtant, quand elle fonde en octobre 1934 l'association "La Femme nouvelle", dans le but de mener la lutte d'une façon plus efficace, l'amusement des leaders radicaux se mue en irritation:

"Lorsqu'ils comprirent le sérieux de mon propos, ils m'envoyèrent paître. Edouard-le-Gros [Herriot-MS], à sa façon joviale, Edouard-le-Petit [Daladier-MS], non sans quelque mauvaise humeur taurine. Je vis que le brevet des <immortels principes de

(129) ibid. pp. 70-71. (C'est moi qui souligne-MS).

89> était pris et que leurs détenteurs, nouveaux privilégiés de l'ordre établi, crieraient au sacrilège chaque fois que d'autres en exigeraient le bénéfice. Il y avait des radicaux de droit divin, propriétaires de la République. Ni à leur propriété, ni au suffrage qui la leur avait attribuée, ils ne laisseraient porter atteinte."(130)

Il faut dire que madame Weiss se lance dans la lutte féministe à un bien mauvais moment. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les événements de février 1934 ont en quelque sorte fait perdre le nord aux parlementaires siégeant à gauche de l'hémicycle: ceux-ci voient désormais derrière toute innovation un projet de factieux(131).

Louise Weiss, dans ses mémoires, ne se contente pas de s'en prendre aux "radicaux de droit divin": elle s'attaque aussi au parti de Léon Blum, "nauffrageur de cabinets". Selon elle, en effet, la SFIO "prônait toutes les réformes et dès qu'elles avaient une chance d'aboutir, se lançait dans une surenchère qui les rendait inacceptable pour l'ensemble des élus"(132). La cause de cette critique impitoyable? La tentative, faite au début de 1935, pour faire adopter par la Chambre le principe du suffrage féminin aux élections municipales. Selon Louise Weiss, cette mesure aurait certainement été adoptée par la Chambre si quelques

(130) Ibid., p. 31. (C'est moi qui souligne-MS).

(131) "Pendant le sens de l'histoire, ils allaient jusqu'à traiter de fasciste Gaston Doumergue, le parlementaire blanc sous le harnais, appelé avec l'accord de tous les anciens présidents du Conseil pour tenir la balance entre les partis. Fasciste, à cause de son ton paternel qui trompait, paraît-il Fasciste, à cause de son entourage qui comptait quelques grands bourgeois! Ibid., p. 56.

(132) Ibid., p. 140.

parlementaires de gauche, Bracque<sup>(133)</sup> et Frossard<sup>(134)</sup> en tête ne l'avaient torpillée par une surenchère aussi inutile que malhabile<sup>(135)</sup>, et visant à obtenir "tout, tout de suite", dressant ainsi contre le projet de loi tout ce que la Chambre comptait de conservateurs.

Mais la conjoncture n'est pas seule en cause. Non plus que la résistance des radicaux et la "mauvaise foi" des socialistes du Palais-Bourbon. Les féministes vont se heurter pendant ces vingt ans à l'institution la plus résolument immobiliste du régime: le Sénat. On sait que le Sénat devait, dans l'esprit des Constituants de 1875, avoir un rôle prééminent en matières législative et constitutionnelle, et constituer un contre-poids à la Chambre des députés, sorte de "forteresse conservatrice"<sup>(136)</sup>, comme en font foi son élection par un collège départemental et l'existence de sénateurs inamovibles. On sait aussi que les républicains, qui à l'origine se méfiaient de cette institution d'esprit

(133) Pseudonyme d'Alexandre Desrousseaux, fils du chansonnier Desrousseaux et de Marie Bracke, né en 1860, élève de l'Ecole normale supérieure, professeur de philosophie grecque à Lille, puis directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes, député de Paris (1912 et 1919) puis de Lille (1928 et 1932), membre influent de la SFIO et directeur du *Populaire*.

(134) Né en 1889, fut le premier secrétaire général du Parti communiste français qu'il quitte dès 1923; rejoint la SFIO en 1927, et est élu député de la Haute-Saône en 1932; quitte la SFIO pour l'USR en 1935; sera ministre du Travail dans le cabinet Laval (1935-1936) et dans le cabinet Sarraut (janvier-mai 1936), puis ministre de la Propagande dans le second cabinet Blum (1938) et enfin ministre des Travaux publics dans le cabinet Daladier d'avril 1938.

(135) Et même de mauvaise foi, selon madame Weiss. Louise Weiss, *op. cit.*, pp. 87-104.

(136) Voir François Goguel et Alfred Grosser, La politique en France, Paris, Armand Colin, 1964 (3ème éd.), (Coll.: "U"), pp. 203-208.

"monarchiste", en vinrent à se louer de son existence, notamment lors de la crise boulangiste, du scandale de Panama et de l'affaire Dreyfus, alors que la Chambre haute pose en défenseur intransigeant des principes républicains: du début du siècle à la guerre, le régime s'accommode fort bien de son conservatisme foncier. Après la guerre, toutefois, un certain décalage se manifeste entre l'évolution de l'opinion et la fixité du Sénat: l'attitude de celui-ci à l'égard du vote féminin en est un exemple manifeste, alors qu'il repousse les textes de loi y favorables provenant de la Chambre à chaque occasion entre 1919 et 1936(137). Le 28 juin 1932, alors que le Sénat aborde la première délibération sur la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote et d'éligibilité, le sénateur Raymond Duplantier prononce un discours retentissant: prenant appui sur Montesquieu, Racine, Pascal, Rabelais, Horace, La Rochefoucauld, Victor Hugo, Alexandre Dumas, Virgile, etc., ainsi que sur la Bible, il s'y affirme, dans une allocution chargée d'un humour que tous et toutes ne peuvent certes goûter(138), résolument hostile. En conclusion, il affirme:

"Les hommes ont été appelés à diriger la cité, la femme à rester au foyer, à s'occuper de la maison, à être, quand il le faut, dans son domaine propre, la consolatrice, le guide et le soutien de l'homme. Ne changez pas ces attributions traditionnelles qui résultent de la nature même des êtres et des choses. N'allez pas faire à la femme ce dangereux présent de lui accorder un suffrage qu'elle ne réclame d'ailleurs pas. N'allez pas jeter la discorde dans

(137) Daniel Salem, "Le Sénat <conservateur> de la Troisième République", Revue d'Histoire économique et sociale, vol. L, # 4, (année 1972), p. 535.

(138) Voir Louise Weiss, op. cit., pp. 105-113.

les ménages et dans les familles, n'allez pas compromettre l'éducation de l'enfant et les soins auxquels il a droit. N'allez pas troubler le pays, à l'heure surtout où il a besoin de l'union de tous ses enfants."(139)

Pour ce "morceau de bravoure", le brave Duplantier sera poursuivi par les troupes du féminisme français qui, par une habile et vigoureuse campagne auprès des membres du collège électoral de sa circonscription, empêcheront vraisemblablement sa réélection en octobre 1935: il quittera alors la vie politique pour reprendre son cabinet d'avocat en Vendée. Les "hégéries" de madame Weiss auront toutefois moins de succès avec Jules Jeanneney, président du Sénat depuis 1932, et véritable incarnation de l'institution(140): elles tenteront bien, sans trop d'illusions, d'empêcher sa réélection comme sénateur dans la Haute-Saône, mais ne réussiront qu'à provoquer la tenue d'un second tour(141).

Ainsi, le Sénat campe sur la tradition allemande des quatre "K"(142) parce qu'il rattache le vote féminin à la constante anticléricale et l'interprète comme une manoeuvre de la réaction(143). "Je

(139) Cité dans Jean Jolly (éd.), Dictionnaire des parlementaires français, Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1960-1972, p. 1562.

(140) "Le besoin n'est pas, disait-il, de changer la Constitution et les lois; il est de mieux les défendre, et d'abord de les pratiquer saine-ment"; et encore, "non, certes, que le Sénat puisse se refuser jamais, par aveuglement ou par égoïsme, à retoucher utilement la loi fondamentale du régime républicain; mais, aux yeux de la plupart d'entre nous, il convenait, pour le moins, d'en avoir épuisé les ressources avant d'en contester les mérites", in Jean Joly (éd.), op. cit., p. 2022.

(141) Louise Weiss, op. cit. pp. 139-158.

(142) Kleider, Kirche, Küche und Kinder.

(143) Daniel Salem, loc. cit. p. 535, et André Tardieu, L'heure de la décision, p. 215.



découvrais, nous dit Louise Weiss, qu'entendant rester maîtresses d'un régime menacé dans sa démocratie, (...), [les équipes gouvernementales] se figeaient dans une immobilité qui prendrait vis-à-vis de nous l'allure d'un non-vouloir féodal"(144). Figés dans une politique économique de l'âge d'Adam Smith, attachés aux institutions au point de voir derrière tout réformateur une meute de fascistes prêts à étrangler et violer Marianne, prosternés devant le fétiche de l'équilibre budgétaire et célébrant la religion du franc-or, inquiets devant un péril clérical en réalité agonisant mais soi-disant menaçant et camouflé sous les jupes des suffragettes, les hommes politiques de la Troisième République vivent dans un monde de chimères. Sûrs de leur bon droit et par-dessus tout de la légitimité de leurs prétentions, appuyées sur la Révolution, les Trois Glorieuses, 1848, la résistance au Second Empire et la lutte contre le cléricalisme, ils vivent une période de transformations, qu'ils perçoivent étale, une révolution de l'économie qu'ils voudraient enrayer(145), une mutation des idées politiques qu'ils croient anti-républicaine. A partir de 1932, alors que le pays s'enfonce dans la tourmente économique, que s'amplifient les mécontentements et que se multiplient les appels à la réforme, les parlementaires de la Troisième République s'engoncent dans leurs certitudes et dans leur surdité, et attendent que passe l'orage. Incapables de comprendre la crise, pas plus

(144) Louise Weiss, op. cit., p. 58.

(145) Comme le montrent l'utilisation que fait le parti radical de la réglementation fiscale contre les entreprises industrielles intégrées ou les chaînes commerciales, à l'avantage de l'artisanat et du petit commerce, et l'interdiction d'ouvrir de nouvelles "grandes surfaces" à partir de 1936.

qu'ils ne comprennent l'évolution du capitalisme depuis la guerre, ils assimilent les projets de réforme qui leurs sont soumis et les protestations contre l'immobilisme du régime à une mutinerie, contribuant ainsi à l'amplification des malheurs et à la désaffection à l'égard de la forme de vie démocratique qu'ils chérissent par-dessus tout, le parlementarisme.

### CHAPITRE III: 1934: la crise du régime et l'échec de la réforme.

Malgré tous ses défauts et les interminables rengaines de ses contempteurs depuis au-delà de trois décennies, la Troisième République avait connu plus de dix années de stabilité relative après la Première Guerre: sous le Cartel des Gauches (1924-1926), toutefois, une certaine agitation politique anti-républicaine, vraisemblablement générée par la "crise du franc", s'était manifestée. Le retour au pouvoir de Poincaré, en juillet 1926, avait néanmoins provoqué l'hibernation, sinon la disparition des ligues: le recours à l'"homme providentiel", issue de secours du régime, jouait une nouvelle fois le rôle de réducteur des tensions politiques qui était le sien depuis les débuts de la République, cette fois par l'apaisement des ligueurs et le ralliement (à contre coeur!) des radicaux à une formule politique qui les spoliait du rôle de direction du gouvernement que le suffrage populaire semblait pourtant leur avoir confié.

En 1929, au moment même où s'effondrent les valeurs à la bourse de New York, Tardieu propose à la France une "politique de prospérité": nul ne peut alors imaginer que la crise de l'économie américaine sera plus qu'un malaise passager, ni surtout qu'elle s'étendra à l'ensemble du monde occidental. L'opinion française, rassurée par la stabilité et la vigueur du franc-Poincaré, est presque unanime à croire que la France sera épargnée à cause de l'"heureux équilibre" de son économie, qui n'a pas connu les dérapages productivistes de l'Allemagne et des Etats-Unis, et de la solidité de sa monnaie. Jusqu'à l'automne 1931, alors que se manifestent

les premiers signes d'un fléchissement de l'économie, la France apparaît comme une oasis, un havre de paix. Les institutions profitent d'ailleurs largement de cette apparente bonne santé: Maurras, dont le mouvement a été condamné par Rome en décembre 1926, semble alors prêcher dans le désert; Georges Valois est revenu à ses premières amours, le syndicalisme; Pierre Taittinger n'est plus qu'un député de la Fédération républicaine; les Croix de Feu ne sont encore qu'un mouvement ancien-combattant parmi d'autres; et Jacques Doriot milite au PCF et applique consciencieusement la tactique "classe contre classe". La République apparaît définitivement consolidée: elle n'a plus d'ennemis, ni à gauche où les communistes pataugent dans un sectarisme impopulaire, ni à l'extrême-droite où les ligueurs semblent rentrés chez eux.

En mai 1931, pourtant, l'indice général mensuel de la production industrielle française entame un fléchissement qui durera, avec quelques brèves rémissions, jusqu'en 1939(1). Dans ce désastre, pratiquement aucun secteur économique n'est épargné(2). Bien que la crise sévisse en France avec moins d'intensité que chez ses voisins immédiats, Angleterre et Allemagne, par exemple, comme l'indiquent les statistiques du

(1) Voir Jacques Delperrié de Bayac, op. cit., p.515, Léon Blum chef de gouvernement, op. cit., p. 297, Claude Fohlen, La France de l'entre-deux-guerres, 1917-1939, Paris, Castermann, 1972(c. 1966), pp. 214-215, Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (1931-1939) \*\*, pp. 484 ss., et J.-P. Azéma et M. Winock, La Troisième République (1870-1940), Paris, Calmann-Lévy, 1976(c.1970), (Coll.: "Pluriel" # 8330), p. 249.

(2) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, op. cit., p. 249.

chômage<sup>(3)</sup>, elle s'y incruste davantage, la politique économique déflationniste des gouvernements de 1932 à 1936 en étant largement responsable: alors que l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne retrouvent leur niveau de production industrielle de 1928 en 1935, la France devra attendre 1939 pour faire aussi bien que les autres puissances européennes.

Les historiens sont unanimes quand il s'agit de désigner les principales victimes de la crise: les exploitants agricoles d'abord, atteints dans leur capacité de production et dans leur niveau de vie<sup>(4)</sup>; les petits commerçants et industriels ensuite, accablés par la baisse des prix et une concurrence devenue implacable, et souvent acculés à la faillite<sup>(5)</sup>; enfin, et dans une mesure beaucoup moindre car ils jouissent d'emplois et de revenus protégés malgré les mesures déflationnistes dont ils sont victimes, les fonctionnaires. En somme, la clientèle du parti radical, le coeur de ceux qui constituent jusque là les partisans les plus fermes de la forme républicaine de gouvernement. Or, souligne Serge Bernstein, l'existence même de ces classes "...était synonyme du progrès social autorisé par la République...": "garantie de la fluidité du corps social

(3) Le nombre des chômeurs secourus n'y dépassera jamais les cinq cent mille, en comparaison des six millions de chômeurs allemands et des trois millions de chômeurs anglais de 1932. Voir J. Delperrié de Bayac, op. cit., p. 513.

(4) Serge Bernstein estime que leur niveau de vie a baissé de plus de 30%. S. Bernstein, Histoire du parti radical. Vol. II. Crise du radicalisme, p. 223.

(5) On sait que les secteurs "cartellisés" et les grands services publics se sont beaucoup mieux tirés d'affaires que la petite entreprise, véritablement laissée à elle-même dans la tourmente. Voir Georges Dupeux, Le Front populaire et les élections de 1936, Paris, A. Colin, 1959, (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 99), pp. 35-40.

français, elles étaient le palier par lequel les plus pauvres pouvaient espérer s'élever dans la hiérarchie, gagner peu à peu les sommets par leur travail, leur épargne, leurs études"(6). Nous avons vu plus haut comment les gouvernements se révèlent alors incapables d'imaginer autre chose que la déflation comme solution à la dépression de l'économie: les radicaux, plus particulièrement, qui devraient défendre ces catégories sociales dont dépend leur survie, acceptent de les sacrifier par manque d'idées ou de courage! C'est pourquoi la crise de l'économie se mue bientôt en crise de régime, comme si les difficultés économiques avaient désolidarisé de la République son carré de partisans les plus fidèles.

Parmi ceux-ci, les anciens combattants. Le rapprochement peut étonner, car l'imagerie populaire associe généralement leur mouvement aux ligues, au fascisme et au 6 Février. Or, Antoine Prost a clairement démontré: d'abord qu'il n'y a pas chez les anciens combattants d'unanimité en matière de politique intérieure, parce qu'ils constituent un mouvement de masse (plus de 3 millions d'adhérents), formé d'hommes issus de toutes les classes de la société et de toutes les familles idéologiques présentes en France(7); ensuite que, bien qu'on rencontre parmi eux des réactionnaires et des révolutionnaires (le PCF a sa propre association d'anciens combattants, l'ARAC), "...ils sont dans leur immense majorité

(6) Serge Bernstein, Le 6 février 1934, Paris, Gallimard/Julliard, 1975, (Coll.: "Archives" # 59), p. 19.

(7) Antoine Prost, Les anciens combattants (1914-1940), Paris, Gallimard, 1977, (Coll.: "Archives" # 69), pp. 9-10, 155. Voir aussi sa thèse, Les anciens combattants et la société française, 1914-1939, Paris, P.F.N.S.P., 1977, 3 vol.

républicains, patriotes et pacifistes"(8). L'étude du mouvement combattant est d'autant plus importante qu'elle nous ouvre un accès à l'opinion des classes moyennes qui le dominent sociologiquement(9): on sait qu'ailleurs, en Italie et en Allemagne, par exemple, ce sont précisément ces classes moyennes qui ont assuré le succès des régimes autoritaires(10).

(8) Antoine Prost, Les anciens combattants (1914-1940), p. 10.

(9) S'il reste assez proche, par ses adhérents, de la masse de la population, avec une sur-représentation paysanne et une sous-représentation ouvrière qui reflètent des taux d'adhésion plus élevés dans les campagnes que dans les villes, au niveau des responsables, des dirigeants, ce mouvement est l'affaire des petits fonctionnaires et des petits employés: commis de préfecture, instituteurs, percepteurs, employés de bureau ou de commerce, comptables, boutiquiers, voyageurs de commerce lui fournissent l'essentiel de ses cadres. Certes, on trouve à côté d'eux des avocats, des médecins, des professeurs. Mais la bourgeoisie des professions libérales et de l'économie ne joue de rôle important que dans l'Union nationale des Combattants (UNC), associée aux élites traditionnelles de la propriété foncière. Dans toutes les autres associations l'élément dirigeant vient de la petite bourgeoisie et du peuple des cols blancs", Antoine Prost, "Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres", Le Mouvement social, # 85, (octobre-décembre 1973), p. 118.

(10) Voir William S. Allen, Une petite ville nazie, 1930-1935, Paris, Lafont, 1969 (c. 1967), 359 p., Karl D. Bracher, The German Dictatorship: The Origins, Structures and Effects of National Socialism, New York, Praeger, 1970 (c. 1969), 553 p., Henri Burgelin, "Qui était nazi?", L'Histoire, # 58, (août 1983), pp. 8-18, Alexander J. De Grand, The Italian Nationalist Association and the Rise of Fascism in Italy, Lincoln, U. of Nebraska Press, 1978, 238 p., Michael Kater, The Nazi Party. A Social Profile of Members and Leaders, 1919-1945, Oxford, Basil Blackwell, 1983, 415 p., Stein U. Larsen et al (eds.), Who Were the Fascists. Social Roots of European Fascism, Bergen (Norway), Universitetsforlaget, 1980, 816 p., et Juan J. Linz, "Some Notes Toward a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective", in W. Laqueur (ed.), Fascism: A Reader's Guide, Berkely (Calif.), U. of California Press, 1978, pp. 3-121.

En France, elles ne basculent pas en bloc vers le fascisme; mais leur républicanisme, bien que sincère, est assez particulier: quoique la majorité d'entre elles se disent "apolitiques"(11), "...les lieux communs de la droite y circulent complaisamment, contre le bavardage et les combines parlementaires, qu'ils opposent à la solidarité du front..."(12). Les anciens combattants soutiennent en effet qu'une âme commune, nouvelle, s'est formée au front, et que ce nouvel esprit, auquel la France est redevable de la victoire, est étranger aux divisions de classes comme à la "politique pure". Ils célèbrent une unité métaphorique ainsi qu'une nouvelle élite, la "noblesse du feu", et somment les politiciens de ne pas gaspiller les fruits de la victoire en poursuivant la politique de partis. En fait, nous dit Antoine Prost, la politique est pour eux un univers entièrement péjoratif, "...fermé sur lui-même et sans issue"(13). Il n'y a pour eux ni bonne politique, ni bons politiciens, puisque le propre de la politique est de diviser, alors que l'expérience du front a démontré qu'il n'est de grandeur que dans l'union, la fusion; bien sûr, quelques politiciens (Poincaré, Clémenceau, Briand, Tardieu, Daladier) échappent à ce rejet univoque, mais c'est parce qu'ils échappent à l'univers politique par leur qualité d'ancien combattant, d'homme de la victoire, ou de patriarche de la paix. La politique, c'est l'univers de ceux qui n'ont pas compris les leçons de la guerre, qui n'ont pas participé au sacrifice pur et désintéressé du peuple des tranchées, et qui risquent, par leur inconscience, leur égoïsme et leurs

(11) C'est le cas notamment de l'Union fédérale des Anciens Combattants et de l'Union nationale des Combattants, qui comptent respectivement 900.000 et 860.000 membres.

(12) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, op. cit., p. 261.

(13) A. Prost, loc. cit., p. 137.



divisions futiles, de "saboter la victoire". Pour Antoine Prost, l'allégorie combattante sur la politique est plus qu'une mythologie, elle est une sorte de christiannisme laïcisé à cause de son aspect eschatologique: dans ce discours, l'esprit combattant n'est pas mort, "il reste capable de sauver la France une seconde fois, pourvu que chacun le fasse prévaloir en lui-même sur l'esprit de parti, ce qui est, à proprement parler, une conversion"(14).

C'est par ce rejet de la "politique des partis" que l'esprit combattant se fait disponible pour les poussées d'antiparlementarisme que connaîtra la France de l'entre-deux-guerres. Certains ont même voulu y voir un lien consubstantiel avec le fascisme: pour Plumyène et Laserra, par exemple, "l'<esprit combattant> est un des moments du fascisme"(15); tandis que René Rémond croit que les ressorts même de l'esprit ancien-combattant jouent au bénéfice des tendances autoritaires et antiparlementaires, cette

---

(14) ibid., p. 146.

(15) Jean Plumyène et Raymond Laserra, Les fascismes français, 1923-1963, Paris, Seuil, 1963, (Coll.: "L'histoire immédiate"), p. 49.

évolution trouvant son couronnement à Vichy, dans la Légion<sup>(16)</sup>. Mais une étude approfondie des associations d'anciens combattants et du discours combattant amène Antoine Prost à distinguer leur antiparlementarisme du fascisme: pour lui, "l'antiparlementarisme stéréotypé des combattants n'alimente pas l'éloge du coup d'Etat, ni de la dictature, mais un projet de république moderne"<sup>(17)</sup>.

(16) René Rémond, "Les anciens combattants et la politique", Revue française de Science politique, vol. V, # 2, (avril-juin 1955), pp. 276-277. L'évolution d'anciens combattants connus comme Jean Goy et Georges Scapini tendrait à confirmer cette thèse: le premier, publiciste en 1914, se distingue à la guerre et s'occupe de toutes les questions se rapportant aux anciens combattants après le conflit; dès 1923, il est membre de l'Office départemental des mutilés et réformés de la Seine, délégué général du syndicat de la presse des anciens combattants, et secrétaire général de la Ligue d'action civique des anciens combattants et victimes de la guerre; devenu président de l'Union nationale des combattants, il est aussi député de la Seine de 1924 à 1936 et du Calvados de 1937 à 1942; il joue un rôle important lors des émeutes du 6 février 1934 et est reçu par Hitler en novembre de la même année; partisan du rapprochement franco-allemand, il est, avec Scapini et Fernand de Brinon, membre du comité France-Allemagne, et votera les pouvoirs constituants au maréchal Pétain le 10 juillet 1940; de son côté, Georges Scapini est un mutilé de guerre (aveugle) qui a appris le braille, a fait ses études de droit et est devenu député du XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 1928; son action de député est centrée autour des problèmes des anciens combattants et du matériel militaire français; président du comité France-Allemagne, il dissoudra celui-ci en mars 1939 pour protester contre les persécutions raciales du gouvernement hitlérien, mais votera tout de même les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

(17) Antoine Prost, op. cit., p. 219. Les anciens-combattants français ne sont pas anti-républicains dans leur ensemble: ils rejettent une "gestion" de la politique qui leur apparaît comme anti-nationale parce que fondée sur la lutte des partis. Leur leitmotiv: unité! Si leur discours atteint quelquefois à une sensibilité fasciste, c'est peut-être parce que c'est le fascisme lui-même qui a emprunté à la mystique ancien-combattant.

Jusqu'en 1932 environ, cet antiparlementarisme n'est que latent. Le régime est considéré avec suspicion par une certaine proportion de la population, d'ailleurs impossible à quantifier, mais il dispose encore de larges appuis et du crédit amassé en 1918 et en 1926. Les associations d'anciens combattants, par exemple, s'en tiennent jusqu'à ce moment à la célébration d'une unité politique mythique, et cet ersatz d'action politique satisfait manifestement la plupart d'entre eux. N'est-il pas révélateur que les Croix de Feu, qui deviendront la plus importante ligue des années trente et la bête noire des antifascistes, n'émergent véritablement que vers 1931?(18) Plusieurs facteurs se conjuguent alors pour ressusciter les ligues dans un climat d'antiparlementarisme jamais vu jusqu'alors, même aux jours du panamisme, du boulangisme ou de l'affaire Dreyfus: l'élection en mai 1932 d'un gouvernement cartelliste, sous la direction d'Edouard Herriot, le "naufraqueur du franc"; l'incapacité des gouvernements de gauche à résoudre la crise économique; le jeu byzantin pratiqué par les députés, et plus particulièrement par le parti socialiste(19), qui se traduit par une instabilité ministérielle non seulement choquante, mais

(18) C'est précisément en 1931 que le colonel de La Rocque prend la direction des Croix de Feu, qui passent alors du statut de groupuscule à celui de ligue. On ne sait pas encore très bien s'il faut attribuer leur remarquable développement soudain à la conjoncture ou à l'action de leur nouveau président: nous penchons plutôt pour la première explication.

(19) "De cette paralysie, beaucoup rendent responsable le parti socialiste, pilier du système parlementaire, mais absent d'une action gouvernementale qui en est le corollaire et le prolongement. Le jeu très particulier que le groupe parlementaire SFIO joue en marge du pouvoir (soutien, retrait, non-participation, non-participation-mais, re-soutien, rupture, opposition...) fausse le jeu représentatif, grippe la machine, et dessert l'ordre républicain". Jean Lacouture, Léon Blum, pp. 229-230.

incompréhensible aux yeux de beaucoup; l'angoisse qui étreint les classes moyennes, principales victimes de la crise; l'accroissement du nombre des déclassés. Il convient d'insister sur un point capital: cette éruption d'un antiparlementarisme virulent, bien qu'amenée par des facteurs d'ordre conjoncturel, est d'ordre structurel. Nous avons ici affaire à une crise de représentation politique: avec l'éclatement de la crise, nombre de groupes sociaux, au premier rang desquels on retrouve les associations d'anciens combattants, qui s'insurgent pour des motifs aussi bien désintéressés (la "grandeur" de la France, l'"union sacrée", la préservation des "fruits de la victoire") que corporatifs (le second sacrifice qui leur est suggéré, puis demandé, sous la forme de réduction de leurs pensions), estiment que le parlement ne les représente plus adéquatement. "The antiparliamentarism of the extremist right-wing groups in France thus proves to be primarily the symptom of a structural crisis which became progressively more acute as dissatisfaction intensified over how the socio-economic burdens left by the war were to be spread over society"(20). Le député devient à ce moment, pour de larges courants de l'opinion, le symbole de l'impuissance: l'agitation dont il fait montre au Palais-Bourbon semble en effet sans objet puisque le pays s'enfonce dans la crise tandis que les équipes ministérielles dont la composition devient de plus en plus difficile à comprendre pour le non-initié sombrent l'une après l'autre sans que les

(20) Klaus-Jürgen Müller, "French Fascism and Modernization", Journal of Contemporary History, vol. 11, # 4, (October, 1976), p. 97.

problèmes sur lesquelles elles butent ne soient solutionnés.(21) Confinée jusque là à l'Action française et à l'Ami du Peuple de Coty, la véhémence antiparlementaire gagne même les quotidiens d'information comme le *Matin*. Les raisons de cette violente éruption d'antiparlementarisme résident à notre avis dans la nature même des institutions de la Troisième République et dans la crise des représentations que connaît la France de l'entre-deux-guerres, et non dans une quelconque mésadaptation du parlementarisme en France(22).

Le dédain du député n'est pas chose nouvelle: en 1914, déjà, Robert de Jouvenel écrivait un petit livre qui allait devenir la référence de toute la droite antiparlementaire des vingt-cinq années suivantes, et dans lequel il se proposait de faire l'"entomologie de l'oligarchie parlementaire". Le titre de son opuscule? La République des camarades. L'auteur nous y présente d'abord la filière parlementaire: comment on devient député; comment on le reste; comment on est accueilli au Palais-Bourbon; comment on s'y fait une place; comment enfin on devient éminent. Il en

(21) Dans l'ouvrage où il nous soumet le portrait d'un certain nombre de députés à la tribune du Palais-Bourbon, Edmond Wellhoff écrit: "Les députés ne sont pas des êtres inférieurs à la moyenne, sauf en matière de malversation, selon la définition commune. Ce sont la plupart du temps des hommes assez remarquables et, en général (nous osons à peine le dire), honorables. Il faut un certain courage pour les juger ainsi. Il eut été plus facile de les maltraiter en bloc et de les calomnier sans vergogne. Nous aurions satisfait au désir de la plupart de nos compatriotes qui détestent tous les parlementaires, sauf ceux qu'ils connaissent". E. Wellhoff, *op. cit.*, pp. 7-8.

(22) Comme le laisse entendre Jacques Chastenot, dans son Histoire de la Troisième République. Déclin et chute, Paris, Hachette, 1962, p. 70.

ressort que le meilleur moyen de devenir député est d'avoir un père qui l'était, encore qu'un beau-père suffise, mais que le plus simple est évidemment de suivre la filière, avec comme étapes le conseil municipal, le conseil d'arrondissement et le Conseil général, de préférence en province, bien que les loges maçonniques, les comités électoraux et les sociétés de gymnastique puissent conduire au même but plus rapidement; que la meilleure façon de le rester est d'abord d'y penser toujours, de partager son temps entre trois besognes (soit courir, promettre et écrire (en trois exemplaires), et enfin de s'illustrer le moins possible tout en plaisant le plus possible aux électeurs influents de sa circonscription; que le nouveau député doit se montrer discret, parler peu dans les couloirs et jamais à la tribune, et se préoccuper exclusivement de faire la connaissance de chacun de ses collègues, tout en s'inscrivant à un groupe selon le hasard de ses rencontres parlementaires; que la meilleure façon de se faire une place est d'être assidu et modeste ("il n'est pas absolument interdit d'avoir du talent; mais dans ce cas, il faut le dissimuler avec soin", p. 29), se taire à tout le moins pendant sa première année de législature, sous peine de subir une grande déconsidération, et s'en tenir à une spécialisation aussi étroite que possible(22a); que la meilleure façon de devenir éminent est d'être bienveillant et poli, même si les

(22a)\*Voici deux grands parlementaires. L'un doit la carrière éclatante qu'il a faite aux sociétés de gymnastique et à la betterave. L'autre au contraire, qui s'était attaqué, pour ses débuts, aux problèmes généraux de la politique, n'a été contraint à rien de moins qu'à changer radicalement de parti, pour obtenir que ses collègues consentent à l'écouter une seconde fois. Encore dut-il, pour son entrée dans ce parti nouveau, consacrer deux séances à réfuter les opinions du premier sur la betterave", Robert de Jouvenel, La République des camarades, Paris, Honoré Champion, 1979 (c. 1914), (Coll.: "Ressources"), p. 31.

parlementaires ne sont pas insensibles au talent et au courage de leurs confrères. En somme, le régime de la médiocrité, où tous se ressemblent: "il y a moins de différence entre deux députés dont l'un est révolutionnaire et l'autre ne l'est pas, qu'entre deux révolutionnaires, dont l'un est député et l'autre ne l'est pas"(23). Le métier ne consiste pas en un travail ardu et constant en vue de la réalisation d'un programme, mais pour moitié en démarches dans les cabinets ministériels, et pour moitié en surveillance des ministres, le tout dans la plus franche cordialité, dans le respect des règles de la maison(23a). D'abord parce que le député n'est pas le dépositaire de la souveraineté populaire secrètement confiée à lui par le biais des urnes, mais un professionnel chargé par l'électeur de régler des affaires dont celui-ci n'a pas lui-même le maniement: "on choisit un député comme on choisit un avoué, parce qu'on ne sait pas la procédure"(24). "Un député, écrit Robert de Jouvenel, n'incarne pas la nation, il expédie ses affaires"(25). Ensuite parce que "les programmes ne

---

(23) *Ibid.*, p. 17.

(23a) "On ne compte que trois ou quatre députés, à l'extrême droite et à l'extrême gauche, qui n'aient jamais voulu comprendre ces "règles du jeu". Mais leurs amis politiques eux-mêmes hésitent à leur serrer la main," *Ibid.*, p. 52.

(24) *Ibid.*, p. 42.

(25) *Ibid.*, p. 44.

sont pas faits pour aboutir"(26). Quant au ministre, qui a eu avec son prédécesseur une conversation nulle, et a pris possession d'un bureau vide, sa tâche ultime est, face à des services qui l'accablent de leur compétence, de signer, sans les lire le plus souvent(27), des documents que lui présentent ses bureaux, qui étaient là avant lui et seront là encore longtemps après son retour sur les bancs de l'hémicycle! Avec un tel ton, et ce sens de la formule remarquable, ce portrait, devenant le livre de chevet, ou du moins de référence, d'une partie de la jeunesse, prendra dans l'entre-deux-guerres le pas sur la réalité parlementaire.

La haine de la République et du député trouve un combustible parfait dans le développement de la crise économique devant laquelle le régime

(26)"Les principes de la bourgeoisie républicaine datent de 1789. Le socialisme de Marx date de 1848. Le programme radical date de 1869. Soyez assurés qu'ils serviront longtemps encore. La lutte entre ces diverses conceptions de tout repos n'en constitue pas moins ce qu'on appelle: <la politique moderne>. Un programme qui aboutit cesse par là même d'exister et quand on fut fidèle à des idées quelquefois pendant un demi-siècle, n'est-il pas pénible et redoutable d'en chercher d'autres? Il faut changer de préoccupation, briser l'unité d'une méthode; somme toute, il faut presque trahir. Depuis que le parti radical a traduit en lois son anticléricalisme, il hésite sur ses destinées, ne se reconnaît pas dans ses desseins et ne sait plus le nom de ses fidèles. Il vit dans une crise". *Ibid.*, pp. 57-58.

(27)"Au début, le ministre essaie sans doute de savoir ce qu'il signe. Il voit alors les pièces s'amonceler sur son bureau, ses subordonnés s'affolent, les commandes sont en retard, les paiements deviennent irréguliers, les décisions restent en suspens, un immense désordre encombre toute l'administration dont il a la garde. Il faut qu'il renonce. On cite cependant des ministres qui s'obstinèrent à vouloir lire les ordres qu'ils donnaient; le préjudice qui en résulta pour leurs administrations est incalculable. Leur labeur éperdu, qui ne suffisait pas à les éclairer, n'avait pour conséquence que de suspendre un des grands services de l'Etat. Sans parvenir à dominer leur tâche, ils ruinaient l'ordre public", *Ibid.*, pp. 117-118.



semble impuissant. L'impuissance et l'instabilité des gouvernements suscitent dans le public "...un besoin confus d'ordre et de clarté, le sentiment que les affaires du pays devaient être confiées à un pouvoir fort, mais mal défini"(28). Les rangs des mécontents s'enflent de ceux qui n'en peuvent plus de voir le pays gouverné par un exécutif anémique, toujours à la merci des Chambres, et un président qui n'est, pour reprendre l'expression de Lamartine, qu'une "borne". Cette incapacité parlementaire, cette asthénie qui frappe les représentants de la population, n'est toutefois pas qu'un produit de la conjoncture. "Elle est, nous dit Charles Maier, "...a consequence of the harsher political tasks imposed by the 1920's"(29). Le régime parlementaire fait alors face à des problèmes inconnus avant la Première Guerre: reconstruction économique; besoins nouveaux qui appellent des ressources nouvelles; formes inédites du développement du capitalisme; modifications de la structure sociale et de la nature de la force de-travail; etc. C'est l'époque des grands bouleversements, auxquels certains pays répondront par des formes politiques nouvelles. Dans les pays vainqueurs de tradition parlementaire ancienne, toutefois, les formes politiques semblent figées, dépassées par les événements: les partis du centre, autrefois grands bénéficiaires du système, voient le sol se dérober sous eux sans en comprendre les raisons. En France, les radicaux comme les modérés espèrent le retour à un âge d'or mythique, tandis que les socialistes puisent dans l'orthodoxie marxiste la force de maintenir leurs convictions dans un monde qui semble à la dérive.

(28) Georges Dupeux, Le Front populaire et les élections de 1936, p. 55.

(29) Charles S. Maier, Recasting Bourgeois Europe: Stabilization in France, Germany and Italy in the Decade After World War I, Princeton (N. J.), P.U.P., 1975, p. 9.

Comment ne pas évoquer, pour comprendre l'évolution de l'esprit public en ces années 1932-1934, les effets sur celui-ci du "détournement sémantique" inscrit dans les pratiques politiques et discursives de la Troisième République? Ce "mépris des mots", cet "écart entre les discours dominicaux et les actes des jours ouvrables", visibles dans la manie qu'Albert Thibaudet appelle alors le "sinistrisme", qui est visible dans cette tendance des élus de droite à s'affirmer de gauche, ne portent-ils pas les citoyens au scepticisme, et bientôt au mépris sinon au rejet? "quel crédit peuvent-ils donner à un système qui s'interdit d'appeler un chat un chat, et un "modéré" un homme de droite?"(30)

Le support principal et le ferment de ce courant antiparlementaire est la presse parisienne. On sait que la presse avait obtenu, par la loi de 1881, une liberté d'expression et de critique à peu près totale: "ni l'outrage à la République ou aux Assemblées parlementaires, ni les attaques contre la Constitution ou le principe de la souveraineté du peuple, contre le respect dû aux lois, contre la propriété, la famille ou la liberté des cultes, ni l'excitation à la haine ou au mépris du gouvernement, ni l'outrage à la morale publique et religieuse ne pouvaient constituer désormais de délits"(31). Les parlementaires de la Troisième République avaient ainsi voulu rendre à la presse une liberté dont l'avaient privée les gouvernements autoritaires du XIXe siècle, de Bonaparte à Mac, Mahon.

(30) Michel Winock, La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968, p. 195.

(31) Pierre Albert et al., La presse française de 1871 à 1940, Paris, P.U.F., 1972, (Coll.: "Histoire générale de la presse française" t. III), p. 243.

Cette impunité de droit, jointe à une quasi-impunité de fait quant aux délits de diffamation ou d'injure aux personnes, permet à un certain nombre de journaux de se faire une spécialité de la violence verbale: de ce groupe, l'*Action française*, avec ses appels aux meurtres, ses injures, ses blagues grossières, ses attaques ad hominem, son invectivation des parlementaires et de la "Gueuse", ressort pour la constance de son comportement et le ton strident de son antiparlementarisme. Mais le quotidien de Maurras n'est pas seul. Dans les années vingt et trente, d'autres quotidiens et hebdomadaires se joignent à lui dans sa dénonciation du régime: l'*Ami du Peuple* de Coty, fondé en 1928, qui patauge dans la démagogie fascisante; la *Liberté*, que Camille Aymard, surnommé le "notaire véreux de Saïgon"<sup>(32)</sup>, a achetée en 1925 avec l'argent qu'il a escroqué à Coty, et dont il fait une feuille antirépublicaine et un outil de chantage; la *Victoire*, de l'ancien pacifiste Gustave Hervé, journal ultranationaliste; le *Matin*, de Bunau-Varilla dit l'"empereur", qui vire à droite puis à l'extrême-droite au début des années trente; *Gringoire*, créé en 1928 par Horace de Carbuccia, gendre du préfet de Paris, Jean Chiappe, journal typiquement "râleur de droite" dont l'antiparlementarisme et l'antisémitisme s'accroissent pendant les années trente; *Je suis partout*, enfin, créé par Fayard en 1930, et où s'illustreront les monarchistes comme Gaxotte, qui en est l'animateur et l'éditorialiste de 1930 à 1940, et les jeunes "fascistes" que sont Brasillach, Bardèche, Jéantet, Cousteau, Laubreaux, et Rebatet pour ne nommer que ceux-là. La violence de ton de cette presse, son absence de retenue dans ses attaques contre les

(32) Voir Fred Kupferman, François Coty, journaliste et homme politique, Sorbonne (thèse de 3ème cycle), 1965, pp. 188-192 (t. I).

personnes et les institutions, contribuent largement à déconsidérer les hommes politiques et le régime et à miner l'autorité des gouvernements: "la faiblesse de tant d'hommes politiques de la période s'expliquait autant peut-être par la violence des attaques dont ils étaient l'objet dans les feuilles de tous bords et qui usaient lentement leur prestige et compromettaient leur action, que par leurs défaillances personnelles"(33). Ce ton, ce biais forcené dissolvent le civisme démocratique et grugent la confiance du public dans les institutions. Le parlement y perd son aura de dignité et de mystère pour ne plus apparaître que comme le lieu de basses compromissions entre professionnels de la politique.

Avec les années trente, la droite républicaine elle-même glisse "sur la pente" de l'antiparlementarisme. Maurice Ordinaire, vice-président du Sénat et président du groupe sénatorial de l'Union républicaine, écrit en 1932 qu'"il faut être un sourd volontaire pour ne pas entendre les propos tenus dans tous les rangs de la population, paroles de scepticisme ou même de désaffection"(34). Les parlementaires de la droite nationaliste, comme Xavier Vallat, Jean Ybarnégaray, Philippe Henriot et Pierre Taittinger, réclament de plus en plus ouvertement un gouvernement sinon un régime autoritaire(35). Les modérés eux-mêmes perdent patience. Tardieu explique ainsi à Jacques Bardoux pourquoi il ne parle plus à la

(33) Pierre Albert et al., op. cit., p. 484.

(34) Maurice Ordinaire, Le vice constitutionnel et la révision, Paris, Nouvelle Librairie française, 1932, p. 30. Le sénateur ajoute: "des événements qui brusquement viendraient à révéler la masse de ce que tant de gens connaissent déjà du dépérissement de l'organisme gouvernemental, du désordre de l'administration et du péril des finances, risqueraient de secouer rudement l'édifice branlant".

(35) Voir Malcolm Anderson, Conservative Politics in France, pp. 63-64.

Chambre: "je n'aperçois aucun intérêt à y grouper contre les Idées justes que j'y défendrai des majorités artificielles d'origine intérieure"(36). Gaston Gros, avocat à la Cour de Paris, de tendance républicaine jusque là(37), dénonce en 1933 la "féodalité électorale": "non seulement les parlementaires sacrifient tout aux appétits de leurs agents électoraux, non seulement le gouvernement cède à tous leurs désirs pour garder le pouvoir et ses profits, mais encore tous les moindres élus, comme les petits barons de jadis, coupent toutes les routes par où circule la richesse"(38). Il va jusqu'à comparer l'élu moyen à un "...dindon prévaricateur" qui s'est voué à la politique faute d'aptitudes; et qui redoute par dessus tout la perspective de perdre son standing: "il tremble à imaginer la déchéance loin de ces huissiers inclinés; la perte de ces fauteuils somptueux propices aux cancans, de ces montagnes de papier à entête orgueilleuse, de cette buvette savoureuse et gratuite, de ces aspirations vers l'Excellence dont on garde une noblesse sempiternelle, de cet arrondissement d'une retraite confortable et de ces préparations aux grosses prébendes"(39). En pleine affaire Stavisky, le 27 janvier 1934,

(36) André Tardieu, Lettre à Jacques Bardoux, 28 novembre 1933, in Archives André Tardieu, 324AP3. (C'est moi qui souligne). Jacques Bardoux est alors journaliste, professeur, membre de l'Institut, de l'Académie des sciences morales et politiques, et de l'Académie des sciences coloniales, et président d'honneur de l'Association française de la Sarre; il sera nommé en 1934 président du Comité technique pour la réforme de l'Etat, et sera élu sénateur du Puy-de-Dôme en 1938.

(37) Voir le portrait que trace de lui Pierre Andreu dans sa biographie de Drieu La Rochelle, de la famille duquel Gros est un ami. Pierre Andreu et Frédéric Grover, Drieu La Rochelle, Paris, Hachette, 1979, pp. 45-77.

(38) Gaston Gros, Ferons-nous la révolution?, Paris, Baudinière, 1933, p. 28.

(39) Ibid., p. 40.

Philippe Henriot<sup>(40)</sup> prononce au Théâtre des Ambassadeurs, sis place de la Concorde, un retentissant discours où il dénonce, encouragé par des applaudissements frénétiques, le divorce entre l'opinion parlementaire et l'opinion publique "...parce que la Nation a cessé de se reconnaître dans l'Assemblée qui prétendait la représenter"<sup>(41)</sup>. N'est-il pas surprenant d'entendre ce député nouvellement élu présenter le travail parlementaire comme une "...routine, usée, périmée, fatiguée"?<sup>(42)</sup>

Avec l'affaire Stavisky, un mécontentement à l'égard des institutions gagne même la presse républicaine. Ce banal fait divers, ce scandale venant après bien d'autres déclenche un tornado, dont les historiens n'ont pas encore fini d'élucider les tenants et les aboutissants. Ne fallait-il pas plus qu'une simple malversation, dans laquelle, par ailleurs, bien peu de

(40) Né en 1889, étudiant à l'Institut catholique de Paris et à la Sorbonne, diplômé d'études supérieures en langue classique, il est professeur d'enseignement libre à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) de 1909 à 1925; auteur de recueils de poèmes et de romans, il milite à partir de 1925, aux côtés de l'abbé Bergey, à la Fédération nationale catholique du général de Castelnau; élu député de Bordeaux en 1932, au siège de l'abbé Bergey qui ne se représentait pas, il se signale par des interventions passionnées, notamment lors de l'affaire Stavisky, où il déploie un véritable talent d'orateur; partisan de la réconciliation franco-allemande, il sera Secrétaire d'Etat à l'information sous Vichy, prononçant à la radio des éditoriaux deux fois par jour; il tombera victime d'un attentat organisé par la Résistance le 28 juin 1944.

(41) Philippe Henriot, L'envers du décor au Palais Bourbon, Paris, Editions des Ambassadeurs, 1934, p. 18.

(42) Idem. "Ahi se débarrasser de ce moulin à moudre les discours! Renouveler ce personnel, remettre l'ordre dans les affaires! Arrêter le gaspillage...". Ibid., p. 62.

parlementaires avaient trempé, pour semer l'émoi dans le pays et amener un journal conservateur comme le *Temps* à s'interroger sur le régime?(43)

En fait, si l'année 1934 voit la floraison d'une infinité de projets de réforme de l'Etat, le problème n'était pas neuf: Léon Blum l'avait déjà posé, dans des termes sensiblement différents, toutefois, en 1918, et les propositions s'étaient multipliées à partir de 1927, avec une nette accélération en 1932. Cette année-là, le sénateur Marius Devèze écrivait: "tout le monde se rend compte que si un attentat se produisait contre le Parlement: coup d'Etat fasciste ou révolution bolchévique, il n'y aurait personne pour prendre sa défense"(44). "Pour tous, écrit Jean-Louis Loubet del Bayle, la démocratie parlementaire était devenue synonyme de mensonge, de veulerie, de médiocrité, de compromission, de bassesse"(45). Le dégoût envers la "Gueuse", jusque là plus ou moins restreint aux confins de l'extrême droite monarchiste, semble devenir général. La jeune droite fascisante, qui en 1928 percevait déjà la démocratie comme "...un tas de scories (les suffrages) masquant un tas d'or (le capitalisme)...le tout

(43) "Voici un énorme scandale politico-financier, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il démontre l'urgence d'une réforme de l'Etat..." "La corde et le pendu", *Le Temps*, 11 janvier 1934, p. 1. "Notre désordre, à vrai dire, n'est pas un accident. Il est l'aboutissement d'une longue décadence et d'une déviation continue du régime", Lucien Romier, "L'impasse parlementaire", *Le Temps*, 6 février 1934, p. 1.

(44) Marius Devèze, *La crise du parlementarisme*, Paris, G. Ficker, 1932, p. 16.

(45) Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969, pp. 198-199.

couvert d'une couche de fumier"(46), se lance dans une surenchère: Dorsay présente dans *Je suis partout* le parlementarisme comme une "pente savonnée" où les énergies les plus farouches s'amollissent, où "les doctrines fondent en accommodements", où "les concessions fleurissent" et où "les services s'échangent", avec, au bout, "...les affaires douteuses, les cadeaux suspects"(47). Les "non-conformistes" n'ont rien à lui envier: les ténors d'Ordre nouveau, Robert Aron et Arnaud Dandieu, décrivent en 1931 la démocratie comme un "régime idéal de pourriture"(48); Mounier, en mars 1934, dira son refus de se faire tuer pour la "pourriture parlementaire"(49); Thierry Maulnier, dans un ouvrage publié cette même année, présente l'Etat républicain comme "...un système périmé d'institutions archaïques au service d'une coalition d'incapables, d'escrocs et de policiers"(50); tandis que Daniel-Rops ne voyait déjà plus dans le régime dès 1932 qu'"...un pauvre goutteux qui s'effare de toute nouveauté..."(51). L'hebdomadaire *Sept* lui-même, création des Dominicains de Juvisy, consacre à la crise du régime, de 1934 à 1936, un grand nombre d'articles dans lesquels "...le Parlement est qualifié de corps

(46) Jean-Pierre Maxence (pseud. de Pierre Godmé), Histoire de dix ans: 1927-1937, Paris, Gallimard, 1939, p. 28.

(47) Dorsay, "Nous sommes, cette fois, en pleine lumière", *Je suis partout*, # 164, samedi 13 janvier 1934, p. 1. Pendant toute l'année 1934, chaque numéro de l'hebdomadaire dirigé par Pierre Gaxotte revient sur l'affaire Stavisky et sur la "faiblesse" et la "corruption" du régime, dans une véritable campagne d'usure.

(48) Robert Aron et Arnaud Dandieu, Décadence de la nation française, Paris, Rieder, 1931, p. 170.

(49) Emmanuel Mounier, "La révolution contre les mythes", *Esprit*, 2ème année, # 18, (1er mars 1934), p. 911.

(50) Thierry Maulnier et al., Demain la France, Paris, Grasset, 1934, p. 142.

(51) Daniel-Rops et al., La raieunissement de la politique, Paris, R.A. Corrèa, 1932, p. 22.



paralysé qui consent à toutes les mesures" et où est dénoncée "...la <République des camarades>, avec tous ses scandales, toutes ses compromissions, la vénalité de la presse, la carence de la justice"(52). Les universitaires et les spécialistes du droit constitutionnel eux-mêmes cèdent à cette tendance au dénigrement: René Capitant, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences politiques de l'Université de Strasbourg décrit, dans un ouvrage par ailleurs sérieux, la Chambre "...comme une baraque foraine où les députés massacrent des silhouettes ministérielles"(53), tandis que Jacques Bardoux, qui sera président du comité technique sur la réforme de l'Etat en cette année 1934, déclare les élus de la Troisième République "...aussi inaptes à gouverner une nation millénaire et un Empire mondial que le serait un bouvier ou un névropathe à conduire, dans Paris, un autobus"(54).

En fait, la logorrhée antiparlementaire, qui déferle sur la France à partir de 1932 et qui devient une clameur fin 1933 est essentiellement parisienne: Raymond Manevy souligne avec justesse que la province fut surprise par l'émeute du 6 février dont elle ne comprit pas les raisons profondes parce que la presse de province, au contraire de celle de Paris, était "...dans son ensemble une presse d'opinion républicaine où le parti radical trouvait son appui le plus sérieux et qui n'avait jamais versé dans

(52) Aline Coutrot, Un courant de la pensée catholique: l'hebdomadaire Sept (mars 1934-août 1937), Paris, Les Editions du Cerf, 1961, (Coll.: "Rencontres" # 61), p. 103.

(53) René Capitant, La réforme du parlementarisme, Paris, Sirey, 1934, p. 8.

(54) Jacques Bardoux, Le drame français. Refaire l'Etat ou subir la force, Paris, Editions des Portiques, 1934, p. 14.

l'antiparlementarisme"(55). Il est d'ailleurs visible, à la lecture de la presse "de gauche", que les défenseurs du statu quo républicain ne comprennent pas la nature du procès fait au régime, qu'ils assimilent à un nouveau complot de factieux pour renverser Marianne. Ils ne perçoivent pas, derrière la presse et les mouvements d'extrême droite qui exploitent le mécontentement, la sincère émotion populaire devant l'immobilisme du régime en ces temps difficiles. Ainsi la *République* du 6 janvier s'escrime-t-elle à faire la distinction entre les politiciens honnêtes, qui constituent "l'immense majorité de ceux qui siègent, soit au Palais-Bourbon, soit au Luxembourg" et les "gangsters de la politique", "poignée de coquins" qu'il faut "...chasser avec mépris hors de la République"(56); Albert Bayet s'y déclare d'ailleurs opposé à la commission d'enquête proposée par la droite parce que "...bien suspecte, dès l'instant où elle était appuyée par M. Tardieu, du Homs-Bagdad, et par ces partis réactionnaires qui, naguère, couvrirent M. Péret"(57); et le 23 janvier encore, André Sauger propose d'oublier le scandale Stavisky pour s'attaquer à la crise économique et à l'état des finances(58). Même son de cloche dans l'*Oeuvre*, qui dénonce ceux qui exploitent le scandale afin d'entraîner "...la chute des gouvernements républicains et la constitution de gouvernements dits <d'union nationale>"(59). Les radicaux et les socialistes, chez qui on

(55) Raymond Manevy, La presse de la IIIe République, Paris, Foret, 1955, pp. 178-179.

(56) A. Sauger, "Nous ne saurions, pour ce qui est des nôtres, avoir ni indulgence, ni faiblesse", La République, 6 janvier 1934, p. 1.

(57) Albert Bayet, "Coup de balai et ordre nouveau", La République, 14 janvier 1934, p. 1.

(58) A. Sauger, La République, 23 janvier 1934, p. 1.

(59) "Le bout de l'oreille", L'Oeuvre, 18 janvier 1934, p. 1.

trouverait certes les plus fermes défenseurs du régime dans les heures troubles de février 1934, ne voyaient que complots et tentatives de coup de force là où un réel mécontentement populaire existait.

L'émeute du 6 février 1934 donne d'ailleurs lieu à deux légendes parallèles: à droite, on y voit une manifestation d'anciens combattants et d'honnêtes citoyens, écoeurés par la turpitude parlementaire, et désarmés, massacrée par la troupe aux ordres de "galopins sanglants" (Frot et Daladier) protégeant les méfaits du régime<sup>(60)</sup>; à gauche un complot "fâchiste" dans le but de renverser la République. Pour les parlementaires de gauche, le doute n'est pas possible: des factieux ont bien, le 6 février, tenté de se saisir du pouvoir en profitant d'une émotion populaire qu'ils avaient eux-même créée. Dans le Populaire du 10 février, Léon Blum raisonne ainsi:

"Et, pour la seconde fois, la formation du Bloc National consacre la revanche de la réaction, vaincue sur le terrain électoral. En 1926, l'arme employée fut le désordre monétaire et la panique --provoqués l'un et l'autre par ceux qui les exploitaient. En 1934, le coup contre la volonté du suffrage universel s'est monté sous le couvert des scandales, de l'émeute de mardi et de ses suites dramatiques. La réaction avait, bien entendu, mis en scène les scandales et poussé

<sup>(60)</sup> Voir les ouvrages contemporains de Georges Suarez, La grande peur du 6 février au Palais-Bourbon, Paris, Grasset, 1934, 128 p. et de Philippe Henriot, Le 6 février, Paris, Flammarion, 1934, 247 p., qui donnent tous deux de l'émeute des interprétations voisines, où ils présentent les manifestants comme des citoyens vibrant d'une indignation sincère et dénoncent un prétendu complot Frot (le "complot des Acacias") pour s'emparer du pouvoir (Frot est le ministre de l'Intérieur du gouvernement Daladier).

à l'émeute, comme elle avait préparé la banqueroute monétaire et fomenté la panique."(61)

Dans la *République*, Emile Roche dénonce la faiblesse des gouvernements devant ces factieux:

"Combien de temps encore les gouvernements de gauche vont ils tolérer que des factieux, qui ne cachent pas leur hostilité au régime républicain, provoquent chaque jour des rassemblements de milliers d'hommes, livrent assaut aux monuments publics, créent dans Paris des émeutes plus graves chaque soir, hier soir sanglantes et même mortelles? Pendant de temps encore tolérera-t-on dans certains journaux ces appels aux violences, aux coups, aux cris séditeux, à tout ce qui déshonore un régime prétendu libre, d'une liberté transformée en licence partout ceux qui, au nom de leur idéologie politique, s'empresseraient, s'ils étaient victorieux, de nous mettre hors d'état de parler librement?"(62)

Mais, à droite, le vénérable *Temps* conteste dès le lendemain l'étiquette de "fascistes" qui est accolée aux manifestants du 6 février:

"A qui fera-t-on croire que les dizaines de milliers de manifestants d'hier étaient des conjurés fascistes? Il est vraisemblable qu'une partie d'entre eux ne portent pas dans leur cœur les institutions républicaines. Mais la masse, l'immense majorité de la foule n'était pas opposée au régime ni au Parlement. Elle sentait seulement que le Parlement ne remplissait pas sa mission, que les intrigues, les manoeuvres, les scandales ont fait dévier de leur véritable sens les institutions parlementaires, et qu'un redressement est indispensable."(63)

(61) Léon Blum, "Gouvernement de Bloc National", *Le Populaire*, 10 février 1934, p. 1.

(62) Emile Roche, "Défense du régime", *La République*, 7 février 1934, p. 1. M. Roche ne sait évidemment pas encore, au moment où il rédige son papier, que le gouvernement Daladier cédera la place à un gouvernement d'union nationale sous la direction de Gaston Doumergue.

(63) "Tragédie", *Le Temps*, 8 février 1934, p. 1.

Abel Bonnard, qui sera ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse dans le gouvernement du maréchal Pétain, et qui pour l'heure est un journaliste renommé, membre de l'Académie française, se dit forcé de constater que les manifestants ont "...obéi uniquement aux motifs les plus nobles"(64).

Ces deux légendes eurent, on le sait, de formidables fortunes politiques: la thèse du complot fasciste servit d'abord d'étincelle, puis de ciment au regroupement des forces de gauche dans le Rassemblement populaire: tandis que l'interprétation de droite allait d'abord fournir un argument de plus aux adversaires de la "Gueuse" puis servir de borne historique fondatrice pour les partisans du gouvernement de Vichy. Seule

(64)"Cela est vrai pour la jeunesse exemplaire, la jeunesse de diamant de l'*Action française*, cela est vrai pour les valeureuses et généreuses troupes des *Jeunesses patriotes*, cela est vrai pour cette admirable milice des *Croix de Feu* qui, resplendissante d'honneur et de gloire, donne par surcroît le grand exemple de la discipline, cela est vrai pour tous les anciens combattants qui, dans un instant décisif, ont voulu de nouveau servir". Abel Bonnard, "Pour une France propre", 1934, 16 février 1934, p. 2.

la jeunesse fascisante fut flouée par ce qu'elle crût y voir: la naissance d'un nouvel esprit révolutionnaire<sup>(65)</sup>

Les historiens s'entendent d'ailleurs à peu près, aujourd'hui, sur le sens de l'émeute de la place de la Concorde. Pour Serge Bernstein, son caractère dominant est l'incertitude: chez les manifestants, "...sur l'issue politique réelle qu'ils attendent de leur mouvement"; chez les dirigeants des ligues, "...sur ce qu'ils feront de leur éventuelle victoire"; et chez les hommes politiques au pouvoir qui, "...matériellement vainqueurs le 6 février au soir, abandonnent le pouvoir le lendemain"<sup>(66)</sup>. Pour Jean-Marie Mayeur, elle est "...d'abord une manifestation parisienne contre la République des scandales, dominée par les radicaux de province"<sup>(67)</sup>. Evanouis le complot fasciste et le massacre par le Cartel d'anciens combattants sans armes venus crier "A bas les voleurs"! Ses résultats sont d'ailleurs pour le moins paradoxaux: dans le court terme, c'est la formation d'un gouvernement d'union nationale avec Gaston Doumergue,

<sup>(65)</sup> "Un changement considérable est survenu. La continuité même des fautes, des scandales et des désastres a brutalement secoué l'insouciance, la veulerie, le laisser-aller, les complaisances, dont ces fautes, ces scandales, ces désastres étaient issus. (...). Que les inerties aient ainsi cédé la place aux passions, il y a là un fait qui doit nous remplir d'espérance. (...). Les sceptiques et les désabusés constataient avec étonnement que cinquante ans du plus bas et du plus déprimant des régimes n'avaient rien changé à la vitalité d'un peuple qui n'a pas seulement suivi ses chefs sur tous les champs de bataille du monde, mais qui a spontanément prodigué, avec un téméraire, un fol, un magnifique entêtement, dans ses luttes civiles, le sang de la Commune et le sang de la Vendée." Jean-Pierre Maxence, in J.-P. Maxence et al., Demain la France, pp. 9-10, 12.

<sup>(66)</sup> Serge Bernstein, Le 6 février 1934, p. 250.

<sup>(67)</sup> Jean-Marie Mayeur, op. cit., p. 338.

l'ancien Président de la République retiré de la vie politique, à sa tête; à moyen terme, une formidable campagne pour la réforme de l'Etat, qui connaîtra son apogée à l'automne suivant<sup>(68)</sup>; à plus long terme, enfin, la formation du Rassemblement populaire, avec participation des communistes qui abandonnent la tactique "classe contre classe" en juin 1935, et la victoire électorale du Front populaire.

Le 7 février, quand Daladier, abattu et sentant que tous ses alliés, sauf les socialistes, se dérobent, remet sa démission, le Président Lebrun, soutenu par la classe politique dans son entier, fait appel à Gaston Doumergue, qu'il doit supplier, par téléphone, de quitter son cher Tournefeuille pour sauver la République. C'est en véritable héros populaire que celui-ci descend du train: pour plusieurs, il est la "dernière carte du régime". Il forme, le 9, un gouvernement sans surprise et sans grande nouveauté, où se côtoient, à titre de ministres d'Etat, les deux ennemis jurés que sont Herriot et Tardieu (on les appelle les "deux chandeliers"): Chéron est à la Justice; Barthou aux Affaires étrangères; Albert Sarraut à l'Intérieur; Germain-Martin aux Finances; Louis Marin à la Santé; Queuille à l'Agriculture; et Laval aux Colonies. "Gastounet" a voulu rassurer, en choisissant des vieux routiers de la politique et en sélectionnant aussi bien à droite qu'à gauche, en évitant les extrêmes toutefois. Les seules nouveautés: Pétain à la Guerre et Adrien Marquet au Travail.

(68)"Le 6 Février ne fait pas l'unanimité parmi les combattants. (...) Cependant, par un paradoxe apparent, la manifestation controversée soude l'unanimité du mouvement combattant autour du thème de la réforme de l'Etat." Antoine Prost, Les anciens combattants (1914-1934), p. 71.

L'orientation du gouvernement est d'ailleurs résolument conservatrice. Les priorités du nouveau président du Conseil, sont claires: rétablir l'ordre<sup>(69)</sup> et l'équilibre budgétaire, et faire la lumière aussi bien sur l'affaire Stavisky que sur la nature de la manifestation du 6 février. Le gouvernement met donc sur pied une commission d'enquête parlementaire sur les responsabilités dans le scandale Stavisky, ainsi qu'une "commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et des jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues". Doumergue obtient aussi de la Chambre, le 22 février, le droit de gouverner par décrets-lois: c'est ainsi qu'il s'attaque, par les trains de mesure des 4 et 14 avril, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, à la résorption du déficit budgétaire. L'essentiel de ses deux premières causeries radiophoniques (celles du 24 mars et du 21 avril) porte d'ailleurs sur la nécessité de l'équilibre budgétaire: il y fait évidemment l'analogie déjà rebattue selon laquelle l'Etat doit équilibrer son budget comme le chef de famille équilibre le sien!

Malgré ces débuts un peu ternes, son crédit et sa popularité sont alors immenses: les radicaux et les socialistes se méfient certes de ce vieillard derrière lequel ils voient se profiler, menaçante, l'ombre de Tardieu, mais il est à ce moment absolument impossible à qui que ce soit de s'opposer au

(69) "Il n'y avait plus beaucoup d'ordre ni d'autorité dans la maison. Nous devons donc, le plus rapidement possible, y établir l'un et l'autre. C'est indispensable et urgent si on veut sauver le régime parlementaire." Gaston Doumergue, Discours à la nation française (24 mars-4 octobre 1934), (discours du 24 mars), p. 12.



"sage de Tournefeuille" sous peine d'être précipité dans les limbes politiques tant les Français sont avides d'unité et d'ordre. Doumergue est revenu pour châtier les coupables, remettre de l'ordre dans les finances, et trouver un remède à l'inertie parlementaire. Car on s'attend généralement, dans le public, à ce que le président du Conseil fasse adopter un projet de réforme de la Constitution. Le gouvernement met d'ailleurs sur pied une commission pour la réforme de l'Etat, dont la présidence est confiée à un radical, Marchandeaup. Doumergue ne cache pas ses tendances: il avait déjà, avant d'être appelé au pouvoir en février, accordé à Pierre Lafue, journaliste à l'hebdomadaire 1934, une entrevue dans laquelle il déclarait vouloir faire du droit de dissolution, inscrit dans la Constitution mais tombé en désuétude, "une coutume banale, normale", à laquelle il faudrait recourir "dès qu'un désaccord réel existerait entre le Gouvernement et le Parlement". "les députés, dit-il, y réfléchiraient davantage avant de renverser un ministère, s'ils savaient qu'ainsi ils se renversent eux-mêmes et vont connaître tous les ennuis d'une réélection"(70). Dans un ouvrage qu'il publie en 1935, et dans lequel il entend démontrer la bonne foi de Doumergue et comment il fut trahi par les intérêts et les politiciens, Jacques Fischer, qui dit avoir vécu dans l'ombre du président du Conseil pendant toute cette période, souligne que celui-ci avait exposé ses idées sur la réforme de l'Etat à tous ceux, parlementaires ou non, avec

(70) Pierre Lafue, "Le président Doumergue nous dit...", 1934, 7 février 1934, p. 14. Il est remarquable que cette entrevue, réalisée à Tournefeuille avant le 6 février, ait précisément été publiée le 7, jour où Doumergue est appelé au pouvoir.

qui il s'entretint alors: l'idée, écrit-il, "fut unanimement approuvée"(71). Le mot clé de son discours sur la réforme de l'Etat, dès ce moment? Autorité. "La France, déclare-t-il en juillet, éprouvait (...) le besoin de voir l'autorité gouvernementale sérieusement restaurée"(72).

En février 1934 le problème apparaît à beaucoup comme urgent: dans une lettre qu'il écrit à "monsieur Daladier, ex-président du Conseil", un certain R. Capelle, de Nancy insiste sur le fait qu'il y a "urgence à retoucher la Constitution, et peut-être le mode d'élection des représentants du peuple", car, dit-il, "quant aux mœurs parlementaires, aux méthodes actuelles, à l'omnipotence aveugle des députés, nous n'en

---

(71) Jacques Fischer, Doumergue et les politiciens, Paris, Editions "Le Jour", 1935, p. 66. Préfacé par Léon Bailby, directeur du quotidien de droite le Jour, l'ouvrage est dédié "à mon ami Georges Lebecq et à mes camarades de l'UNC en souvenir du 6 février".

(72) "Il lui semblait que celle-ci était en train de s'effiloche et de disparaître par suite de la grande instabilité des gouvernements, de leur succession rapide au pouvoir, de la prépondérance accordée aux intérêts particuliers égoïstes sur les grands intérêts nationaux", Gaston Doumergue, op. cit. (discours du 17 juillet), p. 69.

voulons plus"(73). Mais il n'est pas pour autant nouveau. Dans l'ouvrage qu'il voue à l'étude des conceptions de l'autorité chez un certain nombre de juristes et de publicistes français, Michel Halbecq situe ses origines avant 1914(74). Selon lui, si la masse des Français ne s'inquiétait guère, avant 1914, de la faiblesse de l'exécutif, "dès 1910 les personnes qui s'intéressaient activement à la politique se trouvaient gagnées en grand nombre à l'antiparlementarisme"(75); latente avant 1914, alors qu'un petit nombre seulement d'hommes d'Etat républicains "...ressentaient un malaise en réfléchissant à leur expérience ministérielle"(76), la crise de l'Etat s'aggrave pendant la guerre alors que bien des gens se scandalisent de la

(73) R. Capelle, Lettre à Daladier, le 9 février 1934, in Archives Edouard Daladier, Fondation nationale des Sciences politiques, 1DA4, Dr 2. Cette lettre est par ailleurs la seule lettre de tout ce lot (près de 400 pièces) qui soit négative à l'endroit de l'ex-président du Conseil; ce fonds constitue à mon avis une voie d'accès privilégiée à la connaissance de la mentalité républicaine pendant les années trente; Daladier y apparaît comme un chef énergique et probe, dont l'attitude courageuse a sauvé la République; la menace fasciste, les factieux, les comploteurs, y sont constamment dénoncés, avec force; plusieurs lettres font mention de la dualité province-Paris et soulignent que si quelques parisiens factieux ont tenté de renverser la République, la province reste fidèle au régime; quelques lettres proviennent d'anciens combattants ou même de gens qui ont participé à l'émeute du 6 février, qui déclarent n'avoir pas voulu ce soir-là renverser la République; plusieurs, de tempérament jacobin, tels ce groupe d'employés, supplient Daladier de devenir leur "Dictateur", d'être le "Sauveur", de "prendre en mains tous les pouvoirs" (1DA4, Dr3); d'autres se proposent comme gardes du corps de tempérament républicain, pour remettre les factieux à leur place; quelques uns, enfin, lui proposent, car il doit être bien fatigué et bien triste après tous ces événements, leur maison de campagne ou leur villa, souvent avec l'automobile et les domestiques qui l'accompagnent!

(74) Michel Halbecq, L'Etat, son autorité, son pouvoir (1880-1962), Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1965, 651 p.

(75) Ibid. p. 30.

(76) Idem.

faiblesse du pouvoir devant l'ennemi<sup>(77)</sup>. L'immédiat après-guerre voit d'ailleurs naître quelques projets de réforme, dont ceux de Léon Blum et d'Alexandre Millerand.

Le premier publie en effet, en 1918, ses "Lettres sur la réforme gouvernementale". Pour le futur président du Conseil, l'instabilité ministérielle, qui est en France "...de l'ordre des querelles de ménage", tient à deux ordres de facteurs: d'abord bien sûr à ce que les sentiments s'aigrissent dans l'atmosphère de "...monotonie, d'impuissance et d'ennui" qui règne au Palais-Bourbon; mais surtout à l'absence en France de partis politiques solidement organisés et reposant sur une doctrine<sup>(78)</sup>. Pour Blum, l'instabilité ministérielle constitue un véritable danger, parce que l'opinion ne s'attache qu'aux résultats tangibles et ignore la bonne foi et la probité de la majorité des parlementaires: "elle ne retient que le vacarme incohérent, le cliquetis fatigant des mots et des intrigues, l'agitation en pure perte, tout ce désordre trépidant qui blesse en elle quelque chose de plus profond que la raison et le bon sens: l'instinct même de la

(77) "La faiblesse était tolérable quand il y allait du seul régime: elle ne l'était plus quand il y allait du pays et qu'on exposait sa vie pour le salut de la patrie. (...). Or tous les Français furent nécessairement intéressés à ces événements: cette circonstance dut vraisemblablement contribuer beaucoup à la généralisation de l'opinion que l'Etat était en crise", *Ibid.*, p. 300.

(78) "Les ministères ne s'épuisent et ne s'anémient si vite que par l'incapacité d'une action efficace et continue, et, si nous les voyons incapables d'agir, la raison première en est sans doute qu'ils n'ont presque jamais été la représentation exacte d'un Parlement discipliné et distribué en fractions stables, que leur chef n'a jamais été le chef réel et vivant d'une majorité réelle et vivante", Léon Blum, La réforme gouvernementale, Paris, Grasset, 1936, pp. 20-21. Cet ouvrage est une réédition des Lettres... de 1918, enrichie d'articles publiés par l'auteur en 1934.

conservation"(79). Et d'avertir: "si l'on ne pare pas à temps au danger, ce sera demain le mépris, après-demain la révolte"(80). C'est pourquoi il propose une réforme dont le but sera de ramener au Parlement "l'ordre dans une activité libre, (...) méthodique et harmonieuse"(81). Celle-ci, "nécessaire et suffisante", sera centrée autour de deux hommes: le président de la Chambre, qui doit n'être plus un président arbitre, mais un président "conducteur du débat", "...dont la mission soit de défendre le temps et le travail de la collectivité délibérante, de la protéger contre la répétition, la digression, le piétinement, contre tout ce qui décourage de l'attention et de l'effort"(82); et le président du Conseil, que l'on doit doter de supports logistiques propre à lui permettre d'être le véritable maître du gouvernement et de la Chambre. Dans le détail, cela se traduit par:

- l'abandon par le président du Conseil de tout portefeuille;
- l'organisation de la Présidence du Conseil, avec bureaux et employés rénumérés;
- la réduction du nombre de ministères à dix environ;
- une organisation technique des ministères;
- le choix de ministres compétents;
- une véritable coordination entre le ministre "démissionnaire" et son successeur;
- une modification du rôle du président de la Chambre, qui devra "diriger" les débats;
- l'abolition des commissions permanentes de la Chambre, sauf quatre.

---

(79) Ibid., pp. 21-22.

(80) Idem.

(81) Ibid., pp. 164-165.

(82) Ibid., p. 171.

Blum propose même comme modèle à la Chambre l'industrie taylorisée, où l'organisation du travail est rationnelle, efficace et centralisée! En somme, une réforme des us et du mode de travail de la Chambre, assortie d'une réorganisation de la Présidence du Conseil. Sa proposition ne s'attaque donc pas à la Constitution elle-même: elle ne commande qu'une transformation du fonctionnement des institutions, pas de leur nature!

Alexandre Millerand, l'ancien socialiste célèbre pour son fameux discours de Saint-Mandé (1896), dans lequel il avait proposé un passage par étapes au socialisme, et pour son entrée aux côtés de Galliffet dans le cabinet de défense républicaine de Waldeck-Rousseau (1899), qui avait produit passablement de remous au sein du monde socialiste, et depuis passé à droite, propose de son côté en 1919 une modification fondamentale du régime, qu'il voudrait présidentiel: il suggère pour ce faire un élargissement du collège électoral chargé d'élire le président, et envisage un exécutif indépendant des députés et des partis, dont la fonction serait d'approuver ou de rejeter, sur des bases de conscience individuelle, les politiques que présenterait celui-ci. Le sens de ces propositions est clair: il s'agit de renforcer l'exécutif aux dépens des Chambres, dont le rôle ne serait plus désormais que d'entériner ou de rejeter des politiques élaborées hors de leur sein<sup>(83)</sup>. Dès les premiers balbutiements du débat, il est clair que nous avons affaire à deux écoles: d'un côté, les "révisionnistes", qui veulent, selon la formule de Carré de Malberg, mettre fin au "parlementarisme absolu", et de l'autre ceux qui jugent une réforme

<sup>(83)</sup> Voir John M. Sherwood, Georges Mandel and the Third Republic, p. 53, et J.-M. Mayeur, op. cit., p. 335.

des institutions inopportune, inutile ou même dangereuse, et souhaitent s'en tenir à une réforme du travail parlementaire et gouvernemental.

Pendant la décennie qui suit ces propositions, la question de la réforme de l'Etat sombre dans une certaine indifférence, pour le public à tout le moins: le calme de l'après-guerre et les succès économiques de Poincaré de 1926 à 1929 en diffèrent l'urgence. Ce qui ne signifie pas pour autant que la question disparaît totalement de l'actualité: ainsi Millerand continue, une fois à l'Elysée<sup>(84)</sup>, de promouvoir l'élargissement du collège électoral présidentiel, par l'adjonction des délégués des conseils généraux et régionaux et de représentants des grandes corporations (syndicats patronaux, agricoles, commerciaux, industriels, etc.); Carré de Malberg, juriste éminent et professeur de droit à l'Université de Strasbourg, propose le recours au referendum, dans le but de dessaisir le Parlement d'une partie de sa souveraineté au profit du public; les démocrates chrétiens, entre autres, soulèvent dans la revue *Politique* la question de la représentation des intérêts économiques et sociaux<sup>(85)</sup>, chère à toute la pensée catholique depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et fort à la mode en

(84) Rappelons que Millerand a été élu président de la République le 23 septembre 1920 en remplacement de Paul Deschanel, auquel la diminution de ses facultés mentales ne permet plus d'occuper ses fonctions, et qui avait été élu en février de la même année contre Clémenceau, candidat logique mais boudé par un certain nombre de parlementaires qui redoutent cet autoritaire et lui en veulent d'avoir gouverné par-dessus la tête du Parlement pendant la guerre ("Un Parlement en voudra toujours à un homme de faire de la politique nationale", dit-il alors. Cité dans Michel Halbecq, *op. cit.*, p. 352.)

(85) Dans cette optique, le gouvernement Herriot crée en janvier 1925 un Conseil national économique, organe consultatif rattaché à la Présidence du Conseil.

cette époque où Mussolini prétend avoir trouvé la solution à la question sociale dans le corporatisme et règle les différends de l'Etat italien avec le Vatican par les accords du Latran; l'idée circule aussi d'une réforme du Sénat, soit au niveau du mode d'élection de ses membres, soit pour en faire le lieu de la représentation professionnelle.

La lecture du "Catéchisme des partis politiques" de Fernand Corcos, écrit en 1927 et présentant les partis politiques français, ainsi que les ligues et les associations politiques aux niveaux de l'histoire, de la doctrine et du programme de chacun, illustre d'ailleurs ce faible intérêt pour les questions liées à la réforme de l'Etat pendant les années vingt: de tous les partis, seul le Parti démocrate populaire<sup>(86)</sup> s'y intéresse avec sérieux, et propose à ses membres des réflexions théoriques sur le sujet; de son côté, la Fédération républicaine a sur ce thème le programme le

(86) Le PDP (surnommé "parti des poires" par Léon Daudet et ses amis de l'AF) fait élire de 15 à 20 députés de 1924 à 1932 et regroupe en son sein les démocrates chrétiens de la Chambre: Raymond-Laurent, Auguste Champetier de Ribes, Philippe de Las Cases, Robert Cornilleau, Marcel Prélôt, Maurice Hauriou, Joseph Zaminski, etc. Voir Jean Raymond-Laurent, Le Parti démocrate-populaire. 1924-1944, Le Mans, Imprimerie commerciale, 1965, 189 p, J.-M. Mayeur, *op. cit.*, pp. 302-305, et Malcolm Anderson, Conservative Politics in France, p. 214. Le programme constitutionnel du PDP, nous dit M. Anderson, influencera grandement les idées constitutionnelles du Mouvement républicain populaire et des Gaullistes.



plus ambitieux<sup>(87)</sup>; les questions du vote des femmes et du référendum font toutefois l'objet d'articles de programme pour plusieurs partis<sup>(88)</sup>.

Parmi les seules propositions structurées qui voient le jour avant 1930, les deux cahiers du Redressement français d'Ernest Mercier<sup>(89)</sup>, celui sur la réforme parlementaire, et celui sur la réforme administrative<sup>(90)</sup>. Cet organisme, fondé en 1925 pour rassembler l'élite modernisatrice française dans le but de faire pression sur le Parlement

(87) "Le Parti réclame la réduction de moitié du nombre des membres du Parlement, qui comprendrait cent cinquante sénateurs et trois cent [sic] députés. Il veut assurer une rédaction convenable des lois par une collaboration constante du Parlement avec le Conseil d'Etat et les groupements professionnels; limiter l'initiative du Parlement en matière de dépenses; maintenir l'élection au scrutin secret du président qui devra disposer de sanctions nécessaires pour assurer la discipline; instituer le vote personnel et la stricte réglementation du droit de parole. (...). Pour les femmes, il demande le droit intégral de suffrage et d'éligibilité; pour les mineurs, le droit d'être représentés au scrutin par l'institution du vote familial", F. Corcos, Catéchisme des partis politiques. Historique, doctrine et programme de tous les groupements politiques en France pour les élections de 1928, Paris, Montaigne, 1927, pp. 34-35.

(88) Fernand Corcos, Catéchisme des partis politiques. Historique, doctrine et programme de tous les groupements politiques en France pour les élections de 1928, Paris, Montaigne, 1927, 301 p. Un autre "Catéchisme" a été produit par M. Corcos pour les élections de 1932.

(89) Sur le Redressement français et son fondateur Ernest Mercier, voir l'excellent ouvrage de Richard F. Kuisel, Ernest Mercier: French Technocrat, Berkeley, U. of California Press, 1967, 184 p.

(90) La réforme parlementaire. Cahiers du Redressement français. # 25, Paris, Editions de la S.A.P.E., s.d., 96 p. et La réforme administrative. Cahiers du Redressement français. # 27, Paris, Editions de la S.A.P.E., 1927, 254 p.

dans un sens élitiste et technocratique, mais aussi Saint-Simonien, fait en effet paraître plus d'une cinquantaine de "cahiers" à la fin des années vingt: ceux-ci sont rédigés par des membres du mouvement et portent sur les sujets d'intérêt public de l'époque. Dans "la réforme parlementaire", le Redressement français soumet cinq propositions de loi portant sur la réforme du mode de scrutin et du règlement des Chambres: on y propose le vote des femmes, le vote familial<sup>(91)</sup>, le vote obligatoire, le scrutin de liste avec représentation proportionnelle et, à défaut de celui-ci, le scrutin uninominal à un seul tour, la réduction du nombre des députés<sup>(92)</sup>, l'allongement du mandat législatif à six ans, et le renouvellement partiel de la Chambre; en ce qui concerne le règlement des Chambres, on y propose la représentation professionnelle au sein des commissions<sup>(93)</sup>, la restriction du droit d'interpellation aux groupes parlementaires, la liste de présence obligatoire au moment des scrutins<sup>(94)</sup>, et la réservation des

---

(91) Rappelons que celui-ci doit donner un poids électoral plus grand aux pères de familles en leur accordant un vote proportionnel à la taille de leur famille. La mesure est d'esprit conservateur, puisqu'elle vise à accroître la puissance électorale des éléments "stables" et "responsables" de la nation; elle se veut aussi élément d'une politique nataliste.

(92) "Une Chambre trop nombreuse a en effet tendance à empiéter sur les autres pouvoirs et à s'immiscer dans le domaine qui appartient en propre au gouvernement. Le gouvernement perd sa liberté; son initiative diminue, au profit d'une assemblée qui n'a pas, pourtant, la même responsabilité. (...), on doit constater que plus une assemblée est nombreuse, moins son travail est rapide. La multiplication des amendements et des discours retarde l'oeuvre législative", La réforme parlementaire, p. 16.

(93) Ibid., p. 83.

(94) On sait que les députés absents pouvaient voter, par un système de cartes déposées dans l'urne par le responsable du scrutin.

amendements aux seules commissions. Le but de ces propositions de loi? "Obtenir plus d'exactitude et de justice dans la représentation nationale et en même temps faire de la Chambre des députés un organisme législatif mieux adapté à sa besogne, plus prompt et plus efficace..."(95). Dans "la réforme administrative", le Redressement français propose la décentralisation, professionnelle et régionale, la réorganisation de la Présidence du Conseil pour en faire l'organe moteur de la politique et de l'administration, en faisant passer sous son contrôle le Conseil d'Etat et le ministère de l'Intérieur, la concentration des ministères et par le fait même la diminution du nombre de ministres, la représentation professionnelle au sein des assemblées parlementaires(96), et la création de Sous-Secrétariats d'Etat permanents, afin d'assurer continuité et permanence au travail gouvernemental. Le sens de ces mesures? Garantir une certaine stabilité gouvernementale et administrative, diminuer le poids du fait électoral au Parlement, et restaurer l'autorité de l'exécutif. Malgré le caractère un peu confus de ces propositions, il est clair que nous nous trouvons en présence de la tendance révisionniste, centrée autour du problème de l'autorité.

---

(95) Ibid., pp. 25-26.

(96) "Il serait néanmoins extrêmement utile et profondément juste d'introduire, dans les assemblées parlementaires, certaines personnalités marquantes qui n'ont ni le loisir ni le goût de se jeter dans les mêlées électorales. Leur présence rehausserait le prestige du Parlement et garantirait, dans une certaine mesure, la qualité du travail parlementaire; d'autant plus que ces hommes ne tiendraient pas leur investiture de succès électoraux, achetés trop souvent au prix de concessions dégradantes et que leur prestige personnel et leur indépendance resteraient intacts", Redressement français, La réforme administrative, p. 35.

Vers 1930, toutefois, et plus encore avec l'extension de la crise économique en France, la conscience de la crise des institutions déborde le monde politique et juridique: l'opinion ressent désormais confusément, mais avec intensité, que le régime est grippé, sinon sclérosé. Les solutions de tous types fusent de toutes parts<sup>(97)</sup>, le momentum favorisant les partisans de la révision de la Constitution. En 1932, le sénateur Ordinaire publie Le vice constitutionnel et la révision, que Gaston Doumergue préface depuis Tournefeuille: il s'y adresse aux parlementaires qu'il veut convaincre de la nécessité d'amendements constitutionnels destinés à adapter le régime aux conditions nouvelles de l'après-guerre. Pour lui, le mal qui ronge le régime est "...l'empiètement continu des Assemblées, non seulement sur les attributions du pouvoir exécutif, mais aussi, ce qui a été moins remarqué, sur la souveraineté populaire elle-

(97) Nous avons recensé personnellement, sans toutefois en faire une question d'exhaustivité, près d'une cinquantaine de titres publiés en France sur le sujet de la réforme de l'Etat de 1932 à 1936; des revues y consacrent de longs articles, parfois partisans, parfois plus "techniques" (la revue de réflexion doctrinale des démocrates chrétiens, *Politique*, aborde périodiquement le sujet; le 15 février 1933, la *Revue des Deux Mondes* entame la publication d'une série d'articles anonymes sur "le glissement de l'Etat", qui occupent plus de 70 pages de la prestigieuse revue dans 7 numéros jusqu'en juin 1935; le Comte de Fels publie deux articles sur le sujet, en juillet et décembre 1934, dans la *Revue de Paris*; un obscur hebdomadaire appelé *L'Espoir français* consacre tout son numéro du vendredi 11 mai 1934 aux solutions prônées par un certain nombre de personnalités [André Tardieu, Louis Marin, Maurice Ordinaire, Paul Reynaud, Maurice Goudard, Jean Goy, le colonel de La Rocque, Charles Benoist, Henri Caboche, Berthélémy, A.L. Jeune, Clément Vautel, Me Marie de Roux, le professeur Legueu, le professeur Jean-Louis Faure, Gaston Japy, Joseph Barthélémy, Stéphane Lauzanne, Albert d'Anthouard]; Paul Couzinet peut même faire, dans les *Annales du Droit et des Sciences sociales*, un bilan des différentes propositions qu'il classe en quatre tendances; *Esprit*, enfin, donne à partir du 1er juin 1934 une série de 7 longs articles d'Aldo Dami sur le sujet).

même"(98). Ainsi, le Parlement confisque l'essentiel de la souveraineté, tandis qu'il est lui-même rançonné par les comités électoraux et les syndicats. En effet, le député, par crainte de l'électeur, est obligé de ne mécontenter aucun "intérêt": "il sait qu'on ne lui reprochera jamais une augmentation de dépense, mais qu'il en recueillera au contraire des éloges; tandis que le vote d'une économie a les plus grandes chances de lui attirer une mauvaise affaire"(99). Le problème central est donc la crise de l'autorité, qu'il s'agit de rétablir. Comment? En accordant au président du Conseil de droit de dissolution, sur simple demande, et sans l'avis du Sénat(100), ce qui sera "...un puissant moyen de protéger l'exécutif contre le caprice ou les empiètements des Assemblées"(101); en réglementant de façon sévère le droit d'interpellation des députés, afin de "...donner au gouvernement les moyens de vivre et de travailler"(102); en limitant l'initiative parlementaire en matière de dépenses, dans le but de mettre un terme à la "gestion dépensière des députés"; en renforçant, enfin, l'indépendance de ceux-ci par la prolongation de leur mandat à six ans. Le but de ces propositions: "sauver du discrédit et des dangers d'un coup de force le régime parlementaire, considéré, nous le pensons avec l'immense majorité des Français, comme la seule façon de sauvegarder la liberté"(103).

(98) Maurice Ordinaire, Le vice constitutionnel et la révision, p. 13.

(99) Ibid., p. 18.

(100) Voir, en annexe # 1, les lois constitutionnelles de 1875.

(101) Maurice Ordinaire, op. cit., p. 57.

(102) Idem.

(103) Ibid., p. 31.

L'ouvrage du sénateur Ordinaire est typique du courant révisionniste dont le souci principal est de mettre fin à la crise de l'autorité qui sévit dans les institutions. Les institutions de 1875 sont, selon le mot de Daniel Halévy, dominées par la "passion de l'omnipotence parlementaire"<sup>(104)</sup>: celle-ci a entraîné l'affaiblissement progressif du gouvernement dont l'autorité a été littéralement phagocytée par les Chambres, qui sont elles-mêmes dominées par le député qui est à la merci des syndicats d'intérêts qui peuvent empêcher sa réélection à moins qu'il ne consente à toutes leurs demandes. La Chambre est ainsi devenue une baraque foraine où la France est dépecée par des parlementaires jaloux de leurs prérogatives et de leur pouvoir, mais incapables de concevoir l'intérêt général au-dessus de la mêlée des intérêts particuliers qu'ils s'acharnent à défendre. La raison de cet affaiblissement du régime, lequel se traduit dans l'instabilité ministérielle, se trouve, pour les tenants de cette interprétation du problème, dans la nature des institutions: la Constitution de 1875, d'ailleurs d'inspiration monarchiste, mauvais compromis, a permis la toute puissance des Chambres en n'accordant aucun pouvoir réel au Président de la République, et en rendant impossible l'exercice du droit de dissolution pour lequel l'autorisation du Sénat est indispensable. Les gouvernements ne sont donc aucunement outillés pour faire preuve d'autorité, et se trouvent par conséquent soumis à la merci et au caprice des Chambres auxquelles les crises ministérielles ne coûtent rien, bien au contraire. Il faut donc aller à Versailles pour amender la Constitution!

<sup>(104)</sup>Daniel Halévy, "1875-1934", 1934, 23 février 1934, p. 3.

La multiplication des crises ministérielles (12 gouvernements de novembre 1929 à février 1934, dont 6 depuis juin 1932 seulement) et l'impuissance des cabinets successifs devant la crise semblent leur donner raison: les propositions en ce sens se multiplient à compter de 1933; elles ont nettement le vent dans les voiles avec l'éclatement de l'affaire Stavisky à la fin de cette année. Paul de Cassagnac, bonapartiste qui déclare s'être rallié à la République en 1918 pour des motifs de raison plutôt que de cœur, propose fin 1933 une révision fondamentale de cette Constitution "...bâtarde, insuffisante, incohérente, qui définit mal l'Exécutif dans ses fonctions, qui ne distingue pas suffisamment l'Exécutif du Législatif, [et] qui méconnaît les grands principes d'Autorité, de Responsabilité, de Stabilité, de Souveraineté populaire..."(105). Dans ce régime, "l'Exécutif a disparu, avalé par le Législatif" à un point tel que "le Parlementarisme est en train d'absorber la République"(106). Le Parlement, partie du régime, est en train d'avalier le tout, et cette opération se fait aux dépens de la souveraineté populaire elle-même(107). Il faut donc, et pour l'auteur la réforme est d'autant plus importante qu'il

(105) Paul de Cassagnac, Faites une constitution ou faites un chef, Paris, Les Editions de France, 1933, p. 71.

(106) Ibid., p. 83.

(107) "L'école parlementaire, qui comprend à peu près tout le parti républicain, tout en célébrant la vertu du suffrage universel, lui refuse néanmoins toute aptitude à se conduire seul. Il est bon pour élire les députés; mais cette opération accomplie, il est forclo et dépossédé pour quatre ans. Le pays règne et gouverne par délégation, et comme cette délégation se compose de ceux-là mêmes qui le traitent en mineur incapable et confisquent sa souveraineté à leur profit, il en résulte une oligarchie d'esprit égoïste et de conscience étroite qui, rapportant tout à elle, ne pouvait manquer de faire de la République le gouvernement d'une secte", Ibid., p. 35.

faut préparer d'urgence le pays à une guerre devenue inévitable, réviser la Constitution en accordant au Président de la République le droit de dissoudre la Chambre et de révoquer les ministres, en restaurant la responsabilité globale de l'exécutif, dont le Président de la République serait le chef, prévoir l'élection de celui-ci au suffrage universel, et introduire la représentation professionnelle au Sénat. En somme, revivifier la tradition plébiscitaire pour redonner à la fois autorité au gouvernement et souveraineté au peuple<sup>(108)</sup>.

La même année, Paul Couzinet, chargé de cours à la Faculté de Droit de Bordeaux, étudie ce qui deviendra le leitmotiv de l'école révisionniste: le droit de dissolution. Pour Couzinet, "devant la vague antilibérale et antidémocratique qui déferle de toutes parts, les pays qui sont attachés au régime parlementaire se doivent d'aménager au mieux leurs institutions et de faire disparaître les défauts que ces dernières peuvent présenter"<sup>(109)</sup>. Car ces déficiences, qui ne constituaient que des inconvénients légers au siècle dernier, sont désormais porteuses de funestes périls: "le plus grand danger qui puisse menacer le régime parlementaire serait de paraître impuissant ou même moins bien armé devant les difficultés de l'heure que les autres formes du Gouvernement"<sup>(110)</sup>. Devant la "mystique du pouvoir absolu", les démocraties doivent réagir: les parlementaires doivent oublier

<sup>(108)</sup> Ibid., pp. 35-36.

<sup>(109)</sup> Paul Couzinet, La dissolution des assemblées politiques et la démocratie parlementaire, Paris, Giard, 1933, pp. 10-11.

<sup>(110)</sup> Ibid., p. 11.



la malheureuse expérience de 1877<sup>(111)</sup> et restaurer un droit compatible avec le principe démocratique, et susceptible de permettre au peuple "...de faire connaître sa volonté en tranchant les conflits qui viennent à s'élever entre les pouvoirs publics"<sup>(112)</sup>. Au début de l'année 1934, le sénateur Israël, républicain irréprochable et ami d'Herriot, publie un petit ouvrage d'histoire dans lequel il retrace, sur le mode narratif, les luttes politiques ayant entouré la mise en place de la Constitution, ainsi que le problème de la dissolution, de 1873 à 1877, et où il s'affirme en faveur de la remise en vigueur de ce droit malgré le fâcheux précédent de 1877<sup>(113)</sup>.

Avec la formation du gouvernement Doumergue, les révisionnistes pressent le pas. René Capitant, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences politiques de l'Université de Strasbourg, et disciple de Carré de Malberg, propose de profiter de la trêve-Doumergue pour modifier la constitution et ainsi sauver le pays du danger de dictature qui se profile à l'horizon. La France est un pays sans gouvernement, parce que la stabilité ministérielle y est impossible. On la rétablira: en réformant le mode de scrutin par la suppression du second tour, ce qui favorisera "...la formation

(111) On sait que le Président Mac Mahon, monarchiste, utilisa alors le droit de dissolution pour se débarrasser d'une Chambre non conforme à ses souhaits et tenter d'imposer un gouvernement de Broglie, plus conservateur. "A la suite de cette tentative malheureuse, le droit de dissolution a été regardé, dans une partie de l'opinion, comme une institution antirépublicaine et comme une sorte d'attentat contre le suffrage universel", *Ibid.*, p. 21.

(112) *Ibid.*, p. 63.

(113) Alexandre Israël, La dissolution, pourquoi, comment, Paris, Hachette, 1934, 228 p.

d'une majorité gouvernementale au sein du Parlement<sup>(114)</sup>; et en restaurant le droit de dissolution<sup>(115)</sup>. Le professeur Capitant propose aussi le recours systématique aux décrets-lois comme méthode de gouvernement, l'organisation de la Présidence du Conseil, et la représentation économique consultative au sein du Conseil national économique.

Un autre admirateur du parlementarisme britannique, le journaliste Jacques Bardoux, qui est alors président du comité technique sur la réforme de l'Etat<sup>(116)</sup>, abonde dans ce sens. Pour ce dernier, l'alternative est simple: la réforme de l'Etat, ou la dictature. Et le sens de la révision constitutionnelle qu'il propose va nettement dans le sens du renforcement de l'Exécutif:

"La France est, aujourd'hui, le seul pays du monde, qui s'offre le luxe de substituer à l'Exécutif, comme organisme d'impulsion, le Législatif. A l'heure même où les problèmes économiques des nations industrialisées et surcapitalisées exigent un resserrement

(114) René Capitant, La réforme du parlementarisme, Paris, Sirey, 1934, p. 14.

(115) "La dissolution a de nombreux avantages: Elle permet de rompre la régularité du rythme électoral et d'accorder celui-ci au rythme des grands événements qui viennent influer sur la politique nationale. Elle constitue une sorte de référendum qui associe la nation au gouvernement. Elle est surtout un facteur de stabilité gouvernementale et c'est à ce titre qu'elle est un élément nécessaire du régime parlementaire. Elle est, en effet, pour le chef du gouvernement un puissant moyen de maintenir la cohésion de sa majorité", *ibid.*, p.17.

(116) Ce comité est composé de Ange Blondeau, Raphaël Alibert, Joseph Barthélémy, Gidel, Laferrière, Lambert-Ribot du Comité des Forges, Lavergne, Marlio, Ernest Mercier, Mirkine-Guetzévitch, Pichon et Valensi.

plus étroit, et une technicité plus compétente de l'autorité gouvernementale, notre pays se condamne au régime des cabinets sans spécialistes et sans stabilité. Et la République est en train d'en mourir."(117)

Il faut donc: retourner au scrutin de liste proportionnel; réduire le nombre des députés tout en prolongeant leur mandat à six ans; organiser la représentation des professions; donner au Président de la République le droit de dissolution et celui de choisir les cadres de l'Etat; et, finalement, organiser la Présidence du Conseil.

Même après l'échec du projet-Doumergue (voir plus loin), nombre de réformateurs continuent à prôner les solutions révisionnistes. En 1935, le général Mordacq, qui fut chef de cabinet de Clémenceau pour les questions militaires pendant la guerre, dénonce lui aussi la faiblesse de l'exécutif, auquel il faut rendre "...l'autorité et l'indépendance qui lui sont absolument nécessaires pour mener à bien les affaires de l'Etat"(118). Les remèdes à cette "incohérence" et à ces "turpitudes"? Le retour au scrutin proportionnel, la diminution du nombre des députés, la limitation de l'initiative parlementaire en matières de dépenses, et le droit de dissolution. Emile Labarthe, qui soutient que le mal est d'abord moral et qu'il tient à la carence des élites politiques choisies par un corps électoral sans éducation politique(119), dénonce de même l'"omnipotence" de l'Assemblée et le gaspillage des deniers publics par des députés soumis

(117) Jacques Bardoux, Le drame français. Refaire l'Etat ou subir la force, Paris, Editions des Portiques, 1934, p. 78.

(118) H. Mordacq (général), Faut-il changer le régime?, Paris, A. Michel, 1935, p. 136.

(119) Emile Labarthe, Les moeurs politiques et la réforme de l'Etat, Paris, Rivière, 1935, pp. 3-13.

"...à la tutelle démoralisante de l'électeur"(120). Pour faire cesser cet "affreux désordre", il propose: le retour au scrutin proportionnel; le vote des femmes; la représentation des professions; la réactivation du droit de dissolution; la réduction du nombre de commission parlementaires et du nombre de ministres; la limitation de l'initiative parlementaire en matière de dépenses; et l'interdiction au président du Conseil d'être ministre(121). Montmoussé-Ponsan, enfin, "Français moyen", dénonce la tyrannie du Parlement et réclame "...un pouvoir exécutif stable, compétent et responsable", ayant à sa tête un véritable chef(122). Sa solution: une constitution à l'américaine, avec création d'une Cour suprême, députés inéligibles aux fonctions exécutives, élection par un collège électoral élargi d'un Président qui soit réellement le chef de l'exécutif; représentation des professions; et vote féminin.

Mais les révisionnistes, bien que plus bruyants, n'ont pas le monopole de la volonté réformatrice. Ainsi, en 1931, le député Joseph Barthélémy, professeur de droit à Lille, Aix-en-Provence, Montpellier, puis Paris, député du Gers de 1919 à 1928, et président de la Commission du suffrage universel de 1924 à 1928, s'inquiète de la désaffection que manifeste le peuple français à l'égard du parlementarisme, laquelle atteint "...jusqu'à ces milieux intellectuels qui paraissent le centre de résistance du

(120) Ibid. p. 107.

(121) Ibid. pp. 93-142.

(122) Montmoussé-Ponsan, La révision de la Constitution. Pour mettre fin à la crise, Paris, Lahure, 1935, pp. 120-121.

libéralisme"(123). Son diagnostic n'est toutefois pas catastrophique, même s'il juge cet état dangereux:

"En réalité, la désaffection n'est pas absolument générale, ni peut-être très profonde. Elle sévit surtout dans les milieux parisiens, dans les classes intellectuelles, dans la bourgeoisie moyenne. Le peuple, lui, continue à choisir des représentants fidèles à la formule traditionnelle de la démocratie représentative. D'ailleurs ce scepticisme à l'égard des institutions existantes ne se complète pas par ce qui pourrait en être le corollaire: l'adhésion à un autre régime."(124)

N'empêche que ces époques "...où le régime parlementaire apparaît comme un jeu vain, où la parole creuse semble l'emporter sur l'acte créateur, où le gouvernement se laisse envahir par une sorte d'anarchie larvée, où la Chambre paraît impuissante définitivement à engendrer même un ministère viable, où le pays se dégoûte et s'ennuie"(125), sont périlleuses pour le régime. C'est pourquoi le professeur Barthélémy juge certaines réformes nécessaires, bien qu'il estime le "voyage à Versailles"

(123) Joseph Barthélémy, La crise de la démocratie contemporaine, Paris, Sirey, 1931, p. 124.

(124) Ibid., p. 125.

(125) Ibid., p. 53.

indésirable: pour lui, la limitation du droit de parole et de l'initiative des députés serait vraisemblablement suffisante(126).

En 1932, un ancien député, Marius Deveze, ami de Briand et de Ferdinand Bouisson, se penche sur les plaies du parlementarisme: affairisme de certains députés; absentéisme à la Chambre; vote par procuration; cumul des mandats et des fonctions; et finalement abus des amendements et des interpellations(127). Les solutions qu'il propose sont nécessairement "techniques": suppression des cumuls, obligation de présence pour les députés, abolition du vote par procuration, et limitation des amendements et des interpellations. De même, en 1934, Georges Mer souligne la nécessité de la réforme de l'Etat: "la réforme se fera parce qu'il faut qu'elle se fasse, parce qu'un âge nouveau de l'humanité est arrivé et qu'à ce stade du progrès toutes les institutions doivent s'adapter, qu'il s'agisse du statut politique et constitutionnel, des rapports économiques nationaux et internationaux, des rouages administratifs ou de la carte

(126) Répondant à l'enquête menée par l'hebdomadaire l'Espoir français en avril 1934 sur la réforme de l'Etat, le professeur Barthélémy insiste sur la nécessité de restaurer l'autorité dans l'Etat! Ainsi propose-t-il, entre autres, la réactivation du droit de dissolution, la suppression de l'initiative des dépenses des députés, et le recours au referendum, ce qui en fait désormais un partisan du "voyage à Versailles"! Voir L'Espoir français, 1ère année, # 14, (11 mai 1934), p. 22. On sait que Joseph Barthélémy sera Garde des Sceaux dans le cabinet du maréchal Pétain à compter du 27 janvier 1941 (il y remplace M. Allibert, son collègue du comité technique sur la réforme de l'Etat), et qu'il sera notamment responsable de l'établissement des listes d'otages dans la triste affaire de la "Section spéciale"! Il mourra en détention en août 1944, avant d'avoir comparu devant la Haute Cour de Justice.

(127) Marius Deveze, La crise du parlementarisme, Paris, G. Ficker, 1932, pp. 9-120.

fiscale"(128). Mais bien que son interprétation du 6 Février puisse faire croire qu'il se situe dans le camp des révisionnistes(129), il rejette le voyage à Versailles, qui consisterait "...à déranger bien des gens et à exciter bien des esprits en vue d'un maigre résultat"(130). Les panacées: la représentation économique de tous les producteurs au sein d'un Conseil national économique ayant force délibérante, et réforme administrative du gouvernement (aux niveaux du personnel, des bureaux, des locaux, de la concentration, etc.).

La question est si préoccupante que certains éditeurs publient les œuvres de spécialistes étrangers sur la question. Ainsi, en 1932, la maison Sirey publie-t-elle l'ouvrage du professeur allemand Hans Kelsen (qui enseigne à Cologne mais a acquis sa notoriété à Vienne) sur la nature et la valeur de la démocratie(131). Dans sa défense du parlementarisme, irremplaçable parce qu'il garantit la liberté, le professeur Kelsen souligne néanmoins la nécessité pour celui-ci de se réformer pour s'adapter aux problèmes économiques nouveaux(132). Sa solution: le renforcement de la

(128) Georges Mer, La réforme de l'Etat en action, Paris, Sirey, 1934, p. 9.  
Il est à noter que, dans toute cette littérature sur la réforme de l'Etat que nous avons parcourue, M. Mer est le seul à critiquer la déflation, politique économique qui selon lui "aggrave le mal".

(129) "Mais, surtout, il y avait en vérité tout le monde. Voilà le drame poignant. Il y avait là les tenants de toutes les forces vives de la nation qui sont inquiètes d'aujourd'hui, plus encore de demain et qui demandent non point un roy, mais un gouvernement capable d'adapter l'organisme social aux besoins pressants qui assiègent toutes les classes", ibid., p. 13.

(130) ibid., p. 64.

(131) Hans Kelsen, La démocratie. Sa nature, sa valeur. Paris, Sirey, 1932, 121 p.

(132) ibid., p. 33.

participation populaire par le referendum et le mandat impératif<sup>(133)</sup>. Gallimard, de son côté, publie un ouvrage de l'Espagnol S. de Madariaga qui étudie les axiomes, les postulats, les méthodes et les pratiques de la démocratie aux prises avec la montée des totalitarismes, dans le but de la sauver<sup>(134)</sup>. L'auteur y critique la désorganisation et l'effritement des démocraties, causées selon lui par l'individualisme forcené, la loi du nombre, le capitalisme, etc. Comment y remédier? Par la "démocratie organique unanime", dont les principes sont la supériorité de l'individu sur l'Etat, la nécessité de la liberté et de l'inégalité, le gouvernement par une aristocratie de méritants, et les caractéristiques principales la mise en place du corporatisme et la dissolution automatique de la Chambre en cas de chute du gouvernement.

Les partis et associations diverses entrent naturellement dans la danse. La Fédération républicaine, dont nous avons déjà vu qu'elle était pendant la décennie précédente un des seuls partis à proposer un programme de réforme du régime, réitère et précise ses suggestions: vote des femmes, vote familial, vote obligatoire, représentation proportionnelle, réduction du nombre de députés, élimination de l'initiative parlementaire en matière de dépenses, et droit de dissolution sans

---

(133) Ibid., pp. 48-56.

(134) S. de Madariaga; Anarchie ou hiérarchie. La crise de la démocratie. Ebauche d'une solution, Paris, Gallimard, 1936 (4ème éd.), 221 p.



l'assentiment du Sénat<sup>(135)</sup>. Le président de la Fédération, Louis Marin, va même jusqu'à suggérer le recul à trente ans de l'âge minimal requis pour voter!<sup>(136)</sup> Le parti radical lui-même, farouche gardien de l'orthodoxie républicaine, n'est pas épargné par cette frénésie réformatrice. Au congrès de Clermont-Ferrand (mai 1934), les Jeunes-Turcs (Jacques Kayser, Pierre Cot, Robert Lange, André Sauger, Pierre Mendès France, etc.) y vont de leur série de propositions: réduction du nombre de ministères; constitution organique de la Présidence du Conseil, dont le titulaire ne détiendrait plus de portefeuille; retour au scrutin proportionnel; réduction de l'initiative parlementaire en matière de dépenses; et enfin droit de dissolution accordé au Conseil des ministres sans autorisation du Sénat sous la seule réserve que l'Assemblée ait siégé depuis au moins trois mois<sup>(137)</sup>. Leur motion n'est pas reçue, mais elle illustre la naissance d'une nouvelle conception du radicalisme, soucieuse d'adapter les institutions aux conditions nouvelles de l'après-guerre.

(135) W.D. Irvine, French Conservatism in Crisis: the Republican Federation of France in the 1930's, Baton Rouge, Louisiana U.P., 1979, pp. 100-101. Dans un article portant sur l'attitude des conservateurs français face à la nouvelle droite pendant les années trente, le professeur Irvine souligne avec justesse et finesse: "Nothing in these proposals was inherently undemocratic or antiparliamentary. Nonetheless, as long as these reforms remained unimplemented and as long as the operation of the parliamentary régime remained imperfect, certain members of the Fédération républicaine did not hesitate to denounce the *république des camarades* in terms that were strikingly similar to the rhetoric of those who were less committed to parliamentary democracy", W.D. Irvine, "French Conservatives and the <New Right> during the 1930's", French Historical Studies, vol. VIII, # 4, (Fall, 1974), p. 536.

(136) L'Espoir français, 1ère année, # 14, 11 mai 1934, p. 3.

(137) Serge Berstein, Histoire du parti radical. Vol. II. Crise du radicalisme, p. 313.

Jean Goy, député et membre du comité directeur de l'Union nationale des Combattants (qui compte, rappelons le, près d'un million de membres), publicise le point de vue de celle-ci en 1934 et en 1935. Il faut, selon lui, "remettre de l'ordre dans la politique" et "restaurer l'autorité de l'Etat"(138). Il faudra, pour ce faire: retourner au scrutin proportionnel, réduire le nombre de députés, instaurer le suffrage des femmes, libérer le droit de dissolution de la nécessité de l'avis conforme du Sénat, et réglementer sévèrement le droit de parole et d'amendement à la Chambre(139).

En mai 1934, Drieu La Rochelle publie dans la Lutte des Jeunes, l'hebdomadaire fondé par Bertrand de Jouvenel, qui vient de quitter la République(140) et le parti radical, après les émeutes de février pour

(138) L'Espoir français, 1ère année, # 14, 11 mai 1934, p. 6. C'est moi qui souligne.

(139) Voir aussi Jean Goy (rapporteur), Réforme des institutions, réforme électorale, et réforme parlementaire (rapport de l'U.N.C., XVIe Congrès, juin 1935), Paris, U.N.C., 1935, 62 p.

(140) "J'étais de ces jeunes qui avaient adhéré au parti radical, non pas, ainsi qu'on le prétendit, comme de jeunes pirates ambitieux, montant à bord d'un vieux navire pour s'en emparer, mais parce qu'il nous paraissait accueillant aux vœux de progrès qui étaient nôtres. Sa conduite avait été hésitante et faible lorsque s'était élevée la tempête Stavisky. Un manifeste des jeunes radicaux, le 29 janvier, avait dénoncé cette faiblesse. Je l'avais devancé de quelques jours en donnant ma démission du journal La République, où j'occupais pourtant une fonction qui me convenait, puisque j'étais affecté aux études économiques et sociales. Je démissionnai par solidarité envers Albert Bayet, dont la signature disparaissait, autant que je me souviens, parce qu'il prêchait trop brutalement, une conduite plus énergique. Il exprimait ainsi l'unanimité des sentiments des jeunes radicaux", Bertrand de Jouvenel, Un voyageur dans le siècle, p. 182.

servir de base à un "...mouvement de jeunesse qui serait indépendant de tous les partis", un article dans lequel il prône l'abolition du second tour de scrutin et la restauration du droit de dissolution<sup>(141)</sup>. Dans la longue série d'articles qu'il publie dans *Esprit*, Aldo Dami se prononce pour la régionalisation, la représentation des professions, la nomination des ministres et du président du Conseil pour une période fixe de deux ans au moins, le referendum, et l'initiative populaire en matière législative<sup>(142)</sup>.

Malgré ce fort courant en faveur de la réforme de l'Etat, Doumergue tarde à agir en ce sens. Il semble pourtant, au printemps, disposer de tous les atouts: les partis de droite lui sont reconnaissants d'avoir permis leur retour au gouvernement, bien que ce soit dans un cabinet d'union nationale où siègent de nombreux radicaux; les ligues, et particulièrement les Croix de Feu, se montrent bien disposées à son égard; la population dans son ensemble, du moins l'opinion parisienne, qui parle plus haut et plus fort que la province, semble favorable à la révision des institutions; enfin, ceux qui s'opposeraient au voyage à Versailles sont pour l'heure bien

(141) Pierre Drieu La Rochelle, Chronique politique 1934-1942, Paris, Gallimard, 1943, p. 20. (L'article est paru le 7 mai 1934).

(142) Aldo Dami, "Réforme de l'Etat (I)", *Esprit*, 3ème année, # 27, (1er décembre 1934), pp. 433-469, et Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années trente, p. 378.

timides<sup>(143)</sup>; et paraissent même divisés, comme en fait foi l'orientation des Jeunes-Radicaux. La commission de la Chambre pour la réforme de l'Etat, qui a pour président le radical Marchandeaup et pour vice-président le futur président de la Quatrième République René Coty, adopte le 27 avril, sur rapport de Paul Reynaud et avec l'appui des voix radicales, un projet de réforme de l'Etat qui comporte une réactivation du droit de dissolution et la limitation de l'initiative parlementaire en matière de dépenses<sup>(144)</sup>. "Il est bien certain, écrit à André Tardieu en novembre le chanoine Cornetty, Aumônier général des Scouts de France, que si en mars ou en avril le président Doumergue avait conduit les parlementaires à Versailles, ceux-ci l'auraient suivi sans mot dire, tant ils avaient peur de l'opinion publique, heureux de se la concilier, en votant toutes les réformes qui leur auraient été proposées"<sup>(145)</sup>. Nous sommes ici en quelque sorte en présence d'une de ces énigmes historiques dont les archives n'ont pas encore révélé les secrets: pourquoi le président Doumergue, qui semble dès son arrivée à Paris décidé à reviser la

(143) Nombre de commentateurs parlent de la peur des députés, et plus particulièrement des radicaux, depuis le six février: "la petite révolution politique à laquelle on vient d'assister ne s'explique même que par la panique folle qui s'est emparée d'un grand nombre d'entre eux. Aussi, n'ont-ils plus qu'un seul souci, c'est de partir en vacances pour échapper à la menace de la rue", Georges Mandel, "Trêve durable?", 1934, 23 février 1934, p. 2; "l'atmosphère de la Chambre est complètement changée. Le sentiment de sécurité, la sensation de quiétude, créés par une tradition de ménagements réciproques, ont été balayés par le vent de la peur. Oui, au Palais-Bourbon on a peur de la rue, peur de Paris, peur de la province", Dorsay, "Les forces politiques d'aujourd'hui et de demain", Je suis partout, # 171, samedi 3 mars 1934, p. 1.

(144) Voir Jean-Marie Mayeur, *op. cit.*, p. 340.

(145) Le chanoine Cornetty, Lettre à André Tardieu; 23 novembre 1934, in Archives André Tardieu, 324AP6.

Constitution<sup>(146)</sup>, laisse-t-il tant de temps s'écouler avant de faire connaître ses intentions (il ne le fait que fin septembre, dans un de ses discours radiodiffusés), et se concentre-t-il sur des mesures impopulaires comme la déflation du mois d'avril? En agissant ainsi, il déçoit la population<sup>(147)</sup>, qui avait cru voir en lui la promesse d'une nouvelle ère dans le fonctionnement des institutions républicaines, et laisse passer le moment favorable.

Cela doit d'autant plus surprendre que le président Doumergue s'est adjoint, à titre de ministre d'Etat, son ami André Tardieu<sup>(148)</sup>, qui vient d'entreprendre, à la manière vigoureuse qu'on lui connaît, un combat pour la révision de la Constitution. En janvier 1934, il publie L'heure de la décision, ouvrage au moyen duquel il espère convaincre la population de l'urgence et de la nécessité d'une réforme constitutionnelle: "il s'agit de restaurer en France un minimum d'autorité exécutive, un minimum de liberté parlementaire, un minimum d'ordre financier, un minimum de

(146) Voir plus haut. On sait que Doumergue n'avait pas toujours été de cet avis. Ne déclarait-il pas, en 1914: "en exaltant le rôle du Président de la République, c'est le Parlement qu'on veut amoindrir, c'est le régime parlementaire qu'on cherche à battre en brèche, c'est le pays qu'on essaie de dépouiller insensiblement de sa souveraineté", in Adrien Dansette, Histoire des Présidents de la République: de Louis-Napoléon Bonaparte à Georges Pompidou, Paris, Plon, 1981 (c. 1960 et 1953), p. 229.

(147) "Le gouvernement Doumergue, malgré la grande, la très grande affection de la masse pour le président Doumergue, a déçu profondément la masse honnête (...) de notre population", E. Lardier, Lettre à André Tardieu, 22 juillet 1934, in Archives André Tardieu, 324AP10.

(148) Les quelques lettres qu'échangent pendant ces années les deux hommes sont d'un ton très amical, et laissent deviner des relations personnelles assez suivies entre eux. Voir les Archives André Tardieu, 324AP7.

dignité électorale, un minimum de moralité civique"(149). Parce que la France, "corps sans tête", souffre d'une grave crise de l'autorité qui la conduira, si on n'y met fin, à la défaite militaire devant une Allemagne qui, ayant "gagné la paix", prépare une remise en cause militaire des traités et des frontières, ou à la dictature(150). Dans ce régime, personne ne possède l'autorité: ni le Président de la République; "...confiné tantôt dans la représentation, tantôt dans la solution mécanique des crises ministérielles", ni le président du Conseil "...chef trahi d'un cabinet, dont les groupes ont dicté la composition et dont les Chambres autocratiques sonnent le hallali, dès que commence la lecture de la déclaration ministérielle", ni les ministres, "...esclaves partagés des dominations parlementaires et des dominations bureaucratiques"(151). Cette crise se traduit par l'"hypertrophie du pouvoir législatif aux dépens de l'exécutif", et par l'"asservissement total du pouvoir législatif aux exigences d'oligarchies électorales, qui étouffent l'intérêt général dans un réseau d'intérêts particuliers"(152). Or, "un exécutif fort est la condition technique d'une démocratie libre"(153). Le régime où le législatif anémie ainsi l'exécutif est voué à la dictature à plus ou moins long terme, car l'instabilité ministérielle et le pillage du budget(154), qui en sont les conséquences inévitables, amèneront tôt ou tard un rejet massif dans la

(149) André Tardieu, L'heure de la décision, Paris, Flammarion, 1934, pp. vii-viii.

(150) Ibid., pp. 39-69.

(151) Ibid., p. 234.

(152) Ibid., pp. 111-112.

(153) Ibid., p. 121.

(154) "Le gouvernement démocratique est un gouvernement cher, qui pille le budget, par l'intermédiaire des élus, au profit des électeurs", André Tardieu, Sur la pente, Paris, Flammarion, 1935, p. xix.

population. Cette dénaturation des institutions parlementaires, cet émiettement de l'autorité de l'exécutif, cette substitution de la souveraineté parlementaire à la souveraineté populaire ont généré un discrédit profond pour le régime<sup>(155)</sup>. Il faut donc de toute urgence rétablir entre le législatif et l'exécutif un équilibre qui a été rompu à la faveur du premier. A cet effet, cinq modifications suffisent:

- la suppression de l'avis conforme du Sénat en ce qui concerne l'exercice du droit de dissolution<sup>(156)</sup> ;
- la limitation de l'initiative parlementaire en matière de dépenses;
- le referendum de consultation;
- le vote des femmes;
- la mise en place d'un "statut des fonctionnaires", visant à faire respecter le principe hiérarchique dans la fonction publique<sup>(157)</sup>.

Au moment où il fait ces propositions, Tardieu croit encore dans le système parlementaire, et en la possibilité de le réformer. Il utilise d'ailleurs comme exemple privilégié le parlementarisme britannique, où existe le droit de dissolution et où votent les femmes sans que pour autant le régime glisse à la réaction et à la dictature! Il ne se fait toutefois que peu d'illusions sur l'accueil que réserveront à ses propositions certains milieux. Ces mesures, dit-il, sont conformes à la règle constitutionnelles et à l'esprit démocratique: "j'ai cependant été, pour les avoir suggérées,

<sup>(155)</sup> André Tardieu, L'heure de la décision, p. 176.

<sup>(156)</sup> "Renverser le cabinet n'entraîne pour les parlementaires aucune sanction. Mieux, ils peuvent espérer une prime en recevant un portefeuille ministériel. Il faut, dans ces conditions, créer une sanction et supprimer la prime", Jean Gicquel, Le problème de la réforme de l'Etat en France depuis 1934, Paris, P.U.F., 1965, p. 35.

<sup>(157)</sup> Voir Rudolph Binlon, Defeated Leaders: The Political Fate of Caillaux, Jouvenel and Tardieu, pp. 319-320.

représenté comme un ennemi du peuple et une ennemi de la liberté, comme un boulangiste et un condottiere"(158).

La chance semble pourtant tourner en sa faveur quand Doumergue arrive au pouvoir dans les circonstances décrites plus haut. Dans son discours radiodiffusé du 24 septembre, celui-ci présente enfin son plan de réforme, largement inspiré de celui de Tardieu: "ce qui presse le plus, dans notre régime, dit-il, surtout dans les circonstances que nous traversons, c'est d'avoir un gouvernement ayant de l'autorité"(159). "Gastounet" se défend bien de penchants autoritaires: il est, dit-il, "attaché à ce régime", dont il connaît "les inconvénients, mais aussi les avantages", et "aime la liberté"(160). Mais il croit que celui-ci ne peut plus fonctionner de façon adéquate sans certaines réformes:

"Donnons aux gouvernements l'autorité, dont ils ont tant besoin, en attribuant d'abord à leur chef, par quelques mots insérés dans la Constitution, la qualité de Premier Ministre qu'il doit avoir. Permettons ensuite à celui-ci, en cas de désaccord du gouvernement avec la majorité de la Chambre, d'en appeler immédiatement au pays sans avoir à recourir aux formalités et aux procédures actuelles. Le pays pourra ainsi se prononcer, puisqu'il est souverain. Une légère modification apportée à la Constitution sera suffisante pour qu'il en soit ainsi, sauf dans certains cas nettement spécifiés où l'autorisation préalable du Sénat, qui a rendu de si grands services à la République, sera nécessaire. Soyez assurés que les crises ministérielles seront rares quand la crainte de la dissolution immédiate viendra réfréner les ambitions impatientes et souvent fort peu justifiées qui sont à l'origine de la plupart de ces crises et non point des désaccords profonds sur les idées et les principes. Ins-

(158) André Tardieu, L'heure de la décision, pp. 112-113.

(159) Gaston Doumergue, op. cit., p. 103.

(160) Ibid., p. 104.



crivons d'autre part, dans notre Constitution que le gouvernement seul proposera les dépenses et que cette initiative ne pourra pas être prise par les membres de l'une ou de l'autre Assemblée. A cette disposition, ajoutons-en une autre pour permettre au gouvernement de proroger par décret et pour une année le budget de l'année en cours quand le budget de l'année suivante n'aura pas été voté en temps utile. Enfin, pour assurer le bon fonctionnement ininterrompu des services publics dont ni l'Etat ni les particuliers ne peuvent se passer, inscrivons le statut des fonctionnaires dans une loi constitutionnelle"(161).

Le 4 octobre suivant, le président Doumergue explique le sens de ses propositions et les précise. Il suggère notamment de doter la Présidence du Conseil "...de services et d'un personnel sélectionné permanent" grâce auxquels le président "...pourra suivre attentivement l'activité de chaque département ministériel et veiller à ce que l'un ne gêne pas l'autre, et qu'initiatives, travaux et efforts soient coordonnés en vue du bien général"(162). Il propose aussi qu'on y rattache les services de la statistique générale, le secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale, et le Conseil national économique réorganisé.

Mais la "bagarre" autour de la révision constitutionnelle n'avait pas attendu la révélation du plan-Doumergue pour se mettre en branle. Dès le 9 février, le *Temps* prônait la nécessité de revoir la Constitution de 1875:

"Il faudra ensuite apporter certaines réformes au mécanisme parlementaire. S'il est des républicains qu'effraient ces mots: <révision de la Constitution>, c'est qu'ils y voient une menace obscure pour la République. On est en droit de leur dire qu'ils manquent au moins de réflexion; car c'est en laissant diminuer son autorité

(161) *ibid.* pp. 109-111.

(162) *ibid.* p. 126.

que le régime républicain finirait par être menacé. (...). Une révision de la Constitution, à laquelle procéderaient les plus loyaux et les plus qualifiés des républicains, doit être souhaitée, voulue, exigée par tous les citoyens qui ont foi dans les destinées de la France et qui entendent ne laisser porter aucune atteinte à ses droits."(163)

Cette volonté de réformer la Constitution semble en février partagée par le plus grand nombre: nous avons vu plus haut que nombre de juristes, de périodiques, et de parlementaires se prononcent pour un rétablissement de l'autorité et que les mesures qui reviennent le plus souvent dans les projets inscrits dans cette mouvance sont la réactivation du droit de dissolution et la limitation de l'initiative parlementaire en matière de dépenses. Ainsi, Paul Reynaud, qui fait partie de la commission Marchandeau, soutient-il qu'il est nécessaire de modifier la Constitution pour y inscrire le droit de dissolution automatique:

"la dissolution (...) admise comme instrument normal de nos institutions, chaque fois qu'un désaccord s'élèverait entre les députés et le gouvernement. Ainsi aurions-nous l'Etat fort dont nous avons besoin. Car la dissolution ou plutôt la menace de la dissolution aboutirait en fait à donner aux ministres des pleins pouvoirs permanents. Les parlementaires renonceraient sans aucun doute à la puissance qu'ils ont usurpée, si chaque fois, leur mauvaise humeur leur valait les ennuis d'une nouvelle campagne électorale, c'est-à-dire une amende de 80.000 francs et l'incertitude d'une réélection."(164)

(163) "Discipline nationale", Le Temps, 9 février 1934, p. 1. De janvier à mars, le Temps publie pas moins de dix articles prônant l'urgence de la révision!

(164) Paul Reynaud, in "Notre enquête: sommes-nous en période révolutionnaire?", 1934, 28 mars 1934, p. 4.

Reynaud presse même le président Doumergue, en mai, de dissoudre la Chambre.<sup>(165)</sup> Il publie par ailleurs ses propositions de réforme de l'Etat

---

(165) "La séance d'hier a confirmé l'opinion dont j'ai eu l'honneur de vous faire part au cours de nos conversations, à savoir qu'il faut dissoudre la Chambre le plus tôt possible. (...). Quelle sera l'attitude du groupe radical-socialiste lorsque la situation de la trésorerie sera définitivement assainie et lorsqu'un temps moral [sic] se sera écoulé? Il est facile de le prévoir par son attitude d'hier. Aussi, je me permets de vous soumettre à nouveau la considération suivante: la première phase du redressement, la phase financière, celle qui est la plus facile, est terminée ou va l'être dans quelques semaines (...). Si la dissolution était ajournée au mois d'octobre, d'une part, ces résultats se seraient estompés grâce à la puissance d'oubli de la masse et, d'autre part, les électeurs ressentiraient individuellement les souffrances dues à la politique saine mais douloureuse de la déflation qui devrait d'ailleurs, à mon sens, recevoir éventuellement le complément d'une politique monétaire appropriée. Un peuple qui souffre n'est jamais satisfait du gouvernement en place". Paul Reynaud, Lettre au président Doumergue (libellée "confidentiel"), 19 mai 1934, in Archives Paul Reynaud, 74AP20 (c'est moi qui souligne).

dans la *Revue politique et parlementaire* d'avril 1934<sup>(166)</sup>. Certains secteurs de la gauche elle-même paraissent en faveur du voyage à Versailles en ces premiers mois de 1934. Ainsi Marcel Déat, qui vient de quitter le parti socialiste en octobre 1933, écrit en février qu'"il faut en finir avec les enrayages et les piétinements de la vieille mécanique parlementaire"<sup>(167)</sup>. Il veut un "gouvernement qui gouverne", un Parlement "qui légifère vite et bien", une réforme administrative "rapide et intelligente", une réforme d'ensemble de la fiscalité, et des finances

<sup>(166)</sup>Nous avons trouvé, dans ces mêmes archives, une lettre de Henri de Kérillis à Paul Reynaud, malheureusement non datée, laissant croi-

re que Reynaud était quand même hésitant sur cette question de la révision: "Mon cher ami, je sens bien qu'avec des précautions et avec beaucoup de beaume, vous allez lacher Tardieu. J'en suis navré. Laissez-moi vous le dire en toute amitié, vous qui savez combien de coeur je suis plus près de vous que de lui. Le Reynaud de 24-26 prêchait la révision à un moment où le régime était loin du discrédit actuel. Le Reynaud de 33 a peur de la révision au moment où les événements démontrent que le Reynaud de 1926 avait mille fois raison. Que s'est-il passé? Vous êtes devenu un grand parlementaire qui a subi la déformation du milieu. Vous voilà plus craintif que M. Doumergue qui lui, vient de prendre position! Lâché, Tardieu ne pourra rien. Avec son énergie, l'idée révisionniste pouvait reprendre le pays. Avec cet argument que l'institution est faussée, vous pouviez tous vous réhabiliter[sic]. En n'osant pas dire ce qui est, vous laissez peser sur vous l'accusation d'avoir préparé le gâchis actuel. Les socialistes offrent une espérance. Vous trouvez assez de nous offrir un recommencement peu enthousiasmant. Un dernier argument. Si Tardieu est seul, c'est pour lui un lamentable capotage. Vous lui devez, tous, de le soutenir parce qu'avec ses défauts immenses il est une des forces de l'avenir et que, tous, vous lui devez quelque chose. Je vous supplie de réfléchir. A vous deux, vous pouvez remuer le pays". Henri de Kérillis, Lettre à Paul Reynaud, s.d., écrite depuis le Palace Hotel de Bruxelles, in Archives Paul Reynaud, 74AP20. Les exhortations de Kérillis ont-elle poussé Reynaud à se mouiller dans le bain révisionniste au printemps 1934, ou des considérations électorales ont-elles été dominantes?

<sup>(167)</sup>Marcel Déat, "D'abord tuons le passé", *L'Oeuvre*, 14 février 1934, p. 4.

saines. Sans proposer de réformes précises, il souhaite un retour à "ce minimum d'autorité réelle sans quoi l'Etat tombe en quenouille"(168). L'extrême droite, que Doumergue a pourtant en quelque sorte privée des bénéfices de son action de janvier et février en acceptant de quitter sa retraite, attend de lui qu'il choisisse entre "l'ordre et le désordre", par la "réforme du Parlement"(169).

Il est certes difficile de mesurer l'ampleur de ce mouvement en faveur de la révision, de dénombrer ses partisans, de jauger sa force réelle. Il est certain toutefois que ses soutiens se retrouvent plus particulièrement chez les anciens combattants, dans les ligues (même l'AF acclame le retour de Doumergue, qu'elle ridiculisait alors qu'il était Président de la République), au sein de la petite bourgeoisie urbaine et plus particulièrement parisienne, dans les rangs de la bourgeoisie, et au sein des groupes parlementaires de la droite. Ces gens, dont un bon nombre demeurent à ce moment foncièrement républicains et ne désirent une réforme que pour renforcer la République, menacée par sa propre faiblesse, croient que la révision est urgente. Leur leitmotiv: le besoin d'autorité!

Les adversaires déclarés d'un renforcement de l'autorité ne sont d'ailleurs pas légion en ce printemps 1934, alors que le régime a failli basculer pour avoir exhibé sa faiblesse et son vacillement à l'occasion d'un scandale politico-financier de second ordre. La *République*, organe du

---

(168) Idem.

(169) Le Colonel de La Rocque, "Remettre chacun à sa place", L'espoir français, 1ère année, # 14, 11 mai 1934, p. 7.

jeune radicalisme, fourbit pourtant les armes de l'anti-révisionnisme dès janvier! En effet, Gabriel Cudenet y dénonce dès ce moment, et avec fougue, ce qu'il appelle "la grande manoeuvre réactionnaire"(170) de Reynaud et Tardieu, qui est, selon lui, "dangereuse non seulement pour la majorité, mais pour le régime" parce que, débutant à l'abri de la loi, "elle se prolongera dans l'illégalité, c'est-à-dire dans la réalisation fasciste"(171). Pour Cudenet, le projet de réforme de l'Etat tel que présenté par Tardieu est "...une nouvelle phase de la lutte entre la République et l'autocratie, entre le régime de liberté et le régime de force autoritaire"(172). Ce défenseur de la République ne recule d'ailleurs pas devant les amalgames pour défendre son point de vue: pour lui, le projet de réforme proposé par Tardieu dans L'heure de la décision "...rallie tous ceux qui étaient hier les antidreyfusards, les boulangistes, tous ceux qui rêvent d'être demain les imitateurs d'Hitler et de Goering (...) tous ceux qui n'ont jamais vécu que mal à l'aise dans la démocratie et tous ceux qui ont déjà mis leur esprit à l'école des dictatures étrangères"(173). Emile Roche, rédacteur en chef du quotidien et confident de Joseph Caillaux, développe de son côté ce qui deviendra un des arguments les plus forts des adversaires de la révision:

(170) Gabriel Cudenet, "Devant la manoeuvre fasciste", La République, 23 janvier 1934. M. Cudenet est à ce moment président de la fédération radicale-socialiste de Seine-et-Oise.

(171) Idem. (C'est moi qui souligne).

(172) "Pareille manoeuvre contenait hier le césarisme, elle contient aujourd'hui le fascisme", G. Cudenet, "Devant la menace fasciste", La République, 24 janvier 1934, p. 1.

(173) G. Cudenet, "Devant la menace fasciste", La République, 26 janvier 1934.

"Si un gouvernement s'assigne comme tâche de mettre à l'étude de suite l'harmonisation des rapports entre production agricole, production industrielle, occupation des ouvriers, je suis certain qu'il aura derrière lui, bien au delà des partis qui composent une majorité ou une opposition, tous les Français qui, plus préoccupés de vivre que de se combattre, n'ont aujourd'hui les yeux fixés que sur la solution des problèmes d'où dépend leur existence ---j'entends presque leur existence physique. Tout le reste n'est auprès de cela que peu de chose."(174)

Bien que peu loquaces avant la fin de septembre, les anti-révisionnistes sont donc, dès janvier "montés" contre le projet Doumergue-Tardieu. Ils le rejettent parce qu'il est dangereux pour la République, qu'il est l'oeuvre de politiciens subtils qui camouflent leurs desseins réactionnaires sinon fascistes derrière le paravent de la légalité républicaine, qu'il est une manoeuvre de la droite parlementaire pour dissoudre une Chambre de gauche élue par le suffrage universel, et enfin qu'il ne s'attaque pas aux véritables problèmes que sont la crise économique et le chômage. Mais il est clair que les partis de gauche ne pourraient refuser le "voyage à Versailles" au printemps 1934 si Doumergue le proposait à ce moment tant le Parlement est discrédité, le président Doumergue populaire, et les députés anxieux devant la menace de la rue.

En septembre-octobre, quand le président du Conseil présente son projet qu'il a, selon Jacques Fischer, mûri tout l'été (il est pourtant étonnamment semblable à celui de Tardieu, qu'il connaissait depuis janvier), ses supporters enterrent déjà la vieille Constitution de 1875. Le 25 septembre, Raymond Cartier salue dans l'*Echo de Paris* le vibrant

(174) Emile Roche, "Les difficultés", La République, 9 février 1934. (C'est moi qui souligne).

appel lancé par le "sage de Tournefeuille", dont le projet mettra un terme à l'anéantissement de l'autorité: "derrière le chef qu'est M. Doumergue, l'opinion publique doit exercer une pression irrésistible pour que soit accomplie d'urgence la première étape de la restauration de l'autorité: la réforme ou plutôt la reconstruction de l'Etat"(175). Quelques jours plus tard, Louis Madelin y compare la République à un vieillard qui, ayant besoin d'une cure de rajeunissement, "ira prendre avec profit les eaux de Versailles"(176). *Le Temps* célèbre quant à lui la dissolution, "mesure démocratique par excellence, puisqu'elle ne fait rien de plus et rien de moins que d'en appeler au suffrage universel", et qui peut désormais "...jouer quand on voudra", puisque les partis de gauche eux-mêmes ont commencé à l'envisager "...comme un facteur normal de la vie publique en démocratie", et que "l'épouvantail du Seize mai ne fait plus peur à personne"(177). Henri de Kérillis, enfin, suggère que, loin de préparer le pouvoir personnel et le fascisme, le droit de dissolution leur enlève des chances en facilitant "...l'exercice de l'autorité": "au point d'engrassement, d'usure, d'immobilité où sont tombées nos institutions, il est permis de se demander si un chef de gouvernement n'en serait pas réduit devant le danger intérieur ou extérieur à sortir des <moyens légaux> pour assurer la direction du pays et le sauver d'une catastrophe"(178). L'exemple de l'Angleterre, où le droit de dissolution réussit si bien à assurer une stabilité parlementaire et une autorité gouvernementale que ne

(175) Raymond Cartier, "Un vibrant appel...", *L'Echo de Paris*, 25 septembre 1934, p. 1.

(176) Louis Madelin, "La revision", *L'Echo de Paris*, 3 octobre 1934, p. 1.

(177) "Suggestion mort-née", *Le Temps*, 11 octobre 1934, p. 1.

(178) Henri de Kérillis, "Le droit de dissolution", *L'Echo de Paris*, 26 octobre 1934, p. 1.



connaissent pas la France, est largement utilisé par les partisans du projet Doumergue.

Mais les "révisionnistes" s'illusionnent quand ils croient la réforme de la Constitution faite: en septembre, les radicaux et les socialistes sortent de la torpeur où les avait plongés l'émeute du 6 février pour dénoncer les résurgences de bonapartisme et de boulangisme qu'ils croient percevoir derrière le sourire de Doumergue. Il faut dire que les radicaux ont l'impression depuis plusieurs mois d'être, au sein du cabinet d'union nationale, des otages, sinon les dindons de la farce. On sait que le Congrès de Clermont-Ferrand, tenu en mai, a été le lieu d'un affrontement assez violent (visé personnellement dans le discours d'un délégué, Herriot menace alors de démissionner) entre la gauche du parti et ses leaders, à qui elle reproche d'avoir commis une grave faute politique en entrant dans le cabinet Doumergue: pris à partie par G. Cudenet et Jacques Kayser, notamment, Herriot et les ministres radicaux (Berthod, Lamoureux, Queuille, Bertrand) réussissent à obtenir l'assentiment du congrès pour leur participation au gouvernement d'union nationale, mais ne réduisent pas la fracture qui divise le parti entre les partisans de l'union à gauche et les politiciens plus traditionnels, tenants de l'esprit républicain et du programme radical. On sait aussi que Tardieu, convoqué devant la commission d'enquête sur l'affaire Stavisky pour une mystérieuse affaire de chèque<sup>(179)</sup>, avait mis en cause Camille Chautemps, membre éminent du

<sup>(179)</sup> On avait retrouvé, dans les papiers de l'escroc, un talon de chèque au nom de "Camille A. Tardieu", ce qui pouvait laisser croire que l'ancien président du Conseil faisait partie du groupe de députés qui avaient "touché" de Stavisky, ce que Tardieu dénie avec force!

parti radical et président du Conseil au moment où avait éclaté l'affaire: Herriot et les radicaux l'accusent, lors du conseil des ministres du 20 juillet, d'avoir rompu la trêve des partis et réclament sa démission, ce que Doumergue rejette du revers de la main. C'est pourquoi le projet du président du Conseil leur est une sorte de providence: d'une part, il constitue l'occasion rêvée de se retirer d'un cabinet où ils se sentent mal à l'aise, sans encourir la fureur populaire; d'autre part, Herriot y voit certes une occasion de redorer son blason, terni depuis son échec de 1932 et son entrée dans le cabinet Doumergue, en se plaçant "...en charge des grands principes, à la tête du Parti républicain contre l'hydre du pouvoir personnel"(180); enfin, il place Doumergue, jusque là intouchable à cause de sa grande popularité et de la peur de la guerre civile qui hante les Français, dans une position délicate, puisqu'on peut le représenter comme un vieillard assoiffé de pouvoir personnel.

*L'Oeuvre*, silencieuse sur cette question jusque là, se lance à partir de la fin septembre dans une véritable campagne contre la révision. Le 29 septembre, l'éditorial porte sur le projet Doumergue, à propos duquel on se demande si l'opinion publique en veut vraiment, dont on dit qu'il n'ajouterait pas grand' chose aux pouvoirs dont jouit déjà le chef du gouvernement, et qu'il a peu d'importance à côté de la vie chère et du chômage(181). Le 19 octobre suivant, le sénateur Israël, dont on sait les liens avec Herriot, y défend l'avis conforme du Sénat en cas de dissolution

(180) Serge Bernstein, Edouard Herriot ou la République en personne, p. 218.

(181) "Est-ce vraiment là tout le problème?", *L'Oeuvre*, 29 septembre 1934, p. 1. —

de l'Assemblée par le Président: celui-ci n'est pas le "privilège" accordé par la Constitution à "...d'irréductibles conservateurs qui ne comprennent pas la portée salutaire des réformes qu'on leur propose", mais une garantie "...contre l'arbitraire et l'abus possibles du pouvoir personnel"(182). Quelques jours plus tard, le sénateur Maurice Viollette illustre les "dangers" du voyage à Versailles:

"On sait bien quand on arrive à Versailles; on sait moins bien quand on peut en partir. Se représente-t-on, dans un tel moment, avec cette agitation des esprits, cette réunion de neuf cents parlementaires, délibérant dans une atmosphère passionnée, avec toutes les surenchères fascistes ou communistes? Voit-on les manœuvres, les obstructions, les chantages, les marchandages honteux et le pays, pendant ce temps, haletant et angoissé, toutes les affaires paralysées, Versailles en état de siège? M. Doumergue se flatte-t-il d'avoir l'autorité personnelle pour dominer tout cela? S'il le croit, il se trompe gravement. Versailles, c'est une <aventure redoutable> pour parler comme M. Poincaré et je plains de tout mon cœur ceux qui ne le comprendraient pas à commencer par les ministres républicains qui, dans une circonstance aussi solennelle, accepteraient de faire le jeu des partis de coup d'Etat."(183)

Le quotidien radical-socialiste publie même, ce qui témoigne d'un grand sens de l'à-propos, le 16 octobre, jour où le pays apprend la mort de Raymond Poincaré, un article où celui-ci présente le voyage à Versailles comme "...une aventure dangereuse et, du reste, (...) parfaitement inutile", puisque le mal ne réside pas dans la Constitution, mais dans les entraves au fonctionnement normal du régime, dont la principale est l'existence des

(182) Alexandre Israël, "Un précédent...", L'Oeuvre, 19 octobre 1934, p. 1.

(183) Maurice Viollette, "Le voyage impossible", L'Oeuvre, 24 octobre 1934, pp. 1-2.

grandes commissions parlementaires<sup>(184)</sup>. La bataille se livre aussi au moyen des caricatures, dont "l'organe de l'union des gauches" regorge: Doumergue y est présenté comme un tenant de l'Ancien Régime, un anti-républicain, et un vieillard un peu dérangé, épigone de Louis-Napoléon (voir les caricatures reproduites dans les pages centrales). Le numéro du 26 octobre porte même, ô paradoxe, à droite du titre, dans le coin supérieur droit, une citation de ...Charles Maurras qui nous apprend que "ce qui survit dans le Palais du Luxembourg, c'est la pure tradition républicaine"<sup>(185)</sup>.

Marcel Déat, dont nous avons vu qu'en février il prônait le renforcement de l'autorité, s'en prend au projet Doumergue dès le 4 octobre:

"Nous avons malheureusement des raisons de penser que, malgré certaines dénégations, M. Doumergue a pris goût au pouvoir et se croit pour longtemps l'homme indispensable. Dans ces conditions, c'est son pouvoir qu'il organise, c'est son autorité qu'il renforce. En admettant, bien entendu, que les Chambres y consentent, et que le président de la République se laisse mettre en

(184) Raymond Poincaré, "Le voyage à Versailles...", L'Oeuvre, 16 octobre 1934, p. 1.

(185) L'Oeuvre, 26 octobre 1934, p. 1. Henri Lerner, dans son ouvrage sur la Dépêche, nous apprend que l'organe de la démocratie et du républicanisme du sud-ouest avait publié, au printemps, sous la plume d'Yvon Delbos, Georges Scelle et Emile Borel, des textes favorables au renforcement de l'exécutif, mais que Maurice Sarraut, son directeur, se montre, à l'automne, réticent devant la tentative de Doumergue, dont il juge l'inspiration "réactionnaire", sans doute parce que, nous dit Lerner, il avait alors compris "...que Doumergue, passé sous l'influence de Tardieu et pris en mains par la droite, avait cessé d'être toulousain", Henri Lerner, La Dépêche, journal de la démocratie, p. 870.

tutelle, ce qui n'est pas encore prouvé. Mais je ne veux même pas accuser M. Doumergue d'ambitionner une dictature plus ou moins camouflée. Il me suffit que sa conception du renforcement de l'autorité et de la réforme de l'Etat parte d'une idée fausse. (...). La véritable autorité, c'est celle qui traduit et impose aux intérêts égoïstes et rebelles la souveraineté de la nation. En confondant cette autorité véritable avec un pauvre artifice de rapetassage constitutionnel, M. Doumergue témoigne à la fois d'une incompréhension totale des vrais problèmes, d'un entier mépris du régime parlementaire et donc de la volonté populaire, d'une conception personnelle et fausement autoritaire du pouvoir. Et, disons-le pour finir, à partir du moment où il abandonne la vraie source de l'autorité, où il ne se considère plus comme le mandataire du peuple contre les grands intérêts privés, il n'est plus que le jouet des grandes forces économiques, l'instrument des véritables maîtres de l'Etat, au nom desquels il traduit en noble langage patriotique des préoccupations parfaitement égoïstes et en contradiction absolue avec le bien de la nation."(186)

La manœuvre Doumergue, pilotée par Tardieu, est donc inopportune et même inutile parce qu'elle ne s'adresse pas aux vrais problèmes, c'est-à-dire la crise économique et le chômage, qu'elle cherche même à esquiver(187). "D'autre part, affectant de parler au peuple par-dessus ses représentants, le président du Conseil apparaît comme plus soucieux de pouvoir personnel qu'il ne convient en démocratie même formelle et théorique"(188). Les discours radiodiffusés et le projet de révision constitutionnelle n'ont en rien remédié à la crise économique dont

(186) Marcel Déat, "Autorité et souveraineté", L'Oeuvre, 4 octobre 1934, p. 4. Ce texte me semble un argument en défaveur de la thèse de ceux qui, comme Stanley Grossman ("L'évolution de Marcel Déat, Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 97, 25e année, (janvier 1975), pp. 3-29), prétendent que Déat était déjà virtuellement fasciste en 1934!

(187) Marcel Déat, "Avantages de la Constituante", La République, 18 octobre 1934, p. 1.

(188) Idem.

souffrent toutes les catégories sociales. Que le président Doumergue se le tienne pour dit: il lui sera difficile, après dix mois de pouvoir, de rassembler sur la place de la Concorde 10.000 citoyens pour lui clamer leur amour et lui promettre leur soutien, car "le peuple français n'est pas si sot qu'on puisse réussir à lui faire prendre les vessies de la revision constitutionnelle pour les lanternes de la renaissance économique"(189).

Pour Léon Blum, le problème est d'une gravité extrême car, "si jamais le plan que M. Doumergue laisse entrevoir était mis à exécution, il n'y aurait plus de régime représentatif, il n'y aurait même plus de République"(190). La révision de la Constitution, c'est le grignotage des institutions et même pire, le pouvoir personnel qui s'installe. Et cette manoeuvre se fait au profit de Tardieu qui tire les ficelles et compte bien prendre la place de Doumergue une fois l'autorité du "Premier Ministre" renforcée(191). Une telle réforme, "...qui juche le pouvoir autocratique d'un homme au-dessus de toutes les institutions et de toutes les conceptions par où s'exprimait jusqu'à présent la République, n'est-ce pas déjà la préparation matérielle au fascisme?"(192) Tout sacrifier à la stabilité gouvernementale, y compris "la souveraineté de l'Assemblée mandataire du suffrage universel", c'est passer "...du plan républicain sur

(189) Marcel Déat, "L'ordre républicain", La République, 2 novembre 1934, p. 1.

(190) Léon Blum, "L'homélie de M. Doumergue", Le Populaire, 25 septembre 1934, in Archives Léon Blum, FNSP, 2BL6, DR1, sdr c.

(191) Léon Blum, "Le chantage à l'émeute", Le Populaire, 19 octobre 1934; in Archives Léon Blum, 2BL6, DR 2, sdr a.

(192) Idem.

le plan monarchique"(193). Léon Blum rejette les propositions du président du Conseil parce qu'elles "...ne réduiraient pas d'une unité le nombre des chômeurs et n'augmenteraient pas d'un fifrelin la puissance d'achat des masses"(194). Et ce rejet ne tient pas à un quelconque attachement des socialistes à la "Constitution orléaniste de 1875": ceux-ci savent "...mieux que personne que la machine administrative et politique de la France est d'un type démodé, qu'elle est mal réglée, que son rendement est dérisoire, que l'énergie produite ne répond ni au travail dépensé, ni à la matière consommée"(195). Le pouvoir fort que réclame M. Doumergue, c'est la destruction de la démocratie que les socialistes veulent faire progresser, c'est le Consulat, c'est l'Empire, c'est une sorte de monarchie à terme. Pour Blum, les seules réformes nécessaires et efficaces sont la représentation proportionnelle et la modification "des

(193) Léon Blum, "Monarchisme et bonapartisme", Le Populaire, 25 octobre 1934, p. 1.

(194) Léon Blum, La réforme gouvernementale, Paris, Grasset, 1936 (c. 1919 et 1934), p. 218.

(195) Léon Blum, "Alerte", Le Populaire, 20 octobre 1934, p. 1.

usages, des règles, des méthodes encore plutôt que des textes"(196).

L'exemple anglais, qu'invoquent si souvent les tenants de la revision, est d'ailleurs en lui-même la preuve que "...le droit de dissolution est d'essence monarchiste"(197).

On le voit, la bataille autour du projet Doumergue prend au cours du mois d'octobre un tour violent, acerbe, farouche. La raison en est simple: c'est à la fin du mois que se tiendra, à Nantes, le Congrès du parti radical dont on s'attend à ce qu'il rejette le dit projet, jugé antirépublicain, et qu'il somme les ministres radicaux de quitter le cabinet. Ce congrès voit en effet le regroupement des radicaux, Jeunes-Turcs et sénateurs inclus,

(196) Léon Blum, op. cit., p. 219. En février 1931, Blum avait pourtant réclamé la dissolution de la Chambre parce que la majorité Laval-Tardieu était, selon lui, en contradiction avec elle-même et, plus encore, avec la volonté du pays, ce qui la vouait "...à l'instabilité, à la débilité, à l'impuissance" (Léon Blum, "L'issue logique et nécessaire, Le Populaire, 9 février 1931, in Archives Léon Blum, 1BL18, DR 2, sdr b); le lendemain, il s'en prend à la Constitution de 1875, que les socialistes ont, selon lui, "toujours combattue" et qu'ils ne demandent qu'à réviser, dans laquelle ils ne sont pour rien, et à laquelle ils ont "toujours été hostiles"; "qu'on nous débarrasse, écrit-il, de la Constitution de 1875, si on la juge mauvaise"; les socialistes ne chercheront certainement pas "à prolonger ses jours" car ils savent "qui l'a faite, comment on l'a faite, et contre qui on l'a faite"; mais tant qu'elle existe, la dissolution est un de ses "organes indispensables", dont on ne doit pas hériter à se servir "...quand toutes ses conditions se trouvent réunies et qu'elle offre l'unique moyen de sortir du chaos" (Léon Blum, "La dissolution et la Constitution de 1875", Le Populaire, 10 février 1931, p. 1 [c'est moi qui souligne]). Nous avons vu plus haut Louise Weiss s'en prendre aux socialistes qui, disait-elle à propos du vote des femmes, prônaient toutes les réformes, mais les faisaient "capoter" dès qu'elles avaient une chance d'aboutir! Ne sommes-nous pas ici en présence d'un cas typique, révélateur des pratiques de la SFIO entre les deux guerres que, curieusement, les historiens n'ont guère jusqu'à ce jour relevées?

(197) Léon Blum, "L'exemple anglais", Le Populaire, 26 octobre 1934, p. 1.



derrière Herriot qui réussit à imposer sa tactique. Il s'agit d'abord et avant tout de ne pas prendre l'initiative de la rupture de la trêve, geste qui, dit-il, "...serait habile, mais (...) ne serait pas courageux (...) ne serait pas républicain"(198). Herriot indique aux délégués, qui l'applaudissent, qu'il ne se pliera pas à une demande de cette nature. Ce qu'il désire, c'est un vote de confiance, une totale liberté, mais dans le cadre d'une mission visant à empêcher la "résurgence du bonapartisme". Le député Henri Guernut, porte-parole de la gauche, la lui accorde au nom du Congrès dans une envolée lyrique typique du radicalisme:

"Président Herriot, nous vous donnons notre confiance (vif mouvement d'attention et applaudissements). Ce n'est pas, j'imagine, vous faire injure que de marquer à notre confiance en vous des limites éventuelles, car ce sont celles que vous marquez votre conscience républicaine. Nous sommes certains qu'elle ne s'en évadera jamais. Un homme de votre sensibilité a pu quelquefois hésiter dans les temps calmes; un homme de votre courage n'hésitera pas dans la gravité des temps qui vont venir. Président Herriot, nous vous faisons confiance. Dans la marge de liberté que vous laissez notre motion, nous savons que vous tenterez le maximum, que vous épuiserez le possible, que vous entamerez l'impossible, obsédé par ces deux termes de votre mandat: pour le salut des institutions républicaines, tout! pour la résurrection du pouvoir personnel, rien! (vifs applaudissements). (...). Président Herriot, nous vous préposons ce soir à la garde des frontières de la République. Ne laissez passer ...personne (vifs applaudissements répétés)."(199)

La situation qui en résulte peut sembler confuse, d'autant que les radicaux ne rejettent pas l'ensemble du plan Doumergue, mais seulement sa proposition relative au droit de dissolution. En fait, personne ne se

(198)Edouard Herriot, in Serge Bernstein, Edouard Herriot ou la République en personne, p. 217.

(199)Henri Guernut, in ibid., pp. 217-218.

méprend sur le sens des résolutions du Congrès: Herriot et les ministres radicaux doivent saisir le premier prétexte à leur portée pour quitter le cabinet et ainsi faire capoter le plan Doumergue.

Ce qui soulève évidemment l'ire des partisans de la réforme. *Je suis partout* dénonce, dans son numéro suivant, la "rouerie" des congressistes de Nantes:

"Malgré leur mauvaise humeur, les congressistes de Nantes n'ont pas cru pouvoir s'insurger contre le voyage de Versailles. Mais leur esprit politicien, fertile en roueries, a cru trouver le moyen de l'empêcher. Ils ont affirmé bien haut qu'ils acceptaient les quatre premiers articles de la révision, en apportant, cependant, quelques réserves sur le statut des fonctionnaires. Mais, enhardis par la résistance des quarante-huitards du Sénat, ils se sont opposés à l'article 5, en sachant bien que M. Doumergue y attachait beaucoup d'importance, puisqu'il constitue, en quelque sorte, la clé de voute de sa réforme. La République est en danger si l'on accorde au chef de l'Etat seul le droit de dissolution, sans l'avis conforme du Sénat."(200)

Henri de Kérillis est particulièrement virulent. Il voit dans les réactions des radicaux qui, écrit-il, en sont "...réduits à déterrer l'arme classique du bonapartisme, de l'hitlérisme et du fascisme, pour empêcher M. Doumergue de mener à bout son projet de réforme"(201), une preuve de leur désarroi et de leur indigence. Il dénonce aussi la campagne d'intimidation contre le président du Conseil, menée par des milieux qui ont "coutume de recevoir des consignes maçonniques":

(200) "La division sur la révision", Je suis partout, 3 novembre 1934, # 206, p. 3.

(201) Henri de Kérillis, "La torpille du referendum", L'Echo de Paris, 31 octobre 1934, p. 1.

"Evidemment, les profiteurs du régime redoutent les moindres changements, les moindres améliorations et sont prêts à saboter systématiquement toutes les tentatives faites pour réformer nos institutions. Au Sénat, des vieillards en colère refusent la clause constitutionnelle qui attribue au président du Conseil le droit de dissolution. A la Chambre, des députés refusent la clause constitutionnelle qui retire aux parlementaires l'initiative en matière de dépenses."(202).

Et d'inciter le pays à se ranger derrière Doumergue contre "...les vieux crabes du régime, (...) les <incapables> qui, depuis la fin de la guerre, depuis seize ans, ont paralysé l'action des chefs patriotes, vaincu Millerand, Poincaré, Tardieu, saboté la victoire et conduit le pays à deux doigts de la catastrophe économique, de la révolution et de la guerre"(203). Et d'avertir "les députés élus par les forces nationales": "les patriotes ne pardonneront jamais, jamais, à ceux qui pourraient par leur abstention ou par leur vote hostile, seconder le travail du front et trahir les volontés, les sentiments, le désir farouche du pays"(204). Plus laconique, le Temps se contente de dénoncer l'incohérence des radicaux et le manque de crédibilité de leurs arguments:

(202) Henri de Kérillis, "La campagne...", L'Echo de Paris, 23 octobre 1934, p. 1.

(203) Henri de Kérillis, "Il les aura!!!", L'Echo de Paris, 5 novembre 1934, p. 1.

(204) Henri de Kérillis, "Avis aux traîtres...", L'Echo de Paris, 6 novembre 1934, p. 1. On sait que de Kérillis est directeur du Centre de Propagande des Républicains nationaux, qui coordonne les campagnes électorales des droites et leur fournit un support logistique, et notamment les affiches par lesquelles il est encore connu aujourd'hui (celle du "bolchévique à couteau entre les dents" est encore célèbre).

"A qui fera-t-on croire qu'il est contraire au régime parlementaire d'habiliter le chef de l'Etat à dissoudre la Chambre sans l'avis conforme du Sénat, alors qu'il ne s'agit que de donner au gouvernement le droit d'en appeler au suffrage universel, c'est-à-dire au peuple souverain? A qui fera-t-on croire que le radicalisme puisse vraiment considérer comme une manifestation de <pouvoir personnel> ce que les membres radicaux de la commission Marchandeaup votaient en majorité avant les vacances, ou acceptaient sans difficultés?"(205)

Mais les objurgations de la droite et des partisans du projet resteront sans effet puisque le sort du cabinet est déjà décidé, et vraisemblablement depuis plus longtemps que les événements politiques de surface ne le laissent croire(206). Pour des raisons qu'il est difficile de s'expliquer, certains modérés semblent eux aussi se désintéresser du sort du cabinet: nous avons vu plus haut qu'une large proportion de la droite considère la "concentration" comme la formule gouvernementale idéale; comme celle-ci rassemble les radicaux, la Gauche démocratique et la

(205)"Responsabilités", Le Temps, 3 novembre 1934, p. 1.

(206)Les archives Emile Roche/Joseph Caillaux, conservées à la Fondation nationale des Sciences Politiques, contiennent à cet égard un document très important: dans une lettre datée du 30 juillet, Emile Roche rapporte à Joseph Caillaux avoir rencontré Barthou qui, on le sait, périra le 9 octobre suivant dans l'attentat qui coûtera la vie au roi de Yougoslavie Alexandre Ier; Barthou, qui a la réputation trahir les chefs des gouvernements dont il fait lui-même partie (une anecdote rapporte qu'un jour, alors qu'il siégeait sur les bancs ministériels à la Chambre, un député aurait dit de lui: <il ne trahit encore que son émotion>), laisse alors savoir à Roche que le cabinet Doumergue, dont il fait partie à titre de ministre des Affaires étrangères, est condamné et qu'il tombera au plus tard début novembre; à Roche qui le flatte en le présentant comme le successeur logique de Doumergue, Barthou répond que lui-même est trop vieux, et que, selon toute probabilité, la tâche de former une nouvelle équipe échoira à Pierre-Etienne Flandin!!! (Archives Emile Roche/Joseph Caillaux, FNSP, ERJC 9, DR 1).

droite non-réactionnaire, il est possible qu'un certain nombre de parlementaires modérés, sentant que Doumergue avait du plomb dans l'aile, aient préféré le laisser tomber et avec lui la révision constitutionnelle plutôt que de risquer de s'aliéner les radicaux qui, on le sait, constituent la clé de voute de cette Chambre de 1932, avec leurs 157 élus. Les ligues elles-mêmes, qui s'époumonnent depuis longtemps déjà à décrier la faiblesse du régime et à réclamer sa transformation dans un sens autoritaire, ont une position équivoque<sup>(207)</sup>: Marchandeau, ministre de la Justice, n'a-t-il pas, selon Edouard Bonnefous, réussi à convaincre le colonel de La Rocque de ne pas faire manifester ses Croix de Feu en cas de départ de Doumergue?<sup>(208)</sup> Quoiqu'il en soit, les révélations subséquentes de Tardieu ne laissent aucun doute sur la nature du vide qui s'est créé autour du président du Conseil: "au conseil de cabinet du 2 novembre 1934, écrit-il, je fus le seul ministre à défendre les projets de révision du Chef de Gouvernement. A la séance du 6 novembre, les modérés accueillirent M.

<sup>(207)</sup> Jean-Pierre Maxence, idéologue officiel de la Solidarité française, ligue fascisante créée par le parfumeur Coty et dirigée par le commandant Jean Renaud, écrit: "Encore une fois, nous ne nous adressons pas à ceux qui mettent un espoir absurde dans la réforme partielle d'un système qui s'est révélé corrompu jusque dans son principe, radicalement inadapté au monde moderne, corrompu et déshonoré; nous ne nous adressons pas à ceux qui cherchent, pour des maux qui risquent d'atteindre et d'anémier jusqu'à l'âme vivante de la nation, quelque dérisoire remède constitutionnel. (...). Nous ne nous adressons pas aux pusillanimes de droite et de gauche", Jean-Pierre Maxence, Demain la France, p. 30.

<sup>(208)</sup> La seule ligue à "se porter au secours" de Doumergue sera les Jeunesses patriotes, dont le chef est Pierre Taittinger, député inscrit à la Fédération républicaine, qui défilèrent, au soir du départ du vieux chef, sous ses appartements: le fait que Doumergue ait alors porté un béret et ait salué les JP défilant sous son balcon fut interprété par les gauches comme un indice de son ralliement au fascisme!

Doumergue avec une froideur glaciale"(209). La "mise à mort" se fait en douceur: lors du Conseil des ministres du 8 novembre, alors que Doumergue exige l'accord du gouvernement sur l'ensemble de son projet, Herriot et les ministres radicaux se retirent et adressent au président du Conseil une lettre "de démission prête, écrit Serge Bernstein, depuis trois jours; Marchandau, qui est d'accord avec le projet Doumergue, rédige une lettre individuelle de démission(210). Pierre-Etienne Flandin constitue alors un cabinet fort semblable au précédent (Herriot, Marchandau, Queuille et Bertrand y retrouvent des portefeuilles), mais dont ne fait pas partie Tardieu, qui quitte pour des raisons de santé, et au sein duquel Georges Mandel, qui n'a pas soutenu les projets de révision constitutionnelle en clémenciste orthodoxe qu'il est, fait une entrée ministérielle remarquée, aux PTT(211).

Alors que les preuves de la sclérose du régime sont légion et que les tenants d'une réforme du régime semblent, au début de l'année 1934 tout au moins, largement majoritaires, comment expliquer un échec aussi patent, aussi net, Doumergue retournant à son cher Tournefeuille dans l'indifférence quasi générale? Jean Gicquel, dans son étude du problème de la réforme de l'Etat depuis 1934, propose deux éléments d'explication: d'abord, le fait que Doumergue, comme je l'ai mentionné plus haut, a trop attendu, a "barguigné", "...et n'a pas su battre le fer pendant qu'il était chaud", - vraisemblablement parce que "ni par tempérament, ni par

(209) André Tardieu, Sur la pente, Paris, Flammarion, 1935, p. XXXIX.

(210) Serge Bernstein, Edouard Herriot ou la République en personne, p. 219.

(211) Voir John M. Sherwood, op. cit., pp. 150-164.

habitudes, il n'était le leader que le pays sollicitait"(212); ensuite, le caractère de conflit de générations que prend le débat(213). Peter Campbell, de son côté, souligne la certitude qu'ont les parlementaires d'être la plus parfaite incarnation de la souveraineté populaire: "...the notion that the Chamber emanating from the people could be unrepresentative of the people seemed illogical in doctrine and impossible in practice"(214). Le député de la Troisième République, qui, rappelons-le, est le seul rouage du régime à détenir une délégation directe de la souveraineté populaire, croit ainsi fermement que la démocratie n'existe que par et dans les Chambres, gardiennes des institutions et de leur sens profond. Lucien Romier, journaliste au *Temps*, avait prévu dès février le refus des Chambres de se réformer elles-mêmes: "quelles que soient les préférences personnelles de chacun de ses membres, le préjugé qu'a le Parlement d'être investi de la souveraineté populaire l'empêche, une fois entré dans la voie des abus, de démentir cette souveraineté par un recul"(215).

Certains témoins de l'époque ont même voulu y voir un autre plan diabolique des radicaux et des loges maçonniques! Jacques Fischer, dans

(212) Jean Gicquel, Problèmes de la réforme de l'Etat en France depuis 1934, Paris, P.U.F., 1965, p. 121.

(213) "Les personnes qui ont connu la IIIe République au temps de sa splendeur sont fermement attachées au régime qui a apporté le repos, donné un Empire, réalisé la laïcité et remporté la victoire. Les plus jeunes, qui n'en connaissent que les faiblesses et les abus, s'en sentent beaucoup moins solidaires", *Ibid.*, p. 7.

(214) Peter Campbell, French Electoral Systems and Elections, London, Faber and Faber, 1958, p. 29.

(215) Lucien Romier, "L'impasse parlementaire", *Le Temps*, 6 février 1934, p. 1.

son manifeste à la défense de Doumergue, interprète la position des radicaux en février et en novembre comme un jeu qui "...consistait à s'en servir [de Doumergue-MS] comme d'un paravent contre la colère de la rue, et d'attendre patiemment que, celle-ci calmée, on pût se débarrasser du gêneur et recommencer la belle vie d'autrefois"(216). Henri Sabarthez, journaliste et ancien combattant, fustige les anti-radicaux qui, écrit-il à Tardieu, "...en tant que manoeuvriers "égalent zéro" pour avoir permis ceci: "en février, la radicaillie aux abois est sauvée par l'appel à Doumergue; en novembre, la même radicaillie éperdue est sauvée encore en expulsant Doumergue..."(217).

Les principaux protagonistes, Doumergue et Tardieu, s'en prennent aux parlementaires en général. Dans une interview qu'il accorde quelques jours plus tard à l'hebdomadaire 1934, le président du Conseil déchu laisse percer son amertume:

"Ce qu'il y a de pire, voyez-vous, l'obstacle essentiel auquel je me suis heurté, c'est la médiocrité des parlementaires. Le niveau a beaucoup baissé dans les Assemblées. On dirait presque qu'il y a comme une défaillance de toute une génération. Les <jeunes>, qui prétendent maintenant gouverner, ont prouvé qu'ils étaient assez inférieurs, dans tous les domaines, en art, en littérature, aussi bien qu'en politique. (...). En tout cas, s'il m'avait fallu former aujourd'hui une nouvelle équipe de vingt ministres, je ne l'aurais pas pu. Il m'aurait été impossible de trouver assez d'hommes de mérite, du moins dans l'enceinte du Parlement. (...). Aucune élévation de pensée, aucune idée générale. Je suis venu me

(216) Jacques Fischer, op. cit., p. 88.

(217) Henri Sabarthez, Lettre à André Tardieu, 9 novembre 1934, in Archives André Tardieu, 324AP15.



briser contre de petits intérêts. "Les députés de notre temps se considèrent tout simplement comme des fonctionnaires."(218)

Pour Tardieu, "le milieu parlementaire est bas, intellectuellement et moralement"(219). Il considère d'ailleurs, après coup, que l'entreprise était en quelque sorte impossible parce qu'elle "...remettait aux bénéficiaires de l'abus le soin de le guérir"(220).

Ce que les contemporains ne peuvent pas voir, toutefois, c'est à quel point le régime est bloqué, à quel point il ne peut pas être réformé(221). Ce que démontre l'expérience Doumergue, c'est que le révisionnisme constitutionnel ne peut pas, après le Seize mai et le boulangisme, être réintroduit dans la problématique républicaine, qu'il est incompatible avec l'interprétation dominante de la République, qui est celle des partis dits de gauche: "quoiqu'on pense des idées de Tardieu, écrit avec justesse Michel Winock, la réception hostile que lui font aussi bien un Edouard Herriot

(218) Pierre Lafue, "M. Doumergue dit à <1934>", 1934, 21 novembre 1934, p. 12.

(219) Pierre Lafue, "André Tardieu nous a dit...", 1935, 12 juin 1935, p. 3.

(220) André Tardieu, La révolution à refaire. I. Le souverain captif, Paris, Flammarion, 1936, p. 17.

(221) Bien sûr, ses adversaires les plus irréductibles clament haut et fort depuis longtemps cette "vérité", mais c'est moins par clairvoyance que par contingence logique. Ainsi, Pierre Gaxotte, historien et défenseur de la monarchie, écrit-il le 10 novembre: "Et voilà la leçon qui se dégage de l'expérience Doumergue. Le régime ne peut pas être réformé. Ou il durera à grands coups de scandales et d'assassinats politiques [sic], ou il s'écroulera d'un seul coup. (...). M. Doumergue a donc rendu, malgré tout, un service signalé à la France. Il lui a prouvé, sans contestation possible, qu'aucune amélioration à son sort ne pouvait être obtenue par la voie parlementaire et par la voie légale", Pierre Gaxotte, "Le coup d'Etat maçonnique", Je suis partout, 10 novembre 1934, # 207, p. 1.

qu'un Léon Blum confirme le blocage du système"(222). Pour une majorité de parlementaires (et un clémenciste comme Georges Mandel est de ceux-là), le recours à l'"homme providentiel" en temps de crise est une soupape tout à fait suffisante et acceptable, comme le prouve l'expérience du temps de guerre, par exemple(223). Tant la forme du régime, avec l'existence d'un Sénat dont le caractère démocratique est plutôt alambiqué, mais dont le conservatisme est indéracinable, que la constellation partisane à la Chambre, dont le parti radical est l'axe incontournable, rendent la révision impossible. Sans compter que la borne historique fondatrice du républicanisme se dresse comme une forteresse imprenable sur la route de tout réformateur: les luttes qu'ont menées côtes à côtes la bourgeoisie libérale et le mouvement ouvrier au XIXe siècle pour imposer la forme républicaine agissent non seulement comme un ciment pour le régime, mais encore comme une loi sacrée, infrangible, sorte de constitution non écrite mais taboue. Dans l'esprit des républicains de l'entre-deux-guerres, aux rangs desquels je place les radicaux, à la fois gardiens et interprètes du dogme, et les socialistes, les origines du régime doivent être garantes de son avenir: toute modification risque de pervertir le symbolisme républicain, dont l'histoire assure le mouvement vers une réalisation "progressiste".

Il y a là une perversion de l'esprit républicain que quelques contemporains ont bien perçue, mais dont ils n'ont pas saisi la profondeur

(222) Michel Winock, La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968, Paris, Calmann-Levy, 1986, p. 197.

(223) Voir Monique Clague, loc. cit. pp. 123-124.

et les implications: la forme républicaine ne peut être modifiée parce que la fondation de la République ainsi que ses symboles sacrés ne le permettent pas. Facteur d'immobilité, elle contribue à figer la France au seuil de l'âge nouveau, dont les prémisses apparaissent pendant l'entre-deux-guerres, parce que cette évolution n'était pas celle que son contrat originel avait prévue: ses défenseurs ne peuvent pas en modifier la forme parce qu'ils ne peuvent pas franchir les frontières du sacré que cela impliquerait sans rompre le sens du pacte républicain. La confusion qu'opèrent les radicaux entre la nature et la forme du régime n'est pas un signe de rouerie ou de mauvaise foi, mais une condition obligée, consubstantielle de leur adhésion à la République: il y a la République parlementaire, fruit des combats républicains du XIXe siècle et forme imperfectible de la démocratie, et il y a la dictature, ouverte ou masquée. Ils accepteraient vraisemblablement, à la suite de Léon Blum, d'en modifier le rite, mais certainement pas d'en mutiler le credo en suivant Tardieu.

D'où le détournement sémantique illustré plus haut. Le réformateur ne peut dans cette perspective être autre chose qu'un Bonaparte en puissance, à fortiori quand il est de droite et de famille bourgeoise comme Tardieu. Il est significatif que les anti-Doumergue ne se prêtent d'aucune manière à une analyse des mesures proposées par celui-ci: ce qui compte n'est pas tant le caractère de ces propositions, leur quotient démocratique, leur compatibilité avec les principes républicains, que le fait qu'elles mutilent la République telle que fondée en un combat commun des forces de gauche contre l'oppression politique et économique des

"forces du mal": la révision de la Constitution n'est pas un problème politique, mais une des formes que prend le "péché" antirépublicain. Henri de Kérillis a tort quand il accuse les radicaux et les socialistes d'utiliser l'"arme du bonapartisme et du boulangisme", car Blum et Herriot ne jouent pas à la guerre quand ils pourfendent Doumergue et Tardieu: ils défendent la seule République qui soit possible pour eux. Non pas qu'ils n'en voient pas les défauts et ne croient pas, eux aussi, certaines réformes nécessaires en théorie! C'est que leur conception de la République est essentiellement tournée vers le passé, figée dans ses mythes fondateurs et dans ses réalisations. La République des radicaux et des socialistes n'est pas un régime politique, soit un instrument perfectible, mais l'incarnation d'un passé historique irréfragable dans son progressisme et dans ses martyrs. Le système est bloqué parce que les parlementaires de l'entre-deux-guerres, et plus particulièrement les radicaux et les socialistes, ont une vision plus sacrée que prosaïque du régime. Les visionnaires du XIXe siècle sont devenus, après 1918, des "conservateurs" qui flairent partout des "dangers" pour ce qui leur est devenu plus cher que leur programme lui-même, soit une certaine conception de la République: pour les radicaux, celle qui a permis la réalisation d'une partie de leur programme et la démocratie des notables; pour les socialistes, celle qui est le fruit des luttes populaires et est garante de la réalisation de l'utopie socialiste. Conquête arrachée de haute lutte au XIXe siècle, la République est devenue en 1934 un monument: les parlementaires qui la défendent ne peuvent avoir le souci de son adaptation au monde moderne.

C'est pourquoi Tardieu quitte la vie parlementaire dès novembre 1934, avec le départ de Doumergue. S'il invoque des raisons de santé pour ne pas faire partie du cabinet Flandin, celles-ci sont accessoires: avec l'échec du projet de révision constitutionnelle, Tardieu a en quelque sorte perdu foi dans le régime! "J'ai cessé, écrit-il, de croire à la possibilité, soit pour la France de tolérer, soit pour les Chambres de corriger le régime sous lequel vit la France"(224). C'est pourquoi il cesse de fréquenter la Chambre, puis abandonne son mandat parlementaire début 1936: ne croyant plus en la possibilité de persuader les élus de l'urgence de corriger le régime, il préfère s'adresser à l'opinion publique qui a, croit-il, "reglissé dans son ornière" après "le sursaut de spontanéité du début de 1934" et a ainsi "méconnu l'urgence d'une réforme profonde de l'Etat"(225). Il s'ouvre de ses doutes et de ses intentions dans une lettre à son ami Jacques Bardoux:

"J'écarte les initiatives parlementaires: elles sont inutiles. Je n'en prendrai aucune. Je ne crois pas à la réforme électorale en soi. (...). Tu parais admettre qu'on puisse se contenter d'une reconstruction dans le cadre parlementaire classique. J'ai cessé de le croire. Tu me donnes l'impression de te contenter en gros du plan de réforme, sur lequel nous étions d'accord ces trois dernières années. Je le juge désormais insuffisant. (...). Pour l'efficacité, je crois que seule sera valable l'action hors du Parlement. Le mandat est devenu charge, cause de suspicion et principe de faiblesse. Pour l'efficacité encore, je crois plus à un livre, qu'on réussit à répandre, qu'à des mois de figuration gouvernementale, ou parlementaire."(226)

---

(224) André Tardieu, La révolution à refaire. I. Le souverain captif, p. 8.

(225) André Tardieu, Sur la pente, Paris, Flammarion, 1935, p. LVIII.

(226) André Tardieu, Lettre à Jacques Bardoux, écrite à Menton, le 1er mai 1935, in Archives André Tardieu, 324AP3. (C'est moi qui souligne-MS).

C'est pourquoi Tardieu concentre toutes ses énergies sur l'écriture: il publie en 1935 Sur la pente, dans lequel il dénonce la déchéance matérielle et morale de la France depuis 1932; en 1936, Le souverain captif(227), dans lequel il propose de refaire la révolution puisque le régime a permis qu'on mette la liberté en échec, qu'on viole l'égalité, que l'on escamote la souveraineté, et que l'on annule la volonté générale(228); et en 1937 La profession parlementaire, où il démontre comment "le mandat parlementaire est devenu la plus absorbante et la plus humiliante des professions"(229). Pestant contre le régime du "piston" et la prééminence des intérêts particuliers sur l'intérêt général, Tardieu en vient même à

(227)Premier tome d'une série prévue de cinq ouvrages (I. Le souverain captif; II. La profession parlementaire; III. Le sabotage des intérêts généraux; IV. Le règne du matérialisme; V. Les issues possibles) dont seuls les deux premiers paraîtront.

(228)André Tardieu, La révolution à refaire. I. Le souverain captif, 282 p.

(229)"Le rôle de superbureaucrate et de commissionnaire, qu'il impose; les interventions de toutes sortes, qu'il comporte; le soin minutieux, qu'il exige, pour des milliers d'intérêts particuliers, qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général; le courrier nauséabond, qu'il traîne après lui, sont autant de raisons, quand on sait ce que vaut le temps, d'échapper à ses prises. Pour gâcher le temps des élus, il n'y a pas, au surplus, que les électeurs. Il y a les Chambres elles-mêmes. Les heures gaspillées, en séance ou en commission, à des débats stériles; celles consacrées, dans les couloirs, à entendre les mêmes collègues raconter toujours les mêmes histoires, qu'animent exclusivement le souci professionnel de la réélection et le souci professionnel de l'avancement; ou encore, quand on est ministre, l'impérieuse obligation de subir les pressions quotidiennes de neuf cents parlementaires mendiants; la permanente option, vérifiée par l'histoire de tous les gouvernements, entre la louable tentation de leur fermer sa porte et la nécessité de vivre, — cela peut se supporter quelques années. Mais je plains ceux qui sont capables de le supporter toujours", Ibid., pp: 24-25.

remettre en question le suffrage universel, une "aberration"(230), et à proposer la retraite à soixante ans pour les parlementaires(231). Le blocage du système n'a pas que peu contribué à faire de ce grand parlementaire de droite un ennemi du régime, qui en avril 1938 réclame encore dans *Gringoire* une révolution.

Les quelque 150 personnes qui reçoivent les copies complimentaires de ses ouvrages ne s'y trompent d'ailleurs pas. Le 29 juin 1933, déjà, Henry de Jouvenel(232) écrivait à Tardieu:

"Si le Cartel préfère tout à Tardieu, c'est que le Cartel est convaincu, à juste titre, je l'espère, que Tardieu, instruit par l'expérience, n'hésitera pas, s'il reprend le pouvoir, à fermer l'usine de démagogie qu'est devenu le Parlement, jusqu'à ce qu'une réorganisation complète des institutions ait réformé de fond en comble la Constitution et l'Etat et rétabli le bon sens et l'ordre sur des bases d'ai-

(230) "Les gâteaux votent, et aussi les illettrés, et aussi les demi-lettrés. Le siècle de la science a confié l'autorité à ceux que la Révolution elle-même avait exclus. Stuart-Mill disait qu'il est fou d'accorder le pouvoir sur autrui à des gens qui n'ont pas acquis les connaissances les plus essentielles pour prendre soin d'eux-mêmes". *Ibid.*, p. 101.

(231) "Vous connaissez mon opinion arrêtée depuis longtemps: à 60 ans, on ferme. Je ne crois plus, d'ailleurs, à l'efficacité du régime parlementaire, ni à la possibilité de l'amender", André Tardieu, Lettre à Emile Lardier, 9 janvier 1935, in Archives André Tardieu, 324AP 10.

(232) Henry de Jouvenel, baron des Ursins, né en 1876 à Paris, frère de Robert de Jouvenel et père de Bertrand, grand seigneur et époux de la romancière Colette; journaliste, il est rédacteur en chef du *Matin* avant la guerre de 1914; chef de cabinet d'Anatole de Monzie en 1917; élu sénateur de la Corrèze en 1921; membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères, il est délégué de la France à la Société des Nations à plusieurs reprises, et chargé de pacifier la Syrie et le Liban en 1925-1926; chargé en 1935 d'une mission spéciale auprès du Duce; meurt subitement le 5 octobre 1935.

rain..."(233)

Victor Giraud, journaliste à la *Revue des Deux-Mondes*, l'implore deux ans plus tard de devenir le Mussolini français, puisque Pétain, quoiqu'encore "étonnamment vert et robuste", semble hésiter.(234) Binet-Valmier, ancien combattant, disciple de Maurras et ami du sculpteur Réal del Sarte, le supplie de devenir le chef dont la France a besoin, poste pour lequel il a "toutes les qualités", puisque ni Maurras, qui ne touche que les élites et la jeunesse des écoles, ni La Rocque, "usé et terni", ni Doriot, qui est "un éloquent primaire", ne sont en mesure de le faire(235). Henry Duvernoy, directeur du personnel des usines Renault, ancien combattant lui aussi, se lamente sur le pays "...conduit à l'abîme par une bande d'aliénés", et supplie Tardieu de "montrer le chemin"(236). Tandis que le directeur de la Bibliothèque Mazarine, Jean Lailler, voit en lui "l'homme du coup

(233) Henry de Jouvenel, Lettre à André Tardieu, 29 juin 1933, in Archives André Tardieu, 324AP9. (C'est moi qui souligne-MS).

(234) Victor Giraud, Lettre à André Tardieu, 2 juin 1935, in Archives André Tardieu, 324AP8. Mussolini, de son côté, semble plutôt sceptique quant à la possibilité que Tardieu prenne la tête d'un mouvement antiparlementaire: "Merci pour votre livre et pour votre aimable dédicace-j'en avais déjà lu quelques chapitres sur [sic] Gringoire-le diagnostic est exact-mais qui va délivrer le souverain captif qui croit ne pas l'être? Salutations cordiales-Mussolini=", Benito Mussolini, Télégramme à André Tardieu, 21 avril 1936, in Archives André Tardieu, 324AP12.

(235) Binet-Valmier, Lettre à André Tardieu, 6 mai 1937, in Archives André Tardieu, 324AP33.

(236) Henry Duvernoy, Lettre à André Tardieu, 12 août 1936, in Archives André Tardieu, 324AP7.



d'Etat"(237). Jacques Ditte, qui connaît mieux les milieux fascistes et fascisants(238), lui recommande plutôt l'alliance avec un vrai tribun:

"La critique que je me permettrai de vous faire c'est d'être trop intelligent, je veux dire trop uniquement intelligent, pour entraîner les masses populaires qui, elles, ne sont menées que par la passion. Le grand levain des révolutions c'est la haine et la foi. Or comprenant tout, vous ne laissez point et sceptique vous ne croyez point. A chacun son génie! Votre démonstration est frappante, votre expérience politique est unique et précieuse, les vérités que vous dégagez s'imposent à la raison et à l'esprit: elles n'entraînent pas l'âme, elles ne réussiront pas seules, je le crains, à conquérir la foule crédule, stupide et passionnée. (...). Si vous êtes curieux de voir ce qu'est une salle empoignée par la foi, venez entendre Marcel Bucard. Il a cette flamme ardente grâce à laquelle Hitler a embrasé l'Allemagne et grâce à laquelle Degrelle embrasera demain la Belgique: la haine et la foi. (...). Mais si un homme comme vous pouvait être secondé par quelqu'un qui parlerait aux coeurs, alors que vous parlez à la raison

(237) Jean Lallier, Lettre à André Tardieu, 11 mars 1936, in Archives André Tardieu, 324AP10.

(238) Fils du président Ditte, cousin de M<sup>e</sup> Tixier-Vignancourt, parent éloigné de Raymond Poincaré, il est aussi le beau-frère de Paul Reynaud, pour avoir épousé comme lui une fille du bâtonnier Robert; inscrit au Palais en 1907, il est rapidement attiré par la politique; déçu par Poincaré qui n'a pas écouté ses conseils de réforme de la Constitution, il devient à partir de 1927 le porte-plume de François Coty dans le *Figaro* et l'*Ami du Peuple*; il se présente de nombreuses fois aux élections, dont en 1932 dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris contre Henri de Kérillis, à la défaite duquel il contribue; en 1933, il contribue à la création de la Solidarité française, qu'il doit cependant quitter après la mort de Coty en 1934 à la suite d'intrigues; c'est alors qu'il rejoint au Parti franciste Marcel Bucard, lui aussi créature de Coty, où il restera trois ans; il collabore aussi à la *Libre Parole* de l'antisémite Coston, et adhère à la Ligue antijuive universelle en 1937; en 1941, il acceptera un poste au Commissariat aux Affaires juives. Voir Fred Kupferman, François Coty, journaliste et homme politique, Sorbonne (thèse de 3<sup>e</sup> cycle), 1965, pp. 217-220.

et à l'esprit, je serais sûr du salut du pays."(239)

Mais Tardieu, pour dégoûté qu'il soit du régime, n'est pas encore prêt à succomber aux sirènes du fascisme: l'autorité qu'il désire n'est pas la dictature, même si un certain nombre de ses épigones sont déjà, en 1936, prêts à les confondre. C'est pourquoi il se retire à Menton où il est, le 22 juillet 1939, terrassé par un mal affreux qui le laissera paralysé et aveugle jusqu'à sa mort en 1944.

Il faut dire que le tapis a glissé sous les pieds des révisionnistes de droite avec une vitesse stupéfiante. Alors qu'ils semblaient tout près du but au début de 1934, ils sont acculés à la défensive en 1935 et carrément évacués du portrait en 1936. C'est que l'émeute du 6 février a eu des résultats paradoxaux: alors que la droite l'avait interprétée comme le réveil de l'opinion nationale, elle a plutôt sonné celui de l'opinion républicaine, alors que la question de la défense du régime contre le "fâchisme" devient le centre de la vie politique dès le douze du même mois! Les émeutes de février, écrit Peter J. Larmour, "...seemed to be a providential event to save the republicans from themselves":

"[they]...were the greatest piece of good luck for the left. In one stroke they ended the paralyzing fixation on finance; the old theme, the defense of the Republic, was once again predominant, and no radical could have equivocated on this fundamental creed. The enormous latent popular sympathy for the Republic was suddenly tapped to sustain a discredited regime. The most important political issue since the law of separation of Church and State, one that was to inspire the greatest burst

(239) Jacques Ditte, Lettre à André Tardieu, 30 mai 1936, in Archives André Tardieu, 324AP7.

of enthusiasm in twentieth-century France, had fortuitously, but implacably, forced its way into a primary position."(240)

Ces émeutes prennent dans l'opinion de gauche la valeur d'un symbole: dans la lutte éternelle entre révolution et contre-révolution, entre la démocratie et le fascisme, Marianne fait appel à tous ses enfants pour repousser une nouvelle tentative des factieux pour ressusciter le pouvoir personnel ou, pire, pour courber la France sous le joug du fascisme. Alors que les échecs des gouvernements cartellistes et l'impuissance de la gauche, pourtant victorieuse en 1932, à mettre de l'avant une politique cohérente et courageuse devant la Crise avaient en quelque sorte "inhibé" dans les masses républicaines le désir de défendre le régime, le péril fasciste met en branle un mouvement irrépressible: avertis par la déconfiture de la gauche allemande devant Hitler, intellectuels, ouvriers et petits bourgeois s'unissent contre l'hydre fasciste qui a montré la tête le six février. L'émeute de la place de la Concorde permet la construction

(240) Peter J. Larmour, The French Radical Party in the 1930's, Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1964, p. 146.

d'un péril dont la réalité importe peu<sup>(241)</sup>. Les moutons de la droite, pour reprendre l'allégorie d'Abel Bonnard, ont beau "béler du matin au soir, pour annoncer leur innocente nature", il ne leur est pas permis d'être des moutons: "il faut qu'ils soient les loups dont on a besoin..."<sup>(242)</sup>.

Dans ce combat, les intellectuels prennent naturellement les devants: dès le mois de mars, trois professeurs ayant respectivement des sympathies radicale, socialiste, et communiste, soit Alain, Paul Rivet et Paul Langevin, créent le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, qui recueille plus de 3.000 adhésions à la fin de cette année, et qui est le premier jalon du rassemblement des gauches. Les intellectuels n'avaient d'ailleurs pas attendu le 6 Février pour dénoncer le péril fasciste: en mai 1932, Romain Rolland et Henri Barbusse avaient participé à la fondation du Comité Amsterdam-Pleyel, qui unissait la lutte antifasciste à la lutte pour la paix, tandis qu'en 1933 Jean Cassou et

(241) Le fait que l'ennemi public # 1 soit, dans l'esprit des antifascistes, le velléitaire colonel de La Rocque, chef des Croix de Feu, démontre largement que la menace est plus construite que réelle. Il y a, dans la formation du Rassemblement populaire, une étude passionnante à faire sur le rôle et la puissance du symbolisme en politique: la mobilisation des troupes s'y fait au moyen de symboles très forts (à ce titre, le fait que les Croix de Feu utilisent des unités motorisées pour se rendre aux rendez-vous fixés par le chef n'a pas qu'une petite importance) qui n'ont que peu à voir avec la réalité. L'appel à la "défense républicaine" semble régénérer les républicains de gauche, dont les énergies étaient ligotées par l'attentisme, la prudence, le byzantinisme de leurs chefs. Dès lors, la réalité du danger fasciste importe peu, puisque sa réalisation symbolique le six février leur permet de ressurgir dans un contexte débarrassé de toute équivoque: l'union sacrée du XIXe siècle, si parfaitement réalisée sous le Second Empire, peut se refaire sans arrière-pensées!

(242) Abel Bonnard, Le drame du présent. 1. Les modérés, Paris, Grasset, 1936, pp. 57-58.

Pierre-Léon Quint avaient créé l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires à la suite de la prise du pouvoir par Hitler. Mais, comme le souligne Jean Touchard, et ce malgré le prestige particulier dont jouissent dans la vie politique française les intellectuels(243), ceux-ci n'ont joué dans le processus que le rôle d'une avant-garde dont les efforts se seraient peut-être révélés vains si les événements de février 1934 "...n'avaient pas rendu le rassemblement populaire possible et même nécessaire"(244).

(243) René Rémond, "Les intellectuels et la politique", Revue française de science politique, vol. IX, # 4, (déc. 1959), pp. 861-862.

(244) Jean Touchard, La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977, (Coll.: "Points. Histoire", # H-26), p. 218.



André Tardieu, par Cebrol, in E. Wellhoff, Tribuns et hauts-parleurs, p. 97

# UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

"Unis comme au Front"  
Reconnue d'Utilité Publique par Décret du 29 Mars 1920

1<sup>re</sup> Section de Paris  
N° 209

Monsieur <sup>CHATELAIN</sup> André Tardieu

TITULAIRE DE

ancien de Mesure Paris  
avec la somme de ~~1000 francs~~  
pour sa cotisation de l'année 1931.

Remise à valoir  
sur la carte d'adhésion

Paris le 22 Avril 1931

U. N. C.

SECTION DU 6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT  
LE TANNONNIER

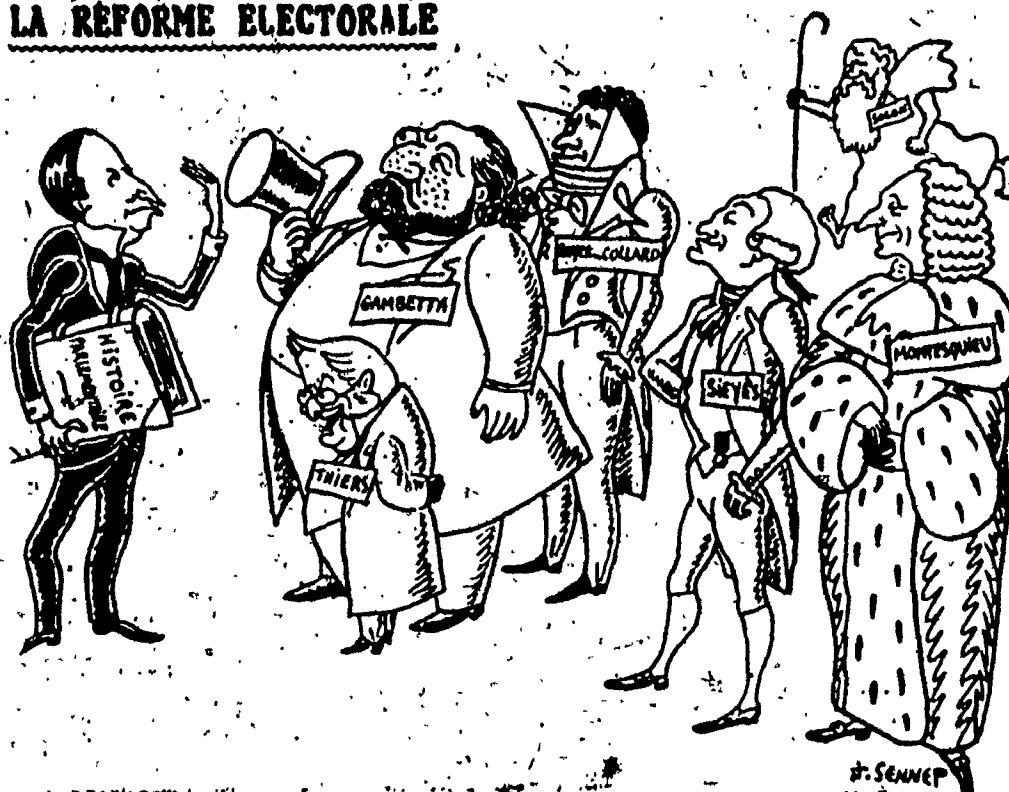
*ATP*

1<sup>re</sup> Section de Paris  
N° 209

En introduction  
est présentée à cette Section pour recevoir la somme de  
500 francs  
relatives pour l'année 1931.  
Soyez assuré de la cordiale bienvenue que vous recevrez.



### LA RÉFORME ELECTORALE



MANDEL. - Par ici, les copains !

Georges Mandel organise les funérailles de la gauche, par Sennep, in L'Echo de Paris, 13 décembre 1931, p. 1.

La réforme électorale selon Georges Mandel, par Sennep, in L'Echo de Paris, 19 décembre 1931, p. 1.



## LA CÈNE



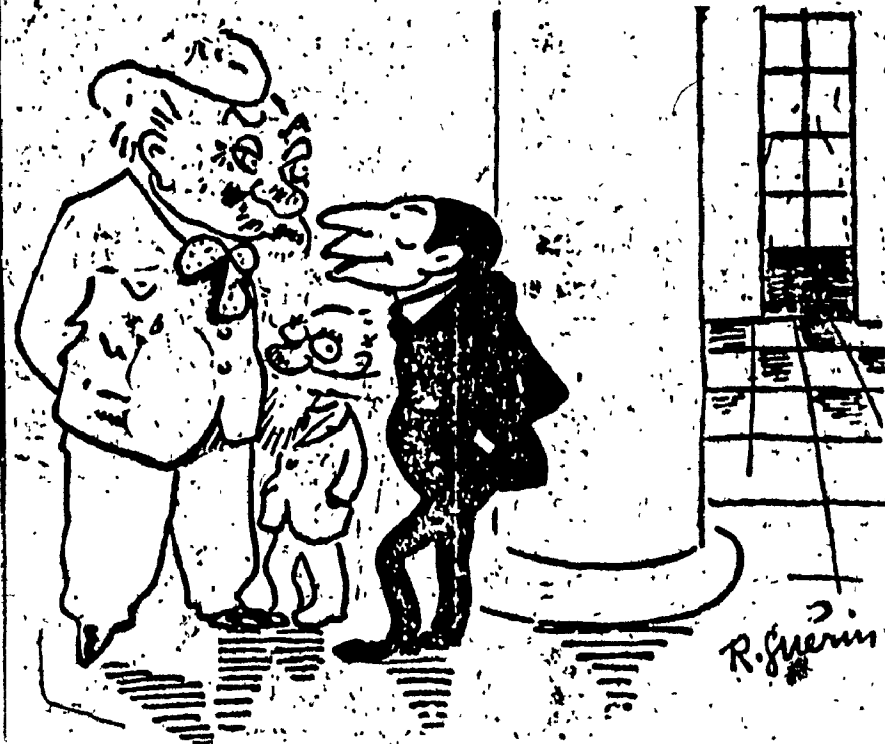
— Ceci est ma chair, ceci est mon sang !

LE "TOUR UNIQUE"  
DE MANDEL

— C'est pour vous épargner les inconvénients du balottage, Marianne !

La dernière Cène de Georges Mandel, in L'Oeuvre, 7 février 1932.

Le "tour unique" de Mandel in L'Oeuvre, 27 janvier 1932.



— Et maintenant, il faudrait faire voter une loi qui interdise l'union des gauches !



— Pour le chômage, ne vous en faites pas ! M. Mandel s'occupe de la réforme électorale...

Mandel contre l'union des gauches, par R. Guérin, in L'Oeuvre, 14 février 1932.

Mandel plus préoccupé de réforme électorale que de chômage, par R. Guérin, in L'Oeuvre, 29 janvier 1932.

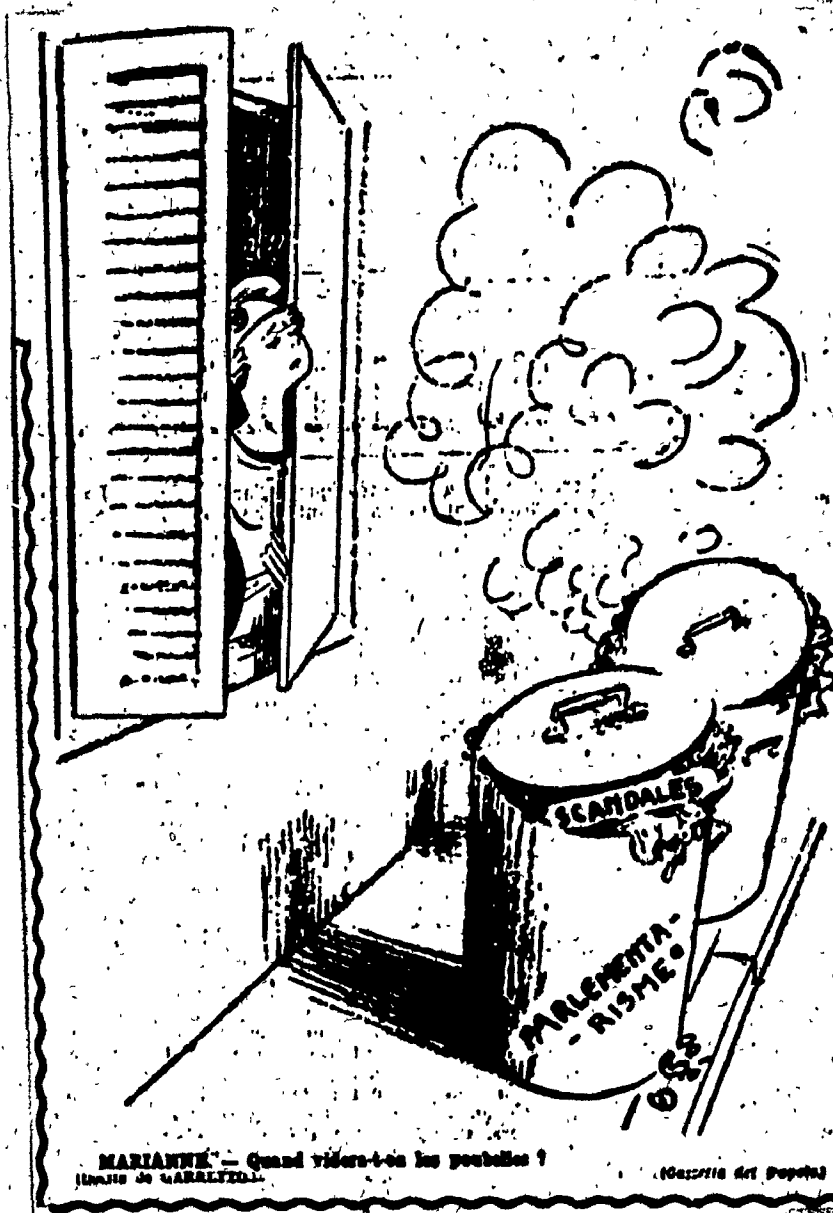


— Et n'oubliez pas que les meilleures plaisanteries sont  
les plus courtes!



Paul Reynaud



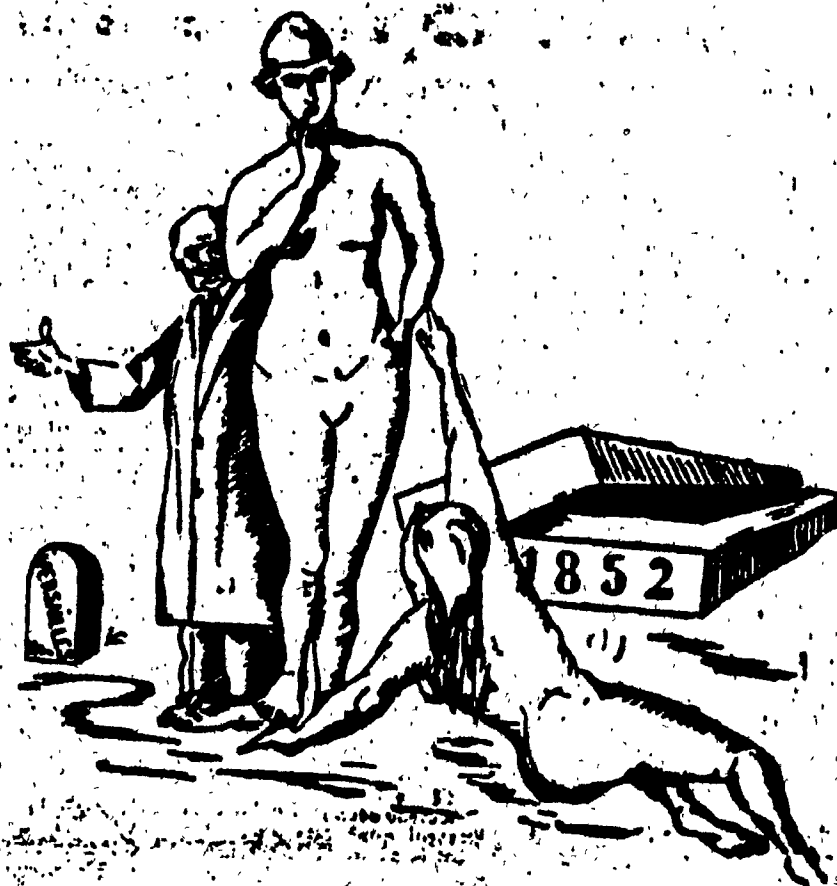


Marianne: "Quand videra-t-on les poubelles?", par Garetto (tiré de la Gazetta del Popolo), in Je suis partout, # 168, 10 février 1934, p. 3.

**LA DÉFENSE DE LA CHAMBRE FRANÇAISE**

**LES DÉPUTÉS CORROMPUS. — Écœurés avant tout !**

(Simplicissimus)



**- SOUVIENS-TOI !...**



**En attendant, vous pourriez peut-être vous faire  
la main sur les ligues fascistes ?...**

Doumergue-Bonaparte, in *L'Oeuvre*, 4 novembre 1934, p. 7.

Doumergue et les ligues, par Guigo, in *L'Oeuvre*, 28 octobre 1934, p. 2.



DE PARIS

N° 6.905. — VENDREDI 26 OCTOBRE 1934

**E** « Ce qui survit dans le  
 Palais du Luxembourg,  
 c'est la pure tradition  
 républicaine. » Charles MAURRAS

Opéra 66-66  
 (11 lignes graphes)

**LE PROCES**  
 de l'intendant Frogé  
 inculpé d'espionnage

D'UN « MÉMOIRE » A L'AUTRE

**La partie civile**

# LES EXCITÉS



— Oui, oui, il faut aller à Versailles !

— Alors, toi aussi, tu travailles du château ?

## DEUXIEME PARTIE: LA CRISE DES REPRESENTATIONS

### CHAPITRE IV: La question du fascisme en France

Le développement de la Crise en France, à partir de l'automne 1931, fut à l'origine plutôt néfaste à la gauche. Bien que victorieuse aux élections de mai 1932, celle-ci s'était, nous l'avons vu, empêtrée dans une politique économique déflationniste impopulaire et dans une sorte d'attentisme prudent qui avait entraîné une certaine démobilisation au sein de ses troupes. L'année 1933 fut, pour les radicaux et les socialistes, une année noire: elle vit notamment les échecs des gouvernements Paul-Boncour et Daladier, espoirs de la gauche radicale et des participationnistes socialistes, la scission du groupe néo-socialiste, l'éclatement du scandale Stavisky et, à l'extérieur, la prise du pouvoir en Allemagne par celui que Léon Blum avait déclaré quelques mois plus tôt "définitivement écarté de l'espérance même du pouvoir", Adolf Hitler.

En fait, les années trente semblaient plutôt sourire à ce mouvement né en Italie dix ans plus tôt, et désormais promu au rang

d'idéologie universaliste, le fascisme<sup>(1)</sup>. C'est que les déboires de l'économie ont atteint plus particulièrement la petite bourgeoisie, soit les chefs de petites et moyennes entreprises, les travailleurs indépendants, les rentiers, les retraités, et les exploitants agricoles. Cette catégorie socio-économique, dont on connaît l'importance en Europe et plus particulièrement en France pendant l'entre-deux-guerres, est frappée "...dans son pouvoir d'achat et dans sa dignité"<sup>(2)</sup>. Or, et nous l'avons souligné plus haut, ces "classes moyennes" constituent le cœur de la clientèle du parti radical, pilier du régime. Et bien que le phénomène ait été plus ou moins clairement perçu par les contemporains<sup>(3)</sup>, c'est au sein de celles-ci que le "virus" fasciste fait le plus de ravages, car, menacées ou simplement désabusées, elles prêtent de plus en plus l'oreille aux adversaires irrécconciliables de la démocratie "bourgeoise".

(1) On sait que Mussolini a répété pendant des années que le fascisme, phénomène spécifiquement italien, n'était pas "un article d'exportation"; avec la crise et la prolifération de mouvements se réclamant ouvertement de lui et de son idéologie, il modifie son attitude, proclame le XXe siècle "siècle du fascisme", et prophétise qu'"avant dix ans, l'Europe sera fasciste ou fascisée". Voir Pierre Milza et Serge Bernstein, Le fascisme italien, 1919-1945, Paris, Seuil, 1980 (c. 1970), (Coll.: "Points. Histoire" # H 44), pp. 321-326.

(2) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, La Troisième République, p. 235.

(3) En fait, généralement moins que plus, comme le démontrent les interprétations contemporaines du fascisme qui mettent souvent l'accent sur un supposé rôle du grand capital. Voir Pierre Ayçoberry, La question nazie. Les interprétations du national-socialisme 1922-1975, Paris, Seuil, 1979, (Coll.: "Points. Histoire" # H 39), pp. 19-102, Renzo de Felice, Clefs pour comprendre le fascisme, Paris, Seghers, 1975 (c. 1969), (Coll.: "Clefs" # 43), pp. 33-87, et John Hidden et John Farquharson, Explaining Hitler's Germany. Historians and the Third Reich, Totowa (N. J.), Barnes & Noble, 1983, pp. 83-109.

Parmi ceux-ci, l'Action française tient une place de choix. En fait, on a pu y voir, et à juste titre, la matrice du fascisme français. On sait que le mouvement d'Action française est né des convulsions de l'Affaire Dreyfus: en avril 1898, Maurice Pujo et Henri Vaugeois créaient le Comité d'Action Française, mouvement destiné à promouvoir les valeurs des antidreyfusards, soit le rejet de la démocratie, la défense des hiérarchies naturelles, le culte de la nation et l'alliance du sabre et du goupillon dans la défense des traditions. Très vite, un jeune intellectuel provençal du nom de Charles Maurras imprime au mouvement son style et lui donne une doctrine: le nationalisme intégral, dont le fin mot est la restauration de la monarchie. Pour Maurras, dont le leitmotiv, "politique d'abord", devient la devise du mouvement, la démocratie est un régime qui affaiblit la France à la fois parce qu'elle permet la désagrégation du corps social sous l'effet de ce qu'il appelle les "quatre états confédérés" (les juifs, les francs-maçons, les métèques et les protestants) et qu'elle ne lui donne pas les moyens d'une politique extérieure conforme à sa grandeur historique. La démocratie, c'est la quantité qui prédomine sur la qualité, c'est la promotion anti-naturelle de l'égalité, c'est la porte ouverte aux influences étrangères et à la corruption: en d'autres mots, c'est la fin de la civilisation, la mort! Pour remettre la France sur la voie de la grandeur, une seule solution, la restauration de la monarchie, seul régime qui lui convienne. Car la monarchie, par la restauration des principes d'autorité et de hiérarchie, sera à la fois nationale, c'est-à-dire

soucieuse du bien des Français et de la grandeur de la France, et sociale. Incorruptible parce qu'elle est le règne d'un individu indépendant, la monarchie sera aussi plus nationale que la démocratie parce qu'imperméable aux influences des agents de l'étranger et des facteurs de désagrégation. Maurras prône le retour à une société semblable à celle du Moyen Age occidental, c'est-à-dire pré-industrielle, hiérarchique, décentralisée, où les corps intermédiaires tiennent une place capitale. Il rejette donc les deux révolutions : celle de 1789, pour ses idéaux associés à la décadence, la liberté formelle, la fraternité illusoire, l'égalité destructrice; la révolution industrielle pour avoir permis le règne de la bourgeoisie, classe cosmopolite et anti-nationale, et avoir généré la lutte des classes, principe faux qui divise la nation, et est étranger à l'esprit français. Maurras, c'est une interprétation conservatrice de l'histoire, influencée par Taine, Bonald, de Maistre; c'est une pensée sociale proche du corporatisme chrétien à la René de La Tour du Pin; c'est un anticapitalisme à la Proudhon; c'est un aristocratisme teinté de nitzschéisme; c'est la xénophobie de Barrès et l'antisémitisme de Drumont; c'est la célébration du classicisme contre le romantisme; c'est un rejet non équivoque de la société moderne; et c'est aussi, dans l'esprit du maître et dans l'image qu'ont de lui ses disciples, une doctrine rigoureuse, voisine du positivisme de Comte, une

interprétation scientifique du monde, un "empirisme organisateur"(4):

Lucien Combelle, qui fut un des disciples de Maurras, exprime bien comment cet aspect rigoureux et rationnel de la doctrine maurassienne pouvait séduire la jeunesse:

"Dictatures, attentats, convulsions, fureurs...avec Maurras, c'était bath; une moulinette géniale, le monde entier était filtré, moulu, pilé, du velouté, le nationalisme <intégral> prenant son bien empiriquement; même dans un pronunciamento guatémaltèque! Du moment où sabre et goupillon réunis avaient coupé des têtes, taillé des croupières à une racaille républicaine, fût-elle indienne, c'était exemplaire et pouvait servir la cause du bon duc Jean."(5)

L'Action Française, c'était le rejet furibard et vociférant, mais rationnellement fondé, de la fortune anonyme et cosmopolite, de la démocratie arsouille et débile, de l'égalitarisme désagréant, du pacifisme bêlant, des chimériques droits de l'homme.

La clientèle du mouvement se constituait d'aristocrates nostalgiques de l'Ancien Régime, de catholiques n'ayant pas accepté la République et encore moins la séparation de l'Eglise et de l'Etat (de nombreux ecclésiastiques étaient abonnés au journal), de bourgeois

(4) Sur l'Action Française, voir Eugen Weber, L'Action Française, Paris, Stock, 1964 (c. 1962), 649 p., Edward Tannenbaum, The Action Française: Die-Hard Reactionaries in Twentieth Century France, New York, John Wiley & Sons, 1962, 316 p., Ernst Nolte, Three Faces of Fascism: Action Française; Italian Fascism; National Socialism, New York, Mentor Books, 1969 (c. 1963), 699 p., et Stephen Wilson, "A View of the Past: Action Française Historiography and its Socio-Political Function", The Historical Journal, vol. 19, # 1, (March, 1976), pp. 135-161.

(5) Lucien Combelle, Péché d'orgueil, Paris, O. Orban, 1978, pp. 81-82.

réactionnaires, de petits bourgeois en réaction contre le capitalisme anonyme des corporations trans-nationales, enfin d'étudiants, principalement de droit et de médecine, mais aussi des normaliens fréquentant ce sanctuaire de la gauche radicale et socialiste, l'Ecole Normale Supérieure, sise rue d'Ulm<sup>(6)</sup>. Peu nombreux furent ceux qui, mal à l'aise à la fois avec le capitalisme et la démocratie parlementaire, ne subirent pas à un moment ou à un autre l'emprise de Maurras de 1900 à 1930. Pour Edward Tannenbaum, le mouvement attirait à lui ceux qui s'intégraient mal à la structure économique du XXe siècle et à la société moderne en général, en d'autres termes des "déclassés", qu'ils en soient conscients ou non<sup>(7)</sup>.

C'est ainsi que, bien que n'étant point fasciste<sup>(8)</sup>, l'AF devint une sorte de serre d'où sortiraient une bonne proportion des intellectuels fascistes et fascisants des années trente. L'AF se distingue des

(6) Voir Robert Brasillach, Notre avant-guerre. Une génération dans l'orage, Paris, Plon, 1941, pp. 72-169.

(7) Edward Tannenbaum, op. cit., p. 135.

(8) Sur ce point, je suis en désaccord avec la par ailleurs très intéressante et fructueuse thèse d'Ernst Nolte, qui voit dans l'AF un des visages du fascisme. Sur un plan philosophique, l'AF est certes un anti-marxisme, un groupe souverain engagé dans une lutte à mort et une anti-transcendance, mais cet original cadre conceptuel néglige par trop certains aspects pratiques du projet maurassien, comme le retour à une économie pré-capitaliste, la décentralisation, la réjuvenation des corps intermédiaires, le corporatisme chrétien, en somme, son regard tourné plutôt vers le passé, pour être plus qu'une séduisante perspective dans le cas précis de l'AF! Voir Ernst Nolte, op. cit., pp. 17-50, 51-192 et 537-568, et Pierre Milza et Marianne Benteli, Le fascisme au XXe siècle, Paris, Richelieu, 1973, pp. 33-34.



mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres par une foule de caractéristiques: elle récusé la souveraineté populaire dont procèdent les mouvements fascistes; elle valorise les hiérarchies traditionnelles que méprisent les hommes en chemise; elle est fondée sur une doctrine rationnelle, tandis que le fascisme procède d'un romantisme axé sur l'instinct et les forces vitales; elle entretient une vision passéiste des rapports sociaux, qu'elle voudrait remodeler à l'image du Moyen Age chrétien, tandis que les fascistes tendent vers des solutions plus égalitaires, plus "modernes". "Il en reste que l'AF, écrit René Rémond, a entretenu dans la psychologie du ligueur ou du lecteur, nourri, légitimé, un certain nombre de sentiments ou de préventions, bref comme une prédisposition au fascisme que le succès des ligues, la défaite, Vichy ont coup sur coup révélé en pleine lumière, comme l'effondrement inopiné d'une maison démasque soudain le passage dérobé qui reliait l'un à l'autre deux immeubles apparemment dépourvus de toutes communications"(9). Question de tempérament, ou d'époque? Paul Sérant penche plutôt pour la seconde explication. Pour lui, nombre de maurassiens devinrent fascistes parce que, "...en dépit du nationalisme foncier du mouvement, le fascisme paraissait susceptible d'offrir un idéal dépassant largement le cadre d'une seule nation, et de convenir à une civilisation dans son ensemble..."(10). Nourris quotidiennement d'anti-capitalisme et

(9) René Rémond, "Y a-t-il un fascisme français"(c. 1952), cité dans Philippe Machefer, Ligues et fascismes en France, 1918-1939, Paris, P.U.F., 1974, (Coll.: "Dossiers Clio" # 71), pp. 77-78.

(10) Paul Sérant, Les dissidents de l'Action Française, Paris, Copernic, 1978, p. 306.

d'anti-parlementarisme par le journal du mouvement, élevés dans les vociférations apocalyptiques de Maurras, Léon Daudet, Pierre Gaxotte et Henri Massis, exaltés par les appels constants à la violence purificatrice, nombre de jeunes épigones du mouvement sont prêts, au moment où s'abat sur la France le fléau économique de 1929, à franchir la barrière symbolique du nationalisme dans le but de rescaper la civilisation occidentale du naufrage où ses élites la conduisent. Car si Maurras s'adresse au problème de la désagrégation de la France, ses supporters plus jeunes se sentent pris dans le maëlstrom d'une crise de civilisation, dont sont victimes les sociétés occidentales dans leur ensemble. Dans son évocation de l'avant-guerre, Robert Brasillach souligne clairement ce sentiment que partageront ses amis d'assister à la naissance d'un homme nouveau, l'"homo fascista", incarnation de son époque, travaillant à la réalisation d'une "...révolution universelle, analogue à celle qui brûla toute l'Europe en 1848...", ressentant l'étroitesse des frontières nationales face à l'appel puissant des notions de race, d'histoire, de civilisation, voyant dans le fascisme un "nouveau mal du siècle"(11). Le glissement du nationalisme intégral au fascisme n'est donc pas inintelligible: il se fait même en quelque sorte naturellement, sans douleur. Pol Vandromme nous explique même comment, des deux grands courants rivaux qui jalonnent l'histoire de l'AF, soit les légistes et les protestataires, le premier fournira ses plus nombreuses recrues au mouvement fasciste:

(11) Robert Brasillach, op. cit. pp. 301-304.

"Les uns se sont ralliés à Maurras pour défendre des concepts politiques; les autres par dégoût de la société républicaine et par fidélité nostalgique à l'ancienne France. Le clan des légistes finira par prendre quasiment à la lettre le "politique d'abord", par s'assigner comme but immédiat et unique l'instauration d'un Etat fort; celui des protestataires par exprimer sans cesse plus nettement, en opposition à cette exigence politique, une exigence d'ordre moral. Les ruptures se produiront des deux côtés à la fois. Du côté des légistes, un certain nombre de gens décideront d'une part que les positions de Maurras sont étroites et inactuelles, qu'il convient de les élargir (en intégrant le nationalisme à l'idée européenne, en opposant l'Internationale blanche à l'Internationale rouge) et de les rajeunir (en unissant l'autoritarisme et le socialisme); d'autre part que les méthodes de Maurras ressortissent à la rhétorique (d'où la naissance d'un activisme impatient et brouillon). (...). Du côté des protestataires, on fera remarquer que Maurras se raidit, se fige, s'éloigne de la tradition libérale de la monarchie française, s'accommode d'être le chef du parti du réalisme et peut-être même un chef de bande."(12)

Il convient d'insister là-dessus: le fascisme n'est certainement pas un internationalisme au sens propre du terme, mais il procède d'une espèce d'essence universelle. La Première Guerre mondiale, on le sait, a accéléré le développement de la civilisation industrielle et technique: l'après-guerre, c'est, de façon définitive, la civilisation de masse, le machinisme, l'urbanisation; c'est aussi la matérialisation (au sens où elles sont désormais "visibles") des sociétés transnationales, qui semblent échapper aux contingences des économies nationales. En tant que phénomène émergeant dans la première moitié du XXe siècle, le fascisme est une des incarnations politiques du

---

(12) Pol Vandromme, in "Les écrivains de la droite (1870-1970)", Le Magazine littéraire, # 83, (décembre 1973), p. 14.

thème de la crise de civilisation, qui s'impose "...naturellement aux intellectuels européens comme l'expression de l'angoisse d'un monde méconnaissable, d'une société rendue inhospitalière par la brutalité de ses métamorphoses incessantes"(13). Plus spécifiquement, le fascisme français des années trente, qui nous occupe ici, est universel d'abord en ce qu'il est une réponse à la crise de l'économie, phénomène universel qui se soucie peu des frontières nationales, et aussi en ce qu'il est une riposte à des idéologies qui se réclament de l'internationalisme: "par la force des choses, les adversaires du communisme et de l'antifascisme, même nationalistes, sont amenés à se sentir des points communs avec ceux qui, dans d'autres nations, luttent contre les mêmes ennemis"(14). C'est le cas avec l'Italie en 1935, quand les clercs qui supportent la campagne mussolinienne en Ethiopie intitulent leur texte de soutien au Duce dans ses ambitions africaines "Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et de la paix en Europe"; c'est le cas avec la guerre d'Espagne, qui voit toute la droite, y compris les fascistes et les fascisants, appeler le coup d'Etat des généraux rebelles une "révolution nationale" ou même "la moderne Reconquête"(15), et soutenir la cause de Franco en invoquant la croisade anticommuniste, la défense de la religion catholique, et la sauvegarde de la culture

(13) Pierre de Senarclens, Le mouvement "Esprit", 1932-1941. Essai critique, Lausanne, L'Age d'homme, 1974, p. 24.

(14) Pierre-Marie Dioudonnat, Je suis partout, 1930-1944. Les maurassiens devant la tentation fasciste, Paris, La Table ronde, 1973, p. 416.

(15) Robert Brasillach, op. cit., p. 322.

espagnole contre la barbarie rouge; ce sera même le cas avec l'Allemagne hitlérienne, dans laquelle certains voudront voir un rempart de l'Occident face à la menace soviétique et asiatique.

L'entre-deux-guerres voit par ailleurs la remise en question de "l'homme rationalisé". On sait à quel point l'édifice du rationalisme avait été ébranlé par l'absurdité de la guerre, avec la folie destructrice du trinôme B+M+M(barbelés, mines, et mitrailleuses), la mort distribuée comme en une loterie, les fleuves de sang et de boue: après ces neuf millions de morts et ces quatre années de souffrances, la croyance en un homme toujours plus sage, toujours plus rationnel, avait forcément été entamée. L'audience croissante de Bergson, qui postule l'impuissance de la raison à pénétrer toute la richesse du réel, et de Freud, qui dévoile les ressorts cachés et inconscients des comportements humains et rattache ceux-ci à des pulsions, contribuent à affaiblir davantage son prestige. En littérature même, des oeuvres comme celles de Pirandello, qui montre la personne humaine disloquée et incapable de se recomposer logiquement, et de Proust, qui dénigre la réalité vécue et célèbre la mémoire, minent "...la confiance que l'homme des deux siècles précédents avait mise dans la puissance et les capacités de la raison logique pour gouverner à la fois le comportement individuel et la vie sociale"(16). La science elle-même vacille, alors que Max Planck mine, par la théorie des quanta, le domaine limité mais rassurant de la physique newtonienne et qu'Albert

(16) Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années trente, p. 262.

Einstein remet en question la notion même de temps par sa théorie de la relativité.

La jeunesse intellectuelle de l'entre-deux-guerres vit, à partir de 1930 surtout, une intense agitation générée par son angoisse face à l'avenir de la civilisation, de l'homme. Emmanuel Mounier, Robert Aron, Arnaud Dandieu, Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, pour ne nommer que les plus connus, anticipent la mort de l'homme:

"Son sort, sa mission, sa justification, dans un monde où le menacent à la fois l'idéal du productivisme capitaliste américain et l'idéal du productivisme communiste soviétique---c'est là une notion fondamentale pour les jeunes gens des années 30 et déjà la dénonciation de la société de consommation---leur semblent bien incertains."(17)

Se soude alors, dans cette jeunesse intellectuelle, une "solidarité provisoire des révoltes contre la sclérose en place" (l'expression est de Henri Dubief). Nés entre 1890 et 1910, ils ne se reconnaissent pas dans la société qui leur est proposée au lendemain du premier conflit mondial: ils en rejettent la littérature, le régime politique, le mode de vie, l'injustice, la sclérose.

Jean-Pierre Maxence a bien illustré, dans son Histoire de dix ans, comment les années 1931-1932 marquent "la fin de l'après-guerre", avec la naissance d'une nouvelle génération politique et littéraire, qui

(17) Pierre Andreu, Le rouge et le blanc: 1928-1944, Paris, La Table ronde, 1977, pp. 68-69. (C'est moi qui souligne).

remet en question le capitalisme sordide et dépersonnalisant, le briandisme grisé d'applaudissements au mépris des intérêts de la France, le pacifisme imposé par le capitalisme, la démocratie des vieillards, en somme la "barbarie démocratico-capitaliste", et la littérature d'introspection, la littérature psychologiste, "littérature industrielle de facilité" dont les plus beaux fleurons sont Gide, Proust et Valéry<sup>(18)</sup>. La jeunesse des années vingt avait choisi la voie de la fuite par l'introspection systématique, l'écriture automatique, la tentation de l'Orient et des voyages, les paradis artificiels. Celle des années trente choisit le refus, le combat au corps à corps avec le Moloch:

"On nous a assez proposé de fausses raisons de vivre, en laissant dormir les vraies; on a assez gonflé des passions absurdes; on nous a assez invités à des révoltes niaises, à de troubles inquiétudes, à des philosophies puériles, à l'évasion dans un merveilleux enfantin. On nous a incités à des ferveurs artificielles, à des détachements individualistes, qui étaient des formes dissemblables et semblables de l'inhumain. Le littérateur s'est assez amusé avec l'homme. L'hom-

(18) Jean-Pierre Maxence (pseud. de Pierre Godmé), Histoire de dix ans: 1927-1937, Paris, Gallimard, 1939, pp. 161-226. A ce sujet, voir aussi H. Stuart Hughes, The Obstructed Path. French Social thought in the Years of Desperation, 1930-1960, New York, Harper and Row, 1968 (c. 1966), 305 p. Selon le professeur Hughes, le motif du "sentier obstrué" domine la pensée française pendant près d'un demi-siècle après l'éclatement de la Première Guerre mondiale; avec les années 30, en littérature, l'introspection du moi fait place à la recherche de l'héroïsme.

me a besoin de retrouver des raisons essentielles, viriles, totales de vivre et de mourir."(19)

Le spectacle d'une Troisième République sans imagination, dévorée par les scandales (1929: l'affaire Hanau; 1931: l'affaire Oustric; 1933: l'affaire Stavisky), impuissante devant la Crise et ses rigueurs, indiquent pour eux la faillite de la politique traditionnelle, des notions de droite et de gauche. Le vieux monde leur apparaît vermoulu, prêt à céder devant la première véritable poussée effectuée par la jeunesse. C'est ce que l'on a appelé l'"esprit des années trente".

Rejetant les dogmes, ces jeunes intellectuels donnent priorité au développement spirituel de l'individu, recherchent un dépassement. Brasillach, par exemple, exalte la jeunesse, l'exercice physique, le plein air, la camaraderie, l'auto-stop, le fascisme comme esthétique et comme poésie. Pour eux, le fascisme était "...une manière de dépasser le conflit jugé artificiel et stérile de la gauche et de la droite, une manière de réconcilier la patrie et le socialisme, une façon de rompre avec l'individualisme bourgeois"(20). Qu'ils aient accepté (ou même revendiqué, comme dans le cas du "soviet" de *Je suis partout*) l'épithète ou non, ces jeunes non-conformistes menaient un

(19) Thierry Maulnier (pseud. de Jacques Talagrand), La crise est dans l'homme, Paris, A. Redier, 1932, p. 240. A comparer avec la vision proustienne de la littérature: "d'où la grossière tentation pour l'écrivain d'écrire des oeuvres intellectuelles. Grande indécatesse. Une oeuvre où il y a des théories est comme un objet sur lequel on laisse la marque du prix", Marcel Proust, Le temps retrouvé, Paris, Gallimard, 1954 (c. 1927 et 1922), (Coll.: "Folio" # 159), p. 241.

(20) Michel Winock, Histoire politique de la revue "Esprit" (1930-1950), Paris, Seuil, 1975, p. 85.



combat commun contre les "facteurs de décadence" de la nation française: libéralisme, individualisme, capitalisme, collectivisme, démocratie parlementaire, littérature d'évasion, mode de vie bourgeois, baisse de la natalité, effondrement de la volonté nationale. Les uns mettaient l'accent sur la réforme intérieure de la personne, les autres sur sa régénération physique; certains se voulaient nationalistes, d'autres européens; plusieurs mettaient l'accent sur le socialisme, d'autres sur la corporation; mais tous appelaient de leurs vœux une révolution totale, du corps, de l'esprit et des institutions, encore que bien peu de ces intellectuels aient eu une vision précise de l'avenir socio-économique de la nation une fois le "désordre établi" renversé. Claude Roy, qui en fut, voit le dénominateur commun de ces jeunes révoltés dans un socialisme antagoniste du socialisme productiviste bolchévik<sup>(21)</sup>; Théodore Zeldin, ce subtil interprète de la société française, dans leur vénération de l'action dont ils avaient, dit-il, une "conception romantique", prétendant "...vouloir renverser toutes les idoles et scandaliser la société responsable de leur malaise", mais demeurant profondément attachés aux "...vieilles traditions nationalistes françaises"<sup>(22)</sup>. Leur révolte nous apparaît comme une sorte de volonté nitzschéenne de se dépasser, de se dominer, pour ensuite dompter la matière<sup>(23)</sup>. Révoltés, ils sont aussi

(21) Claude Roy, Moi je, Paris, Gallimard, 1978 (c. 1969), (Coll.: "Folio" # 1066), pp. 223-224.

(22) Théodore Zeldin, Histoire des passions françaises. 1848-1945. 5. Anxiété et hypocrisie, Paris, Seuil, 1979 (c. 1977 et 1973), (Coll.: "Points. Histoire" # H 55), p. 431.

(23) Voir Zeev Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, Paris, Seuil, 1983, p. 312.

sans domicile: "feeling ill at ease with communism and all other forms of Marxism because of the proletarian implications, unable to see the relevance of royalism to the crisis, repelled by the bien-pensant Catholics, by the politicians of the business Right and the increasingly conservative Radicals, many of the young firebrands, although passably Maurassian, had no place to go, politically speaking"(24). Attirés par les ligues fascistes ou fascisantes, ils n'y seront pourtant point à l'aise, à cause de leur grand individualisme.

Pour David Nasaw, ces jeunes sont plus dissociés de la société française que n'importe lesquels de leurs prédécesseurs. La raison? La guerre, qui n'a pas permis qu'ils soient éduqués de façon à préparer leur entrée dans cette société. Cette socialisation ratée en a fait des adultes hostiles, ignorants et moroses(25), et les a poussés à rejeter les règles et à se comporter de façon anarchique. La poursuite effrénée du moi, pratiquée pendant les années vingt, laisse bientôt la place, avec la l'éclatement de la Crise qui révèle sa vanité, au retour au monde, dans le but de le refaire: c'est la floraison des revues révolutionnaires, *Combat*, *Cahiers*, *Réaction*, *Esprit*, etc.

Pendant l'entre-deux-guerres, écrit Pierre Albert, "l'évolution de la presse quotidienne et la relative dépolitisation de son contenu

(24) William R. Tucker, The Fascist Ego: A Political Biography of Robert Brasillach, Berkeley, U. of California Press, 1975, p. 86.

(25) David Nasaw, "From Inquiétude to Revolution", Journal of Contemporary History, vol. 11, # 2&3, (July, 1972), p. 151.

redonnèrent une chance aux hebdomadaires et aux mensuels"(26). Ceux ci connaissent une véritable floraison, notamment pendant les années trente: *Candide*, *Gringoire*, *Je suis partout*, 1933, *La Lumière*, *Marianne*, *Vendredi*, etc., sont des hebdomadaires de qualité, le plus souvent produits par des maisons d'édition ou des maisons de presse qui ont les reins solides, et dont chacun a une tonalité particulière, mais qui accordent tous une grande place à la politique. Les jeunes non-conformistes vont, à partir de 1928 mais plus encore de 1930, participer à cette floraison soit en collaborant à ces revues, soit en créant leurs propres "orphéons" (le mot est de Barrès), dont certains durent encore! Du côté de la jeunesse non-conformiste, certes la plus active en ce domaine, les revues se multiplient à partir de 1928. Voici une liste des plus connues, tant par leur diffusion que par la personnalité de leurs fondateurs et collaborateurs:

-1928: les *Cahiers* ; fondateur: Jean-Pierre Maxence; collaborateurs: Etienne Borne, Robert Francis, Edmond Humeau, Henri Massis, Paul Gilson ; disparition en juillet 1931;

-1930: *Réaction pour l'ordre* ; fondateur: Jean de Fabrègues; collaborateurs: Maurice Blanchot, Jean Le Marchand, René Vincent ; disparition en juillet 1932;

-1930: la *Revue française* ; fondateur: Jean-Pierre Maxence (il reprend une petite revue "bien pensante, bourgeoise, provinciale", nous dit Brasillach, qui a un quart de siècle et appartient à Antoine Redier); collaborateurs: Robert Brasillach, Thierry Maulnier, Maurice Bardèche, Raoul Audibert, José Lupin, Georges Blond, Robert Francis, Maurice Blanchot; disparition en 1933;

(26) Pierre Albert, La presse française de 1871 à 1940, p. 461.

- 1931: *Plans* ; fondateur: Philippe Lamour; collaborateur: Arnaud Dandieu; disparition en août 1932;
- 1932: *Esprit* ; fondateurs: Emmanuel Mounier, Georges Izard, André Déleage; collaborateurs: Nicolas Berdiaev, Jean Lacroix, Louis-Emile Galey, André Ulmann, Denis de Rougemont, Georges Duveau, Alexandre Marc, Etienne Borne, Edmond Humeau, Jean Wahl, Pierre-Henri Simon, Daniel-Rops, Pierre-Aimé Touchard, Edouard Dolléans, Arnaud Dandieu, Jacques Lefrancq, Georges Viance, G. Zérapha, Bernard Sérampuy (pseud. de François Goguël), Raymond de Becker, André Philip, Jacques Madaule; toujours publiée;
- 1933: *l'Ordre nouveau* ; fondateurs: Robert Aron et Arnaud Dandieu; collaborateurs: Alexandre Marc (pseud. de Marc Lipiànsky), Denis de Rougemont, Claudé Chevalley, Daniel-Rops (pseud. d'Henri Petiot), Pierre-Olivier Lapie, Robert Lousteau; disparition en septembre 1938;
- 1933: *Mouvements* (bulletin affilié à l'Ordre Nouveau); fondateur: Pierre-Olivier Lapie; collaborateur: Arnaud Dandieu; disparition en juillet 1933;
- 1933: *le Rempart* ; fondateur: Paul Lévy; collaborateurs: Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier, Maurice Blanchot;
- 1933: *Jeune Europe* ; fondateurs: Alexandre Marc et René Dupuis;
- 1933: *la Revue du siècle* ; fondateur: Jean de Fabrègues; collaborateurs: Charles Mauban (pseud. de Henri Caillemet), René Vincent ; disparition en mai 1934;
- 1934: *la Lutte des Jeunes* ; fondateur: Bertrand de Jouvenel; collaborateurs: Drieu La Rochelle, Pierre Andreu, Jean Luchaire, Philippe Boegner, Marcelle Auclair, Jean Prévost ; disparition en août 1934;
- 1934: *la Revue du XXe siècle* ; fondateur: Jean de Fabrègues;

collaborateurs: Robert Francis, Charles Mauban, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, René Vincent ;

-1936: *Combat* ; fondateurs: Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues; collaborateurs: Robert Brasillach, Georges Blond, Jean Le Marchand, Maurice Blanchot, Charles Mauban, Jean-Pierre Maxence, René Vincent, Claude Roy ; disparition en 1939;

-1937: *l'Insurgé* ; fondateurs: Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier; collaborateurs: Robert Brasillach, Ralph Soupault; disparition en octobre 1937.(27)

Toutes ces revues se disent révolutionnaires. Certaines croient en une révolution personnaliste, d'autres en une révolution fasciste, d'autres en une révolution des anciens combattants, d'autres encore en une révolution de la jeunesse. On y prône indistinctement l'abolition du capitalisme, le corporatisme, la décentralisation politique et économique, la révolution du corps, le rejet du culte du veau d'or et du productivisme, la fin du parlementarisme, la disparition de la fausse alternative droite-gauche, le planisme, la construction de l'Europe.

Les diagnostics ne sont pas les mêmes, les solutions, bien que se recoupant parfois, non plus. Mais on y perçoit un esprit distinct, quoique diffus, ce fameux "esprit des années trente", fait d'aspirations révolutionnaires et de nostalgies passéistes, de refus globaux et de culte de l'énergie. Les jeunes qui les éditent et y écrivent se

(27) Ces données ont été colligées dans Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années 30, pp. 458-471, Robert Brasillach, Notre avant-guerre, pp. 150-163, Pierre-Marie Dioudonnat, Je suis partout, 1930-1944, pp. 442-453, et Bertrand de Jouvenel, Un voyageur dans le siècle, pp. 182-185, ainsi que dans les revues que nous avons consultées.

connaissent tous, et partagent des aspirations communes sinon identiques. Ainsi Claude Roy, qui fut après la guerre communiste puis gaulliste, écrit: "j'eus des amis libertaires, et d'autres corporatistes; des relations à *La Flèche* de Bergery et à *L'Ordre Nouveau* d'Arnaud Dandieu et Robert Aron, à *Esprit* d'Emmanuel Mounier et aux *Cahiers français* de Detœuf, à la *Synarchie* et au *Groupe du 25 Juillet* de Jules Romains"(28). Se disant révolutionnaires, et le croyant d'autant plus que la société française donnait l'impression d'une sclérose absolue (impression, nous l'avons vu plus haut, largement confirmée par les faits), ces jeunes intellectuels aspiraient à un ordre nouveau, à une société meilleure, à la fois plus dynamique, "virile" pourrait-on dire, et plus juste; rien ne serait plus injuste que de les considérer, en tenant compte de leurs erreurs subséquentes, comme des "chiens de garde" de la bourgeoisie, des fourriers de la réaction. Ils étaient certes des "révolutionnaires sans révolution", mais leur "*weltanschauung*" comportait "...un projet authentique de transformation"(29), dans le sens d'une révolution culturelle. Leur conception de la révolution, toutefois, sorte de création d'un homme nouveau par une force impersonnelle, désincarnée, une "énergétique" écrit Burrin, poussait nécessairement au contresens par évacuation de la démocratie et absence de mécanismes précis de transformation. Leur projet révolutionnaire était une éthique, sinon une esthétique, et par là nécessairement porteur d'ambiguïtés et de déceptions.

(28) Claude Roy, *op. cit.*, p. 243.

(29) Philippe Burrin, "Le fascisme: la révolution sans révolutionnaires", *Le Débat*, # 38, (janvier-mars 1986), p. 166.

Nombre d'entre eux étaient d'ailleurs attirés par cet autre rejet du capitalisme et de la démocratie qu'était le communisme. Pierre Andreu, comme son mentor Drieu, est attiré, fasciné en un sens par le communisme: "ce n'était que chez eux que je trouvais cette négation radicale d'un monde que j'abhorrais"(30). On sait comment le mouvement surréaliste se divisa, à la fin des années vingt, Aragon, Eluard, Unik et Sadoul adhérant au PCF. Des intellectuels plus âgés, comme Henri Barbusse, Romain Rolland et Raymond Lefebvre, l'avaient déjà fait avant eux. Le Parti communiste français a d'ailleurs toujours recherché la collaboration et le soutien des intellectuels, notamment pour le magistère et le pouvoir de séduction qu'ils exercent sur les masses en France. Pendant les années trente, une proportion non négligeable de la jeunesse intellectuelle révoltée choisit l'extrême-gauche: c'est le cas des normaliens Jean Bruhat, Paul Nizan et Jean-T. Desanti, des professeurs Georges Politzer, Valentin Feldman, Marcel Cohen et Georges Cogniot, de Pierre Morhange et Henri Lefebvre, qui suivent Aragon et Eluard au sein du "parti de la classe ouvrière" et écrivent dans la *Revue marxiste* ou dans *Commune* (31); c'est aussi celui de l'historien Gérard Walter, de l'essayiste Georges Bataille, de l'écrivain Raymond Queneau, de Simone Weil, qui écrivent

(30) Pierre Andreu, *op. cit.*, p. 54.

(31) Voir Henri Dubief, Le déclin de la IIIe République, 1929-1938, Paris, Seuil, 1976, (Coll.: "Points. Histoire. Nouvelle histoire de la France contemporaine" # H 113), pp. 62-63; David Caute, Le Communisme et les intellectuels français, 1914-1966, Paris, Gallimard, 1967 (c. 1964), pp. 69-161, et Henri Lefebvre, La Somme et le Reste, Paris, La Nef de Paris, 1959, 2 vol.

dans la *Critique sociale* de Boris Souvarine, critique marxiste du stalinisme et du fascisme<sup>(32)</sup>. Mais ces jeunes intellectuels communistes ou communisants sont moins remuants que leurs "frères ennemis" d'extrême droite, entre autre parce que l'adhésion au parti communiste implique une retenue, une discipline, une ascèse pourrait-on dire, à laquelle ne sont pas tenus les seconds.

Ce sont d'ailleurs les ligues, et non pas le PCF, empêtré jusqu'en 1935 dans la démobilisante tactique "classe contre classe", qui donnent le ton à la décennie. Avec la Crise et le retour du Cartel des gauches au pouvoir en 1932, elles se multiplient et prennent de la vigueur: leur membership total est difficile à évaluer à cause de la pénurie d'archives pertinentes et de la tendance des chefs à surévaluer le nombre de leurs membres, mais il est clair qu'elles attirent à elles une partie non négligeable de la jeunesse et de la petite bourgeoisie des grandes villes<sup>(33)</sup>.

(32) Voir notamment sa fameuse et remarquable biographie de Staline: Boris Souvarine, Staline. Aperçu historique du bolchévisme, Paris, Editions Gérard Lebovici, 1985 (c. 1977 et 1935), 639 p.

(33) Pour une description de ces groupes antiparlementaires de droite, voir Henry Coston, Partis, journaux et hommes politiques d'hier d'aujourd'hui, Paris, Librairie française, 1960, 620 p., H. Maizy, Les groupes antiparlementaires républicains de droite en France de 1933 à 1939, Paris, Thèse de l'Institut d'Etudes politiques, 1951, 203 p., Jean Plumyène et Raymond Lasierra, Les fascismes français. 1923-1963, Paris, Seuil, 1963, (Coll.: "L'histoire immédiate"), 318 p., et Philippe Machefer, Ligues et fascisme en France. 1918-1939, Paris, P.U.F., 1974, (Coll.: "Dossiers Clio" # 71), 95 p.



Une partie même de la bourgeoisie et des grandes autorités sociales ne voit pas leur développement d'un mauvais oeil: les maréchaux Weygand et Pétain sont comptés, à tort ou à raison, au nombre de leurs sympathisants; le général de Castelnau, président de la Fédération nationale catholique, ne leur cache pas sa sympathie; le préfet de Paris, Jean Chiappe, dispose de deux arsenaux répressifs, selon qu'il ait affaire aux ligueurs ou aux manifestants de gauche; des Académiciens, dont Abel Bonnard et Henry Bordeaux, flirtent ouvertement avec elles; nombre d'hommes d'affaires enfin, dont Eugène Mathon et François de Wendel<sup>(34)</sup>, les subventionnent. Du côté des politiciens de la droite républicaine, toutefois, les choses sont plus compliquées. On sait que certains hommes politiques furent en relations avec les ligues et adhérèrent même à certaines d'entre elles: ainsi Xavier Vallat, membre de la Fédération républicaine, qui fut de l'AF puis Croix de Feu; Jean Ybarnégaray, aussi de la FR, et qui rejoindra de même La Rocque; Pierre Taittinger, encore de la FR et chef des Jeunesses Patriotes; et enfin, pour ne nommer que les plus connus, Philippe Henriot, dont les sympathies ligueuses sont évidentes. On sait aussi que certains hommes de gouvernement, dont Laval et Doumergue, manifestaient à leur égard une grande tolérance, allant même jusqu'à les subventionner à même les fonds secrets comme le montrera l'affaire La Rocque-Tardieu en 1937. Mais dans l'ensemble, l'attitude des partis de la droite républicaine manque de

<sup>(34)</sup>Voir Jean-Noël Jeanneney, François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir, 1914-1940, Paris, Seuil, 1976, (Coll.: "L'univers historique"), pp. 623-624.

netteté comme l'ont démontré les travaux de l'historien William D. Irvine.

Une chose est claire: les bouleversements des années trente et l'échec du projet de réforme de l'Etat en 1934 altèrent fondamentalement les perspectives d'un certain nombre d'entre eux, comme nous l'avons montré dans le cas de Tardieu. Mais les partis de droite (et à fortiori leurs membres, quand on sait l'indiscipline qui les caractérise) ne sont pas unanimes quant aux nouvelles formules politiques qu'il convient d'adopter. De tendance centriste, l'Alliance Démocratique et le Parti Démocrate Populaire rejettent à la fois le flirt avec les ligues et l'aventure "gauchiste" que constitue le Front populaire, pour mettre plutôt leurs espoirs dans une coalition avec les radicaux: l'avenir leur donnera raison à partir du gouvernement Daladier en 1938. Par contre, la Fédération Républicaine, dont la foi dans la solidité et la stabilité du régime est moins grande et la peur du communisme plus vivace, se rapproche nettement des ligues à compter de 1934. D'abord, comme le souligne le professeur Irvine, parce qu'elles ont nombre d'éléments en commun: les liens "organiques" de la FR avec certaines d'entre elles, dont les JP et les Croix de Feu, son dégoût croissant du parlementarisme, certaines ressemblances au niveau du programme, leur célébration commune des vertus du six Février<sup>(35)</sup>. Ensuite parce que les ligues, au contraire de la Fédération

<sup>(35)</sup>William D. Irvine, "French Conservatives and the <New Right> during the 1930's", French Historical Studies, vol. VIII, # 4, (Fall, 1974), pp. 534-562.

qui est un parti d'élites, "...could attract a mass membership, which the conservative parties did not command"(36). Nombre de conservateurs les considèrent donc comme des alliés acceptables: comme auxiliaires électoraux, ou comme troupes de choc contre la menace communiste. Mais cette alliance non-formelle (sauf en 1937, au moment de la formation du Front de la Liberté, auquel adhère la FR) a des odeurs de souffre, car les parlementaires de la droite conservatrice doivent nécessairement être peu regardants en ce qui a trait au programme précis de leurs alliés: cette attitude, écrit Irvine, "...bespoke at the very least a profound desperation and a cavalier disregard for democratic principles"(37). C'est sans doute que la possibilité d'un coup de force fasciste les préoccupait moins qu'une victoire communiste ou même socialiste.

Quoiqu'il en soit, ces relations sont trop ambiguës pour durer très longtemps sous cette forme. Parce que les parlementaires de la droite républicaine, dans leur majorité, veulent maintenir les ligues dans un rôle subordonné, celui de support électoral et de milices de choc contre les communistes. A partir du moment où celles-ci manifestent le désir de prendre place sur la scène électorale, l'harmonie se transforme en discorde. On en trouve l'illustration dans l'attitude de la Fédération républicaine après 1936: avec le Parti Républicain National et Social (c'est le nom que prennent en 1936,

(36) William D. Irvine, French Conservatism In Crisis: The Republican Fédération of France in the 1930's, Baton Rouge, Louisiana U. P., 1979, p. 156.

(37) Ibid., p. xx.

après l'interdiction des ligues par les gouvernements Sarraut et Blum, les Jeunesses Patriotes) et le Parti Populaire Français de Doriot (voir infra), qui ne lui font pas concurrence sur le plan électoral, la coopération se poursuit comme le prouve la formation en 1937, sous la direction de Doriot, du Front de la Liberté, auquel adhère la FR(38), avec le Parti Social Français (c'est le nom que prennent en 1936 les Croix de Feu du colonel de La Rocque), par contre, les relations se dégradent rapidement, comme le démontre l'élection de Mortain, parce que celui-ci prend son rôle de parti politique au sérieux: "the Federation still sought allies, as its reaction to the Front de la Liberté indicated, but it could see no value in a right-wing party that competed for an identical electoral clientele and that merely sought to replace the Federation's deputies with ones of its own"(39). Par ailleurs, les ligues ne sont-elles pas très critiques à l'endroit des modérés, présentés comme des conservateurs stériles et inefficaces?

La plupart des ligues des années vingt connaissent à compter de 1931 environ un regain de vigueur notable. Ce n'est toutefois pas le cas du Faisceau de Georges Valois, en qui Plumyène et Lasierra avaient vu "le premier parti fasciste français" et "le plus français des partis fascistes"(40). Nous avons vu plus haut comment ce mouvement, doté d'une doctrine originale, synthèse assez éclectique du nationalisme maurassien, de l'anarcho-syndicalisme, de la pensée nitzschéenne, de

(38) Sur le Front de la Liberté, voir Philippe Machefer, "L'union des droites, le P.S.F. et le Front de la liberté, 1936-1937", Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XVII, (janvier-mars 1970), pp. 112-126.

(39) W. D. Irvine, op. cit., p. 157.

(40) J. Plumyène et R. Lasierra, op. cit., p. 43.

corporatisme chrétien, et de la curieuse théorie du "lac sacré"(41), avait connu un fulgurant départ pour bientôt sombrer dans la division et la désaffection générales. Les succès de Poincaré en matières économique, financière et monétaire, ainsi que la campagne de calomnies entreprise par l'Action Française, avaient certes été déterminants dans cet échec rapide. Mais il est un point qui n'a jamais été approfondi et sur lequel nous aimerions attirer l'attention: le côté moderne de la doctrine valoisienne, qui le singularise dans le paysage fasciste français de l'entre-deux-guerres. Nous croyons en effet qu'une des raisons de l'échec de Valois se trouve dans le ton trop posé, trop rationnel de ses attaques du capitalisme et dans son acceptation globale de la société moderne. Les biographes de Valois ont notamment fait ressortir: la dominante anti-ploutocratique (dans le sens d'un rejet des grandes compagnies internationales, qui selon lui poursuivent sans relâche "l'hégémonie mondiale") de sa critique du capitalisme, dont par ailleurs il ne rejette pas les bases(42); et son insistance sur ce qu'il appelle "les facteurs intellectuels de la production", c'est-à-dire la conception et l'organisation du travail, ainsi que la formation, dans le capitalisme moderne, d'une classe de techniciens de la production, dont il juge le rôle indispensable(43). Sous ces aspects, Valois peut être considéré comme un moderne: ne

(41) Sur cet élément plutôt étrange de la théorie de Valois, voir Yves Guchet, Georges Valois. L'Action Française-Le Faisceau-La République syndicale, pp. 45-61.

(42) Voir Yves Guchet, op. cit., pp. 87-105, et Zeev Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, Paris, Seuil, 1983, pp. 106-135.

(43) Yves Guchet, op. cit., pp. 89-90.

prône-t-il pas l'organisation scientifique de la production, la planification, l'aménagement du territoire, l'urbanisme; un certain fordisme? Paul Serant a d'ailleurs souligné le fait que le Faisceau de Valois n'était pas "une simple opération de rétablissement de l'ordre", mais une volonté de créer un État nouveau, moderne, qui permettrait "...de faire concourir toutes les forces économiques au bien commun"(44). Une telle vision de l'économie, plus prosaïque que romantique, et plus moderne qu'archaïsante, nous semble en rupture de ton avec la sensibilité "fasciste" de l'entre-deux-guerres en France. Elle explique d'ailleurs, à notre avis, pourquoi Valois est considéré avec suspicion partout où il passe, puisque les idéologies tant fasciste que socialiste (au sens large) comportent un rejet viscéral du capitalisme et une condamnation non-équivoque de la société moderne auxquels il ne souscrivait pas. Son itinéraire politique, après la disparition du *Nouveau Siècle* le 1er avril 1928, est celui d'un isolé, depuis la République Syndicale jusqu'à Bergen-Belsen.

Les Jeunesses Patriotes, par contre, connaissent une véritable renaissance. Leur caractère même se modifie quelque peu. On sait que les spécialistes s'entendent pour ranger la ligue fondée par Pierre Taittinger dans la mouvance bonapartiste. Comme l'écrivent Plumyène et Lasierra, "l'imperméable bleu et le béret basque n'ont pas la rigueur doctrinale d'une chemise"(45). On sait par ailleurs que nombre de ses

(44) Paul Serant, Les dissidents de l'Action Française, Paris, Copernic, 1978, p. 23.

(45) J. Plumyène et R. Lasierra, op. cit., p. 30.

membres influents, sont eux-mêmes parlementaires (Taittinger, Xavier Vallat, Jean Ybarnégaray, Philippe Henriot, le pasteur Soulier) ou conseillers municipaux à Paris (Charles des Isnards, Le Provost de Launey, Charles Trochu), ce qui ne peut être interprété comme une prédisposition à l'antiparlementarisme vulgaire. D'ailleurs, le programme et les statuts de la ligue sont clairs sur ce point: les JP se disent républicains parce que, selon eux, la République est le régime qui divise le moins les Français et qu'elle est partie intégrante de l'histoire<sup>(46)</sup>. Pour eux, le problème de la Troisième République est un problème d'autorité dont on pourrait venir à bout en cantonnant le Parlement dans les fonctions de législateur et de contrôleur que personne ne lui conteste: il s'agirait pour ce faire d'instaurer un régime présidentiel fondé sur la séparation des pouvoirs, l'incompatibilité des fonctions ministérielles et gouvernementales, ainsi que l'utilisation du droit de dissolution et du référendum à chaque fois que la situation l'exige<sup>(47)</sup>. Il s'agit donc d'un programme de renforcement de l'autorité qui se confond grosso modo avec celui de la droite, même si on tient compte des propositions spécifiques comme la création d'une Cour suprême ou la décentralisation régionale.

Les dirigeants des JP n'ont d'ailleurs que peu de sympathie pour le fascisme comme tel à la fois parce qu'ils ne croient pas en ses

(46) "...et il serait aussi puéril que malsain de penser effacer 1789 de l'histoire", Jean Philippet, Les Jeunesses Patriotes et Pierre Taittinger (1924-1940), Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1967, p. 152.

(47) Ibid., pp. 153-154.

chances de succès en France et qu'ils répugnent à l'imitation servile d'un mouvement étranger: "c'est dans la mesure où le Fascisme [sic] était et restait italien que Taittinger l'appréciait"(48). Bien que le mouvement ait une allure martiale et que des bras tendus et les cris de "dictature, dictature" saluassent les discours de ses leaders à Luna-Park ou ailleurs(49), les divergences doctrinales étaient trop importantes pour que Taittinger et les siens soient attirés par la tentative de Valois ou par les folles aventures du commandant Jean Renaud et de Marcel Bucard, qui par ailleurs leur faisaient concurrence sur le plan du membership et auprès des bailleurs de fonds. Autoritaires mais non fascistes, les JP reprennent vie autour de 1932: en mars 1934, Taittinger proclame même que le mouvement compte désormais 300.000 adhérents, ce qui est probablement une multiplication par dix (et tout au moins par cinq) du nombre réel des fidèles, même si le mouvement compte des sections en province dans quelques villes universitaires, Nantes, Lille, Bordeaux, Marseille, Lyon. Mais Jean Philippet fait ressortir avec justesse que le climat des années trente a quelque peu infléchi la ligne doctrinale des JP, en aiguissant en son sein les contradictions "...entre l'attachement aux valeurs du libéralisme et le désir immodéré d'autorité de l'Etat", ainsi qu'"...entre l'attachement à l'ordre social et le désir de changements". Les JP des années trente montrent ainsi deux visages, défensif et conservateur ou offensif et novateur, "sans que jamais les deux

---

(48) *Ibid.*, p. 29.

(49) Voir Philippe Rudaux, Les Croix de Feu et le P.S.F., Paris, Editions France-Empire, 1967, p. 21.



aspects ne soient complètement séparés"(50): le PRNS ne ne dénonçait-il pas le capitalisme international et la dictature des trusts tout en revendiquant une charte sociale du travail?(51)

Mais les Jeunesses Patriotes restent quand même en retrait des véritables groupes fascistes qui verront le jour pendant les années trente. Il est d'ailleurs curieux de constater que ceux-ci ont tous été, sauf le Parti populaire français de Doriot, portés sur les fonts baptismaux par un seul et même homme, le parfumeur François Coty. Fred Kupferman a écrit l'histoire, malheureusement non publiée, de ce curieux mégalomane corse, génie des affaires incapable de percer les mystères du succès politique.(52) Ce ne fut pourtant pas faute d'essayer. Bien que sa carrière journalistique et politique ait été relativement brève (une douzaine d'années, de 1922 à 1934, année de sa mort), il eut le temps de se ruiner en entreprises diverses: février 1922, achat du *Figaro* (par l'intermédiaire de Camille Aymard qui, écrit Kupferman, le lui revend dix millions quand il l'avait lui-même payé le dixième de ce prix, et utilise les fonds ainsi "extorqués" pour s'offrir la *Liberté* ), et qui lui coûtera plus de 85 millions en onze ans; de 1925 à 1928, subventions mensuelles de 150.000 francs à l'Action Française (pour un total de plus de cinq millions); 1925-1926, subventions épisodiques au *Nouveau Siècle* de Valois (environ 1.5

(50) Jean Philippet, op. cit., p. 6.

(51) P. Machefer, Liques et fascisme en France, 1918-1939, p. 11.

(52) Alfred Kupferman, François Coty, journaliste et homme politique, Paris, Thèse de la Sorbonne (doctorat de 3ème cycle), 1965, 2 vol.

millions), dont l'interruption sera par ailleurs une des causes de la disparition du journal; en 1927, subvention substantielle pour parer la création des Croix de Feu, qu'il patronne jusqu'en 1931; création et financement, en 1928, de la Croisade des Patries, organisme international de lutte contre le communisme dont il confie la direction française au commandant Jean Renaud; achat, la même année, des quotidiens le *Gaulois* et l'*Autorité* (bonapartiste); lancement, en mai 1928, de l'*Ami du Peuple*, quotidien à deux sous qui tirera à un million d'exemplaires en 1930 et qui entraînera la formation contre lui d'une coalition des cinq grands (le *Petit Parisien*, le *Petit Journal*, le *Matin*, le *Jour*, le *Journal*), renforcée par le refus des Messageries Hachette de diffuser le journal, celui de l'imprimeur Simart d'accepter ce nouveau client, et celui de l'agence Havas de lui fournir de la publicité, pour le forcer à en augmenter le prix, guerre ruineuse dont il sort vainqueur après trois ans de lutte; financement de diverses campagnes électorales, dont celle de l'aveugle de guerre Georges Scapini dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 1924 et celle de Jacques Ditté contre Henri de Kérillis en 1928, et la sienne propre pour la mairie d'Ajaccio, sur laquelle il déverse un flot d'or, en 1930-1931; création, en 1933, de la Solidarité française. Les idées que défend Coty ressortissent le plus souvent à une démagogie simpliste: il attaque, dans le *Figaro* et l'*Ami du Peuple*, notamment, les puissances occultes de l'argent et des affaires, ainsi que le communisme, et dénonce les intrigues des ploutocrates et des bureaucraties, en appelant bien sûr les honnêtes gens à l'appuyer, lui, l'"Homme seul", dans sa lutte contre tous. Il est difficile de savoir si

"ce petit homme, soigné de sa personne mais timide dans son comportement social"(53) , et dont Fred Kupferman a dit qu'il n'était pas un homme, mais un "chéquier", croyait réellement à sa fortune politique et se prenait vraiment pour le sauveur de la France. Chose sûre, ses convictions anticomunistes et antiparlementaires le rapprochent nettement du fascisme italien, sur lequel le *Figaro* ne tarit pas d'éloges. En 1927, Coty, qui se définit comme "artiste, industriel, technicien, économiste, financier et sociologue", propose un projet de réforme de l'Etat "fortement inspiré du modèle italien"(54) , qui prévoit l'élection du Président de la République au suffrage universel pour un mandat de sept ans, la limitation du Parlement (d'ailleurs amputé de la moitié de ses députés et sénateurs) à une oeuvre de législation et de contrôle du pouvoir exécutif, la non-rééligibilité des députés et sénateurs sortants, "sauf dans le cas de services exceptionnels solennellement proclamés", le vote des femmes, le vote familial et le vote obligatoire, la limitation de l'initiative parlementaire en matière de dépenses, la création d'une Cour suprême chargée de surveiller "la conformité des lois avec la Constitution" et de juger "les ministres mis en accusation par les Chambres", l'institution d'un referendum obligatoire pour toutes les grandes réformes, la nomination des ministres par le Président de la République et leur sélection, pour moitié au moins, hors de l'enceinte du Parlement, la diminution et la réorganisation des ministères, ainsi que sept "corollaires", dont la réalisation d'un canal transcontinental

(53) Pierre Albert et al., La presse française de 1871 à 1940, p. 539.

(54) A. Kupferman, op. cit., p. 77.

de l'Atlantique à la Mer Noire, la "suppression des bruits de rue qui causent l'insomnie", et l'institution de cours obligatoires d'hydrothérapie et de mastication<sup>(55)</sup>.

On le voit, le cotysme constituait une doctrine plutôt bizarre, mélange de bonapartisme et de fascisme, aux tendances plébiscitaires affirmées: elle ne pouvait vraisemblablement séduire que ceux qui "touchaient", encore que Fred Kupferman affirme que "les avenues du pouvoir" étaient ouvertes à Coty, "...s'il avait eu plus d'attaches et quelque entregent"<sup>(56)</sup>. Son influence réelle demeure toutefois difficile à évaluer: il ne sut pas se servir du *Figaro*, qu'il mena presque à la disparition en 1933<sup>(57)</sup>; il perdit des sommes folles dans des

(55) "La réforme de l'Etat par François Coty...", in *Ibid.*, pp. 207-214.

(56) *Ibid.*, p. II. M. Coty n'avait vraisemblablement pas compris qu'il ne suffit pas, en politique, de dépenser des millions pour s'assurer des fidélités et la popularité. Ainsi, il donna, nous l'avons vu, plus de cinq millions à l'AF sans avoir obtenu d'elle plus "qu'un silence aimable à son égard"; il dépensa des centaines de millions dans des entreprises de presse qui ne firent progresser ses idées et sa popularité de manière infime; enfin, il se fit des ennemis parfois malgré, et parfois à cause de ses millions: ainsi, Henri de Kérillis, qui lui gardait rancune depuis l'élection de 1928, et Camille Ay-mard, qui lui en voulait peut-être de l'avoir inopinément enrichi, menèrent contre lui, en 1932, dans la *Liberté* et l'*Echo de Paris* une impitoyable campagne visant à le discréditer et à miner la confiance du public dans ses entreprises, dont les cours en bourse s'effondrèrent effectivement. On sait aussi que le divorce qu'il avait accordé à sa femme, née Yvonne le Baron, lui coûta 425 millions, et que la crise porta un dur coup à ses entreprises américaines, qui constituaient le cœur de son empire.

(57) Ironie du sort, après quelques épisodes burlesques, le *Figaro* échut à l'ex-épouse de Coty, devenue madame Cotnareanu, qui en fit, en le confiant à une équipe rédactionnelle de qualité (Lucien Romier, André Maurois, Paul Morand, Wladimir d'Ormesson et Pierre Brisson), remonter le tirage à 90.000 en 1939.

entreprises de presse dont l'utilité se révéla douteuse; et il entretint des dizaines de journalistes et de politiciens mineurs qui s'empressèrent pour la plupart de faire le silence sur lui après sa mort en 1934. En bout de compte, comme le mentionne F. Kupferman, deux de ses entreprises auront compté: l'*Ami du Peuple*, qu'il donna littéralement à un million de lecteurs, et qui eut "...une action indiscutable sur les sentiments, les préjugés et les idées politiques de cette catégorie de Français qui lisent peu de journaux et <ne font pas de politique>"(58) ; et la Solidarité Française, qu'il lança en 1933 avec le concours de Jacques Ditté, Jean Renaud et Jacques Fromentin.

Celle-ci, qui a pour devise "La France aux Français", s'appelle en fait la Solidarité Française pour la Réforme de l'Etat. Son programme? La défense de l'épargne; la création d'une Caisse nationale d'amortissement (qui remplacera la loi sur les assurances sociales que Coty voue aux gémonies); l'abrogation de la loi sur les naturalisations; l'épuration des fonctionnaires; l'expulsion des étrangers indésirables; le droit à l'emploi réservé aux Français de naissance; une enquête sur l'origine des fortunes juives [sic!]; la cession au Président de la République de pouvoirs discrétionnaires; et enfin le contrôle permanent des parlementaires par leurs mandants. Les membres, au nombre de dix mille environ en 1934, portent le béret noir, la chemise bleue, la ceinture et les bottes, et sont insérés dans une structure fortement hiérarchisée et centralisée, calquée sur celle des Croix de

(58) A. Kupferman, op. cit., p. II.

Feu, et visant à permettre leur mobilisation le plus rapidement possible. On n'y trouve, selon les spécialistes, que très peu d'aristocrates ou de bourgeois, mais en revanche beaucoup d'ouvriers, d'employés et de ...Nord-Africains (ce qui fait que certains l'appellent la "sidilarité française")!!! Les intellectuels n'y adhèrent pas en grand nombre: mis à part les frères Ditte et René-Louis Jolivet<sup>(59)</sup>, le plus connu est le remuant Jean-Pierre Maxence, dont nous avons illustré la frénésie journalistique plus haut. Celui-ci réussit à faire adhérer à la ligue quelques uns de ses amis, dont Jacques Saint-Germain et Jacques de Tanlay, ainsi que son frère, Robert Francis. Cette jeune équipe, qui se distingue par son dynamisme<sup>(60)</sup> (Maxence organise, en un an, plus de deux cents réunions en province), entre en force au comité directeur en septembre 1934, mais échoue dans sa tentative d'évincer le Président-Chef Jean-Renaud en 1935. Privée de ses intellectuels qui retournent à leurs revues et d'une partie de ses troupes qui passent au Francisme, la Solidarité Française disparaît virtuellement en 1936. Mais son anticommunisme et son antisémitisme ont encore un bel avenir.

Avec le Francisme, écrivent Plummyène et Lasierra, l'idée de fascisme effectue "un incontestable <progrès>"<sup>(61)</sup>. Ce parti, pour qui

<sup>(59)</sup>Ibid., pp. 217-220, 221, et 277-278.

<sup>(60)</sup>Kupferman prétend même que Maxence et Louis Mouilleseaux, qui entrera lui aussi à la SF, se voient déjà, le 7 février 1934, ministres dans un gouvernement présidé par le maréchal Lyautey, dont les sympathies pour l'extrême droite sont de notoriété publique: l'arrivée de "papa" Doumergue les fait déchanter! Ibid., p. 277.

<sup>(61)</sup>J. Plummyène et R. Lasierra, op. cit., p. 110.

ses dirigeants revendiquent le label du fascisme authentique, est fondé le 29 septembre 1933, sous l'Arc de Triomphe, par un ancien combattant glorieux, au passé politique chargé, Marcel Bucard: épigone de Tardieu en 1924, il entre l'année suivante au Faisceau, qu'il quitte pour suivre Coty à l'*Ami du Peuple*, où il tient la page hebdomadaire du combattant, à partir de mai 1928; en 1932, toutefois, Bucard quitte Coty<sup>(62)</sup> pour prendre la direction du Parti Socialiste National que lui offre l'ancien pacifiste devenu ultra-nationaliste, Gustave Hervé, vraisemblablement dans le but d'attirer à lui les anciens "poilus", que celui-ci juge indispensables au succès de tout mouvement politique révolutionnaire; rapidement découragé par le piétinement du PSN rebaptisé Milice Socialiste Nationale, stagnation qu'il attribue probablement à la personnalité "discutée, brûlée, usée" de Hervé, et confiant dans sa bonne étoile, Bucard décide à l'été 1933 de fonder un parti fasciste, après s'être assuré des concours financiers substantiels, qui lui feront défaut dès la fondation du mouvement.<sup>(63)</sup> D'entrée, Bucard impose le style fasciste à ses troupes: chemise bleue, baudrier, béret basque, salut à la romaine; il revendique aussi le

(62) La séparation se fait à l'amiable; on dit, ce que confirme Alain Deniel, historien du Francisme, que le parfumeur aurait versé à son ex-collaborateur, à titre d'"indemnité de départ", la coquette somme de deux millions. Voir Alain Deniel, Bucard et le Francisme. Les seuls fascistes français, Paris, Jean Picollec, 1979, p. 21.

(63) Ibid., pp. 21-25.

patronage du Duce, et affirme que le fascisme est une doctrine d'essence universelle(64).

La doctrine, plus rigoureuse que dans les autres ligues, est une synthèse de nationalisme autoritaire, de xénophobie, et d'éléments empruntés au fascisme italien. Elle comprend: la dénonciation du régime parlementaire(65), qui devra être remplacé par un chef national plébiscité qui concentrera entre ses mains l'essentiel des pouvoirs et gouvernera au moyen d'un "directoire" composé de ministres choisis par lui et responsables devant lui; l'institution du parti unique; la décentralisation; la condamnation du collectivisme et du libéralisme, phénomènes reposant sur des principes opposés, mais "identiques dans leurs résultats", et leur remplacement (par la dénationalisation, notamment!) par un système de libre entreprise enserré dans un cadre corporatif de style italien; la protection de l'agriculture(66) et l'enrayement radical de l'exode rural par un accroissement du pouvoir d'achat des exploitants agricoles de la

(64) Les subventions importantes provenant d'industriels français étant plutôt rares (on compte, parmi les bourgeois qui ont soutenu le Francisme, Bertrand Motte, de la grande famille du textile, Payot, industriel de Tours, Mme. Paul Nocard, de la parfumerie Pivert, et un industriel parisien du nom de Daumas), Bucard fait appel aux subventions italiennes à partir du printemps 1934. Voir A. Deniel, op. cit., pp. 60-61, et Max Gallo, La cinquième colonne... et ce fut la défaite de 40, Bruxelles, Editions Complexe, 1984 (c. 1980 et 1970). pp. 179-183.

(65) "Il faut l'abattre, écrivait Bucard, car on ne raccommode pas ce qui s'en va en pourriture. On n'améliore pas la peste", Marcel Bucard, cité dans A. Deniel, op. cit., p. 34.

(66) "La France a toujours été et est encore une nation essentiellement agricole", écrit Raoul Broche dans le treizième numéro du *Franciste* (9 juillet 1934). Tiré de A. Deniel, op. cit., p. 43.



paysannerie moyenne; l'hostilité aux métèques<sup>(67)</sup>, puis, à partir de 1936, un antisémitisme racial qui, écrit Deniel, propulsait Bucard "...au premier rang des émules de Drumont"<sup>(68)</sup>; une conception "laïque" de l'Etat, assortie d'une nécessité de restaurer les "forces spirituelles", qui enjoignait à celui-ci d'assurer la liberté de l'enseignement et de signer des accords ou concordats avec les différentes Eglises "au mieux des intérêts moraux de la France"; une politique nataliste comprenant une priorité d'emploi pour les pères de famille, des réductions d'impôts pour les familles nombreuses, des taxes spéciales frappant les célibataires et les ménages sans enfants, des incitations à rester au foyer pour la femme, et une politique du logement favorisant la maison individuelle; et enfin, une théorie de la prise du pouvoir par le coup de force<sup>(69)</sup>.

Mais la rigueur, affichée du Francisme n'en fait pas pour autant un pôle d'attraction irrésistible. Les masses restent largement à l'écart (A. Jacomet estime que les troupes sont composées d'anciens

<sup>(67)</sup> Pour les Francistes, il y a deux types de "métèques", qu'il ne faut pas confondre avec les étrangers: d'abord, le "sans-patrie", qui "tantôt à Berlin, à Paris, à Rome, à Prague ou à Moscou, s'installe, trompe, presse, exploite, vole, vit et s'enrichit sur le dos des autres, prêt à changer d'asile, fortune faite, et à recommencer ailleurs sa basse besogne de détrousseur d'idéal et d'épargne, de destructeur de patrie"; et le "mauvais Français de haute origine", qui s'est refusé à ses devoirs envers la France, "principalement à l'impôt du sang". Citations extraites du *Franciste* de février 1934, et reproduites dans A. Deniel, *op. cit.*, p. 45.

<sup>(68)</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>(69)</sup> Le lecteur attentif aura noté que toutes les informations sur la doctrine franciste ont été extraites du chapitre intitulé "Une manière de doctrine", dans A. Deniel, *op. cit.*, pp. 33-57.

combattants aux idées simples, "voire simplistes", et "...aimant (...) évoquer autour d'une chopine les combats de la grande guerre", d'anciens communistes, qui donnent au mouvement "ses meilleurs cadres", de membres des professions libérales et de chefs d'entreprise en nombre assez restreint, et qui suivent les activités du mouvement d'assez loin, la "piétaille" étant constituée d'artisans, de petits commerçants, d'employés et d'ouvriers<sup>(70)</sup>, tandis que les intellectuels sont virtuellement absents, ce qui fait du Francisme, aux dires de Plumyène et Lasierra, un mouvement "...squelettique, abstrait, dépourvu de toute réalité politique"<sup>(71)</sup>.

(70) A. Jacomet, "Les chefs du Francisme: Marcel Bucard et Paul Guiraud", Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 97, 25ème année, (janvier 1975), pp. 51-52.

(71) J. Plumyène et R. Lasierra, op. cit., p. 110. La personnalité même du chef paraît avoir joué un rôle dans le peu de succès du mouvement auprès des masses: Deniel insiste sur le fait que Bucard, malgré son imposante stature et son passé glorieux de combattant, correspondait peu à l'image plébéienne des chefs fascistes en Allemagne et en Italie, son mariage bourgeois (avec la fille de l'industriel Emile Dupond), son goût immodéré de l'argent et son existence dichotomique, Mr. Hyde le jour, alors que, sanglé dans son uniforme il appelle le peuple à la révolution, et Dr. Jeckyll le soir, bon père de famille (il a 4 enfants) dans son appartement cossu de la place des Termes, le rangeant plutôt dans la catégorie des bourgeois (A. Deniel, op. cit., p. 65); Jacomet, de son côté, insiste sur le caractère d'"éternel adolescent" du chef, manifeste dans le cérémonial franciste et dans l'"infantilisme tactique" du mouvement (A. Jacomet, loc. cit., pp. 52-53).

Nous ajouterons que la lecture de l'ouvrage de Deniel ne nous a pas totalement convaincu quant au caractère "fasciste" du mouvement. Le fond du Francisme nous a plutôt semblé être l'esprit ancien-combattant, mâtiné de bonapartisme et de catholicisme social, sur un fond de décadence démographique et politique.

Ce n'est certes pas le cas des Croix de Feu et de leur successeur (à partir de 1936), le Parti Social Français. Le mouvement du colonel de La Rocque revendique en effet 35.000 membres en février 1934, 100.000 à l'été 34, 450.000 début 1936 et 2 millions en 1937. On comprend sans peine que les dirigeants du Rassemblement populaire l'aient désigné comme l'ennemi à abattre, l'incarnation même de

l'hydre fasciste<sup>(72)</sup>. Pourtant, une étude approfondie du mouvement permet difficilement de le classer dans le camp des épigones de Mussolini ou de Hitler. On sait que le mouvement des Croix de Feu est une association d'anciens combattants "décorés au péril de leur vie", fondée en 1927 par Maurice Hanot dit d'Hartoy sous le patronage de

(72) Henri Dubief, dans son ouvrage sur le "déclin de la IIIe République", reprend certaines des antiennes de la gauche à l'encontre des Croix de Feu: "...les méthodes des Volontaires nationaux sont devenues semblables à celles de Mussolini et de Hitler à partir du moment où l'on peut considérer qu'ils sont une organisation de masse. Dès février-mars 1934, les Croix-de-Feu manifestent dans les circonscriptions <rouges>: nord-est de Paris, pays noir du Pas-de-Calais, Lille. Organisés militairement, les <dispos> se livrent à des opérations de commandos. Armés et motorisés, ils se transportent dans des localités dont la municipalité est d'extrême gauche et font des manoeuvres de guerre civile, contrôlant les carrefours, simulant l'occupation des édifices publics. Si la population réagit, ils cherchent le contact, et quelques rixes furent sanglantes. Des complicités policières et militaires permirent sans doute leur entraînement au maniement des armes de guerre. En présence de ces menaces, la gauche montra un étonnant sang-froid et ne se laissa pas entraîner au combat de rue. (...). En octobre 1935 fut connu un plan de neutralisation de la <banlieue rouge> qui devait suivre la prise du pouvoir à Paris. En effet, des manoeuvres eurent lieu où les Croix-de-Feu occupèrent des localités de la région parisienne, points stratégiques de la circulation routière", H. Dubief, op. cit., p. 161.

Ce qui frappe, dans l'attitude de la gauche antifasciste, c'est qu'elle désigne La Rocque comme ennemi public # 1 moins à cause de la doctrine de son mouvement ou de sa volonté supposée de prendre le pouvoir par la force que parce que les Croix-de-Feu utilisent des automobiles pour se déplacer lors de leurs manoeuvres et se comportent en groupe paramilitaire. Comme elle impute à Doumergue des ambitions dictatoriales en 1934 parce qu'il s'adresse à la population par le biais de la T.S.F., elle étiquette comme fasciste le mouvement de La Rocque parce que ses troupes sont motorisées! Curieux comportement, qui dénote une hantise des progrès de la technique, interprétés comme des manifestations malines! Il faut bien dire, aussi, que les Croix de Feu s'exposaient à être ainsi stigmatisés à cause de leur grande visibilité, donnant ainsi des armes de première qualité à leurs adversaires.

François Coty<sup>(73)</sup>. En 1929 s'y adjoint l'Association des Briscards, formée d'anciens combattants ayant séjourné au moins six mois en première ligne. Cette association n'a alors absolument rien d'un parti politique: sa raison d'être "...est de rassembler les meilleurs des anciens combattants, dans le souvenir et la camaraderie, de former une chevalerie du courage militaire, de jeter les fondements d'une sorte de nouvelle Légion d'honneur"<sup>(74)</sup>. Quand d'Hartoy, pour des raisons personnelles, rompt avec Coty, c'est le capitaine Genay qui prend la direction de l'association.

C'est l'année suivante que le colonel François de La Rocque<sup>(75)</sup>, inscrit depuis la fin de 1929 seulement, devient vice-président du

<sup>(73)</sup> Sur les Croix de Feu et le PSF, voir Philippe Rudaux, Les Croix de Feu et le P.S.F., Paris, France-Empire, 1967, 399 p.; Philippe Machefer, "Les Croix de Feu (1927-1936)", L'Information historique, 34ème année, # 1, (janvier-février 1972), pp. 28-34; Philippe Machefer, "Le Parti social français en 1936-1937", L'Information historique, 34ème année, # 2, (mars-avril 1972), pp. 74-81; Philippe Machefer, "L'union des droites, le P.S.F. et le Front de la Liberté, 1936-1937", Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XVII, (jan.-mars 1970), pp. 112-126; J.-P. Florin, "Des Croix de Feu au Parti Social Français: une mutation réussie? L'exemple de la fédération du Nord (1936-1939)", Revue du Nord, t. LIX, # 233, (avril-juin 1977), pp. 223-271; et Xavier Vallat, Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite, 1918-1945, Paris, Les Quatre Fils Aymon, 1957, pp. 107-138.

<sup>(74)</sup> René Rémond, La droite en France de la première Restauration à la Cinquième République, p. 219.

<sup>(75)</sup> Né à Lorient, en 1889, d'une famille originaire d'Auvergne et profondément catholique (son père est un ami personnel d'Albert de Mun); fréquente Saint-Cyr, puis sert au Maroc, de 1906 à 1916, sous les ordres de Lyautey; termine la Première Guerre mondiale sur la Somme, et passe sept des dix années suivantes à l'Etat-Major de Foch; quitte l'armée en 1929 pour entrer à la C.G.E.

mouvement dont il occupera la présidence à partir août 1931. Celui-ci s'impose rapidement par ses dons d'organisateur: il double en quelques mois la diffusion du Flambeau, organe du mouvement, crée en 1932 les Fils et les Filles des Croix de Feu, et en 1933 la Ligue des Volontaires Nationaux, ouverte aux non-combattants et aux jeunes. En 1934, au moment des émeutes de février, la ligue est en pleine croissance. Les idées du mouvement, "nouvelles et originales" écrit P. Rudaux, médecin qui adhéra aux Volontaires Nationaux en 1934, constituent "...un amalgame de patriotisme jacobin, de nationalisme renoué et, dans une certaine mesure, de socialisme proudhonien"(76). La "mystique Croix de Feu" accorde la première place aux valeurs morales, marquant la "primauté du spirituel": "elle serait esprit d'union, idéal patriotique d'une France forte, peuplée, au premier rang des nations, bastion de la latinité, puissance d'exemple par son programme de fusion spirituelle des classes"(77). En fait, le programme Croix de Feu est fondé sur un certain humanisme chrétien opposé à l'individualisme capitaliste et à la lutte des classes, même si certains observateurs ont cru voir dans les rangs du mouvement "...des jeunes gens décidés, attentifs aux vérités sociales, et tout prêts à créer un fascisme français"(78). Il faut dire que le colonel de La Rocque n'a jamais été très clair quant aux objectifs et au programme du mouvement. Son livre, Service public, publié en 1934, est, aux dires mêmes de Philippe Machefer, historien de celui-ci,

(76)P. Rudaux, op. cit., p. 118.

(77)P. Machefer, "Les Croix de Feu (1927-1936)", loc. cit., p. 29.

(78)Robert Brasillach, op. cit., p. 211.

"...peu susceptible de nous renseigner sur la nature réelle du mouvement"(79). Il y préconise le rétablissement de la moralité publique, la restauration de la famille, la collaboration des classes (avec pour objectif leur "fusion spirituelle"), l'établissement d'un corporatisme d'inspiration sociale-chrétienne, le renforcement de l'Exécutif et la création d'un Conseil Economique obligatoirement consulté par l'Etat. En fait, la mystique Croix de Feu est une volonté de réconciliation nationale dont la "fraternité des tranchées" serait le coeur. Ne se situant ni à droite ni à gauche, les Croix de Feu proposaient en 1936 la mise en place d'un "...corporatisme non-étatisé, de tradition sociale-chrétienne, assurant une collaboration du Capital et du Travail dans une économie faiblement industrialisée"(80). Les thèmes de la limitation de l'industrialisation (de son "étalement" sur le territoire), de la protection de l'artisanat, et du retour à la terre étaient longuement élaborés dans le Manifeste Croix de Feu de 1936. Sur le plan politique, les réformes proposées allaient dans le sens du programme Doumergue-Tardieu de 1934 (voir supra, chapitre III).

Devenu Parti Social Français après le décret du 18 juin 1936 qui dissout les ligues(81), le mouvement de la Rocque ne modifie pas sensiblement son programme, ses méthodes et ses idées. Cela semble d'ailleurs lui réussir, puisque tous les observateurs s'accordent pour

(79)P. Machefer, "Les croix de Feu (1927-1936)", loc. cit., p. 30.

(80)Ibid., p. 32.

(81)La Rocque met alors intelligemment les socialistes dans l'embarras en acceptant immédiatement le décret de dissolution et en calquant les statuts de son nouveau parti sur ceux de la SFIOI

estimer le nombre de ses membres à 800.00 au moins: certains croient même que le nouveau parti a réussi à grouper près de 2 millions de Français en 1937. Dès 1934, les petits bourgeois (commerçants et artisans en majorité, nous dit P. Machefer) y affluent, vraisemblablement attirés par "l'idéal de réconciliation nationale et aussi l'anticommunisme virulent du mouvement"(82): le réflexe de défense sociale et la séduction des théories sociales chrétiennes du mouvement sont certainement les deux pôles de cet afflux. A partir de 1936, le mouvement du colonel de La Rocque enregistre un très grand nombre d'adhésions qui ne sont pas toutes le fait d'anciens Croix de Feu: il attire alors "...quantité de citoyens qui cherchent à se grouper pour faire échec à ce qu'ils prennent pour une entreprise de marxisation de la France"(83). Ceux-ci, majoritairement membres des classes moyennes, déçus par les vieux partis, cherchent une solution à la crise du régime mais refusent l'alliance avec les forces de gauche: le PSF les attire parce que, "désireuses d'ordre, d'intégrité, d'énergie", elles répugnent malgré tout "à la violence et aux mesures radicales"(84).

C'est d'ailleurs ce que ses adversaires reprochent au parti de La Rocque. On sait que celui-ci avait, le 6 Février, donné ordre à ses troupes de se disperser au moment où elles avaient atteint un barrage

(82)P. Machefer, "Les Croix de Feu (1927-1936)", loc. cit., p. 30.

(83)P. Machefer, "Le Parti Social Français en 1936-1937", loc. cit., p. 74.

(84)E. Weber, L'Action Française, p. 378.



de police, rue de Bourgogne<sup>(85)</sup>, prenant ainsi à revers, en quelque sorte, les forces de l'ordre: ses ennemis de la droite ligueuse ne lui pardonneront jamais d'avoir ainsi saboté les chances d'un coup de force. Et il est clair que La Rocque, malgré les exercices paramilitaires, les mobilisations motorisées, les cachotteries autour du jour "J" et de l'heure "H", ne cherchait pas à renverser la République par la force. En fait, cette emphase sur l'action visait beaucoup plus à entretenir au sein des troupes un climat "positif" qu'à préparer le coup d'Etat dont on le soupçonnait à gauche. Dieter Wolf, dans son étude sur Doriot, présente d'ailleurs le colonel comme "un être naïf et inoffensif qu'on ne saurait classer dans un groupe fasciste quel qu'il soit"<sup>(86)</sup>, tandis qu'Edward Tannenbaum souligne avec raison qu'il ressemblait beaucoup plus à un Junker prussien qu'à un Hitler ou à un Mussolini<sup>(87)</sup>. Prudent, sagace, La Rocque se présentait comme le grand conciliateur, attirant ainsi au sein de ses troupes ces petits bourgeois effrayés par la montée des forces de gauche et désireux d'ordre public, mais certes peu de véritables fascistes. Cela est parfaitement illustré dans la crise qui secoue les Croix de Feu à l'été 1935 et qui voit certains des plus proches collaborateurs de La Rocque, connus sous le nom de "jeunes maréchaux" (Robert Lousteau, Pierre Pucheu, Bertrand de

(85) Voir Serge Bernstein, Le 6 février 1934, pp. 172-175. Quelque temps après les événements, La Rocque expliquait qu'il n'avait pas voulu envahir le Palais-Bourbon et ainsi éventuellement renverser la République parce qu'il aurait alors été réduit à l'impuissance, car la province ne l'aurait pas suivi.

(86) Dieter Wolf, Doriot. Du communisme à la collaboration, Paris, Fayard, 1969. (c. 1967), (Coll.: "Les grandes études contemporaines"), p. 11.

(87) E. Tannenbaum, op. cit., p. 208.

Maud'huy, Hervé Larôche, Yves Paringaux, Max Roger, Jean Vincey et Pierre Havard), quitter les Croix de Feu parce que leur chef se refuse à adopter un programme social clair et à assigner des objectifs précis au mouvement<sup>(88)</sup>. Le PSF est une sorte d'alter ego du parti radical, dont il attire selon toute vraisemblance une partie de la clientèle, la moins portée sur l'anticléricisme et la plus soucieuse d'ordre social, et qui ne croit plus que le parti d'Herriot et de Daladier puisse assurer la paix sociale et redonner à l'Etat une vigueur qui lui fait cruellement défaut. En fait, l'existence des Croix de Feu eut deux conséquences importantes: d'une part, leur aspect paramilitaire précipita et facilita la formation du Rassemblement populaire (on pourrait ainsi dire que les Croix de Feu furent les meilleurs promoteurs de l'antifascisme militant); de l'autre, elles mobilisèrent et bloquèrent, en quelque sorte, une grande partie des troupes favorables à un changement de régime, dont furent privées les autres organisations, dont celle de Doriot. On peut donc considérer les Croix de Feu comme ayant joué dans le sens du maintien du régime à un double point de vue.

Ce qui en faisait la bête noire des ligues plus militantes, comme celle de Doriot. Celui-ci, né en 1898, s'inscrit à la SFIO à l'âge de vingt ans et suit la fraction majoritaire au Congrès de Tours. De

<sup>(88)</sup> Robert Brasillach écrit: "mais la grande bourgeoisie ne voyait là qu'un prétexte à ventes de charité, à papotages mondains sur des cas intéressants, à tasses de thé, à secours accordés à de bons pauvres, pleins de bons sentiments. Ce mouvement s'accrut encore lorsque la ligue des Croix de Feu dissoute laissa la place au Parti Social Français. Quelques Volontaires nationaux, déçus, quittèrent le parti dont le chef leur conseillait de rester en "alerte pieuse", et semblait effrayé par l'action", R. Brasillach, *op. cit.*, p. 211.

retour d'URSS, où il a représenté les Jeunesses communistes de France auprès de l'Internationale en 1921-1922, il entreprend une ascension fulgurante: secrétaire général des Jeunesses communistes de France en 1923; membre du comité directeur du PCF la même année; député de la banlieue nord de Paris en 1924; animateur de la campagne anticoloniale du PCF, à l'occasion de la guerre du Rif, en 1925; délégué du Komintern en Chine en 1927; réélu député en 1928; maire de Saint-Denis en 1931, il apparaît alors comme un des candidats les plus sérieux à la direction du parti communiste. Les choses se gâtent pourtant pour lui quand, à partir de février 1934, il entreprend de mettre en branle un processus d'unification de la gauche antifasciste envers et contre la politique de la IIIe Internationale qu'applique scrupuleusement le PCF, et qui fait des socialistes, des sociaux-fascistes, les pires ennemis du prolétariat et de la révolution. Ayant refusé de se rendre à Moscou pour s'expliquer (ou se soumettre?), il est exclu du parti communiste le 27 juin 1934. Maire démissionnaire de Saint-Denis, il est réélu malgré une féroce campagne des communistes contre lui, et garde son siège de député aux élections législatives de 1936.

C'est le 28 juin de cette année, lors du fameux "rendez-vous de Saint-Denis" (l'expression est de Drieu La Rochelle), qu'il fonde le

Parti Populaire Français<sup>(89)</sup>. Cette organisation, structurée à la manière du parti communiste (cf. l'importance des sections locales et des sections d'entreprise, et l'existence d'associations de jeunes et de femmes), connaît des débuts prometteurs: 25.000 membres en juillet 1936, plus de 130.000 un an plus tard. Le PPF attire à lui beaucoup d'anciens communistes (dont plusieurs ouvriers), beaucoup de petits bourgeois, et un grand nombre d'intellectuels (parmi ceux-ci, il faut nommer Pierre Drieu La Rochelle, Bertrand de Jouvenel, Benoist-Méchin, Georges Suarez, Ramon Fernandez, Alfred Fabre-Luce, Paul Marion, Pierre Pucheu, Yves Paringaux, Camille Fégy, Claude Jeantet, Maurice Lebrun, Claude Popelin, Robert Kemp, Pierre Andreu et Maurice Duverger). Le parti s'attire aussi, par le biais de Pierre Pucheu qui agit comme intermédiaire entre lui et les bailleurs de fonds, le soutien financier d'une partie de la grande bourgeoisie (les banques Verne, Lazard, Rivaud, et Rotschild, la B.N.C.I. et la Banque d'Indochine; des industries comme le Comptoir sidérurgique et Japy; des associations patronales comme le Centre de l'Industrie et du

(89) Sur Doriot et le P.P.F., voir Dieter Wolf, Doriot. Du communisme à la collaboration, Paris, Fayard, 1969 (c. 1967), 481 p., Jean-Paul Brunet, "Réflexions sur la scission de Doriot (février-juin 1934)", Le Mouvement social, # 70, (janvier-mars 1970), pp. 43-65, Jean-Paul Brunet, "Un fascisme français: le Parti populaire français de Doriot (1936-1939)", Revue française de science politique, vol. XXXIII, # 2, (avril 1983), pp. 255-280, Jean-Paul Brunet, Doriot. Du communisme au fascisme, Paris, Balland, 1986, 563 p., Gilbert Allardyce, "The Political Transition of Jacques Doriot", Journal of Contemporary History, vol. I, # 1, (1966), pp. 56-74, Gilbert Allardyce, "Jacques Doriot et l'esprit fasciste en France", Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 97, 25ème année, (janvier 1975), pp. 31-44, et Philippe Robrieux, Histoire intérieure du parti communiste. \* 1920-1945, Paris, Fayard, 1980, pp. 407-469.

Commerce et le Comité de Prévoyance et d'Action sociale; et des organisations comme l'Union militaire française et l'Union coloniale française) et de l'Italie fasciste(90).

La doctrine du parti fut longuement expliquée dans les discours fleuves de Doriot, dans les articles des intellectuels, dans l'*Emancipation nationale*, l'*Assaut* ou la *Liberté*, et dans le "programme officiel du P.P.F.", paru en juin 1938, mais il est douteux qu'elle ait constitué la raison première de l'attrait du parti: comme le souligne D. Wolf, Doriot était avant tout un homme d'action "qui attachait une valeur très relative aux mobiles de son action", et "sa doctrine n'avait rien de définitif", ce qui était admis par les membres dirigeants du parti(91). Les sources de cette doctrine peuvent être retrouvées dans l'oeuvre d'Henri de Man, de Saint-Simon, de Fourier, de Proudhon, de La Tour du Pin, de Sorel et de Nietzsche, mais il est très difficile de distinguer ce qui constitue une influence réelle de ce qui n'est qu'une appropriation symbolique. Chose certaine, l'anticommunisme constituait le mobile principal de l'action de Doriot: "il était obsédé par l'idée que sa tâche consistait à libérer la classe ouvrière française de l'emprise de Moscou et à détruire le Parti communiste français"(92). Le parti se voulait nationaliste, mais de façon différente de l'AF qui se lamentait sur la grandeur perdue de la France et vouait une haine virulente à l'Allemagne: le parti de Doriot

(90) Voir D. Wolf, *op. cit.*, pp. 209-216.

(91) *Ibid.*, p. 296.

(92) *Ibid.*, p. 299.

présentait son nationalisme comme un élément positif, voué au développement d'une France "rayonnante d'initiatives et de valeurs intellectuelles, sociales / politiques", mais aussi matériellement puissante, le tout fondé sur un "réalisme impérial" à saveur économique<sup>(93)</sup>. Sur le plan économique et social, le PPF soutenait que l'initiative privée et le profit étaient des éléments indispensables au développement économique, mais qu'il fallait aussi progressivement supprimer la condition prolétarienne en limitant les profits, en permettant aux ouvriers de participer aux bénéfices de l'entreprise (par la création d'un "fonds social" qui permettrait la transition matérielle du prolétariat à la petite bourgeoisie), en assurant le progrès moral du prolétariat et, finalement, en organisant le travail dans une structure de type corporatif chargée de régler les questions techniques de la production et de la planification. Sur le plan politique, enfin, Doriot proposait évidemment le renforcement de l'exécutif, avec comme corollaire obligé la limitation du législatif à des fonctions de contrôle, la protection de celui-ci contre "la pression constante des intérêts privés", ainsi que la mise en place du referendum et le retour à un scrutin de type proportionnel<sup>(94)</sup>. En fait, comme le souligne Gilbert Allardyce, le PPF n'était pas, sur le plan idéologique, une création exclusive de Doriot, mais des éléments disparates rassemblés autour de lui:

"...men from the disbanded paramilitary leagues that

<sup>(93)</sup> *Ibid.*, pp. 301-303.

<sup>(94)</sup> Jacques Doriot, Refaire la France, Paris, Grasset, 1938, p. 104.

were to give the party an increasingly nationalist orientation; social authoritarians whose concern with the technical problems of corporatism and industrial planning had evolved into a kind of Utopian fascism; young intellectuals from the right-wing newspapers and cafés who provided, especially in the case of Pierre Drieu La Rochelle, the classic statements that historians would later extract to document the movement's fascist character."(95)

A ces fervents supporteurs qui se rassemblent anxieusement autour de lui, anciens communistes comme intellectuels, Doriot apporte sa connaissance de la rue et des ouvriers, son expérience politique, et, surtout, son personnage de chef, de grand rassembleur charismatique. Ce n'est pas par hasard que Drieu La Rochelle s'extasie sur les qualités de leader et d'homme viril qu'il croit déceler chez Doriot: cet aspect du personnage, ce côté "bon athlète qui étreint le corps débile de la France et lui insuffle une nouvelle vigueur" (Drieu dixit), joué un rôle capital dans l'attrait qu'il exerce auprès des intellectuels vagabonds en 1936-1937(96).

(95) Gilbert Allardyce, "The Political Transition of Jacques Doriot", loc. cit. p. 73.

(96) La phobie que Drieu La Rochelle éprouve à l'endroit des lunettes de Doriot est d'ailleurs révélatrice de ce culte de la personne physique du chef tel que vécu, ressenti par les intellectuels qui joignent le mouvement; il est clair que les années trente voient la naissance d'une nouvelle perception du leadership politique dans laquelle la prestance physique joue un rôle primordial; il n'est pas moins évident que cette nouvelle donnée était un des éléments qui empêchaient l'identification de ces intellectuels "nouvelle sensibilité" à la Troisième République dont les leaders étaient le ventripotant Herriot, le fragile Blum, Tardieu le bourgeois et Laval au teint cireux, sans compter le grand nombre de vieillards arpentant les couloirs du Luxembourg et du Palais-Bourbon.

C'est d'ailleurs probablement par ce culte de la vigueur physique, de même que par l'emphase mise sur l'action au détriment de la doctrine que le parti de Doriot se mérite le plus le qualificatif de fasciste que le chef, on le sait, récusait. Les historiens ne s'entendent par ailleurs pas sur ce point: si, pour J.-P. Brunet, le PPF est bel et bien un fascisme français sur les plans de la doctrine (mais d'un fascisme "seconde manière, déjà dépouillé de ses aspects révolutionnaires") et de la pratique ainsi qu'au niveau de son insertion dans la société française (ses soutiens et son membership)<sup>(97)</sup>, il tient davantage de l'anticommunisme pour D. Wolf et G. Allardyce<sup>(98)</sup>.

(97) Jean-Paul Brunet, "Un fascisme français: le Parti populaire français de Doriot (1936-1939)", loc. cit., pp. 255-280.

(98) "Sur ce terrain, où les ressentiments personnels avaient le dessus, Doriot réagit comme un taureau devant un chiffon rouge. (...). Déception et animosité personnelle, inquiétude réelle au sujet de l'avenir politique de la France, volonté de régler une dette ancienne envers la nation, désir de se venger de Staline et enfin simple jugement du propagandiste expérimenté pensant qu'un mouvement extrémiste avait besoin d'un ennemi déclaré: tels étaient les principaux éléments de l'anticommunisme de Doriot", D. Wolf, op. cit., pp. 234-235; "le fascisme de Doriot prenait racine dans un anti-communisme qui, en vue de créer un mouvement de masse d'un type que son instigateur considérait comme indispensable à la défaite du P.C.F., se rattachait à certaines idées politiques habituellement identifiées avec le fascisme. Aussi, celui-ci ne procédait-il pas d'une tradition intellectuelle, mais d'un désir d'action dirigée contre les communistes, désir qui s'associait à une tradition intellectuelle afin de trouver une expression politique plus efficace. Les idées, cependant, (...), importaient peu à Doriot. Où il n'était pas fasciste, où le fascisme ne peut se définir de façon appropriée comme la croyance en un ensemble d'idées", G. Allardyce, "Jacques Doriot et l'esprit fasciste en France", loc. cit., p. 43 (c'est moi qui souligne-MS).



Certains historiens ont même cru voir dans les années trente la naissance d'un fascisme paysan et d'un fascisme planiste. Le premier connut un certain essor à compter de 1932 quand des agitateurs entreprirent de mobiliser le mécontentement des agriculteurs (qui, on le sait, furent les principales victimes de la Crise en France): vaguement corporatiste et chrétien dans le cas des troupes de Le Roy Ladurie, ce mouvement devenait plus violent avec la Défense Paysanne d'Henri Dorgères, dont la démagogie antiparlementaire réussit à susciter quelques émeutes autour de ses "chemises vettes"(99).

Quant au planisme, il connut un sort quelque peu étonnant: le sujet devint passablement à la mode dans certains milieux mettant de l'avant l'exemple soviétique ou allemand, mais il ne réussit pas à se doter d'une base politique ou sociale lui permettant de passer la rampe(100). Certaines revues lui furent pourtant consacrées, tel le luxueux *Plans* de Philippe Lamour, dans laquelle se commettait parfois Le Corbusier, et un certain nombre de mouvements publièrent des plans qui, nous dit R. Kuisel, reflétaient plus l'atmosphère de panique qui régnait autour de 1934 qu'un véritable progrès de l'idée de

(99) Voir Henri Dubief, op. cit., p. 37, Pascal Ory, "Le dorgérisme: institution et discours d'une colère paysanne (1929-1939)", Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XXII, (avril-juin 1975), pp. 168-190, Jean-Michel Royer, "De Dorgères à Poujade", in Les paysans et la politique dans la France contemporaine, Paris, A. Colin, 1958, (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 94), pp. 149-206, et Henri Dorgères, Haut les fourches!, Paris, Les Oeuvres françaises, 1935, 221 p.

(100) Voir Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, p. 211.

planification<sup>(101)</sup>. Les plus célèbres furent ceux que mirent de l'avant le groupe de polytechniciens connus sous le nom de X-Crise, le plan de l'Association pour le Redressement économique et social de la Nation, véritable exemple de délire utopien<sup>(102)</sup>, et le fameux Plan du 9 Juillet, réalisé par de jeunes militants politiques venant de tous les horizons et regroupés sous la houlette de Jules Romains, et dans lequel Philippe Machefer voyait un mélange de bonapartisme et de fascisme<sup>(103)</sup>. En général, ces planistes puisaient leur inspiration dans la crise économique qu'il s'agissait de vaincre en éliminant les mécanismes économiques responsables des crises cycliques, le plus souvent dans le respect de l'économie de marché. Il s'agissait en fait d'une remise en question de l'efficacité et de la moralité du capitalisme, fondé sur la recherche du profit personnel et l'individualisme, auquel ils voulaient substituer "...tel ou tel idéal

---

(101) Ibid., p. 184.

(102) Association pour le Redressement économique et social de la Nation, Le plan français, la crise, le chômage, la misère..., Paris, Heintz Frères, 1936, 156 p.

(103) "Au confluent d'influences néo-bonapartistes et fascistes, le plan renforçait considérablement le pouvoir du gouvernement (...) et multipliait les Assemblées en adjoignant un Conseil des Corporations à la Chambre des députés et au Sénat. Il faisait de la région (...) l'unité essentielle sous l'autorité d'un préfet de région et d'un Conseil général élu au scrutin d'arrondissement. En matière économique, il s'agissait de remplacer le capitalisme libéral individualiste par un système où l'Etat exercerait les fonctions d'arbitre et de contrôleur. L'Etat devenait ainsi à la fois une fédération corporatiste par la réunion en lui des différentes corporations et une fédération de régions économiques ...", P. Machefer, "Les Croix de Feu (1927-1936)", loc. cit., p. 31.

altruiste, l'intérêt général, la productivité, ou même le progrès de l'humanité"(104).

Les historiens sont toutefois presque'unanimes à constater la faiblesse du fascisme en France(105). Pour Philippe Machefer, le fascisme se réduisit en France "...à une impulsion, à une imprégnation superficielle, sans prendre un caractère de masses"(106). Illustré et défendu dans un certain nombre de revues non-conformistes, le fascisme n'attire toutefois à lui qu'un nombre réduit d'intellectuels, encore qu'il exerce une certaine fascination sur un certain nombre des jeunes révoltés des années trente. "A réfléchir sur le fascisme en France, écrivent Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, on en vient à constater le décalage qui s'est maintenu entre une propension manifeste d'une intelligentsia de droite à assimiler et illustrer l'idéologie fasciste, et la faiblesse durable des mouvements fascistes proprement dits"(107). Jean-Louis Loubet del Bayle, qui a étudié l'"esprit des années trente" à travers un certain nombre de revues, souligne par ailleurs sa portée limitée: tirages minimes (12.000 pour toutes ces revues); localisation quasi-exclusivement parisienne de leurs lecteurs; absence d'influence totale sur les partis politiques et

(104) R. F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, p. 182. Voir aussi Georges Lefranc, "Le courant planiste de 1933 à 1936", Le Mouvement social, # 54, (jan.-mars 1966), pp. 69-89.

(105) Pour une discussion approfondie de l'historiographie du fascisme en France, voir l'appendice A.

(106) P. Machefer, Liques et fascisme en France, p. 5.

(107) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, La Troisième République (1870-1940), p. 269.

même sur les mouvements de jeunes dissidents comme les néo-socialistes et les Jeunes-Radicaux(108).

Mais quelles sont donc les causes de cette inaptitude de la France au fascisme? Certains auteurs font ressortir le caractère relativement bénin de la crise économique, qui ne jette pas les chômeurs dans les rues par millions comme en Allemagne et ne menace pas le statut économique de la petite bourgeoisie de façon vitale(109).

Mais il est clair que cette explication est un peu courte, quand on songe par exemple à la gravité de la crise en Angleterre et aux Etats-Unis, où les mouvements fascistes n'eurent pourtant qu'une audience insignifiante. Pour Philippe Machefer, c'est le caractère même du développement économique en France, "...monde dont l'intégration est réalisée au niveau des mentalités, où tous partagent en effet le rêve d'une ascension bourgeoise à travers la chaîne des générations", véritable "pays petit-bourgeois, au sens balsacien du terme", qui y détermine le caractère superficiel du fascisme(110). Gordon Wright a de son côté insisté sur la stabilité de la société française, sur l'absence en son sein de larges groupes de déclassés, qu'ils soient originaires de la petite bourgeoisie ou du prolétariat, et qui

(108) Jean-Louis Loubet del Bayle, Les non conformistes des années 30, pp. 399-401.

(109) J.-P. Azéma et M. Winock, op. cit., p. 272, et Stanley G. Payne, "Fascism in Western Europe", in W. Laqueur (ed.), Fascism. A Reader's Guide. Analyses. Interpretations. Bibliography, Berkeley, U. of California Press, 1978 (c. 1976); p. 299.

(110) P. Machefer, Ligues et fascisme en France, p. 5.

constituent ailleurs une bonne part des troupes du fascisme<sup>(111)</sup>. Mais l'explication qui revient le plus souvent se rapporte à la profondeur de la tradition républicaine en France, à sa maturité politique: pour Michel Winock, "il n'est pas douteux qu'en France cent cinquante ans d'<esprit républicain> ont mithridatisé dans une large mesure le corps social"<sup>(112)</sup>; de même, Z. Sternhell rappelle que la France est le pays qui a engendré "la révolution libérale la plus importante du monde et la seule du continent européen" et que celle-ci "a façonné les contours de la nation et l'a imprégnée profondément", y faisant de la démocratie libérale "un élément fondamental de la conscience collective", et dont l'élimination "...supposerait une mobilisation de forces sans commune mesure avec l'effort relativement modeste qui avait été exigé de la droite révolutionnaire en Italie et en Allemagne"<sup>(113)</sup>. La bourgeoisie conservatrice française, soulignent John Weiss et Zeev Sternhell, est demeurée suffisamment forte et confiante pour ne pas sentir le besoin de s'en remettre aux ligues pour barrer la route au communisme, et elle fait tout "...pour que l'aventure fasciste ne prenne pas des proportions démesurées"<sup>(114)</sup>; Pierre Sorlin fait par ailleurs remarquer que la

(111) Gordon Wright, France in Modern Times: 1760 to the Present, Chicago, Rand McNally, 1960, p. 473.

(112) Michel Winock, Edouard Drumont et compagnie. Antisémitisme et fascisme en France, Paris, Seuil, 1982, p. 140.

(113) Z. Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, p. 42.

(114) Z. Sternhell, La Droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme, p. 405, et John Weiss, Conservatism in Europe, 1770-1945. Traditionalism, Reaction and Counter-Revolution, New York, Harcourt Brace Jovanovitch, 1977, (Coll.: "History of European Civilization Library"), p. 137.

bourgeoisie française caresse fortement l'"espoir de revenir au passé", et que si l'antiparlementarisme fait des ravages en son sein depuis les années 1880, elle n'a jamais eu de mal à repousser la tentation fasciste parce qu'elle a trop besoin de l'Etat républicain, "garant de la stabilité dans la médiocrité" et "grand dispensateur de la manne publique", pour le liquider(115). Les classes moyennes elles-mêmes, souvent hostiles au régime, hésitent pourtant devant les risques que comporte une révolution à caractère fasciste: "aspirant au repos et ne se considérant pas véritablement menacées dans leur existence, les classes moyennes françaises répugnaient à enfiler des chemises de couleur et des bottes de cuir"(116). Sans compter que la France sort de la Première Guerre mondiale à la fois satisfaite et épuisée: ayant recouvré l'Alsace-Lorraine, la France a avant tout "soif de paix", alors que le fascisme ne peut véritablement se développer "...que dans des pays jeunes qui attendaient de la guerre une revanche, et non dans un pays démographiquement ruiné et dont les revendications territoriales étaient satisfaites"(117); de plus, les effets de la guerre combinés au malthusianisme de la population française ont creusé un large trou dans les rangs de la jeunesse, beaucoup moins nombreuse qu'en Allemagne ou en Italie(118). Certains soulignent enfin la médiocrité

(115) Pierre Sorlin, La société française, Paris, Arthaud, 1969-1971, (Coll.: "Sociétés contemporaines"), pp. 76-80 (t. II).

(116) A. Deniel, Bucard et le Francisme. Les seuls fascistes français, p. 132.

(117) P. Machefer, Liques et fascisme en France, p. 5.

(118) Jacques Delperrié de Bayac, Histoire du Front populaire, Paris, Fayard, 1972, (Coll.: "Les grandes études contemporaines"), p. 271, et J.-L. Loubet del Bayle, op. cit., p. 401.

des leaders fascistes, en particulier du colonel de La Rocque<sup>(119)</sup>, d'autres la faiblesse relative du mouvement communiste, qui ne constitue pas une menace révolutionnaire sérieuse, jusqu'en 1936<sup>(120)</sup>, d'autres enfin le caractère "réactionnaire" du fascisme français, "défensif, pacifiste, défaitiste", et qui pour cette raison ne peut avoir auprès de la jeunesse le pouvoir de séduction de son alter-ego allemand ou italien, "conquérant, glorieux, nationaliste, impérialiste"<sup>(121)</sup>.

En fait, la société française était en quelque sorte immunisée contre le fascisme tant par sa structure socio-économique que par ses traditions politiques. Et il est permis de penser que l'obstacle principal à l'extension du fascisme en France était le parti radical lui-même. En fait, si les classes moyennes n'ont pas basculé du côté du fascisme, c'est parce que le parti radical, qui les représente au Parlement, a su conserver assez de force et de pouvoir d'attraction symbolique pour jouer le rôle "...d'un parti tampon entre la gauche et la droite, d'un parti compensateur dont les oscillations au Parlement corrigent les poussées du corps électoral et finalement d'un élément de stabilité, de fluidité de la vie politique française"<sup>(122)</sup>. En fait, le parti de la rue de Valois joue un rôle multiforme dans l'imperméabilité de la société française au fascisme: d'abord, comme le souligne Peter

(119) Serge Berstein, Le 6 février 1934, p. 81.

(120) S. G. Payne, "Fascism in Western Europe", loc. cit., p. 299.

(121) J. Delperrié de Bayac, op. cit., p. 271.

(122) Serge Berstein, Histoire du parti radical. Vol. 41. Crise du radicalisme, p. 596 p.

J. Larmour, parce qu'il a pris une part considérable dans l'éducation politique des classes moyennes depuis plus de quarante ans en leur inculquant une mystique démocratique<sup>(123)</sup>; ensuite, parce qu'il empêche la France, comme l'avait bien vu L.-O. Frossard, "...de se couper en deux blocs, dominés par les extrêmes"<sup>(124)</sup>; phénomène qui préside à ce moment au drame à venir de l'Allemagne; encore parce qu'il a aidé à ramener au sein de l'enceinte parlementaire l'affrontement ouvert entre droite et gauche qui affecte l'Europe pendant l'entre-deux-guerres, chacun des camps en présence s'efforçant de l'attirer dans son orbite plutôt que de s'affronter dans la rue, bloc contre bloc, pour la conquête du pouvoir<sup>(125)</sup>; enfin probablement parce que, comme l'explique Jean Touchard, "le radicalisme n'était pas seulement un chapelet de phrases éloquentes et creuses, (...) qu'il correspondait réellement à l'état d'une société et à l'idéal d'une époque"<sup>(126)</sup>. On peut même penser que le parti radical fut une sorte de référence obligée pour tous les acteurs politiques de

(123) Peter J. Larmour, The French Radical Party in the 1930's, Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1964, p. 9.

(124) L.-O. Frossard, cité dans S. Berstein, Histoire du parti radical, p. 596 (vol. II). "Les dirigeants radicaux purent, au sein de coalitions de gauche, éviter l'isolement, décisif dans la genèse du fascisme, des classes moyennes entre le grand capitalisme et la classe ouvrière", P. Machefer, Liques et fascisme en France, p. 32.

(125) Serge Berstein, Histoire du parti radical, p. 598 (v. II).

(126) Jean Touchard, La Gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977, (Coll.: "Points. Histoire" # H 26), p. 138. Pour Philippe Machefer, le trait caractéristique de la mentalité bourgeoise en France était "...la crainte du changement, même si [elle] ne cessait de le réclamer en paroles, et la soif de tranquillité, le désir d'être commandé mais l'attachement aux libertés", P. Machefer, Liques et fascisme en France, p. 32.



l'époque, tant son rôle était central. Ainsi, il est loisible de penser que le colonel de La Rocque, par son refus de s'en prendre ouvertement à la République le 6 février 1934, par son abstention de participation au sein du Front de la Liberté créé par Doriot en juin 1937, et par son souci de ne se voir accoler à aucun prix l'étiquette "fasciste", cherchait à attirer à lui les troupes radicales en projetant l'image d'un parti des classes moyennes plus autoritaire, plus soucieux d'ordre, toujours attaché à la justice sociale mais libéré de ses compromettantes attaches à gauche, en somme d'un parti à la recherche de la liberté individuelle dans l'ordre et la tranquillité, avec le zeste de velléité de changement souhaitable.

Ainsi, il est possible de soutenir que les classes moyennes françaises ne sont pas, pendant les années trente, "disponibles" pour le fascisme: jusqu'en 1936 au moins, le parti radical joue un rôle d'écran entre elles et les mouvements politiques extrémistes, ce qu'atteste "...l'existence en son sein de formes larvées et embryonnaires de fascisme, soit au niveau de certaines des aspirations doctrinales des Jeunes-Turcs, soit au niveau d'une pratique politique activiste..."(127); en 1936, le régime s'immunise en quelque sorte lui-même contre le virus fasciste par l'expérience du Front populaire, sorte d'issue fordiste, à défaut d'être keynésienne, à la Crise; après 1936 enfin, quand les classes moyennes apeurées se tournent vers la droite, c'est d'abord vraisemblablement vers le Parti Social Français de La Rocque,

(127) S. Bernstein, Histoire du parti radical, pp. 597-598 (vol. II).

sorte d'alter ego orienté à droite du parti radical, qu'elles regardent, avant d'appuyer Daladier dans son entreprise de recentration jacobine du parti de la place de Valois. Abel Bonnard, l'Académicien d'extrême-droite qui jouera le rôle que l'on sait dans la collaboration, se lamente en 1936 encore sur la profondeur de l'implantation du régime:

"Les meilleurs Français se trouvent aujourd'hui à la veille d'un grand effort et ils voudraient être au lendemain. La plupart croient rompre avec le régime dont ils se plaignent par quelques criailleries; peu s'en faut qu'ils ne considèrent que cela suffit à le rejeter dans le passé: ils se trompent fort. Tout repoussé qu'il est par le cœur, tout condamné qu'il est par l'esprit, le régime actuel n'en reste pas moins implanté dans les choses, non seulement parce que ceux qui en profitent évoqueront tous les démons plutôt que de renoncer à leurs avantages, mais parce que beaucoup de ceux qui le critiquent sympathisent encore avec lui par toute une partie de leur nature."(128)

Antoine Prost a par ailleurs mis en évidence le rôle important du mouvement ancien-combattant dans cette imperméabilité de la France, et plus particulièrement des classes moyennes, au fascisme: "répugnant à désigner des adversaires politiques, et plus encore à les éliminer par la violence, il refusait le style d'action des ligues pour se cantonner dans une magistrature morale sans influence directe sur la vie politique"(129).

En fait, les questions soulevées ci-dessus nous amènent à remettre en question l'utilisation du concept même de fascisme en ce

(128) Abel Bonnard, Le drame du présent. I. Les modérés, Paris, Grasset, 1936, p. 11.

(129) Antoine Prost, Les anciens combattants (1914-1940), p. 221.

qui concerne la France de l'entre-deux-guerres. Parce que celui-ci, nous croyons l'avoir démontré avec suffisamment de clarté dans ces quelques pages, obscurcit plus qu'il n'illumine notre compréhension de cette révolte multiforme aux innombrables variables. Car le fascisme est d'abord et avant tout une révolte: une révolte contre la raison, le progrès, l'individualisme, la modernité. C'est la mise en avant de l'instinct, de la puissance, de la foi. C'est une volonté de dépassement de l'absurdité du monde moderne, de la médiocrité bourgeoise, de la sécheresse de l'intellect et de l'individualisme dissolvant dans l'individu et par la nation. Mais ce type de révolte n'est pas fasciste en soi: elle est contemporaine et proche parente de ce que l'on a appelé le fascisme, mais il s'en faut de beaucoup que celui-ci l'ait entièrement phagocytée. Car le fascisme n'est qu'une des réalisations possibles de la révolte contre la modernité capitaliste pendant l'entre-deux-guerres. Il n'est qu'un des moments de celle-ci, et encore un moment fugace et multiforme, dont la réalité ultime ne doit pas être cherchée dans des mouvements ou, dans la pensée, mais dans les régimes fascistes tels qu'ils se sont incarnés en Italie et en Allemagne, certes parents mais si différents. L'existence même de ce qu'on a appelé l'idéologie fasciste ne fait pas l'unanimité chez les historiens. Gilbert Allardyce dénie au fascisme cette qualité de système de pensée fournissant une perspective théorique sur l'expérience: "It had nothing for men to carry forward, no key to knowledge, no view of history, no ideal for the future. Nor was it

connected to anything permanent in society"(130). Pour lui, le fascisme est davantage un "happening", "a collection of forces in motion, at once spontaneous and imitative, committed and unprincipled, extroverted and self-absorbed"(131). Et la mise au jour de ses sources théoriques dans la pensée scientifique du tournant du siècle depuis une vingtaine d'années n'en fait pas davantage une doctrine. A notre avis, le fascisme en tant que réalité de l'entre-deux-guerres n'est pas une idéologie, c'est-à-dire une vision du monde, mais une *pulsion*, jaillissant au niveau de l'individu au sein des masses agressées par la modernité et ses manifestations. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'il n'est qu'un des moments, une des réalisations possibles de cette révolte. Et ce surgissement n'est possible qu'après la Première Guerre mondiale quand, à la jonction de la conjoncture et de l'évolution de la pensée anti-moderne depuis près d'un demi-siècle, le mythe fasciste devient un concurrent crédible du mythe socialiste dans la dénonciation de l'individualisme bourgeois et de la modernisation capitaliste. Si cette révolte déferle sur l'occident capitaliste dans son ensemble pendant cette période, c'est précisément parce qu'elle se rapporte à un phénomène présent dans l'ensemble du monde capitaliste: le passage du capitalisme à une nouvelle forme, technocratique et trans-nationale, amorcé depuis le

(130) Gilbert D. Allardyce, "What Fascism Is Not: Thoughts on the Deflation of a Concept", The American Historical Review, vol. 84, # 2, (April, 1979), p. 385. Pour des préoccupations de même nature, voir M. Hurst, "What Is Fascism?", The Historical Journal, vol. 11, # 1, (1968), pp. 165-185.

(131) G. D. Allardyce, loc. cit., p. 385.

milieu du XIXe siècle, mais réalisé dans les faits et surtout dans la conscience européenne après 1918 seulement. Le fascisme n'est donc pas une idéologie, mais l'élément le plus cohérent de la révolte désordonnée et vaine d'un monde, ou plutôt d'une vision du monde, mis à mal par le développement capitaliste: en ce sens, il est bien le produit d'une époque, un moment de la modernisation de la conscience, alors que celle-ci s'insurge contre la modernité et les conséquences de celles-ci qu'elle juge inacceptables, la mort de la société organique et l'uniformisation. Et c'est en ce sens et en ce sens seulement que les révoltes de Mounier et de Brasillach, de Drieu, et de Céline, sont comparables.

Car la révolte contre la modernité, quoique de dimensions européennes sinon occidentales, procède aussi de causes spécifiques et s'incarne sous une forme différente dans chaque pays. Elle est ce "commun dénominateur" au bouillonnement intellectuel des années trente que Sternhell croit pouvoir appeler idéologie fasciste, mais elle se colore de façon particulière et prend des formes spécifiques selon les conditions originales du pays où elle se réalise: ainsi, en France, se teinte-elle d'un pacifisme dont la victoire et la réappropriation de l'Alsace-Lorraine sont les vecteurs, et d'un anti-républicanisme nourri par la crise de l'Etat qui s'aggrave à l'orée des années trente<sup>(132)</sup>.

<sup>(132)</sup> En ce sens, il faut se demander jusqu'à quel point les historiens et politologues n'ont pas souvent confondu imprégnation fasciste et crise du parlementarisme, tant les deux phénomènes, pourtant distincts, sont consubstantiels à la révolte de l'entre-deux-guerres et se nourrissent mutuellement.

C'est la raison pour laquelle les recherches de M. Sternhell offensent à un tel degré la communauté historienne: parce que ses membres, généralement soucieux de précision et de nuances, ne peuvent accepter le réductionnisme inhérent à sa méthode et à ses perspectives. C'est aussi pourquoi les recherches sur la nature du fascisme en France aboutissent depuis trente ans dans un cul-de-sac tandis que les tentatives de catégorisation des ligues et des mouvements se réclamant de la révolte anti-matérialiste et anti-républicaine des années trente se contredisent mutuellement: parce que le fascisme n'est pas en France une idéologie, une totalité englobant l'ensemble des révoltes d'extrême-droite, mais une modulation particulière, une périodisation, pourrait-on dire, de la grande révolte anti-moderne de l'entre-deux-guerres.

Ainsi, chacun des mouvements anti-parlementaires de l'entre-deux-guerres a-t-il été à un moment donné catalogué comme fasciste. L'AF elle-même, dont le chef se nourrissait de classicisme grec et rêvait de hiérarchies naturelles médiévales, fut présentée par Ernst Nolte comme l'incarnation du fascisme français<sup>(133)</sup>. Les Croix de Feu, on le sait, furent considérés comme la menace fasciste par excellence bien que leur chef récusât les modèles allemand et italien et condamnât la déification de l'Etat, le parti unique et

<sup>(133)</sup> Ernst Nolte, Three Faces of Fascism. Action Française. Italian Fascism. National Socialism, pp. 51-192.

l'enrégimentement de la jeunesse<sup>(134)</sup>, et que le programme du mouvement correspondît à celui d'un mouvement conservateur patriotique chrétien<sup>(135)</sup>. En fait, les dits fascistes français, bien que se présentant comme des réalistes utilitaristes et sans scrupules, étaient le plus souvent des romantiques attirés par le lyrisme du fascisme et le "beau geste"<sup>(136)</sup>, et n'étaient pas prêts "...to grind opponents into the dust"<sup>(137)</sup>.

Le fascisme n'est donc pas un concept suffisamment large et souple en ce qui regarde l'étude de la crise politique et intellectuelle de l'entre-deux-guerres en France. En fait, il faut replacer le fascisme dans le cadre du renouveau intellectuel dont les catalyseurs

(134) Voir Philippe Rudaux, Les Croix de Feu et le P.S.F., pp. 110-111, et Jean-Marie Mayeur, La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940, p. 333.

(135) Voir P. Machefer, "Le Parti social français", in René Rémond et Janine Bourdin (dir.), La France et les Français en 1938-1939, Paris, P.F.N. S.P., 1978, pp. 307-326, J. Plumyène et R. Lasier, Les fascismes français, 1923-1963, p. 54, et Eugen Weber, "Nationalism, Socialism, and National Socialism in France", French Historical Studies, vol. 2, # 3, (Spring, 1962), p. 285. Le P.S.F., écrit J.-M. Mayeur, "...constitue une des rares formations de masse, à droite de l'éventail politique, et signifie la mise en cause d'un des traits majeurs de la vie politique sous la Troisième République, l'absence de grands partis", J.-M. Mayeur, op. cit., p. 377.

(136) Voir Paul Serant, Le romantisme fasciste. Etude sur l'oeuvre politique de quelques écrivains français, Paris, Fasquelle, 1959, p. 10, et Eugen Weber, "Nationalism, Socialism, and National Socialism in France", loc. cit., p. 296.

(137) M. Hurst, loc. cit., p. 170. M. Hurst fait même des Croix de Feu et des Jeunesses Patriotes des "proto-gaullistes"!

sont la Première Guerre mondiale et ses conséquences<sup>(138)</sup>, et qui tire son origine de la mutation de la société européenne depuis la fin du XIXe siècle. Comme l'écrit Serge Bernstein, le fascisme n'est pas la seule issue possible de cette remise en question de l'après-guerre, mais un "...élément très partiel de ce courant de renouveau de la pensée politique, qui emprunte des idées et des solutions (le corporatisme, par exemple) à une nébuleuse idéologique qui le dépasse très largement et a souvent évolué loin de lui"<sup>(139)</sup>. Klaus-Jürgen Müller nous propose, dans un article stimulant, de considérer les mouvements fascistes européens comme des phénomènes étroitement liés au développement des sociétés industrielles modernes, d'après le modèle conceptuel du "capitalisme organisé"<sup>(140)</sup>. Mais ces mouvements, quoique générés par un contexte européen sinon occidental, demeurent déterminés par la culture sociale et politique du pays où ils voient le

(138) Pierre Sorlin soutient que la vie politique française entre à compter de 1920 dans une période de sursauts et de crises derrière laquelle il faut voir "...le passage d'une mutation lentement poursuivie depuis le milieu du XIXe siècle à une transformation rapide", ce qui entraîne une telle accélération des questionnements "...que les contemporains débordés ne les comprennent plus", exemple typique du décalage des représentations mentales sur les changements sociaux. Pierre Sorlin, La société française, p. 150 (t. II). De même, dans son plus récent ouvrage, Karl D. Bracher pose que les désillusions de l'après-guerre ont produit deux phénomènes: "defiant revolt against the new reality and an increased return of pessimism", Karl D. Bracher, The Age of Ideologies. A History of Political Thought in the Twentieth Century, London, Methuen, 1985 (c. 1982); (Coll.: "University Paperbacks" # 880), p. 130.

(139) Serge Bernstein, "La France des années 30 allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell", loc. cit., p. 88.

(140) Klaus-Jürgen Müller, "French Fascism and Modernization", Journal of Contemporary History, vol. 11, # 4, (October, 1976), pp. 75-107.



jour, ce qui rend toute théorie générale du fascisme plus ou moins satisfaisante: "Those extremist movements which have hitherto generally been labeled as fascist were symptomatic of a nation in difficulties, in which acute problems of representation and integration thrown up by a changing society at a time of socio-economic strain were super imposed upon structural discrepancies between traditional and modern sectors of the economy"(141). Ainsi la France, dont le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme organisé n'a pas entraîné avant 1914 de modification brutale de la structure sociale ou même du mode de vie(142), se voit-elle confrontée après 1918 à une nouvelle forme du capitalisme, organisé et trans-national, perçu comme menaçant directement non seulement la structure socio-économique, mais encore et même plus le Français comme incarnation d'un type de civilisation en danger (voir les chapitres suivants). Cette crise de conscience, précipitée par les difficultés des années trente: ralentissement de la production, chômage, baisse des prix, déflation budgétaire, crise des institutions, etc., entraîne la désaffection d'une certaine proportion des classes moyennes (agriculteurs, artisans, commerçants, petits entrepreneurs) à l'égard de la "synthèse républicaine", mais n'est nulle part vécue aussi intensément que chez les jeunes intellectuels qui croient vivre

---

(141) Ibid., p. 99.

(142) Voir Eugen Weber, Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914, Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1976, 615 p.

la fin d'un monde, l'écroulement d'une civilisation<sup>(143)</sup>. Si cette révolte ne prend pas en France la forme d'un mouvement de masse c'est parce que, comme nous l'avons vu plus haut, la tradition républicaine y jouit d'une imprégnation profonde constamment réactivée par une mythologie savamment entretenue par le parti radical. Le fascisme peut donc être vu comme une des tendances, la plus radicale sans doute, de cette nébuleuse anti-moderne qui cherche à réaffirmer les valeurs traditionnelles face aux valeurs nouvelles imposées par la modernisation<sup>(144)</sup>. Dans un monde où le procès de modernisation connaît une accélération (réelle ou perçue comme telle), comme c'est le cas dans la France de l'entre-deux-guerres, les valeurs traditionnelles subiront une pression tous azimuts: "It is in such situations that the fascist doctrine, proclaiming an economic and political solution for both the economic and cognitive crises that capitalist modernization creates, will appeal to the groups that are experiencing social strain"<sup>(145)</sup>.

Ainsi faudrait-il considérer l'entre-deux-guerres en Europe et plus particulièrement en France comme une période spécifique, au

(143) Cette impression de décadence est ressentie avec d'autant plus de réalité que plusieurs d'entre eux vivent une situation professionnelle ou économique difficile, caractérisée par l'insécurité et des revenus médiocres.

(144) Voir A. L. Grell, "The Modernization of Consciousness and the Appeal of Fascism", Comparative political Studies, vol. 10, # 2, (July 1977), pp. 213-238.

(145) ibid., p. 233. Pour une critique sévère de la théorie de la modernisation appliquée au fascisme, voir Gilbert D. Allardyce, "What Fascism is Not: Thoughts on the Deflation of a Concept", The American Historical Review, vol. 84, # 2, (April, 1979), p. 372.

cours de laquelle la transition vers la modernité, vécue avec plus d'intensité que dans la "Belle Epoque", génère un bouillonnement intellectuel intense qui a pour foyer la modernité et les attitudes à son endroit. John Kenneth Galbraith a jadis introduit une nouvelle conceptualisation en qualifiant les sociétés occidentales d'après 1945 de "sociétés post-industrielles"(146): en fait, son essai a masqué un phénomène essentiel, c'est-à-dire le fait que les sociétés occidentales n'ont pas, après 1945, accédé à une sorte de deuxième âge du capitalisme, mais bien à la maturité, avec la disparition des traces mentales et physiques du monde pré-moderne. Richard F. Kuisel a cherché à retracer, dans la France de l'entre-deux-guerres la naissance des conceptions modernes de l'économie et de l'Etat(147). Et bien que ses recherches aient démontré hors de tout doute que les bases de celles-ci y sont présentes (chez des socialistes comme Albert Thomas ou des technocrates comme Ernest Mercier et Auguste Detœuf), il demeure clair qu'il est impossible de parler, dans la France d'avant 1945, le langage de la bourgeoisie libérale d'esprit moderne, pour laquelle les référents locaux n'existent pas. La modernité n'y est pas vécue comme une réalité tangible, malgré l'apparition des grandes entreprises comme Citroën et Renault et l'extension des formes modernes de la production, mais comme une menace extérieure, américaine au premier chef, soviétique dans un plan plus lointain. Le

(146) John Kenneth Galbraith, Le nouvel Etat industriel. Essai sur le système économique américain, Paris, Gallimard, 1974 (c. 1968 et 1967), (Coll.: "Bibliothèque des sciences humaines"), 434 p.

(147) R. F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, Paris, Gallimard, 1984 (c. 1981), 476 p.

discours moderniste y est impossible, car les objets du discours et les modalités énonciatives n'y sont encore qu'à l'état larvaire<sup>(148)</sup>. Et il est curieux de constater à quel point ces problèmes de la modernité et du régime politique sont étroitement liés dans cette France du début des années trente. Car on y est en quelque sorte en présence de deux attitudes fort différentes face à la modernité et au régime, et qui pourtant constituent potentiellement deux voies vers le fascisme: d'un côté, des impatients, soit les modernisateurs d'esprit technocratique qui voient dans le caractère archaïque de l'Etat et du système social français un frein au progrès et au déblocage de la société française (ou à la justice sociale, dans le cas de Déat), et qui souhaiteraient la mise en place d'un Etat fort et dynamique, chargé du bien commun (Tardieu, Valois, Ernest Mercier, Déat); de l'autre, des "humanistes" qui voient dans le capitalisme matérialiste et fordiste le plus grand ennemi de l'homme par son mépris des valeurs spirituelles et sa tendance à l'uniformisation, notamment, et qui appellent de leurs vœux une révolution (qu'ils appellent personnaliste ou fasciste) à laquelle ils

(148) En ce sens, Tardieu comme leader d'une formation politique moderne reposant sur une bourgeoisie libérale et dynamique confiante dans l'Etat est une impossibilité. Car son discours est intemporel, et sans rapports (synchroniques, institutionnels, mentaux et même sociaux) avec les formations discursives alors dominantes. Pris entre la nostalgie d'un avant comme conception dominante au sein de la droite politique et de la bourgeoisie, la vision républicaine de la société qui récusé son projet de modernisation de l'Etat, et la disjonction opérée dans la conscience populaire entre Etat et économie, son discours vient de nulle-part et tend à y retourner, comme le montre Toubli dont il a été victime. Sur les concepts d'objets du discours et de modalités énonciatives, voir Michel Foucault, L'archéologie du savoir, Paris, Gallimard, 1969, (Coll.: "Bibliothèque des sciences humaines"), 275 p.

sont prêts à sacrifier la démocratie comprise comme irrémédiablement liée à l'individualisme bourgeois. Dans les deux cas, le système politique de la Troisième République est au coeur du problème: pour les modernistes, son immobilisme agaçant retarde la France dans la course au progrès et empêche ainsi l'harmonisation des rapports sociaux que produira nécessairement le développement économique; pour les archaïsants, son côté veule et faible en fait un complice de la ploutocratie dans son asservissement des corps et des âmes.

La crise des représentations de l'entre-deux-guerres, dont le fascisme n'est qu'une modalité, prend donc sa source dans le désarroi des classes moyennes et des intellectuels devant les manifestations agressantes de la modernité: fordisme, taylorisme, urbanisation, standardisation, pollution, etc. Comme jamais auparavant, l'homme souffre alors "...from a deepening condition of <homelessness>"(149). Il a perdu, dans cette société individualiste et inorganique, le sens métaphysique de l'appartenance, ce qui a entraîné chez lui ces nostalgies si fréquentes chez les intellectuels fascistes et fascisants de l'époque, "...nostalgias, that is, for a condition of <being at home> in society, with oneself and, ultimately, in the universe"(150). Cette crise des représentations, générée par les "effets pervers" de la modernisation, est présente à l'époque, croyons-nous, au sein de la

(149) Peter L. Berger et al., The Homeless Mind. Modernization and Consciousness, New York, Random House, 1973, p. 82.

(150) Idem.

"conscience ordinaire"(151) d'une importante proportion de la population européenne, particulièrement dans les rangs des classes moyennes et chez les intellectuels. C'est d'ailleurs pourquoi on a pu qualifier l'entre-deux-guerres d'"époque du fascisme"(152). Parce que le "style intellectuel" fasciste, que nous incluons dans la nébuleuse des idées anti-modernes, y devient non seulement attrayant et même séduisant, mais un redoutable concurrent pour le style intellectuel socialiste, alors en perte de vitesse(153). Et cela parce que, nous le répétons, le problème de la modernité devient à cette époque le problème central de la conscience européenne. Peter Berger l'a bien compris, qui a vu la promesse de "retour à un foyer" face à l'anomie, à la dichotomie entre vie privée et vie publique, que comporte le mythe socialiste, et qui a présenté celui-ci comme une synthèse des thèmes modernes et antimodernes, ce qui expliquerait largement son pouvoir

(151) Sur le concept de "consciousness of everyday life", voir ibid., p. 12.

(152) Ernst Nolte, Three Faces of Fascism, pp. 17-26.

(153) Sur le concept de "style intellectuel", voir P. L. Berger, op. cit., pp. 3-23, et A. L. Greil, "What Does It Mean When I Call You a Fascist? A Reply to Gregor and Joes and a Comment on Conceptual Clarity", Comparative Political Studies, vol. 10, # 2, (July, 1977), pp. 269-278.

de séduction sur les intellectuels(154). Dans l'entre-deux-guerres, par contre, dû à la conjonction d'une série de facteurs, le mythe fasciste dame jusqu'à un certain point, chez les intellectuels, le pion au mythe socialiste parce que sa dénonciation de la modernité est mieux accordée au style intellectuel de l'époque, chargé d'irrationalité, de "bruit et de fureur".

Ces jeunes intellectuels, hantés par l'obsession de la décadence, cherchent, au-delà de la révolution qui abattra le régime et renversera le capitalisme, à retrouver une forme de société organique détruite par l'évolution de l'Occident depuis le XVIIe siècle. Pendant les années

(154) P. L. Berger, op. cit., p. 138. "Le mythe socialiste tire beaucoup de son pouvoir de sa capacité unique à synthétiser des thèmes modernes et antimodernes. La modernisation -ses idées, ses valeurs, ses aspirations- continue à être le thème dominant de notre temps et il est entièrement intégré dans les diverses versions du socialisme. Le programme socialiste est basé sur toutes les hypothèses courantes de la modernité -l'histoire comme progrès (idée qui doit être comprise comme une sécularisation de l'eschatologie biblique), la perfectibilité de l'homme, la raison scientifique comme grande libératrice de l'illusion, et la capacité qu'a l'homme de vaincre tous ou presque tous ses maux par un contrôle rationnel de sa destinée. Dans ces hypothèses, le socialisme, comme le libéralisme, est l'enfant du Siècle des Lumières. A l'inverse du libéralisme, toutefois, le socialisme a aussi assimilé avec succès les thèmes développés en protestation contre les inconvénients de la modernité, et surtout le thème de la communauté renouvelée. (...). Le socialisme, en d'autres termes, promet toutes les bénédictions de la modernité et la liquidation de ses inconvénients, y compris le plus important, celui de l'aliénation", P. L. Berger, Affrontés à la modernité: réflexions sur la société, la politique, la religion, Paris, Ed. du Centurion, 1980 (c. 1977), (Coll.: "Faire notre histoire"), pp. 88,90. Sur ce thème de l'attrait du socialisme pour les intellectuels, voir le déjà ancien mais toujours actuel et pertinent ouvrage de Raymond Aron, L'opium des intellectuels, Paris, Calmann-Lévy, 1986 (c. 1955), (Coll.: "Agora" # 13), 356 p.

trenté, écrit Jean-Louis Loubet del Bayle, "des phénomènes convergents vinrent nourrir chez beaucoup la crainte de voir la civilisation écrasée par ses propres productions, l'homme mécanisé par ses machines, l'individu absorbé par la masse"(155). Ces jeunes non-conformistes, qui concluaient à la faillite de leur société, faillite intellectuelle, morale et spirituelle, avaient le sentiment d'être en train d'assister à une crise totale de civilisation(156). Les piliers de celle-ci, le progrès, la raison, la science, leur semblaient devenus des rengaines vides de contenu, des justifications à l'asservissement de l'homme à la matière, à la "mécanisation de l'esprit"(Bergson). Car leur révolte est avant tout morale, et s'oppose plus aux conséquences spirituelles du capitalisme qu'à ses effets économiques et sociaux: le capitalisme doit être "rejeté parce qu'il la source d'un désordre manifeste, dans "...le triomphe de l'argent devenu la mesure de toute action et de toute valeur humaine"(157). Leur ennemi, c'est le matérialisme, qu'il soit capitaliste ou marxiste(158). Ces deux régimes sont d'ailleurs le plus souvent présentés comme des frères ennemis, des jumeaux contradictoires procédant du même état d'esprit.

(155) Jean-Louis Loubet del Bayle, op. cit., p. 21.

(156) ibid., p. 247.

(157) ibid., p. 230.

(158) Zeev Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, p. 291, et Félix Ponteil, Les bourgeois et la démocratie sociale. 1914-1968, Paris, Albin Michel, 1971, (Coll.: "L'évolution de l'humanité" # 32); pp. 239-240.



Dans ce maëlstrom qui emporte la civilisation occidentale dans son ensemble, la France leur apparaît doublement décadente: d'abord — parce que le matérialisme est en train d'y détruire toutes les valeurs spirituelles; ensuite parce qu'elle est dans une sorte d'état de somnolence, visible dans le déclin de la natalité, dans la crise des institutions, et dans la pusillanimité de sa politique extérieure, torpeur qui doit être secouée avant qu'il ne soit trop tard et qu'elle ait perdu son âme(159). Si l'"esprit de 1930" conserve pour les historiens cet attrait indéniable et visible dans la quantité de publications portant sur ses manifestations, ce n'est pas tant à cause de ses liens avec Vichy et la collaboration que parce que les jeunes intellectuels qui en sont les porteurs ont conscience, comme nous l'avons vu à propos de la littérature, d'entrer dans un nouvel âge de la pensée déterminé par les réalités impitoyables du XXe siècle(160). Mais cette prise de conscience de l'irréversible nouveauté de la situation ne propulse pas pour autant l'"esprit de 1930" vers l'acceptation de ces réalités: au contraire, la conscience européenne pendant l'entre-deux-guerres trouve précisément sa forme caractéristique dans l'expression d'une angoisse insupportable face aux manifestations de la modernité, laquelle préside à la production d'une pensée résolument hostile à celles-ci. Alfred Sauvy a justement souligné la popularité, dans la

(159) Robert J. Soucy, "The Nature of Fascism in France", Journal of Contemporary History, vol. 1, #1, (1966), p. 49.

(160) "...l'"esprit de 1930" naquit du sentiment que les clés héritées du XIXe siècle ne pourraient plus ouvrir les portes du <siècle de fer> qui commençait et que les préoccupations du XXe siècle ne seraient pas celles de la période précédente", Jean-Louis Loubet del Bayle, op. cit., p. 427.

France de l'entre-deux-guerres, de l'idée du retour à la terre ou, plus vaguement, du retour aux sources: "ce sentiment, apparenté aux mythes millénaires du bon vieux temps et de l'éternel retour, conduit à considérer l'industrie (c'est-à-dire l'artifice) avec une certaine méfiance et la ville comme une source de maux et de dérèglements"(161). Stanley Hoffmann présente d'ailleurs le fascisme intellectuel français des années trente comme "un romantisme aristocratique et sentimental", fondé sur une "nostalgie de la régénération et de l'action"(162). En somme, ces jeunes intellectuels appellent de leurs vœux une régénération de la France, une rénovation de leur pays "...parce qu'ils ont la nostalgie de ce qu'il a pu être jadis"(163).

En fait, il nous semble que cette révolte multiforme des années trente, qui avait pris racine dans la réaction anti-rationnelle et anti-progressiste de la fin du XIXe siècle, trouve son commun dénominateur et son principe d'explication dans le rejet du monde moderne. Comme l'écrit Karl Dietrich Bracher, cette révolte contre la modernité se traduit dans un pessimisme culturel et une critique de la civilisation

(161) Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, pp. 348-349 (t. II).

(162) Stanley Hoffmann, Essais sur la France: déclin ou renouveau?, Paris, Seuil, 1974, (Coll.: "Esprit. La cité prochaine"), p. 51. Ceux-ci, qu'ils soient à la poursuite du "mirage pseudo-latin d'une société statique et classique" ou du "mirage pseudo-nordique d'une société dynamique et romantique", "donnaient l'exemple symétrique d'une mauvaise intégration à la société française contemporaine et d'une propension discutable à fumer l'opium du moment", *Ibid.*, p. 17.

(163) Paul Serant, Le romantisme fasciste. Etude sur l'oeuvre politique de quelques écrivains français, Paris, Fasquelle, 1959, p. 13.

qui fournissent "...an effective background to the operation of the fascist and national-socialist ideologies"(164). Car ce thème est présent dans tous les mouvements et chez tous les intellectuels de l'époque que l'on a pu associer au fascisme un jour ou l'autre: ainsi l'Action Française, dont les membres, écrit Eugen Weber, "...n'aimaient pas le présent parce qu'il ne correspondait pas assez à l'image confortable qu'ils se faisaient du passé (ni) l'avenir parce qu'ils pouvait être pire encore"(165); ou Drieu, Céline et Brasillach, chez qui Tarmos Kunnas met à jour une commune "négarion du progrès et de l'évolution" qui facilite leur sympathie pour des idéologies "...qui soulignaient le caractère immuable de la vie et de l'homme"(166); ou encore les jeunes revues non-conformistes où J.-L. Loubet del Bayle décèle une commune préoccupation pour l'avenir de la civilisation européenne présentée comme vivant une crise directement liée à la modernisation(167). Mussolini insiste d'ailleurs constamment, dans ses successives définitions du fascisme, sur la dimension spirituelle de celui-ci, sur sa dénonciation du confort moderne, sur le renoncement, le désintéressement qu'il implique(168). Et Emmanuel Mounier qui définit la "primauté du spirituel" qu'il invoque comme le refus de "...toute parenté avec les fautes du monde moderne, (de) tout avantage

(164) Karl D. Bracher, The Age of Ideologies. A History of Political Thought in the Twentieth Century, p. 116.

(165) Eugen Weber, L'Action Française, p. 462

(166) Tarmos Kunnas, Drieu La Rochelle, Céline, Brasillach et la tentation fasciste, Paris, Les Sept Couleurs, 1972, p. 62.

(167) J.-L. Loubet del Bayle, op. cit., pp. 65-66.

(168) Henri Massis, "Quand Mussolini n'est plus devant la foule", 1933, 1er novembre 1933, p. 1.

qui pourrait naître d'une complicité entre notre ardeur et ses malices"(169). La profondeur de l'imprégnation de cette pensée anti-moderne est d'ailleurs telle qu'on voit Edouard Daladier, président du parti radical, souhaiter en octobre 1929, au congrès de Reims, "le contrôle de l'esprit" sur le développement des forces de la production, et prôner une réorganisation de la société française et de l'Europe dans le but de faire face aux "...continents massifs, américains ou asiatiques, où règne déjà la dictature de l'Argent ou la dictature de la force"(170).

(169) Emmanuel Mounier, "Ce ne sont pas ceux qui disent: Esprit, Esprit" (c. 1er décembre 1932), in Mounier et sa génération, Paris, Seuil, 1956, (Coll.: "Esprit. La condition humaine"), p. 108.

(170) Edouard Daladier, "Discours au Congrès de Reims", octobre 1929, in Archives Edouard Daladier, F.N.S.P., 1DA1, DR.5, sdr f.

"La réaction européenne à l'américanisme doit être étudiée attentivement. Son analyse nous fournira plus d'un élément nécessaire à la compréhension de la situation actuelle dans un grand nombre d'états du vieux continent, ainsi que des événements politiques de l'après-guerre."

A. Gramsci, Cahiers de prison.

## CHAPITRE V: La menace américaine

Dans son ouvrage sur la stabilisation de l'Europe bourgeoise pendant les années 20, Charles Maier affirme que cette décennie y fut celle d'une restructuration capitaliste et d'une rénovation importante des méthodes de production<sup>(1)</sup>. S'appuyant sur les travaux de Sauvy, Carré, Cahen, Lévy-Leboyer, Paxton, Fridenson, Hirsch et Devinat, Richard F. Kuisel présente quant à lui la fin des années vingt en France comme "une période d'expansion bouillonnante"<sup>(2)</sup>. Selon les statistiques produites par Sauvy et son équipe, la production industrielle croît de 5% par an de 1924 à 1929, tandis que l'extraction de fer et la production d'acier doublent entre 1913 et 1928, et que la

(1) Charles S. Maier, Recasting Bourgeois Europe: Stabilization in France, Germany and Italy in the Decade after World War I, Princeton (New Jersey), P.U.P., 1975, p. 15.

(2) R. F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, p. 156. Ce paragraphe s'inspire largement de la section intitulée "Néo-capitalisme, évolution de l'industrie et rationalisation", qui occupe les pages 156 à 163 du livre de M. Kuisel.

puissance des centrales hydro-électriques triple<sup>(3)</sup>. Les secteurs en expansion sont à ce moment l'industrie chimique, l'industrie automobile (on pense tout de suite à Renault et à Citroën), le caoutchouc, le pétrole, les métaux, les mines, le bâtiment, l'électricité et la construction de machines: en 1929, l'indice de la production industrielle atteint un sommet qui ne sera pas retrouvé avant 1951. Dans ce pays où l'entreprise familiale est reine, la concentration industrielle connaît alors une croissance certaine: entre 1901 et 1931, le nombre des petits établissements (de moins de cinq salariés) diminue de 25% tandis que celui des grandes entreprises (plus de 500 salariés) double<sup>(4)</sup>. L'"entreprise d'affaires modernes", telle que définie par Alfred Chandler<sup>(5)</sup>, y fait son même son apparition, quoique tardivement et de façon plutôt timide: tout de même, Maurice Lévy-Leboyer a fait ressortir, pour les années 1928-1932, une croissance impressionnante du nombre de sociétés holding faiblement articulées, particulièrement dans l'industrie chimique.

(3) Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, T. I, Paris, Fayard, 1965, pp. 166, 267-269. Voir aussi Claude Fohlen, La France de l'entre-deux-guerres, 1917-1939, Paris, Castermann, 1972 (c. 1966), pp. 214-217.

(4) Il faut toutefois noter que 1.500 firmes seulement emploient plus de 500 personnes en 1931, tandis que les micro-entreprises de moins de 5 salariés sont alors au nombre de 400.000. De même, les grandes sociétés de plus de 5.000 employés ne sont encore que 44 à cette même date. Voir R. F. Kuisel, Le capitalisme et..., p. 158.

(5) Alfred D. Chandler, Jr., The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business, Cambridge (Mass.), Harvard U.P., 1980 (c. 1977), pp. 1-6.

l'électricité, la métallurgie, et l'industrie lourde en général(6). L'"organisation scientifique du travail" trouve par ailleurs dans le pays de Descartes bon nombre de disciples, ce qui le place dans le peloton de tête des nations européennes dans ce domaine. La standardisation progresse aussi à grand pas, bien que le retard par rapport aux Etats-Unis et à l'Allemagne, notamment, soit considérable. De même, la pénétration des ingénieurs dans l'élite capitaliste contribue au développement d'une mentalité technicienne et ouvre la porte au développement technologique ainsi qu'à l'amélioration des méthodes de production(7). Kuisel souligne même l'apparition, dans les secteurs qui connaissent alors une croissance rapide (l'électricité, l'automobile, la métallurgie), de patrons partisans d'une rénovation à l'américaine, dotés d'un "tempérament modernisateur et organisateur"(8).

(6) Maurice Lévy-Leboyer, "The Large Corporation in Modern France", in Alfred D. Chandler, Jr. et Herman Daems (eds.), Managerial Hierarchies. Comparative Perspectives on the Rise of the Modern Industrial Enterprise, Cambridge (Mass.), Harvard U.P., 1980, p. 118.

(7) A ce sujet, voir Maurice Lévy-Leboyer, "Le patronat français a-t-il été malthusien?", Le Mouvement social, # 88, (juillet-sept. 1974), pp. 3-50.

(8) R. F. Kuisel, Le capitalisme et..., p. 160. On sait par ailleurs que Clémenteau, inspiré par les nécessités imposées par l'effort de guerre, avait suggéré en 1918 de voir dans quelle mesure l'implantation du taylorisme dans les usines d'armements pouvait être envisagé. Il avait même suggéré d'établir au sein du gouvernement des départements de planification tayloriste. Voir Charles S. Maier, "Between Taylorism and Technocracy: European Ideologies and the Vision of Industrial Productivity in the 1920s", Journal of Contemporary History, vol. V, # 2, (1970), pp. 37-38.

Mais ces transformations, quoiqu'importantes, se font tout de même avec un certain retard sur les nations les plus avancées d'Europe sur le plan économique, l'Angleterre et l'Allemagne, et à fortiori sur les Etats-Unis, et avec une relative lenteur. Le programme des partisans du néo-libéralisme<sup>(9)</sup>, par exemple, reste à l'intérieur des limites du libéralisme, l'étatisme demeurant à leurs yeux un ennemi, des grands patrons à l'esprit moderne comme Louis Loucheur ou Louis Renault ne faisant pas vraiment exception. D'ailleurs, ces rénovateurs ne forment qu'une infime minorité au sein d'un patronat conservateur attaché à l'entreprise familiale et au libéralisme absolu. Le "patron des patrons", René Duchemin, ne met-il pas ses collègues en garde, en 1928, contre la "mystique de la rationalisation" et l'"imitation servile" des méthodes américaines et allemandes? Les néo-libéraux échouent ainsi largement à vendre leur programme à leurs collègues ainsi qu'aux syndicats, tandis que la majorité des intellectuels s'accorde "...pour voir dans la culture américaine une menace plutôt qu'un modèle"<sup>(10)</sup>.

L'image des Etats-Unis en France change d'ailleurs radicalement au cours des années vingt<sup>(11)</sup>. Dans son ouvrage, David Strauss met en

<sup>(9)</sup>Pour un exemple de défense du néo-libéralisme, voir Edmond Giscard d'Estaing, Capitalisme, Paris, 1931.

<sup>(10)</sup>Richard F. Kuisel, Le capitalisme et..., p. 160.

<sup>(11)</sup>Sur ce sujet, voir l'excellent ouvrage de David Strauss, Menace in the West: The Rise of French Anti-Americanism in Modern Times, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1978, (Coll.: "Contributions in American Studies" # 40), 317 p., ainsi que le pertinent article de Paul Gagnon, "French Views of the Second American Revolution", French Historical Studies, vol. II, # 4, (Fall, 1962), pp. 430-449.



évidence le nouveau climat des relations franco-américaines qui s'instaure pendant cette décennie. C'est en effet à cette époque précisément que naît en France un climat d'anti-américanisme déterminé tant par l'évolution des relations entre les deux pays que par les tendances de la civilisation américaine. C'est à ce moment où la France, victorieuse, prend conscience du déclin de l'Europe sur la scène internationale et de la naissance d'une nouvelle superpuissance, les Etats-Unis, que l'influence culturelle américaine atteint l'Europe sous la forme du jazz, du tourisme, du cinéma, des corporations multinationales et de la ligne de montage. Ce phénomène est vécu comme le déferlement de la "culture de masse" sur les pays de culture ancienne. Yves Guchet soutient même, à ce titre, dans sa biographie de Georges Valois, que 1919 aura été, pour beaucoup d'Européens (y compris Valois), "l'an premier du siècle", parce que ceux-ci découvrent une Amérique puissante, où la taylorisation et l'organisation rationnelle de l'entreprise, éléments essentiels de cette puissance, sont en place depuis la fin du siècle dernier<sup>(12)</sup>. Or, cette pénétration de la culture américaine se fait "...in the context of increasingly acrimonious disputes over debts, disarmament, security, and reparations..."<sup>(13)</sup>. Car la longue amitié franco-américaine, inaugurée avec la Révolution américaine et renforcée par la participation des U.S.A. dans la Première Guerre mondiale au côté des démocraties

<sup>(12)</sup> Yves Guchet, Georges Valois: l'Action Française, Le Faisceau, la République syndicale, Paris, Albatros, 1975, p. 90.

<sup>(13)</sup> David Strauss, op. cit., p. 5.

contre l'Entente, bute dès la fin de celle-ci sur un contentieux qui va s'alourdisant<sup>(14)</sup>.

Le premier élément de celui-ci est la question de la sécurité en Europe au lendemain du conflit. La France, on le sait, désire alors assurer définitivement sa sécurité (et celle des nouveaux Etats d'Europe de l'Est qui constituent à ce moment des "clients" privilégiés pour elle) au moyen d'une démilitarisation de l'Allemagne assortie d'une solidarité effective des anciens alliés contre toute tentative pour remettre en cause le nouvel équilibre européen. Elle a réussi, avec l'appui de ses alliés, dont les Américains, qui désirent la destruction du militarisme, à obtenir le désarmement partiel de l'Allemagne: le Traité de Versailles prévoit une limitation draconienne de la marine allemande, la fixation du nombre total d'hommes sous les drapeaux à 100.000, l'interdiction totale de l'artillerie lourde ainsi que de l'aviation, la suppression du grand état-major et des écoles militaires, ainsi que la démilitarisation de la Rhénanie. Mais le refus du Sénat américain de ratifier le Traité de Versailles, manifestation du sentiment isolationniste qui s'empare alors à nouveau des Etats-Unis, rend caducs les traités franco-anglais et franco-américain de garantie qui devaient soutenir l'édifice versaillais. C'est que les

(14) Sur le contentieux franco-américain après 1919, voir David Strauss, op. cit., pp. 109-156, Philippe Bernard, La fin d'un monde, 1914-1929, Paris, Seuil, 1975, (Coll.: "Points. Histoire" # H 112; "Nouvel le histoire de la France contemporaine", # 12), pp. 131-177, Pierre Renouvin, Histoire des relations internationales. Tome septième. Les crises du XXe siècle. I. De 1914 à 1929, Paris, Hachette, 1969, pp. 212-264, et J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, Paris, Dalloz, 1974 (6ème éd.), pp. 9-104.

Etats-Unis affichent, dès le lendemain du conflit et plus encore après les élections présidentielles de 1920, un ferme désir de ne plus s'impliquer dans les affaires européennes devant lesquelles la diplomatie américaine doit conserver, dit le Secrétaire d'Etat Hughes, une "position indépendante": les Américains croient alors que le redressement économique de l'Europe, qu'ils tiennent pour souhaitable et auquel ils prendront d'ailleurs une grande part, passe par leur désengagement et par le relèvement de l'Allemagne. De son côté, la diplomatie anglaise cherche à miner ce qu'elle conçoit comme étant une position hégémonique de la France, que l'opinion britannique taxe d'ailleurs d'impérialisme, sur le continent. Dès lors, la France exsangue doit assurer elle-même sa sécurité sur le continent par des alliances dont la première est celle avec la Belgique, en 1920: les Français, qui se sentent délaissés par leurs alliés d'hier au profit du toujours menaçant militarisme germanique, et qui sont de bonne foi quand ils proclament leurs intentions pacifistes, en concevront un ressentiment tenace à l'endroit des Anglais et des Américains.

Le contentieux franco-américain s'alourdit encore, et de manière irréparable, pourrait-on dire, avec la question des dettes et des réparations. On sait que l'article 231 du Traité de Versailles posait le principe de la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre, ce qui justifiait en droit les demandes de réparations des vainqueurs. Le Traité n'ayant pas fixé le montant total de celles-ci de façon définitive, une commission des réparations le fixe en mai 1921 à 132 milliards de marks-or, qui doivent être acquittés par annuités

dont le montant variera selon le progrès des exportations allemandes. La France, dont le territoire a subi les dévastations les plus graves, estime naturellement: 1) que ce montant est un minimum quasi incompressible compte tenu des charges que lui impose la reconstruction des régions dévastées et de l'importance de sa dette gonflée par les dépenses de guerre et que ses gouvernements successifs lient, dans la préparation de leurs budgets, aux remboursements allemands (on sait par ailleurs que le gouvernement français avait avancé, comme montant raisonnable des réparations, le chiffre de 230 milliards de marks-or, en 1920); 2) que ces réparations constituent pour elle un droit imprescriptible lié à la faute morale de l'Allemagne et aux torts immenses que le militarisme allemand lui a fait subir; 3) qu'elles ne peuvent en aucune façon être liées aux autres questions issues de la guerre, particulièrement à celle de ses relations avec ses alliés anglais et américain, qui ont certes contribué à l'effort de guerre, mais n'ont pas subi de destructions matérielles<sup>(15)</sup>. Or, les Anglais et les Américains ne le voient pas de cet oeil. D'abord parce que les deux ex-alliés sont d'accord pour considérer qu'une fixation trop élevée du montant des réparations nuirait au redressement économique de l'Allemagne, dont ils attendent des bénéfices tant financiers que diplomatiques: ils sont donc tout disposés à entendre les plaintes de celle-ci qui prétend dès 1922 ne

<sup>(15)</sup> Il convient aussi de ne pas oublier que l'Allemagne avait imposé à la France, en 1871, une rançon de 5 milliards de francs-or à titre de "dommages de guerre", dont celle-ci s'était acquittée en un peu plus de deux ans, ce qui avait entraîné le retrait des troupes allemandes d'occupation: c'est là un précédent historique lourd de symbolisme et de signification pour les Français de 1920.

plus être en mesure de payer. Ensuite parce que les Américains refusent de lier la question des réparations allemandes au problème des dettes inter-alliées, alors que l'opinion et les gouvernements français considèrent que celles-ci ne sont remboursables que dans la mesure où l'Allemagne s'acquitte de ses obligations: avec la consolidation de la dette anglaise vis-à-vis des Etats-Unis en 1923 et la mise en place du plan Dawes en 1924, la France perd ses derniers arguments et doit se résigner à négocier avec l'Oncle Sam la consolidation de ses propres dettes. L'accord signé en 1926 est perçu dans l'opinion française comme très dur (malgré l'abandon par les Américains de 53% du montant total de la dette française) et transforme celui-ci en "Oncle Shylock". Le plan Young, en 1929, diminue encore la somme des obligations allemandes, que le moratoire Hoover suspend pour un an en juin 1931: quand à Lausanne, un an plus tard, une conférence internationale décide la fin des réparations tandis que le gouvernement Herriot tombe, le 13 décembre de la même année, pour avoir manifesté son intention de verser aux U.S.A. le montant intégral de l'annuité française, soit 480 millions de francs, le 15 décembre suivant, l'amertume française à l'égard des Etats-Unis s'accroît d'autant.

La question des investissements américains en Europe achève de compliquer la situation. En effet, les Français ont l'impression, passablement justifiée, que les Américains favorisent, par le jeu des investissements et des prêts, le redressement économique de l'Allemagne, lequel implique nécessairement un renforcement du

potentiel militaire de celle-ci, ce qui a des implications directes sur le plan de la sécurité européenne. Le tout dans un climat où le déclin de l'Europe face au nouveau géant, devenu le créancier de la planète entière et l'investisseur numéro un, est ressenti d'autant plus vivement que les Français estiment que les Américains ont profité de l'hécatombe de 1914-1918 pour achever d'établir leur suprématie.

Dans ces conditions, où les considérations de sécurité, les questions financières (qui ont, rappelons-le, un impact direct sur la stabilité de la monnaie), les problèmes de diplomatie, et les questions de fierté nationale et d'image des autres sont étroitement mêlées, même confondues, il n'est pas étonnant que se développe en France, dont les citoyens se sentent victimes d'un complot des impérialismes anglo-saxons, un fort courant d'anti-américanisme. D'autant plus que l'Amérique des années vingt que découvre la France n'a vraiment rien d'engageant: jusque là foyer des sans-patrie du monde entier, les U.S.A. des années vingt deviennent un parangon de xénophobie, comme le montrent les lois des quotas de 1921 et 1924 et le procès de Sacco et Vanzetti; pays de la liberté et des droits de l'homme, l'Amérique interdit à compter de 1919 la consommation des alcools, ce qui n'a rien pour plaire à une France exportatrice de vins et d'alcools fins; société laborieuse et puritaine, elle cède pendant ces "années folles" à la frénésie, avec l'apparition de modes vestimentaires et comportementales outrées, le développement de la spéculation boursière effrénée, la production massive à Hollywood de films où le mauvais goût ne cède en rien à la bêtise, et la prolifération du crime

alors que pègre et mafia semblent gouverner les villes et régner dans les rues; pays du gigantisme depuis toujours, enfin, les Etats-Unis de 1920 apparaissent comme le monde où la machine est en voie d'atteindre à la domination sur l'homme par le biais de la standardisation, du fordisme et du taylorisme. Le tout conforté par la littérature américaine de critique, alors que les Français découvrent John Dos Passos, Theodore Dreiser, Upton Sinclair, Stephen Crane et Jack London. Ce qui surprend, toutefois, c'est d'apprendre que les nouveaux anti-américains de la fin des années vingt (D. Strauss situe le tournant critique en 1927), ressemblent beaucoup "...to the engineers, businessmen, and professors who had promoted the entente and mass production in the early twenties"(16), et qu'on les dénombre principalement dans les rangs de la droite conservatrice. Ils sont amenés à cette position anti-américaine, nous dit D. Strauss, par leur souci pour le futur de l'Europe et de leur patrie, et croient que la montée des Etats-Unis est une explication du déclin du vieux continent. Nous verrons dans le chapitre suivant à quel point les arguments que développent ces nouveaux anti-américains imprèneront aussi la jeune droite radicale et fascisante, en ce sens que celle-ci manifeste, comme les premiers "...a strong commitment to the maintenance of some aspects of the pre-war world"(17) face à la montée des sociétés de masse.

(16) D. Strauss, op. cit., p. 66.

(17) Ibid., p. 77.

Vue de France à la fin des années vingt, l'Amérique est le pays de l'abondance, mais aussi de la chaîne de montage, de l'égoïsme et de l'uniformité. La production de masse, qui a amené l'Amérique et le Japon au premier rang des nations, s'attaque alors à l'Europe dont elle menace la culture et les élites: "the rise of mass production and the consequent flood of consumer items from the automobile, electrical, and cinematic industries increased the wealth of ordinary people and seemed to jeopardize the primacy of spiritual values"(18). La menace américaine, c'est la société de masse dominée par les nécessités de la production, qui détruit l'individu par la standardisation et l'uniformisation, rabaisse les élites par son emphase sur les valeurs matérielles, et anéantit la créativité en écrasant l'artisan: en somme, la domination de la matière sur l'esprit. L'incarnation par excellence de cette barbarie matérialiste est la chaîne de montage, qui cesse alors d'être considérée comme un processus industriel dont la qualité première doit être l'efficiencie pour devenir le symbole de la société de masse(19). Pour la plupart des observateurs français, le citoyen américain est une victime de la chaîne de montage et de la production de masse, et est en train de perdre toute personnalité propre dans une société formellement démocratique mais en réalité plus tyrannique

---

(18) ibid., p. 82.

(19) "Taylorism and Fordism (...) evoked a European resonance less for their strictly technical features than for their social and political implications. The engineer, who was central to the new industrial gospel, appeared not so much a master of machines as a potential manipulator of all industrial relationships", Charles S. Maier, loc. cit., p. 28. A cet égard, il n'est sans doute pas indifférent de remarquer que la plupart des gens confondent allègrement chaîne de montage, fordisme, taylorisme et standardisation.



que les pires dictatures politiques tant l'autonomie individuelle y est menacée dans toutes ses facettes, et jusque dans la vie quotidienne: "from the perspective of the French intellectual, committed to the value of individual autonomy, craftsmanship, and spiritual life, the new developments were both dangerous and distasteful"(20). Réalisation actuelle de l'Européen de demain, l'Américain des années vingt est réduit à n'être qu'un homme moyen et uniforme, obsédé par la quantité aux dépens de la qualité, et partageant les mêmes valeurs et les mêmes idéaux que tous ses compatriotes(21).

L'Amérique, c'est le laboratoire du futur et l'avenir de l'Europe, qui découvrira avant vingt ans sur ses membres les "stigmates de cette civilisation dévorante", écrit Georges Duhamel dans un ouvrage qui, malgré sa piètre tenue littéraire, connaîtra plusieurs éditions: "on n'en peut plus douter, ajoute-t-il, cette civilisation est pourtant en mesure et en train de conquérir le vieux monde"(22). Pour l'Académicien, qui rapporte à ses compatriotes ses impressions de voyage, un grave divorce est survenu lors de la Première Guerre mondiale, entre le concept d'une "civilisation essentiellement morale"

(20) D. Strauss, op. cit., p. 176.

(21) P. Gagnon, "French Views of the Second American Revolution", loc. cit., p. 435, et G. Michaud, "La crise de la civilisation européenne", in Max Beloff (éd.), L'Europe du XIXe et du XXe siècle: problèmes et interprétations historiques (1914-aujourd'hui), Milan, Marzorati, 1964, p. 376.

(22) Georges Duhamel, Scènes de la vie future, Paris, Mercure de France, 1930, pp. 18-19. (Le titre de la traduction anglaise du livre de Duhamel est "America the Menace").

et l'idée d'une autre civilisation, "mécanique avant tout"(23). Le portrait qu'il nous trace de cette dernière est sans pitié. L'Amérique, écrit-il, c'est: le pays de la prohibition, instaurée par des hypocrites; le pays où le cinéma, "divertissement d'ilotes, passe-temps d'illettrés, de créatures misérables, ahuries par leur besoin et leurs soucis"(24), avec son faux confort(25), son "assassinat de la musique", et la fausseté de ses images, est roi, ce qui est manifestement un symbole de décadence(26); le pays de l'esclavage imposé aux individus en vertu des principes de l'hygiène, de la morale, de l'esthétique, "...en un mot de la civilisation"(27); le pays où l'automobile, "monstrueuse mécanique", est remise au premier venu selon le seul critère de la richesse; le pays du jazz, "triomphe de la sottise barbare"(28), et de la danse lubrique; le pays de la publicité, empiéteuse, voleuse et inutile; le pays du sport professionnel, cirque pour des inactifs déchaînés et glapissants; le pays enfin où peuvent se développer des villes comme

(23) *Ibid.*, p. 12.

(24) *Ibid.*, p. 58.

(25) "Un luxe de grand lupanar bourgeois. Un luxe industriel, fabriqué par des machines sans âme pour une foule que l'âme semble désertir aussi. Un luxe d'uniforme, que l'on peut retrouver d'un bout à l'autre de l'Union, dans tous les établissements du même genre. (...). Les fauteuils sont assez bons. Le confort américain. Le confort des fesses. Un confort purement musculaire et tactile", *Ibid.*, p. 51.

(26) "J'affirme qu'un peuple soumis pendant un demi-siècle au régime actuel des cinémas américains s'achemine vers la pire décadence. J'affirme qu'un peuple hébété par des plaisirs fugitifs, épidermiques, obtenus sans le moindre effort intellectuel, j'affirme qu'un tel peuple se trouvera, quelque jour, incapable de mener à bien une oeuvre de longue haleine et de s'élever, si peu que ce soit, par l'énergie de la pensée", *Ibid.*, p. 59.

(27) *Ibid.*, p. 70.

(28) *Ibid.*, p. 147.

Chicago, ville-cancer, déjà vieille, étouffée par l'auto, impossible à peindre, "...et qui semble chercher à tâtons, jusque dans la rue pluvieuse, le fantôme de la joie, de la pure joie humaine, à jamais chassée du monde"(29). Dans ce désert qui, écrit l'auteur, menace de lui rendre odieux le visage de la raison et de la science(30), on trouve pourtant quelques oasis: un campus, un musée ethnographique, une bibliothèque, "asiles et relais de l'éternel dans un monde moins occupé de vivre que de se hâter vers la mort"(31). Mais la civilisation américaine, c'est quand même la disparition de l'esprit et de l'individu, l'acheminement des mœurs humaines vers les mœurs entomiques: "même effacement de l'individu, même raréfaction et unification progressive des types sociaux, même ordonnance du groupe en castes spécialisées, même soumission de tous aux exigences obscures de ce que Maeterlinck nomme le génie de la Tuche ou de la termitière"(32). Une civilisation détestable, dont il faut naturellement empêcher la réalisation en Europe: "qu'à cet instant du débat chacun de nous,

---

(29) *Ibid.* p. 152.

(30) "Depuis quelques jours, j'en viens à penser que le visage de la raison pourrait me devenir odieux. (...). Que la vie internationale soit, dès aujourd'hui, compliquée par les inventions d'une nouvelle barbarie, cela saute aux yeux. Que l'on voie surgir de toutes parts des barrières qui ne gênent que les honnêtes gens et n'arrêtent pas les filous, vous ne pouvez dire le contraire. Que les surprenantes commodités offertes au voyageur par la science se trouvent contrariées par le dictateur parlant au nom de cette même science, voilà ce dont on ne peut plus douter". *Ibid.* pp. 42-43.

(31) *Ibid.* p. 218.

(32) *Ibid.* p. 224.

Occidentaux, dénonce avec loyauté ce qu'il découvre d'américain dans sa maison, dans son vêtement, dans son âme"(33).

Si tous les observateurs français ne sont pas aussi lyriques et désespérés que M. Duhamel dans leur dénonciation de la civilisation américaine, ils s'entendent tous à défendre le paysan et l'artisan, conçus comme la personnification des valeurs de l'humanité européenne, contre la chaîne de montage et la production de masse(34). André Siegfried par exemple, dont on connaît les contributions à la science politique et à la sociologie électorale, trace en 1928 un portrait plutôt nuancé des Etats-Unis, dont le peuple, écrit-il, est à créer dans le monde moderne "...une conception nouvelle de la production et de la vie"(35). Mais son étude demeure imprégnée des conceptions anti-américaines, fondées sur le rejet de la standardisation et de la machine, qui prévalent en France à ce moment. Pour lui, le travail artisanal est supérieur à celui des machines en ce sens qu'il porte en lui ces valeurs disparues en Amérique, soit l'intérêt

(33) *Ibid.*, p. 19.

(34)\*For Siegfried, Romier, and other Frenchmen, the peasant and the artisan were not just outdated remnants of a less efficient past. They personified the virtues of European humanity and provided a perspective from which to judge the new system arising in America. The United States had always been a progressive society. Americans, in the eyes of French observers, had always erred in their preference for material over spiritual concerns. However, the twenties marked a radical departure from New World precedents. Production and consumption had now become obsessive. Americans had sacrificed the individual to their new system. In the process, the New World had created a dehumanized man whose life had no elements of transcendence. D. Strauss, *op. cit.*, p. 180.

(35) André Siegfried, Les Etats-Unis d'aujourd'hui, Paris, A. Colin, 1928, p. 2.

pour le "bel ouvrage", le sens artistique, et le "libre jaillissement" de la personnalité;

"Il ne faut pas que le jardinier français, cet individualiste, travaille à l'américaine: trois hectares, soignés par lui avec une ferveur de tous les instants, donneront un rendement de qualité plus intéressant que vingt hectares exploités ailleurs mécaniquement, par une main-d'œuvre quelconque, qui n'aimera pas la terre et ne songera qu'à s'éclipser les huit heures fixées. Qu'il s'agisse de soie ou de jardinage, c'est toute une civilisation distincte, dont la culture originale, fruit d'une expérience séculaire, d'une longue adaptation au sol, repose moins sur des notions sociales comme le crédit ou le "service" que sur l'honneur professionnel de l'ouvrage bien fait."(36)

Et ce à un point tel, estime-t-il, que l'artisan, "véritable artiste", et le paysan, "collaborateur conscient et constant de la nature", n'ont pas besoin de racheter, en s'adonnant à des loisirs, "...un abrutissement que leur travail, perpétuellement changeant et adapté, ne leur a pas donné"(37). Ce qui n'est pas le cas des Etats-Unis où les nécessités de la production, qui valent à l'ouvrier "sa maison, sa baignoire et son auto", se paient d'un prix tragique, "celui de millions d'hommes réduits à l'automatisme dans le travail"(38). Car "si le but de la société est

(36) Ibid., p. 180.

(37) Anfré Siegfried, Préface, in André Philip, Le problème ouvrier aux Etats-Unis, Paris, Alcan, 1927, p. xvii.

(38) "La <fordisation>, nécessité sans laquelle il n'est pas d'industrie américaine, aboutit à la standardisation de l'individu lui-même. L'artisanat, forme démodée de la production, n'a pas de place dans le nouveau monde, mais avec lui disparaît une certaine conception de l'homme, associée dans notre pensée à l'idée de civilisation même. Créer avec personnalité, c'est encore l'idéal de chaque Français: il n'est pas compatible avec la fabrication en séries. André Siegfried, op. cit., p. 347. (C'est moi qui souligne-MS).

de produire, pour le plus de gens possible, le plus grand nombre possible d'objets de confort et de luxe, les Etats-Unis sont en voie de l'atteindre"(39). D'autant plus que la standardisation en matière de production convient parfaitement aux cent millions d'Américains qui, "en dépit de différences qui s'abaissent à n'être que des nuances, sont étonnamment semblables les uns aux autres, parlant la même langue avec moins d'accents divers que les Anglais, ayant partout les mêmes habitudes de vie, à peine déviées par les climats"(40). Il n'est donc pas nécessaire, pour satisfaire une clientèle si bien "laminée", de recourir aux créations personnalisées de l'artisan: ce citoyen du futur qu'est l'Américain se contentera de biens produits en séries, dont les seules variations seront l'oeuvre d'une mode "réglementée". Mais cette réussite matérielle se paiera, pour les citoyens, du prix de l'uniformisation et, pour les ouvriers, de celui de la dégradation de leur indépendance et de leur personnalité. Car la chaîne de montage appelle le taylorisme, qui absorbe l'ouvrier "dans un engrenage

---

(39) *Idem*.

(40) *Ibid.* p. 164. Par contre, "dans les pays de vieille civilisation, où la population est différenciée dans ses goûts par les coutumes locales ou bien par le raffinement d'une ancienne culture, l'industrie, obligée de fournir une grande variété de types, ne peut se spécialiser dans la fabrication en séries d'un petit nombre d'articles".

mécanique qu'il doit subir sans essayer de le comprendre"(41). La société européenne se trouve donc, instruite par l'exemple américain, au seuil d'un choix entre deux voies: celle de la production, qui offre aux hommes une vie matérielle plus intense, "pratiquement meilleure"; et celle de la création des individus, au prix du "renoncement à certains avantages matériels"(42).

Mais Siegfried rejette pour l'Europe la première éventualité parce que pour lui, le Français est irrémédiablement rebelle à l'américanisation. Certains Européens, cela est certain, désirent que leur pays s'inspirent du modèle américain, mais d'autres "...hésitent et regrettent leur passé, comme plus raffiné et meilleur"(43). A la lumière du contraste américain, ceux-ci se sont aperçus, à propos de leur patrie que, "...dans sa hiérarchie des valeurs, la poursuite matérielle n'avait pas tout absorbé, qu'elle réservait encore une grande place, dans ses vénération, à la pensée libre et sans profit, à la recherche des joies de l'esprit, payée souvent du renoncement à la

(41) "La science de la production met en péril l'indépendance et la personnalité des travailleurs; le taylorisme en effet, par son extrême subdivision du travail et son étude des mouvements élémentaires, enlève à l'ouvrier les connaissances techniques qui faisaient jadis sa fierté; l'ouvrier moderne n'a plus aucune initiative dans son travail; le choix de ses outils, la détermination des méthodes à suivre sont fixées en dehors de lui et il n'a qu'à appliquer passivement les instructions détaillées du planning department", André Philip, Le problème ouvrier aux Etats-Unis, Paris, Alcan, 1927, p. 224.

(42) A. Siegfried, Préface, in Ibid., p. xix.

(43) A. Siegfried, op. cit., p. 351.

fortune ou au confort"(44). S'il fallait un jour imiter l'Amérique, qu'on s'assure également de préserver l'esprit français qui, écrit-il, est "notre raison d'être": car l'Amérique n'a pas grand'chose de commun, ni géographiquement, ni moralement, "...avec la vieille Europe qui, elle, communique directement avec Rome, la Grèce et même avec l'Inde, par une tradition intellectuelle ininterrompue"(45). Le Français est revêché à l'idée même de l'Américanisation, car il est, parmi les Européens, celui qui a le plus conscience de ce qu'est un individu, un homme: "là est le sens véritable de la Révolution française"(46). C'est pourquoi le taylorisme et la standardisation ne peuvent être appliqués en France sous leurs formes américaines; le taylorisme parce qu'il ne tient compte ni "...de l'individualité des Français, ni de leur esprit de liberté, ni surtout peut-être de la considération que, dans un pays comme le nôtre, on doit à la dignité morale de la personne"(47); la standardisation parce qu'elle va à l'encontre des qualités les plus

---

(44) Idem.

(45) André Siegfried, Préface, in A. Philip, op. cit., p. xi.

(46) "Un Français qu'on veut américaniser en bloc, c'est un spectacle tragique. Le problème, pour nous, c'est justement de distinguer ce qui, dans les méthodes du nouveau monde, est assimilable à notre personnalité. Je vais même plus loin. Parmi les peuples européens, le français est celui qui a eu, le plus, la conscience de ce qu'est un individu, un homme: (...). Or, plusieurs d'entre nous, après avoir considéré la civilisation américaine, se demandent avec inquiétude si l'individu, dans le sens français, pourra intégralement y survivre". Ibid., pp. xi-xii.

(47) "Une autre raison pour laquelle Taylor n'a pas réussi en France, c'est que le procédé qui consiste à mettre perpétuellement derrière chaque ouvrier un inspecteur qui le surveille, comme on mettrait un pion derrière chaque élève, est incompatible avec nos mœurs". Ibid., p. xiii.



vraies du Français qui, "...au fond, est resté un artisan, c'est-à-dire un homme qui s'intéresse à ce qu'il fait, qui ne travaille bien que s'il travaille en comprenant ce qu'il réalise"(48). Certains vont même jusqu'à considérer la civilisation américaine comme l'antithèse de la civilisation européenne, et comme le "cancer du monde moderne", parce qu'elle constitue non seulement une déchéance physique ou économique, mais encore une "aberration du spirituel"(49).

Face à ces intellectuels largement écoutés(50), et à la veille d'une crise qui ébranlera sérieusement les assises idéologiques du capitalisme, les partisans de la rationalisation(51), au nombre desquels R. Kuisel range les cégétistes Jouhaux, Dumoulin et Merrheim, ainsi que Georges Valois, Ernest Mercier, Tardieu et les Jeunes

(48) Les Allemands, au contraire, en chantant avec conviction l'hymne de la rationalisation, démontrent bien sûr leur "génie de discipline, mais aussi leur "manque de personnalité". *Ibid.*, pp. xv-xvi.

(49) "Le cancer américain, pour ne le définir encore que par ses modes apparents, c'est la suprématie de l'industrie et de la banque sur la vie entière de l'époque. C'est l'hégémonie de mécanismes rationnels sur les réalités concrètes et sentimentales, ressorts profonds du véritable progrès de l'homme". Robert Aron et Arnaud Dandieu, Le cancer américain, Paris, Rieder, 1931, pp. 15-16.

(50) On sait que le livre de Duhamel, entre autres, eut une grande diffusion et une influence certaine, dans les milieux intellectuels de droite, notamment.

(51) "En fait, le mot renvoyait à toute une concoction d'idées et de techniques. La concentration industrielle, le travail à la chaîne, la standardisation des produits, la commercialisation en grande masse, l'"organisation scientifique", les ententes de producteurs, la réforme organisationnelle, l'"Etat technique", une conception rationnelle des rapports avec les syndicats ouvriers, ces questions n'étaient que quelques unes entre toutes celles qu'évoquaient le mot", R. F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, pp. 145-146

Radicaux<sup>(52)</sup>, n'arrivent que difficilement à se faire entendre: leur heure ne viendra en fait qu'après 1945. Valois, par exemple, apparaît comme précurseur d'un certain "humanisme technique" quand il écrit: "ne craignons pas le dessèchement de l'homme à l'âge des machines, c'est au milieu de son savant machinisme que l'esprit humain connaîtra son plus bel élan et que l'homme vivra d'un cœur pur"<sup>(53)</sup>. Ernest Mercier, de son côté, fondateur du Redressement français (1925-1935) et ami personnel des maréchaux Foch et Pétain, des Présidents Poincaré et Lebrun, ainsi que de Tardieu, Flandin et Laval, entre autres, illustre les avatars de la mentalité technocratique, déchirée entre l'antiparlementarisme et une vision saint-simonienne de la modernisation: l'échec de sa croisade pour amener l'élite française à accepter les standards de la modernisation économique et politique révèle "...the stubborn resistance in French society to such change" et illustre "...the prevailing Malthusianism and the political apathy within the business community, even among the managerial elite"<sup>(54)</sup>. Tandis que Bertrand de Jouvenel s'use à tenter de faire adopter au sein du parti radical une programme d'"économie dirigée"<sup>(55)</sup>.

---

(52) Idem.

(53) Georges Valois, "Un nouvel âge de l'humanité" (c. 1929), cité dans Y. Guchet, "Georges Valois ou l'illusion fasciste", Revue française de science politique, vol. XV, # 6, (décembre 1965), p. 1144.

(54) Richard F. Kuisel, Ernest Mercier: French Technocrat, Berkeley, U. of California Press, 1967, p. 158. Voir aussi C. S. Maier, loc. cit., pp. 57-59.

(55) Bertrand de Jouvenel, L'économie dirigée: le programme de la nouvelle génération, Paris, Librairie Valois, 1928, 195 p.

Quelques Français ayant visité les Etats-Unis vont pourtant à contre courant. Ainsi, en 1923, Firmin Roz, qui avait publié en 1911 un ouvrage très favorable à l'idéal américain, se demande si la guerre a précipité ou dévié le cours de l'histoire américaine. Sa réponse est hésitante, mais optimiste, en ce sens qu'il voit dans les U.S.A. plus qu'un organisme économique peuplé de banquiers et de marchands: pour lui, la société américaine possède encore une noble mission qu'elle accomplira à condition d'abandonner son isolationnisme, soit la "réalisation de l'idéal démocratique", chez elle comme en Europe<sup>(56)</sup>. Edouard Herriot, qui visite les Etats-Unis en 1923, rapporte des "Impressions d'Amérique"<sup>(57)</sup>, où on le voit osciller entre l'admiration qu'il éprouve pour la productivité et l'efficacité américaines et l'horreur que lui inspirent le gigantisme et le sort de l'ouvrier. En 1919, il avait déjà publié un gros ouvrage, Créer, dans lequel il insistait sur l'importance du taylorisme et appelait à une modernisation bureaucratique, économique et éducationnelle constituant en quelque sorte une "quatrième république" technologique. Pour Charles S. Maier, toutefois, "...Herriot's rhetorical ebullience did not imply practical commitment, nor were his own Radical Socialists likely to follow his advice or technological overhaul and abandon the small-town network of interests that was their own power base"<sup>(58)</sup>. En fait, Herriot croit que la standardisation à l'américaine n'est pas

(56) Firmin Roz, L'Amérique nouvelle. Les Etats-Unis et la guerre. Les Etats-Unis et la paix, Paris, Flammarion, 1923, pp. 18-19.

(57) Edouard Herriot, Impressions d'Amérique, Lyon, M. Audin, 1923, 128 p.

(58) C. S. Maier, loc. cit., p. 38.

exportable au même degré en France; il loue toutefois l'utilisation des machines qui est faite aux Etats-Unis, laquelle, écrit-il, donne "...à notre paresse et à notre routine de copieuses leçons"(59). Représenter les Américains comme les "prisonniers d'une civilisation mécanique" et les Etats-Unis comme le pays du travail en série et des buildings revient à les calomnier, car ils sont aussi le pays de la vie libre et naturelle, la "Terre de la Joie"(60).

Mais le porte-parole le plus influent et le plus crédible de l'"américanisme" est Hyacinthe Dubreuil, ouvrier mécanicien et ancien responsable cégétiste, qui effectue en 1927-1928 un séjour de quinze mois aux Etats-Unis avec pour seules ressources ses connaissances et qualifications d'ouvrier. De retour en France, il publie deux ouvrages(61) où il soutient qu'il est vain de s'opposer à l'introduction des méthodes américaines qui, malgré les anathèmes des poètes, s'introduisent par "infiltration"; pour lui, "mieux vaudrait songer à nous occuper des rapports humains qui doivent s'organiser au sein de

(59)"Si, vraiment, la loi du progrès est, comme nous le pensons, de tendre à faire de l'homme un surveillant de machines; si l'intérêt du patron comme de l'ouvrier est d'éviter au travailleur ces besoins animales, onéreux de toute façon; si l'avancement d'une civilisation se mesure, pour partie, aux efforts qu'elle fait en ce sens, alors les Etats-Unis donnent à notre paresse et à notre routine de copieuses leçons". *Ibid.*, pp. 27-28.

(60)*Ibid.*, pp. 81-82.

(61)Henri Dubreuil (pseud. de Hyacinthe Dubreuil), Standards: le travail américain vu par un ouvrier français, Paris, Grasset, 1929, (Coll.: "Les écrits" # 2), 428 p., et Nouveaux standards: les sources de la productivité et de la joie, Paris, Grasset, 1931, (Coll.: "Les écrits" # 8), 344 p.

cette technique"(62). Pour Dubreuil, les intellectuels qui, comme M. Duhamel, célèbrent l'artisanat et le Moyen Age et méprisent la machine n'ont rien compris faute de vraiment connaître leur sujet. Ainsi s'élève-t-il contre la conception véhiculée par ceux-ci d'un conflit entre bien-être matériel et élévation spirituelle: "le bien-être matériel les effraie, et ils ne craignent pas de déclarer que ce confortable leur apparaît comme un obstacle à l'élévation spirituelle des travailleurs américains". Extraordinaire sous la plume d'hommes "qui se réclament d'opinions socialistes", ce langage lui devient insupportable lorsque tenu par des bourgeois "...qui n'ont sans doute jamais pensé que le confortable de leur propre vie soit un obstacle à leur développement intellectuel"(63). Dubreuil s'oppose avec virulence à ceux qui célèbrent la poésie des vieux métiers et de l'artisanat: "tous les métiers <à la main>, écrit-il, sont des métiers de meurt-de-faim, et cela me suffit pour faire bon marché de leur poésie"(64). Il propose plutôt de prendre notre parti de l'industrialisme moderne qui, de toute façon, est un fait, tout en continuant à manifester le souci de sauvegarder l'individualité humaine sans pour autant rejeter le progrès technique qui améliore le rendement de l'usine sans augmenter l'effort de l'ouvrier, et permet ainsi une amélioration du sort matériel des masses. Les intellectuels qui dénoncent l'usine moderne s'attaquent à la machine, au convoyeur et au taylorisme dans lesquels ils voient des facteurs de monotonie et d'abrutissement, mais ils

(62) H. Dubreuil, Standards, p. 416.

(63) Ibid., p. 100.

(64) Ibid., p. 202.

négligent ainsi les maux réels de l'usine qui sont le travail de nuit, le bruit et la laideur des lieux. Et la raison de leur méprise est simple: c'est que la machine-outil est un objet complexe en regard du marteau et de la scie, par exemple, et qu'"animée par la force motrice, elle apparaît au profane comme douée d'une force mystérieuse"(65). En fait, le rendement des usines américaines est supérieur à celui des usines françaises, "...mais il faut bien dire que nulle part ce rendement n'est obtenu par une plus grande activité ni par un travail, dont le rythme soit plus dur à supporter"(66). Pour Dubreuil, les avantages de la production de masse crèvent les yeux:

"Si tous ceux qui s'occupent de ces problèmes voulaient, au lieu de discuter dans l'abstrait, jeter ainsi un coup d'œil autour d'eux pour réfléchir un instant sur cette multitude d'objets usuels que l'industrie moderne met à leur disposition, ils ne tarderaient pas à comprendre qu'il ne peut être question de les faire à la main, d'abord sous peine d'en réserver l'usage à une infime minorité de personnes, comme c'était le cas précisément dans ce moyen-âge qu'ils admirent tant, et ensuite sans condamner ceux qui en seraient chargés à des tâches d'une monotonie plus terrible que celle qu'on peut trouver auprès d'une machine moderne."(67)

Dubreuil est si enthousiaste à l'égard des méthodes américaines qu'il va jusqu'à affirmer que l'organisation scientifique du travail, tant décriée par les intellectuels français, "...apporte enfin le moyen de réaliser le rêve lointain de ceux qui ont écrit qu'il viendrait un jour où le progrès des arts mécaniques permettrait de subvenir à tous nos

---

(65) *Ibid.*, p. 216.

(66) *Ibid.*, p. 109.

(67) *Ibid.*, p. 200.

besoins matériels avec seulement quelques heures de travail par jour"(68). En réalité, l'hostilité envers la notion de standard est fondée sur des sentiments aristocratiques, car celle-ci est essentiellement démocratique, "...et les accusations dont on l'accable sont tout simplement ridicules, à moins qu'elles ne marquent une volonté de barrer la route à la dispersion dans la masse de jouissances que certains ne trouvent vraiment bonnes que s'ils savent que les autres en seront privés"(69).

Mais M. Dubreuil se trompe quand il postule le cynisme ou le snobisme aristocratique chez les défenseurs de l'artisanat et du Moyen Age: car ceux-ci croient vraiment que la production de masse, la standardisation et l'organisation scientifique du travail constituent une menace de mort pour l'essence même de ce qu'ils appellent la civilisation. La société américaine n'est pas pour eux un modèle social dont on peut analyser les avantages et les inconvénients, mais la forme particulière prise par le mal au XXe siècle. Et ce "cancer" menace de s'étendre à la "vieille Europe" (il s'est déjà saisi de l'URSS

(68)"Et ce qui est le plus étrange est qu'au même moment où cette possibilité apparaît enfin, ceux qui se déclarent les plus sincères champions de la Révolution repoussent avec horreur la réalité de la Révolution, simplement parce qu'elle leur apparaît sous des formes autres que celles que pouvait construire leur imagination débile" *Ibid.*, pp. 421-422. Ailleurs, Dubreuil ajoute: "L'organisation scientifique du travail est maintenant un fait dont les aspects (...) présentent une si haute signification sociale qu'elles n'ont pas échappé à ...Lénine lui-même", *Ibid.*, p. 145. A ce sujet, voir Robert Linhart, Lénine, les paysans, Taylor, Paris, Seuil, 1976, (Coll.: "Combats"), 173 p.

(69)H. Dubreuil, Nouveaux standards, pp. 72-73.

de plus en plus prise par la frénésie de la production) sous la forme du "productivisme". Car le matérialisme de la société contemporaine est si répandu, en ce début de vingtième siècle, qu'il est devenu la valeur dominante non seulement aux Etats-Unis, qui en est la matrice principale, mais aussi en URSS, qui prétend incarner la voie de l'avenir. Le pays de Lénine se lance en effet, au début des années trente, dans la voie de la production matérielle effrénée, avec collectivisation et plans quinquennaux à la clef. Les dirigeants soviétiques, soucieux de production et de productivité (le stakhanovisme est alors à son apogée), donnent ainsi prise aux critiques qui voient dans l'URSS le frère jumeau des Etats-Unis, et dans le marxisme un simple avatar du libéralisme. La menace productiviste prend ainsi deux formes, celle du capitalisme libéral, et celle du collectivisme marxiste. La première est toutefois beaucoup plus menaçante, parce qu'une partie des élites européennes diffuse le virus matérialiste dans les pays de culture ancienne. Or, pour ses critiques, la société américaine n'est pas une des voies possibles de l'aventure occidentale, mais la mort du spirituel et la fin de la civilisation. Et en ce sens, les lamentations de Duhamel sur le matérialisme exacerbé et la vulgarité de l'Amérique sont en parfaite correspondance avec les anathèmes que Mounier lance à l'endroit de l'Argent, la dénonciation par Aron et Dandieu des manifestations européennes du "cancer américain", la logorrhée anti-urbaine et misanthrope de Céline, l'obsession de la décadence chez Drieu La Rochelle, l'esthétisme de Brasillach et le dégoût de Rebatet.



Tous ces intellectuels anti-modernes ont une vision dichotomique de la société dont le paradigme peut être trouvé dans l'ouvrage que F. Tönnies, philosophe allemand, publie en 1887, "Gemeinschaft und Gesellschaft" (70). Dans cet ouvrage de "sociologie pure" qui ne connaîtra le succès qu'à partir de 1912 mais qui a été depuis maintes fois réédité et a été traduit en français en 1944, F. Tönnies oppose la Communauté (Gemeinschaft) à la Société (Gesellschaft). La première, à la base de laquelle se trouve le lien du sang, soit la famille, auquel s'ajoute la communauté de localité s'exprimant dans les relations de voisinage et d'amitié, est caractérisée par des relations harmonieuses entre les individus qui la composent. Par contre, la Société est basée sur des relations contractuelles entre des individus vivant les uns à côté des autres, mais n'ayant entre eux aucun lien réel: c'est le règne de l'égoïsme, du calcul, de la tension, un monde où l'homme est étranger à son congénère et n'entretient avec lui que des relations extérieures, froides et conventionnelles, en d'autres termes le monde anémique du commerce. Ainsi, la nature de la Communauté est-elle d'ordre affectif et sentimental: elle est "...par excellence le milieu où la morale, s'exprimant spontanément par les liens du sang, de l'amitié, de la coutume et de la foi, est réellement vécue et sentie", en d'autres

(70) Ferdinand Tönnies, Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure, Paris, P.U.F., 1944 (c. 1887), 247 p. A la même époque, Emile Durkheim publie en France sa thèse de doctorat, intitulée "De la division sociale du travail" (c. 1883), dans laquelle il développe les concepts de "solidarité organique" et de "solidarité mécanique", qui recourent en gros les mêmes distinctions que les "catégories fondamentales" de Tönnies, mais dans une perspective différente, et avec des considérations morales différentes de celui-ci. Sur Durkheim, voir Raymond Aron, Les étapes de la pensée sociologique, Paris, Gallimard, 1967, (Coll.: "Tel" # 8), pp. 317-405.

termes synonyme de "bien et de vertu"(71). Alors que la Société est synonyme de "décadence morale" parce qu'elle est le royaume du calcul et de la spéculation, qui "tarissent les sources mêmes de la moralité"(72), détruisent la personnalité humaine authentique et favorisent l'éclosion d'antagonismes incessants entre individus et entre groupes: elle signifie la mort des valeurs morales communautaires réelles et sincères aux mains de la politesse, qui est sa règle sociale suprême, et de la monnaie de papier, qui déshumanise le travail. La Communauté, dont le type parfait est la petite localité rurale, est "la vie commune vraie et durable" tandis que la Société, qui s'incarne dans la grande agglomération moderne dominée par le commerce et le capitalisme, "est seulement passagère et apparente"(73). La société capitaliste, "c'est l'état de guerre et de la liberté illimitée de tous de s'anéantir réciproquement [et] de piller et de soumettre les autres"(74).

Nous croyons donc que l'image de l'Amérique, standardisée, fordiste et tayloriste, joue à la fin des années vingt le rôle d'abcès de fixation pour tout ce courant anti-moderne de la pensée occidentale qui a vu le jour dans les années 1880 et qui est pendant l'entre-deux-guerres à son zénith. Nous irons plus loin en formulant l'hypothèse que les années 1880 à 1940 constituent, sur le plan de l'histoire de la

(71) J. Leif (trad.), in Ibid., p. XV.

(72) J. Leif, in Ibid., p. XVIII.

(73) F. Tönnies, op. cit., p. 5.

(74) Ibid., p. 228.

pensée ou des représentations mentales, une période spécifique pendant laquelle la conscience européenne traverse une grave crise des représentations, axée sur la modernité. Ainsi, le mouvement des jeunes non-conformistes, abusivement qualifié par certains de fasciste, ne serait autre chose que le dernier effort intellectuel encore crédible pour remettre en question machinisme et industrialisme. C'est la protestation, vaine, et d'autant plus désespérée qu'elle en a conscience de façon diffuse, d'un monde en voie de disparition qui place un homme mythique au-dessus des contingences matérielles et du progrès. C'est la lutte désespérée d'une certaine conception, humaniste, artisanale, morale, spirituelle et, à la rigueur, villageoise, de l'homme et de la société contre le progrès matériel. Ce qui disparaîtra avec elle, c'est en quelque sorte l'illusion d'un homme maître du temps (de son temps) et de la machine, de l'homme-aulne du monde.

## CHAPITRE VI: La jeune droite intellectuelle face à la modernité

Dans la France des années trente, la jeunesse intellectuelle s'impatiente. Crise économique et crise de l'Etat se conjuguent pour susciter en son sein des bouillonnements de ferveur ou de dégoût qui se traduisent souvent par un engagement politique: Nizan et Aragon au PCF, Brasillach et Rebatet à *Je suis partout*. La période est fertile sur le plan intellectuel et voit, dans certains domaines, la littérature par exemple, un renversement complet des perspectives. Les revues, comme nous l'avons vu plus haut, se multiplient, au moyen desquelles les jeunes clercs s'en prennent à l'ordre capitaliste établi qui, il faut bien le reconnaître, peut à ce moment sembler à l'agonie sous l'action conjuguée de ses propres contradictions et du formidable défi que lui lancent communisme et fascisme. Le monde moderne, œuvre de l'usine "fordisée et taylorisée", est mis en accusation et avec lui tous ses corollaires: la ville anonyme, l'usine déshumanisante, le confort amollissant, l'entreprise économique trans-nationale, l'Argent corrompteur, le mode de vie bourgeois, la standardisation des objets et des esprits, l'individu souverain, le primat de la production sur la consommation; la dénatalité. Pour les jeunes non-conformistes, l'Europe est entrée dans une grave crise de civilisation dont l'issue risque d'être fatale pour son âme: la matière étrangle l'esprit.

La dénonciation la plus virulente du monde moderne à ce moment (elle est aussi la plus difficile à catégoriser) s'adresse de ce courant que l'on a appelé le mouvement personnaliste. Celui-ci est aujourd'hui souvent abusivement identifié à la revue *Esprit* et à son fondateur, Emmanuel Mounier. En fait, au moment où Mounier et ses amis créent leur revue, le personnalisme est un courant de pensée très largement répandu chez ces contestataires qui partagent une haine commune de l'argent, du matérialisme et des valeurs bourgeoises, "...et l'idéologie que véhicule *Esprit* n'apparaît pas comme très originale"(1). D'inspiration chrétienne, le personnalisme n'est toutefois pas limité aux milieux catholiques comme en fait foi sa revendication par la Jeune Droite et l'Ordre Nouveau, mouvements de jeunes dont les objectifs sont plus politiques que religieux ou même "spirituels". La caractéristique principale de ce courant de pensée, qui se veut réaliste, est son refus d'ignorer "...les racines que l'existence humaine plonge dans la nature et la société tout en affirmant la <transcendance> et la primauté de la personne par rapport à ces enracinements et à leurs servitudes"(2). Car pour les personnalistes, l'homme ne saurait être réduit à l'individu, création de la civilisation occidentale depuis le XVIIe siècle à laquelle font cruellement défaut certaines dimensions comme l'héroïsme et le spirituel. Pour que l'homme, appauvri par la Renaissance, le capitalisme, le libéralisme et la démocratie parlementaire, redevienne une créature

(1) Zeev Sternhell, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", Revue française de science politique, vol. 34, # 6, (déc. 1984), pp. 1153-1154.

(2) J.-L. Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années trente, p. 346.

multidimensionnelle, il fallait redonner vie en lui à l'esprit, en train de périr sous le poids de la matière. Arnaud Dandieu et Alexandre Marc, fondateurs du mouvement Ordre Nouveau qui luttait contre la "décadence française" et le "cancer américain", cherchaient à développer un "personnalisme créateur" pour lequel leurs principales sources d'inspiration étaient Nietzsche et les phénoménologues Husserl et Scheler. Pour eux, les caractéristiques essentielles de la personne étaient le conflit, la lutte, l'action, la création et la domination, et la philosophie était une bataille dans laquelle l'intelligence était une arme<sup>(3)</sup>. Les personalistes, d'inspiration nitzschéenne ou chrétienne, s'en prenaient au système économique, à la machine et aux valeurs bourgeoises qu'ils accusaient d'avoir fait de l'homme un esclave.

Une des meilleures systématisations du personalisme est sans conteste le "Manifeste au service du personalisme" que publia Mounier en 1936<sup>(4)</sup>. Dédié à la jeunesse, ce court ouvrage s'en prend au monde moderne, dressé contre la personne dans toutes ses incarnations: la civilisation bourgeoise et individualiste, qui a vu la décadence de l'individu devenu, de héros, un bourgeois pantouflard et rentier, et dans laquelle l'esprit s'est désincarné et les communautés ont été disloquées; les civilisations fascistes, qui participent d'un véritable élan spirituel, mais où l'irrationnel et la puissance priment sur

(3) John Hellman, Emmanuel Mounier and the New Catholic Left, 1930-1950, Toronto, U. of Toronto Press, 1981, p. 79.

(4) Emmanuel Mounier, Manifeste au service du personalisme, Paris, Aubier-Montaigne, 1936, 242 p.

l'esprit, et où l'Etat et la nation priment sur la personne; enfin le marxisme, dont les analyses sont souvent justes et les motivations généreuses, mais qui est lui aussi dressé contre la personne par son déterminisme et son matérialisme. Pour Mounier, une civilisation personnaliste est au contraire "...une civilisation dont les structures et l'esprit sont orientés à l'accomplissement comme personne de chacun des individus qui la composent"(5). Ainsi, vivre comme personne consisterait à pouvoir accéder au maximum d'initiative, de responsabilité et de vie spirituelle. Cela dans une société où l'autorité aurait été restaurée et le pouvoir organisé par l'appel à une élite spirituelle (opposée aux élites de naissance, d'argent, de fonction ou d'intelligence) dont l'autorité serait contrebalancée par un système de garanties l'empêchant de s'attribuer une domination sur les personnes(6). Dans un tel régime, l'éducation ne serait ni neutre ni totalitaire, mais pluraliste. La famille, communautaire plutôt que cellulaire, verrait l'Etat lui être subordonné et la femme accéder au statut de personne. Mais surtout, l'économie y serait centrée sur la personne, sur laquelle se réglerait la consommation, puis la production, puis le profit: celui-ci fondé sur le service réel rendu dans la production; la production basée sur le travail et non sur le capital; et la consommation, idéalement ascétique mais assurée du minimum vital, "...sur une éthique des besoins humains replacée dans la perspective totale de la personne"(7). La société personnaliste serait

---

(5) Ibid., p. 62.

(6) Ibid., pp. 210-211.

(7) Ibid., p. 161.

donc une alternative à la fois à la société libérale, théoriquement fondée sur la liberté mais en fait livrée à l'oppression capitaliste et à l'obsession matérialiste, et à la société collectiviste, fondée avec justesse sur le rejet de la dictature des intérêts particuliers, mais livrée à la dictature d'un parti ou d'un corps de fonctionnaires, et elle aussi enfoncée dans l'obsession matérialiste.

Autour de ces positions, un fragile front commun se forme, en ce début des années trente: à partir d'une même réaction de refus face à leur époque et à l'inhumanité du monde moderne, un certain nombre de jeunes intellectuels eurent le sentiment, pendant un certain temps, d'aller dans le même sens, de contribuer à une œuvre commune, cela malgré les divergences théoriques ou philosophiques qui existaient entre eux. *Ordre nouveau, Combat, Esprit, Plans, Réaction, la Jeune Droite* participent tous avec plus ou moins de vigueur et de conviction au combat personnaliste. "Dans ces revues, écrit Richard Kuisel, Robert Aron, Arnaud Dandieu, Georges Roditi, Emmanuel Mounier et bien d'autres proclamaient leur indignation à l'égard d'un système qui réduisait les hommes à leur fonction de producteurs ou de consommateurs, révélait les millionnaires comme des héros, dépersonnalisait la propriété, récompensait la spéculation, dégradait le travail, et exploitait les travailleurs"(8). Denis de Rougemont, un des plus fidèles collaborateurs d'*Esprit*, allait encore plus loin en postulant une certaine identité des jeunes intellectuels

(8) Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, p. 184.



personnalistes avec leurs camarades qui, comme Nizan et Lefebvre, avaient choisi le communisme: "nous avons en commun, écrivait-il, certains mots d'ordre immédiats: lutte contre le capitalisme, le fascisme, leurs mystiques et leurs créations politiques (nationalisme, SDN, etc.), condamnation de l'individu, de la <pensée> bourgeoise (la pensée sans douleur), des méthodes policières grâce auxquelles se maintient le désordre établi". Mais, ajoutait-il, les personnalistes allaient plus loin dans leur dénonciation du "désordre établi", jusqu'à ce point où le marxisme, écrivait-il, "...révélant sa vraie nature, apparaît comme un cas privilégié de la folie capitaliste-matérialiste", car leur but était de sauver "...l'homme menacé dans son intégrité"(9), et pas seulement des consommateurs, des entreprises ou une classe.

Contemporain du fascisme et parallèle à celui-ci, le mouvement personnaliste ne peut toutefois aucunement lui être assimilé. Certes, ces jeunes non-conformistes de la France des années trente manifestaient une certaine fascination devant le dynamisme des pays fascistes, et devant la foi qui semblait animer leurs jeunesses. En face de ces pays tendus vers l'avenir, la France n'offrait comme alternative que "...le spectacle de sa gérontocratie bavarde, de ses petites niaiseries parlementaires, de son ballet désuet: droite-gauche, gauche-droite"(10). En face de jeunesses bottées, nu-tête, sportives,

(9) Denis de Rougemont, "A prendre ou à tuer", La Nouvelle Revue française, 1er décembre 1932, cité dans Michel Winock, Histoire politique de la revue "Esprit" (1930-1950), Paris, Seuil, 1975, pp. 23-24.

(10) Denis de Rougemont, in J.-L. Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années trente, p. 315.

qu'"...un attirail de faux-cols durs, de rosettes, de gros ventres et de chapeaux melons"(11). Sensibles à l'évolution des courants spirituels, les jeunes personalistes croyaient voir dans les mouvements fascistes un authentique élan spirituel susceptible d'entraîner une véritable mutation de l'homme. Ainsi Mounier:

"Quiconque a visité sans parti pris les pays fascistes (...) n'a pas manqué d'être frappé en effet de l'authentique élan spirituel qui porte ces hommes violemment arrachés à la décadence bourgeoise, chargés de toute l'ardeur que donne d'avoir trouvé une foi et un sens à la vie. (...). A ne juger du niveau spirituel d'un peuple que par l'exaltation qui fait rendre à chaque homme plus que ses forces et le tend violemment au-dessus de la médiocrité, à le mesurer uniquement aux valeurs d'héroïsme, il est certain que les fascismes peuvent revendiquer le mérite d'un réveil spirituel, d'autant plus authentique sans doute qu'on s'éloigne des violences et des intrigues de l'organisme central pour gagner les couches profondes d'un pays qui a repris confiance en soi."(12)

Ils posèrent même des gestes assez équivoques: ainsi, l'*Ordre nouveau* publia en novembre 1933 une "Lettre à Hitler" dont les auteurs anonymes déclaraient désirer aller au-delà de la caricature qu'offrait du national-socialisme la presse française, énuméraient les "victoires du national-socialisme" contre la démocratie libérale, le parlementarisme et la haute finance, et reconnaissaient l'"authentique grandeur" du mouvement, manifeste notamment dans sa protestation contre le "matérialisme contemporain"; de même, plusieurs d'entre eux, dont Robert Aron, Claude Chevalley et R. Dupuis pour *Ordre*

---

(11) *Idem.*

(12) Emmanuel Mounier, Manifeste au service du personalisme, p. 32.

*Nouveau*, Emmanuel Mounier et André Ulmann pour *Esprit* et Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier pour *XXe Siècle* se rendirent à Rome en mai 1935 pour participer à un congrès sur les institutions corporatives organisé par le parti fasciste italien.

Mais il serait abusif d'en conclure, comme le fait allègrement Zeev Sternhell<sup>(13)</sup>, à la fascisation de la plupart d'entre eux. Les jeunes personnalistes prennent certes le fascisme au sérieux et lui reconnaissent un certain nombre de qualités, dont sa critique du libéralisme et du parlementarisme, ainsi que sa glorification des forces de l'esprit: on pourra, ainsi que l'a fait Sternhell, trouver dans leurs oeuvres respectives un grand nombre de phrases où ils manifestent une admiration ou même une fascination pour le fascisme. Mais on y trouvera aussi, ce qui n'est pas insignifiant comme le laisse entendre Sternhell, une critique non équivoque du fascisme et du nazisme, de leur statolâtrie, de leurs compromissions avec le capitalisme, de leur utilisation des forces spirituelles à des fins politiques, de leur nationalisme exacerbé (du racisme nazi particulièrement). Ainsi, la seconde partie de la "Lettre à Hitler" que publiait l'*Ordre nouveau* en novembre 1933 exposait les raisons pour lesquelles les membres du mouvement croyaient celui-ci irréductible au nazisme: ses fausses références aux valeurs spirituelles, son

(13) Zeev Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, pp. 234-288, "Sur le fascisme et sa variante française", Le Débat, # 32, (nov. 1984), pp. 28-51, et "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", Revue française de science politique, vol. 34, # 6, (déc. 1984), pp. 1141-1180.

impuissance à sortir de l'alternative matérialisme-idéalisme, sa fidélité au règne du nombre, son matérialisme visible notamment dans la religion du travail, son racisme absurde, son étatsisme centralisateur et totalitaire enfin. De même, ainsi que le note J.-L. Loubet del Bayle, les représentants du mouvement personnaliste nommés plus haut furent les seuls, au cours du congrès fasciste de mai 1935 sur les institutions corporatives, "...à refuser de <céder au mirage fasciste> et à exprimer des réserves"(14). Et bien que Mounier ait pu s'y déclarer "fasciné par le fascisme"(15), il n'en continua pas moins, dans les numéros suivants d'*Esprit*, à s'en prendre aux "pseudo-valeurs spirituelles fascistes" et à critiquer le culte de l'Etat pratiqué en Italie et en Allemagne, dans une attitude que J.-L. Loubet del Bayle décrit comme caractérisée "...à la fois par l'acceptation du dialogue et la fermeté doctrinale"(16).

En fait, les jeunes personnalistes voyaient dans les mouvements fascistes des alliés dans leur combat commun contre le capitalisme libéral et individualiste et la démocratie parlementaire; ils furent même, écrit Philippe Burrin, "...poussés dans le champ magnétique des fascismes par la perception exacerbée qu'ils avaient d'une dénivellation entre régimes démocratiques et régimes neufs"(17).

(14) J.-L. Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années trente, p. 307.

(15) Zeev Sternhell, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", loc. cit., p. 1153.

(16) J.-L. Loubet del Bayle, op. cit., p. 307.

(17) Philippe Burrin, "La France dans le champ magnétique des fascismes", Le Débat, # 32, (nov. 1984), p. 61.

Mais de la fascination à la fascisation, il y a un pas que la plupart d'entre eux ne franchirent jamais, même aux jours les plus sombres de Vichy. Et cela parce que, nous l'avons dit plus haut, le fascisme ne résumait ni ne contenait toutes les formes de révolte anti-matérialistes et anti-libérales de l'entre-deux-guerres. Il n'était, nous l'avons vu, qu'un des moments de cette révolte anti-moderne qui connut son apogée pendant cette période. Dans ce cas précis, la révolte de nombre de personnalistes procédait bien plus de leurs convictions catholiques que d'une quelconque adhésion à la fureur irrationnelle et volontariste des fascismes. Comme le mentionne l'historien canadien John Hellman, un grand nombre de ces jeunes catholiques rejoignaient Péguy dans son affection pour les vertus pré-capitalistes et dans son rejet de celles de la bourgeoisie moderne, et leurs prises de position ne doivent pas être assimilées aux mouvements fascistes, mais considérées comme une sorte de "religious revivalism" ou encore un type de "...peasant reactions against modern economic pressures"(18). La révolte personnaliste

(18) John Hellman, op. cit., p. 33. Dans le cas précis de la revue *Esprit* et de son fondateur, il faut d'ailleurs ajouter que le révisionnisme de Z. Sternhell est loin de faire l'unanimité. Ainsi, les meilleures études sur le mouvement, celles de John Hellman, Emmanuel Mounier and the New Catholic Left 1930-1950, Toronto, U. of Toronto Press, 1981, 357 p., Pierre de Senarclens, Le mouvement "Esprit", 1932-1941, Lausanne, L'Age d'Homme, 1974, 370 p., William R. Rauch, Politics and Belief in Contemporary France. Emmanuel Mounier and Christian Democracy, 1932-1950, La Haye, M. Nijhoff, 1972, 363 p., et Michel Winock, Histoire politique de la revue "Esprit" (1930-1950), Paris, Seuil, 1975, 446 p., sont unanimes à distinguer celui-ci du fascisme sur de nombreux points, et ce n'est certes pas toujours dû à la "tendresse" manifestée par ces auteurs envers Mounier et *Esprit*, comme en font foi les critiques très dures que leurs adressent Hellman et de Senarclens notamment.

n'était pas un des "moments" du fascisme, une des couches concentriques d'une nébuleuse dont le centre aurait été occupé par la "doctrine" fasciste, mais une des formes prises par la grande révolte anti-moderne de l'entre-deux-guerres, née dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Pierre de Senarclens définit d'ailleurs quelques uns des "mentors" d'Emmanuel Mounier, soit Jacques Maritain, Péguy et Ernest Psichari, comme appartenant "...à cette génération d'intellectuels qui, dès le début du siècle, a réagi à la crise du monde moderne en se réfugiant dans la protection d'une foi intransigeante et dogmatique", et, éprise d'absolu, a "...répudié tout ce qui avait saveur d'individualisme, raillé le scientisme et le rationalisme de la Sorbonne", se cabrant contre "...l'évolution de leur civilisation"(19). On sait l'admiration que Mounier porta à Péguy, qui fut le sujet de sa première publication. L'influence du second sur le fondateur d'*Esprit* est d'ailleurs indéniable. Mounier rejoint Péguy, écrit de Senarclens, dans "...son intarissable révolte enfantine contre le monde des grands, leur système de pensée rationnel, abstrait et scientifique, leur politique dégoûtante, leur violence partisane", dans "...la négation du monde et de ses conflits, la nostalgie d'un paradis perdu"(20). Mounier communit avec Péguy à sa recherche d'une harmonie perdue et s'en prend comme lui aux monstruosité du monde moderne: le libéralisme, le parlementarisme et le matérialisme, qu'il soit bourgeois ou socialiste.

(19) Pierre de Senarclens, op. cit. p. 14.

(20) ibid. pp. 12-13.

Mounier rejoint, à travers Péguy, toute cette tradition catholique de recherche de la sainteté (individuelle et collective) par l'ascétisme, la simplicité, la pureté, le désintéressement, le don de soi, l'amour fraternel, etc., toutes "qualités" antithétiques au capitalisme comme système:

"Il fait siennes les attaques de Péguy contre la démocratie, contre le parlementarisme, contre le socialisme qui <nourrit un système de sabotage, une excitation des instincts bourgeois dans le monde ouvrier>, et adhère à l'idée d'une révolution qui serait la restauration d'une harmonie passée. Mounier accueille, d'autre part, avec chaleur la béatification péguyste de la pauvreté car il reconnaît en elle une étape nécessaire et primordiale vers l'ascèse et la sainteté. Il se retrouve aussi dans ce mépris mêlé d'angoisse du <monde moderne> qui exprime chez le poète la mélancolie engendrée par son incapacité d'intégrer la réalité sociale extérieure, sa langueur d'une harmonie perdue"(21).

Certains auteurs tracent pourtant une claire distinction entre Péguy, et Mounier, le premier faisant figure de traditionaliste tandis que le second serait plutôt tourné vers l'avenir. Ainsi, William Rauch

(21) Ibid., p.13. Nous croyons d'ailleurs que l'affection que portent Péguy, Mounier et nombre de personnalistes au monde ouvrier provient davantage d'une vision eschatologique et d'origine judéo-chrétienne du prolétariat, élu "...par sa souffrance pour le rachat de l'humanité" (Raymond Aron, L'opium des intellectuels, p. 81 [c'est moi qui souligne-MS]), que d'une analyse des tendances réelles de l'évolution du prolétariat comme entité socio-économique dans le monde capitaliste. D'ailleurs, Péguy, Mounier et consorts n'aiment le prolétariat que "pauvre, souffrant et exploité": dès que le monde ouvrier manifeste un quelconque souci du confort matériel, il devient objet de mépris parce que gangrené par le matérialisme de la bourgeoisie, et est assimilé à cette classe abjecte entre toutes, la petite bourgeoisie.

souligne l'emphase mise par Péguy sur les traditions françaises, et son idéalisation du paysan français en contraste avec "...Mounier's resolute confrontation of the future, his optimistic assessment of modern technology, his love of the proletariat, and finally his attempted dialogue with the Communists"(22). Tandis que Marie-Thérèse Collot-Guyer pose Péguy en homme du XIXe siècle et Mounier en homme du XXe siècle, "tourné vers l'avenir", et voit dans sa dénonciation du capitalisme et sa construction de la "cité personnaliste" une "certaine accentuation du marxisme"(23). Nous croyons toutefois que ceux qui voient en Mounier un "moderniste" commettent une erreur de perspective et, surtout, font preuve d'une certaine carence au niveau de l'esprit critique en reprenant tels quels un certain nombre de mythes construits par Mounier et ses épigones autour d'*Esprit* et de son fondateur. Leur "point aveugle" se situe précisément, à notre avis, dans le classement de Mounier et de sa revue "à gauche" à cause de sa dénonciation du capitalisme et du libéralisme, de son amour affiché du prolétariat, et de son "flirt" avec les communistes après 1945: d'abord parce que, comme le démontre avec netteté l'histoire européenne de l'entre-deux-guerres, la dénonciation du capitalisme, du libéralisme et du parlementarisme n'a souvent que très peu en commun avec ce qu'il est convenu d'appeler la gauche; ensuite parce que, comme nous l'avons affirmé plus haut, ce que Mounier et les personnalistes aiment dans le prolétariat n'est pas sa situation de classe ou même sa potentialité

(22) William R. Rauch, Jr., *op. cit.*, p. 70.

(23) Marie-Thérèse Collot-Guyer, La cité personnaliste d'Emmanuel Mounier, Nancy, P.U.N., 1983, pp. 55-56.



révolutionnaire telle que posée par Marx, mais sa "souffrance", qui en fait le rédempteur possible des fautes de l'humanité obnubilée par le matérialisme; enfin parce que la politique de la main tendue aux communistes à peine dix ans avant la déstalinisation et plus de dix ans après les procès de Moscou et la révélation de la nature totalitaire sinon concentrationnaire du système illustre beaucoup plus l'aveuglement d'un Mounier obsédé par sa haine du libéralisme et de la démocratie bourgeoise qu'un quelconque accord avec la modernité du milieu du XXe siècle. Mais il y a plus. Rauch et Collot-Guyet procèdent en effet, dans leur évaluation de Mounier, à l'identification automatique de la gauche au "progrès", de celui-ci à la modernité, et de certaines attitudes ou prises de position au grand mouvement de libération des opprimés, explication circulaire qui révèle une extraordinaire confusion conceptuelle, et l'emprise sur l'historiographie du XXe siècle du "syndrome" du progrès nécessaire de l'histoire (ou même d'un retour à la supposée béatitude de l'état de nature). Faire de Mounier un moderniste parce qu'il "prend le parti" du prolétariat et traite le communisme et l'URSS avec ménagements, et qu'il ne propose pas la mise au rancart des machines, constitue à notre avis un contresens.

Mounier et ses collègues d'*Esprit* se définissent, à l'orée des années trente, comme des révolutionnaires voués à la destruction de la société contemporaine, "cité mauvaise" à laquelle ils opposent une utopique société personnaliste et communautaire. Il faut en effet en finir, selon eux, avec la société libérale et individualiste, anonyme et

conformiste: "dans cette société dépersonnalisée, morcelée par le règne de l'argent, les idées sont générales, neutres et objectives, et les hommes indifférents les uns aux autres, perdus dans l'inhumanité des grandes villes, broyés dans la machine administrative, stérilisés par une économie monstrueuse, submergés par la médiocrité et le conformisme petit-bourgeois"(24). Le capitalisme, matrice de ce monde contre-nature, doit donc être détruit pour être remplacé par une économie "à la mesure de l'homme". Cette dénonciation du capitalisme n'est ni économique, ni conjoncturelle: elle s'attaque à l'essence même du capitalisme conçu comme une perversion de l'esprit, et sur un plan moral. La relater à la crise des années trente, écrit René Rémond, "c'est en affaiblir la portée [et] en méconnaître l'inspiration profonde"(25). Mounier et *Esprit* récusent une civilisation basée sur la production et l'enrichissement, et dénoncent "...le matérialisme, le productivisme, l'asservissement de l'homme à la machine, la domination des normes sur le travail"(26). Dans cette société, écrit Mounier, "ce n'est pas l'économie qui est au service de l'homme, c'est l'homme qui est au service de l'économie"(27). Car l'homme n'y est point maître de sa destinée, soumise à la production qui règle la consommation: "il n'y a plus de choses dès lors, pour lui, il n'y a que des marchandises, plus de besoins, mais seulement un marché, plus de valeurs aimées, mais

(24) P. de Senarclens, op. cit., p. 55.

(25) René Rémond, in Le personnalisme d'Emmanuel Mounier hier et de-  
main. Pour un cinquantenaire, Paris, Seuil, 1985, p. 23.

(26) Idem.

(27) Emmanuel Mounier, "Anticapitalisme" (c. 1934), in Oeuvres. T. I.  
1931-1939, Paris, Seuil, 1961, p. 271.

seulement des prix"(28). L'économie capitaliste est un système où ne peuvent vivre que des individus, et où s'étiole la personne, car elle tend à s'organiser en dehors de celle-ci, "...sur une fin quantitative, impersonnelle et exclusive: le profit"(29). Les personalistes rassemblés autour d'*Esprit* sont donc "doublement révolutionnaires": une première fois ontologiquement, "parce que la vie de l'esprit est une conquête sur nos paresse, qu'à chaque pas nous devons nous secouer contre l'assoupissement", et une seconde fois conjoncturellement parce que, dans les années trente, "...la moisissure du monde moderne est si avancée, si essentielle qu'un écroulement de toute sa masse vermoulue est nécessaire à la venue des nouvelles pousses"(30). La critique du capitalisme telle que véhiculée par *Esprit* s'enracine donc "...dans une réaction contre une certaine modernité" et exprime la crainte "...que la France ne perde son âme en succombant à l'imitation des Etats-Unis"(31).

Si la solution personaliste n'est pas, dans *Esprit*, dessinée avec beaucoup de netteté et de vigueur, les adversaires du mouvement sont par contre clairement et fréquemment identifiés. Le matérialisme, individualiste ou collectiviste, est au cœur du problème:

"Le matérialisme individualiste.-- Depuis la Renaissance,

(28) idem.

(29) Emmanuel Mounier, Manifeste au service du personalisme, p. 153.

(30) E. Mounier, "Refaire la Renaissance" (c. 1932), in Oeuvres. T. I. 1931-1939, p. 149. (C'est moi qui souligne-MS).

(31) René Rémond, in Le personalisme d'Emmanuel Mounier hier et de main, p. 23.

il étouffe la personne sous les avarices de l'individu. Donnant une liberté sans but à des hommes sans âme, il a légiféré le règne du plus fort, à savoir aujourd'hui le règne du plus riche. La jungle capitaliste est son dernier produit.

Le matérialisme collectiviste-- Il étouffe la communauté sociale et, par elle, la personne humaine sous les servitudes mécaniques de la masse. Réalisé au profit d'une minorité dans la dernière période du capitalisme, menaçant dans les premières manifestations du communisme, il lie l'un et l'autre, malgré leurs oppositions, au sein d'une même métaphysique."(32)

Mounier et ses amis rejettent donc le matérialisme au nom de l'esprit et, il faut le dire aussi, d'une certaine forme d'élitisme non avoué. Car pour Mounier, la matière est, comme le souligne Pierre de Senarclens, "...invariablement associée à la bassesse et à la jouissance", et constitue de ce fait "une menace terrifiante", celle de voir l'homme s'enliser "dans le luxe et l'aisance" et renoncer ainsi à tout effort(33). Dans la pensée de Mounier, la matière est indiscociable de l'instinct, cette composante inférieure et répugnante de la personne que doit maîtriser l'esprit. Sur un plan éthique, croient les personnalistes d'*Esprit*, l'homme ne doit pas chercher le confort et le luxe, puisqu' "...une certaine pauvreté est le statut économique idéal de la personne"(34). Le symbole par excellence de cette matière dont les lourdes attaches empêchent l'esprit de prendre son vol est naturellement l'argent qui, dans le monde moderne, "...s'est fait Dieu et a imposé son culte", et a installé au cœur de l'homme "...le vieux rêve divin de la bête, la possession sauvage, irrésistible et impunie d'une

(32)-----, "Nos positions", *Esprit* (brochure tirée à part, s.d.), pp. 5-6.

(33) Pierre de Senarclens, *op. cit.*, p. 43.

(34) E. Mounier, *Manifeste au service du personnalisme*, p. 164.

matière esclave et indéfiniment extensible sous le désir"(35). Pour Mounier et ses collègues, l'argent n'est pas qu'un symbole, il est une force, un étau qui enserme vie publique et vie privée entre ses mâchoires: "il expulse l'homme de lui-même et y installe l'égoïsme; il expulse la Communauté des rapports humains et y campe sa machine impersonnelle qui happe les gouvernements, les patries, les familles, les Amours, étouffe les voix et les révoltes"(36). Il est aussi, et l'emprunt à la pensée médiévale est ici on ne peut plus net, un péché en ce sens que, bien qu'"intrinsèquement infécond", bien de consommation "absolument stérile", il a pourtant engendré un des cancers du monde moderne, l'usure(37). *Esprit* rejette donc le capitalisme parce qu'il est moralement inacceptable, ayant engendré le règne de la force et de la matière aux dépens de l'esprit. La réalisation même des promesses du capitalisme, c'est-à-dire la fin de la misère et de l'exploitation par l'avènement de l'abondance, ne paraît pas admissible, aux

(35) E. Mounier, "Refaire la Renaissance", in Oeuvres, T. I, 1931-1939, p. 157.

(36) E. Mounier, "Argent et vie privée" (c. 1933), in Oeuvres, T. I, 1931-1939, p. 238.

(37) Georges Viance, "Les enfantements monstrueux de l'argent", *Esprit*, 2ème année, # 1, (octobre 1933), pp. 6-29. Pour Georges Viance, tout prêt portant intérêt doit être considéré comme usurier, à moins que le prêteur ne supporte un préjudice réel du fait de son prêt, auquel cas il peut réclamer une indemnité, mais non l'intérêt. Georges Viance est un journaliste qui collabore à *La France catholique*, à *La Croix* et, épisodiquement, à *Sept* et à *Esprit*.

personnalistes d'Esprit puisque, disait Jean Lacroix<sup>(38)</sup> en 1985, elle "tuerait le Désir" et que "le pire défaut de notre société serait qu'elle se réduise à une vie matérielle"<sup>(39)</sup>.

Car le capitalisme, et c'est là un de ses pires drames, est aussi le règne de la mollesse. L'esprit de conquête et de sacrifice est disparu de cette civilisation axée sur la possession-confort. Par la production de masse, le capitalisme a mis un terme au stimulant régime de la précarité: "...en multipliant et en standardisant non pas, ce qui est souhaitable, les biens d'usage vital, mais toutes les richesses qualitatives et jusqu'aux richesses de divertissement, il rend à tous facile et automatique ce qui devrait être conquis par un choix et par un effort de la personne"<sup>(40)</sup>. Mais cette possession est un leurre, car l'homme, au lieu d'accroître par ses biens sa maîtrise de l'univers et de lui-même, se laisse happer par la matière:

"L'idéal du bien désirable est alors le bien mécanique, impersonnel, distributeur automatique d'un plaisir sans excès ni danger, inusable et perpétuel comme une rente: de fait la machine et la rente en sont les deux principaux fournisseurs.

(38) Né à Lyon en 1900, il est dès 1932 un des plus importants collaborateurs à la revue; il anime aussi le groupe Esprit à Dijon, où il enseigne. En 1940, partage les hésitations de Mounier face à Vichy, prête son concours à l'Ecole des cadres d'Uriage, puis se tourne vers la Résistance, nous dit Loubet del Bayle. Poursuit après la guerre une carrière intellectuelle axée sur la philosophie, et rédige la chronique philosophique du journal *Le Monde*.

(39) Jean Lacroix, in Le personnalisme d'Emmanuel Mounier hier et de main, p. 50.

(40) E. Mounier, "De la propriété capitaliste à la propriété humaine" (c. 1934), in Oeuvres. T. I. 1931-1939, p. 428.

Mon auto, dit le bourgeois. Il se trompe: c'est elle qui l'a; elle s'impose à lui quand le ciel est clair, appelle à la marche, et que la route vibrerait sous le pas; à peine est-il monté, elle l'endort dans ses coussins, lui tire les bras avec ses leviers, et prend l'initiative. Au retour, tous ses autres propriétaires l'attendent: son fauteuil, son cigare, son journal, sa T.S.F., son café, son téléphone, et en lui-même cet autre lui-même qu'il méprise parfois, qui l'ennuie toujours."<sup>(41)</sup>

Cet idéal de la possession-confort, c'est l'esprit bourgeois, qui pervertit l'âme humaine et s'est étendu sur toutes les régions de la société: car "chacun de nous porte en soi une moitié, un quart, un huitième ou un douzième de bourgeois"<sup>(42)</sup>. L'incarnation en est le petit bourgeois, assoiffé de jouissances matérielles et de confort, dont les valeurs sont celles du riche, mais "rabougries [et] scoliosées par l'envie", et dont la vie est dominée par une seule valeur, "l'avancement", qui aboutit à "...l'économie pour la richesse, (...) au col blanc, puis à la villa, puis à l'auto, puis à la mer, puis à l'attention des vrais riches, puis à l'assimilation"<sup>(43)</sup>. La vie du petit bourgeois, c'est l'avarice, la religion du travail, l'indifférence maussade, "l'aigreur qui naît de l'envie flottant sur la médiocrité, le vide lamentable des heures sans travail, devant un monde sans couleurs, sans amour, sans dialogue"<sup>(44)</sup>. Le petit bourgeois, par son attachement excessif aux valeurs matérielles et son vide spirituel,

<sup>(41)</sup> Ibid., pp. 429-430.

<sup>(42)</sup> E. Mounier, "Confessions pour nous autres chrétiens" (c. 1933), in Oeuvres, T.I. 1931-1939, p. 390.

<sup>(43)</sup> E. Mounier, "Argent et vie privée", in Oeuvres, T.I. 1931-1939, pp. 241-242.

<sup>(44)</sup> Ibid., p. 242.

est donc le symbole par excellence de la décadence de la civilisation occidentale.

L'élitisme et l'attachement aux formes de vie socio-économiques plus anciennes, où les "classes moyennes" n'avaient qu'une place très réduite pour ne pas dire inexistante, transparait dans ce mépris du petit bourgeois et du confort matériel. On sent bien, dans ces textes où Mounier et ses collaborateurs s'en prennent au confort, à la mollesse, à la paresse, et stigmatisent le petit bourgeois et ses "médiocrités", ce goût de l'ascèse, ce rejet du progrès conçu comme une simple accumulation de biens matériels dont la possession devient la hantise de ceux qui sont pervertis par l'esprit bourgeois: *Esprit* ne peut pas accepter cette civilisation bourgeoise où le développement de la production et le confort bourgeois sont en quelque sorte la mesure du progrès. A cette petite bourgeoisie à laquelle il ne reconnaît aucun mérite, Mounier préfère d'ailleurs un peuple mythique qui, "autrefois", aurait senti "...le passage des heures, l'odeur de la terre et des paysages, le frôlement multiple des âmes", et transcendait son immobilité et ses limitations par la communion avec l'âme populaire "...et par delà, le plus souvent, l'âme de sa religion"(45). La perte de ce sens communautaire à travers l'individualisme et par le capitalisme a produit le bourgeois, "...forme bonhomme de l'Antéchrist: ce n'est pas la moins odieuse"(46).

---

(45) Idem.

(46) E. Mounier, "Confessions pour nous autres chrétiens", in Oeuvres. T. I. 1931-1939, p. 390.



Le vrai mal du siècle, pour Mounier et consorts, c'est l'individualisme, créé par la Renaissance, et consolidé "...par le système juridique issu des droits de l'homme (société atomisée et contractuelle), par le libéralisme philosophique, par la guerre effrénée de l'homme contre l'homme instituée par le monde de l'argent, par une éducation entièrement orientée vers la fonction et le rendement social"(47). Le malheur de l'individualisme et de ses corollaires, le libéralisme politique et la liberté économique, c'est d'avoir mis en place de la personne (qui est supposée ici avoir été le type de l'incarnation humaine à une époque ancienne mais mal définie) une "abstraction juridique sans attaches, sans étoffe, sans entourage, sans poésie, interchangeable, livrée aux premières forces venues"(48). Ce que rejettent les personalistes d'Esprit, en fait, c'est la société de masses. Leur prédilection pour ce qui est unique, poétique, généreux, héroïque, en un mot leur élitisme, leur fait considérer avec horreur l'évolution de la société occidentale où les masses informes et incultes, perverties par l'esprit bourgeois, accèdent au confort matériel et à la vie politique. Un curieux paradoxe les voit dénoncer sous le vocable d'"individualisme" la société occidentale dans les formes et les contours qu'elle a pris au ~~XXe~~ <sup>XXe</sup> siècle. Au fond, leur rejet ne s'adresse pas à l'individu, mais à ces millions d'individus qui consomment et qui votent. Ils ont la consommation "bourgeoise" en

(47)-----, "Lignes de position. Révolution personaliste", (brochure tirée à part, s.d.), Esprit, p. 4.

(48)E. Mounier, "Révolution personaliste", in Oeuvres, T. I, 1931-1939, p. 179.

horreur parce qu'elle est l'affaire de la multitude et qu'elle avilit l'objet, qui passe du rang d'œuvre d'art entre les mains de l'artisan à celui de bien interchangeable (et donc vulgaire) à sa sortie de la manufacture.

Mounier combat le parlementarisme pour des raisons parallèles. Pour lui, la souveraineté populaire et la liberté individuelle ne sont pas des absolus. Il amalgame même la démocratie parlementaire avec le fascisme et le communisme stalinien sous l'appellation commune de régime totalitaire: 89 n'est donc pas pour lui une référence positive, au contraire. A ses yeux, le parlementarisme est vicié par le règne de l'argent (il rejoint ici les maurassiens dans leur dénonciation du caractère faible et éminemment corruptible de la démocratie) et par la loi du nombre, qui en fait un régime mou, bavard et inefficace<sup>(49)</sup>. Le grand défaut du parlementarisme est, selon lui, d'être un régime de démocratie formelle et abstraite qui masque en fait la domination de l'argent:

"la liberté capitaliste a livré la démocratie libérale, en utilisant ses formules mêmes et les armes qu'elle lui donnait à l'oligarchie des riches (oligarchie de puissance et de classe); puis, au dernier stade, à un étatisme contrôlé par la grande banque et la grande industrie, qui se sont emparés non seulement des commandes occultes de l'organisme politique, mais de la presse, de l'opinion, de la culture, parfois des représentants mêmes du spirituel pour dicter les volontés d'une classe et modeler jusqu'aux aspirations des masses à l'image des leurs, tout en refusant les moyens

<sup>(49)</sup>Voir René Rémond et Aline Coutrot, Les catholiques dans la France des années 30, Paris, Cana, 1979 (c. 1960), p. 119.

de les réaliser. La démocratie capitaliste est une démocratie qui donne à l'homme des libertés dont le capitalisme lui retire l'usage."(50)

Il lui oppose une démocratie personnaliste, qui n'a nulle part encore été réalisée et dont les caractéristiques demeurent floues, mais qui serait le règne d'une élite spirituelle respectueuse des personnes: "un régime personnaliste est celui qui donne à toutes les personnes, chacune à la place que lui assignent ses dons et l'économie générale du bien commun, une part aux fonctions de l'unité, qui cherche donc à réduire progressivement l'état, inhumain et dangereux, de gouverné passif"(51). Derrière une phraséologie de gauche, nous croyons percevoir ici un certain élitisme, qui est au fond une réaction de défense d'intellectuels se sentant menacés par l'évolution de la civilisation occidentale, avec sa production et sa démocratie de masses(52).

L'attitude des personnalistes d'*Esprit* face à la machine est par ailleurs assez ambiguë: ils affirment ne pas la rejeter, mais lui imputent quand même un grand nombre de maux de la civilisation

(50)"La démocratie et la révolution. Lettre ouverte à Paul Archambault par Emmanuel Mounier", in *Ibid.*, pp.124-125.

(51)*Ibid.*, p. 123.

(52)De son côté, Pierre de Senarclens assimile le mépris et la haine de Mounier pour la démocratie et la politique à une identification de celle-ci au monde sale, mensonger et grossier des adultes: "la politique, symbole du monde adulte, vient s'interposer entre l'enfant et la mère nourricière, obscurcir cette irréalité transparente de la première enfance, briser l'harmonie originelle", P. de Senarclens, *op. cit.*, p. 49.

moderne. Ainsi, dans le dixième numéro de la revue, dont le thème est le travail, Alexandre Marc<sup>(53)</sup> dénonce "la machine contre le prolétaire". Il reproche naturellement à celle-ci d'avoir "porté un coup mortel à l'artisanat":

"Le propre de l'artisan était de rester maître de son geste dont la courbe s'inscrivait directement dans la matière en donnant à l'oeuvre un sens immédiat. La machine est venue rompre ce contact direct entre l'ouvrier et la matière, séparant ainsi le geste de son achèvement. Ainsi s'est transformé radicalement le caractère même du rapport entre les hommes et les choses: ces dernières se sont en quelque sorte éloignées de nous, elles ont perdu leur caractère de réalité <tangible>, la technique ayant tracé une ligne de séparation entre l'homme et l'immédiat de la présence>. (...) Tandis que la satisfaction de l'artisan résulte spontanément du rythme vital qu'il extériorise dans un geste, l'ouvrier de l'époque machiniste se contente de subir un rythme inhumain, que lui impose la machine."<sup>(54)</sup>

La machine a donc brisé un rapport millénaire entre l'homme et les choses. Sa prolifération signifie "une véritable rupture de la tradition authentique de l'Occident", une séparation de l'homme avec ce que le passé avait "de vivant et de fécond", et la transformation de l'artisan en prolétaire "sans <histoire>, sans patrie, sans humanité"<sup>(55)</sup>. Cette dénonciation du machinisme, comme celles du capitalisme et du

<sup>(53)</sup>Pseudonyme d'Alexandre-Marc Lipiansky, né à Odessa en 1904. Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques en 1927, il participe en 1930 à la création de l'Ordre Nouveau, dont il sera un des principaux animateurs. Se rapprochant du catholicisme puis se convertissant en 1933, il collabore à plusieurs revues catholiques, dont *Esprit*, *Sept* et *Temps présent*.

<sup>(54)</sup>Alexandre Marc, "La machine contre le prolétaire", *Esprit*, # 10, (juillet 1933), pp. 589-591.

<sup>(55)</sup>*Ibid.*, p. 594.

parlementarisme, est avant tout morale: elle ne s'arrête pas à des catégories économiques comme l'aggravation de l'exploitation par le biais de l'augmentation du taux de plus-value, mais prend pour cible la supposée dégradation de la personne, passée du statut valorisant d'artisan à celui de prolétaire avili et abruti. Marc va même jusqu'à présenter le machinisme comme la matrice contemporaine de l'esclavage: "le prolétaire représente la forme spécifiquement moderne de l'esclavage, c'est un esclave de l'époque machiniste, séparé de la nature et de la vie, parqué dans des casernes sordides et voué à un travail sans joie, sans beauté et sans noblesse"(56):

La condamnation n'est pourtant pas sans nuances. Ainsi, dans sa conclusion du numéro de la revue portant sur le travail, Mounier affirme-t-il que la dépersonnalisation et la disqualification du prolétariat ne sont pas l'oeuvre du machinisme, mais de l'orientation que lui ont donnée ses dirigeants:

"A la limite, écrit-il, il libérera l'homme de tous les travaux automatiques, c'est-à-dire de tout l'inhumain. Par l'avilissement des prix il permettra d'ailleurs à tous ce minimum de bien-être nécessaire à une vie spirituelle, qui tient de l'hygiène vitale et non pas du confort moral. De plus en plus automatique et ennuyeux, mais de plus en plus court et de plus en plus partagé, le travail de demain libérera le prolétaire, si un régime social approprié veut bien s'y prêter."(57)

---

(56) idem.

(57) E. Mounier, "Quelques conclusions", Esprit, # 10, (juillet 1933), p. 635.

Car c'est la question du régime social qui lui apparaît être la plus importante quant à l'évaluation du machinisme. "A condition de rester au service de la personne, écrit-il de la civilisation technique, elle la libère constamment, par la base de son activité, de la complication, du hasard, du gaspillage, de l'espace et de la durée"(58). Et de rêver à ces lendemains qui chantent, alors que la machine-outil, libérée de ses aspects oppressifs et dégradants par l'orientation personnaliste du nouveau régime, "...créera un nouveau type, plus qualifié que l'ancien, d'ouvrier-artisan [que] ses loisirs appelleront, s'il y consent, à une vie plus humaine"(59).

Il y a donc, croyons-nous, à la base du personnalisme d'*Esprit*, un rejet du monde moderne associé à la recherche d'une harmonie perdue. Les jeunes "révolutionnaires" qui noircissent ses pages se croient au cœur d'une crise de civilisation dont l'origine remonte à la dissociation de l'individu et de la personne pendant la Renaissance, divorce amplifié par l'idéologie des droits de l'homme et par le libéralisme, et aggravé par le règne de l'argent instauré par le capitalisme. Leur condamnation de la société, on l'a vu, est absolue et se place sur un plan moral: avec le diable, on ne pactise pas.

L'*Ordre Nouveau*, mouvement fondé par Robert Aron et Arnaud Dandieu en 1931, se déclare lui aussi personnaliste mais, comme nous l'avons mentionné plus haut, sa philosophie doit plus à Nietzsche, à

(58)E. Mounier, Manifeste au service du personnalisme, p. 149.

(59)E. Mounier, "Quelques conclusions", *Esprit*, # 10, (juillet 1933), p. 635.

Husserl et à Scheler qu'à la tradition catholique française<sup>(60)</sup>. Jean-Louis Loubet del Bayle n'hésite pas, dans son étude des non-conformistes des années trente, à le qualifier de "mouvement le plus original de ces années". Selon lui, l'Ordre Nouveau est né de la rencontre de personnalités très différentes par leurs formations et par leurs origines intellectuelles et politiques, et s'est développé "en dehors de tout cadre existant". Ses dirigeants ont aussi, affirme-t-il, systématiquement cherché à créer du neuf et à "cultiver cette originalité"<sup>(61)</sup>. La doctrine du mouvement fut élaborée et explicitée dans la revue, mais surtout dans les trois ouvrages qu'écrivirent en collaboration Aron et Dandieu entre 1931 et 1933<sup>(62)</sup>: rejet du rationalisme, refus du matérialisme, distinction entre l'idée de patrie et celle de nation, procès de l'individualisme et révolution à caractère

(60) Il faut toutefois faire remarquer ici que John Hellman, dans son excellente étude de Mounier et de la gauche catholique de 1930 à 1950, souligne l'influence de la philosophie allemande, et plus particulièrement de Max Scheler (un des philosophes ayant adopté le concept de *Gemeinschaft*) sur le courant personnaliste en général et le mouvement Esprit en particulier.

(61) J.-L. Loubet del Bayle, *op. cit.*, p. 79.

(62) Né en 1898, Robert Aron est élève au lycée Condorcet où il fait la connaissance d'A. Dandieu; blessé de guerre, agrégé de lettres, il choisit l'édition plutôt que l'enseignement. Secrétaire de Gaston Gallimard pendant quelques temps, il se lance par la suite dans le journalisme politique, à la *Revue des deux mondes* notamment. Après avoir fréquenté les milieux surréalistes, il entreprend avec son ami Dandieu une intense recherche doctrinale qui aboutira en 1931 à la création de l'Ordre Nouveau. Dandieu, né en 1897, fait des études de Droit et de Lettres et devient bibliothécaire à la BN en 1925. Après avoir publié un essai sur Proust, il se lance dans la recherche politique avec R. Aron. Publie intensément de 1931 à 1933, dans *Europe*, *Plans*, *Esprit*, *Ordre Nouveau*, *Mouvements*, etc, et meurt en août 1933 des suites d'une opération bénigne, à la consternation de ses amis et collaborateurs.

spirituel. Les principes du mouvement, tels qu'explicités dans son manifeste, étaient: le personnalisme philosophique, c'est-à-dire "la primauté de l'homme sur la société"; le communisme antiproductiviste, soit "la subordination de la production à la consommation"; et un régionalisme "terrien, racial et culturel"(63).

Dans leur Décadence de la nation française, paru en 1931, Aron et Dandieu analysent ce qu'ils croient être la décadence de la nation française, laquelle met en péril la paix dans le monde et la liberté de l'individu. Dès le début de l'ouvrage, les causes de cet état de fait sont clairement identifiées: les principales sont le "colonialisme anglo-saxon à prétexte civilisateur" et l'"industrialisme américain à prétention humanitaire", nouvelles féodalités. Pour les auteurs, ces deux phénomènes doivent être considérés comme "deux formes de gréganisme et de féodalité, dont la France dégénérée d'aujourd'hui subit le prestige, mais qu'elle n'a pas enfantées et contre qui elle doit réagir"(64). Les symptômes de cette décadence sont: la dénatalité, signe de la déchéance de l'esprit et de la force de la nation française; la centralisation; Julien Benda, qui "...ne peut être pris au sérieux que par une nation décadente"(65); et Alain. Le danger qui guette la France, au terme de cette voie, c'est la médiocrité, l'embourgeoisement:

(63)"Manifeste de <L'Ordre Nouveau>", in J.-L. Loubet del Bayle, op. cit., pp. 442-443.

(64)Robert Aron et Arnaud Dandieu, Décadence de la nation française, Paris, Rieder, 1931, p. 16.

(65)Ibid., p. 46.



"S'il est en effet, un pays qui ne peut pas vivre par routine ou par habitude, qui ne progresse pas à l'ancienneté et qui ne peut se passer de raison d'être humaine, c'est bien celui qui, il y a un siècle et demi, donna aux autres peuples l'exemple le plus complet de cette suprême folie et de cette suprême sagesse qu'est une révolution. Embourgeoiser la France, en faire une nation conservatrice, est la dresser contre elle-même."(66)

L'héritage de 1789 est donc ici revendiqué avec force comme étant un des traits essentiels de l'expérience française. Si la nation française est en décadence, c'est parce c'est parce qu'elle a abandonné cet esprit révolutionnaire, qui est le sien propre, sous les pressions du rationalisme et du productivisme. Car le dogme industrialiste et le culte de la raison ont entraîné le reniement de l'affectivité révolutionnaire française et placé la France en situation d'infériorité sur le terrain matériel, où elle est battue d'avance. Moyen principal de la "conquête américaine", le culte de la raison doit être dénoncé parce que, "...proposant sans cesse à l'adoration des masses les Dieux abstraits du crédit, la mystique de la production, la mobilisation de l'intelligence, la stérilisation ou la dérivation méthodique des instincts, [il] impose aux sensibilités et aux chairs l'oppression de catégories rationnelles, implacables et inhumaines"(67). Des cartésiens à la bourgeoisie capitaliste, la pensée rationnelle a stérilisé la France en remplaçant l'individualisme affectif par le libéralisme politique et en plaçant le plan économique avant le plan

---

(66) ibid., pp. 10-11.

(67) ibid., p. 19.

humain(68). Cette transformation de l'évangile révolutionnaire, en évangile de la production a comme bénéficiaire principal "la ploutocratie internationale au pouvoir"(69). L'arme de la trahison est toujours la même, c'est-à-dire les facultés rationnelles "hypertrophiées et détournées de leur objet véritable"(70). Rationaliste et centralisatrice, la réaction contemporaine, sous ses formes bonapartiste, industrialiste, parlementaire ou fasciste, s'en prend à l'affectivité révolutionnaire et à l'instinct, en un mot à la vie. Les fourriers les plus visibles de cette "trahison" sont, dans la France des années trente, le Redressement français et le gouvernement Tardieu: "ils trahissent d'abord sur le plan spirituel, le plus profond, le plus concret, en reniant l'affectivité révolutionnaire française; ils trahissent aussi en fait en plaçant la France sur le terrain matériel et quantitatif, où elle est battue d'avance et sacrifiée aux formes sociales qui lui sont les plus étrangères et les plus hostiles"(71).

(68) "Remplacer l'individualisme affectif et le culte passionné de la liberté individuelle par le libéralisme politique, faire passer toutes les revendications du plan humain au plan économique, substituer ainsi à un sentiment concret les manifestations rationnelles et abstraites des politiciens ou des économistes--- tel est en gros l'effort de stérilisation qu'à grand renfort de contre-sens et de confusions dans les termes préparent inconsciemment tous les Cartésiens du XVIIIe siècle, en particulier les Encyclopédistes, et que la bourgeoisie capitaliste au pouvoir continue encore avec succès--- et, elle, en pleine conscience", *Ibid.*, p. 131.

(69) *Ibid.*, p. 156.

(70) *Idem.*

(71) *Ibid.*, p. 116.

Cet ouvrage, qui au XVIII<sup>e</sup> siècle se serait probablement intitulé "Contes de la stérilité, ou comment la nation française fut privée de son pouvoir de reproduction par l'action maléfique et conjuguée de la raison et de la bourgeoisie", illustre à la fois l'originalité de la pensée des fondateurs de l'Ordre Nouveau et leur participation à ce que nous avons appelé la crise anti-moderne de la pensée française depuis les années 1880. Car, si leur interprétation de l'esprit révolutionnaire français comme une affectivité conférant à la France une place spéciale dans le monde contemporain illustre une perspective assez peu commune sur 1789 et son héritage, leur dénonciation du rationalisme et du productivisme comme étant les vecteurs principaux de la décadence de la nation rend un son plus familier, perceptible chez leurs cousins personnalistes d'*Esprit*, aussi bien que chez les pessimistes à la Céline ou les "fascistes" à la Drieu. Il ressort aussi de ce texte que la dénatalité française exerce sur les intellectuels du début du XX<sup>e</sup> siècle un curieux effet dont l'analyse psychanalytique n'a pas encore été vraiment faite, sinon dans quelques biographies. La France y est présentée comme une entité vivante menacée de stérilité par la dégénérescence de ses facultés mentales affaiblies par une exposition prolongée au rationalisme (d'origine cartésienne) et au productivisme (d'origine américaine). En somme, Aron et Dandieu cherchent à revivifier l'esprit révolutionnaire français, qu'ils définissent comme individualiste et fédéraliste, pour mettre un terme à la décadence de la nation, générée par une hypertrophie du rationalisme et une adhésion au productivisme, et visible dans la dénatalité.

Dans Le cancer américain, qu'ils publient quelques mois plus tard, Aron et Dandieu identifient plus clairement l'ultime responsable des maux du monde moderne: c'est bien sûr le cancer américain, incarné dans la suprématie de la banque, de l'industrie, et du rationalisme(72). L'origine de la maladie est d'ordre psychologique: c'est en quelque sorte un cartésianisme dévoyé par le matérialisme, et qui a entraîné un déterminisme d'ordre industriel et financier. Ce "cancer américain", maladie de l'esprit, est en train de s'étendre à la planète entière et "...est sur le point de briser les ressorts mêmes de tout progrès humain"(73). Rationalisme limité aux domaines techniques, le "cancer américain" s'incarne dans un type de société où la machine domine et où l'être humain est réduit à la fonction de producteur. Contre cette civilisation qui colonise l'Europe par le commerce, l'industrie et la banque, le seul remède valable est une "révolution spirituelle". Tardieu et le Redressement français y sont une fois de plus dénoncés comme des "commis-voyageurs de l'américanisme", qui camouflent leur maladie honteuse derrière les apparences d'une philanthropie associée au progrès. Le héros positif est Thomas Jefferson, présenté comme agriculturiste et anti-étatiste.

Pour mettre un terme à la "décadence" et enrayer le "cancer", une révolution est "nécessaire"(74). Mais pas n'importe quelle révolution.

(72) R. Aron et A. Dandieu, Le cancer américain, Paris, Rieder, 1931, 247 p.

(73) Ibid., p. 75.

(74) R. Aron et A. Dandieu, La révolution nécessaire, Paris, Grasset, 1933, 296 p.

Les mouvements communiste et fasciste, par exemple, se disent révolutionnaires mais sont incapables d'apporter un renouvellement "total et cohérent": "aboutissement de vices de pensée et d'action, qui, du matérialisme au nationalisme, empoisonnent, depuis Bonaparte ou Ford, l'existence mondiale et la mènent de guerre en crise et de crise en guerre, ils marquent plutôt la fin d'un régime que l'avènement d'un ordre nouveau"(75). Le communisme parce qu'il est une forme nouvelle de l'erreur matérialiste, et le fascisme parce qu'il "...consiste essentiellement en la suprématie exercée par une partie sur le tout, et en l'hégémonie de l'Etat abstrait et limité sur l'individu concret et total", et qu'"aucun ordre social valable ne peut s'accommoder d'une subordination de l'homme à l'Etat"(76). La révolution nécessaire sera personnaliste, et marquera la supériorité de l'homme, et de son essence morale, sur l'abstrait et le matérialisme. Cette révolution totale permettra à l'homme, par la foi et la "méthode dichotomique"(77), de mettre un terme à une évolution strictement matérialiste, inhumaine et gaspilleuse, pour créer un ordre nouveau qui permette l'épanouissement de la personne. Au point de vue

---

(75) Ibid., p. 1.

(76) Ibid., p. 152.

(77) "Considérant que la société humaine est une tension, nous observons que par son activité créatrice, l'homme lutte sans cesse contre un danger de cristallisation, contre le poids inerte d'institutions inventées par lui et toujours dépassées par lui. Qu'il s'agisse de constructions juridiques ou d'innovations scientifiques, le processus est le même. D'un côté, l'invention est un instrument d'économie d'énergie; de l'autre, elle est un instrument de libération spirituelle. Mais pour économiser l'énergie, l'invention automatise certaines activités. Le péril le plus grand que court l'humanité est de prendre le moyen pour la fin, l'automatisme pour la libération", Ibid., p. 273.

philosophique, cette révolution "...sera essentiellement une revanche du concret sur l'abstrait, des facteurs humains personnels sur les mécanismes collectifs et artificiels, nés de l'idéalisme, ou de cet idéalisme à rebours que constitue le matérialisme: banque, fordisme, rationalisation"(78). L'ordre nouveau, ajoutent-ils, ne se caractérisera pas par un simple progrès ou une réorganisation de l'organisation industrielle et financière, mais par "...l'établissement d'institutions nouvelles susceptibles de remettre à leur place les moyens techniques et d'en tirer enfin parti"(79). Car cette révolution sera une révolution de l'ordre, les deux idées étant inséparables(80). Dans ce projet, la France a une mission particulière: puisque, la première, elle a "détourné la Révolution de son but", elle doit le lui rendre en donnant à la liberté un nouveau prestige, celui de la personne. Ainsi seulement, par le pouvoir de l'esprit, sera-t-il possible de mettre un terme au gaspillage capitaliste, de détruire la "ruche policière" qu'est devenue la civilisation occidentale(81).

L'Ordre Nouveau propose donc à la jeunesse des années trente une révolution spirituelle qui peut elle aussi être définie comme la recherche d'une harmonie perdue: tandis que les rédacteurs d'*Esprit* rêvent d'une nouvelle Renaissance fondée sur la personne conçue

---

(78) *Ibid.*, p. IX.

(79) *Ibid.*, p. 86.

(80) "Quand l'ordre n'est plus dans l'ordre, il faut qu'il soit dans la révolution; et la seule révolution que nous envisageons est la révolution de l'ordre", *Ibid.*, p. XIV.

(81) *Ibid.*, p. 21.

comme entité morale, les fondateurs de l'Ordre Nouveau souhaitent retrouver le sens profond de la Révolution, perverti par le rationalisme et le matérialisme. Leur rejet de la modernité est aussi violent et viscéral que celui de Mounier et consorts, mais il se veut plus révolutionnaire, plus adapté à la personnalité propre de la France, qu'ils définissent comme fédéraliste et soucieuse de liberté. Pour eux, la France a fait fausse route en suivant les chemins du rationalisme, et elle est en train de courir à sa perte (la dénatalité en est selon eux le symptôme le plus affligeant) en imitant le productivisme américain. Il faut donc lui redonner une âme, et abandonner la "course au progrès matériel" dans laquelle elle ne peut qu'être perdante. L'obsession de la stérilité, matrice de leur pensée, les amène à confondre progrès matériel et refus du concret, rationalisme et sécheresse d'esprit, matérialisme et onanisme. C'est pourquoi ils rejettent pêle-mêle matérialisme, fordisme, rationalisation et machinisme: car il est pour eux indispensable que la France abandonne la course à la modernité si elle veut recouvrer sa fertilité.

Les adversaires du monde moderne sont légion en cette décennie troublée par la crise et la montée des fascismes: leur animosité ne sourd pourtant pas, comme nous l'avons vu, des difficultés conjoncturelles du capitalisme, mais est parallèle au développement de la société de masse dont elle abhorre les caractéristiques, sur le plan moral aussi bien que sur les plans social et politique. La jeunesse non-conformiste qui rejette la modernité trouve d'ailleurs

des aliments chez plusieurs écrivains importants de l'époque, nous avons vu dans le chapitre précédent comment le voyage que fit Georges Duhamel aux Etats-Unis en 1927 suscita chez lui un cri viscéral de haine contre la modernité en général et la machine en particulier. Certains auteurs qui ont l'oreille de la jeunesse, comme Georges Bernanos et Céline, s'en prennent dans des ouvrages percutants à la civilisation des machines.

Bernanos, on le sait, fervent catholique, fut longtemps fidèle de Maurras et de l'Action Française qu'il quitta avec fracas à l'aube des années trente: il s'en est expliqué dans de nombreux articles (publiés notamment dans la presse Coty), ainsi que dans un livre furibard et vociférant, "Nous autres, Français" (82). Dégouté par le conservatisme des catholiques, irrité par la fatuité des élites bourgeoises, découragé par "la médiocrité du troupeau chrétien", Bernanos est un royaliste en rupture de ban avec les monarchistes, un catholique révolté par la conduite d'un grand nombre de ceux qui se disent chrétiens et par l'épiscopat qui bénit les armes de Franco, et un Français incapable d'accepter la France de l'entre-deux-guerres. Pour lui, le mal tel qu'il existe dans la société moderne réside essentiellement dans la

(82) Maurras y est critiqué (l'ouvrage est écrit après Munich) notamment pour "avoir eu pendant trente ans raison contre la France", pour n'avoir pas été capable, en impuissant qu'il est, de la "prendre", devant se contenter de "faire son instruction", pour avoir envoyé beaucoup de catholiques à une agonie sans prêtre, pour avoir divisé la France et empoisonné l'air au moyen de son "hystérie critique" sans résultats positifs, et enfin pour avoir calomnié la France "plus que n'importe qui". Georges Bernanos, Nous autres, Français, Paris, Gallimard, 1939, pp. 54-90.



civilisation machiniste, à un point tel qu'il va jusqu'à attribuer aux premiers luddites un instinct prophétique<sup>(83)</sup>. La civilisation moderne lui apparaît essentiellement vouée à l'inhumanité, car elle a fait de l'homme un "déséquilibré", un "anormal". La doctrine capitaliste, à son avis, ne se soutient plus: "elle est la justification d'esprit, modéré-radical, des empiètements et rapines de la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle, qui disposant à bas prix, grâce à l'effondrement de l'Ancien Régime, d'un énorme matériel humain, put confisquer à son profit l'effort de l'ingénieur et du savant"<sup>(84)</sup>. Pour se sauver, l'homme doit absolument rompre avec cette pseudo-civilisation, "conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure", que Bernanos stigmatise sous le nom de "Basse-Ploutocratie"<sup>(85)</sup>. C'est donc pour sauver l'esprit qu'il propose une rupture définitive avec le monde moderne.

Le message du docteur Louis-Ferdinand Destouches, dit Céline, fut reçu par cette jeunesse des années trente comme la matérialisation des angoisses de l'époque. Dans ses mémoires, Pierre Andreu rappelle l'effet que lui fit la lecture du "Voyage au bout de la nuit":

"Les jeunes gens qui lisent aujourd'hui le Voyage au bout de la nuit ne peuvent pas imaginer l'effet prodigieux que ce livre me fit, nous fit, il y aura bientôt cinquante ans.

<sup>(83)</sup>Voir Paul Serant, Les dissidents de l'Action Française, Paris, Copernic, 1978, p. 166.

<sup>(84)</sup>Georges Bernanos, op. cit., p. 228.

<sup>(85)</sup>Georges Bernanos, in P. Serant, Les dissidents de l'Action Française, p. 266.

Ce fut un éblouissement. Nous y retrouvions tout ce qui nous empêchait de vivre: la grande ville monstrueuse et le cancer de sa banlieue, la misère des pauvres et leurs petites combines pour survivre, la sexualité accablante et partout présente, la société coloniale et ses hiérarchies affreuses, la sottise et la duperie de la guerre, l'absence de la vieille Eglise, le matérialisme universel. Je suis sûr que je n'ai jamais lu aucun livre avec un pareil émoi. C'était la dénonciation sublime de la puanteur moderne."(86)

Le Voyage... apparaît à cette jeunesse angoissée comme un véritable cri de révolte contre l'absurdité du monde moderne. Céline réussit d'ailleurs le tour de force, peu commun, de séduire avec ce premier livre tant les communistes que les "non-conformistes" de droite. Cela ne doit pas surprendre, quand on sait que le "Voyage..." s'en prenait à la société moderne, à la guerre, à la barbarie coloniale, en somme à ce qui apparaissait comme les aberrations de la civilisation occidentale du XXe siècle tant à la gauche qu'à la droite: celle-ci parce qu'elle en déduisait la décadence de la société française sous les pressions du capitalisme matérialiste et de l'individualisme libéral, celle-là parce qu'elle y voyait les effets d'un ordre social injuste sur le point de céder la place à la société sans classes. Céline se révélait donc, à travers le Voyage..., comme le nouveau prophète de la décadence: décadence du capitalisme pour les communistes qui traduisirent son ouvrage en russe et l'invitèrent à visiter la patrie du socialisme en utilisant les droits d'auteurs qui l'y attendaient; décadence de la civilisation occidentale pour les non-conformistes de droite qui interprétaient ce "cri insoutenable" comme un rejet viscéral de la

(86) Pierre Andreu, Le rouge et le blanc: 1928-1944, Paris, La Table Ronde, 1977, p. 64.

modernité. On sait toutefois que son second ouvrage, "Mort à crédit", paru en 1936, ne reçut pas un accueil aussi enthousiaste, particulièrement à gauche. Dans l'*Humanité*, où l'on devait certes se repentir des enthousiasmes de 1932, Paul Nizan écrivait: "il y avait dans le Voyage une inoubliable dénonciation de la guerre, des colonies. Céline ne dénonce plus aujourd'hui que les pauvres et les vaincus"(87).

La jeune droite elle-même le battant froid (Brasillach déplorait notamment les côtés obscènes et scatologiques du livre), Céline se lança alors dans l'écriture d'une série de pamphlets dans lesquels il s'en prenait aux juifs et à tous ceux qu'il jugeait responsables de la décadence française: "le Front populaire, les communistes, les francs-maçons, qu'il fustigeait entre autres avec l'Eglise, les intellectuels en général, les alcooliques, les responsables de l'instruction publique et les Anglais"(88). Les lecteurs et les analystes des "Bagatelles pour un massacre" et de "L'école des cadavres" ont naturellement fait ressortir de ces textes l'antisémitisme délirant qui en constitue en quelque sorte la trame(89). Les juifs y sont présentés comme les principaux responsables des malheurs de la France en général et de l'auteur en particulier, les organisateurs d'un complot mondial pour asservir et massacrer la bonne poire d'aryen qui n'y voit goutte:

(87) Paul Nizan, L'*Humanité* du 15 juillet 1936, cité dans François Gibault, Céline, 1932-1944: délires et persécutions, Paris, Mercure de France, 1985, p. 119.

(88) François Gibault, Céline, 1932-1944: délires et persécutions, p. 10.

(89) Louis Ferdinand Céline, Bagatelles pour un massacre, Paris, Denoël, 1937, 381 p., et L'école des cadavres, Paris, Denoël, 1938, 318 p.

"---Les Juifs sont nos maîtres--- ici, là-bas, en Russie, en Angleterre, en Amérique, partout!... Faites le clown, l'insurgé, l'intrépide, l'anti-bourgeois, l'enragé redresseur de torts... le Juif s'en fout! Divertissements... Babillages! Mais ne touchez pas à la question juive, ou bien il va vous en cuire... Raide comme une balle, on vous fera calancher d'une manière ou d'une autre... Le Juif est le roi de l'or de la Banque et de la Justice... Par homme de paille ou carrément. Il possède tout... Presse... Théâtre... Radio... Chambre... Sénat... Police... ici ou là-bas..."(90)

"Où il n'a pas son pareil, c'est pour éberluer l'Aryen, lui faire avaler les grenouilles, le faire rebondir comme il veut de galère en abattoir, aucune résistance sérieuse, l'occidental primite, buté, ivrogne, jobard et cocu. C'est un esclave né pour Juifs, tout cuit, ahuri dès l'école primaire par des phrases et puis par l'alcool, plus tard on l'émascule par l'instruction obligatoire..."(91)

"Depuis l'affaire Dreyfus la cause est enterrée, la France appartient aux Juifs, corps, biens et âmes, aux Juifs internationaux. Ils le sont tous. ---La France est une colonie du pouvoir juif international, toute velléité de soulèvement indigène, la moindre tentative pour évincer le Juif, toute chouannerie est condamnée d'avance à la faillite honteuse... La France matérialisée, rationalisée, mufflisée, parfaitement subjuguée, par la bassesse juive, alcoolisée jusqu'aux moelles, mesquinement resquilleuse, vénale, absolument stérilisée de tout lyrisme, malthusienne par surcroît, est vouée à la destruction, au massacre enthousiaste par les Juifs..."(92)

Textes polémiques, ces deux pamphlets dénoncent, à la manière de Drumont, l'influence juive partout: dans la démocratie qui, partout et

(90) Louis-Ferdinand Céline, Bagatelles pour un massacre, pp. 49-50.

(91) Ibid., p. 59.

(92) Ibid., p. 131.

toujours, "n'est jamais que le paravent de la dictature juive"(93); dans le communisme, qui n'est que "...la grande assurance-youtre, le parasitisme le plus perfectionné des âges, (...) l'Universelle des Esclaves"(94); et même dans l'exposition universelle de 1937, qualifiée de "grande youstricade 37"(95). Mais ce serait certes une erreur, comme le mentionne Pierre-Marie Dioudonnat, de ne percevoir que l'antisémitisme de ces pamphlets(96). Car ils sont aussi un "assaut donquichottesque" contre la bêtise humaine et, ajoutetions-nous, contre la société moderne.

La civilisation moderne, écrit Céline, c'est "la standardisation totale" des populations, des meubles, des romans, des films, des voitures, du langage, dans laquelle il n'y a "plus aucune révolte à redouter des individus pré-robotiques que nous sommes"(97). Une société de robots entassés dans des villes où la vie est impossible:

"La ville la plus malsaine du monde, la plus emboîtée, la plus encastrée, infestée, confinée, irrémédiable, c'est Paris! dans son carcan de collines. Un cul-de-sac pris dans un égoût, tout mijotant de charognes, de millions de latrines, de torrents de mazout et pétrole bien brûlants, une gageure de pourriture, une catastrophe physiologique, préconçue, entretenue, enthousiaste. Une capitale loin de la mer, c'est une sale cuve d'asphyxie, un Père-Lachaise en convulsions."(98)

---

(93) *Ibid.*, p. 51.

(94) *Ibid.*, p. 81.

(95) *Ibid.*, p. 29.

(96) Pierre-Marie Dioudonnat, Je suis partout. 1936-1944, p. 225.

(97) L.-F. Céline, Bagatelles pour un massacre, p. 185.

(98) *Ibid.*, pp. 237-238.

"C'est pas difficile de comprendre que Paris est plus habitable. Regardez un peu les gens riches, ils y habitent presque plus. Quand ils y passent deux mois par an, c'est le bout du monde!... Paris manque à présent de tout, ils le savent bien les michés, tout ce qui peut permettre à l'homme une vie à peu près supportable, pas trop asthénique: l'eau claire, le vent, les poumons, les fleurs, les espaces, les jardins, les globules rouges, le silence... On a enlevé tout ça aux masses; sournoisement."(99)

C'est pourquoi il faut tout repenser: "il ne faut plus urbaniser, il faut crever, émietter et dissoudre les villes"(100). Il faut disperser les gens, désintégrer Paris et sa banlieue, et répartir tout ce monde à la campagne ou à la mer. Et d'abord les usines:

"Quant à nos grandes industries, ces immenses empoisonneuses, toujours en train de gémir après la Seine et les transports, on pourrait bien les contenter, les combler dans leurs désirs... les répartir immédiatement, sur tous les trajets d'auto-strades, sur tout l'immense parcours rural. C'est pas la place qui leur manquerait, par catégories. Elles auraient des mille kilomètres de grands espaces et de verdure pour dégager leurs infections... Ça dissout bien les poisons, des mille kilomètres d'atmosphère, le vert ça prend bien les carbonés... Extirper les masses asphyxiques de leurs réduits, de leur asphalte, des <damnés de la gueule vinasseuse>, les arracher du bistrot, les remettre un peu dans les prairies avec leurs écoles et leurs vaches, pour qu'ils réfléchissent un peu mieux, voir s'ils seraient un peu moins cons, les femmes un peu moins hystériques, une fois moins empoisonnés."(101)

Car les villes sont les grandes responsables, avec l'alcool, de la décadence de la France. La moitié de la population française n'est-elle

(99) Ibid., p. 239.

(100) Idem.

(101) Ibid., p. 238.

pas, selon Ferdinand, tombée grâce au pinard "...très nettement au rang de rebut physiologique"(102)? Cette dégénérescence est d'ailleurs visible dans ce fait que les 350.000 bistrots de France ont remplacé, dans la vie des masses, "...l'église, le chant, les danses populaires, les légendes, etc...", la foule étant drainée "au zinc" "...comme le veau à l'abreuvoir, machinalement, la première station avant l'abattoir..."(103). Le Français est sacré "champion universel de vinasse": "c'est bien simple, aucun nordique, aucun nègre, aucun sauvage, aucun civilisé non plus, n'approche et de très loin le Français, pour la rapidité, la capacité de pompage vinassier". Ce que Céline déplore, c'est que ce sont les seuls records que le Français puisse battre: "aux autres sports, de muscle, de souffle, le Français se ménage, il se réserve... Il ne se montre jamais très ardent, très en train... Lui si brillant dans la vie, sur les stades il ne brille plus..."(104).

On retrouve donc chez Bernanos et chez Céline ce rejet de la modernité que nous avons décelé au sein du mouvement personnaliste. Mais tandis que Mounier et Dandieu associent modernité, capitalisme et "menace américaine" et proposent une "révolution spirituelle" pour retrouver soit un état d'harmonie originelle soit la fertilité française perdue, les deux grands solitaires des années trente ne savent que vitupérer. Contre la "décadence", mot clé de cet entre-deux-guerres.

---

(102) *Ibid.*, p. 149.

(103) *Ibid.*, p. 146.

(104) *Ibid.*, p. 144.

Les uns<sup>3</sup> l'associent à la dénatalité (c'est le cas de Dandieu), les autres à la disparition des facultés supérieures de l'homme (Bernanos), d'autres à l'individualisme forcené des hommes du XX<sup>e</sup> siècle (Mounier), d'autres encore à la dégénérescence physique et morale de leurs congénères (Céline). Cette constatation douloureuse pousse les personnalistes à mettre de l'avant un projet politique qu'ils ne veulent ni de droite ni de gauche, et qu'ils refusent d'associer à la droite conservatrice (ou même réformatrice, comme le montre leur haine affichée de Tardieu et de Mercier) et à ce qu'ils appellent le matérialisme, qui a selon eux perverti le mouvement ouvrier en URSS. La même constatation amène Bernanos et Céline à mépriser l'homme du XX<sup>e</sup> siècle, leur prochain, parce qu'il est le symbole vivant de cette décadence. Ce qu'ils ne peuvent supporter, en fait, c'est le visage même qu'a pris la société occidentale depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils abhorrent la ville, la standardisation, la rationalisation, l'individualisme, la consommation de masse, la disparition d'une certaine forme de vie, bucolique et communautaire, qui selon eux laissait place à l'originalité et à la spiritualité. On ne sera par conséquent pas surpris de retrouver ces thèmes chez ces intellectuels qui furent, au lendemain de la Grande Guerre, formés par l'Action Française: les jeunes élitistes de droite à la Thierry Maulnier; les protégés de Gaxotte à *Je suis partout*; et les admirateurs du fascisme à la Drieu et à la Maxence. Moins originaux que les rédacteurs de *l'Ordre nouveau* et d'*Esprit*, ces "fils de l'Action française" (l'expression ne s'applique pas à Drieu, cas particulier comme nous le verrons), communient au traditionalisme maurassien,



mais rejoignent les premiers par leur haine du monde moderne et de ses conséquences.

Thierry Maulnier, de son vrai nom Jacques Talagrand, fut sans doute le plus puissant des jeunes intellectuels de cette génération. Né en 1909, il fut condisciple de Robert Brasillach et de Roger Vaillant à l'Ecole Normale Supérieure<sup>(105)</sup>. Dès 1930, Henri Massis lui propose de collaborer à la *Revue universelle*. Lié avec Jean-Pierre Maxence, il participe aux activités de la *Revue française*, puis de la *Revue du XXe siècle*, avant de devenir co-directeur de *Combat* en 1936. En 1932, il publie un essai intitulé La crise est dans l'homme, dans lequel il reconnaît sa dette intellectuelle à l'endroit d'Aron et Dandieu. Il y dénonce, comme ces derniers, la faillite des sociétés marxiste et fordiste, qui, écrit-il, "se sont montrées à nous dans leur inhumanité forcénée, sacrifiant les âmes aux machines, dévorant les individus, sans réserve, au service de leurs lois d'acier"<sup>(106)</sup>. Ces sociétés, croit-il, sont vouées à la faillite pour n'avoir travaillé qu'au seul triomphe de la matière. La civilisation matérialiste du XXe siècle constitue pour lui une "nouvelle barbarie" parce qu'elle a sacrifié une certaine "inutilité matérielle" et un certain luxe "qui étaient les caractères mêmes de la véritable civilisation à l'outil et à la nécessité d'assurer la vie physique"<sup>(107)</sup>. L'idéal des réformateurs

(105) Voir R. Brasillach, Notre avant-guerre, pp. 72-169.

(106) Thierry Maulnier, La crise est dans l'homme, Paris, A. Redier, 1932, p. 9.

(107) Ibid., p. 93.

capitalistes est condamné dans son principe même parce qu'il ramène l'homme au rang de l'animal:

"Ils pensent nous contenter avec une mystique de la richesse et de la servitude, une mystique de l'engraissement. Admettons qu'on mange bien et qu'on dorme bien dans leur société, comme ils le disent. Cette bestialité savante et confortable n'en est pas moins bestialité. C'est l'animal, qui est défini par son rendement et par ses besoins, non l'homme. L'homme ne se distingue point de l'animal en ce qu'il mange mieux et dort plus à l'aise, mais en ce qu'il demande aussi de penser."(108)

Dans une telle société, où le confort est roi, l'héroïsme ne peut exister: "comment une civilisation qui ne donne à l'individu que le bien-être matériel pourrait-elle lui demander sa vie en échange de ce bien-être?"(109) Car la société productiviste diminue l'homme en ce qu'elle "crée un esprit à son image", et qu'elle élève la matière au-dessus des individus, "dont le rôle unique semble être désormais de la servir, les individus étant faits pour la production, non la production pour les individus"(110).

Cette barbarie nouvelle, elle existe déjà, sous la forme de l'Amérique, pays du formalisme et des hommes-machines:

"L'intelligence rationalisée que répandent les journaux et les cinémas, la morale réduite à une hygiène individuelle et sociale, le conformisme froid et sans âme du catéchisme puritain, tout tend à créer une conscience régulière et forma-

(108) Ibid., pp. 186-187.

(109) Ibid., p. 199.

(110) Ibid., p. 57.

liste pour un individu qui travaille, mange, s'amuse et aime à heures fixes et par troupeaux, tout concourt à faire de chaque être la machine précise, uniforme et bien réglée, l'homme inhumain capable de s'offrir sans mémoire, sans révolte et sans espoir, sans autres raisons de se lever et de venir que la clameur glacée des sirènes horaires, au morne sacrifice vivant que le monstre économique engloutira chaque matin."(111)

L'Américain a en effet été ravalé au rang de la bête par la l'obligation qui lui est faite de produire et de consommer, dans un cycle interminable et abrutissant: "chacun étant donc dévoué à l'effort acharné de consommer et de produire, on peut assister au spectacle inouï d'une société prenant entièrement possession de l'homme, le conduisant en troupeau dans son travail et dans ses loisirs, le menant pieds et poings liés de ses cinémas à ses casernes, de ses usines à ses terrains de sport, à travers tous les mornes abattoirs hygiéniques où elle n'en veut qu'à son âme"(112). Certains bourgeois français ont d'ailleurs été séduits par cette forme de société, ce qui est lourd de conséquences: ainsi ce ministre, "qui considérait la France comme une société anonyme et qui voulait tout résoudre par la formule de la prospérité"(113). Mais la Crise économique qui frappe le monde occidental a mis en relief la vanité des remèdes matériels face à une crise qui n'est pas qu'un accident de parcours, mais la crise cruciale d'un régime et d'une civilisation. Car le péril n'est pas dans les banques qui sautent, dans les foules inquiètes et dans les chantiers

(111) ibid., p. 61. Au moment où il écrit ces lignes, Maulnier n'a pas visité les USA

(112) ibid., pp. 59-60.

(113) ibid., p. 55. Maulnier fait évidemment ici allusion à Tardieu.

vides, mais dans la menace invisible qui sous-tend cette crise: le "péril" est d'ordre spirituel.

Devant une telle faillite, devant l'écrasement du "...petit être de chair et d'esprit qui s'était soumis le monde" par une société où il ne compte plus "...que comme aliment, serviteur et victime de son idéal dévorant", l'homme a le droit de s'ériger "en juge de ces civilisations", de "crier son droit de choisir" et d'affirmer "...comme une loi suprême l'égoïsme sacré de sa volonté méconnue"(114). Dans cette dénonciation, les écrivains doivent tenir un rôle de premier plan. Car à l'heure où tout est menacé, au moment où les valeurs par lesquelles l'existence reçoit un prix et une grandeur possibles vacillent, les jeux et les nuances, les "politesses critiques" et "...les élégances du désintéressement conviennent mal"(115). L'écrivain doit écarter avec horreur cette idée qui fait de lui un divertisseur chargé d'apporter le bonheur, "c'est-à-dire une forme de vie facilitée et diminuée", aux hommes: le rôle de l'esprit doit au contraire être défini "...comme la tentative d'une forme de vie supérieure et totale, comme l'aspiration à une épreuve complète de la vie"(116). Cela pour réaliser l'homme qui

---

(114) Ibid., p. 11.

(115) Ibid., p. 16.

(116) "Tel est le sens de l'effort philosophique, tel est le sens de l'effort esthétique qui tend à nous donner, par une diversion héroïque à l'esclavage du monde, l'essence libérée et pour ainsi dire éternelle des formes et des passions", Ibid., p. 19.

ne peut être réduit à ses fonctions de producteur et de consommateur(117).

Ces thèmes, développés ici avec ampleur, émaillent le reste de son œuvre. Dans Le rajeunissement de la politique par exemple, ouvrage collectif publié en 1932 sous la direction de Daniel-Rops(118), il reprend les thèmes de l'engagement nécessaire de l'écrivain et de la faillite du matérialisme. Il y réitère notamment la nécessité pour l'esprit de s'impliquer dans le monde, non pas pour "achever une libération puérile" ou encore "occuper des loisirs énervants", mais "...pour assurer la plus haute sauvegarde des personnes et de leurs biens spirituels"(119). Il y dénonce aussi "la tragique faillite de la prospérité matérialiste", devant laquelle seul un nouvel "humanisme politique" pourra redonner à l'homme ce qui est son unique nécessité, le "luxé spirituel"(120). De même, dans Mythes socialistes, Maulnier exhorte les intellectuels à se lancer dans l'action pour jeter les fondements d'un "humanisme de l'avenir" qui permettra de dépasser aussi bien la société fonctionnaliste qui

(117) "A supposer qu'on puisse donner à chacun une salle de bains ou un phonographe, la destinée humaine ne sera pas réglée par là. Je pose des questions en Amérique, et l'on me répond: <Voilà des élévateurs et des automobiles>. Je pose des questions en Russie, et l'on me répond: <Voilà des pouponnières et des tracteurs>. Mais j'avais demandé: <Qu'avez-vous fait de l'homme?> Tout ceci mérite bien le nom de collectivisme, nom barbare d'une barbarie". Ibid., p. 183.

(118) Daniel-Rops et al., Le rajeunissement de la politique, Paris, R.A. Corréa, 1932, 380 p.

(119) T. Maulnier, in Ibid., p. 210.

(120) T. Maulnier, in Ibid., pp. 215, 227.

étouffe les valeurs de l'esprit que le matérialisme marxiste, alter ego du libéralisme(121).

Mais Maulnier ne suivra pas ses camarades de *Je suis partout* au fascisme et dans la collaboration. Il a d'ailleurs expliqué, dans Mythes socialistes et plus encore dans Au-delà du nationalisme(122), ce qui séparait la nouvelle forme de nationalisme qu'il prônait du fascisme et du nazisme. De ces régimes, il rejette "le culte de la nation <totalitaire>", et leur accentuation de la démocratie bourgeoise dans ce qu'il appelle un "collectivisme autoritaire, religieux, total et dévorant, (...) une ochlocratie dont nous ne nous faisons qu'une imparfaite idée"(123). S'il reconnaît aux mouvements nationalistes et fascistes de l'entre-deux-guerres une qualité, celle de constituer "un immense effort pour représenter l'idée communautaire, pour mettre fin à l'ère de division des classes et pour rendre à la communauté les instruments de la puissance économique"(124), il présente par contre leur "recours à l'Action, à la Race, au Sang, au Chef prédestiné, à la mission supérieure d'un peuple" comme des substituts à l'intelligence défaillante, "l'appel de l'homme aux ténèbres pour ressaisir la maîtrise d'un monde où la raison est impuissante à le guider"(125). Ailleurs, il invite la jeunesse française à se défier "de cet amour de la

(121)Thierry Maulnier, Mythes socialistes, Paris, Gallimard, 1936, 253 p.

(122)Thierry Maulnier, Au-delà du nationalisme, Paris, Gallimard, 1938, 249 p.

(123)Thierry Maulnier, Mythes socialistes, p. 56.

(124)T. Maulnier, Au-delà du nationalisme, p. 198.

(125)Ibid., p. 19.

vie en troupes" qui caractérise l'Allemagne, et pour lequel elle n'est de toute évidence point faite, elle qui abhorre les défilés et les uniformes(126). Le relèvement français, écrit-il encore, devra se faire selon des voies proprement françaises et originales, conformes au caractère historique français et aux valeurs fondamentales de la civilisation française(127). Comme quoi les mêmes rejets ne conduisent pas nécessairement aux mêmes choix politiques.

Car on sait que *Je suis partout*, cet hebdomadaire fondé par Fayard avec l'ambition de dresser chaque semaine un panorama "de la vie mondiale" et de faire la revue de presse des journaux étrangers, deviendra un des organes les plus importants de la collaboration parisienne, ce qui conduira plusieurs de ses collaborateurs à l'exil (Jean Azéma, Abel Bonnard, Pierre Daye, Alain Laubreaux, Charles Lesca, André Nicolas, Henri Poulain, Pierre Villette), à la prison (Maurice Bardèche, Pierre-Antoine Cousteau, Camille Fégy, Claude Jeantet, Claude Maubourget, Lucien Rebatet, Ralph Soupault), au suicide (Jean Fontenoy) ou au poteau d'exécution (Robert Brasillach). La lecture des premiers numéros de l'hebdomadaire, jusqu'au 6 février 1934 au moins, ne révèle pourtant pas une tonalité et encore moins une thématique fasciste: on y publie même, en septembre 1933, les souvenirs anti-hitlériens d'un certain Helmut Klotz. Dirigée par l'historien Pierre Gaxotte, émule de Maurras, la revue est plutôt

(126) T. Maulnier, "Rassemblements", 1934, 12 septembre 1934, p. 4.

(127) T. Maulnier, in Paul Serant, Les dissidents de l'Action Française, Paris, Copernic, 1978, pp. 219-220.

traditionaliste (le vote des femmes y est carrément rejeté) et élitiste, avec un bon mot ici et là pour l'Italie fasciste. Le ton change pourtant à compter du scandale Stavisky et du 6 Février, alors que Gaxotte, entre autres, assimile ces événements à un divorce entre la nation et le régime<sup>(128)</sup>, et que l'hebdomadaire devient un des plus féroce critiques du parlementarisme et un des organes de presse les plus tenaces à entretenir la flamme "révolutionnaire"<sup>(129)</sup>. Il accélère sa mutation vers le fascisme en 1936 quand, après que Fayard eut décidé d'en arrêter la parution suite à l'élection d'un gouvernement de Front populaire, il est remis en marche sans interruption par la transformation du groupe des rédacteurs en sorte de coopérative de journalistes que ses membres appellent plaisamment le "soviet"<sup>(130)</sup>. L'équipe du journal s'engage alors dans ce que Plummyène et Lasierra appellent "un fascisme de sensibilité, un romantisme"<sup>(131)</sup>.

(128) Pierre Gaxotte, "La nation et le régime", Je suis partout, # 168, le 10 février 1934, p. 1.

(129) Dorsay, "Le 6 février 1935 sera-t-il un jour d'enterrement?", Je suis partout, # 219, le 2 février 1935, p. 1.

(130) Sur cet épisode capital dans la vie de *Je suis partout*, voir Pierre-M. Dioudonnat, Je suis partout, 1930-1944. Les maurassiens devant la tentation fasciste, Paris, La Table ronde, 1973, pp. 109-132.

(131) "Les retraites au flambeau de Nuremberg, l'allure de l'Italie mussolinienne, toute cette apparence de virilité, de pureté, de jeunesse, contrastant avec ce qu'une France qui s'en tenait encore au libéralisme économique et politique offrait de suranné et de timide, telles sont les réalités émotionnelles, bien plus que strictement politiques, dont s'est nourrie l'équipe de *Je suis partout*", J. Plummyène et R. Lasierra, Les fascismes français, 1923-1963, pp. 108-109.



La personnalité dominante de ce groupe de jeunes garçons, dont la majorité avaient milité à un moment ou à un autre à l'AF, était un jeune homme "...rond, sentimental, lecteur avide, curieusement peu <viril> sans être pour cela homosexuel"(132), Robert Brasillach. Né en 1909 à Perpignan, élève de l'Ecole normale supérieure, il est appelé par Henri Massis à la *Revue universelle* dès 1930, et est chargé du feuilleton littéraire hebdomadaire de l'*Action française* à partir de 1931. Collaborateur épisodique à *Je suis partout*, il en devient un des principaux rédacteurs en 1936 et le rédacteur en chef en 1937. Son exécution le 6 février 1945, après que la grâce eut été refusée par le général de Gaulle, en a fait un des héros de la droite littéraire de l'après-guerre, et un des écrivains les plus étudiés de sa génération. Pour Brasillach, écrit Eugen Weber, le fascisme sera "a great romantic adventure, (...) <un grand mouvement de fièvre> [P. Vandromme]"(133). C'est, nous dit Pol Vandromme, une poésie, celle "du clan, du copain"(134).

William Tucker a produit une biographie de Brasillach dans laquelle il présente les grands mouvements "fascistes" des années

(132) Claude Roy, *Moi je*, Paris, Gallimard, 1978, p. 245.

(133) Eugen Weber, "Nationalism, Socialism, and National-Socialism in France", *French Historical Studies*, vol. 2, # 3, (Spring 1962), pp. 287-288.

(134) "On est parti camper dans la forêt. On porte des culottes courtes, des vestes salies par l'herbe boueuse, et les totems du scoutisme. On revient à la ville, avec la tente, les bâtons, le fanion, les compagnons et les chants de marche. On est heureux", Pol Vandromme, *Robert Brasillach. L'homme et l'œuvre*, Paris, Plon, 1956, p. 226.

trente (le nazisme, le mouvement rexiste belge, la phalange espagnole, etc.) comme des mouvements antimodernistes et utopiques. Pour lui, l'admiration que leur voue Brasillach nous permet de le classer "...squarely within the framework of revolutionary antimodernist ideology"(135). Brasillach revendique par ailleurs, pendant les années trente, la qualité d'anarchiste, mais dans son acception antimoderne, à la Max Stirner. Il se voit comme un rebelle intellectuel travaillant dans le sens d'une révolution qui verra "...the victory of the individual --conceived as a unique, creative, feeling animal ---over the insensitive, unimaginative, and manipulated plebs who threatened to engulf Europe with their mediocrity and their material aspirations in the name of progress and modernization"(136). Cet élitisme, lié selon Tucker à l'absence de socialisation de Brasillach et à son infantilisme(137), l'amène à rejeter la société de masse du XXe siècle, avec ses tendances organisatrices, sa passion pour la planification et la systématisation, et la règle de la majorité qui semble en être la loi première, au profit du droit de l'individu, de la célébration de l'unique. Sa lecture du fascisme porte donc une coloration particulière.

Pour Brasillach, l'esprit fasciste est essentiellement une forme d'espièglerie, qui se réserve le droit à l'ironie face au sérieux habituel de la politique et du monde suffocant de la bourgeoisie(138). Il est

(135) William R. Tucker, The Fascist Ego: A Political Biography of Robert Brasillach, Berkeley, U. of California Press, 1975, p. 4.

(136) Idem.

(137) Ibid., pp. 17, 20-21.

(138) Ibid., pp. 125-126.

aussi une poésie en action, qui imprime à la politique un nouveau style, plus soucieux d'image que de substance, mais qui demande à ses adeptes des sacrifices au lieu de leur faire des promesses(139). Il est enfin essentiellement une forme de joie inconnue du monde bourgeois, l'exaltation des prouesses du jeune rebelle qui refuse les turpitudes du monde moderne et la solennité compassée de l'"Establishment":

"Car l'extravagance des adversaires du fascisme se trouve avant tout dans cette méconnaissance totale de la joie fasciste. Joie qu'on peut critiquer, joie qu'on peut même déclarer abominable et infernale, si cela vous chante, mais joie. Le jeune fasciste, appuyé sur sa race et sur sa nation, fier de son corps vigoureux, de son esprit lucide, méprisant les biens épais de ce monde, le jeune fasciste dans son camp, au milieu des camarades de la paix qui peuvent être les camarades de la guerre, le jeune fasciste qui chante, qui marche, qui travaille, qui rêve, il est tout d'abord un être joyeux. Le comitard radical, le maigre conspirateur judéo-socialiste, le consommateur d'apéritifs, de motions et de compromis, peut-il comprendre cette joie? Avant de la juger, il faut d'abord savoir qu'elle existe, et que le sarcasme ne l'entamera pas(140)".

L'attrait éprouvé par Brasillach à l'endroit du fascisme sourd donc de son rejet du monde moderne. Attaché à l'individu, à l'unique, à la poésie, Brasillach ne peut éprouver que mépris pour le siècle de la standardisation, de la rationalisation, de la démocratie parlementaire de masse. En fait, la représentation qu'il se fait du fascisme, dans

(139) Ibid., pp. 100-101.

(140) Robert Brasillach, Les sept couleurs, Paris, Plon, 1939, p. 157. A propos de cette célébration de la joie, W. Tucker écrit: "There is little doubt that the joy he celebrated was a Nietzschean mask for certain anxieties felt for the future of culture in a world dominated by industrial processes and the technicians who preside over them", W. R. Tucker, op. cit., p. 126.

lequel il veut voir une célébration de la jeunesse rebelle à la société et au monde bourgeois, repose sur son rejet absolu de la conception matérialiste de la vie. Contre le monde gris et terne de la bourgeoisie capitaliste, croit-il, seule une révolution fasciste, célébrant la poésie et l'unicité, est digne d'être célébrée. Il voit dans les jeunes fascistes du monde entier, mais particulièrement dans la jeunesse allemande, qui exerce une véritable fascination sur lui, la naissance d'un nouveau monde, qui emportera dans une vague irrésistible le mode de vie bourgeois et matérialiste qui fait le désespoir des hommes. Cette révolution sera bien sûr le fait d'une élite, mais d'une élite admirable par son esprit de sacrifice, son goût de la camaraderie et son esprit de régénération<sup>(141)</sup>. Il exhorte donc la jeunesse française à se prémunir contre les dangers de l'américanisme, notamment par l'achat de produits artisanaux de préférence aux produits industriels, qui serait à la fois un signe d'indépendance face à la grande bourgeoisie et une façon d'empêcher la production de masse de s'attaquer à la fibre morale de la nation. Car, croit-il, la grande industrie repose sur une standardisation des goûts et des comportements aussi bien que des objets manufacturés. Ne voit-il pas dans la société américaine une société où tous ont les mêmes besoins et les mêmes désirs, et où règne l'uniformité des êtres<sup>(142)</sup>? Il écrit d'ailleurs à ce sujet, en 1941, que lui et ses amis identifiaient autour de 1929 les principaux dangers menaçant la civilisation occidentale comme étant "l'américanisme [et] la surproduction", et non "la grève et

(141) *Ibid.*, pp. 114-115.

(142) *Ibid.*, pp. 136-137. Voir aussi Je suis partout, le 1er mai 1937.

la misère"(143). C'est pourquoi il croit qu'une des seules façons d'échapper au cauchemard américain est la sauvegarde de l'artisan, garant d'unicité et de diversité. En somme, il assigne à l'élite fasciste la mission de recréer le type de solidarité humaine existant dans la "Gemeinschaft society". Cette conviction explique sa préférence "...for the small town and the peasant way of life, which were less touched by the disintegration of communal concepts than were the great cities"; elle explique aussi sa confiance dans les vertus d'une nouvelle jeunesse "...alienated from the prevailing values of the Gesellschaft society"(144).

On retrouve donc chez Brasillach, comme chez les personnalistes et chez les grands romanciers individualistes que sont Bernanos et Céline, un rejet non équivoque du monde moderne et de la société de masse. Le matérialisme, la standardisation, l'uniformisation, lui apparaissent comme les caractéristiques ontologiques de cette société qui mène à la disparition de la civilisation telle que les hommes l'ont connue. Dans ce monde, dont l'Amérique est l'archétype menaçant, les hommes perdront toute individualité et toute identité, consommeront des biens standardisés, et seront dépouillés de leurs qualités proprement humaines, qu'il assimile aux qualités de l'enfance, soit l'espièglerie, la joie, la fraîcheur, l'ironie, la camaraderie. Brasillach oppose donc à la société moderne, conçue comme le monde du contrat, de la convention, du plaisir standardisé, de l'envie, de la

(143) Robert Brasillach, Notre avant-guerre, p. 111.

(144) W. R. Tucker, op. cit., p. 145.

consommation, une société harmonique fondée sur l'héroïsme, la concorde, l'amitié gratuite, la spontanéité, la frugalité, l'unicité. Il cherche les germes de cette société dans la jeunesse sportive et musclée de l'Italie et de l'Allemagne, nouvelle élite qui par son sens de la camaraderie et de la joie peut briser le carcan matérialiste et uniformisant qui enserre peu à peu la vieille Europe.

Dans un état d'esprit plus mystique, mais néanmoins parallèle, Alphonse de Châteaubriant a cru découvrir, lui aussi, dans les élites et la jeunesse allemandes, le principe de la régénération des sociétés<sup>(145)</sup>. Pour ce chantre du catholicisme médiéval, le salut de l'Occident passe par le peuple allemand qui a su se débarrasser de l'individualisme et du rationalisme qui sont les grands responsables de la décadence des anciennes sociétés, laquelle tient dans ces quatre processus fatidiques: "le développement monstrueux de la machine, la ruée des masses dans l'arène, l'usure totale des aristocraties historiques, l'effroyable déchristianisation de l'esprit moderne"<sup>(146)</sup>. En cette époque de désarroi et de décadence, toutefois, une nouvelle Allemagne est née, jeune, virile, mystique, énergique, organique et saine, qui a entrepris par la foi et le mysticisme un processus de régénération tandis que la France stagne dans la rationalité, le soupçon et la critique. L'homme national-socialiste est un homme nouveau, mais il est aussi "...l'ancien guerrier, l'ancien moine

<sup>(145)</sup>Alphonse de Châteaubriant, La gerbe des forces (Nouvelle Allemagne), Paris, Grasset, 1937, 356 p.

<sup>(146)</sup>Ibid., p. 32.

ressuscité par la force revenue des vieilles vérités éternelles, vérités qui furent, de tous temps les mères du monde"(147). C'est pourquoi le national-socialisme n'est pas une dictature au sens commun du terme, puisqu'il est "...la dictature des responsables et des meilleurs, (...) une démocratie contrôlée et dirigée par une aristocratie tirée de son sein et qui se renouvelle constamment"(148). Cette aristocratie, c'est celle des Gauleiters qui sont tous "...des hommes jeunes, ardents, ayant des capacités techniques éprouvées, une parfaite intelligence de la situation générale, une très haute conscience morale, une activité débordante, inlassable, une foi magnifique dans les destinées de leurs pays"(149).

Quoique le propos de Châteaubriant ne soit pas, comme celui des personnalistes ou des fascistes, "révolutionnaire", mais bien plutôt pacifiste pour ne pas dire défaitiste (ce qui est un signe des temps, le

---

(147) *ibid.*, p. 160.

(148) *ibid.*, pp. 266-267.

(149) *ibid.*, p. 61.

livre ayant été écrit et publié en 1937)(150), le futur membre du comité central de la L.V.F. s'y révèle essentiellement comme un anti-moderniste. L'objet de son livre est on ne peut plus clair: le membre du Comité France-Allemagne qu'il est remplit une fonction précise, celle d'endormir la méfiance des Français (surtout des gens de droite et des catholiques qui seront vraisemblablement ses lecteurs) face à l'Allemagne, de détacher les Français de leurs alliances avec la Tchécoslovaquie et la Russie à l'est, sous un flot de sentimentalité et de mysticisme où les demi-vérités font cause commune avec la désinformation. Mais il est remarquable que les signes de renouveau qu'il voit dans la jeune Allemagne soient précisément des phénomènes antithétiques à la société de masse. Pour convaincre son lecteur de la profondeur du renouveau allemand et de l'importance de cette mutation pour l'avenir de l'Europe, il s'adresse à sa hantise de la modernité, à son horreur pour la société de masse et les machines. En d'autres

(150) Son livre est d'ailleurs demeuré un classique du genre. Il y écrit notamment: "L'Allemagne ne cherche pas, ne médite pas la guerre avec la France; ou, en d'autres termes, ses projets politiques (...) ne visent en principe aucun objectif qui aurait quelque lien avec les intérêts directs de la France. Ses perspectives, ses voies sont ailleurs. (...) Depuis plusieurs années, par l'évolution d'un esprit toujours en mouvement, Hitler croit à la nécessité d'une entente franco-allemande. (...) Quant à la sincérité de Hitler, (...), cette sincérité, ainsi qu'il le déclare du reste, doit être considérée comme certaine. (...) Les forces contre lesquelles aujourd'hui s'est tournée l'Allemagne sont complètement étrangères à la France, elles sont situées géographiquement du côté opposé à la France. Mais ces forces, politiquement, possèdent la France et veulent se servir d'elle, en la faisant entrer, de gré ou de force, dans le système et l'appareil de guerre dont elles ont besoin contre l'Allemagne", *Ibid.*, pp. 45, 49, 50, 53. Et encore: "Oui, Hitler est bon. Regardez-le au milieu des enfants, regardez-le penché sur la tombe de ceux qu'il aimait: il est immensément bon, et, je le répète: BON", *Ibid.*, p. 69.



termes, il fait appel à son sentiment de faire partie d'une élite qui rejette la bassesse et la vulgarité de la société de consommation, qui abhorre l'irruption des masses aussi bien dans la consommation que dans la vie politique. L'élitisme anti-moderniste dépasse ici sa fonction première de simple instrument d'auto-reconnaissance pour devenir un outil idéologique servant les fins du défaitisme de ces gens de la droite qui préfèrent Hitler à Blum.

Le fascisme de Drieu La Rochelle le mènera, comme Brasillach et Châteaubriant, "à la collaboration"(151). Peu de choses pourtant rapprochent ce dandy qui fut compagnon de Breton et d'Aragon au sein du mouvement surréaliste de l'admirateur de Maurras que fut Brasillach ou du mystique que fut Alphonse de Châteaubriant. Sinon leur commune obsession de la décadence. Car le concept de la décadence de la France est au centre de l'"univers intime" de Drieu dès l'après-guerre, à un point tel qu'il apparaît comme le principe explicatif de la société française dès son premier essai, publié en 1922, Mesure de la France(152). Obsédé, Drieu voit des signes de cette décadence partout:

(151) Sur Drieu La Rochelle, voir Pierre Andreu et Frédéric Grover, Drieu La Rochelle, Paris, Hachette, 1979, 587 p., Jean-Louis Saint-Ygnan, Drieu La Rochelle ou l'obsession de la décadence, Paris, Nouvelles Editions latines, 1984, 260 p., Robert Soucy, Fascist Intellectual: Drieu La Rochelle, Berkeley, U. of California Press, 1979, 451 p., et R. Soucy, "Le fascisme de Drieu La Rochelle", Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 66, 17ème année, (avril 1967), pp. 61-84.

(152) Jean-Louis de Saint-Ygnan, op. cit., p. 21.

"La baisse du taux de natalité, l'homosexualité, l'onanisme, la toxicomanie en étaient, selon lui, les preuves les plus éclatantes. Mais, tout aussi débilisant à ses yeux, était ce goût bourgeois du plaisir, du confort et des gains matériels qui caractérisaient la masse de la nation. Tout ceci résultait de l'égoïsme et de l'hédonisme bourgeois, qui constituaient les deux piliers de l'idéologie démo-libérale de la IIIe République."(153)

En fait, la carrière politique de Drieu La Rochelle pourrait être définie comme l'expression d'un moralisme radical voué à la lutte contre la décadence. Il conçoit toutefois cette dernière moins comme un phénomène matériel que comme un phénomène spirituel. Son étalon pour mesurer la décadence de la France n'est pas la santé de son économie ou l'évolution de son potentiel productif, mais la baisse du taux de natalité. Car pour lui, décadence sexuelle et décadence politique sont étroitement liées: "A high national birthrate was a manifestation of moral as well as physical superiority, the mark of a people who were strong, confident and generous; a low birthrate was a sign of impotence, fear, and avarice"(154). Cette hantise de la décadence, présente dans ses romans aussi bien que dans ses essais, appelle une interprétation psychanalytique, puisque Drieu lie la limitation des naissances aussi bien avec le problème de la sécurité nationale qu'avec celui de la virilité personnelle des Français. Il interprète en effet l'histoire de la France à la lumière de la vie sexuelle des Français, et associe sa grandeur passée à leur puissance démographique: "en enfreignant cette loi qui lie la puissance et le nombre, les Français ont commis un crime contre l'humanité, cause des

(153) Robert Soucy, loc. cit., p. 72.

(154) Robert Soucy, op. cit., p. 98.

malheurs qu'elle connaît depuis"(155). En mutilant sa fertilité, la France a aussi perdu sa virilité, et sa conduite s'est-elle féminisée.

Cette décadence, elle est bien sûr visible au plan économique: car l'obsession de la production qui s'est emparée des sociétés contemporaines, aussi bien américaine qu'européenne ou russe, est un facteur de cette décadence parce que les objectifs spirituels lui font défaut. Dans Mesure de la France, par exemple, il dénonce les dictateurs contemporains, communistes ou bourgeois qui, écrit-il, "...se promènent satisfaits dans un univers de camelote qui est le monde moderne où bientôt plus d'une lueur spirituelle ne pénétrera"(156). Andreu, qui fut son ami, écrit que cette vision a quelque chose de "prophétique", puisque Drieu appelle au rassemblement de tous les hommes contre le "grand nivellement", le "grand abrutissement contemporain", pour travailler ensemble à un relèvement spirituel(157). Et en ce sens Drieu, malgré son cynisme et son désespoir profond, s'attaque dès l'immédiat après-guerre à générer un mouvement qui soit plus profond qu'un simple chambardement politique ou même une révolution. Car comme Mounier, il croit à la nécessité d'une nouvelle Renaissance, qui réinstaurera la "primauté du spirituel" dans un monde en train de sombrer sous les attaques répétées du matérialisme. Dans "La métamorphose du capitalisme", qu'il publie en 1928 dans la *Revue européenne*, il décrit le déclin du

(155) Jean-Louis Saint-Ygnan, op. cit., pp. 114-115.

(156) Drieu La Rochelle, in P. Andreu et F. Grover, op. cit., p. 152.

(157) Pierre Andreu et Frédéric Grover, op. cit., pp. 152-153.

capitalisme qui, de système de la libre entreprise où luttait une élite bourgeoise à laquelle il attribue des qualités d'héroïsme, serait devenu un capitalisme fossilisé de monopole géré par une horde de bureaucrates technocratiques. Le vilain de la pièce n'est pas, nous dit R. Soucy, l'égoïsme de classe ou encore l'injustice distributive du système, mais "<the machine> itself, the industrial revolution"(158). Drieu fait dans ce texte une distinction qui a pu semer la confusion dans l'esprit de certains qui ont voulu voir en lui un chantre de la modernité: car il n'y prononce pas, au contraire de Mounier, par exemple, une condamnation sans appel du capitalisme dans son essence. Pour lui, c'est la variante (si l'on peut s'exprimer ainsi) industrielle du capitalisme qui est condamnable, parce qu'elle s'attaque aux valeurs spirituelles sous une avalanche de biens matériels et au moyen d'une organisation inhumaine de la production: il voit même une certaine beauté dans le capitalisme pré-industriel, qu'il dépeint comme anarchiste, compétitif, et viril, et dont il croit que la relative rareté qui y sévit permet l'éclosion des qualités morales de l'homme dans une lutte héroïque pour la survie(159). Ses textes de l'époque portent par ailleurs la célébration de ce qui est "nouveau", "jeune", "moderne" et "viril", ce qui peut laisser croire qu'il est à la recherche de formes nouvelles tant dans l'économie que dans la pensée sociale. Mais en fait, la modernité qu'il célèbre est, pour reprendre la terminologie employée par R. Soucy, une "modernité

(158) Robert Soucy, op. cit., p. 132.

(159) Pierre Drieu La Rochelle, "La métamorphose du capitalisme", La Revue européenne, # 6, (mai 1928), pp. 555-559.

primitive", qui "glorifie un capitalisme utopique et magnifie les aspects retardataires sinon carrément déclinants de l'économie française(160).

En fait, Drieu rejette la majorité des caractéristiques de la société moderne: la consommation, la machine (conçue comme un facteur de surproduction), la ville, le mode de vie bourgeois. Ainsi s'en prend-il, en août 1937 dans *l'Emancipation nationale*, à la machine et à la ville, qu'il accuse de précipiter la déchéance de l'homme:

"La grande pensée du XXe siècle, c'est celle-ci: l'homme s'est aperçu qu'il était en train de mourir et il a voulu se sauver. L'homme s'est aperçu qu'il était en train de mourir dans son corps et qu'il ne pouvait se sauver qu'en sauvant son corps. L'homme, depuis la fin du XVIIIe siècle, a inventé et développé la machine, et autour de la machine il a bâti la grande ville. Récemment, il s'est aperçu que dans la grande ville il s'étiolait,

(160)"Despite all Drieu's talk during the 1920s, about his commitment to the <new> and <young> and <modern>, he remained essentially traditionalist and backward-looking in his economic thought. Not only did he remained loyal to capitalism, but to an eighteenth-century capitalism at that. Rather than identifying himself with the economic wave of the future ---big business, corporate capitalism, and rationalized production ---he extolled the small businessman, the petite bourgeoisie, and the family firm. Rather than siding with what modern economic historians have called the <dynamic sector> of the French economy (big, efficient firms), he backed the <stagnant sector> (small, inefficient firms). No economist, he preferred the legend of petit bourgeois competitiveness to the reality of a more sluggish performance. Besides, he judged the merits of respective capitalisms not by their production figures (indeed, corporate capitalism has sinned by being too efficient and too productive) but by more <spiritual> standards which opposed the <Americanization> as well as the <communisation> of the French economy", R. Soucy, *op. cit.*, p. 136.

il se mourait, il crevait et que la machine l'épuisait."(161)

Car la machine et la ville ont conjugué leurs efforts pour faire de l'homme un automate dont la seule raison d'être est la consommation de biens matériels. L'homme moderne, esclave de la machine, qui mange et boit trop, ne sort plus des villes où son corps et son esprit s'affaiblissent: c'est pourquoi il faut arrêter les machines, émietter les villes et, par-dessus tout, susciter la pratique du sport, nécessité fondamentale à son salut(162). Le fascisme sera donc pour lui avant tout une "restauration des corps":

"La définition la plus profonde du fascisme c'est celle-ci: c'est le mouvement politique qui va le plus franchement, le plus radicalement dans le sens de la grande révolution des mœurs, dans le sens de la restauration du corps ---santé, dignité, plénitude, héroïsme ---dans le sens de la défense de l'homme contre la grande ville et contre la machine. (...). Parce que ce sont les hommes du XX<sup>e</sup> siècle qui ne veulent pas mourir accablés de toutes les maladies qui guettent les sédentaires et les immobiles, avec des muscles débiles et des gros ventres à la terrasse d'un café ou dans l'ombre d'un cinéma. Le peuple italien et le peuple allemand raisonnent comme le font quantité de jeunes hommes et de jeunes femmes chez nous qui se moquent des lits douilletts et de la cuisine soignée et qui s'en vont en quête de sites solitaires, le plus loin possible des villes."(163)

Sa revendication de l'épithète fasciste est donc plus qu'un simple renvoi dos à dos de la droite et de la gauche, la recherche d'un

(161) Pierre Drieu La Rochelle, Chronique politique 1934-1942, Paris, Gallimard, 1943, p. 49.

(162) Voir Jean-Louis Saint-Ygnan, op. cit., pp. 150-151, et Robert Soucy, loc. cit., p. 82.

(163) Pierre Drieu La Rochelle, Chronique politique 1934-1942, pp. 50-51. (Article paru dans *l'Emancipation nationale* du 13 août 1937).

mouvement politique "...qui étant social sache aussi être national, et qui étant national sache aussi être social"(164). C'est une volonté de rupture avec le monde "démocratico-capitaliste" du XX<sup>e</sup> siècle, en d'autres termes avec la société de masse, urbaine et consommatrice, et avec le mode de vie bourgeois. Doriot sera d'ailleurs pour lui avant tout ce "bon athlète qui étire le corps débile de la France et lui insufflé une vigueur nouvelle", le P.P.F., qu'il joindra en 1937, un rassemblement d'"empêcheurs de mourir en rond"(165). Drieu conçoit le fascisme comme une philosophie de la force, de l'héroïsme, comme un anti-hédonisme. C'est en ce sens, et pour que la France se libère du culte américano-communiste de la production qui s'attaque à sa fibre morale et à sa virilité, qu'il prône la désurbanisation, le sport, le retour au capitalisme de libre entreprise, et la diminution du rythme de la production industrielle(166).

C'est aussi le sens du combat que mène pendant les années trente ce garçon "petit, remuant", qui portait "une énorme chevelure hérissée couleur de punch qu'il agitant comme une torche"(167), cette machine à écrire et à fonder des revues qui signe alors Jean-Pierre

(164) Ibid., p. 14. (Article paru dans la *Lutte des Jeunes* du 11 mars 1934).

(165) Ibid., p. 58. (Article paru dans l'*Emancipation nationale* du 27 août 1937).

(166) Voir Robert Soucy, op. cit., p. 234.

(167) Robert Brasillach, Notre avant-guerre, p. 152.

Maxence<sup>(168)</sup>. Dans son Histoire de dix ans, Maxence s'en prend aux "chimères du productivisme", qui ont fait de l'homme "...une abstraction, un numéro, un infinitésimal, un consommateur"<sup>(169)</sup>, et au matérialisme qui en 1930 était en train de tout pervertir:

"Le matérialisme de 1930, c'est plus qu'un phénomène de classe, c'est un phénomène d'époque. Tous l'acceptent. Tous, sous une forme cauteleuse ou offensive, en font leur idéal, leur vie. L'enseignement officiel des écoles primaires et secondaires, la doctrine des <réalistes> le diffusent tout aussi bien que les marxistes."<sup>(170)</sup>

Pour lui, machinisme et capitalisme libéral sont alliés dans une entreprise de subordination de l'homme à la production. Le premier défaut du capitalisme est "...de livrer l'homme, son propre avenir, celui de ses enfants, leurs vies, aux circonstances économiques"<sup>(171)</sup>. Par sa glorification de l'individualisme frénétique, il "se tourne contre l'homme"; "par ses lois organiques et sans frein de libre concurrence, de laisser-faire, il en arrive à subordonner l'homme à la

(168) De son vrai nom Pierre Godmé. Né en 1906, il collabore dès 1925 à l'hebdomadaire la *Gazette française*, et devient bientôt un fidèle de Maritain et d'Henri Massis; il fonde en 1928 les *Cahiers*, et devient rédacteur en chef de la *Revue française* en 1930; en 1933, il s'engage dans la Solidarité française, dont il est en quelque sorte l'intellectuel de service; il assure par la suite le feuilleton littéraire de *Gringoire* tout en enseignant la philosophie au collège de Mortefontaine; collabore pendant l'occupation, et s'exile en Suisse à la Libération.

(169) Jean-Pierre Maxence, Histoire de dix ans: 1927-37, Paris, Gallimard, 1939, p. 89.

(170) *Ibid.*, p. 118.

(171) Jean-Pierre Maxence et al., Demain la France, Paris, Grasset, 1934, p. 197.



machine"(172). La victime par excellence de ce régime, celle par laquelle il se perpétue est le petit bourgeois inconscient d'avant la crise:

"Avec une inconscience que seule explique une sottise formée par soixante ans d'une éducation libérale et démocratique, le petit bourgeois de ce temps-là était satisfait au moment même qu'il était deux fois dépouillé ---par l'omnipotence des trusts et par la loi du régime qu'il vénérât. Il était naïvement bercé par les illusions, les nuées dont ses maîtres usaient pour durer. C'est lui économe qui applaudissait à toutes les folies du crédit; lui qui, familial, considérait comme un progrès toute législation qui affaiblissait, dissolvait la famille; (...); c'est lui qui, héritier de générations terriennes, paysannes, pour lesquelles honneur, liberté, indépendance étaient des mots qui rendaient un son, s'accommodait du règne anonyme de l'argent, se gorgeait d'une ombre de luxe."(173)

Si, en 1930, "seules quelques voix s'élèvent, quelques réactions se dessinent qui dénoncent l'imposture, flairent le mensonge, secouent l'injustice, la folie d'un monde réconcilié dans l'adoration du veau d'or"(174), en 1934 l'"absurdité démagogique" du système du capitalisme libéral est démontrée(175). Devant la mort des vieux systèmes (libéralisme, capitalisme, démocratie parlementaire), la tâche de l'écrivain est de s'employer à refaire un esprit public, à faire

(172)Ibid., p. 221.

(173)Jean-Pierre Maxence, Histoire de dix ans, 1927-37, p. 88.

(174)Ibid., p. 118.

(175)Jean-Pierre Maxence et al., Demain la France, p. 190.

la "révolution spirituelle" dans le but de "rendre à l'âme sa primauté"(176).

Car si Maxence déclare avoir comme but dans cette lutte qu'il mène la destruction du matérialisme et du capitalisme, le combat passe par la politique qu'il s'agit de rajeunir, c'est-à-dire de la renouveler, de "lui rendre un sens humain, un sens spirituel":

"Les vieux partis, les vieilles écoles économiques nous paraissaient mener au même bagne. Marxiste ou capitaliste, marxiste demain, capitaliste hier, bâtarde aujourd'hui, la société selon nous spoliait l'homme de lui-même; en voulant le mobiliser tout entier à des fins productives, elle l'arrachait à son destin d'homme. Les oscillations, de la réaction capitaliste à la conquête marxiste, que les années suivantes devaient manifester, dès lors nous les prévoyions. Mais c'est au terme que nous portions notre regard. Pour nous, il ne s'agissait point de passer d'une tyrannie à une autre, d'un ordre pourri à une révolution pourrie, de la mobilisation, de la caserne capitaliste, à la mobilisation, à la caserne marxiste."(177)

L'ennemi à abattre, c'est la démocratie parlementaire, "régime entre tous faible, incohérent, accessible aux influences de l'étranger", sur

(176) Jean-Pierre Maxence, in Daniel-Rops et al., Le rajeunissement de la politique, Paris, R. A. Corrèa, 1932, pp. 132-133.

(177) Jean-Pierre Maxence, Histoire de dix ans 1927-37, p. 184.

lequel règnent des vieillards comme Briand(178). Dans la France des années trente, croit-il, le régime n'arrive plus à susciter de véritables enthousiasmes: "tout ce qui est vivant, énergique, héroïque dans le peuple français, tout ce qui a seulement le souci d'une dignité ou d'un désintéressement quelconques se trouve tourné contre lui"(179). Dans ce processus, les peuples italien et allemand montrent la voie.

Mais, on le sait, tous ces non-conformistes ne sont pas disposés à suivre la trace des jeunesses allemande et italienne. Si la fascination qu'ont éprouvée Drieu, Maxence, Brasillach et Châteaubriant, pour ne nommer que ceux-là, à l'endroit des régimes héroïques et virils transalpin et d'outre-Rhin les a poussés vers l'acceptation de la défaite de 1940 et la collaboration avec l'occupant, nous croyons bien avoir montré ici que cet itinéraire n'était nullement inévitable, encore moins pré-déterminé. L'adhésion au fascisme, sur

(178) Jean-Pierre Maxence, et al., Demain la France, p. 16. "Briand, c'est la démocratie incarnée, la démocratie avec son goût du succès verbal, son optimisme, sa soif de promesses, d'illusions, d'internationale des mots; la démocratie avec son laisser-aller, son allure débonnaire, volontiers arsouille, sa surenchère, sa vénalité; la démocratie avec ses plaisirs bas, ses joies de pacotille, son oubli; c'est la démocratie vieillie, épuisée, rongée de vermine, la démocratie qui flatte le commun et vénère l'argent, qui parle au peuple dans les meetings et pelote les marquises dans les boudoirs; la démocratie où la grandeur, la force, la lucidité, le génie n'ont qu'une sanction, le vote, qu'une apothéose, les applaudissements. Briand fut le prince qui convenait à une démocratie gâteuse", J.-P. Maxence, Histoire de dix ans 1927-37, pp. 102-103. "La démocratie chérit les vieillards. Ils sont les seuls dont elle n'ait point peur. Leurs mains sont débiles, leurs volontés émoussées, leur lassitude, leurs chaînes rassurent", Ibid., p. 106.

(179) J.-P. Maxence et al., Demain la France, pp. 142-143.

un plan idéologique ou organisationnel, doit cesser d'être perçue comme un choix dont le taux de probabilité peut être déterminé au moyen d'une analyse comparée de la pensée d'un écrivain x avec une supposée "doctrine" fasciste dont l'existence, et surtout la définition font problème. Le fascisme, nous l'avons déjà affirmé plus haut, nous apparaît comme une des modalités de la grande révolte anti-moderne des années 1880 à 1945, dont l'apogée se situe pendant les années trente: c'est-à-dire qu'il ne serait qu'une des pousses ayant crû dans le terreau fertile de la pensée anti-moderne, et ayant réussi à défaire les forces démocratiques dans un certain nombre de pays européens en raison de facteurs spécifiques et conjoncturels. En ce sens, le choix du fascisme par un jeune intellectuel révolté doit être compris comme ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire un choix existentiel, une possibilité, certes séduisante, mais nullement inévitable, fait à partir d'une attitude de rejet de la modernité.

Car, et nous croyons l'avoir démontré ici sans conteste, ces jeunes intellectuels non-conformistes participent tous, à des degrés divers, de la grande révolte anti-moderne qui marque l'histoire de la pensée de la fin du XIXe siècle à 1945. Qu'ils se disent personnalistes, fascistes, nationalistes ou même spiritualistes, ils ont en commun cette hantise de la modernité qu'on peut le mieux définir comme l'irruption des masses dans la vie politique, économique, sociale et même intellectuelle des sociétés occidentales depuis la seconde moitié du XIXe siècle. Les non-conformistes des années trente ont en horreur la forme que prend la civilisation européenne. De cette

mutation, ils donnent une explication idéaliste, la faisant le plus souvent remonter à l'émergence du rationalisme aux XVIIe et XVIIIe siècles. Ce rationalisme exacerbé s'est transmué, à cause de sa rencontre avec le libéralisme et le capitalisme, en un matérialisme vulgaire qui ne laisse plus aucune place à l'esprit. Le XXe siècle, et plus encore l'entre-deux-guerres, où la voie que l'humanité paraît s'approprier à suivre emprunte les sentiers tracés par la société américaine, "standardisée, fordisée et taylorisée", leur semble une abjection insupportable. De cette société qui selon eux rapetisse l'homme en le privant de sa dimension spirituelle, ils haïssent toutes les manifestations, toutes les composantes: l'argent, qui en est le maître et qui transforme l'homme en consommateur; la machine, qui le rive à un boulot abrutissant; la ville, où s'entassent des masses déshumanisées et avilies jusque dans leur chair; le progrès, qui semble se réduire à une accumulation de biens de consommation; le mode de vie "bourgeois", qui fait de l'homme une caricature grotesque de ce qu'il pourrait être en menant une vie où, plein air et sports "virils" tiendraient la première place, tant sur le plan physique que sur le plan moral; et enfin la démocratie parlementaire, règne de la discussion oiseuse et du compromis poisseux, régime où les véritables élites sont écartées au profit de démagogues et d'illusionnistes.

Angoissés par la décadence de la civilisation occidentale et plus particulièrement par celle de la France, dont l'évidence leur semble aveuglante en comparaison de ses voisins allemand et italien, rajeunis et revigorés, ces jeunes intellectuels anti-modernes lancent à leurs

contemporains un cri d'alarme: l'homme se meurt, l'homme est mort. Cette constatation douloureuse, pour ne pas dire insupportable, se fait jour chez-eux à un moment critique. La transformation de l'Europe en une démocratie industrielle de masse (ce qu'ils appellent la "standardisation" ou la "fordisation" de la société) est alors largement amorcée, et en tout cas certainement perceptible, tant au niveau de la structure industrielle, comme en fait foi la multiplication des grandes sociétés, qu'à celui de la pensée économique et politique, ce que les projets de Tardieu et Mercier illustrent parfaitement. La France leur apparaît la victime européenne idéale de ce processus, elle qui a été endormie par la victoire et bercée d'illusions par le pacifisme de Briand et la démocratie des radicaux: elle est pour eux décadente sur les plans politique, militaire et intellectuel, dégénérescence dont l'illustration la plus éclatante est la baisse du taux de natalité. C'est pourquoi elle se révèle incapable d'entreprendre le rétablissement souhaité dont ses voisins lui donnent l'exemple, et glisse à la place vers l'imitation servile du matérialisme américain. La crise, qui frappe le monde occidental dans son ensemble dès le début de 1930, et la France qui avait pu un moment se croire épargnée en 1932, n'est certes pas la cause de l'aversion qu'ils éprouvent à l'égard de la société industrielle, mais elle leur permet de poser en prophètes et de faire entendre leurs voix par-dessus le fracas des machines, ralenties sinon arrêtées. Les appels qu'ils lancent alors sont l'expression d'un désespoir culturel profond face à l'évolution de la société occidentale. A ce moment où le capitalisme semble vaciller, et où un renouvellement politique et économique apparaît possible sinon

inévitables, les jeunes intellectuels français anti-modernes dénoncent la "menace américaine" et la déshumanisation de l'homme par la machine et le mode de vie bourgeois. Considérée dans son ensemble, la littérature qu'ils produisent alors doit être vue comme le sursaut désespéré d'une conception du monde qui perd du terrain en face d'une évolution inexorable, enrayée momentanément. Cette protestation est au fond l'expression d'un élitisme en réaction contre une évolution perçue comme devant réduire tous les hommes à quelques facteurs communs, par le biais de la standardisation des objets de consommation notamment. Ces petits bourgeois en rupture de ban avec la bourgeoisie croient plaider au nom de l'homme et non d'un quelconque groupe social: c'est qu'ils ne perçoivent nullement les servitudes liées à l'appartenance de classe, et croient la société fragmentée en un nombre infini d'individus uniques et dissemblables.

Mais ce serait une erreur que d'attribuer à leurs textes et à leurs engagements une fonction essentiellement politique: susciter par exemple l'ardeur "révolutionnaire" au sein de la jeunesse française. Car leur fonction est avant tout morale: il s'agit pour eux de poser un monde idéal (personnaliste, élitiste ou fasciste, mais antithétique aux horreurs de la modernité), monde auquel on pourra opposer la sordide réalité. Ces textes, ces engagements, ces discours sont une façon de se poser en prophète de la décadence, de forcer la société à prendre acte de leur dissidence. Elite spirituelle perdue dans une société enfoncée jusqu'au cou dans le matérialisme, les jeunes intellectuels non-conformistes que nous avons étudiés invitent leurs contemporains

et les générations futures à enregistrer leur protestation désespérée contre le Moloch, leur purification. Mais il y a plus: cette agitation a aussi pour but de créer une communauté, de permettre aux membres d'une "élite spirituelle" en porte-à-faux avec le monde moderne de se distinguer du commun, de se reconnaître mutuellement. L'écriture et l'engagement politique sont donc à la fois une purification publique par laquelle une élite clairvoyante se lave des fautes du monde moderne, et un moyen pour les élus, ceux qui ont compris, de se reconnaître mutuellement et de se distinguer du troupeau des aveugles.



## CONCLUSION

En mai 1936, la France se donne un gouvernement de Front populaire, semblant de cette façon chercher une issue à la "société bloquée". L'été 1936 apparaît d'ailleurs à une large proportion de la société française comme l'amorce d'un renouveau, d'une transformation fondamentale de la société: le 27 mai, Marceau Pivert, leader de la Gauche révolutionnaire au sein de la SFIO, n'écrit-il pas que "tout est possible"? Le climat détendu des grèves de juin et le côté bon enfant des premières vacances populaires, celles du mois d'août 36, est d'ailleurs le signe que quelque chose a changé pour de bon.

Le Front populaire ne sera pourtant pas une révolution, ni même une période de transition vers la société sans classe. La gauche française s'est longuement interrogée sur les causes de l'"échec" du Front populaire, les communistes y trouvant une occasion de plus de vilipender Léon Blum et les "sociaux-traitres" de la SFIO, responsables selon eux du virage à droite du gouvernement à compter de juillet (éclatement de la Guerre d'Espagne) et plus encore de septembre (dévaluation du franc): pour eux, la "pause" que décrète le gouvernement Blum en février 1937 était en quelque sorte inévitable compte tenu du caractère de classe de celui-ci, des carences

théoriques de la SFIO et du refus des membres de ce parti de s'opposer fondamentalement à la bourgeoisie réactionnaire(1).

En fait, la victoire du Front populaire n'a rien eu du raz-de-marée populaire: on sait que les partis de droite perdirent moins de 1,5% de leurs voix tandis que les partis de gauche en gagnèrent moins de 2%, la seule véritable différence avec les élections de 1932 se situant dans l'effondrement du parti radical joint à la percée significative des communistes(2). L'origine même du regroupement des partis de gauche, impensable avant le 6 février 1934 compte tenu de la haine inexpiable que se vouaient socialistes et communistes, ne plaide pas en faveur de l'interprétation du rassemblement comme un mouvement révolutionnaire: le conservatisme social et économique des radicaux, maillon le plus faible de l'alliance des partis de gauche, avait poussé les communistes à mettre de l'avant un programme modéré susceptible d'opérer le ralliement du plus grand nombre possible de ces indécis qui en dernier ressort feraient pencher la balance lors des élections. En d'autres termes, les radicaux, les socialistes et les communistes n'avaient réussi à former une coalition

(1) Voir Michel Margairaz et Daniel Blumé, "Face à la Crise et au fascisme au temps du Front populaire---1933-1940", in Daniel Blumé et al., Histoire du réformisme en France depuis 1920, Paris, Editions sociales, 1976, pp. 105-175 (t. 1).

(2) Voir Jean Lacouture, Léon Blum, Paris, Seuil, 1977, (Coll.: "Points. Histoire" # H-42), pp. 268-269, Jacques Delperrié de Bayac, Le Front populaire, Paris, Arthème Fayard, 1972, (Coll.: "Marabout université" # MU-413), pp. 191-197, et Georges Lefranc, L'expérience du Front populaire, Paris, P.U.F., 1972, (Coll.: "Dossiers Clio" # DC 40), pp. 13-14.

électorale que sur une base défensive, celle de la lutte contre la supposée menace fasciste, ce qui n'augurait nullement d'une politique révolutionnaire de la part du gouvernement issu de ces élections. D'autant plus que Léon Blum, chef du parti le plus puissant du rassemblement à l'issue des deux tours, abordait l'expérience avec anxiété et dans un état d'esprit plus défensif qu'offensif: intrigué par la nouveauté du problème, il avait inventé, à côté des catégories "exercice" et "prise" du pouvoir, celle d'"occupation", qui correspondait à une situation où le prolétariat serait amené à occuper le pouvoir à titre purement défensif et préventif, dans ce cas pour empêcher le fascisme et ses complices d'envahir la place, ce qui laisse deviner chez lui une attitude plus attentiste que révolutionnaire ou même "préparatoire"(3). Les conditions même de l'avènement du gouvernement n'avaient rien, comme l'ont depuis noté maints spécialistes, de révolutionnaire: Jean-Pierre Azéma et Michel Winock relèvent à ce sujet le caractère limité de la Crise, la faible politisation du peuple français, l'absence de conditions extraordinaires, l'attentisme de la province et plus particulièrement d'un monde rural farouchement attaché à la propriété privée, et finalement l'absence de désir véritable chez les grandes organisations politiques et syndicales de prendre des options révolutionnaires(4).

(3) Voir Gilbert Ziebur, "Léon Blum à la veille de l'exercice du pouvoir", in Léon Blum chef de gouvernement. 1936-1937, Paris, A. Colin, 1967, (Coll.: "Cahiers de la FNSP", # 155), pp. 34-35.

(4) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, La Troisième République (1870-1940), Paris, Calmann-Lévy, 1976 (c. 1970), (Coll.: "Pluriel" # 8330), p. 290.

Formé à la suite des émeutes de la place de la Concorde, le "Rassemblement populaire pour le pain, la paix et la liberté" ne pouvait se transformer en gouvernement de la classe ouvrière. Tout au plus pouvait-il, comme le fit d'ailleurs le gouvernement Blum, corriger un certain nombre d'aberrations dans les conditions de vie et de travail des ouvriers et employés livrés jusque là au bon vouloir d'un patronat dans son ensemble plutôt retardataire. Vu sous cet angle, le Front populaire peut être interprété comme une tentative pour débloquer la société française, mais par des voies sociales plutôt que politiques ou révolutionnaires, en d'autres termes à l'intérieur des cadres politiques et économiques existants: on sait à ce sujet le fétichisme constitutionnel de la SFIO pendant l'entre-deux-guerres, ainsi que sa "timidité" révolutionnaire. Les partisans du Front populaire partagent d'ailleurs grosso modo les orientations suivantes: un rejet des méthodes "conservatrices" de solution de la Crise (à ce titre, les décrets-lois Laval de juillet 1935 donnèrent un coup de pouce appréciable à la formation du rassemblement ainsi qu'à sa victoire électorale); une acceptation tacite du régime, qu'il faut défendre à tout prix contre la menace fasciste, et dont la formule n'apparaît nullement incompatible avec une saine politique de gauche, en autant que celle-ci soit unie (et non pas divisée comme du temps du premier Cartel); enfin, une politique économique qui n'a rien de révolutionnaire ou même de modernisateur, et qui table sur une redistribution de la richesse (par le biais de l'augmentation du pouvoir d'achat des classes laborieuses) pour remettre le système en marche. Pour ces raisons, le Front populaire nous semble devoir, dans la perspective qui est celle

de cette recherche et dans le long terme, être considéré comme une sorte de "fordisme social" doté d'objectifs larges: remettre la machine économique en marche par le moyen de l'augmentation du pouvoir d'achat; dynamiser les rapports de production par l'établissement de nouvelles règles dans les relations de travail, ainsi que par l'amélioration du sort économique des ouvriers et l'intervention de l'Etat dans l'usine; finalement redonner au régime des bases saines en associant les "classes laborieuses" (depuis les ouvriers jusqu'aux membres des classes moyennes) au sein d'une coalition intéressée à son maintien à cause des virtualités sociales et économiques de la démocratie parlementaire.

Echec à court terme, le Front populaire doit toutefois être considéré comme le signal des transformations à venir: dans ce fait qu'on y vit pour la première fois l'Etat français devenir un partenaire majeur au niveau des rapports de production; dans celui que la voie de l'accroissement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière y fut essayée comme moyen de stimuler la production; et dans celui que le parti radical y commença une mutation qui devait l'éloigner de la gauche et mener à son terme son reclassement à droite sous la gouverne de Daladier en 1938-1939. Cette transformation du radicalisme va dans le sens d'un plus grand réalisme, de la valorisation de l'efficacité et de l'autorité de l'Exécutif, et comporte la promesse implicite du sacrifice de certaines convictions traditionnelles du parti pour affermir l'alliance avec la droite contre le danger marxiste: Serge Berstein y voit l'aboutissement de la longue crise qu'a connu le parti

radical depuis 1919, laquelle aurait montré "...l'inadéquation de la tradition de gauche dont il se réclamait et d'une doctrine qui plongeait ses racines dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle à la situation nouvelle de l'entre-deux-guerres"(5). En ce sens, le gouvernement Daladier, qui est un gouvernement de concentration avouée (en font partie notamment Paul Reynaud, Georges Mandel et Auguste Champetier de Ribes)(6), représente une véritable amorce de recentration des partis politiques, les radicaux se portant désormais résolument à la défense des classes moyennes et recherchant ouvertement l'alliance avec les partis de droite modérée(7). Plus, il correspond et contribue à un déclin des partis politiques et du travail parlementaire, qui se vide peu à peu de son contenu positif, au profit d'un exécutif revigoré qui assume l'essentiel de l'activité gouvernementale(8). Il doit donc être considéré comme "...une étape de la mutation engagée par le système politique à la recherche d'un type de gouvernement plus efficace et d'une autorité plus concentrée"(9).

(5) Serge Berstein, Histoire du Parti radical. Vol. II. Crise du radicalisme, Paris, P.F.N.S.P., 1982, pp. 588-590.

(6) Jean-Marie Mayeur, La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940, Paris, Seuil, 1984, (Coll.: "Points. Histoire" # H 73), pp. 360-362.

(7) Serge Berstein, "Le parti radical-socialiste, arbitre du jeu politique français", in R. Rémond et J. Bourdin (dir.), La France et les Français en 1938-1939, Paris, P.F.N.S.P., 1978, pp. 275-306.

(8) Gilles Le Béguec, "L'évolution de la politique gouvernementale et les problèmes institutionnels", in R. Rémond et J. Bourdin (dir.), Edouard Daladier, chef de gouvernement, Paris, P.F.N.S.P., 1977, pp. 67-68.

(9) René Rémond, cité par Patrick Fridenson, "Le patronat français", in R. Rémond et J. Bourdin, La France et les Français en 1938-1939, p. 139.

Mais les circonstances économiques, dans le cas du Front populaire, et l'évolution des relations internationales, dans le cas du gouvernement Daladier, ne permirent pas à ces transformations de porter des fruits immédiats. La Troisième République ne disposait plus du temps ni des conditions nécessaires pour poursuivre ces transformations dont l'expérience du Front populaire avait démontré qu'elles étaient nécessaires, ni celles que la mutation du parti radical, "arbitre du jeu politique français", avait rendues inévitables. La modernisation du système politique français serait amorcée après la défaite de 1940 par "...deux groupes de dissidents également exaspérés par la situation politique, sociale, économique et morale de leur pays", qui proposeraient des réformes qui, malgré leurs différences évidentes, avaient beaucoup de points communs: "les uns comme les autres visaient à une renaissance nationale, à une réconciliation sociale, à une restauration morale, à une économie planifiée et plus juste, à un Etat plus dynamique"(10). Opposés dans leur appréciation de la situation européenne et dans leur évaluation des intérêts de la France, Vichy et la Résistance se rejoignaient néanmoins dans des volontés parallèles, sinon communes, de modernisation de la France et de son système politique.

(10) Richard F. Kuisel, Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle, Paris, Gallimard, 1984 (c. 1981), (Coll.: "Bibliothèque des histoires"), pp. 227-228.

La France d'après 1945 ne pouvait plus être, malgré les ressemblances de forme entre la IV<sup>e</sup> République et la III<sup>e</sup>, la "société bloquée" qui avait exaspéré tant de Français entre 1929 et 1936. Des pages avaient été définitivement tournées: l'intervention de l'Etat dans la vie économique apparaissait désormais comme un phénomène inévitable sinon souhaitable; la modernisation des entreprises et l'augmentation de la production comme des signes de progrès et non plus de crise de civilisation; la standardisation et la taylorisation comme des moyens d'améliorer la productivité, et non plus comme des atteintes à la dimension spirituelle de l'homme. Nous ne voulons pas affirmer ici que ces phénomènes y sont à partir de ce moment universellement acceptés: des oppositions subsistent, les débats continuent, certains clivages demeurent. Mais nous croyons que s'est produite à l'occasion de la seconde guerre mondiale une transformation fondamentale dans la représentation que les gens, et plus spécialement les politiciens, avaient de la nature du combat politique et de la fonction du gouvernement dans une économie industrialisée, et que la modernisation de la France, sa transformation en "société de masse", déjà visible pendant l'entre-deux-guerres, a désormais été acceptée par ses élites politiques et intellectuelles dans leur ensemble. Avec la défaite des forces de l'Axe en 1944-1945, il n'y a pas que la doctrine fasciste qui ait perdu du lustre et des adeptes: le terreau dans lequel elle a crû, soit la pensée anti-moderne, a perdu pour les intellectuels français sa qualité de clé explicative à l'évolution de la société occidentale depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dorénavant, et de façon globale, les élites politiques et



intellectuelles françaises pensent et conceptualisent à l'intérieur de cadres et de catégories qui ne remettent plus en question le caractère "moderne" de la société. L'industrialisation, la standardisation, la démocratie parlementaire ne font plus de leur part, l'objet de condamnations fondamentales et sans appel, et on discute désormais de la part et de la forme que doit prendre l'intervention de l'Etat dans l'économie, non plus de son principe.

Si après 1945, la crise des institutions politiques perdure en quelque sorte, avec la mise en place d'un régime qui ne diffère que très peu de la IIIe République, la crise des représentations politiques ne domine plus le paysage mental des professionnels de la politique: nous voulons en voir pour preuve la relative facilité avec laquelle le général De Gaulle imposa un régime à exécutif fort en 1958. Quant à la crise des représentations intellectuelles face à la modernisation de la société, dont nous avons situé l'apogée pendant les années 1930, elle s'estompe pour devenir le fait d'intellectuels marginaux et de prophètes en mal d'auditoires: les litanies anti-urbaines ou anti-standards changent de sens pour devenir des critiques adressées à certains aspects du développement perçus comme devant être corrigés. Le temps des prophéties est passé.

Pour les Français d'aujourd'hui, la France des années trente est d'ailleurs l'objet d'un oubli généralisé, à part quelques épisodes rocambolesques comme l'affaire Stavisky ou encore les grands moments de l'épopée du Front populaire, généralement présentés d'un

oeil plus nostalgique que critique. Oubliés Tardieu, Mandel, Reynaud, coincés entre Poincaré et Clémenceau d'un côté, et De Gaulle de l'autre; oubliés Drieu, Maxence, Dandieu, Brasillach, Maulnier, dont les livres ne sont plus lus que par des fidèles ou des maniaques. C'est que leur combat, qu'il ait été d'avant-garde ou d'arrière-garde, s'est adressé à des problèmes aujourd'hui relégués à un lointain folklore qui n'est plus guère intelligible.

Les hommes politiques de la IV<sup>e</sup> République, par exemple, n'ont pas accordé à la Constitution de 1947 ce caractère sacré que leurs prédécesseurs de la III<sup>e</sup> avaient accolé à celle de 1875. Les mythes politiques d'après 1945 tiraient d'ailleurs leur origine d'une situation où la volonté de changement l'emportait sur le désir de préservation d'un acquis précieux qui était celui des hommes politiques des années trente. La III<sup>e</sup> République est un régime qui a en quelque sorte refusé de faire face aux problèmes engendrés par la situation nouvelle de l'entre-deux-guerres pour une série de raisons concomitantes. D'abord parce que, comme l'a expliqué Stanley Hoffmann, le système politique de la Troisième République est un jeu dont la fonction est d'empêcher que l'équilibre fondamental de la société ne soit remis en question par l'Etat, ce qui empêche qu'y naissent un exécutif fort et des partis politiques solidement structurés, et que soient définis des objectifs économiques et sociaux clairs. Essentiellement conservateur, le jeu politique en est réduit à une lutte symbolique autour d'enjeux qui après 1918 sont devenus largement mythiques: la laïcité, la défense du franc, la lutte des "petits" contre les "gros". Le

Parlement tourne en quelque sorte à vide, et d'autant plus que les partis politiques n'y remplissent pas leur véritable fonction: ainsi, les droites y sont "honteuses", refusant de s'afficher pour ce qu'elles sont, et incapables d'une action concertée et cohérente parce que divisées sur une foule de problèmes relativement mineurs; quant à la gauche, elle se complaît dans une rhétorique de plus en plus déconnectée, et son action est largement hypothéquée par l'attentisme des socialistes et la mutation du parti radical en véritable parti des classes moyennes derrière une façade de plus en plus fissurée qui le lie néanmoins sentimentalement à la gauche jusqu'en 1937.

Nous avons illustré ce blocage du régime, son incapacité à envisager les problèmes autrement que sous l'angle mythique de la préservation du régime, son conservatisme profond, dans notre second chapitre. Le programme d'outillage national présenté par Tardieu en 1929 nous est apparu comme un signe à la fois du conservatisme et du traditionalisme bornés des partis de droite, qui le rejettent tant à cause de ses aspects sociaux que de son style résolument iconoclaste, et de la fixation de la gauche sur une interprétation anti-interventionniste du rôle de l'Etat, ainsi que de l'association malheureuse que ses membres font entre prospérité économique et bonapartisme: Tardieu périssait et avec lui une des plus sérieuses chances de modernisation du régime, au profit de la préservation de l'équilibre. La tentative de réforme du système électoral pilotée par Georges Mandel à l'automne 1931 illustre un autre aspect de ce blocage: elle démontre l'importance du facteur d'inertie que constitue

le parti radical, axe incontournable du système politique, et fait ressortir le caractère mythique de l'interprétation radicale et socialiste du régime, manifesté dans leur confusion de la forme particulière de celui-ci à un moment donné avec ses principes essentiels. Plus fondamental, le rejet par l'ensemble de la classe politique de la dévaluation comme remède à la Crise symbolise le blocage mental caractéristique des hommes politiques des années trente: obnubilés par l'équilibre budgétaire et la stabilité du franc ou encore confortablement installés dans une interprétation des bouleversements économiques qui leur fait voir la main de la haute-finance internationale partout, et surtout dans les projets de "manipulation" monétaire, ils se révèlent incapables d'envisager une solution efficace et responsable. La question du suffrage féminin constitue quant à elle l'illustration la plus parfaite de l'immobilisme du régime, alors que nombre d'hommes politiques, favorables en théorie à la mesure, se retranchent derrière les modalités de son application pour différer son acceptation, ou encore prônent son adoption en sachant fort bien que le Sénat la rejettera, les radicaux étant encore ici au coeur du problème.

La France des années trente est donc bel et bien une "société bloquée", dotée d'un système politique dont le principe premier est l'immobilisme. La crise que connaît le régime pendant l'année 1934 est d'ailleurs caractéristique de cette situation. On y voit en effet une classe politique aux abois, parfaitement consciente de la croissante impopularité du parlementarisme tel que pratiqué au

Palais-Bourbon, rejeter une réforme constitutionnelle visant à renforcer l'exécutif sous le prétexte que le projet-Doumergue a une saveur bonapartiste (la grande majorité des analystes situent pourtant la carence principale du régime dans la faiblesse de son exécutif). La crise des représentations politiques atteint à ce moment son point critique: échaudés par une émeute dont beaucoup ont cru pendant un moment qu'elle sonnait le glas du régime, la majorité des parlementaires préfèrent pourtant l'attentisme prudent à une vigoureuse action de redressement, et se débarrassent du "sauveur de février" dès qu'ils estiment ne plus avoir à craindre de la rue. L'acharnement que mettent les socialistes et les radicaux à abattre Doumergue illustre largement le blocage complet du régime: leur sacralisation de la constitution de 1875 interdit la réintroduction dans la problématique républicaine du révisionnisme constitutionnel; le lien qu'ils tracent entre la forme du régime et ses potentialités "progressistes" transforme toute tentative de réforme en assaut contre la République elle-même. L'attitude des hommes politiques de droite, qui sont théoriquement favorables au renforcement de l'exécutif mais abandonnent Doumergue dès que celui-ci révèle le sérieux de son projet, n'est pas moins révélatrice.

La classe politique française de l'entre-deux-guerres est donc affligée, du moins croyons-nous l'avoir démontré, d'une crise des représentations qui détermine largement le blocage et l'immobilisme du régime. Le jeu politique, comme l'a si bien dit Stanley Hoffmann, n'y a pour fonction que de préserver l'équilibre de cette société

bloquée. Si ce mode de fonctionnement avait pu convenir à la France relativement étale de la "Belle Epoque", il se révèle de plus en plus inadapté pendant l'entre-deux-guerres, et démontre son inanité de façon criante avec le développement de la crise économique en France à partir de 1932. Et c'est précisément cette sclérose, ce traditionalisme frileux, qui poussent au devant de la scène nombre de jeunes intellectuels angoissés par les symptômes de décadence visibles dans leur pays. Participant d'un courant européen de rejet de la modernité qui date des années 1880, ces jeunes intellectuels sont horrifiés par l'ineptie du jeu parlementaire et par la pusillanimité de la classe politique française devant l'importance de la partie en cours, dans laquelle selon eux se joue le sort de l'homme. Séduits par les processus de "rajeunissement" qui semblent se dérouler au même moment en Italie et en Allemagne, notamment, ces jeunes non-conformistes, qui ne sont et ne seront pas tous des fascistes, s'impatientent devant le caractère rabougri du jeu politique français: c'est à ce point précisément que se trouvent liées la crise des représentations politiques et la crise des représentations intellectuelles qui constituent les deux faces de l'incapacité des élites politiques et intellectuelles françaises à envisager la modernisation de la France, tant dans ses aspects réels que dans ses aspects symboliques.

Le problème central de la France de l'entre-deux-guerres (et celui de cette étude), c'est la question de sa transformation en société industrielle de masse. C'est cette éventualité que ne veulent pas

percevoir les hommes politiques qui préfèrent la poursuite d'un jeu sans signification autre que symbolique aux modifications constitutionnelles et politiques que requiert ce vaste changement. Ces politiciens ne veulent ni d'une politique économique qui associe prospérité et mesures sociales, ni d'une modification du régime électoral qui introduirait un bipartisme à l'anglaise et résoudrait peut-être ainsi la question de la stabilité gouvernementale, ni de mesures économiques idoines à l'âge du capitalisme financier et industriel, ni d'un élargissement du corps électoral qui risquerait de bouleverser l'équilibre politique précaire. Satisfaits d'un jeu politique qui préserve la stabilité derrière les apparences du désordre, et généralement méfiants pour ne pas dire hostiles devant les manifestations de la modernité (urbanisation, concentration industrielle et financière, bouleversement de la hiérarchie sociale, etc.), ils se réfugient dans une interprétation de la République qui leur interdit d'envisager quelque modification que ce soit à ses rites et ses canons. Car ils associent réforme à danger, et redoutent de modifications pourtant bénignes qu'elles n'entraînent une rupture des écluses produisant nécessairement un bouleversement total de la situation. Le cœur de cette crise des représentations (et de la crise du régime pendant l'entre-deux-guerres) est, comme l'a bien vu Serge Bernstein, le parti radical, parti de notables provinciaux dont la sentimentalité de gauche s'accorde de moins en moins avec sa qualité de représentant des classes moyennes en cette époque de bouleversements sociaux et économiques. Le caractère paradoxal de la situation réside dans ce fait que le parti radical est de la sorte à la

fois un facteur de désagrégation du régime, dont il préserve jalousement l'immobilisme, générant ainsi à son endroit un mécontentement croissant, et un facteur de stabilité parce que, représentant la petite bourgeoisie et les classes moyennes, il les empêche de glisser vers les mouvements fascistes comme cela fut le cas en Italie et en Allemagne.

Cette crise des représentations politiques, parce qu'elle paralyse un système politique aux rites de plus en plus inintelligibles, accentue la crise que vivent un certain nombre de jeunes intellectuels face à la mutation de leur société, perçue comme une décadence. Pour ces jeunes, venus de tous les horizons mais plus particulièrement de la droite élitiste et du catholicisme spiritualiste, la France de l'entre-deux-guerres est en effet gravement menacée par deux processus parallèles: son "américanisation", comprise comme l'introduction en France des méthodes américaines de production, assorties du mode de vie axé sur la consommation de biens matériels qui est censé en être le complément logique, et sa "décadence", comprise comme un vieillissement politique et intellectuel, comme une perte irréparable d'énergie vitale, manifeste dans le déclin du taux de natalité. La conjugaison de ces deux phénomènes constitue à leurs yeux une crise de civilisation dont le terme est la disparition de toute dimension spirituelle dans la vie de leur patrie. Nous croyons avoir démontré que ces jeunes participent d'un courant de pensée anti-moderne né vers 1880, que certains auteurs qualifient de "pré-fascisme". Leur pensée reposerait sur un fond d'anti-modernisme



surgi en réaction à la mutation de la société européenne à la fin du XIXe siècle, dont la diffusion aurait été assurée par de grands intellectuels comme Nietzsche, Bergson, Barrès, Péguy, etc. Nous avons voulu en voir la preuve dans le fait que des penseurs aussi différents que Mounier et Drieu La Rochelle, par exemple, ont eu face aux grandes manifestations de la modernité des attitudes dont les correspondances sont très étroites. Nous croyons aussi avoir illustré l'importance très grande de ce rejet du monde moderne dans la pensée de ces jeunes intellectuels en rupture avec leur société.

Les années trente, tant à cause de la crise profonde de l'économie mondiale que de celle du régime, susciteraient donc un bouillonnement de cette pensée culminant dans une sorte de paroxysme autour de l'année 1934. Il ne serait donc pas nécessaire (nous croyons même que cette pratique a eu des effets néfastes quant au développement de l'historiographie sur le sujet), de faire référence au phénomène fasciste pour expliquer le comportement et les actes de ces jeunes intellectuels, sinon comme objet de fascination surgi par la comparaison de la réjuvenation de l'Italie et de l'Allemagne en face de la "décadence" française. En ce sens, nous croyons qu'il est vain de chercher à comprendre l'itinéraire politique d'un intellectuel des années trente en comparant sa "pensée" avec la "doctrine" fasciste, puisque: 1) la découverte de similitudes ne permettrait aucunement de postuler un engagement nécessaire, le choix du fascisme étant un choix existentiel et non "obligé"; 2) le fascisme nous apparaît n'être qu'une des variantes de la pensée anti-moderne pendant l'entre-deux-

guerres, son succès phénoménal étant dû à des circonstances conjoncturelles propres à certains pays et pas nécessairement reproductibles.

Expliqué dans ces termes, notre propos apparaîtra sans doute à la fois ambitieux et modeste. ) Ambitieux parce que nous espérons avoir contribué, par le moyen de cette recherche, à développer une nouvelle conceptualisation de la crise politique et intellectuelle des années trente en France qui permettra, nous le croyons, d'arriver à une meilleure appréhension de la nature de la crise du régime et de l'attrait éprouvé par une certaine partie de la jeunesse intellectuelle pour les doctrines politiques "irrationnelles" et les promesses de régénération contenues dans certains mouvements politiques. Ainsi osons-nous croire que la nouvelle perspective explicative que nous proposons sur la question du fascisme sera une contribution à un recentrement des études historiques menant vers un désengagement d'anciennes stratégies analytiques qui ont désormais épuisé leurs potentialités comme le prouve le cul-de-sac dans lequel nous a entraîné M. Zeev Sternhell. Mais nous sommes aussi conscient des limites et des carences de cette recherche. Au niveau méthodologique, nous savons que nous n'avons rien apporté de bien nouveau, ne participant point au renouveau de l'histoire politique si important aux Etats-Unis depuis plus de vingt ans, et ne contribuant rien qui puisse sortir l'histoire intellectuelle de sa torpeur. Nous savons aussi qu'ayant choisi un sujet d'une (trop?) grande ampleur, nous n'avons pas été en mesure d'effectuer une recherche exhaustive, dans le cas des

textes produits par la génération des intellectuels non-conformistes notamment. Nos explications n'ont pas toujours été aussi fines que nous l'aurions voulu, nos jugements aussi fermes.

Nous croyons néanmoins que les voies du renouveau en histoire intellectuelle et en histoire politique passent entre autres par les voies d'une reconceptualisation des problèmes et d'une analyse perspectiviste des textes et des gestes des acteurs, ce que nous avons tenté de faire ici dans la mesure de nos moyens. La vie politique et intellectuelle dans la France des années trente nous fournissait, nous a-t-il semblé au début de la longue exploration que fut cette recherche, un terrain privilégié pour comprendre mieux les ressorts du comportement politique et les motifs de l'engagement intellectuel. En ce sens, nous n'avons nullement été déçu, car la fréquentation de la faune politique et intellectuelle de cette époque nous a permis de développer des outils conceptuels nouveaux et de mieux saisir les mobiles du comportement humain, si paradoxal et imprévisible par moments. Nous avons cherché à n'être ni dogmatique dans nos explications, ni injuste dans nos jugements. Nous croyons que l'histoire politique et l'histoire intellectuelle n'ont pas dit leur dernier mot, et que de la France des années trente, de larges problèmes restent encore à explorer, dont l'élucidation nous permettra peut-être de mieux comprendre une des périodes les plus troubles et les plus tragiques de l'histoire contemporaine.

## APPENDICES

## APPENDICE A

L'historiographie du fascisme en France depuis les années 1960

Le développement du fascisme en France pendant les années trente n'obéit à aucune loi précise et semble réfractaire à toute catégorisation: son caractère multiforme et sa variété doctrinale ont entraîné une extraordinaire confusion conceptuelle et typologique chez les experts. Le débat avait pourtant semblé résolu pendant les années soixante, avec la publication de l'important ouvrage de René Rémond sur l'histoire de la droite en France depuis 1815<sup>(1)</sup>. Celui-ci, qui faisait de l'affrontement droite-gauche le principe d'intelligibilité de la vie politique française depuis la Restauration et divisait la droite française en trois grandes traditions (l'ultracisme, l'orléanisme et le nationalisme)<sup>(2)</sup>, posait l'impossibilité du fascisme en France. Partant d'une définition du fascisme fondée sur ses éléments constitutifs<sup>(3)</sup>, il le distinguait ensuite de l'orléanisme, attaché au

(1) René Rémond, La droite en France, de la Première Restauration à la Ve République, T. I: 1815-1940, Paris, Aubier-Montaigne, 1968 (c. 1962), 235 p.

(2) Ibid., pp. 21-22.

(3) "Toutes les expériences de fascisme combinent les mêmes ingrédients: sur un fond de patriotisme imité ou meurtri, et d'un état d'esprit <ancien combattant>, fleurissent et s'exaspèrent un anti-parlementarisme à la fois doctrinal et pratique, de principe et de méthode, la dévotion à l'Etat, la passion de l'ordre, le goût de la force, le culte du chef, la dictature du parti et le corporatisme officiel", Ibid., p. 213.

libéralisme parlementaire qu'honnit le fascisme, et de l'ultracisme, dressé contre les principes de 1789 que le fascisme admet dans son existence et son contenu par sa reconnaissance de la souveraineté populaire. "Armé de ces précisions", il posait ensuite la question: "fascisme ou réaction?", à laquelle il répondait par l'affirmation de "l'impossibilité pratique pour un fascisme authentique de s'acclimater en France", faisant ainsi des ligues un épouvantail ayant emprunté le décor du fascisme, mais pas son esprit: "le mouvement des ligues, écrivait-il, n'est que le dernier avatar du vieux fonds bonapartiste, césarien, autoritaire, plébiscitaire, le nationalisme revu au goût du jour et dont les imitateurs n'ont fait que recréer la façade d'un badigeon de fascisme à la romaine"(4). Pour le professeur Rémond, le fascisme ne pouvait pas s'établir en France parce que l'opinion y est "particulièrement réfractaire" à ses prestiges, cette mesure étant imputable à la "sagesse du peuple français", à sa "maturité politique", mais aussi à la stabilité sociale de la France, peu affectée par la guerre et la Crise, et où donc une révolte des déclassés était impensable faute de combattants: "pour une poignée de fascistes, concluait-il, [la droite française] compte une minorité de réactionnaires et une immense majorité de conservateurs"(5).

Pendant près de vingt ans, c'est plus ou moins dans les termes définis par le professeur Rémond qu'allait se poser le problème du fascisme en France. En 1943, déjà, Charles A. Micaud avait soutenu le

(4) Ibid., p. 215. (C'est moi qui souligne-MS).

(5) Ibid., pp. 224-225.

principe d'une distinction nette entre l'extrême droite française et les fascismes italien et allemand, visible selon lui dans le traditionalisme aristocratique et le conservatisme fondamental des anti-démocrates français, ainsi que dans l'émphase mise "...upon individual rather than national self-realization"(6). De même, en 1955, Raoul Girardet définissait le fascisme français comme le prolongement d'un nationalisme de type bonapartiste, en prenant soin toutefois de mettre en lumière une "imprégnation fasciste" de ce nationalisme(7). Jean Plumyène et Raymond Lasierra, dans leur étude systématique des fascismes français, publiée en 1963, utilisaient même comme catégorisation de base le schéma proposé par le professeur Rémond: pour eux aussi, les fascismes français n'étaient, à l'exception du PPF, que des épiphénomènes dont l'origine était "un phénomène étranger à la France"(8). Pour Henri Dubief, les ligues antérieures à 1936 ne représentaient en France "qu'un néo-bonapartisme prisonnier des idéologies du passé, peu soucieux de s'affubler du masque anticapitaliste des fascismes étrangers"(9),

(6) Charles A. Micaud, The French Right and Nazi Germany, 1933-1939: A Study of Public Opinion, New York, Octagon Books, 1972 (c. 1964 et 1943), p. 17.

(7) Raoul Girardet, "Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939", Revue française de science politique, vol. 5, # 3, (juillet-septembre 1955), pp. 529-546.

(8) Jean Plumyène et Raymond Lasierra, Les fascismes français, 1923-1963, Paris, Seuil, 1963, p. 15.

(9) Henri Dubief, op. cit., p. 59. Après l'avènement du Front populaire, toutefois, "un fascisme alors se développa réellement avec une pensée plus ferme et par d'autres voies. Mais aussi toujours le même très simple rêve d'un exécutif fort qui, en supprimant la gauche, abolirait l'alternance au pouvoir et l'angoisse sociale que celle-ci provoquait", idem.

tandis que Jean-Pierre Azéma et Michel Winock voient en elles "...moins une imitation des idées ou de la stratégie mussoliniennes, que la résurgence d'un nationalisme d'extrême droite, violemment anti-parlementaire, que la République avait connu depuis le boulangisme"(10).

Certains historiens remettent néanmoins cette interprétation en question. Ainsi, Edouard Bonnefous, qui, reprenant les termes mêmes de Léon Blum, affirme que dès 1933, "l'opinion française était déjà pénétrée par l'idéologie fasciste", laquelle s'insinue non seulement dans les milieux conservateurs, séduits par les principes d'ordre, de régularité et de discipline visibles en Italie où les trains arrivent à l'heure et en Allemagne où les organisations ouvrières sont mises au pas, mais aussi dans les milieux radicaux et socialistes, tentés par l'idée d'une autorité dictatoriale appliquée à l'ordre économique ou à la révolution(11). Plus sévère est Robert J. Soucy, qui voyait plusieurs faiblesses dans l'analyse de Rémond: d'abord, le fait qu'elle ignorait que plusieurs écrivains fascistes français avaient reconnu leur dette intellectuelle à l'endroit de Sorel, Péguy, Barrès, Proudhon, La Tour du Pin et Maurras, ce qui militait pour la thèse de l'existence de sources

(10) Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, La Troisième République (1870-1940), Paris, Calmann-Lévy, 1976 (c. 1970), (Coll.: "Pluriel" # 8330), pp. 258-259. "Cela dit, il serait léger d'en oublier pour autant le danger réel que les ligues ont fait courir au régime", *ibid.*, p. 259.

(11) Edouard Bonnefous, Histoire politique de la Troisième République. Tome septième. La course vers l'abîme: la fin de la IIIe République (1938-1940), Paris. P.U.F., 1967, pp. 11-12.



françaises du fascisme; et ensuite, que les grandes idées associées au fascisme, soit l'anti-sémitisme, l'antiparlementarisme, l'autoritarisme, le culte du héros et la justification de la violence politique, pouvaient difficilement être classées comme non-françaises(12). Soucy ajoutait que le fascisme et le conservatisme, loin d'être des mouvements antagonistes, s'interpénétraient de façon déconcertante, dans le cas de leurs attitudes face au communisme et à l'URSS notamment(13).

Le débat allait complètement changer de nature à la fin des années 70 avec la publication par l'historien israélien Zeev Sternhell d'une trilogie portant sur l'histoire de l'idéologie fasciste en France de

(12)"Simply because these ideas were rooted in Bonapartism or Boulangerism or some other political heritage makes them no less proto-fascist, for not only were these movements events unto themselves but they sowed the seeds for later movements, and some of these were fascist. If French Fascism was influenced by other fascisms, it also had a national past of its own; consequently, in many instances developments abroad merely served to fortify a set of pre-existing attitudes at home", Robert J. Soucy, "The Nature of Fascism in France", Journal of Contemporary History, vol. 1, # 1, (1966), p. 30.

(13)"The most that can be said is that while French conservatives, to be sure, were not fascists, they often behaved as if they were, and while fascists were not conservatives they often shared many conservative positions", Ibid., p. 36.

1885 à 1940<sup>(14)</sup>. Ce qui fait la nouveauté de l'approche-Sternhell, du moins en ce qui concerne les ouvrages de langue française portant sur la France<sup>(15)</sup>, c'est qu'elle ne porte plus sur les mouvements fascistes, dont il s'agirait, à l'exemple de Rémond ou de Plumyène et Lasierra, de déterminer s'ils sont ou non réellement fascistes à partir d'analyses descriptives comparées, mais sur l'idéologie fasciste dont il s'agit de démontrer l'existence et de montrer la pénétration à la fois dans le monde intellectuel et le monde ouvrier.

Dans "La Droite révolutionnaire...", Sternhell se propose de cerner les origines et la continuité en France, de 1885 à 1914, "d'une tradition de droite fondamentalement opposée au consensus libéral et

(14) Zeev Sternhell, Maurice Barrès et le nationalisme français, Paris, P.F. N.S.P., 1972, (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 182), 395 p., Z. Sternhell, La Droite révolutionnaire: les origines françaises du fascisme, 1885-1914, Paris, Seuil, 1978, (Coll.: "L'Univers historique"), 441 p., Z. Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, Paris, Seuil, 1983, 407 p. Voir aussi Z. Sternhell, "Fascist Ideology", in Walter Laqueur (ed.), Fascism: A Reader's Guide. Analyses, Interpretations, Bibliography, Berkeley, U. of California Press, 1978 (c. 1976), pp. 315-376; Z. Sternhell, "Sur le fascisme et sa variante française", Le Débat, # 32, (nov. 1984), pp. 28-51, et Z. Sternhell, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", Revue française de science politique, vol. 34, # 6, (déc. 1984), pp. 1141-1180.

(15) Car M. Sternhell s'est largement inspiré, bien qu'il soit réticent à reconnaître sa dette intellectuelle, de Ernst Nolte, Three Faces of Fascism. Action Française. Italian Fascism. National Socialism, New York, Mentor Books, 1969 (c. 1963), 699 p., et de Robert J. Soucy, "The Nature of Fascism in France", Journal of Contemporary History, vol. 1, # 1, (1966), pp. 27-55, R. Soucy, Fascism in France: The Case of Maurice Barrès, Berkeley and Los Angeles, U. of California Press, 1972, et R. Soucy, Fascist Intellectual: Drieu La Rochelle, Berkeley, U. of California Press, 1979, 451 p.

démocratique"(16). Cette droite, radicale, et même "révolutionnaire"(17), est un véritable mouvement de masse, doté d'une idéologie spécifique qui unit social et national. Cette nouvelle tradition idéologique apparaît à la fin du XIXe siècle, au moment où la société française devient une société de masse, et où, pour la première fois depuis cinq siècles, la science (par le biais des travaux de Darwin, Bergson, Taine, Le Bon, Pareto, etc.) bat en brèche les principes sur lesquels reposent la société bourgeoise, soit la démocratie libérale, la foi dans le progrès et la croyance dans la rationalité de l'individu(18). Le fascisme n'est donc pas, comme l'ont prétendu Rémond et consorts, un phénomène étranger à la France: au contraire, "la France est le laboratoire où se forgent les synthèses originales du XXe siècle"(19), et cette rencontre du socialisme et du nationalisme dans le rejet du capitalisme et de la démocratie libérale

(16) Z. Sternhell, La Droite révolutionnaire: les origines françaises du fascisme, 1885-1914, p. 9.

(17) "C'est dans ce sens que l'idéologie de la droite radicale est une idéologie révolutionnaire: ses principes ne prônent rien de moins que la destruction du vieil ordre des choses. Dans une société bourgeoise qui pratique la démocratie libérale, une idéologie qui se conçoit comme l'antithèse du libéralisme et de l'individualisme, qui a le culte de la violence et des minorités activistes, est une idéologie révolutionnaire. Même si elle n'entend pas porter atteinte à toutes les vieilles structures économiques, même si elle ne s'attaque qu'au capitalisme et non à la propriété privée et à la notion de profit", ibid., p. 28.

(18) ibid., pp. 17, 22.

(19) "Car c'est là que se livrent les premières batailles qui mettent aux prises le système libéral avec ses adversaires; c'est en France que se fait cette première suture de nationalisme et de radicalisme social que fut le boulangisme; c'est la France qui engendre aussi bien les premiers mouvements de masse de droite que ce premier gauchisme que représentent Hervé ou Lagardelle, gauchisme qui conduira finalement ses adeptes aux portes du fascisme", ibid., p. 24.

s'y est faite avant 1914. Plus, cette rencontre n'est pas qu'idéologique: elle s'incarne véritablement dans un certain nombre de mouvements de masse des grands centres industriels(20) qui adhèrent à cette contestation de l'ordre libéral d'un type nouveau. Parmi ceux-ci, Sternhell analyse la Ligue des Patriotes, l'antisémitisme de gauche, le mouvement des Jaunes, les bouchers de la Villette regroupés derrière le marquis de Morès, et l'Action Française (plus particulièrement le Cercle Proudhon, animé par Georges Valois entre 1911 et 1914). "Le fascisme français se présente ainsi comme un phénomène autonome, possédant ses propres racines et ne devant rien à l'étranger"(21).

Dans "Ni droite ni gauche...", publié en 1983, Sternhell s'attaque à l'entre-deux-guerre français, et plus spécifiquement à "...ce qui constitue l'essentiel du phénomène fasciste, en France comme ailleurs: la conjonction à partir de la droite nationaliste, antilibérale et

(20) "La contre-révolution, (...), ne prend pas nécessairement racine dans la petite bourgeoisie aux prises avec les difficultés du monde moderne, dans l'intelligentsia soucieuse de son statut social ou chez les petits propriétaires, artisans, boutiquiers et agriculteurs; la droite révolutionnaire -(...)- sait aussi trouver un terrain favorable parmi les masses des grands centres industriels. (...). Le prolétariat ne saurait être considéré comme essentiellement rétif à une idéologie à la fois anticapitaliste, antisémite et autoritaire. Sa réceptivité à un complexe idéologique anti-marxiste, mais populiste et socialisant, est fonction de la conjoncture socio-économique, des conditions politiques qui prévalent à un moment donné dans une société donnée, et non point des rapports de production", *Ibid.*, pp. 315-316.

(21) "Si imitation il y a, c'est de la part des Italiens, y compris Mussolini, venus chercher l'inspiration chez les syndicalistes révolutionnaires et les nationalistes français", *Ibid.*, p. 406.

antibourgeois, d'une part, et de la gauche socialiste et socialisante, d'autre part, d'éléments également décidés à briser la démocratie libérale"(22). L'auteur nous y propose d'aller "au-delà des avatars communément acceptés du fascisme en France, le Francisme ou la Solidarité française"(23), pour s'attaquer à la nature de l'idéologie fasciste, tenter d'"appréhender les caractéristiques d'un esprit et d'un tempérament", et de comprendre les structures d'un phénomène politique en observant l'"éprouvette française"(24). Car la France offre, pour l'étude d'un phénomène idéologique comme le fascisme, des conditions particulièrement favorables parce qu'elle fut le lieu des idéologies et des mouvements, et non celui d'un régime. L'imprégnation fasciste y est d'ailleurs profonde, et les milieux touchés très nombreux, ce que démontre l'éclosion de toutes les tendances possibles du fascisme, depuis le planisme inspiré de l'oeuvre d'Henri de Man jusqu'au "fascisme spiritualiste" des jeunes revues se réclamant du personnalisme. La littérature et la pensée fascistes sont d'ailleurs en France d'un "niveau intellectuel tout à fait exceptionnel"(25). L'auteur postule par ailleurs une continuité entre les révoltés socialistes nationaux ou nationaux socialistes des années

(22) Z. Sternhell, Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, p. 10.

(23) "Par ailleurs, dans un livre consacré à l'idéologie, on peut faire l'économie de longs développements sur la pensée de Marcel Bucard ou du commandant Jean-Renaud. Car il n'y a rien dans les idées de ces chefs de bande qui n'ait été dit et répété par un futur membre de l'Académie française comme Thierry Maulnier, un futur ministre comme Marcel Déat, ou un célèbre auteur, un des piliers du libéralisme européen d'après 1945, comme Bertrand de Jouvenel", Idem

(24) Ibid., p. 15.

(25) Ibid., p. 21.

1890 (Barrès, Déroulède, Biétry, etc.), ceux des années 1910 (Sorel, Berth, Lagardelle, etc.), et ceux des années 1930 (Déat, Maulnier, de Jouvenel, Maxence, Dandieu, etc.), dont il voit le fil conducteur dans "la volonté de rupture de l'ordre libéral" et dans la priorité accordée au fait révolutionnaire, c'est-à-dire au renversement de la démocratie libérale, aux dépens de la nature de la révolution à faire<sup>(26)</sup>. La généalogie du fascisme lui apparaît d'ailleurs comme un phénomène de caractère universel, "conséquence d'une crise générale dont les symptômes apparaissent clairement dès la fin du siècle dernier"<sup>(27)</sup>. L'éclosion du fascisme ne doit donc pas être considérée comme une affaire conjoncturelle, mais comme l'aboutissement logique d'un cheminement intellectuel<sup>(28)</sup>. C'est pourquoi l'imprégnation fasciste en France est beaucoup plus profonde et étendue que ce que les historiens reconnaissent généralement: elle est aussi plus large que la liste des futurs collaborateurs. Victimes de cette imprégnation, dans l'esprit de Sternhell: les adeptes de la révision idéaliste du marxisme attirés par un socialisme autoritaire ou par le planisme (De Man, Déat, Marion, etc.), lesquels sont poussés vers le fascisme par leur soif

---

(26) Ibid., pp. 29-30.

(27) Ibid., p. 41.

(28) Ibid., p. 101. En ce sens, "la poussée de la pensée fasciste en France ne peut être mise sur le seul compte de la guerre. Encore moins sur celui des succès de Mussolini en Italie ou de la montée du nazisme en Allemagne. Certes, en France aussi la guerre a joué son rôle infiniment important de catalyseur des conditions psychologiques, économiques et sociales favorables à la mutation de la pensée fasciste en force politique, mais elle n'a pas cet effet de césure, tant au niveau des hommes qu'à celui des idéologies et des mouvements, qu'on se plaît d'ordinaire à lui attribuer", Ibid., p. 15.

d'une révolution "éthique et spirituelle"(29); les personnalistes, et plus particulièrement Mounier et son équipe, qui contribuent à la "...création de cette confusion intellectuelle, tellement caractéristique de l'entre-deux-guerres", et à la "...constitution du climat intellectuel qui rend possible la révolution nationale et qui contribuera à la poussée du fascisme"(30); et enfin, bien sûr, les théoriciens de la Jeune Droite, et plus particulièrement Thierry Maulnier, qui "...appartient à cette catégorie d'intellectuels fascisants

(29) ibid., p. 82. Pour Sternhell, Déat et De Man doivent, contrairement à ce que disent A. Bergounioux et S. Grossmann, être considérés comme fascistes dès le début des années trente: "la révision du marxisme d'Henri de Man, la critique de la social-démocratie de Michels, l'analyse sociologique de Déat, le dégoût que provoquent en eux, dès le moment où ils publient leurs œuvres majeures, et la démocratie libérale et le socialisme démocratique, expliquent aisément aussi bien l'évolution de leur pensée que leur engagement ultérieur. Aussi bien Déat que De Man ne disent rien pendant la guerre qu'ils n'aient écrit et répété tout au long des années 1930", ibid., p. 161. Plus loin, Sternhell ajoute que le planisme tel que compris par De Man et Déat, autoritaire, antiparlementaire, antimatérialiste, "ne pouvait que contribuer à l'imprégnation fasciste", ibid., p. 231 (c'est moi qui souligne-MS).

(30) ibid., p. 303. "Car l'image de la France qui se dégage, en cette fin des années trente, des colonnes d'*Esprit* ne diffère guère de celle qui prévaut dans *Combat*. Les diatribes de Mounier contre la démocratie libérale et contre la société bourgeoise ne se différencient guère de cette énorme littérature qui, partie de Barrès et Sorel, aboutit à Drieu, Maulnier et Brasillach. Précisément, le fait même que des représentants de courants d'idées aux antipodes du fascisme perçoivent les faiblesses de la France et conçoivent ses maux en des termes identiques à ceux des tenants de l'idéologie fasciste rend la pénétration de celle-ci aussi aisée et aussi profonde. Incontestablement, un Mounier fait de la France une même critique qu'un Maulnier ou un Brasillach; il attaque de la même façon son régime politique, ses structures sociales, sa vie intellectuelle et morale; il ressent le même sentiment de décadence, de décrépitude, la même conviction qu'une révolution intellectuelle et morale, politique et sociale, est nécessaire au salut de l'âme française", ibid., p. 239 (c'est moi qui souligne-MS).

qui joue un rôle considérable dans le travail de sape de la démocratie dans la France d'avant-guerre, sans pour autant prendre de responsabilités directes"(31). Conclusion: le fascisme ne doit pas être considéré comme une simple forme de "nationalisme exacerbé", mais comme un "système idéologique complet", comportant une doctrine politique, une éthique et une esthétique, et ne différant guère "des autres grands systèmes idéologiques modernes" par sa capacité à "diriger l'action politique", à "commander des choix concrets" et à "façonner le monde"(32).

Dans un article publié en 1984(33), Sternhell revient sur ces derniers points pour illustrer la "profondeur de la tentation fasciste" chez un grand nombre d'intellectuels "éminemment respectables" des années trente. Son modèle, y affirme-t-il, lui permet de circonscrire, pour l'entre-deux-guerres un "dénominateur commun fasciste": "le refus de l'individualisme, du capitalisme, du libéralisme, du déterminisme marxiste et de sa variante sociale-démocrate, du

(31) Ibid., pp. 264-265. "En ce sens, il n'y a aucune différence entre un Brasillach et un Drieu, d'une part, et les Maulnier, Fabrigues, Massis et autres René Benjamin, d'autre part. C'est bien cela qui importe pour expliquer l'imprégnation fasciste de l'entre-deux-guerres: ses agents ne sont pas seulement des hommes et des mouvements stigmatisés par la collaboration, mais quelques uns des plus éminents intellectuels de la France de la seconde moitié du XXe siècle", Ibid., p. 268 (c'est moi qui souligne-MS).

(32) Ibid., pp. 297-298.

(33) Z. Sternhell, "Sur le fascisme et sa variante française", Le Débat, # 32, (nov. 1984), pp. 28-51.



<désordre> démocratique et de la médiocrité bourgeoise"(34). Peuvent donc être considérés comme fascistes aussi bien Thierry Maulnier que Jean de Fabrègues, Maurice Blanchot, Bertrand de Jouvenel, Marcel Déat, Henri De Man, aussi bien Henri Massis, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc et Emmanuel Mounier que Drieu ou Brasillach! Ces hommes, à la recherche de valeurs nouvelles, sont alors beaucoup plus attirés et impressionnés par le fascisme qu'ils ne l'ont admis par la suite: leur critique du régime ne s'adresse d'ailleurs pas à sa praxis, mais bien à ses principes. En ce sens, Vichy est une conséquence logique de la profondeur de cette imprégnation fasciste: "c'est la présence de ces couronnes extérieures autour du noyau dur de la pensée fasciste qui explique le peu de résistance que rencontre la Révolution nationale"(35). Ailleurs(36), Sternhell s'en prend plus spécifiquement à Emmanuel Mounier dont l'apport a, écrit-il, été appréhendé avec une certaine tendresse par les chercheurs professionnels, ce qui a contribué à en "obscurcir le sens profond"(37). Pour lui, le refus du "désordre établi" affiché par *Esprit*, ainsi que sa dénonciation des principes de la démocratie libérale et de la décadence de la France

(34) Ces intellectuels ont en commun "une conception de l'individu comme un animal social, partie intégrante d'un tout organique", Ibid., pp. 35-36.

(35) "Beaucoup plus nombreux que l'on ne voudrait le dire sont ceux qui accueillent avec bienveillance cette révolution pour toute la nation, une révolution purificatrice, cette chance de sauver la nation en tirant parti de la chute du régime abhorré", Ibid., pp. 47-48.

(36) Z. Sternhell, "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente", Revue française de science politique, vol. 34, # 6, (déc. 1984), pp. 1141-1180.

(37) Ibid., p. 1143.

"...rendent la pensée de Mounier et l'idéologie de la revue *Esprit* tangentes en certains points à l'idéologie fasciste"(38). Mounier se montre même, lors de l'allocution qu'il prononce au congrès tenu à Rome en juin 1935, écrit Sternhell plus loin, "...fasciné par le fascisme"(39). C'est pourquoi il éprouvera un certain soulagement en 1940, quand la destruction de la République bourgeoise lui permettra d'entrevoir la possibilité de construire la société personnaliste; c'est aussi pourquoi il s'engagera en faveur de la Révolution nationale, comparée à une nouvelle Renaissance. En ce sens, les prises de position affichées par Mounier en 1940-1941 s'inscrivent dans une continuité logique avec celles des années trente.

L'interprétation de Sternhell, on l'a vu, procède d'une nouvelle perspective méthodologique; elle remet aussi en question nombre de "vérités reçues" en ce qui concerne l'histoire du fascisme en France par ses propositions novatrices: les origines françaises du fascisme, le caractère révolutionnaire de celui-ci, la continuité entre la révolte des années 1890 et celle des années trente, la profondeur de l'imprégnation fasciste (avec un "noyau dur" et des "couronnes extérieures" entourant celui-ci), l'importance plus grande du cheminement intellectuel que de la conjoncture dans l'éclosion de la synthèse fasciste, etc. Si l'on ajoute à ce renversement complet des perspectives historiographiques le fait que l'auteur manifeste un goût certain du paradoxe et une tendance affirmée à l'iconoclastie, nous

---

(38) *ibid.*, p. 1145

(39) *ibid.*, p. 1153.

avons là tous les ingrédients pour un cocktail explosif. Le tour vigoureux que prendra la critique de ses thèses n'a donc rien pour surprendre.

L'éreintement commence en mai 1983 dans le *Débat*, avec la publication d'un article de l'historien Michel Winock, dont les sympathies pour Mounier et le mouvement Esprit sont bien connues. Après avoir reconnu la qualité de la recherche de Sternhell et sa connaissance remarquable des sources, Winock admet que ce n'est pas sur le terrain professionnel de l'information que l'on pourra chercher querelle à l'historien de Jérusalem. C'est plutôt au plan de la méthode et de l'interprétation qu'il portera le débat. Winock reproche d'abord à Sternhell d'avoir exagéré l'importance des phénomènes qu'il étudie, d'avoir procédé à un effet de grossissement qui lui a fait perdre le sens des proportions<sup>(40)</sup>. Puis d'avoir transformé en cohérence (fixée non seulement dans la structure, mais encore dans la durée) ce qui n'était souvent que confusion, dans une reconstitution *a posteriori*, faite à partir d'éléments épars et hétérogènes<sup>(41)</sup>. Ensuite d'avoir fait "une pure histoire des idées, censée suivre son mouvement propre et conséquent, hors de portée de l'évolution générale et sans relation directe avec les événements", le poids de la Première Guerre mondiale

<sup>(40)</sup> Michel Winock, "Fascisme à la française ou fascisme introuvable?", *Le Débat*, # 25, (mai 1983), p. 39.

<sup>(41)</sup> "A lire Sternhell, on a l'impression que toute pensée, toute publication, tout individu, qui, dans la France des années trente, se refuse aux idées reçues et aux structures héritées, contribue peu ou prou à l'imprégnation du fascisme", *Ibid.*, p. 40.

dans la genèse du fascisme étant beaucoup trop réduit<sup>(42)</sup>. Enfin, d'avoir négligé, d'introduire, dans son interprétation des itinéraires intellectuels, comme celui de Mounier ou de Hervé, leurs prises de position anti-pétainistes à compter de l'été 1941. En somme, d'avoir présenté une vision platonicienne du fascisme qui déplace le "problème central du fascisme: sa conquête du pouvoir et la nature de l'État qu'il installe"<sup>(43)</sup>.

Quelques mois plus tard, Shlomo Sand s'attaque à "Ni droite ni gauche..." dans *Esprit* <sup>(44)</sup>. Il reproche d'abord à Sternhell d'approcher l'idéologie fasciste à la façon d'un politologue, c'est-à-dire par l'utilisation d'une grille analytique, mais sans donner l'exposé de l'ensemble des critères utilisés, ce qui entraîne par moments l'emploi de définitions contradictoires. Le premier chapitre pêche d'ailleurs, selon Sand, par anachronisme, les générations de 1880-1914 et de 1918-1939 y étant confondues "...comme si l'on pouvait traiter d'une idéologie sans recourir à la sociologie"<sup>(45)</sup>, et par légèreté conceptuelle, comme le montre son traitement du darwinisme. Le second chapitre par "syllogisme de la fausse identité"<sup>(46)</sup>, qui consiste à prélever un ou plusieurs aspects d'un ensemble et à s'en

<sup>(42)</sup>*Ibid.*, p. 41.

<sup>(43)</sup>"Car aux origines du fascisme n'est pas le verbe, mais, comme dit Mussolini, <l'action>. L'historien a renversé la perspective; c'est son droit. C'est aussi peut-être son illusion", *Ibid.*, p. 44.

<sup>(44)</sup>Shlomo Sand, "L'idéologie fasciste en France", *Esprit*, # 8-9, (août-sept. 1983), pp. 149-160.

<sup>(45)</sup>*Ibid.*, p. 152.

<sup>(46)</sup>Cf. Joseph Gabel, *Idéologies*, Paris, Anthropos, 1974, pp. 84-90.

servir pour l'identifier à un autre ensemble: ici le cas des socialistes révolutionnaires catalogués comme fascistes pour avoir été antibourgeois et antiparlementaires, avoir prôné une conception révisionniste du marxisme axée sur la dimension psychologique et spirituelle du combat de classe, et avoir valorisé l'action aux dépens de l'intellectualisme(47). Enfin, Sand reproche à Sternhell son traitement cavalier des cas Valois, De Man, Déat, Mounier, et enfin d'entretenir une certaine confusion quant au degré réel de "fascisation" des intellectuels des années trente par l'emploi de l'amalgame et de l'association imprudente, et le recours à des citations tronquées(48).

Plus d'un an après la parution de l'ouvrage "sacrilège", la revue *Vingtième Siècle* se sent même l'obligation de faire le point de la question dans un court encart où elle dissocie la critique de Sternhell de l'indignation - "justifiée" - suscitée naguère par "L'idéologie française" de B.-H. Lévy, et reconnaît le tenir pour un "historien vrai" et un chercheur qui a pris le risque de faire un livre discutable "dans sa hâte d'avancer vers une connaissance renouvelée". Ce qui n'empêche pas Serge Bernstein de souligner qu'en se faisant l'allègre distributeur de l'épithète "fasciste", Sternhell a laissé passer "...l'occasion de dégager la portée réelle des courants qu'il évoque, de les replacer dans leur contexte historique et de poser les véritables problèmes suscités

(47) Shlomo Sand, "L'idéologie fasciste en France", loc. cit., p. 153.

(48) ibid., pp. 156-159.

par le destin du fascisme en France"(49). Pour Berstein, l'ouvrage de Sternhell porte d'abord, une thèse contestable, à l'objet mal défini, où évolue un fascisme "à géométrie variable dont le contenu change à mesure que se modifie l'objet de référence"(50). En plus de partir d'une description purement phénoménologique du fascisme dont les traits sont successivement isolés, ce qui lui permet de procéder à des "approximations historiques", Sternhell est souvent pris en défaut d'esprit critique ou de rigueur méthodologique: ainsi pratique-t-il l'amalgame, le "déterminisme simpliste qui fait qu'un homme politique est en quelque sorte prisonnier de son avenir", et la mise à l'écart délibérée du contexte historique(51). Pour Serge Berstein, qui définit quatre critères "fondamentaux et indissociables" du fascisme(52), la culture politique française est, malgré l'existence en son sein de "germes de fascisme", rigoureusement imperméable à celui-ci, phénomène dont l'explication "...résiderait dans la culture et la tradition politique française"(53). Ainsi, ne resterait de l'adhésion verbale de quelques intellectuels au fascisme "...qu'une manifestation de mode de milieux très marginaux, capables de se tailler un éphémère succès, par brèves poussées, aux périodes de crise aiguë, mais impuissants à oblitérer durablement la profondeur de la culture démocratique en France; un simple vernis qui témoigne de l'ampleur du

(49) Serge Berstein, "La France des années 30 allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell", Vingtième Siècle. Revue d'histoire, #2, (avril 1984), p. 84.

(50) Idem.

(51) Ibid., p. 85.

(52) Ibid., pp. 86-89

(53) Ibid., p. 93.

désarroi des intellectuels, et non cette imprégnation qui aurait fourni au fascisme, en France et à l'étranger, la totalité de ses bases théoriques"(54).

Quant à Philippe Burrin, il s'en prend à la méthode de Sternhell, qu'il définit comme une "analyse structuraliste des textes"(55). Selon lui, la grande faute de ce dernier est de confondre l'idéologie fasciste et la famille des idéologies de rassemblement national, dont le fascisme ne serait qu'une variante extrême. Dans la mesure où ces idéologies montrent des marques de fascisme, certaines n'en portant que le reflet, d'autres en approchant le noyau, "il importe de poser le problème du fascisme en France en termes d'imprégnation différentielle et de chercher à en établir les degrés tout comme à en établir la genèse et le développement"(56), pour éviter de tomber dans le "syndrome de la génération spontanée" à la Sternhell. Ainsi, il est capital de tracer une distinction entre fascisation et fascination, celle-ci reposant sur "...un chevauchement partiel de valeurs, une identification partielle avec le type de société incarné par les fascismes, et au fond de tout, une aspiration totalisante vers une forme de société communautaire", qu'il importe de distinguer de la volonté totalitaire "...de transformation de la nation au service et à des fins de force, de puissance et de domination"(57).

---

(54) *Ibid.*, p. 94.

(55) Philippe Burrin, "La France dans le champ magnétique des fascismes", *Le Débat*, # 32, (nov. 1984), pp. 52-72.

(56) *Ibid.*, p. 53.

(57) *Ibid.*, p. 56.

En fait, il faut reconnaître l'importance et la qualité de la contribution du professeur Sternhell à l'histoire des idées et des idéologies inscrites dans la mouvance de la droite radicale: son étude des oeuvres de Barrès, Sorel et Drumont, notamment, procède de perspectives nouvelles et stimulantes, et place sous un éclairage nouveau la remise en question du rationalisme et de la démocratie libérale qui émerge à la fin du XIXe siècle. J'ajouterai, à l'instar de Michel Winock, que ce n'est certes pas sur le terrain de la connaissance des textes que l'historien Sternhell peut être pris en défaut. Je lui reprocherai plutôt une erreur de perspective, qui l'a amené à placer ce qu'il appelle le "commun dénominateur fasciste" au centre de la pensée des trois générations de "révolutionnaires" de droite qui voient le jour entre 1885 et 1914. Or, si cette interprétation, malgré les exagérations manifestes qu'elle comporte, se défend pour les Barrès, Drumont, Déroulède et consorts, elle devient rigoureusement anachronique et décentrée pour Sorel, Berth et Lagardelle, et plus encore pour Mounier, Maùlnier et Déat. Si elle choque, c'est parce que la méthodologie employée produit des résultats aberrants qui ont certes le mérite de révéler des traits et des liens jusque là celés, mais qui, surtout, amalgame, identifie, lie des pensées et des mouvements dont les caractères communs ne sont pas de nature, mais de conjoncture. La définition d'un "commun dénominateur fasciste" utilisé par la suite comme grille analytique n'enrichit en aucune manière notre connaissance, notre préhension des courants de pensée étudiés: au contraire, le lecteur de "Ni droite ni



gauche..." ressent vite un malaise devant le caractère réductionniste, appauvrissant de l'ouvrage. Car il est clair pour tous ceux qui connaissent un tant soit peu les courants de pensée de l'entre-deux-guerre que Thierry Maulnier, Emmanuel Mounier et Marcel Déat, pour ne nommer que ceux-là, ne peuvent être associés à l'idéologie fasciste qu'au prix d'une réduction de leur pensée qui tient au mieux au goût du paradoxe, au pire à celui de l'étiquetage: leurs itinéraires respectifs pendant la guerre et après celle-ci illustrent d'ailleurs à quel point les divergences l'emportent entre eux sur des convergences qui doivent être interprétées comme fortuites ou conjoncturelles<sup>(58)</sup>. Une histoire des idées ou des idéologies à la Sternhell est certes grisante pour le chercheur et séduisante pour son lecteur, mais la mise à l'écart du contexte, que M. Sternhell ignore superbement dans ses trois ouvrages, entraînera forcément une lecture asymptotique et réductrice des idées étudiées. En 1967, Dieter Wolf mettait déjà les historiens en garde contre une telle pratique: "il sera toujours insuffisant, écrivait-il alors, de vouloir esquisser, partant de quelques faits isolés, une sorte d'histoire des idées fascistes qui, tôt ou tard, s'estompera et planera

(58) Dans son remarquable ouvrage sur le mouvement Esprit, P. de Senarclens écrit d'ailleurs: "Non, assurément, *Esprit* n'est pas une revue fasciste comme certains intellectuels communistes le font croire: carrefour de pensées, havre d'écrivains subtils et sensibles, la Revue dirigée par Mounier ne saurait tolérer la brutalité, la grossièreté et les simplifications fascistes. Les personnalistes ont trop chevillé au coeur la défense des faibles, des opprimés, le goût des dialogues entre métaphysiques, le respect de la liberté et de la responsabilité personnelle, pour s'enticher des trompe-l'oeil spiritualistes des fascismes. En outre, leur tempérament volontiers anarchique ne saurait tolérer le carcan d'un ordre totalitaire fasciste", Pierre de Senarclens, Le mouvement <Esprit> 1932-1941. Essai critique, Lausanne, L'Age d'homme, 1974, p. 98.

dans un espace vide parce qu'ayant stylisé des faits et rapproché de force des choses non comparables, tout en en détachant d'autres, en les faussant, de leur ambiance spécifique"(59). En somme, la perspective idéaliste et désincarnée de M. Sternhell, ainsi que sa méthode, l'amènent à ranger sous le chapiteau de l'"idéologie fasciste" divers intellectuels et mouvements dont nous croyons qu'ils ne sont apparentés que parce qu'ils participent d'une même révolte contre l'individualisme et le matérialisme de la démocratie libérale capitaliste à la française de l'entre-deux-guerres. Et cette révolte tient beaucoup plus à la forme spécifique que prend le développement du capitalisme et à la sclérose du régime, ainsi qu'à une crise générale des représentations que vit la France politique et intellectuelle de cette époque, qu'à une quelconque fascisation de l'intelligentsia. Il y a plus: cette révolte de la jeune droite non-conformiste, qu'il interprète comme étant largement déterminée par la fascination qu'exerce sur elle le noyau dur de l'idéologie fasciste, déjà réalisé en France selon lui avant 1914, est parfaitement explicable au moyen de catégories liées au contexte français et qui sont largement étrangères à ce qu'il appelle l'idéologie fasciste, même en tenant compte de la séduction opérée par les modèles étrangers.

---

(59)Dieter Wolf, op. cit., p. 9.

## APPENDICE B

Les lois constitutionnelles de 1875*Loi du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics*

Article premier. --Le pouvoir législatif s'exerce par deux Assemblées: la Chambre des députés et le Sénat. --La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale. --La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat seront réglés par une loi spéciale.

Article 2. --Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible.

Article 3. --Le président de la République a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres. Il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres; il en surveille et en assure l'exécution. --Il a le droit de faire grâce; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi. --Il dispose de la force armée. --Il nomme à tous les emplois civils et militaires. --Il préside aux solennités nationales; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui. --Chacun des actes du président de la République doit être contresigné par un ministre.

Article 4. --Au fur et à mesure des vacances qui se produiront à partir de la promulgation de la présente loi, le Président de la République nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat, en service ordinaire. --Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne pourront être révoqués que par décret rendu en conseil des ministres. --Les conseillers d'Etat nommés en vertu de la loi du 24 mai 1872 ne pourront, jusqu'à l'expiration de leurs pouvoirs, être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi. --Après la séparation de

l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par une résolution du Sénat.

Article 5. --Le président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat. --En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections dans le délai de trois mois.

Article 6. --Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels. --Le président de la République n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Article 7. --En cas de vacance par décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau président. --Dans l'intervalle, le conseil exécutif est investi du pouvoir exécutif.

Article 8. --Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément, soit sur la demande du président de la République, de déclarer qu'il y a lieu de réviser les lois constitutionnelles. --Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision. --Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale. --Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873, à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur proposition du président de la République.

Article 9. --Le siège du pouvoir exécutif et des deux Chambres est à Versailles.

*Loi du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat*

Article premier. --Le Sénat se compose de trois cents membres: -- Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

Article 2. --Les départements de la Seine et du Nord éliront chacun cinq sénateurs; --Les départements de la Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs; --La Loire-Inférieure, Saône-et-Loire, Ile-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs. --Tous les autres départements, chacun deux sénateurs. --Le territoire de Belfort, les trois départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises éliront chacun un sénateur.

Article 3. --Nul ne peut être sénateur s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Article 4. --Les sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue, et, quand il y a lieu, au scrutin de liste, par un collège réuni au chef-lieu du département ou de la colonie, et composé: 1° des députés; 2° des conseillers généraux; 3° des conseillers d'arrondissement; 4° des délégués élus, un par chaque conseil municipal, parmi les électeurs de la commune. --Dans l'Inde française, les membres du Conseil colonial ou des conseils locaux sont substitués aux conseillers généraux, aux conseillers d'arrondissement et aux délégués des conseils municipaux. --Ils votent au chef-lieu de chaque établissement.

Article 5. --Les sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste, et à la majorité absolue des suffrages.

Article 6. --Les sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers, tous les trois ans. --Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries, contenant chacune un égal nombre de sénateurs. Il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale.

Article 7. --Les sénateurs élus par l'Assemblée sont inamovibles. --En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, il sera, dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même.

Article 8. --Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois. --Toutefois les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle.

Article 9. --Le Sénat peut être constitué en Cour de justice pour juger soit le président de la République, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Article 10. --Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation. --Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour même où l'Assemblée nationale se séparera.

Article 11. --La présente loi ne pourra être promulguée qu'après le vote définitif de la loi sur les pouvoirs publics.

*Loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics*

Article premier. --Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le Président de la République. --Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre. --Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées.

Article 2. --Le président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions, par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre. --Le président peut ajourner les Chambres. Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

Article 3. --Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau président.

--A défaut de convocation, cette réunion aurait lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs. --En cas de décès ou de démission du président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit. --Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la présidence de la République deviendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit.

Article 4. --Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit, sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme Cour de justice; et, dans ce dernier cas, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Article 5. --Les séances du Sénat et celles de la Chambre des députés sont publiques. Néanmoins, chaque Chambre peut se former en Comité secret, sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement. --Elle décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même sujet.

Article 6. --Le président de la République communique avec les Chambres par des messages qui sont lus à la tribune par un ministre. --Les ministres ont leurs entrées dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du président de la République.

Article 7. --Le président de la République promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès de l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente. --Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Article 8. --Le président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent. --Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont

définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle session, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Article 9. --Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres.

Article 10. --Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection; elle peut, seule, recevoir leur démission.

Article 11. --Le Bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante. -- Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose du président, des vice-présidents et secrétaires du Sénat.

Article 12. --Le président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat. --Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat. --Le Sénat peut être constitué en Cour de justice par un décret du président de la République, rendu en conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat contre la sûreté de l'Etat. --Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat peut être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi. --Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

Article 13. --Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Article 14. --Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit. --La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.



---

Lois publiées respectivement dans le Journal officiel des 28 février et  
18 juillet 1875.

## BIBLIOGRAPHIE

## I. Les sources

## A) Sources manuscrites

Paris, Archives nationales

Série AP (archives privées)

74-AP Papiers Paul Reynaud

74-AP-13 Ministre des finances, 1930, problèmes économiques et financiers.

74-AP-14 Ministre des finances, 1930; la dévaluation.

74-AP-18 Presse, 1918-1934.

74-AP-20 Correspondance, 1918-1940.

74-AP-73 "Oeuvres complètes", déclarations, discours politiques, presse, conférences, 1921-1936.

324-AP Papiers André Tardieu

324-AP-3 à 18 Correspondance (classée par ordre alphabétique).

324-AP-28 à 45 Journalisme, articles manuscrits, 1922-1939.

324-AP-46 à 53 Vie parlementaire. Discours, déclarations, notes, vie parlementaire, 1917-1938.

324-AP-54 à 58 Vie ministérielle et discours hors parlement.

324-AP-131 à 133 Correspondance.

Paris, Fondation nationale des Sciences politiques

Archives Edouard Daladier (1-DA-1 à 5)

1-DA-1 1919-1933. Documents généraux.

1-DA-2 Activités d'Edouard Daladier et problèmes économiques de 1930 à janvier 1933.

1-DA-3 Le redressement financier en 1933; le budget.

1-DA-4 Correspondance (1934).

1-DA-5 Après le 6 février 1934; presse et publications.

Archives Emile Roche-Joseph Caillaux (ERJC-5, 6 et 9)

ERJC-5 Presse; articles de Joseph Caillaux.

ERJC-6 Sénat, 1933-1938; débats parlementaires.

ERJC-9 Correspondances échangées entre Joseph Caillaux et Emile Roche de 1927 à 1944.

Archives Léon Blum (1 et 2 BL)

1-BL-8 Interventions à la Chambre.

1-BL-9 Interventions à la Chambre.

1-BL-10 Discours.

1-BL-12 Coupures de presse (1929).

1-BL-17 Coupures de presse (1929).

1-BL-18 Coupures de presse (1931).

1-BL-19 Coupures de presse (1932).

1-BL-20 Coupures de presse (1933).

2-BL-5 Coupures de presse (1934).

2-BL-6 Coupures de presse (1934-1935).

2-BL-7 Coupures de presse (1935).

B) Sources imprimées

## 1) Les quotidiens et les périodiques

## Quotidiens

L'Echo de Paris (novembre 1929 à décembre 1934).

Le Matin (années 1931 et 1934).

L'Oeuvre (novembre 1929 à décembre 1934).

La République (année 1934).

Le Temps (novembre 1929 à décembre 1934).

## Périodiques

Esprit [mensuel] (octobre 1932 à décembre 1935).

Je suis partout [hebdomadaire] (années 1933 à 1935).

Marianne [hebdomadaire] (années 1932 à 1934).

1933 [hebdomadaire] (années 1933 à 1935).

## 2) Les textes d'époque et les mémoires

ANDREU, Pierre. Le rouge et le blanc: 1928-1944. Paris, La Table ronde, 1977. 241 p.

ARON, Raymond. Mémoires. Paris, Julliard, 1983. 778 p.

ARON, Robert et Arnaud DANDIEU. Décadence de la nation française. Paris, Rieder, 1931. 246 p.

ARON, Robert et Arnaud DANDIEU. Le cancer américain. Paris, Rieder, 1931. 247 p.

ARON, Robert et Arnaud DANDIEU. La révolution nécessaire. Paris, Grasset, 1933. 296 p.

ASSOCIATION POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA NATION. Le plan français: la crise, le chômage, la misère... Paris, Heintz Frères, 1936. 156 p.

AYMARD, Camille. Bolchevisme ou fascisme? Français, il faut choisir. Paris, Flammarion, 1925. 296 p.

BARDOUX, Jacques. Le drame français. Refaire l'Etat ou subir la force. Paris, Editions des Portiques, 1934. 256 p.

BARDOUX, Jacques. "La réforme de l'Etat". Revue des Deux mondes, 15 mars 1935. pp. 268-286.

BAYET, Albert. Le radicalisme. Paris, Librairie Valois, 1932. 224 p.

BEAUVOIR, Simone de. La force de l'âge. Paris, Gallimard, 1960. (Coll.: "Folio" # 751-752). 2 vols.

BENDA, Julien. La trahison des clercs. Paris, Grasset, 1927. 307 p.

BENOIST, Charles. Les lois de la politique française. Paris, Fayard, 1928. 319 p.

BENOIST, Charles. La crise de l'Etat moderne. Paris, Petits-fils de Plon et de Nourrit, 1936. 148 p.

BERNANOS, Georges. La Grande Peur des bien-pensants. Edouard Drumont. Paris, Grasset, 1931. 458 p.

BERNANOS, Georges. Nous autres Français. Paris, Gallimard, 1939. 290 p.

BERNANOS, Georges. Essais et écrits de combat. Paris, Gallimard, 1971. 1712 p.

BERTH, Edouard. Les méfaits des intellectuels. Paris, M. Rivière, 1926 (c. 1914). 363 p.

BLUM, Léon. La réforme gouvernementale. Paris, Grasset, 1936. 235 p.

BONNARD, Abel. Le drame du présent. 1. Les modérés. Paris, Grasset, 1936. 331 p.

BORIS, Georges. Servir la République. Textes et témoignages. Paris, Julliard, 1963. 501 p.

BOURGIN, Hubert. L'Ecole normale et la politique, de Jaurès à Léon Blum. Paris, Fayard, 1938. 519 p.

BRASILLACH, Robert. Notre avant-guerre. Une génération dans l'orage. Paris, Plon, 1941. (Coll.: "Le livre de poche" # 3702).

448 p.

BRINON, Fernand de. France-Allemagne, 1918-1934. Paris, Grasset, 1934. 272 p.

CAPITANT, René. La réforme du parlementarisme. Paris, Sirey, 1934. 33 p.

CASSAGNAC, Paul de. Faites une constitution ou faites un chef. Paris, Editions de France, 1933. 298 p.

CELINE, Louis-Ferdinand. Bagatelles pour un massacre. Paris, Denoël, 1937. 381 p.

CELINE, Louis-Ferdinand. L'école des cadavres. Paris, Denoël, 1938. 318 p.

CHATEAUBRIANT, Alphonse de. La gerbe des forces (nouvelle Allemagne). Paris, Grasset, 1937. 356 p.

CHATEAUBRIANT, Alphonse de. Cahiers, 1906-1951. Paris, Grasset, 1955. 351 p.

CHOPINE, Paul. Six ans chez les Croix de Feu. Paris, Gallimard, 1935. 192 p.

COMBELLE, Lucien. Péché d'orgueil. Paris, O. Orban, 1978. 329 p.

CORCOS, Fernand. Catéchisme des partis politiques. Historique, doctrine et programme de tous les groupements politiques en France pour les élections de 1928 et de 1932. Paris, Montaigne, 1927 et 1932. 2 vol.

COUZINET, Paul. La dissolution des assemblées politiques et la démocratie parlementaire. Paris, Giard, 1933. 74 p.

DABIT, Eugène. Journal intime (1928-1936). Paris, Gallimard, 1939. 361 p.

DANIEL-ROPS (pseud. d'Henri Petiot) et al. Le rajeunissement de la politique. Paris, R. A. Corrêa, 1932. 380 p.

DAUDET, Léon. Termites parlementaires. Paris, Editions du Capitole, 1930. 194 p.

DEAT, Marcel, MARQUET, Adrien et Barthélémy MONTAGNON. Néo-socialisme? Ordre, autorité, nation. Paris, Grasset, 1933.

141 p.

DEBU-BRIDEL, Jacques. L'agonie de la Troisième République 1929-1939. Paris, Editions du Bateau ivre, 1948. 525 p.

DELMAS, André. A gauche de la barricade. Chronique syndicale de l'avant-guerre. Paris, L'Hexagone, 1950. 222 p.

DEVEZE, Marius. La crise du parlementarisme. Paris, G. Ficker, 1932. 176 p.

DIMIER, Louis. Vingt ans d'Action française et autres souvenirs. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1926. 362 p.

DORGERES, Henri. Haut les fourches! Paris, Les Oeuvres françaises, 1935. 221 p.

DORIOT, Jacques. La France ne sera pas un pays d'esclaves. Paris, Les Oeuvres françaises, 1936. 158 p.

DORIOT, Jacques. Refaire la France. Paris, Grasset, 1938. 126 p.

DOUMERGUE, Gaston. Discours à la nation française (24 mars-4 octobre 1934). Paris, Denoël et Steele, 1934. 155 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. Avec Doriot. Paris, Gallimard, 1937. 215 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. Doriot ou la vie d'un ouvrier français. Saint-Denis, Les Editions populaires françaises, 1936. 31 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. Chronique politique. 1934-1942. Paris, Gallimard, 1943. 390 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. Socialisme fasciste. Paris, Gallimard, 1934. 248 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. "La métamorphose du capitalisme". La Revue européenne, # 6, (mai 1928). pp. 555-576.

DUBREUIL, Hyacinthe. Standards: le travail américain vu par un ouvrier français. Paris, Grasset, 1929. (Coll.: "Les écrits" # 2). 428 p.

DUBREUIL, Hyacinthe. Nouveaux standards: les sources de la productivité et de la joie. Paris, Grasset, 1931. (Coll.: "Les écrits" # 8). 344 p.

DUHAMEL, Georges. Scènes de la vie future. Paris, Mercure de France, 1930. 248 p.

DUVERGER, Maurice. L'autre côté des choses. Paris, A. Michel, 1977. 232 p.

FABRE-LUCE, Alfred. Le secret de la République. Paris, Grasset, 1938. 240 p.

FIGUERES, Léo. Jeunesse militante (chronique d'un jeune communiste des années 30-50). Paris, Editions sociales, 1971. 301 p.

FISCHER, Jacques. Doumergue et les politiciens. Paris, Editions Le Jour, 1935. 256 p.

FLANDIN, Pierre-Etienne. Politique française. 1919-1940. Paris, Editions Nouvelles, 1947. 466 p.

FREDERIX, Pierre. Etat des forces en France. Paris, Gallimard, 1935. 217 p.

GASCOIN, E. Réforme de l'Etat. Paris, Bossard, 1932. 248 p.

GIDE, André. Journal. 1889-1939. Paris, Gallimard, 1951. (Coll.: "La Pléiade"). 1378 p.

GOY, Jean (rapporteur). Réforme des institutions, réforme électorale et réforme parlementaire (rapport de l'U.N.C., XVI<sup>e</sup> Congrès, juin 1935). Paris, U.N.C., 1935. 62 p.

GROS, Gaston. Ferons-nous la Révolution? Paris, Baudinière, 1933. 251 p.

GUEHENNO, Jean. La foi difficile. Paris, Grasset, 1957. (Coll.: "Les Cahiers verts. Nouvelle série" # 38). 253 p.

GUEHENNO, Jean. Journal d'un homme de quarante ans. Paris, Grasset, 1969 (c. 1934). (Coll.: "Le livre de poche" # 1163). 241 p.

GUERIN, Daniel. Quand le fascisme nous devançait. Souvenirs et leçons de dix ans. 1930-1940. Paris, Rivière, 1955. 231 p.

HENRIOT, Philippe. L'envers du décor au Palais-Bourbon. Paris, Editions des Ambassadeurs, 1934. 26 p.



HENRIOT, Philippe. Le 6 février. Paris, Flammarion, 1934. 247 p.

HERRIOT, Edouard. Impressions d'Amérique. Lyon, M. Audin, 1923. 128 p.

HERRIOT, Edouard. Jadis. II. D'une guerre à l'autre. 1914-1936. Paris, Flammarion, 1952. 651 p.

ISRAEL, Alexandre. La dissolution. pourquoi. comment. Paris, Hachette, 1934. 228 p.

ISRAEL, Alexandre. La dissolution? Voici... Paris, Ferenczi, 1934. 125 p.

JOSEPH-BARTHELEMY. La crise de la démocratie contemporaine. Paris, Sirey, 1931. 228 p.

JOUVENEL, Bertrand de. Après la défaite. Paris, Plon, 1941. 263 p.

JOUVENEL, Bertrand de. La crise du capitalisme américain. Paris, Gallimard, 1933. 345 p.

JOUVENEL, Bertrand de. L'économie dirigée. Le programme de la nouvelle génération. Paris, Librairie Valois, 1928. 195 p.

JOUVENEL, Bertrand de. D'une guerre à l'autre. II. La décomposition de l'Europe libérale (octobre 1925-janvier 1932). Paris, Plon, 1941. 445 p.

JOUVENEL, Bertrand de. Un voyageur dans le siècle. 1903-1945. Paris, Laffont, 1979. 495 p.

JOUVENEL, Robert de. La république des camarades. Paris, Honoré Champion, 1979 (c. 1914). (Coll.: "Ressources"). 272 p.

KAHN, Emile. Au temps de la République. Propos d'un républicain. Paris, Ligue des Droits de l'Homme, 1966. 408 p.

KELSEN, Hans. La démocratie. Sa nature. Sa valeur. Paris, Sirey, 1932. 121 p.

KERILLIS, Henri de et Raymond CARTIER. Faisons le point. Paris, Grasset, 1931. 275 p.

KOESTLER, Arthur. Hiéroglyphes. Paris, Calmann-Levy, 1955.

524 p.

LABARTHE, Emile. Les mœurs politiques et la réforme de l'Etat. Paris, Rivière, 1935. 203 p.

LACRETELLE, Jacques de. L'écrivain public. Paris, Gallimard, 1936. 214 p.

LAFAYE, Gabriel (préfacer). L'action législative de 1932 à 1936. Paris, Secrétariat du Groupe parlementaire de l'Union socialiste et républicaine, s.d. 32 p.

LAUBREAUX, Alain. La terreur rose. Paris, Denoël, 1939. 233 p.

LEBRUN, Albért. Témoignage. Paris, Plon, 1945. 260 p.

LESCAZE, Julien. Corporation et Etat. Paris et Neuchatel, Editions Victor Attinger, 1935. 161 p.

MADARIAGA, Salvador de. Anarchie ou hiérarchie. La crise de la démocratie. Ebauche d'une solution. Paris, Gallimard, 1936 (4ème édition). 221 p.

MANDEL, Georges. Il n'y a qu'un moyen de salut: c'est de gouverner. Paris, Flammarion, 1936. 30 p.

MARITAIN, Jacques. Humanisme intégral: problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté. Paris, F. Aubier, 1936. 334 p.

MARITAIN, Jacques. Du régime temporel et de la liberté. Paris, Desclée de Brouwer, 1933. 268 p.

MARTIN DU GARD, Maurice. Les Mémoires. III (1930-1945). Paris, Grasset, 1978. 331 p.

MAULNIER, Thierry (pseudonyme de Jacques Talagrand). Au-delà du nationalisme. Paris, Gallimard, 1938. 249 p.

MAULNIER, Thierry. La crise est dans l'homme. Paris, A. Redier, 1932. 254 p.

MAULNIER, Thierry. La France, la guerre et la paix. Lyon, Lardanchet, 1942 (c. 1939). 211 p.

MAULNIER, Thierry. Mythes socialistes. Paris, Gallimard, 1936. 253 p.

MAULNIER, Thierry. Violence et conscience. Paris, Gallimard, 1945. 214 p.

MAXENCE, Jean-Pierre (pseudonyme de Pierre Godmé). Histoire de dix ans: 1927-1937. Paris, Gallimard, 1939. 378 p.

MAXENCE, Jean-Pierre, FRANCIS, Robert et Thierry MAULNIER. Demain la France. Paris, Grasset, 1934. 455 p.

MER, Georges. La réforme de l'Etat en action. Paris, Sirey, 1934. 148 p.

MOCH, Jules. Une si longue vie. Paris, Laffont, 1976. 653 p.

MONTMOUSSE-PONSAN. La révision de la constitution. Pour mettre fin à la crise. Paris, Lahure, 1935. 213 p.

MONZIE, Anatole de. Ci-devant. Paris, Flammarion, 1941. 292 p.

MORDACQ, H. (général). Faut-il changer le régime? Paris, A. Michel, 1935. 251 p.

MORGAN, Claude. Les <Don Quichotte> et les autres... Paris, Robert, 1979. (Coll.: "Cité première"). 230 p.

MOUNIER, Emmanuel. Carnets de route. 2. Les certitudes difficiles. Paris, Seuil, 1951. (Coll.: "Esprit. La condition humaine"). 430 p.

MOUNIER, Emmanuel. Manifeste au service du personnalisme. Paris, Aubier-Montaigne, 1936. 242 p.

MOUNIER, Emmanuel. Mounier et sa génération [lettres, carnets et inédits d'E. Mounier, publiés par Paulette Mounier-Leclercq]. Paris, Seuil, 1956. (Coll.: "Esprit. La condition humaine"). 429 p.

MOUNIER, Emmanuel. Oeuvres. Tome I. 1931-1939. Paris, Seuil, 1961. 940 p.

MOUNIER, Emmanuel. Le personnalisme. Paris, P.U.F., 1949. (Coll.: "Que sais-je?" # 395). 136 p.

ORDINAIRE, Maurice. Le vice constitutionnel et la révision. Paris, Nouvelle Librairie française, 1932. 63 p.

ORDINAIRE, Maurice. La révision de la Constitution. Paris, Payot, 1934. 126 p.

PANNETIER, Odette. Quand j'étais Candide. Souvenirs. Paris, Julliard, 1948. 269 p.

PANNETIER, Odette. Toujours Candide. Souvenirs. Paris, Julliard, 1950. 282 p.

PATENOTRE, Raymond. Voulons-nous sortir de la crise? Paris, Plon, 1934. 254 p.

PAUL-BONCOUR, Joseph. Entre deux guerres. souvenirs sur la IIIe République. Paris, Plon, 1945. 3 vol.

PHILIP, André. Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme. Paris, J. Gamber, 1928. 198 p.

PHILIP, André. Le problème ouvrier aux Etats-Unis. Paris, Alcan, 1927. 559p.

PRIVAT, Maurice. Les heures d'André Tardieu et la crise des partis. Paris, Editions des Portiques, 1930. 270 p.

PUCHEU, Pierre. Ma vie. Paris, Amiot-Dumont, 1948. 380 p.

REBATET, Lucien. Les décombres. Paris, Denoël, 1942. 669 p.

\_\_\_\_\_. La réforme parlementaire. Cahiers du redressement français. # 25. Paris, Editions de la S.A.P.E., s.d. 96 p.

\_\_\_\_\_. La réforme administrative. Cahiers du redressement français. # 27. Paris, Editions de la S.A.P.E., 1927. 254 p.

REYNAUD, Paul. Mémoires. \* Venu de ma montagne. Paris, Flammarion, 1960. 509 p.

REYNAUD, Paul. Mémoires. \*\*. Envers et contre tous. 7 mars 1936- 16 juin 1940. Paris, Flammarion, 1968. 515 p.

REYNAUD, Paul. Au coeur de la mêlée. 1930-1945. Paris, Flammarion, 1951. 1077 p.

RICOLFI, Humbert. 1919-1932. Profil de trois législatures. Paris, Tallandier, 1932. 189 p.

ROUGEMONT, Denis de. Journal d'un intellectuel en chômage. Pa-

- ns, A. Michel, 1937. 250 p.
- ROUGEMONT, Denis de. Journal d'une époque ( 1926-1946 ). Paris, Gallimard, 1968. 596 p.
- ROY, Claude. Moi je. Paris, Gallimard, 1978 ( c. 1969 ). ( Coll.: " Folio " # 1066 ). 497 p.
- ROZ, Firmin. L'Amérique nouvelle. Les Etats-Unis et la guerre. Les Etats-Unis et la paix. Paris, Flammarion, 1923. 282 p.
- SIEGFRIED, André. Les Etats-Unis d'aujourd'hui. Paris, A. Colin, 1928. 362p.
- SIEGFRIED, André. Tableau des partis en France. Paris, Grasset, 1930. ( Coll.: " Les écrits " ). 246 p.
- SPERBER, Manès. Ces temps-là. Paris, Calmann-Lévy, 1976-1979. 3 vol.
- SUAREZ, Georges. La grande peur du 6 février au Palais-Bourbon. Paris, Grasset, 1934. ( Coll.: " Les grandes heures " ). 128 p.
- SUAREZ, Georges. Les heures héroïques du Cartel. Paris, Grasset, 1934. 347 p.
- TABOUIS, Geneviève. Vingt ans de " suspense " diplomatique. Paris, Albin Michel, 1958. 408 p.
- TARDIEU, André. L'épreuve du pouvoir. Paris, Flammarion, 1931. 282 p.
- TARDIEU, André. Devant le pays. Paris, Flammarion, 1932. 249 p.
- TARDIEU, André. L'heure de la décision. Paris, Flammarion, 1934. 281 p.
- TARDIEU, André. La réforme de l'Etat. Les idées maitresses de " L'heure de la décision ". Paris, Flammarion, 1934. 142 p.
- TARDIEU, André. Sur la pente. Paris, Flammarion, 1935. 250 + LXX p.
- TARDIEU, André. La révolution à refaire. I. Le souverain captif. Paris, Flammarion, 1936. 282 p.
- THIBAUDET, Albert. Les idées politiques de la France. Paris,

Stock, 1932. 264 p.

THIBAUDET, Albert. La république des professeurs. Paris, Grasset, 1927. (Coll.: "Les écrits"). 264 p.

THIRION, André. Révolutionnaires sans révolution. Paris, Laffont, 1972. 579 p.

VALLAT, Xavier. Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite. 1918-1945. Paris, Les Quatre Fils Aymon, 1957. 308 p.

VARENNE, Francisque. Mon patron. Georges Mandel. Paris, Editions Défense de la France, 1947. 232 p.

VERSINI, Robert. La réforme de l'Etat. Doctrine et faits récents. Paris, Maurice Lavigne, 1937. 199 p.

VIANCE, Georges. Préface à une réforme de l'Etat. Paris, Desclée de Brouwer, 1934. 182 p.

WEISS, Louise. Ce que femme veut. Souvenirs de la Troisième République. Paris, N.R.F., 1946. 332 p.

WELLHOFF, Edmond. Tribuns et hauts-parleurs. Paris, Fasquelle, 1932. 227 p.

## II. Les instruments de travail

\_\_\_\_\_. Chambre des députés. 14<sup>e</sup> Législature. Notices et portraits. 1928. Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1929. 629 p.

\_\_\_\_\_. Chambre des députés. 15<sup>e</sup> Législature. Notices et portraits. 1932. Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1933. 634 p.

\_\_\_\_\_. Dictionnaire biographique français contemporain. Paris, Centre international de Documentation, 1950. 498 p.

\_\_\_\_\_. Guide des papiers des ministres et secrétaires d'Etat. Paris, Archives Nationales, 1984. 282 p.

HUISMAN, Denis ( dir. ). Dictionnaire des philosophes. Paris, P. U. F., 1984. 2 vol.

JOLLY, Jean ( éd. ). Dictionnaire des parlementaires français. Pa-

ris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1960-1972.  
7 vol.

Tables analytiques des annales de la Chambre des députés.  
Quatorzième législature. 1928-1932. Table des matières.  
Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1934. 1305 p.

Tables analytiques de la Chambre des députés. Quatorzième législature. 1928-1932. Table nominative. Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1934. 904 p.

Tables analytiques des annales de la Chambre des députés.  
Quinzième législature. 1932-1936. Table des matières. Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1937. 1232 p.

Tables analytiques de la Chambre des députés. Quinzième législature. 1932-1936. Table nominative. Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1937. 1386 p.

### III. Ouvrages à caractère méthodologique ou historiographique

#### 1. Livrés

ARON, Raymond. Les étapes de la pensée sociologique. Paris, Gallimard, 1967. (Coll.: "Tel" # 8). 663 p.

ARON, Raymond. L'opium des intellectuels. Paris, Calmann-Lévy, 1986 (c. 1955). (Coll.: "Agora" # 13). 356 p.

AUSTIN, J.-L. Quand dire c'est faire. Paris, Seuil, 1970 (c. 1962). (Coll.: "L'ordre philosophique"). 183 p.

BERGER, Peter L. Affrontés à la modernité: réflexions sur la société, la politique, la religion. Paris, Ed. du Centurion, 1980 (c. 1977). (Coll.: "Faire notre histoire"). 271 p.

BERGER, P. L., BERGER, B. AND H. KELLNER. The Homeless Mind. Modernization and Consciousness. New York, Random House, 1973. 258 p.

BOURDE, Guy et Hervé MARTIN. Les écoles historiques. Paris, Seuil, 1983. (Coll.: "Points. Histoire" # H-67). 341 p.

CANETTI, Elias. La conscience des mots. Paris, A. Michel, 1984. 331 p.

CAUSAT, Pierre et al. La linguistique. Paris, Larousse, 1977.

- (Coll.: "Encyclopoche Larousse" # 22). 255 p.
- DEBRAY, Régis. Le pouvoir intellectuel en France. Paris, Ramsay, 1979. 280 p.
- DEBRAY, Régis. Le Scribe. Genèse du politique. Paris, Grasset, 1980. 309 p.
- DE CERTEAU, Michel. L'écriture de l'histoire. Paris, Gallimard, 1975. (Coll.: "Bibliothèque des histoires"). 358 p.
- DUCROT, Oswald. Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique. Paris, Hermann, 1972. 177 p.
- DUVERGER, Maurice. Sociologie politique. Paris, P.U.F., 1968 (c. 1966). (Coll.: "Thémis"). 506 p.
- FISCHER, David H. Historian's Fallacies. Toward a Logic of Historical Thought. New York, Harper and Row, 1970. (Coll.: "Harper Torchbooks" # TB 1545). 338 p.
- FOUCAULT, Michel. L'archéologie du savoir. Paris, Gallimard, 1969. (Coll.: "Bibliothèque des Sciences humaines"). 275 p.
- FOUCAULT, Michel. Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines. Paris, Gallimard, 1966. (Coll.: "Bibliothèque des Sciences humaines"). 400 p.
- GABEL, Joseph. Idéologies. Paris, Anthropos, 1974. 358 p.
- IGGERS, Georg G. New Directions in European Historiography. Middletown (Conn.), Wesleyan U. P., 1975. 229 p.
- KAMMEN, Michael (ed.). The Past Before Us. Contemporary Historical Writing in the United States. Ithaca (N. Y.), Cornell U. P., 1982 (c. 1980). 524 p.
- KAUFMANN, Pierre. L'inconscient du politique. Paris, P.U.F., 1979. 207 p.
- MAINGUENEAU, Dominique. Initiation aux méthodes de l'analyse du discours. Paris, Hachette, 1976. (Coll.: "Hachette Université"). 191 p.
- MARCHAND, F. (coord.). Manuel de linguistique appliquée. Paris, Delagrave, 1975. (Coll.: "Education et pédagogie"). 4 vol.



ORGANSKI, A.F.K. The Stages of Political Development. New York, A.A.Knopf, 1965. 230 p.

ROBIN, Régine. Histoire et linguistique. Paris, A. Colin, 1973. (Coll.: "Linguistique"). 306 p.

TODD, Emmanuel. La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques. Paris, Seuil, 1983. (Coll.: "Empreintes"). 251 p.

TÖNNIES, Ferdinand. Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure. Paris, P.U.F., 1944 (c. 1887). 247 p.

VEYNE, Paul. Comment on écrit l'histoire. Paris, Seuil, 1971.

WISE, Gene. American Historical Explanations. A Strategy for Grounded Inquiry. Minneapolis, U. of Minnesota Press, 1980 (c. 1973). 381 p.

## 2. Articles

BIANCONI, André. "Les instituteurs". Revue française de science politique, vol. IX, # 4, (déc. 1959). pp. 935-950.

BLANCHOT, Maurice. "Les intellectuels en question". Le Débat, # 29, (mars 1984). pp. 3-28.

BODIN, Louis et Jean TOUCHARD. "Les intellectuels dans la société française contemporaine. Définitions, statistiques et problèmes". Revue française de science politique, vol. IX, # 4, (déc. 1959). pp. 835-859.

CHARLOT, Jean et Monica. "Un rassemblement intellectuel: la Ligue des Droits de l'Homme". Revue française de science politique, vol. IX, # 4, (déc. 1959). pp. 995-1028.

DOGAN, Mattej. "Les filières de la carrière politique en France". Revue française de science politique, vol. VIII, # 4, (oct.-déc. 1967). pp. 468-492.

DUCHET, Michèle et Emmanuel LE RÔY LADURIE. "Histoire et littérature. Questions de méthode". XVIIIe siècle, (1973), # 5, pp. 49-58.

GEFFROY, Annie. "Personnes du discours et figures du pouvoir dans L'Ami du Peuple de Leclerc (juillet-septembre 1793)".

Bulletin du Centre d'Analyse du discours, # 5, (1981).  
pp. 105-148.

GUILHAUMOU, Jacques. "La formation d'un mot d'ordre: <Plaçons la terreur à l'ordre du jour> (13 juillet-5 septembre 1793)". Bulletin du Centre d'Analyse du discours, # 5, (1981). pp. 149-196.

LAQUEUR, Walter. "Literature and the Historian". Journal of Contemporary History, vol. 2, # 2, (April, 1967). pp. 5-14.

MALDIDIER, Denise. "Lecture des discours de De Gaulle par six quotidiens parisiens: 13 mai 1958". Langue française, # 9, (février 1971). pp. 34-46.

MALDIDIER, Denise. "Vocabulaire politique de la guerre d'Algérie: analyse linguistique d'après six quotidiens parisiens (nov./déc. 1954)". Cahiers de lexicologie, vol. XV, # 2, (1969). pp. 101-113.

MCCLOSKEY, Herbert. "Conservatism and Personality". American Political Science Review, vol. LII, # 1, (1958). pp. 27-45.

PROST, Antoine. "Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres". Le Mouvement social, # 85, (oct.-déc. 1973). pp. 117-154.

REMOND, René. "Les intellectuels et la politique". Revue française de science politique, vol. IX, # 4, (déc. 1959). pp. 860-880.

ROBIN, Régine. "Langage et idéologies". in G. Guilhaumou et al. Langage et idéologies: le discours comme objet de l'histoire. Paris, Editions ouvrières, 1974. pp. 3-11.

ROBIN, Régine. "Les historiens devant le champ linguistique: nouveau gadget ou constitution de l'objet discursif?" XVIIIe siècle, # 5, (1973). pp. 111-118.

STROMBERG, Roland N. "Some Models Used by Intellectual Historians". American Historical Review, vol. 80, # 3, (June, 1975). pp. 563-573.

VOYENNE, Bernard. "Les journalistes". Revue française de science politique, vol. IX, # 4, (déc. 1959). pp. 901-934.

WINOCK, Michel. "Les intellectuels dans le siècle". Vingtième siècle. Revue d'histoire, # 2, (avril 1984). pp. 3-14.

## IV. Thèses et livres rares

COTTA, Michèle. Le Frontisme et la Flèche de 1934 à 1939. Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1959. 200 p.

GAUDRY, Olivier. Henri de Kérillis. Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1966. 217 p.

GATULLE, Jacques. Du rôle effectif du chef de l'Etat sous la Troisième République. Paris, Thèse de doctorat, 1959. 449 p.

GOLINELLI, Michel. Des Croix de Feu au Parti social français. Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1970. 251 p.

HOLLEMART, Patrice. L'idéologie de l'«Emancipation nationale» 1936-1939. Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1980. 153 p.

JOSSERAN, Henri. Marcel Déat et les néo-socialistes. Des origines du mouvement au Front populaire. Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1968. 188 p.

KUPFERMAN, Alfred. François Coty, journaliste et homme politique. Paris, Thèse de 3e cycle de la Sorbonne, 1965. 2 vol.

MAIZY, H. Les groupes antiparlementaires républicains de droite en France de 1933 à 1939. Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1951. 203 p.

PHILIPPET, Jean. Les Jeunesses patriotes et Pierre Taittinger (1924-1940). Paris, Mémoire de l'Institut d'Etudes politiques, 1967. 274+xvi p.

## V. Travaux postérieurs à 1945

## A) Grandes synthèses

BAUMONT, Maurice. La faillite de la paix (1918-1939). Paris, P.U.F., 1945. (Coll.: "Peuples et civilisations" t. XX). 817 p.

DUBY, Georges (éd.). Histoire de France. Paris, Larousse, 1970-1972. (Coll.: "Encyclopédique in-quarto"). 3 vol.

LESOURD, J.A. et C. GERARD. Histoire économique. XIXe et XXe siècles. Paris, A. Colin, 1963. (Coll.: "U"). 2 vol.

SORLIN, Pierre. La société française. Paris, Arthaud, 1969-1971. (Coll.: "Sociétés contemporaines"). 2 vol.

THIBAUT, Pierre. L'âge des dictatures. 1918-1947. Paris, Larousse, 1971. (Coll.: "Histoire universelle Larousse de poche"). 444 p.

TOUCHARD, Jean et al. Histoire des idées politiques. Paris, P.U.F., 1965 (c. 1959). (Coll.: "Thémis"). 2 vol.

WRIGHT, Gordon. France in Modern Times: 1760 to the Present. Chicago, Rand McNally, 1960. 621 p.

#### B) La France de l'entre-deux-guerres

##### 1. Livres

AGULHON, M. et A. NOUSCHI. La France de 1914 à 1940. Paris, Nathan, 1971. 190 p.

ALBERT, Pierre et al. La presse française de 1871 à 1940. Paris, P.U.F., 1972. (Coll.: "Histoire générale de la presse française", t. III). 687 p.

ANDERSON, Malcolm. Conservative Politics in France. London, Allen & Unwin, 1974. 381 p.

AUBERT, Louis et al. André Tardieu. Paris, Plon, 1957. 213 p.

AZEMA, Jean-Pierre. De Munich à la Libération. 1938-1944. Paris, Seuil, 1979. (Coll.: "Points. Histoire" # H-114). 412 p.

AZEMA, Jean-Pierre et Michel WINOCK. La Troisième République (1870-1940). Paris, Calmann-Lévy, 1976 (c. 1970). (Coll.: "Pluriel" # 8330). 510 p.

BEAU DE LOMENIE, Emmanuel. Les responsabilités des dynasties bourgeoises. T. 4: du Cartel à Hitler. Paris, Denoël, 1963. 556 p.

BERNARD, J.-P. Le parti communiste français et la question littéraire. 1921-1939. Grenoble, P.U.G., 1972. 341 p.

BERNARD, Philippe. La fin d'un monde. 1914-1929. Paris, Seuil,

1975. (Coll.: "Points. Histoire" # H-112). 250 p.

BERSTEIN, Serge. Edouard Herriot ou la République en personne. Paris, P.F.N.S.P., 1985. 327 p.

BERSTEIN, Serge. Histoire du parti radical. Vol. II. Crise du radicalisme. Paris, P.F.N.S.P., 1982. 666 p.

BERSTEIN, Serge. Le 6 février 1934. Paris, Gallimard/Julliard, 1975. (Coll.: "Archives" # 59). 257 p.

BINION, Rudolph. Defeated Leaders: The Political Fate of Caillaux, Jouvenel, and Tardieux. Westport (Conn.), Greenwood Press, 1975 (c. 1960). 425 p.

BLUME, Daniel et al. Histoire du réformisme en France depuis 1920. Paris, Editions Sociales, 1976. (Coll.: "Histoire" # H-12 et H-13). 2 vol.

BODIN, Louis et Jean TOUCHARD. Front populaire: 1936. Paris, A. Colin, 1972. (Coll.: "U2" # 203). 276 p.

BONNEFOUS, Edouard. Histoire politique de la Troisième République. Tome cinquième. La République en danger: des ligues au Front populaire (1930-1936). Paris, P.U.F., 1973 (c. 1962). 482 p.

BONNEFOUS, Edouard. Histoire politique de la Troisième République. Tome sixième. Vers la guerre: du Front populaire à la conférence de Munich (1936-1938). Paris, P.U.F., 1965. 451 p.

BONNEFOUS, Edouard. Histoire politique de la Troisième République. Tome septième. La course vers l'abîme: la fin de la IIIe République (1938-1940). Paris, P.U.F., 1967. 449 p.

BOURDE, Guy. La défaite du Front populaire. Paris, Maspero, 1977. (Coll.: "Bibliothèque socialiste"). 359 p.

BROGAN, D.W. The Development of Modern France. 1870-1939. New York, Harper & Row, 1966 (c. 1940). (Coll.: "Harper Torchbooks"). 2 vol.

CAMPBELL, Peter. French Electoral Systems and Elections. 1789-1957. London, Faber and Faber, 1958. 155 p.

CAUTE, David. Le communisme et les intellectuels français. 1914-

1966. Paris, Gallimard, 1967 (c. 1964). 474 p.
- CHASTENET, Jacques. Histoire de la IIIe République. Déclin et chute. Paris, Hachette, 1962. 633 p.
- CHAVARDES, Maurice. Le 6 février 1934. La République en danger. Paris, Calmann-Levy, 1966. (Coll.: "L'heure H"). 358 p.
- CHAVARDES, Maurice. Une campagne de presse: la droite française et le 6 février 1934. Paris, Flammarion, 1970. (Coll.: "Questions d'histoire" # 19). 119 p.
- COLLINS, Marie et Sylvie WEIL SAYRE (éd.). Les femmes en France. New York, Charles Scribner's Sons, 1974. 331 p.
- COLLOT-GUYER, Marie-Thérèse. La cité personnaliste d'Emmanuel Mounier. Nancy, P.U.N., 1983. 392 p.
- COSTON, Henry (dir.). Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui. Paris, Librairie française, 1960. 620 p.
- COUTROT, Aline. Un courant de la pensée catholique: l'hebdomadaire Sept (mars 1934-août 1937). Paris, Les Editions du Cerf, 1961. (Coll.: "Rencontres" # 61). 334 p.
- DANSETTE, Adrien. Histoire des présidents de la République: de Louis-Napoléon Bonaparte à Georges Pompidou. Paris, Plon, 1981 (c. 1960 et 1953). 430 p.
- DELPERRIE DE BAYAC, Jacques. Histoire du Front populaire. Paris, A. Fayard, 1972. (Coll.: "Les grandes études contemporaines"). 539 p.
- DOMENACH, Jean-Marie. Emmanuel Mounier. Paris, Seuil, 1972. (Coll.: "Microcosme" # 91). 190 p.
- DUBIEF, Henri. Le déclin de la IIIe République. 1929-1938. Paris, Seuil, 1976. (Coll.: "Points. Histoire" # H-113). 250 p.
- DUPEUX, Georges. La société française. 1789-1970. Paris, A. Colin, 1972 (6ème éd.). (Coll.: "U"). 270 p.
- DUPEUX, Georges. Le Front populaire et les élections de 1936. Paris, A. Colin, 1959. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 99). 183 p.
- DUVAL, R. Histoire de la radio en France. Paris, A. Moreau, 1979.

444 p.

DUVERGER, Maurice. La démocratie sans le peuple. Paris, Seuil, 1967. 251 p.

ESTIER, Claude. La gauche hebdomadaire, 1914-1962. Paris, A. Colin, 1962. (Coll.: "Kiosque" # 21). 287 p.

FAUVET, Jacques. Histoire du Parti communiste français. I. De la guerre à la guerre, 1917-1939. Paris, Fayard, 1964. (Coll.: "Les grandes études contemporaines"). 286 p.

FOHLEN, Claude. La France de l'entre-deux-guerres, 1917-1939. Paris, Castermann, 1972 (c. 1966). 226 p.

\_\_\_\_\_. La France et l'Allemagne, 1932-1936. Paris, Editions du CNRS, 1980. 417 p.

GALLO, Max. La cinquième colonne ... et ce fut la défaite de 40. Bruxelles, Editions Complexe, 1984 (c. 1980 et 1970). 259 p.

GIBAUT, François. Céline, 1932-1944: délires et persécutions. Paris, Mercure de France, 1985. 378 p.

GICQUEL, Jean et Lucien SFEZ. Problèmes de la réforme de l'Etat en France depuis 1934. Paris, P.U.F., 1965. 287 p.

GIRARDET, Raoul. La société militaire dans la France contemporaine, 1815-1939. Paris, Plon, 1953. 333 p.

GIRARDET, Raoul. Le nationalisme français, 1871-1914. Anthologie. Paris, Seuil, 1983. (Coll.: "Points. Histoire" # H-68). 275 p.

GIRAULT, J. et al. Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux-guerres. Paris, Editions Sociales, 1977. 347 p.

GOGUEL, François. La politique des partis sous la IIIe République. Paris, Seuil, 1946. (Coll.: "Esprit. La cité prochaine"). 2 vol.

GOGUEL, François et Alfred GROSSER. La politique en France. Paris, A. Colin, 1964 (3ème éd.). (Coll.: "U"). 319 p.

GOMBIN, Richard. Les socialistes et la guerre: la S.F.I.O. et la politique étrangère entre les deux guerres mondiales. Paris, Mouton, 1970. 271 p.

GREENE, Nathanael. Crisis and Decline. The French Socialist Party in the Front Popular Era. Ithaca (N. Y.), Cornell U.P., 1969. 361 p.

GUIRAL, P. et E. TENINE. La société française à travers la littérature. 1914-1970. Paris, A. Colin, 1972. (Coll.: "U2"). 221 p.

HALBECQ, Michel. L'Etat, son autorité, son pouvoir (1880-1962). Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1965. 651 p.

HELLMAN, John. Emmanuel Mounier and the New Catholic Left. 1930-1950. Toronto, U. of Toronto Press, 1981. 357 p.

HOFFMANN, Stanley. Essais sur la France: déclin ou renouveau? Paris, Seuil, 1974. (Coll.: "Esprit. La cité prochaine"). 556 p.

HOFFMANN, Stanley et al. A la recherche de la France. Paris, Seuil, 1963. (Coll.: "Esprit. La cité prochaine"). 460 p.

HUGHES, H. Stuart. The Obstructed Path. French Social Thought in the Years of Desperation. 1930-1960. New York, Harper & Row, 1968 (c. 1966). 305 p.

IRVINE, W.D. French Conservatism in Crisis: The Republican Federation of France in the 1930's. Baton Rouge, Louisiana U.P., 1979. 256 p.

IRVING, Ronald E. M. Christian Democracy in France. London, Allen & Unwin, 1973. 308 p.

JEANNENEY, Jean-Noël. François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir. 1914-1940. Paris, Seuil, 1976. (Coll.: "L'univers historique"). 659 p.

JESSNER, Sabine. Edouard Herriot. Patriarch of the Republic. New York, Haskell House Pub., 1974. 165 p.

JOLL, James (ed.). The Decline of the Third Republic. London, Chatto & Windus, 1959. (Coll.: "St-Anthony's Papers" # 5). 127 p.

KAYSER, Jacques. La presse de province sous la Troisième République. Recueil d'études. Paris, A. Colin, 1958. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 92). 243 p.

KEMP, Tom. The French Economy. 1913-1939. The History of a



Decline. London, Longman, 1972. 183 p.

KRIEDEL, Annie. Aux origines du communisme français, 1914-1920: contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français. Paris, Mouton, 1964. 2 vol.

KUISEL, Richard F. Le capitalisme et l'Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle. Paris, Gallimard, 1984 (c. 1981). (Coll.: "Bibliothèque des histoires"). 476 p.

KUISEL, Richard F. Ernest Mercier: French Technocrat. Berkeley, U. of California Press, 1967. 184 p.

KUPFERMAN, Fred. Laval. Paris, Masson, 1976. (Coll.: "Leur vie"). 182 p.

LACOUTURE, Jean. Léon Blum. Paris, Seuil, 1977. (Coll.: "Points. Histoire" # H-42). 616 p.

LARMOUR, Peter J. The French Radical Party in the 1930's. Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1964. 327 p.

LAVAU, G., GRUNBERG, G. et N. MAYER (dir.). L'univers politique des classes moyennes. Paris, P.F.N.S.P., 1983. 389 p.

LEFRANC, Georges. Histoire du Front populaire, 1934-1938. Paris, Payot, 1974 (c. 1965). 554 p.

LEFRANC, Georges. Le Front populaire (1934-1938). Paris, P.U.F., 1974 (c. 1965). (Coll.: "Que sais-je?" # 1209). 128 p.

LEFRANC, Georges. Le mouvement socialiste sous la Troisième République. T. II: 1920-1940. Paris, Payot, 1977 (c. 1963). (Coll.: "Petite bibliothèque Payot" # 308). 260 p.

LEFRANC, Georges. Juin 36. Paris, Julliard, 1966. (Coll.: "Archives" # 22). 349 p.

\_\_\_\_\_. Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937. Paris, A. Colin, 1967. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 155). 440 p.

LERNER, Henri. La Dépêche, journal de la démocratie. Contribution à l'histoire du radicalisme en France sous la IIIe République. Toulouse, Publications de l'Université Toulouse-Le Mirail, 1978. 2 vol.

LIGOU, Daniel. Histoire du socialisme en France, 1871-1961.

Paris, P.U.F., 1962. 672 p.

LINHART, Robert. Lénine, les paysans, Taylor. Paris, Seuil, 1976.  
(Coll.: "Combats"). 173 p.

LOTTMAN, Herbert R. La Rive gauche. Du Front populaire à la  
guerre froide. Paris, Seuil, 1981. 389 p.

MAIER, Charles S. Recasting Bourgeois Europe: Stabilization in  
France, Germany and Italy in the Decade after World War I.  
Princeton (N. J.), P.U.P., 1975. 650 p.

MALLET, Alfred. Pierre Laval. Paris, Amiot-Dumont, 1954-1955.  
2 vol.

MANEVY, Raymond. La presse de la IIIe République. Paris, Foret,  
1955. 248 p.

MARCUS, John T. French Socialism in the Crisis Years. 1933-  
1936. Fascism and the French Left. New York, Praeger,  
1958. 216 p.

MARQUE, Jean-Noël. Léon Daudet. Paris, Fayard, 1971. 476 p.

MAYEUR, Françoise. <L'Aube>. étude d'un journal d'opinion. 1932-  
1940. Paris, A. Colin, 1966. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P."  
# 144). 236 p.

MAYEUR, Jean-Marie. La vie politique sous la Troisième Républi-  
que. 1870-1940. Paris, Seuil, 1984. (Coll.: "Points. Histo-  
re" # H-73). 445 p.

MEYNAUD, Jean. Les groupes de pression en France. Paris, A. Co-  
lin, 1958. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P.", # 95). 371 p.

MICAUD, Charles-Antoine. The French Right and Nazi Germany.  
1933-1939: A Study of Public Opinion. New York, Octagon  
Books, 1972 (c. 1964 et 1943). 255 p.

MICHEL, Henri. Pétain, Laval, Darlan, trois politiques? Paris,  
Flammarion, 1972. (Coll.: "Questions d'histoire" # 33).  
184 p.

MICHEL, Henri. Les courants de pensée de la Résistance. Paris,  
P.U.F., 1965. 843 p.

MIQUEL, Pierre. Poincaré. Paris, Fayard, 1961. 637 p.

MOIX, Candide. La pensée d'Emmanuel Mounier. Paris, Seuil, 1960. (Coll.: "Esprit"). 348 p.

NERE, Jacques. La IIIe République, 1914-1940. Paris, A. Colin, 1967. (Coll.: "U prisme" # 4). 192 p.

NERE, Jacques. The Foreign Policy of France from 1914-1945. London, Routledge & Kegan, 1975 (c. 1974). 366 p.

NOGUERES, Henri. La vie quotidienne au temps du Front populaire. Paris, Hachette, 1977. (Coll.: "Le livre de poche" # 5811). 319 p.

OLLE-LAPRUNE, Jacques. La stabilité des ministres sous la IIIe République, 1879-1940. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1962. 376 p.

ORY, Pascal. L'anarchisme de droite ou du mépris considéré comme une morale. Le tout assorti de réflexions plus générales. Paris, Grasset, 1985. 289 p.

\_\_\_\_\_. Le personnalisme d'Emmanuel Mounier hier et demain. Pour un cinquantenaire. Paris, Seuil, 1985. 254 p.

PLANTE, Louis. Un grand seigneur de la politique: Anatole de Monzie (1876-1947). Paris, R. Clavreuil, 1955. 377 p.

PONTEIL, Félix. Les bourgeois et la démocratie sociale, 1914-1968. Paris, Albin Michel, 1971. (Coll.: "L'évolution de l'humanité" # 32). 560 p.

PROST, Antoine. Les anciens combattants et la société française, 1914-1939. Paris, P.F.N.S.P., 1977. 3 vol.

PROST, Antoine (prés.). Les anciens combattants (1914-1940). Paris, Gallimard, 1977. (Coll.: "Archives" # 69). 246 p.

RAUCH, Rufus William. Politics and Belief in Contemporary France. Emmanuel Mounier and Christian Democracy, 1932-1950. La Haye, M. Nijhoff, 1972. 363 p.

RAYMOND-LAURENT, Jean. Le Parti Démocrate Populaire, 1924-1944. Le Mans, Imprimerie Commerciale, 1965. 189 p.

REMOND, René. La droite en France, de la Première Restauration à la Cinquième République. T. I: 1815-1940. Paris, Aubier-

Montaigne, 1968 (c. 1962). 235 p.

REMOND, René et Aline COUTROT. Les catholiques dans la France des années 30. Paris, Cana, 1979 (c. 1960). 273 p.

REMOND, René et Janine BOURDIN (dir.). Edouard Daladier, chef de gouvernement. Paris, P.F.N.S.P., 1977. 319 p.

REMOND, René et Janine BOURDIN (dir.). La France et les Français en 1938-1939. Paris, P.F.N.S.P., 1978. 365 p.

RENOUVIN, Bertrand. Le désordre établi. Paris, Stock, 1975. 214 p.

RIEUNEAU, Maurice. Guerre et révolution dans le roman français de 1919 à 1939. Paris, Klincksieck, 1974. 627 p.

RIOUX, Jean-Pierre. Révolutionnaires du Front populaire. Choix de documents, 1935-1938. Paris, U.G.E., 1973. (Coll.: "10/18" # 763). 444 p.

ROBRIEUX, Philippe. Histoire intérieure du parti communiste. T.I. 1920-1945. Paris, Fayard, 1980. 583 p.

SAUVY, Alfred. Histoire économique de la France entre les deux guerres. \*\* (1931-1939). Paris, Fayard, 1967. 626 p.

SAUVY, Alfred (dir.). Histoire économique de la France entre les deux guerres. \*\*\*. Divers sujets. Paris, Fayard, 1972. 467 p.

SENARCLENS, Pierre de. Le mouvement <Esprit>. 1932-1941. Essai critique. Lausanne, L'Age d'homme, 1974. 370 p.

SHERWOOD, John M. Georges Mandel and the Third Republic. Stanford, Stanford U.P., 1970. 393 p.

SOULIE, Michel. La vie politique d'Edouard Herriot. Paris, A. Colin, 1962. 626 p.

SOULIER, Auguste. L'instabilité ministérielle sous la Troisième République (1871-1938). Paris, Sirey, 1939. 603 p.

STRAUSS, David. Menace in the West: The Rise of French Anti-Americanism in the Modern Times. Westport (Conn.), Greenwood Press, 1978. (Coll.: "Contributions in American Studies" # 40). 317 p.

- TARTAKOWSKI, D. Les premiers communistes français: formation des cadres et bolchévisation. Paris, P.F.N.S.P., 1980. 215 p.
- TOUCHARD, Jean. La Gauche en France depuis 1900. Paris, Seuil, 1977. (Coll.: Points. Histoire" # H-26). 380 p.
- VANDROMME, Pol. La droite buissonnière. Paris, Les Sept Couleurs, 1960. 254 p.
- VITOUX, Frédéric. Céline. Paris, Belfond, 1978. 251 p.
- WARNER, Geoffrey. Pierre Laval and the Eclipse of France. London, Eyre and Spottiswoode, 1968. 461 p.
- WEBER, Eugen. Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914. Stanford (Calif.), Stanford U.P., 1976. 615 p.
- WEISS, John. Conservatism in Europe, 1770-1945. Traditionalism. Reaction and Counter-Revolution. New York, Hartcourt Brace Jovanovitch, 1977. (Coll.: "History of European Civilization Library"). 180 p.
- WINOCK, Michel. Histoire politique de la revue "Esprit" (1930-1950). Paris, Seuil, 1975. 446 p.
- WINOCK, Michel. La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques de 1871 à 1968. Paris, Calmann-Lévy, 1986. 428 p.
- WORMSER, Georges M. Georges Mandel, l'homme politique. Paris, Plon, 1967. 316 p.
- ZELDIN, Theodore. Histoire des passions françaises, 1848-1945. Paris, Seuil, 1978 (c. 1977 et 1973). (Coll.: "Points. Histoire" # H-51 à 55). 5 vol.
- ZIEBURA, Gilbert. Léon Blum et le parti socialiste, 1872-1934. Paris, A. Colin, 1967. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 154). 405 p.

## 2. Articles

- BARJOT, Alair. "La sécurité sociale". In A. Sauvy (dir.). Histoire économique de la France entre les deux guerres. \*\*\*. Divers sujets. Paris, Fayard, 1972. pp. 365-393.

BERGOUNIOUX, Alain. "La SFIO ou les classes moyennes impensées". In G. Lavau et al. L'univers politique des classes moyennes. Paris, P.F.N.S.P., 1983. pp. 94-112.

BERNARD, Jean-Pierre. "Le parti communiste français et les problèmes littéraires". Revue française de science politique, vol. XVII, # 3, (juin 1967). pp. 520-544.

BERSTEIN, Serge. "Le parti radical-socialiste, de la défense du peuple à celle des classes moyennes". In G. Lavau et al. L'univers politique des classes moyennes. Paris, P.F.N.S.P., 1983. pp. 71-93.

BOMIER-LANDOWSKI, Alain. "Les groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et de la Chambre des députés de 1871 à 1940". In F. Goguel et G. Dupeux (éd.). Sociologie électorale. Esquisse d'un bilan. Guide de recherches. Paris, A. Colin, 1951. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 26). pp. 82-89.

CLAGUE, Monique. "Vision and Myopia in the New Politics of André Tardieu". French Historical Studies, vol. VIII, # 1, (Spring, 1973). pp. 105-129.

DANOS, Jacques. "Le Front populaire: comment on mène la gauche à la défaite". Les Temps modernes, 10e année, # 111, (mai-juillet 1955). pp. 1803-1826.

DOGAN, Mattei. "La stabilité du personnel parlementaire sous la Troisième République". Revue française de science politique, vol. III, # 2, (avril-juin 1953). pp. 319-348.

\_\_\_\_\_. "Les écrivains de la droite (1870-1970)" (dossier). Le Magazine littéraire, # 83, (déc. 1973). pp. 10-27.

GAGNON, Paul. "French Views of the Second American Revolution". French Historical Studies, vol. II, # 4, (Fall, 1962). pp. 430-449.

GIRARDET, Raoul. "Pour une introduction à l'histoire du nationalisme français". Revue française de science politique, vol. VII, # 3, (sept. 1958). pp. 505-528.

HOFFMANN, Stanley. "Paradoxes of the French Political Community". In S. Hoffmann et al. In Search of France. Cambridge, Harvard U. P., 1963. pp. 1-117.

JEANNENEY, Jean-Noël. "La solitude d'Henri de Kérillis". L'his-

toire, # 58, (août 1983). pp. 78-84.

JOLL, James. "The Front Populaire ---After Thirty Years". Journal of Contemporary History, vol. I, # 2, (1966). pp. 27-42.

KAYSER, Jacques. "La presse de province sous la IIIe République". Revue française de science politique, vol. V, # 3, (juillet-septembre 1955). pp. 547-571.

KUISEL, Richard F. "Auguste Detouf, Conscience of French Industry: 1926-1947". International Review of Social History, vol. XX, 2nd part, (1975). pp. 149-174.

KUPFERMAN, Fred et Philippe MACHEFER. "Presse et politique dans les années trente: le cas du <Petit Journal>". Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XXII, (avril-juin 1975). pp. 7-51.

LAZITCH, Branco. "Les archives du Komintern et la naissance du Front populaire". Contrepoint, # 3, (printemps 1971). pp. 87-94.

LEFRANC, Georges. "Le courant planiste de 1933 à 1936". Le Mouvement social, # 54, (janvier-mars 1966). pp. 69-89.

LEFRANC, Georges. "Le courant planiste dans le mouvement ouvrier français de 1933 à 1936". In Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux. Paris, Payot, 1970. (Coll.: "Petite bibliothèque Payot" # 160). pp. 197-220.

LEFRANC, Georges. "Histoire d'un groupe du parti socialiste SFIO, Révolution constructive (1930-1938)". In Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux. Paris, Payot, 1970. (Coll.: "Petite bibliothèque Payot" # 160). pp. 169-196.

MAIER, Charles S. "Between Taylorism and Technocracy: European Ideologies and the Vision of Industrial Productivity in the 1920s". Journal of Contemporary History, vol. V, # 2, (1970). pp. 27-61.

MARGAIRAZ, Michel. "Les socialistes face à l'économie et à la société en juin 1936". Le Mouvement social, # 93, (oct.-déc. 1975). pp. 87-108.

MICHAUD, Guy. "La crise de la civilisation européenne". In Max Beloff et al. (éd.). L'Europe du XIXe et du XXe siècle: problèmes et interprétations historiques (1914 - aujourd'hui).

Milan, Marzorati, 1964. pp. 367-399.

NORMAND, Guessler. "Henri Barbusse and his Monde (1928-35): Progeny of the Clarté Movement and the Review Clarté". Journal of Contemporary History, vol. 11, # 2 & 3, (July, 1976). pp. 173-197.

PROST, Antoine. "Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres". Le Mouvement social, # 85, (oct.-déc. 1973). pp. 117-154.

RACINE, Nicole. "Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt: <Clarté> (1921-1928)". Revue française de science politique, vol. XVII, # 3, (juin 1967). pp. 484-519.

REMOND, René. "Les anciens combattants et la politique". Revue française de science politique, vol. V, # 2, (avril-juin 1955). pp. 267-290.

REMOND, René. "Plaidoyer pour une histoire délaissée. La fin de la IIIe République". Revue française de science politique, vol. VII, # 2, (avril-juin 1957). pp. 253-270.

RIoux, Jean-Pierre. "Du pain, du sang et du rêve". L'histoire, # 58, (août 1983). pp. 42-56.

SALEM, Daniel. "Le Sénat <conservateur> de la Troisième République". Revue d'histoire économique et sociale, vol. L, # 4, (année 1972). pp. 518-550.

SCHLESINGER, Mildred. "The Development of the Radical Party in the Third Republic: The New Radical Movement, 1926-1932". Journal of Modern History, vol. 46, # 3, (Sept., 1974). pp. 476-501.

SMITH, R. J. "L'atmosphère politique à l'Ecole normale supérieure à la fin du XIXe siècle". Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XX, (avril-juin 1973). pp. 248-268.

TOUCHARD, Jean. "Le parti communiste français et les intellectuels (1920-1939). Avant-propos". Revue française de science politique, vol. XVII, # 3, (juin 1967). pp. 468-483.

TUDESQ, A. J. "Système d'information et contenu politique: la presse quotidienne en France au XXe siècle". Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XXIX, (juillet-sept. 1982). pp. 500-507.



## C) Le fascisme et le nazisme

## 1. Livres

ADORNO, Theodor W. et al. The Authoritarian Personality. New York, Norton & Co., 1969 (c. 1950). 990 p.

ALLEN, William Sheridan. Une petite ville nazie, 1930-1935. Paris, Laffont, 1969 (c. 1967). 359 p.

ARENDT, Hannah. The Origins of Totalitarianism. New York, Harcourt, Brace and World, 1973 (c. 1951). 526 p.

AYCOBERRY, Pierre. La question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975. Paris, Seuil, 1979. (Coll.: "Points. Histoire" # H-39). 314 p.

BADIA, Gilbert. Histoire de l'Allemagne contemporaine, 1917-1962. Paris, Editions sociales, 1975. 2 vol.

BADINTER, R. (dir.). Vous avez dit fascisme? Paris, Arthaud/Montalba, 1984. 286 p.

BOURDREL, Philippe. Nous avons fait Adolf Hitler. Paris, Ramsay, 1983. 330 p.

BRACHER, Karl Dietrich. The German Dictatorship: The Origins, Structure and Effects of National Socialism. New York, Praeger, 1970 (c. 1970). 553 p.

BRACHER, Karl Dietrich. The Age of Ideologies. A History of Political Thought in the Twentieth Century. London, Methuen, 1985 (c. 1982). (Coll.: "University Paperbacks" # 880). 305 p.

BROSZAT, Martin. The Hitler State. The Foundation and Development of the Internal Structure of the Third Reich. London, Longman, 1981 (c. 1969). 378 p.

BULLOCK, Alan. Hitler: A Study in Tyranny. New York, Pelican, 1980 (c. 1962 et 1952). (Coll.: "Penguin Books"). 848 p.

CARSTEN, Francis L. The Rise of Fascism. Berkeley and Los Angeles, U. of California Press, 1967. 279 p.

CRAIG, Gordon A. Germany, 1966-1945. New York, Oxford U. P., 1980 (c. 1978). 825 p.

DE FELICE, Renzo. Clefs pour comprendre le fascisme. Paris, Seghers, 1975 (c. 1969). (Coll.: "Clefs" # 43). 299 p.

DELZELL, Charles F. (ed.). Mediterranean Fascism, 1919-1945. New York, Harper and Row, 1970. 364 p.

ETIENNE, Jean-Michel. Le mouvement rexiste jusqu'en 1940. Paris, A. Colin, 1968. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 165). 193 p.

FAYE, Jean-Pierre. Langages totalitaires. Critique de la raison/l'économie narrative. Paris, Hermann, 1972. 771 p.

FEST, Joachim C. Hitler. New York, Random House, 1975 (c. 1973). (Coll.: "Vintage Books" # V-2023). 844 p.

FRIEDLÄNDER, Saül. L'antisémitisme nazi: histoire d'une psychose collective. Paris, Seuil, 1971. (Coll.: "L'histoire immédiate"). 204 p.

FRIEDLÄNDER, Saül. Reflets du nazisme. Paris, Seuil, 1982. 138 p.

FRIEDRICH, Carl J. and Zbigniew BRZEŹINSKI. Totalitarian Dictatorship and Autocracy. Cambridge, Harvard U. P., 1956. 439 p.

FROMM, Erich. Escape from Freedom. New York, H.R.W., 1969 (c. 1941). 305 p.

GAY, Peter. Freud, Jews and Other Germans. Masters and Victims in Modernist Culture. New York, Oxford U. P., 1979 (c. 1978). xx + 289 p.

GLASER, Hermann. The Cultural Roots of National Socialism. Austin, U. of Texas Press, 1978 (c. 1964). 289 p.

GREGOR, A. James. The Fascist Persuasion in Radical Politics. Princeton (N. J.), P. U. P., 1974. 472 p.

GREGOR, A. James. Interpretations of Fascism. Morristown (N.J.), General Learning Press, 1974. 126 p.

GUERIN, Daniel. Sur le fascisme. Paris, Maspero, 1978 (c. 1965 et 1936). (Coll.: "FM/petite collection maspero" # 45-46). 2 vol.

HAGTVET, Bern, LARSEN, Stein U. and Jan P. MYKLEBUST (ed.).

Who Were the Fascists: Social Roots of European Fascism.  
Oslo, Universitetsforlaget, 1980. 816 p.

HAMILTON, Alastair. L'illusion fasciste. Les intellectuels et le fascisme, 1919-1945. Paris, Gallimard, 1971. 333 p.

HIDEN, John and John FARQUHARSON. Explaining Hitler's Germany: Historians and the Third Reich. Totowa (N. J.), Barnes & Noble, 1983. 237 p.

KATER, Michael. The Nazi Party. A Social Profile of Members and Leaders, 1919-1945. Oxford, Basil Blackwell, 1983. 415 p.

KRACAUER, Siegfried. From Caligari to Hitler. A Psychological History of the German Film. Princeton (N. J.), P.U.P., 1974 (c. 1947). 361 p.

LAQUEUR, Walter (ed.). Fascism: A Reader's Guide. Analyses, Interpretation, Bibliography. Berkeley and Los Angeles, U. of California Press, 1978 (c. 1976). 478 p.

LAQUEUR, Walter and George MOSSE. International Fascism: 1920-1945. New York, Harper and Row, 1966. (Coll.: "Harper Torchbooks"). 197 p.

LERNER, Daniel and Harold D. LASSWELL. World Revolutionary Elites. Studies in Coercive Ideological Movements. Cambridge (Mass.), M.I.T. Press, 1965. 478 p.

LIPSET, Seymour Martin. Political Man. Social Bases of Politics. New York, Anchor Books, 1963 (c. 1959). 477 p.

MACK SMITH, Denis. Italy. A Modern History. Ann Arbor, U. of Michigan Press, 1959. 508 p.

MACK SMITH, Denis. Mussolini. New York, Vintage Books, 1982. 429 p.

MICHEL, Henri. Les fascismes. Paris, P.U.F., 1983 (c. 1977). (Coll.: "Que sais-je?" # 1683). 126 p.

MILZA, Pierre. Fascismes et idéologies réactionnaires en Europe, 1919-1945. Paris, A. Colin, 1969. (Coll.: "Dossiers sciences humaines" # 9). 96 p.

MILZA, Pierre et Marianne BENTELI. La liberté en question. Le fascisme au XXe siècle. Paris, Richelieu, 1973. (Coll.: "L'univers

contemporain"). 413 p.

MILZA, Pierre et Serge BERSTEIN. Le fascisme italien, 1919-1945. Paris, Seuil, 1980. (Coll.: "Points. Histoire" # H-44). 434 p.

MOORE, Barrington, Jr. Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World. Boston, Beacon Press, 1967 (c. 1966). 559 p.

MOSSE, George L. The Crisis of German Ideology. Intellectual Origins of the Third Reich. New York, Schocken Books, 1981 (c. 1964). 373 p.

MOSSE, George L. The Nationalization of the Masses. Political Symbolism and Mass Movements in Germany from the Napoleonic Wars Through the Third Reich. New York, Meridian Books, 1977 (c. 1975). 252 p.

MOSSE, George L. Masses and Man: Nationalist and Fascist Perceptions of Reality. New York, H. Fertig, 1980. 362 p.

NOLTE, Ernst. Three Faces of Fascism. Action Francaise. Italian Fascism. National Socialism. New York, Mentor Books, 1969 (c. 1963). 699 p.

OSTENC, Michel. Intellectuels italiens et fascisme (1915-1929). Paris, Payot, 1983. (Coll.: "Bibliothèque historique"). 340 p.

PARIS, Robert. Les origines du fascisme. Paris, Flammarion, 1968. (Coll.: "Questions d'histoire" # 2). 140 p.

PAYNE, Stanley G. Fascism. Comparison and Definition. Madison, U. of Wisconsin Press, 1980. 325 p.

PAYNE, Stanley G. Phalange: histoire du fascisme espagnol. Madrid, Editions Ruedo Iberico, 1965. 256 p.

POULANTZAS, Nicos. Fascisme et dictature. Paris, Seuil/Maspero, 1974 (c. 1970). (Coll.: "Politique" # 68). 377 p.

REICH, Wilhelm. La psychologie de masse du fascisme. Paris, Payot, 1972 (c. 1942 et 1933). (Coll.: "Petite bibliothèque Payot" # 244). 341 p.

ROMANO, Sergio. Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours. Paris, Seuil, 1977. (Coll.: "Points. Histoire" # H-27). 366 p.

SCHOENBAUM, David. La révolution brune. La société allemande sous le IIIe Reich. Paris, Laffont, 1979 (c. 1966). 419 p.

SHIRER, William L. The Nightmare Years. 1930-1940. Boston, Little, Brown and Co., 1984. 654 p.

STEINERT, Marlis G. Hitler et l'Allemagne nazie. L'Allemagne nationale-socialiste. 1933-1945. Paris, Richelieu, 1972. (Coll.: "L'univers contemporain"). 398 p.

STERN, Fritz. The Politics of Cultural Despair: A Study in the Rise of the Germanic Ideology. Los Angeles, U. of California Press, 1963 (c. 1961). 367 p.

SUGAR, Peter F. (ed.). Native Fascism in the Successor States. 1918-1945. Santa-Barbara (Calif.), ABC-Clio, 1971. 166 p.

TURNER, Henry A., Jr. Nazism and the Third Reich. New York, Quadrangle Books, 1972. 262 p.

VANDROMME, Pol. L'Europe en chemise (l'extrême droite dans l'entre-deux-guerres). Paris, Editions de la Francité, 1971. 168 p.

WEBER, Eugen. Varieties of Fascism. Doctrines of Revolution in the Twentieth Century. Malabar (Flo.), Krieger Pub. Co., 1982 (c. 1964). 191 p.

## 2. Articles

AKÉ, Claude. "Modernization and Political Instability: A Theoretical Exploration". World Politics, vol. XXVI, # 4, (July, 1974). pp. 576-591.

ALLARDYCE, Gilbert. "What Fascism is Not: Thoughts on the Deflation of a Concept". The American Historical Review, vol. 84, # 2, (April, 1979). pp. 567-598.

BURGELIN, Henri. "Qui était nazi?". L'histoire, # 58, (août 1983). pp. 8-18.

BURRIN, Philippe. "Le fascisme: la révolution sans révolutionnaires". Le Débat, # 38, (janvier-mars 1986). pp. 164-176.

CAPLAN, Jane. "Theories of Fascism: Nicos Poulantzas as Historian". History Workshop, Issue 3, (Spring, 1977). pp. 83-100.

ELLEY, G. "What Produces Fascism: Preindustrial Traditions or a Crisis of a Capitalist State". Politics and Society, vol. 12, # 3, (1983). pp. 53-82.

GREGOR, A. James. "Fascism and the Countermodernization of Consciousness". Comparative Political Studies, vol. 10, # 2, (July, 1977). pp. 239-258.

GREGOR, A. James. "Fascism and Modernization: Some Addenda". World Politics, vol. XXVI, # 3, (April, 1974). pp. 370-384.

GREIL, A. L. "The Modernization of Consciousness and the Appeal of Fascism". Comparative political Studies, vol. 10, # 2, (July, 1977). pp. 213-238.

GREIL, A. L. "What Does it Mean When I Call You a Fascist?" Comparative Political Studies, vol. 10, # 2, (July, 1977). pp. 269-278.

HAGTVET, Bernt and Reinhard KÜHNEL. "Contemporary Approaches to Fascism: A Survey of Paradigms". In Bernt HAGTVET et al. Who Where the Fascists. Social Roots of European Fascism. Oslo, Universitetsforlaget, 1980. pp. 26-51.

HURST, Michael. "What Is Fascism?" The Historical Journal, vol. 11, # 1, (1968). pp. 165-185.

JOES, Anthony J. "On the Modernity of Fascism: Notes from Two Worlds". Comparative Political Studies, vol. 10, # 2, (July, 1977). pp. 259-268.

LEDEEN, Michael A. "Fascism and the Generation Gap". European Studies Review, vol. 1, # 3, (July, 1971). pp. 275-283.

LEDEEN, Michael. "Renzo de Felice and the Controversy over Italian Fascism". Journal of Contemporary History, vol. XI, # 4, (October, 1976). pp. 269-283.

LINZ, Juan J. "Some Notes Towards a Comparative Study of Fascism in Sociological Historical Perspective". In W. Laqueur (ed.), Fascism: A Reader's Guide. Analyses. Interpretation. Bibliography. Berkeley (Calif.), U. of California Press, 1978 (c. 1976). pp. 3-121.

MADDEN, Paul. "Some Social Characteristics of Early Nazi Party Members, 1919-1923". Central European History, vol. XV, # 1, (March, 1982). pp. 34-56.

MILZA, Pierre. "Le fascisme italien et la vision du futur". Vingt-tième siècle. Revue d'histoire. # 1, (janvier 1984). pp. 47-55.

PAYNE, Stanley G. "Fascism in Western Europe". In W. Laqueur (ed.), Fascism: A Reader's Guide. Analyses. Interpretation. Bibliography. Berkeley, U. of California Press, 1978 (c. 1976). pp. 295-311.

SAUER, Wolfgang. "National Socialism: Totalitarianism or Fascism?". American Historical Review, vol. 73, # 2, (December, 1967). pp. 404-424.

SETON-WATSON, Hugh. "Fascism, Right and Left". Journal of Contemporary History, vol. 1, # 1, (1966). pp. 183-197.

STERNHELL, Zeev. "Fascist Ideology". In W. Laqueur (ed.), Fascism: A Reader's Guide. Analyses. Interpretation. Bibliography. Berkeley, U. of California Press, 1978 (c. 1976). pp. 315-376.

TURNER, Henry A., Jr. "Fascism and Modernization". World Politics, vol. XXIV, # 4, (July, 1972). pp. 547-564.

#### D) Le fascisme en France

##### 1. Livres

ALLARDYCE, Gilbert. The Political Transition of Jacques Doriot. 1926-1936. Dubuque (Iowa), Iowa U.P., 1966. 308 p.

ANDREU, Pierre et Frédéric GROVER. Drieu La Rochelle. Paris, Hachette, 1979. 587 p.

BELLE, Jean-Michel. Les folles années de Maurice Sachs. Paris, Grasset, 1979. 248 p.

BOURDREL, Philippe. La Cagoule. 30 ans de complots. Paris, A. Michel, 1970. 282 p.

BRUNET, Jean-Paul. Doriot. Du communisme au fascisme. Paris, Balland, 1986. 563 p.

DENIEL, Alain. Bucard et le Francisme. Les seuls fascistes français. Paris, Jean Picollec, 1979. 334 p.

- DIOUDONNAT, Pierre-Marie. Je suis partout. 1930-1944. Les maurassiens devant la tentation fasciste. Paris, La Table ronde, 1973. 471 p.
- GUCHET, Yves. Georges Valois: l'Action Française, le Faisceau, la République syndicale. Paris, Albatros, 1975. 246 p.
- KUNNAS, Tarmos. Drieu La Rochelle, Céline, Brasillach et la tentation fasciste. Paris, Les Sept Couleurs, 1972. 311 p.
- La ROCQUE, Edith et Gilles de. La Rocque tel qu'il était. Paris, Fayard, 1962. 301 p.
- LOUBET DEL BAYLE, Jean-Louis. Les non conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française. Paris, Seuil, 1969. 495 p.
- MACHEFER, Philippe. Liques et fascismes en France. 1918-1939. Paris, P.U.F., 1974. (Coll.: "Dossiers Clio" # 71). 95 p.
- MAZGAJ, Paul. The Action Française and Revolutionary Syndicalism. Greensboro, U. of North Carolina Press, 1979. 281 p.
- ORY, Pascal. Les collaborateurs. 1940-1945. Paris, Seuil, 1980 (c. 1976). (Coll.: "Points. Histoire" # H-43). 331 p.
- PAXTON, Robert O. La France de Vichy. 1940-1944. Paris, Seuil, 1974 (c. 1973). (Coll.: "Points. Histoire" # H-16). 375 p.
- PLUMYENE, Jean et Raymond LASIERRA. Les fascismes français. 1923-1963. Paris, Seuil, 1963. (Coll.: "L'histoire immédiate"). 318 p.
- PLUMYENE, Jean et Raymond LASIERRA. Le complexe de droite. Paris, Flammarion, 1969. (Coll.: "Le meilleur des mondes"). 233 p.
- RUDAUX, Philippe. Les Croix de Feu et le P.S.F. Paris, Editions France-Empire, 1967. 339 p.
- SAINT-YGNAN, Jean-Louis. Drieu La Rochelle ou l'obsession de la décadence. Paris, Nouvelles Editions latines, 1984. 260 p.
- SERANT, Paul. Le romantisme fasciste. Etude sur l'oeuvre politique de quelques écrivains français. Paris, Fasquelle, 1959. 321 p.



- SERANT, Paul. Les dissidents de l'Action Française. Paris, Copernic, 1978. 323 p.
- SOUÇY, Robert J. Fascist Intellectual: Drieu La Rochelle. Berkeley, U. of California Press, 1979. 451 p.
- STERNHELL, Zeev. Maurice Barrès et le nationalisme français. Paris, P.F.N.S.P., 1972. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 182). 395 p.
- STERNHELL, Zeev. La Droite révolutionnaire: les origines françaises du fascisme, 1885-1914. Paris, Seuil, 1978. (Coll.: "L'univers historique"). 441 p.
- STERNHELL, Zeev. Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France. Paris, Seuil, 1983. 407 p.
- TANNENBAUM, Edward. The Action Française: Die-Hard Reactionaries in Twentieth Century France. New York, John Wiley and Sons, 1962. 316 p.
- TUCKER, William R. The Fascist Ego: A Political Biography of Robert Brasillach. Berkeley, U. of California Press, 1975. 331 p.
- VANDROMME, Pol. Robert Brasillach. L'homme et l'oeuvre. Paris, Plon, 1956. 254 p.
- VARENNES, Claude (pseud. de Georges Albertini). Le destin de Marcel Déat. Paris, Janmaray, 1948. 254 p.
- VEILLON, Dominique. La collaboration. Textes et débats. Paris, Librairie générale française, 1984. (Coll.: "Le livre de poche" # 5002). 480 p.
- WEBER, Eugen. L'Action Française. Paris, Stock, 1964 (c. 1962). 649 p.
- WINOCK, Michel. Edouard Drumont et compagnie. Antisémitisme et fascisme en France. Paris, Seuil, 1982. 218 p.
- WOLF, Dieter. Doriot. Du communisme à la collaboration. Paris, Fayard, 1969 (c. 1967). (Coll.: "Les grandes études contemporaines"). 481 p.

## 2. Articles

- ALLARDYCE, Gilbert D. "The Political Transition of Jacques Doriot". Journal of Contemporary History, vol. 1, # 1, (1966). pp. 56-74.
- ALLARDYCE, Gilbert D. "Jacques Doriot et l'esprit fasciste en France". Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, #97, 25<sup>e</sup> année, (janvier 1975). pp. 31-44.
- BAKER, Donald N. "Two Paths to Socialism: Marcel Déat and Marceau Pivert". Journal of Contemporary History, vol. 11, # 1, (January, 1966). pp. 107-126.
- BARRAL, Pierre. "L'extrême droite en France". Historiens et géographes, # 215, (janvier 1969). pp. 317-320.
- BERGOUNIOUX, Alain. "Le néo-socialisme. Marcel Déat: réformisme traditionnel ou esprit des années trente". Revue historique, vol. 260, # 2, (oct.-déc. 1978). pp. 389-412.
- BERSTEIN, Serge. "La France des années trente allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell". Vingtième siècle. Revue d'histoire, # 2, (avril 1984). pp. 83-94.
- BRUNET, Jean-Paul. "Un fascisme français: le Parti populaire français de Doriot (1936-1939)". Revue française de science politique, vol. XXXIII, # 2, (avril 1983). pp. 255-280.
- BRUNET, Jean-Paul. "Réflexions sur la scission de Doriot". Le Mouvement social, # 70, (janvier-mars 1970). pp. 43-65.
- BURRIN, Philippe. "La France dans le champ magnétique des fascismes". Le Débat, # 32, (novembre 1984). pp. 52-72.
- COINTET, J.-P. "Marcel Déat et le parti unique (été 1940)". Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, 23<sup>e</sup> année, # 91, (juillet 1973). pp. 1-22.
- COMTE, Gilbert. "Zeev Sternhell, <historien> du fascisme en France". Le Monde diplomatique, # 372, 32<sup>e</sup> année, (mars 1985). pp. 2-3.
- FLORIN, J.-P. "Des Croix de Feu au parti social français, une mutation réussie? L'exemple de la fédération du Nord (1936-1939)". Revue du Nord, t.LIX, # 233, (avril-juin 1977). pp. 233-271.
- GIRARDET, Roul. "L'héritage de <l'Action française>". Revue fran

caise de science politique, vol. VII, # 4, (oct.-déc. 1957).  
pp. 765-792.

GIRARDET, Raoul. "Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934-1939". Revue française de science politique, vol. V, # 3, (juillet-septembre 1955). pp. 529-546.

GROSSMAN, S. "L'évolution de Marcel Déat". Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 97, 25ème année, (janvier 1975). pp. 3-29.

GUCHET, Yves. "Georges Valois ou l'illusion fasciste". Revue française de science politique, vol. XV, # 6, (décembre 1965). pp. 1111-1144.

HOFFMANN, Stanley. "Collaborationism in France during World War II". Journal of Modern History, vol. XL, # 3, (Sept., 1968). pp. 375-395.

IRVINE, W. D. "French Conservatives and the <New Right> During the 1930's". French Historical Studies, vol. VII, # 4, (Fall, 1974). pp. 534-562.

JACOMET, A. "Les chefs du Francisme: Marcel Bucard et Paul Guiraud". Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 97, 25ème année, (janvier 1975). pp. 45-66.

LEVEY, Jules. "Georges Valois and the Faisceau: The Making and Breaking of a Fascist". French Historical Studies, vol. VIII, # 2, (Fall, 1973). pp. 279-304.

MACHEFER, Philippe. "Les Croix de Feu (1927-1936)". L'Information historique, 34ème année, # 1, (janvier-février 1972). pp. 28-34.

MACHEFER, Philippe. "Le Parti social français en 1936-1937". L'Information historique, 34ème année, # 2, (mars-avril 1972). pp. 74-81.

MACHEFER, Philippe. "Le PSF et le Front de la Liberté, 1936-1937". Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XVII, (janvier-mars 1970). pp. 112-126.

MÜLLER, Klaus-Jürgen. "French Fascism and Modernization". Journal of Contemporary History, vol. 11, # 4, (Oct., 1976). pp. 75-107.

MYRDAL, Jan. "Le rôle de la gauche intellectuelle dans la montée du fascisme". In R. Badinter (dir.), Vous avez dit fascismes? Paris, Arthaud/Montalba, 1984. pp. 203-215.

NASAW, David. "From Inquiétude to Revolution". Journal of Contemporary History, vol. 11, # 2 & 3, (July, 1976). pp. 149-172.

ORY, Pascal. "Le dorgérisme: institution et discours d'une colère paysanne (1929-1939)". Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XXII, (avril-juin 1975). pp. 168-190.

OSGOOD, Samuel M. "Charles Maurras et l'Action française. Etat des travaux américains". Revue française de science politique, vol. VIII, # 1, (mars 1958). pp. 143-147.

PLUMYENE, Jean. "Nationalisme et instinct de mort". Contrepoint, # 3, (printemps 1971). pp. 25-32.

RICHARD, Lionel. "Drieu La Rochelle et la Nouvelle Revue française des années noires". Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 97, 25ème année, (janvier 1975). pp. 67-84.

ROYER, Jean-Michel. "De Dorgères à Poujade". In Les paysans et la politique dans la France contemporaine. Paris, A. Colin, 1958. (Coll.: "Cahiers de la F.N.S.P." # 94). pp. 149-206.

SAND, Shlomo, "L'idéologie fasciste en France", Esprit, # 8-9, (août-septembre 1983). pp. 149-160.

SOUKY, Robert. "The Nature of Fascism in France". Journal of Contemporary History, vol. 1, # 1, (1966). pp. 27-55.

SOUKY, Robert. "French Fascist Intellectuals in the 1930's: An Old New Left?". French Historical Studies, vol. VIII, # 3, (Spring, 1974). pp. 445-458.

SOUKY, Robert J. "Le fascisme de Drieu La Rochelle". Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, # 66, 17ème année, (avril 1967). pp. 61-84.

STERNHELL, Zeev. "Anatomie d'un mouvement fasciste en France: le Faisceau de Georges Valois". Revue française de science politique, vol. XXVI, # 1, (février 1976). pp. 5-40.

STERNHELL, Zeev. "Emmanuel Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente". Revue

française de science politique, vol. XXXIV, # 6, (déc. 1984).  
pp. 1141-1180.

STERNHELL, Zeev. "Sur le fascisme et sa variante française". Le Débat, # 32, (nov. 1984). pp. 28-51.

TOUCHARD, Jean. "L'esprit des années trente". In Tendances dans la vie française depuis 1789. Paris, Hachette, 1960. pp. 89-120.

TUCKER, William R. "Politics and Aesthetics: The Fascism of Robert Brasillach". The Western Political Quarterly, vol. XV, # 4, (Dec., 1962). pp. 605-617.

WEBER, Eugen. "Nationalism, Socialism, and National Socialism in France". French Historical Studies, vol. II, # 3, (Spring, 1962). pp. 273-307.

WEBER, Eugen. "The Right in France: A Working Hypothesis". American Historical Review, t. LXV, # 3, (April, 1960). pp. 554-568.

WEBER, Eugen. "Un demi-siècle de glissement à droite". International Review of Social History, vol. V, # 2, (1960). pp. 165-201.

WILLARD, Claude. "Quelques aspects du fascisme en France avant le 6 février 1934". In J. Chambaz, Le Front populaire pour le pain, la liberté et la paix. Paris, Editions sociales, 1961. pp. 190-223.

WILSON, S. "A View of The Past: Action Française Historiography and its Socio-Political Function". The Historical Journal, vol. 19, # 1, (March, 1976). pp. 135-161.

WINOCK, Michel. "Une parabole fasciste: Gilles de Drieu La Rochelle". Le Mouvement social, # 80, (juillet-septembre 1972). pp. 29-48.

WINOCK, Michel. "Fascisme à la française ou fascisme introuvable?" Le Débat, # 25, (mai 1983). pp. 35-44.

## VI. Oeuvres de fiction

BRASILLACH, Robert. Les sept couleurs (roman). Paris, Petits fils de Plon et de Nourrit, 1939. 244 p.

CELINE, Louis-Ferdinand. Mort à crédit (roman). Paris, Gallimard, 1952 (c. 1936). (Coll.: "Folio" # 33). 629 p.

CELINE, Louis-Ferdinand. Voyage au bout de la nuit (roman). Paris, Gallimard, 1952 (c. 1932). (Coll.: "Le livre de poche" # 147-148). 498 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. Gilles (roman). Paris, Gallimard, 1939. (Coll.: "Folio" # 459). 687 p.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre. Réveuse bourgeoise (roman). Paris, Gallimard, 1937. 349 p.

GIRAUDOUX, Jean. Siegfried et le Limousin (roman). Paris, Grasset, 1922. (Coll.: "Le livre de poche" # 175). 244 p.

GUILLOUX, Louis. Les batailles perdues (roman). Paris, Gallimard, 1960. 611 p.

MOHRT, Michel. Mon royaume pour un cheval (roman). Paris, Albin Michel, 1949. 447 p.

PIRANDELLO, Luigi. "Six personnages en quête d'auteur. Pièce à faire" (théâtre), in Théâtre I. Paris, Gallimard, 1950 (c. 1923). pp. 7-74.